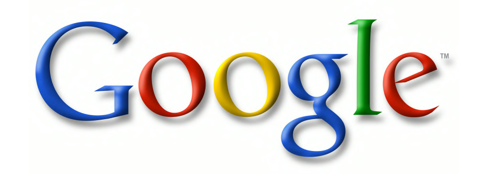



SIGILLVM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV ANG
CHRISTO ET ECCLESIAE
VE RI TAS

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS,
CONVENTIONS ET AUTRES TRANSACTIONS REMARQUABLES,

SERVANT À LA CONNAISSANCE DES RELATIONS ÉTRANGÈRES DES PUISSANCES ET ÉTATS DANS LEURS RAPPORTS MUTUELS.

RÉDIGÉ SUR COPIES, COLLECTIONS ET PUBLICATIONS AUTHENTIQUES.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL
DE
GÉO. FR. DE MARTENS.

PAR
CHARLES SAMWER.

Tome XIV.
1843—1852.

GOTTINGUE,
LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1856.

Rec. June 7, 1900.

Nous nous sommes imposé la tâche de continuer un ouvrage qui a été commencé, il y a soixante-six ans, par un des plus grands publicistes de l'Europe, ouvrage qui, grâce aux services qu'il a rendus, est devenu indispensable aux hommes d'État et à tous ceux qui se livrent à une étude sérieuse du droit public de l'Europe. Nous n'avons que peu de chose à dire sur les principes qui présideront à notre travail.

Suivant l'intention du fondateur, ce Recueil devait réunir les documents qui servent de base au droit conventionnel et pratique des Nations.

Le droit civil des différents États se trouve consigné dans des codes et des bulletins officiels; il n'y a pas d'autorité qui puisse réunir en corps d'ouvrage les titres qui consacrent le droit international; ce travail était réservé à un particulier; c'est M. de Martens qui l'avait entrepris pour continuer et compléter les ouvrages de Dumont, de Rousset et de Wenck.

Fidèle à la pensée qui a inspiré le fondateur de ce Recueil, nous n'y ferons entrer en général que des actes dispositifs, ceux qui établissent en matière de droit des gens une règle d'une application directe. S'il nous arrive de faire une exception en faveur d'un document d'un intérêt particulier, nous le ferons en vue du côté pratique, c'est à dire en vue des conséquences qu'on peut en tirer pour déterminer une question de droit des gens ou pour faciliter l'interprétation d'un traité.

Nous laisserons donc de côté tous les documents qui n'ont qu'un intérêt historique ou politique — c'est-à-dire les notes et dépêches diplomatiques ordinaires. Les documents qui figurent dans ce Recueil seront empruntés généralement à des sources authentiques. Quand la source dans laquelle nous puisons nous inspire quelque défiance, nous aurons soin de le dire. Quant aux documents empruntés à des publications officielles, il nous a semblé superflu d'en indiquer la source.

Pour remplir toutes les conditions d'authenticité, nous aurions aimé à reproduire tous les documents dans la langue dans laquelle ils ont été rédigés. Mais cette reproduction originale n'est possible que pour quelques. langues. La connaissance du latin, du français, de l'anglais et de l'allemand est assez générale pour nous dispenser de donner la traduction des actes rédigés dans ces langues. Quant à l'italien, langue peu connue dans le Nord de l'Europe, nous accompagnerons d'une traduction les pièces les plus importantes. Pour les actes rédigés dans les autres langues romanes et germaniques, le texte original, mis en regard de la traduction, sera toujours de quelque intérêt pour la plupart des lecteurs.

Nous chercherons à rendre ce Recueil aussi complet que possible; un coup d'oeil jeté sur la table des matières contenues dans ce volume fera connaître jusqu'à quel point nons avons réussi.

Nous espérons pouvoir donner à ce Recueil plus d'à-propos et un plus haut degré d'utilité pratique en communiquant dans les prochains volumes les traités les plus récents. D'un autre côté nous chercherons à donner des traités qui datent d'une époque plus reculée et qui ont été omis ou qui jusqu'à présent n'ont pas été publiés.

A l'exemple de M. de Martens, nous serons quelquesfois forcés de renoncer à suivre l'ordre chronologique,

qu'il serait impossible d'observer, vû que les traités qui règlent les rapports des nations existent ordinairement longtemps avant d'être publiés. Du reste l'ordre chronologique n'est rien moins que nécessaire, si l'on a soin de publier de temps en temps une table des matières embrassant plusieurs volumes.

L'éditeur nous autorise à annoncer que déjà dans le courant de l'année prochaine, il fera paraître un registre chronologique et alphabétique des documents contenus dans tout le Recueil, registre qui rendra superflu les tables des différents volumes et même les tables générales publiées en 1837 et 1843.

Nous nous féliciterions de pouvoir contribuer quelque peu au progrès des études du droit international, études qui tendent à affermir les principes d'une justice impartiale pour toutes les nations du globe et à faire passer dans les rapports internationaux les bienfaits de la civilisation. Ces études reprendront peut-être un nouvel essor. Il était réservé à l'année 1856 d'ouvrir une nouvelle ère du droit des gens. Les guerres n'ont que trop souvent fait dévier les nations des principes de l'humanité. De toutes les guerres qui ont eu lieu, celle qui vient de finir est la première qui ait mis des obstacles aux guerres à venir et qui les ait humanisées.

Elle a introduit dans le droit public de l'Europe des principes qui, s'ils ne rendent pas d'autres guerres impossibles, les empêcheront pourtant d'étendre leur influence funeste jusque dans le sein des États désintéressés dans la lutte. Le congrès de Paris a fait du principe de la médiation, qui n'était qu'un principe politique, un principe de droit des gens, et il a posé des principes de droit maritime tels que les grands publicistes de l'Europe les avaient en vain défendus jusqu'à présent, sans en oser espérer l'application générale.

Ce triomphe des principes de justice que la science a proclamés pendant des siècles ne peut manquer de raviver les études du droit international et de réveiller l'espérance d'en voir passer les résultats dans les faits.

1.

Publication du gouvernement de la Saxe relative à une convention avec la Suède et la Norvége pour l'échange des actes de décès des sujets respectifs. Signée à Dresde, le 3 janvier 1848.

In den Königreichen Schweden und Norwegen ist die Anordnung getroffen worden,

dass, wenn in dem einen oder dem andern der genannten Königreiche ein ausländischer Unterthan mit Tode abgehen sollte, die Localbehörde innerhalb der nächsten vierzehn Tage eine Ausfertigung an den Gouverneur der Provinz einzusenden habe, in welcher nachstehende Notizen zu verzeichnen seien:

der Name und die Taufnamen des Verstorbenen, dessen Stand oder Handwerk, der Ort seines letzten Aufenthalts,

sein Geburtsort und sein Alter,

ferner die bekannt gewordenen Nachrichten über den Umfang seines Nachlasses,

über Namen, Stand und Wohnort seiner Aeltern oder sonstigen Verwandten, und über die Erben, welche er etwa im Lande hinterlassen hat,

welche Ausfertigungen schliesslich an das Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten zu Stockholm zu gelangen haben.

Da nun bei Benachrichtigung von dieser Anordnung Seiten der Königlich Schwedisch-Norwegischen Regierung der Wunsch, dass ein Austausch derartiger Todesanzeigen zwischen der Königlich Sächsischen Regierung und ihr vereinbart werde, anher eröffnet, und einer solchen Uebereinkunft hierorts beigestimmt worden ist; so werden die Geistlichen aller Confessionen und die Obrigkeiten hiesiger Lande hierdurch angewiesen, bei den in

ihren Bezirken sich ereignenden Todesfällen Schwedischer oder Norwegischer Unterthanen Todtenscheine in der obgedachten Weise unentgeldlich auszustellen, und an die ihnen vorgesetzte Kreisdirection zur weitern Legalisirung einzureichen, von welcher sie an das Ministerium des Cultus und öffentlichen Unterrichts kostenfrei zu befördern sind.

Dresden, am 3ten Januar 1848.

Die Ministerien des Cultus und öffentlichen Unterrichts und des Innern.

v. Wietersheim. *v. Falkenstein.*

Kuhn.

2.

Traité d'amitié et de commerce entre le royaume des Iles Hawaii et la Ville libre et anséatique de Hambourg, signé à Honolulu, le 8 janvier 1848).*

It being desirable that a general convention and instrument of mutual agreement should exist between Hamburg and the Hawaiian Islands, the following Articles, have for that purpose and to that intent, been mutually agreed upon and signed between the governments of Hamburg and that of the Hawaiian Islands.

Art. I. There shall be perpetual peace and amity between the Republic and free Hanseatic City of Hamburg, and His Majesty the King of the Hawaiian Islands, their heirs and successors.

Art. II. The citizens of the Republic of Hamburg, residing within the dominions of the King of the Hawaiian Islands, shall enjoy the same protection in regard to their civil rights, as well as to their persons and properties, as native subjects; and the King of the Hawaiian Islands engages to grant to citizens of the Republic of Hamburg, the same rights and privileges which now are, or may hereafter be granted to or enjoyed by any other foreigners, subjects of the most favored nation.

Art. III. The protection of the King of the Hawaiian Islands, shall be extended to all Hamburg vessels, their officers and crews, within the harbours, and roads of his dominions. In time of war, they shall receive all possible protection against the enemies of the Republic of Hamburg. In case of shipwreck, the local authorities and officers of the King, shall use their utmost exertions

*) Le traité a été redigé en hawaïen et en anglais. Nous ne donnons que le texte anglais. Nous ignorons si le traité a été ratifié pas les deux parties contractantes; nous savons seulement qu'en décembre 1849 le sénat de Hambourg proposa à l'assemblée constitutionelle des citoyens d'assentir à cette ratification.

to succor them and secure them from plunder. The salvage dues shall be settled according to the general law of salvage, and in case of dispute, shall be regulated by arbitrators chosen by both parties.

Art. IV. The desertion of seamen belonging to Hamburg vessels, shall be severely repressed by the local authorities, who shall employ all means at their disposal to arrest and confine deserters, and the lawful expenses shall be defrayed by the captain or owners. In such cases no unnecessary severity is to be used, and due notice is to be immediately given to the Hamburg Consul, agreeably to the 6th Art. of this treaty.

Art. V. Hamburg citizens shall be allowed to reside or settle on any part of the dominions of the King of the Hawaiian Islands, upon obtaining a document certifying that they are worthy persons, from the Hamburg Consul, whose duty it is, not to give any such document to others than bona fide citizens of the Republic of Hamburg. In the case of Hamburg sailors wishing to remain on the islands, permission shall be previously obtained of the government by the Hamburg Consul.

Art. VI. It is agreed that the Hamburg Consul shall be instructed to zealously attempt to settle amicably, and extra judicially, all difficulties arising with Hamburg citizens; and that when any case is brought before the court of foreign causes, the presiding judge shall, with the least possible delay, communicate knowledge thereof to the Hamburg Consul, also that when Hamburg sailors or citizens are committed, in consequence of police or other offences, information shall be conveyed to him, forthwith, by the Prefect or other officer of the Police.

Art. VII. No productions of the Republic of Hamburg or any other goods on board of or imported in Hamburg ships, that can be imported by other foreign ships, shall be prohibited, nor pay more than those duties levied on goods of the most favored nation. Any alteration in the duties levied on goods, shall not take effect nor be enforced, until twelve calendar months after the first public notification of such change.

Art. VIII. Hamburg merchandise and property, or goods imported in Hamburg vessels, liable to an entrance duty higher than 5 per cent ad valorem, shall be allowed to be bonded, paying only the usual transit duty.

Art. IX. All Hamburg vessels shall have the right

and privilege of disposing of their cargoes, or any part thereof, at all or any of the ports of the Hawaiian dominions, now open, or that may hereafter be opened to foreign commerce, and to take in any produce of the Hawaiian Islands which they may receive in payment of such cargoes. — But they shall not be allowed to take any goods or merchandise or freight from one island or port to another, such coasting trade being restricted to bottoms sailing under the Hawaiian flag.

Art. X. The subjects of His Majesty the King of the Hawaiian Islands, shall in their commercial relations, or relations of any other nature, with the Republic and free Hanseatic City of Hamburg and her dependencies, be treated on the footing of the most favored nation.

Done at Honolulu, this 8th day of Jan. 1848.

R. C. Wyllie,
His Hawaiian Majesty's Minister of Foreign Relations and Member of his Council of State. (L. S.)

E. A. Süwerkrop,
Consul and Plenipotentiary for the Republic and free Hanseatic City of Hamburg. (L. S.)

Additional Art. This treaty shall not be permanently binding till it receive the ratification of the Senate of the Republic and free Hanseatic City of Hamburg, but in the meanwhile for the sake of Hamburg vessels or citizens arriving, it is mutually agreed that it shall take effect, provisionally from the date of its ratification by His Majesty the King of the Hawaiian Islands.

Done at Honolulu, this 8th day of Jan. 1848.

R. C. Wyllie,
His Hawaiian Majesty's Minister of Foreign Relations and Member of his Council of State. (L. S.)

E. A. Süwerkrop,
Consul and Plenipotentiary for the Republic and free Hanseatic City of Hamburg. (L. S.)

3.

Déclaration du Sénat de la Ville libre de Hambourg relative à l'abolition reciproque des droits différentiels entre le Brésil et la ville libre de Hambourg, signée à Hambourg le 31 janvier 1848.

Nachdem durch ein Dekret Sr. Majestät des Kaisers von Brasilien vom 1. October 1847 verfügt worden, dass vom 1. Juli d. J. an, in den Häfen von Brasilien fremde Schiffe und deren Ladungen einem Differentialzolle unterworfen werden sollen, mit Ausnahme jedoch der Schiffe und deren Ladungen, welche Staaten angehören, die in ihren Häfen Brasilianische Schiffe und deren Ladungen den Nationalen gleich behandeln, so bringt E. H. Rath hierdurch zur öffentlichen Kunde, dass nach hierselbst bereits bestehenden gesetzlichen Anordnungen in Hamburgischen Häfen von Brasilianischen Schiffen und deren Ladungen keine andere und höhere Abgaben erhoben werden, als von Hamburgischen Schiffen und deren Ladungen zu bezahlen sind. — E. H. Rath fügt dieser Bekanntmachung hinzu, dass, nach einer Ihm gewordenen officiellen Mittheilung, die Kaiserlich Brasilianische Regierung, in Berücksichtigung dieser gleichmässigen Behandlung Hamburgischer und Brasilianischer Schiffe in Hamburgischen Häfen, eine bisher noch bestandene Abgabenverschiedenheit in Brasilien für Pässe des Herrn Marineministers aufgehoben hat, so dass in Zukunft Hamburgische Schiffe nur 6720 Reis für solche Pässe, gleich den Brasilianischen Schiffen, statt der bisherigen 10240 Reis, in Brasilianischen Häfen zu zahlen haben werden.

Hamburg, den 31. Januar 1848.

Gegeben in Unserer Raths-Versammlung.

4.

Traité de paix, d'amitié, de limites et d'arrangement définitif, entre les Etats-Unis de l'Amérique et la République de Mexique, signé à Guadalupe Hidalgo, le 2 février 1848. Suivi des articles 1 et 5 de la convention non ratifiée en date du 20 novembre 1843).*

Texte anglais.

In the name of Almighty God:

The United States of America and the United Mexican States, animated by a sincere desire to put an end to the calamities of the war which unhappily exists between the two republics, and to establish upon a solid basis relations of peace and friendship, which shall confer reciprocal benefits upon the citizens of both, and assure the concord, harmony, and mutual confidence wherein the two people should live, as good neighbours, have for that purpose appointed their respective plenipotentiaries — that is to say, the President of the United States has appointed Nicholas P. Trist, a citizen of the United States, and the President of the Mexican republic has ap-

Texte espagnol.

En el nombre de Dios Todo-Poderoso:

Los Estados Unidos Mexicanos y los Estados Unidos de América, animados de un sincero deseo de poner término á las calamidades de la guerra que desgraciadamente existe entre ambas repúblicas, y de establecer sobre báses sólidas relaciones de paz y buena amistad, que procuren recíprocas ventajas á los ciudadanos de uno y otro pais, y afianzen la concordia, armonia y mútua seguridad en que deben vivir, como buenos vecinos, los dos pueblos han nombrado á este efecto sus respectivos plenipotenciarios; á saber, el Presidente de la república Mexicana á Don Bernardo Couto, Don Miguel Atristain, y Don Luis Gonzaga Cuevas, ciudadanos de

*) Voir Murhard Tom. XI. p. 387. Les ratifications ont été échangées à Queretaro, le 30 mai 1848.

pointed Don Luis Gonzaga Cuevas, Don Bernardo Couto, and Don Miguel Atristain, citizens of the said republic, who, after a reciprocal communication of their respective full powers, have, under the protection of Almighty God, the author of peace, arranged, agreed upon, and signed the following

Treaty of Peace, Friendship, Limits, and Settlement between the United States of America and the Mexican Republic.

Art. I. There shall be firm and universal peace between United States of America and the Mexican republic, and between their respective countries, territories, cities, towns, and people, without exception of places or persons.

Art. II. Immediately upon the signature of this treaty, a convention shall be entered into between a commissioner or commissioners appointed by the General-in-chief of the forces of the United States, and such as may be the Mexican government, to the end that a provisional suspension of hostilities shall take place, and that, in the places occupied by the said forces, constitutional order may be reëstablished, as regards the political, administrative, and judicial branches, so far as this shall be

la misma república; y el Presidente de los Estados Unidos de América á Don Nicolas P. Trist, ciudadano de dichos Estados; quienes despues de haberse communicado sus plenos poderes, bajo la proteccion del Señor Dios Todo Poderoso autor de la paz, han ajustado, convenido, y firmado el siguiente

Tratado de Paz, Amistad, Limites y Arreglo definitivo entre la República Mexicana y los Estados Unidos de América.

Art. I. Habrá paz firme y universal entre la república Mexicana y los Estados Unidos de América, y entre sus respectivos paises, territorios, ciudades, villas, y pueblos, sin escepcion de lugares ó personas.

Art. II. Luego que se firme el presente tratado, habrá un convenio entre el comisionado ú comisionados del gobierno Mexicano, y el ó los que nombre el General-en-gefe de las fuerzas de los Estados Unidos, para que cesen provisionalmente las hostilidades, y se restablezca en los lugares ocupados por las mismas fuerzas el orden constitucional en lo político, administrativo, y judicial, en cuanto lo permitan las circunstancias de ocupacion militar.

permitted by the circumstances of military occupation.

Art. III. Immediately upon the ratification of the present treaty by the government of the United States, orders shall be transmitted to the commanders of their land and naval forces, requiring the latter (provided this treaty shall then have been ratified by the government of the Mexican republic, and the ratifications exchanged) immediately to desist from blockading any Mexican ports; and requiring the former (under the same condition) to commence, at the earliest moment practicable, withdrawing all troops of the United States then in the interior of the Mexican republic, to points that shall be selected by common agreement, at a distance from the seaports not exceeding thirty leagues; and such evacuation of the interior of the republic shall be completed with the least possible delay; the Mexican government hereby binding itself to afford every facility in its power for rendering the same convenient to the troops, on their march and in their new positions, and for promoting a good understanding between them and the inhabitants. In like manner orders shall be despatched to the persons in charge of the customhouses at all ports

Art. III. Luego que este tratado sea ratificado por el gobierno de los Estados Unidos, se expedirán órdenes á sus commandantes de tierra y mar previniendo á estos segundos (siempre que el tratado haya sido ya ratificado por el gobierno de la república Mexicana y cangeadas las ratificaciones), que immediatamente alcen el bloqueo de todos los puertos Mexicanos, y mandando á los primeros (bajo la misma condicion) que á la mayor posible brevedad comiencen á retirar todas las tropas de los Estados Unidos que se halláren entonces en el interior de la república Mexicana, á puntos que se elegirán de comun acuerdo, y que nó distarán de los puertos mas de treinta leguas; esta evacuacion del interior de la república se consumerá con la menor dilacion posible, comprometiéndos á la vez el gobierno Mexicano á facilitar, cuanto quepa en su arbitrio, la evacuacion de las tropas Americanas; á hacer cómodas su marcha y su permanencia en los nuevos puntos que se elijan; y á promover una buena inteligencia entre ellas y los habitantes. Igualmente se librarán órdenes á las personas en cargadas de las aduanas maritumas en todos los

occupied by the forces of the United States, requiring them (under the same condition) immediately to deliver possession of the same to the persons authorized by the Mexican government to receive it together with all bonds and evidences of debt for duties on importations and on exportations, not yet fallen due. Moreover, a faithful and exact account shall be made out showing the entire amount of all duties on imports and on exports, collected at such custom-houses, or elsewhere in Mexico, by authority of the United States, from and after the day of the ratification of this treaty by the government of the Mexican republic; and also an account of the cost of collection; and such entire amount, deducting only the cost of collection, shall be delivered to the Mexican government, at the city of Mexico, within three months after the exchange of ratifications.

puertos ocupados por las fuerzas de los Estados Unidos, previniéndoles (bajo la misma condicion) que pongan inmediatamente en posesion de dichas aduanas á las personas autorizadas por el gobierno Mexicana para recibirlas, entegándoles al mismo tiempo todas las obligaciones y constancias de deudas pendientes por derechos de importacion y exportacion, cuyos plazos no estén vencidos. Ademas se formará una cuenta fiel y exacta que manifeste el total monto de los derechos de importacion y exportacion, recaudados en las mismas aduanas maritimas ó en cualquiera otro lugar de México por autoridad de los Estados Unidos desde el dia de la ratificacion de este tratado por el gobierno de la república Mexicana; y tambien una cuenta de los gastos de recaudacion; y la total suma de los derechos cotrados, deducidos solamente los gastos de recaudacion, se entregará al gobierno Mexicana en la ciudad de México á los tres meses del cange de las ratificaciones.

The evacuation of the capital of the Mexican republic by the troops of the United States, in virtue of the above stipulation, shall be completed in one month after the orders there stipulated for shall have been received by the com-

La evacuacion de la capital de la república Mexicana por las tropas de los Estados Unidos, en consecuencia de lo que queda estipulado, se completará al mes de recibirse por el comandante de dichas tropas las órdenes

mander of said troops, or sooner if possible.

Art. IV. Immediately after the exchange of ratifications of the present treaty, all castles, forts, territories, places, and possessions, which have been taken or occupied by the forces of the United States during the present war, within the limits of the Mexican republic, as about to be established by the following article, shall be definitively restored to the said republic, together with all the artillery, arms, apparatus of war, munitions, and other public property, which were in the said castles and forts when captured, and which shall remain there at the time when this treaty shall be duly ratified by the government of the Mexican republic. To this end, immediately upon the signature of this treaty, orders shall be despatched to the American officers commanding such castles and forts, securing against the removal or destruction of any such artillery, arms, apparatus of war, munitions, or other public property. The city of Mexico, within the inner line of intrenchments surrounding the said city, is comprehended in the above stipulations, as regards the restoration of artillery, apparatus of war, etc.

convenidas en el presente artículo, ó antes si fuere posible.

Art. IV. Luego que se verifique el cange de las ratificaciones del presente tratado, todos los castillos, fortalezas, territorios, lugares, y posesiones que hayan tomado ú ocupado las fuerzas de los Estados Unidos, en la presente guerra, dentro de los limites que por el siguiente artículo van á fijarse á la república Mexicana, se devolverán definitivamente á la misma república, con toda la artilleria, armas, aparejos de guerra, municiones, y cualquiera otra propiedad pública existentes en dichos castillos y fortalezas, cuando fueron tomados, y que se conserve en ellos al tiempo de ratificarse por el gobierno de la república Mexicana el presente tratado. A este efecto, inmediatamente despues que se firme, se expedirán órdenes á los oficiales Americanos que mandan dichos castillos y fortalezas para asegurar toda la artilleria, armas, aparejos de guerra, municiones, y cualquiera otra propiedad pública, la cual no podrá en adelante removerse de donde se halla, ni destruirse. La ciudad de México dentro de la linea interior de atrincheramientos que la circundan queda comprendida en la precedente estipulacion en lo que toca

à la devolucion de artilleria, aparejos de guerra, etc.

The final evacuation of the territory of the Mexican republic, by the forces of the United States, shall be completed in three months from the said exchange of ratifications, or sooner if possible: the Mexican government hereby engaging, as in the foregoing article, to use all means in its power for facilitating such evacuation, and rendering it convenient to the troops, and for promoting a good understanding between them and the inhabitants.

If, however, the ratification of this treaty by both parties should not take place in time to allow the embarcation of the troops of the United States to be completed before the commencement of the season, at the Mexican ports on the Gulf of Mexico, in such case a friendly arrangement shall be entered into between the General-in-chief of the said troops and the Mexican government, whereby healthy and otherwise suitable places, at a distance from the ports not exceeding thirty leagues, shall be designated for the residence of such troops as may not yet have embarked, until the return of the healthy season. And the space of time here referred to as comprehending the sickly season, shall be

La final evacuacion del territorio de la república Mexicana por las fuerzas de los Estados Unidos quedará consumada á los tres meses del cange de las ratificaciones, ó antes si fuére posible, comprometiendose á la vez el gobierno Mexicano, como en el artículo anterior, á usar de todos los medios que estén en su poder para facílitár la tal evacuacion, hacerla cómoda á las tropas Americanas, y promover entre allas y los habitantes una buena inteligencia.

Sin embargo, si la ratificacion del presente tratado por ambas partes no tuviéra efecto en tiempo que permita que el embarque de las tropas de los Estados Unidos se complete, antes de qui comience la estacion malsana en los puertos Mexicanos del Golfo de México; en tal caso, se hará un areglo amistoso entre el gobierno Mexicano y el General-en-gefe de dichas tropas, y por medio de este arreglo se señalarán lugares salubres y convenientes (que no disten de los puertos mas de treinta leguas) para que residan en ellos hasta la vuelta de la estacion sana las tropas que aun no se hayan embarcado. Y queda entendido que el espacio de tiempo de que aquí se habla, como comprensivo de la esta-

understood to extend from the first day of May to the first day of November.

All prisoners of war taken on either side, on land or on sea, shall be restored as soon as practicable after the exchange of ratifications of this treaty. It is also agreed that if any Mexicans should now be held as captives by any savage tribe within the limits of the United States, as about to be established by the following article, the government of the said United States will exact the release of such captives, and cause them to be restored to their country.

Art. V. The boundary line between the two republics shall commence in the Gulf of Mexico, three leagues from land, opposite the mouth of the Rio Grande, otherwise called Rio Bravo del Norte, or opposite the mouth of its deepest branch, if it should have more than one branch emptying directly into the sea; from thence up the middle of that river following the deepest channel, where it has more than one, to the point where it strikes the southern boundary of New Mexico; thence, westwardly, along the whole southern boundary of New Mexico (which runs north of the town called Paso) to its western termination; thence, north-

cion malsana, se extiende desde el dia primero de Mayo hasta el dia primero de Noviembre.

Todos los prisioneros de guerra tomados en ó mar tierra por ambas partes, se restituirán á la mayor brevedad posible despues del cange de las ratificaciones del presente tratado. Queda tambien convenido que si algunos Mexicanos estuviéren ahora cautivos en poder de alguna tribu salvage dentro de los limites que porel siguiente artículo van á fijarse álos Estados Unidos, el gobierno de los mismos Estados Unidos exigirá su libertad y los hará restituir á su pais.

Art. V. La línea divisoria entre las dos repúblicas comenzará en el Golfo de México, tres leguas fuera de tierra frente á la desembocadura del Rio Grande, llamado por otro nombre Rio Bravo del Norte, ó del mas profundo de sus brazos, si en la desembocadura tuviére varios brazos: correrá por mitad de dicho rio, siguiendo el canal mas profundo, donde tenga mas de un canal, hasta el punto en que dicho rio corta el lindero meridional de Nuevo México; continuará luego hácia occidente por todo este lindero meridional (que corre al norte del pueblo llamado Paso) hasta su término por el lado de occidente: desde alli su-

ward, along the western line of New Mexico, until it intersects the first branch of the River Gila; (or if it should not intersect any branch of that river, then to the point on the said line nearest to such branch, and thence in a direct line to the same); thence down the middle of the said branch and of the said river, until it empties into the Rio Colorado; thence across the Rio Colorado, following the division line between Upper and Lower California, to the Pacific Ocean.

birá la linea divisoria hácia el norte por el lindero occidental de Nuevo México, hasta donde este lindero esté cortado por el primer brazo del Rio Gila; (y si no está cortado por ningun brazo del Rio Gila, entonces hasta el punto del mismo lindero occidental mas cercano al tal brazo, y de alli en una linea recta al mismo brazo); continuará despues por mitad de este brazo y del Rio Gila hasta su confluencia con el Rio Colorado; y desde la confluencia de ambos rios la línea divisoria, cortando el Colorado, seguira el límite que separa la Alta de la Baja California hasta el Mar Pacífico.

The southern and western limits of New Mexico mentioned in this article, are those laid down in the map entitled „Map of the United Mexican States, as organized and defined by various acts of the Congress of said republic, and constructed according to the best authorities. Revised edition. Published at New York, in 1847, by J. Disturnell." Of which map a copy is added to this treaty, bearing the signatures and seals of the undersigned plenipotentiaries. And, in order to preclude all difficulty in tracing upon the ground the limit separating

Los linderos meridional y occidental de Nuevo Mexico, de que habla este artículo, son los que se marcan en la carta titulada: Mapa de los Estados Unidos de México segun lo organizado y definido por las varias actas del Congreso de dicha república, y construido por las mejores autoridades. Edicion revisada que publico en Nueva York en 1847, J. Disturnell; de la cual se agrega un ejemplar al presente tratado, firmado y sellado por los plenipotenciarios infrascriptos. Y para evitar toda difficultad al trazar sobre la tierra el límite que separa la Alta de

Upper from Lower California, it is agreed that the said limit shall consist of a straight line drawn from the middle of the Rio Gila, where it unites with the Colorado, to a point on the coast of the Pacific Ocean distant one marine league due south of the southernmost point of the port of San Diego, according to the plan of said port made in the year 1782 by Don Juan Pantoja, second sailing-master of the Spanish fleet, and published at Madrid in the year 1802, in the Atlas to the voyage of the schooners Sutil and Mexicana, of which plan a copy is hereunto added, signed and sealed by the respective plenipotentiaries.

In order to designate the boundary line with due precision, upon authoritative maps, and to establish upon the ground landmarks which shall show the limits of both republics, as described in the present article, the two governments shall each appoint a commissioner and a surveyor, who, before the expiration of one year from the date of the exchange of ratifications of this treaty, shall meet at the port of San Diego, and proceed to run and mark the said boundary in its whole course to the mouth of the Rio Bravo del Norte. They shall keep journals and make out plans of

la Baja California, queda convenido que dicho límite consistirá en una linea recta tirada desde la mitad del Rio Gila en el punto donde se une con el Colorado, hasta un punto en la costa del Mar Pacífico, distante una legua marina al sur del punto mas meridional des puerto de San Diego, segun este puerto está dibujado en el plano que levantó el año de 1782 el segundo piloto de la armada Española Don Juan Pantoja, y se publicó en Madrid el de 1802, en el Atlas para el viago de las goletas Sutil y Mexicana; del cual plano se agrega copia firmada y sellada por los plenipotenciarios respectivos.

Para consiguar la linea divisoria con la precision debida en mapas féhacientes, y para establecer sobre la tierra mojones que pongan á la vista los límites de ambas repúblicas, segun quedan descritos en el presente artículo, nombrará cada uno de los dos gobiernos un comisario y un agrimensor, que se juntarán antes del término de un año contado desde la fecha del cange de las ratificaciones de este tratado, en el puerto de San Diego, y procedéran á señalar y demarcar la expresada linea divisoria en todo su curso hasta la desembocadura del Rio Bravo del Norte

their operations; and the result agreed upon by them shall be deemed a part of this treaty, and shall have the same force as if it were inserted therein. The two governments will amicably agree regarding what may be necessary to the persons, and also as to their respective escorts, should such be necessary.

Llevarán diarios y levantarán planos de sus operaciones: y el resultado convenido por ellos se tendrá por parte de este tratado, y tendrá la misma fuerza que si estuviése inserto en él; debiendo coovenir amistosamento los dos gobiernos en el arreglo de cuanto necesiten estos individuos, y en la escolta respectiva que deban llevar, siempre que se crea necesario.

The boundary line established by this article shall be religiously respected by each of the two republics, and no change shall ever be made therein, except by the express and free consent of both nations, lawfully given by the general government of each, in conformity with its own constitution.

La linea divisoria que se establece poreste artículo será religiosamente respetada por cada una de las dos repúblicas, y ninguna variacion se hará jamás en ella, sino de expreso y libre consentimiento de ambas naciones, otorgado legalmente por el gobierno general de cada una de ellas, con arreglo á su propia constitucion.

Art. VI. The vessels and citizens of the United States shall, in all time, have a free and uninterrupted passage by the Gulf of California, and by the River Colorado below its confluence with the Gila, to and from their possessions situated north of the boundary line defined in the preceding article; it being understood that this passage is to be by navigating the Gulf of California and the River Colorado, and not by land, without the express consent of the Mexican government.

Art. VI. Los buques y ciudados de los Estados Unidos tendrán en todo tiempo un libre y no interrumpido tránsito por el Golfo de California y por el Gio Colorado desde su confluencia con el Gila, para sus posesiones y desde sus posesiones sitas al norte de la linea divisoria que queda marcada en el artículo precedente; entendiéndose que este tránsito se ha de hacer navegando por el Golfo de California y por el Rio Colorado, y no por tierra, sin expreso consentimiento del gobierno Mexicano.

If, by the examinations

Si por reconocimientos que

which may be made, it should be ascertained to be practicable and advantageous to construct a road, canal, or railway, which should in whole or in part run upon the River Gila, or upon its right or its left bank, within the space of one marine league from either margin of the river, the governments of both republics will form an agreement regarding its construction, in order that it may serve equally for the use and advantage of both countries.

Art. VII. The River Gila, and the part of the Rio Bravo del Norte lying below the southern boundary of New Mexico, being, agreeably to the fifth article, divided in the middle between the two republics, the navigation of the Gila and of the Bravo below said boundary shall be free and common to the vessels and citizens of both countries; and neither shall, without the consent of the other construct any work that may impede or interrupt, in whole or in part, the exercise of this right; not even for the purpose of favoring new methods of navigation. Nor shall any tax or contribution, under any denomination or title, be levied upon vessels, or persons navigating the same, or upon merchandise or effects transported thereon, except in the case of landing upon one of their

se practiquen se comprobáre la posibilidad y conveniencia de construir un camino, canal, ó ferro-carril, que en todo ó en parte corra sobre el Rio Gila ó sobre alguna de sus márgenes derecha ó izquierda en la latitut de una legua marina de uno ó de otro lado del rio, los gobiernos de ambas repúblicas se pondrán de acuerdo sobre su construccion á fin de que sirva igualmente para el uso y provecho de ambos paises.

Art. VII. Como el Rio Gila y la parte del Rio Bravo del Norte que corre bajo el lindero meridional de Nuevo Mexico se dividen por mitad entre las dos repúblicas, segun lo establecido en el artículo quinto, la navegacion en el Gila y en la parte que queda indicada del Bravo, será libre y comun á los buques y ciudadanos de ambos paises, sin que por alguno de ellos pueda hacerse (sin consentimiento del otro) ninguna obra que impida ó interrumpa en todo ó en parte el ejercicio de este derecho ni aun con motivo de favorecer nuevos metodos de navegacion. Tampoco se podrá cobrar (sino en el caso de desembarco en alguna de sus riberas) ningun impuesto ó contribucion bajo ninguna denominacion ó títula á los buques, efectos, mercancias ó personas que naveguen en

shores. If, for the purpose of making the said rivers navigable, or for maintaining them in such state, it should be necessary or advantageous to establish any tax or contribution, this shall not be done without the consent of both governments.

The stipulations contained in the present article shall not impair the territorial rights of either republic within its established limits.

Art. VIII. Mexicans now established in territories previously belonging to Mexico, and which remain for the future within the limits of the United States, as defined by the present treaty, shall be free to continue where they now reside, or to remove at any time to the Mexican republic, retaining the property which they possess in the said territories, or disposing thereof, and removing the proceeds wherever they please, without their being subjected, on this account, to any contribution, tax, or charge whatever.

Those who shall prefer to remain in the said territories, may either retain the title and rights of Mexican citizens, or acquire those of citizens of the United States. But they shall be under the obligation to make their elect-

dichos rios. Si para hacerlos ó mantenerlos navegables fuere necesario ó conveniente establecer alguna contribucion ó impuesto, no podrá esto hacerse sin el consentimiento de los dos gobiernos.

Las estipulaciones contenidas en el presente artículo dejan ilesos los derechos territoriales de una y otra república dentro de los límites que les quedan mercados.

Art. VIII. Los Mexicanos establecidos hoy en territorios pertenecientes antes á México, y que quedan para lo futuro dentro de los límites señalados por el presente tratado á los Estados Unidos, podrán permanecer en donde ahora habitan, ó trasladarse en cualquier tiempo á la república Mexicana, conservando en los indicados territorios los bienes que poseen, ó enagenándolos y pasando su valor á donde les convenga, sin que por esto puéda exigirseles ningun género de contribucion, gravamen ó impuesto.

Los que prefieran permanecer en los indicados territorios, podrán conservar el título y derechos de ciudadanos Mexicanos, ó adquirir el título y derechos de ciudadanos de los Estados Unidos. Mas la eleccion entre

ion within one year from the date of the exchange of ratifications of this treaty; and those who shall remain in the said territories after the expiration of that year, without having declared their intention to retain the character of Mexicans, shall be considered to have elected to become citizens of the United States.

una y otra ciudadania deberán hacerla dentro de un año contado desde la fecha del cange des las ratificaciones de este tratado. Y los que permanecieren en los indicados territorios despues de transcurrido el año, sin haber declarado su intencion de retener el carácter de Mexicanos, se considerará que han elegido ser ciudadanos de Estados Unidos.

In the said territories, property of every kind, now belonging to Mexicans not established there, shall be inviolably respected. The present owners, the heirs of these, and all Mexicans who may hereafter acquire said property by contract, shall enjoy with respect to it guaranties equally ample as if the same belonged to citizens of the United States.

Las propiedades de todo género existentes en los expresados territorios, y que pertenecen ahora á Mexicanos no establecidos en ellos, serán respetadas inviolablemente. Sus actuales dueños, los herederos de estos, y los Mexicanos que en lo venidero puedan adquirir por contrato las indicadas propiedades, disfrutarán respecto de ellas tan amplia garantia, como si perteneciesen á ciudadanos de los Estados Unidos.

Art. IX. Mexicans who, in the territories aforesaid, shall not preserve the character of citizens of the Mexican republic, conformably with what is stipulated in the preceding article, shall be incorporated into the Union of the United States, and be admitted at the proper time (to be judged of by the Congress of the United States) to the enjoyment of all the rights of citizens of the United States, according

Art. IX. Los Mexicanos que en los territorios antedichos no conserven el carácter de ciudadanos de la república Mexicana segun lo estipulado en el artículo precedente, serán incorporados en la Union de los Estados Unidos, y se admitirán en tiempo opportuno (á judicio del Congreso de los Estados Unidos) al goce de todos los derechos de ciudadanos de los Estados Unidos conforme á los principios de la

to the principles of the constitution; and in the mean time shall be maintained and protected in the free enjoyment of their liberty and property, and secured in the free exercise of their religion without restriction.

Art. X. [Stricken out.]

Art. XI. Considering that a great part of the territories which, by the present treaty, are to be comprehended for the future within the limits of the United States, is now occupied by savage tribes, who will hereafter be under the exclusive control of the government of the United States, and whose incursions within the territory of Mexico would be prejudicial in the extreme, it is solemnly agreed that all such incursions shall be forcibly restrained by the government of the United States whensoever this may be necessary; and that when they cannot be prevented, they shall be punished by the said government, and satisfaction for the same shall be exacted — all in the same way, and with equal diligence and energy, as if the same incursions were meditated or committed within its own territory, against its own citizens.

It shall not be lawful, under any pretext whatever, for any inhabitant of the

constitucion, y entretanto serán mantenidos y protejidos en el goze de su libertad y propiedad, y asegurados en el libre ejercicio de su religion sin restriccion alguna.

Art. X. [Suprimido].

Art. XI. En atencion á que una gran parte de los territorios que por el presenté tratado van á quedar para lo futuro dentro de los límites de los Estados Unidos, se halla actualmente ocupada por tríbus salvages, que han de estar en adelante bajo la exclusiva autoridad del gobierno de los Estados Unidos, y cuyas incursiones sobre los distritos Mexicanos serian en extremo perjudiciales; está solemnemente convenido que el mismo gobierno de los Estados Unidos contendrá las indicada incursiones por medio de la fuerza siempre que así ses necesario; y cuando no pudiére prevenirlas, castigará y escarmentará á los invasores, exigiéndoles ademas la debida reparacion: todo del mismo modo, y con la misma diligencia y energia con que obraria, si las incursiones se hubiesen meditado ó ejecutado sobre territorios suyos ó contra sus propios ciudadanos.

A ningun habitante de los Estados Unidos será lícito, bajo ningun pretesto,

United States to purchase or acquire any Mexican, or any foreigner residing in Mexico, who may have been captured by Indians inhabiting the territory of either of the two republics, nor to purchase or acquire horses, mules, cattle, or property of any kind, stolen within Mexican territory by such Indians.

And in the event of any person or persons, captured within Mexican territory by Indians, being carried into the territory of the United States, the government of the latter engages and binds itself, in the most solemn manner, so soon as it shall know of such captives being within its territory, and shall be able so to do, through the faithful exercise of its influence and power, to rescue them and return them to their country, or deliver them to the agent or representative of the Mexican government. The Mexican authorities will, as far as practicable, give to the government of the United States notice of such captures; and its agent shall pay the expenses incurred in the maintenance and transmission of the rescued captives; who, in the mean time, shall be treated with the utmost hospitality by the American authorities at the place where they may be.

comprar ó adquirir cautivo alguno, Mexicano ó extrangero, residente en México, apresado por los Indios habitartes en territorio de cualquiera de las dos repúblicas, ni los caballos, mulas, ganados, ó cualquiera otro género de cosas que hayan robado dentro del territorio Mexicano.

Y en caso de que cualquier persona ó personas cautivadas por los Indios dentro del territorio Mexicano sean llevadas al territorio de los Estados Unidos, el gobiernó de dichos Estados Unidos se compromete y liga de la manera mas solemne, en cuanto le sea posible, á rescatarlas, y á restituirlas á su pais, ó entregarlas al agente ó representante del gobierno Mexicano; haciendo todo esto, tan luego como sepa que los dichos cautivos se hallan dentro de su territorió, y empleando al efecto el leal ejercicio de su influencia y poder. Las autoridades Mexicanas darán á las de los Estados Unidos, segun sea practicable, una noticia de tales cautivos; y el agente Mexicano pagará los gastos erogados en el mantenimiento y remision de los que se rescaten, los cuales entre tanto serán tratados con la mayor hospitalidad por las autoridades Americanas del lugar en que

But if the government of the United States, before receiving such notice from Mexico, should obtain intelligence, through any other channel, of the existence of Mexican captives within its territory, it will proceed forthwith to effect their release and delivery to the Mexican agent, as above stipulated.

For the purpose of giving to these stipulations the fullest possible efficacy, thereby affording the security and redress demanded by their true spirit and intent, the government of the United States will now and hereafter pass, without unnecessary delay, and always vigilantly enforce, such laws as the nature of the subject may require. And finally, the sacredness of this obligation shall never be lost sight of by the said government when providing for the removal of the Indians from any portion of the said territories, or for its being settled by citizens of the United States; but on the contrary, special care shall then be taken not to place its Indian occupants under the necessity of seeking new homes, by committing those invasions which the United States have solemnly obliged themselves to restrain.

se encuentren. Mas si el gobierno de los Estados Unidos antes de recibir aviso de México, tuviére noticia por cualquiera otro conducto de existir en su territorio cautivos Mexicanos, procederá desde luego á verificar su rescate y entrega al agente Mexicano, segun queda convenido.

Con el objeto de dar á estas estipulaciones la mayor fuerza posible, y afianzar al mismo tiempo la seguridad y las reparaciones que exige el verdadero espiritu é intencion con que se han ajustado, el gobierno de los Estados Unidos dictará sin inútiles delaciones, ahora y en lo de adelante, las leyes que requiera la naturaleza del asunto, y vigilará siempre sobre su ejecucion. Finalmente, el gobierno de los mismos Estados Unidos tendrá muy presente la santidad de esta obligacion siempre que tenga que desalojar á los Indios de cualquier punto de los indicados territorios, ó que establecer en él á ciudadanos suyos; y cuidará muy especialmente de que no se ponga á los Indios que habitaban antes aquel punto, en necesidad de buscar nuevos hogares por medio de las incursiones sobre los distritos Mexicanos, que el gobierno de los Estados Unidos se ha comprometido solemnemente á reprimir.

Art. XII. In consideration of the extension acquired by the boundaries of the United States, as defined in the fifth article of the present treaty, the government of the United States engages to pay to that of the Mexican republic the sum of fifteen millions of dollars.

Immediately after this treaty shall have been duly ratified by the government of the Mexican republic, the sum of three millions of dollars shall be paid to the said government by that of the United States, at the city of Mexico, in the gold or silver coin of Mexico. The remaining twelve millions of dollars shall be paid at the same place, and in the same coin, in annual instalments of three millions of dollars each, together with interest on the same at the rate of six per centum per annum. This interest shall begin to run upon the whole sum of twelve millions from the day of the ratification of the present treaty by the Mexican government, and the first of the instalments shall be paid at the expiration of one year from the same day. Together with each annual instalment, as it falls due, the whole interest accruing on such instalment from the beginning shall also be paid.

Art. XIII. The United

Art. XII. En consideracion á las estension que adquiren los límites de los Estados Unidos, segun quedan descritos en el artículo quinto del presente tratado, el gobierno de los mismos Estados Unidos se compromete á pagar al de la república Mexicana la suma de quince millones de pesos.

Immediatamente despues que este tratado haya sido ratificado por el gobierno de la república Mexicana, se entregará al mismo gobierno por el de los Estados Unidos, en la ciudad de México, y en moneda de plata ú oro del cuño Mexicano, la suma de tres millones de pesos. Los doce millones de pesos restantes se pagarán en Mexico, en moneda de plata ú oro del cuño Mexicano, en abonos de tres millones de pesos cada año, con un rédito de séis por ciento anual: este rédito comienza á correr para toda la suma de los doce millones el dia de la ratificacion del presente tratado por el gobierno Mexicano, y con cada abono anual de capital se pagará el rédito que corresponda á la suma abonada. Los plazos para los abonos de capital corren desde el mismo dia que empiezan á causarse los réditos.

Art. XIII. Se obliga ade-

States engage, moreover, to assume and pay to the claimants all the amounts now due them, and those hereafter to become due, by reason of the claims already liquidated and decided against the Mexican republic, under the conventions between the two republics severally concluded on the eleventh day of April, eighteen hundred and thirty-nine, and on the thirtieth day of January, eighteen hundred and forty-three; so that the Mexican republic shall be absolutely exempt, for the future, from all expense whatever on account of the said claims.

mas el gobierno de los Estados Unidos á tomar sobre sí, y satisfacer cumplidamente á los reclamantes, todas las cantidades que hasta aquí se les deben y cuantas se venzan en adelante por razon de las reclamaciones ya liquidadas y sentenciadas contra la república Mexicana conforme á los convenios ajustados entre ambas repúblicas el once de Abril de mil ochocientos treinta y nueve, y el treinta de Enero de mil ochocientos cuarenta y tres; de manera que la república Mexicana nada absolutamente tendrá que lastar en lo venidero, por razon de los indicados reclamos.

Art. XIV. The United States do furthermore discharge the Mexican republic from all claims of citizens of the United States, not heretofore decided against the Mexican government, which may have arisen previously to the date of the signature of this treaty; which discharge shall be final and perpetual, whether the said claims be rejected or be allowed by the board of commissioners provided for in the following article, and whatever shall be the total amount of those allowed.

Art. XIV. Tambien exoneran los Estados Unidos á la república Mexicana de todas las reclamaciones de ciudadanos de los Estados Unidos no decididas aun contra el gobierno Mexicano, y que puedan haberse originado antes de la fecha de la firma del presente tratado: esta exoneracion es definitiva y perpetua, bien sea que las dichas reclamaciones se admitan, bien sea que se desechen por el tribunal de comisarios de que habla el artículo siguiente, y cualquiera que pueda ser el monto total de las que queden admitidas.

Art. XV. The United States, exonerating Mexico

Art. XV. Los Estados Unidos, exonerando á México

from all demands on account on the claims of their citizens mentioned in the preceding article, and considering them entirely and forever cancelled, whatever their amount may be, undertake to make satisfaction for the same, to an amount not exceeding three and one quarter millions of dollars. To ascertain the validity and amount of those claims, a board of commissioners shall be established by the government of the United States, whose awards shall be final and conclusive: provided, that in deciding upon the validity of each claim, the board shall be guided and governed by the principles and rules of decision prescribed by the first and fifth articles of the unratified convention, concluded at the city of Mexico on the twentieth day of November, one thousand eight hundred and forty-three; and in no case shall an award be made in favor of any claim not embraced by these principles and rules.

If, in the opinion of the said board of commissioners, or of the claimants, any books, records, or documents in the possession or power of the government of the Mexican republic, shall be deemed necessary to the just decision of any claim, the

de toda responsabilidad por las reclamaciones de sus ciudadanos mencionadas en el artículo precedente, y considerándolas completamente canceladas para siempre, sea cual fuére su monto, toman á su cargo satisfacerlas hasta una cantidad que no exceda de tres milliones doscientos cincuenta mil pesos. Para fijar el monto y validez de estas reclamaciones, se establecerá por el gobierno de los Estados Unidos un tribunal de comisarios, cuyos fallos serán definitivos y concluyentes, con tal que al decidir sobre la validez de dichas reclamaciones, el tribunal se haya guiado y gobernado por los principios y reglas de decision establecidos en los artículos primero y quinto de la convencion, no ratificada, que se ajustó en la ciudad de México el veinte de Noviembre de mil ochocientos cuarenta y tres: y en ningun caso se dará fallo en favor de ninguna reclamacion que no esté comprendida en las reglas y principios indicados.

Si en juicio del dicho tribunal de comisarios, ó en el de los reclamantes, se necesitáre para la justo decision de cualquier reclamacion algunos libros, papeles de archivo ó documentos que posea el gobierno Mexicano, ó que estén en su poder;

commissioners, or the claimants through them, shall, within such period as Congress may designate, make an application in writing for the same, addressed to the Mexican Minister for Foreign Affairs, to be transmitted by the Secretary of State of the United States; and the Mexican government engages, at the earliest possible moment after the receipt of such demand, to cause any of the books, records, or documents, so specified, which shall be in their possession or power, (or authenticated copies or extracts of the same,) to be transmitted to the said Secretary of State, who shall immediately deliver them over to the said board of commissioners: Provided, That no such application shall be made by, or at the instance of, any claimant, until the facts which it is expected to prove by such books, records, or documents, shall have been stated under oath or affirmation.

los comisarios, ó los reclamantes per conducto de ellos, los pedirán por escrito (dentro del plazo que designe el Congreso) dirigiéndose al Ministro Mexicano de Relaciones Exteriores, á quien transmitirá las peticiones de esta clase el Secretario de Estado de los Estados Unidos: y el gobierno Mexicano se compromete á entregar á la mayor brevedad posible, despues de recibida cada demanda, los libros, papeles de archivo ó documentos, así especificados, que posea ó estén en su poder, ó copias ó extractos auténticos de los mismos, con el objecto de que sean transmitidos al Secretario de Estado, qui en los pasará inmediatamente al expresado tribunal de comisarios. Y no se hára peticion alguna de los enunciados libros, papeles ó documentos, por ó á instancia de ningun reclamante, sin que antes se haya aseverado bajo juramento ó con afirmacion solemne la verdad de los hechos que con ellos se pretende probar.

Art. XVI. Each of the contracting parties reserves to itself the entire right to fortify whatever point within its territory it may judge proper so to fortify, for its security.

Art. XVI. Cada una de las dos repúblicas se reserva la completa facultad de fortificar todos los puntos que para su seguridad estime convenientes en su propio territorio.

Art. XVII. The treaty of amity, commerce, and navi-

Art. XVII. El tratado de amistad, comercio y nave-

gation, concluded at the city of Mexico on the fifth day of April, A. D. 1831, between the United States of America and the United Mexican States, except the additional article, and except so far as the stipulations of the said treaty may be incompatible with any stipulation contained in the present treaty, is hereby revived for the period of eight years from the day of the exchange of ratifications of this treaty, with the same force and virtue as if incorporated therein; it being understood that each of the contracting parties reserves to itself the right, at any time after the said period of eight years shall have expired, to terminate the same by giving one year's notice of such intention to the other party.

gacion, concluido en la ciudad de México el cinco de Abril, del año del Señor 1831, entre la república Mexicana y los Estados Unidos de América, esceptuandose el artículo adicional y cuanto pueda haber en sus estipulation es incompatible con alguna de las contenidas en el presente tradado, queda restablecido por el periodo de ocho años desde el dia del cange de las ratificaciones del mismo presente tratado, con igual fuerza y valor que si estuviese inserto en él; debiendo entenderse que cada una de las partes contratantes se reserva el derecho de poner término al dicho tratado de comercio y navegacion en cualquier tiempo luego que haya expirado el periodo de los ocho años, comunicando su intencion á la otra parte con un año de anticipacion.

Art. XVIII. All supplies whatever for troops of the United States in Mexico, arriving at ports in the occupation of such troops previous to the final evacuation thereof, although subsequently to the restoration of the custom-houses at such ports, shall be entirely exempt from duties and charges of any kind; the government of the United States hereby engaging and pledging its faith to establish, and vigilantly to enforce, all possible guards

Art. XVIII. No se exigiran derechos ni gravámen de ninguna clase á los artículos todos que lleguen para las tropas de los Estados Unidos á los puertos Mexicanos ocupados por ellas, antes de la evacuacion final de los mismos puertos, y despues de la devolucion a México de las aduanas situados en ellos. El gobierno de los Estados Unidos se compromete á la vez, á sobre esto empeña su fé, y establecer y mantener con

for securing the revenue of Mexico, by preventing the importation, under cover of this stipulation, of any articles other than such, both in kind and in quantity, as shall really be wanted for the use and consumption of the forces of the United States during the time they may remain in Mexico. To this end, it shall be the duty of all officers and agents of the United States to denounce the Mexican authorities at the respective ports any attempts at a fraudulent abuse of this stipulation which they may know of or may have reason to suspect, and to give to such authorities all the aid in their power with regard thereto; and every such attempt, when duly proved and established by sentence of a competent tribunal, shall be punished by the confiscation of the property so attempted to be fraudulently introduced.

vigilancia cuantos guardar sean posibles para asegurar las rentas de México, precaviendo la importacion, á la sombra de esta estipulacion, de cualesquiera artículos que realmente no sean necesarios, ó que excedan en cantidad de los que se necesiten para el uso y consumo de las fuerzas de los Estados Unidos mientras ellas permanescan en México. A este efecto, todos los oficiales y agentes de los Estados Unidos tendran obligacion de denunciar á las autoridades Mexicanas en los mismos puertos, cualquier conato de fraudulento abuso de esta estipulacion que pudiéren conocer ó tuvieren motive de sospechar; asi como de impartir á las mismas autoridades todo el auxilio que pudiéren con este objeto: y cualquier conato de esta clase, que fuére legalmente probado, y declarado por sentencia de tribunal competente, será castigado con el comiso de la cosa que se haya intentado introducir fraudulentamente.

Art. XIX. With respect to all merchandise, effects, and property whatsoever, imported into ports of Mexico whilst in the occupation of the forces of the United States, whether by citizens of either republic, or by citizens or subjects of any neutral nation, the follow-

Art. XIX. Respecto de los efectos, mercancias y propiedades importados en los puertos Mexicanos durante el tiempo que han estado ocupados por las fuerzas de los Estados Unidos, sea por ciudadanos de cualquiera de las dos republicas, sea por ciudadanos ó subditos de al-

wing rules shall be observed: —

1. All such merchandise, effects, and property, if imported previously to the restoration of the custom-houses to the Mexican authorities, as stipulated for in the third article of this treaty, shall be exempt from confiscation, although the importation of the same be prohibited by the Mexican tariff.

2. The same perfect exemption shall be enjoyed by all such merchandise, effects, and property, imported subsequently to the restoration of the custom-houses, and previously to the sixty days fixed in the following article for the coming into force of the Mexican tariff at such ports respectively; the said merchandise, effects, and property being, however, at the time of their importation, subject to the payment of duties, as provided for in the said following article.

3. All merchandise, effects, and property described in the two rules foregoing shall, during their continuance at the place of importation, and upon their leaving such place for the interior, be exempt from al duty, tax, or impost of every kind, under whatsoever title or denomination.

guna nacion neutral, se observarán las reglas siguientes: —

1. Los dichos efectos, mercancias y propiedades siempre que se hayan importado antes de la devolucion de las aduanas á las autoridades Mexicanas conforme á lo estipulado en el articulo tercero de este tratado, quedarán libres de la pena de comiso, aun cuando sean de los prohibidos en el arancél Mexicano.

2. La misma exencion gozarán los efectos, mercancias y propiedades que lleguen á los puertos Mexicanos, despues de la devolucion á Mexico de las aduanas maritimas, y antes de que expiren los sesenta dias que van á fijarse en el articulo siguiente para que empieze á regir el arancél Mexicano en los puertos; debiendo al tiempo de su importacion sujetarse los tales efectos, mercancias y propiedades, en cuanto al pago de derechos, á lo que en el indicado siguiente articulo se establece.

3. Los efectos, mercancias y propiedades designados en las dos reglas anteriores quedárán exentos de todo derecho, alcabála ó impuesto, sea bajo el titulo de internacion, sea bajo cualquiera otro, mientras permenescan en los puntos donde se hayan importado, y a su

Nor shall they be there subjected to any charge whatsoever upon the sale thereof.

4. All merchandise, effects, and property, described in the first and second rules, which shall have been removed to any place in the interior whilst such place was in the occupation of the forces of the United States, shall, during their continuance therein, be exempt from all tax upon the sale or consumption thereof, and from every kind of impost or contribution, under whatsoever title or denomination.

5. But if any merchandise, effects, or property, described in the first and second rules, shall be removed to any place not occupied at the time by the forces of the United States, they shall, upon their introduction into such place, or upon their sale or consumption there, be subject to the same duties which, under the Mexican laws, they would be required to pay in such cases if they had been imported in time of peace, through the maritime custom-houses, and had there paid the duties conformably with the Mexican tariff.

6. The owners of all merchandise, effects, or property described in the first and second rules, and existing in any port of Mexico, shall have the right to reship the

salida para el interior; y en los mismos puntos no podrá jamás exigirse impuesto alguno sobre su venta.

4. Los efectos, mercancias, y propiedades, designados en las reglas primera y segunda que hayan sido internados á cualquier lugar ocupado por fuerzas de los Estados Unidos, quedarán exentos de todo derecho sobre su venta ó consumo, y de todo impuesto ó contribucion bajo cualquier título ó denominacion, mientras permanescan en el mismo lugar.

5. Mas si algunos efectos, mercancias, ó propiedades de los designados en las reglas primera y segunda se trasladaren á algun lugar no ocupado á la sazon por las fuerzas de los Estados Unidos; al introducirse á tal lugar, ó al venderse ó consumirse en él, quedarán sujetos á los mismos derechos que bajo las leyes Mexicanas deberian pagar en tales casos si se hubiéran importado en tiempo de páz por aduanas marítimas, y hubiesen pagado en ellas los derechos que establece el arancél Mexicano.

6. Los dueños de efectos, mercancias, y propiedades designados en las reglas primera y segunda, y existentes en algun puerto de México, tienen derecho de reem-

same, exempt from all tax, impost, or contribution whatever.

With respect to the metals, or other property, exported from any Mexican port whilst in the occupation of the forces of the United States, and previously to the restoration of the custom-house at such port, no person shall be required by the Mexican authorities, whether general or state, to pay any tax, duty, or contribution upon any such exportation, or in any manner to account for the same to the said authorities.

Art. XX. Through consideration for the interests of commerce generally, it is agreed, that if less than sixty days should elapse between the date of the signature of this treaty and the restoration of the custom-houses, conformably with the stipulation in the third article, in such case all marchandise, effects, and property whatsoever, arriving at the Mexican ports after the restoration of the said custom-houses, and previously to the expiration of sixty days after the day of the signature of this treaty, shall be admitted to entry; and no other duties shall be levied thereon than the duties established by the tariff found in force at such custom-hou-

barcarlos, sin que pueda exigirseles ninguna clase de impuesto,alcabúloócontribúcion.

Respecto de los metales y de toda otra propiedad exportados por cualquier puerto Mexicano durante su ocupacion por las fuerzas Americanas, y antes de la devolucion de su aduana al gobierno Mexicano, no se exigirá á ninguna persona por las autoridades de Mexico, ya dependan del gobierno general, ya de algun estado que pague ningun impuesto, alcabála ó derecho por la indicada exportacion, ni sobre ella podrá exigirsele por las dichas autoridades cuenta alguna.

Art. XX. Por consideracion á los interéses del comercio de todas las naciones, queda convenido que si pasáren menos de sesenta dias desde la fecha de la firma de este tratado hasta que se haga la devolucion de las aduanas marítimas, segun lo estipulado en el artículo tercero; todos los efectos, mercancias, y propiedades que lleguen á los puertos Mexicanos desde el dia en que se verifique la devolucion de las dichas aduanas hasta que se completen sesenta dias contados desde la fecha de la firma del presente tratado, se admitirán no pagando otros derechos que los establecidos en la tarifa que esté vigente en las expresadas aduanas

ses at the time of the restoration of the same. And to all such merchandise, effects, and property, the rules established by the preceding article shall apply.

Art. XXI. If unhappily any disagreement should hereafter arise between the governments of the two republics, whether with respect to the interpretation of any stipulation in this treaty, or with respect to any other particular concerning the political or commercial relations of the two nations, the said governments, in the name of those nations, do promise to each other that they will endeavor, in the most sincere and earnest manner, to settle the differences so arising, and to preserve the state of peace and friendship in which the two countries are now placing themselves; using, for this end, mutual representations and pacific negotiations. And if, by these means, they should not be enabled to come to an agreement, a resort shall not, on this account, be had to reprisals, aggression, or hostility of any kind, by the one republic against the other, until the government of that which deems itself aggrieved shall have maturely considered, in the spirit of peace and good neighborship, whether it would not be better that such difference should settled by the arbitration of

al tiempo de su devolucion, y se extenderán á dichos efectos, mercancias, y propiedades las mismas reglas establecidas en el artículo anterior.

Art. XXI. Si desgraciadamente en el tiempo futuro se suscitáre algun punto de desacuerdo entre los gobiernos de las dos repúblicas, bien sea sobre la inteligencia de alguna estipulacion de este tratado, bien sobre cualquiera otra materia de las relaciones políticas ó comerciales de las dos naciones, los mismos gobiernos, á nombre de ellas, se comprometen á procurar de la manera mas sincera y empeñosa a llanar las diferencias que se presenten y conservar el estado de paz y amistad en que ahora se ponen los dos paises, usando al efecto de representaciones mútuas y de negociaciones pacíficas. Y si por estos medios no se lográre todavia ponerse de acuerdo, no por eso se apelará á represalia, agresion ni hostilidad de ningun género de una república contra otra, hasta que el gobierno de la que se crea agraviada haya considerado maduramente y en espiritu de paz y buena vecindad, si no seria mejor que la diferencia se terminara por un arbitramento de comisarios nombrados por ambas partes, ó de una nacion. Y si tal medio fuére pro-

commissioners appointed on each side, or by that of a friendly nation. And should such course be proposed by either party, it shall be acceded to by the other, unless deemed by it altogether incompatible with the nature of the difference, or the circumstances of the case.

puesto por cualquiera de las dos partes, la otra accederá á él, á no ser que lo juzgue absolutamente incompatible con la naturaleza y circunstancias del caso.

Art. XXII. If (which is not to be expected, and which God forbid!) war should unhappily break out between the two republics, they do now, with a view to such calamity, solemnly pledge themselves to each other and to the world, to observe the following rules; absolutely where the nature of the subject permits, and as closely as possible in all cases where such absolute observance shall be impossible: —

Art. XXII. Si (lo que no es de esperarse, y Dios no permita) desgraciadamente se suscitáre guerra entre las dos repúblicas, estas para el caso de tal calamidad se comprometen ahora solemnemente, ante si mismas y ante el mundo, á observar las reglas siguientes de una manera absoluta si la naturaleza del objeto á que se contraen lo permite; y tan estrictamente como sea dable en todos los casos en que la absoluta observancia de ellas fuére imposible: —

1. The merchants of either republic then residing in the other shall be allowed to remain twelve months, (for those dwelling in the interior), and six months (for those dwelling at the seaports), to collect their debts and settle their affairs; during which periods, they shall enjoy the same protection, and be on the same footing, in all respects, as the citizens or subjects of the most friendly nations; and, at the expiration thereof, or at any time before, they shall have full liberty to

1. Los comerciantes de cada una de las dos repúblicas que á la sazon residan en territorio de la otra, podrán permanecer doce meses los que residan en el interior, y seis meses los que residan en los puertos, para recoger sus deudas y arreglar sus negocios, durante estos plazos disputarán la misma proteccion y estarán sobre el mismo pié en todos respectos que los ciudadanos ó súbditos de las naciones mas amigas; y al expirar el término, ó antes de él, ten-

depart, carrying off all their effects without molestation or hinderance, conforming therein to the same laws which the citizens or subjects of the most friendly nations are required to conform to. Upon the entrance of the armies of either nation into the territories of the other, women and children, ecclesiastics, scholars of every faculty, cultivators of earth, merchants, artisans, manufacturers, and fishermen, unarmed and inhabiting unfortified towns, villages, or places, and in general all persons whose occupations are for the common subsistence and benefit of mankind, shall be allowed to continue their respective employments unmolested in their persons. Nor shall their houses or goods be burnt or otherwise destroyed, nor their cattle taken, nor their fields wasted, by the armed force into whose power, by the events of war, they may happen to fall; but if the necessity arise to take any thing from them for the use of such armed force, the same shall be paid for at an equitable price. All churches, hospitals, schools, colleges, libraries, and other establishments for charitable and beneficent purposes, shall be respected, and all persons connected with the same protected in the discharge of

drán completa libertad para salir y llevar tódos sus efectos sin molestia ó embarazo, sujetándose en este particular á las mismas leyes á que estén sujetos, y deban arglarse los ciudadanos ó súbditos de las naciones mas amigas. Cuando los ejércitos de una de las dos naciones entren en territorios de la otra, las mujeres y niños, los eclesiasticos, los estudiantes de cualquier facultad, los labradores, comerciantes, arteranos, manufactureros, y pescadores que estén desarmados y residan en ciudades, pueblos ó lugares no fortificados, y en general todas las personas cuya ocupacion sirva para la comun subsistencia y beneficio del género humano, podrán continuar en sus ejercicios, sin que sus personas sean molestadas. No serán incendiadas sus casas ó bienes, ó destruidos de otra manera; ni serán tomados sus ganados, ni devastados sus campos por la fuerza armada en cuyo poder puedan venir á care por los acontecimientos de la guerra; pero si hubiére necessidad de tomarlos alguna cosa para el uso de la misma fuerza armada, se les pagará lo tomado á un precio justó. Todas las iglesias, hospitales, escuelas, colegios, librerias, y demas establecimientos de caridad y beneficencia serán respetados; y todas las per-

their duties, and the pursuit of their vocations.

2. In order that the fate of prisoners of war may be alleviated, all such practices as those of sending them into distant inclement or unwholesome districts, or crowding them into close and noxious places, shall be studiously avoided. They shall not be confined in dungeons, prison-ships, or prisons; nor be put in irons, or bound, or otherwise restrained in the use of their limbs. The officers shall enjoy liberty on their paroles, within convenient districts, and have comfortable quarters; and the common soldier shall be disposed in cantonments, open and extensive enough for air and exercise, and lodged in barracks as roomy and good as are provided by the party in whose power they are for its own troops. But if any officer shall break his parole by leaving the district so assigned him, or any other prisoner shall escape from the limits of his cantonment, after they shall have been designated to him, such individual, officer, or other prisoner, shall forfeit so much of the benefit of this article as provides for his liberty on parole or in cantonment. And if any officer so breaking his parole,

sonas que dependan de los mismos serán protegidas en el de sempeño de sus deberes y en la continuacion de sus profesiones.

2. Para aliviar la suerte de los prisioneros de guerra se evitarán ciudadosamente, las prácticas de enviarlos á distritos distantes, inclementes ó malsanos, ó de aglomerarlos en lugares estrechos y enfirmizos. No se confinarán en calabosos, prisiones ni pontones; no se les aherrojar, ni se les atará, ni se les impedirá de ningun otro modo el uso de sus miembros. Los oficiales quedarán en libertad bajo su palabra de honor, dentro de distritos convenientes y tendrán alojamientos comodos; y los soldados rasos se colocarán en acantonamientos bastante despejados y extensos para la ventilacion y el ejercicio, y se alojáran en cuarteles tan amplios y comodos como los que use para sus propias tropas la parte que los tenga en su poder. Pero si algun oficial faltare á su palabra, saliendo del distrito que se le ha séñalado; ó algun otro prisionero se fugáre de los limites de su acantonamiento despues que estos se les hayan fijado, tal oficial ó prisionero perderá el beneficio del presente artículo por lo que mira á su libertad bajo su palabra ó en acantonamiento; y si

or any common soldier so escaping from the limits assigned him, shall afterwards be found in arms, previously to his being regularly exchanged, the person so offending shall be dealt with according to the established laws of war. The officers shall be daily furnished by the party in whose power they are, with as many rations, and of the same articles, as are allowed, either in kind or by commutation, to officers of equal rank in its own army; and all others shall be daily furnished with such ration as is allowed to a common soldier in its own service; the value of all which supplies shall, at the close of the war, or at periods to be agreed upon between the respective commanders, be paid by the other party, on a mutual adjustment of accounts for the subsistence of prisoners; and such accounts shall not be mingled with or set off against any others, nor the balance due on them be withheld, as a compensation or reprisal for any cause whatever, real or pretended. Each party shall be allowed to keep a commissary of prisoners, appointed by itself, with every cantonment of prisoners, in possession of the other; which commissary shall see the prisoners as often as he pleases; shall be allowed to re-

algun oficial faltando así á su palabra, ó algun soldado raso saliendo de los límites que se le han asignado, fuére encontrado despues con las armas en la mano antes de ser debidamente cangeado, tal persona en esta actitud ofensiva será tratada conforme á las leyes comunes de la guerra. A los oficiales se proveerá diariamente por la parte en cuyo poder estén, de tantas raciones compuestas de los mismos artículos como las que gozan en especie ó en equivalente los oficiales de la misma graduacion en su propio ejército: á todos los demas prisioneros se proveerá diariamente de una racion semejante á la que se ministra al soldado raso en su propio servicio: el valor de todas estas suministraciones se pagará por la otra parte al concluirse la guerra, ó en los periodos que se convengan entre sus respectivos comandantes, precediendo una mutua liquidacion de las cuentas que se lleven del mantenimiento de prisioneros; y tales cuentas no se mezclarán ni compensarán con otras; ni el saldo que resulte de ellas, se reusará bajo pretesto de compensacion ó represalia por cualquiera causa, real ó figurada. Cada una de las partes podrá mantener un comisario de prisioneros nombrado por ella misma en

ceive, exempt from all duties or taxes, and to distribute, whatever comforts may be sent to them by their friends; and shall be free to transmit his reports in open letters to the party by whom he is employed.

cada acantonamiento de los prisioneros que esten en poder de la otra parte: este comisario visitará á los prisioneros siempre que quiera; tendrá facultad de recibir, libres de todo derecho ó impuesto, y de distribuir todos los auxilios que pueeen enviarles sus amigos, y podra libremente tranamitir sus partes en cartas abiertas á la autoridad por la cual esta empleado.

And it is declared that neither the pretence that war dissolves all treatise, nor any other whatever, shall be considered as annulling or suspending the solemn covenant contained in this article. On the contrary, the state of war is precisely that for which it is provided; and during which, its stipulations are to be as sacredly observed as the most acknowledged obligations under the law of nature or nations.

Y se declara que ni el pretesto de que la guerra destruye los tratados, ni otro alguno, sea el que fuére, se considerará que anula ó suspende el pacto solemne contenido en este artículo. Por el contrario, el estado de guerra es cabalmente el que se ha tenido presente al ajustarlo, y durante el cual sus estipulaciones se han de observar tan santamente como las obligaciones mas reconocidas de la ley natural ó de gentes.

Art. XXIII. This treaty shall be ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof; by the President of the Mexican republic, with the previous approbation of its General Congress; and the ratifications shall be exchanged in the city of Washington, or at the seat of government of Mexico, in four months from the date

Art. XXIII. Este tratado será ratificado por el Presidente de la república Mexicana, previa la aprobacion de su Congreso General; y por el Presidente de los Estados Unidos de America con el consejo y consentimiento del Senado; y las ratificaciones se cangearán en la ciudad de Washington, ó donde estuviere el gobierno Mexicano, á los cuatro meses de la fecha de la firma

of the signature hereof, or sooner if practicable.

In faith whereof, we, the respective plenipotentiaries, have signed this treaty of peace, friendship, limits, and settlement; and have hereunto affixed our seals respectively. Done in quintuplicate, at the city of Guadalupe Hidalgo, on the second day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty eight.

del mismo tratado, ó antes si fuere posible.

En fé de lo cual, nosotros los respectivos plenipotenciarios hemos firmado y sellado por quintuplicado este tratado de paz, amistad, limites, y arreglo definitivo, en la ciudad de Guadalupe Hidalgo, el dia dos de Febrero del año de nuestro Señor mil ochocientos cuarenta y ocho.

N. P. Trist, (L. S.)
Luis G. Cuevas, (L. S.)
Bernardo Couto, (L. S.)
Migl. Atristain, (L. S.)

Bernardo Couto, (L. S.)
Migl. Atristain, (L. S.)
Louis G. Cuevas, (L. S.)
N. P. Trist, (L. S.)

Les Articles 1 et 5 de la convention non-ratifiée, conclue entre les Etats Unis et la République de Mexico le 20 novembre 1843, dont est fait mention dans l'article 15ème du traité précédent.

Texte anglais.

Art. I. All claims of cicitizens of the Mexican republic against the government of the United States, which shall be presented in the manner and time hereinafter expressed, and all claims of citizens of the United States against the government of the Mexican republic, which, for whatever cause, were not submitted to, nor considered, nor finally decided by, the commission, nor by the arbiter appointed by the convention of 1839, and which shall be presented in the

Texte espagnol.

Art. I. Todas las reclamaciones de ciudadanos de la república Mexicana contra el gobierno de los Estados Unidos, que se presentáren del modo y en el tiempo que en adelante se espresa, y todas las reclamaciones de ciudadanos de los Estados Unidos contra el gobierno de la república Mexicana, que por cualquier motivo no se presentáron á la junta ó que no fueron examinadas ó decididas finalmente por ella ó por el árbitro establecido por la convencion de 1839;

manner and time hereinafter specified, shall be referred to four commissioners, who shall form a board, and shall be appointed in the following manner, that is to say: Two commissioners shall be appointed by the President of the Mexican republic, and the other two by the President of the United States, with the approbation and consent of the Senate. The said commissioners, thus appointed, shall, in presence of each other, take an oath to examine and decide impartially the claims submitted to them, and which may lawfully be considered, according to the proofs which shall be presented, the principles of right and justice, the law of nations, and the treaties between the two republics.

y que se presentáren del modo y en el tiempo que en adelante se espresará se someteran á cuatro comisionados que formarán junta, y serán nombrados del modo siguiente, á saber: Dos comisionados serán nombrados por el Presidente de la república Mexicana, y los otros dos lo serán por el Presidente de los Estados Unidos, con consentimiento y aprobacion del Senado de los mismos. Los dichos comisionados, de ese modo nombrados, prestarán juramento en presencia unos de otros, de examinar y decidir imparcialmente las reclamaciones que se les sometan, y que legalmente deban considerarse segun las pruebas que se les presentáren y segun los principios de derecho y justicia de la ley de las naciones y de los tratados entre ambas repúblicas.

Art. V. All claims of citizens of the United States against the government of the Mexican republic, which were considered by the commissioners, and referred to the umpire appointed under the convention of the eleventh April, 1839, and which were not decided by him, shall be referred to, and decided by, the umpire to be appointed, as provided by this convention, on the points submitted to the umpire under the late convention, and

Art. V. Todas las reclamaciones de ciudadanos de los Estados Unidos contra el gobierno de la república Mexicana, que fueron examinadas por los comisionados y sometidas al árbitro nombrado con arreglo á la convencion de once de Abril de 1839, y que no fueron por el decididas, se someterán y decidirán por el árbitro que debe nombrarse conforme á esta convencion por lo relativo á los puntos que se sujetaron al árbitro

his decision shall be final and conclusive. It is also agreed, that if the respective commissioners shall deem it expedient, they may submit to the said arbiter new arguments upon the said claims.

establecido par la anterior convencion; y su decision será final y definitiva. A la vez se ha convenido que, si se juzga oportuno por los comisionados respectivos, podrán someterse por ellos al espresado árbitro, nuevas esposiciones sobre dichas reclamaciones.

5.

Convention entre la France et la Bavière pour l'établissement et l'exploitation d'un chemin de fer de Strasbourg à Spire, signée à Strasbourg, le 4 février 1848.

S. M. le roi des Français et S. M. le roi de Bavière, animés du désir de procurer à leurs sujets respectifs des provinces frontières du Rhin de nouveaux moyens d'échange et de communication, sont convenus d'établir un chemin de fer de Strasbourg à Spire, avec la destination de rattacher les chemins de fer français de Bâle à Strasbourg et de Paris à Strasbourg, d'un côté, avec le chemin de fer de Metz à Forbach, et d'un autre côté avec le chemin de fer qui se projette depuis Bexbach sur Spire et sur Ludwigshafen, et qui, à partir de cette dernière ville, devra être soudé au chemin de fer de Mayence à la frontière bavaro-hessoise.

A quel effet, ils ont nommé pour leurs commissaires,

Savoir:

S. M. le roi des Français:

Le sieur Louis Sers, préfet du département du Bas-Rhin, commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, et grand-croix de l'ordre de Zaehringen de Bade;

et le sieur Hubert Engelhardt consul de première classe et commissaire du roi à la commission du Rhin à Mayence, officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur et du Lion de Belgique, commandeur de l'ordre du Lion néerlandais, chevalier de l'Aigle-Rouge de Prusse de troisième classe.

Et S. M. le roi de Bavière:

Le sieur François Alwens président de la régence du Palatinat, chevalier de l'ordre royal de Mérite de Saint-Michel;

Et le sieur Guillaume Weber, conseiller du ministère de la maison du roi et des affaires étrangères, chevalier de l'ordre de Mérite de Saint-Michel, et de l'ordre de Mérite de la Couronne de Wurtemberg.

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1. Le Gouvernement français s'engage à faire construire sur son territoire, par embranchement sur le chemin de fer de Paris à Strasbourg, un chemin de fer qui aboutira à la frontière bavaroise près Wissembourg.

De son côté, le gouvernement bavarois s'engage à faire construire sur son territoire, en prolongement de la ligne française ci-dessus définie, un chemin de fer qui, depuis la frontière française près Wissembourg, se reliera par Spire au chemin de fer qui, de Bexbach, conduit à Spire et à Ludwigshafen.

Art. 2. Le point de jonction des deux sections de chemin, française et bavaroise, et le raccordement de ces sections, soit en plan, soit en profil, seront déterminés par les deux gouvernements, d'après les projets rédigés de concert par les ingénieurs des deux pays.

Toutes les autres dispositions concernant le tracé du chemin, ainsi que l'emplacement des stations à l'intérieur de chaque territoire, demeurent réservées à l'appréciation et à la décision de chacune des parties contractantes.

Art. 3. Les voies de fer et leurs dépendances, ainsi que les moyens de transport, seront organisés de part et d'autre, de manière à assurer l'exploitation avec des locomotives, et à permettre de franchir sans obstacle la frontière dans les deux sens et de circuler sans interruption sur les autres chemins de fer, qui aboutiront, soit à Strasbourg, soit à Bexbach, Spire, Ludwigshafen et à la frontière bavaroise du côté de Mayence.

Les ingénieurs des deux pays se communiqueront les détails des projets respectifs, et se maintiendront en rapport pendant l'exécution des travaux.

Art. 4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails, sera d'un mètre 44 centimètres à un mètre 45 centimètres (4 p. $8^1/_2$ par mesure anglaise).

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis, de part et d'autre, de manière qu'il y ait concordance avec les dimensions existantes sur le chemin de fer bavarois de Bexbach et sur le chemin de fer de Paris à Strasbourg et à Bâle.

Art. 5. La voie sera double sur toute la ligne dans les deux pays, la pose de la seconde voie pourra être

ajournée provisoirement, cependant, elle devra se faire, dès que la nécessité en aura été reconnue par les deux gouvernements.

Néanmoins, les acquisitions de terrains et les terrassements seront effectués et exécutés immédiatement pour les deux voies.

Art. 6. Les travaux de construction seront, autant que possible, poussés de manière à arriver en même temps à l'achèvement du chemin de fer et à sa mise en exploitation sur chaque ligne, et cela dans le terme de trois années.

Ce terme courra à dater du moment où les dispositions de la présente convention, qui exigent un recours aux pouvoirs législatifs dans l'un ou l'autre des deux pays, auront pu être mises à exécution.

Art. 7. Tous les trains de voyageurs et de marchandises circulant entre les deux pays changeront de locomotives à la station française, près Wissembourg, sauf les arrangements ultérieurs qui pourraient être convenus entre les deux administrations.

En conséquence, il sera dûment avisé à ce que l'administration du chemin de fer bavarois obtienne, dans cette station, les localités nécessaires pour l'établissement régulier de son service; et pour abriter ses locomotives, ses wagons, et le personnel du service d'exploitation.

Art. 8. Un règlement uniforme pour les signaux et tout le détail du service d'exploitation, comme pour les heures de départ et d'arrivée des convois à la station de Wissembourg, sera concerté entre les administrations des deux chemins de fer sous l'approbation des autorités territoriales respectives.

Art. 9. Le tarif des prix pour le transport des personnes et des marchandises sera arrêté en commun par les deux administrations, sous l'approbation des gouvernements respectifs.

Art. 10. Il ne sera fait aucune distinction entre les habitants des deux Etats; soit pour les prix des transports soit pour le temps d'expédition, et les transports à effectuer d'un territoire à l'autre ne seront pas moins favorablement traités quant au temps et au prix d'expédition, que ceux qui s'effectuent sur chaque territoire, sans en sortir.

Art. 11. Il sera libre à chacun des deux gouvernements de se charger lui-même de la construction et de

l'exploitation du chemin qui s'applique à son territoire, ou d'en faire la concession à une société particulière.

Cependant, dans ce dernier cas, il prendra les mesures nécessaires pour assurer l'exécution ponctuelle des dispositions de la présente convention, et pour se réserver les moyens d'action suffisante sur les règlements d'exploitation.

Les deux gouvernements se communiqueront réciproquement les actes de concession et les cahiers de charges accordés à des sociétés particulières.

Art. 12. Toutes les mesures de police et de douane auxquelles pourra donner lieu l'ouverture de la voie qui fait l'objet de la présente convention, seront concertées ultérieurement entre les deux gouvernements.

Les deux gouvernements se confèrent respectivement le droit de faire escorter par leurs employés de douane les convois venant de Bavière et de France, et circulant entre les stations frontières des deux pays. Le tout sans préjudice de l'application des lois et règlements de chaque Etat pour le parcours sur son territoire.

Art. 13. Avant l'ouverture des deux chemins de fer, les gouvernements s'entendront au sujet des changements que le nouveau mode de communication pourrait apporter dans le service et le transport des correspondances postales.

Art. 14. Dans tous les cas où les administrateurs du chemin de fer de l'un et de l'autre Etat ne pourraient pas s'entendre sur les différents points prévus dans la présente convention, et, en général, sur les moyens d'assurer la continuité du service entre les deux frontières et la prospérité du commerce de transit, les gouvernements interviendront d'office, et se concerteront pour prescrire toutes les mesures nécessaires.

Art. 15. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Munich, aussitôt que faire se pourra.

Fait et signé en double expédition et dans les deux langues, à Strasbourg, le 4 fevrier 1848.

(L. S.): *Sers.*
(L. S.): *Alwens.*
(L. S.): *Engelhardt.*
(L. S.): *Weber.*

Article additionnel. Il est formellement convenu que le présent traité, ainsi que le protocole qui s'y rapporte, seront nuls et non avenus du gré de chacune des parties contractantes, du moment que, par le recours aux pouvoirs législatifs de l'un et de l'autre pays, les unes ou les autres des stipulations éprouveraient des modifications qui ne seraient pas agréées par les deux parties.

Le présent article sera ratifié, et les ratifications en seront échangées, conjointement avec le traité principal auquel il se rapporte.

Fait et signé à Strasbourg, le 4 février 1848.

(L. S.): *Sers.*
(L. S.): *Engelhardt.*
(L. S.): *Alwens.*
(L. S.): *Weber.*

Procès-verbal de l'échange des ratifications de la convention précédente.

Munich le 8 mai 1852.

Différentes circonstances survenues depuis la signature du traité international conclu le 4 février 1848 entre la France et la Bavière, pour la construction d'un chemin de fer de Strasbourg à Spire, Ludwigshafen, et de là vers la frontière bavaro-hessoise, ayant amené la nécessité de modifier ou d'expliquer quelques unes des stipulations qu'elle contient, les deux gouvernements sont convenus que les déclarations suivantes seront considérées comme une annexe dudit traité, pour avoir la même force et valeur que si elles en avaient fait textuellement partie, et qu'elles seront dans ce but, relatées in extenso dans l'acte d'échange des ratifications de la France et de la Bavière.

A. La direction à donner au chemin de fer projeté, telle qu'elle se trouve indiquée à l'art. 1 de la dite convention internationale se trouve modifiée, en ce qui concerne la Bavière, dans ce sens que la ligne partira de la frontière française près de Wissembourg pour se diriger par Landau sur Neustadt, et se relier là au chemin de fer allant de Bexbach à Ludwigshafen et Mayence.

B. L'art. 2 stipulant que le point de jonction des deux sections du chemin, française et bavaroise, et le

raccordement de ces sections, soit en plan, soit en profil, seront déterminés par les deux gouvernements d'après les projets rédigés, de concert, par les ingénieurs des deux pays, il a été fixé que la construction du pont sur la Lauter, si cette rivière devient le point de passage entre la France et la Bavière, sera exécutée à frais communs, c'est-à-dire par moitié, entre les deux administrations française et bavaroise.

C. Le terme maximum de trois années, déterminé par l'art. 6 pour l'achèvement des travaux et la mise en exploitation du chemin de fer dans les deux pays, est fixé à quatre années à partir du jour de l'échange des ratifications entre les deux gouvernements.

D. L'art. 7 désignant la station de Wissembourg comme station d'échange entre les deux exploitations française et bavaroise, et obligeant l'administration française de fournir à celle du chemin de fer bavarois, dans ladite station, les locaux nécessaires pour abriter ses locomotives, ses wagons et son personnel d'exploitation, il est entendu entre les gouvernements de France et de Bavière que le droit de gare à la charge de l'administration bavaroise, à raison de l'occupation, dans la station de Wissembourg, des locaux affectés à son service, soit spécialement, soit en commun, sera réglé comme suit pour les trois premières années à dater du jour de l'ouverture du service:

Pour les locaux spéciaux, l'administration bavaroise payera à l'administration française un intérêt annuel de 2 p. $^0/_0$ sur le capital dépensé pour leur établissement, plus les frais annuels d'entretien;

Pour les locaux communs aux deux administrations, un intérêt annuel de 2 p. $^0/_0$ sur le tiers du capital dépensé pour leur établissement, plus le tiers des frais annuels d'entretien.

Les frais d'exploitation, soit en personnel, soit en matériel, dans la station de Wissembourg, sont à la charge de chacune des deux administrations en ce qui concerne leur service particulier; les frais d'exploitation, soit en personnel, soit en matériel, faits pour un service commun, seront supportés par les deux compagnies, en raison d'un prorata qui s'établira pour chacune d'elles sur la base de son trafic, soit en voyageurs, soit en marchandises, dans ladite station.

Si, après l'expiration des trois années fixées ci-dessus,

il paraissait nécessaire, de part et d'autre, de modifier les dispositions du présent paragraphe, et si les administrations des deux chemins français et bavarois ne parvenaient pas à s'entendre sur ces modifications, les deux gouvernements de France et de Bavière se réservent d'arbitrer les nouvelles dispositions à intervenir.

E. L'administration française reste chargée de construire, d'entretenir et de faire surveiller à ses frais la partie du chemin comprise entre la station française de Wissembourg et la frontière bavaroise, non compris le pont de la Lauter, qui, d'après le paragraphe D ci-dessus, sera établi et entretenu à frais communs entre les deux administrations.

Cette portion du chemin étant desservie par les convois de l'administration bavaroise, cette dernière aura à bonifier à l'administration française, à titre de péage, les deux tiers du montant des tarifs qu'elle percevra pour ce parcours.

Les soussignés, après avoir fait acte de la déclaration réciproque ci-dessus, ont procédé à l'échange des documents de ratification respectifs, les ayant trouvés en bonne et due forme.

En foi de quoi le présent protocole a été rédigé et signé en double expédition.

L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France,	Le ministre d'Etat et des affaires étrangères de Bavière,
E. de Meneval.	*V. D. Pfordten.*

6.

Traité entre la Grande Bretagne et les chefs de Cherbro pour la répression du commerce d'esclaves et la liberté du commerce licite, signé a Tasso, le 12 fevriér 1848.

Alexander Murray, Esquire, Commander of Her Majesty's ship „Favorite," on the part of Her Majesty the Queen of England, and the Chiefs of Sherboro and of the neighbourhood, on the part of themselves and of their country,

Have agreed upon the following Articles and Conditions:

Art. I. The export of slaves to foreign countries is for ever abolished in the territories of the Chiefs of Sherboro; and the Chiefs of Sherboro engage to make and proclaim a law prohibiting any of their subjects, or any person within their jurisdiction, from selling, or assisting in the sale of any slave for transportation to a foreign country; and the Chiefs of Sherboro promise to inflict a severe punishment on any person who shall break this law.

II. No European, or other person whatever, shall be permitted to reside within the territories of the Chiefs of Sherboro, for the purpose of carrying on in any way the Traffic in Slaves; and no houses, or stores, or buildings of any kind whatever, shall be erected for the purpose of Slave Trade within the territory of the Chiefs of Sherboro; and if any such houses, stores, or buildings, shall at any future time be erected, and the Chiefs of Sherboro shall fail or be unable to destroy them, they may be destroyed by any British officers employed for the suppression of the Slave Trade.

III. If at any time it shall appear that Slave Trade has been carried on through or from the territory of the Chiefs of Sherboro, the Slave Trade may be put down by Great Britain by force upon that territory, and British officers may seize the boats of Sherboro found anywhere carrying on the Slave Trade; and the Chiefs of Sherboro will be subject to a severe act of displeasure on the part of the Queen of England.

IV. The subjects of the Queen of England may always trade freely with the people of Sherboro, in every article they may wish to buy and sell, in all the places and ports and rivers within the territories of the Chiefs of Sherboro, and throughout the whole of their dominions; and the Chiefs of Sherboro pledge themselves to show no favour and give no privilege to the ships and traders of other countries which they do not show to those of England.

V. Power is hereby expressly reserved to His Majesty the King of the French to become a party to this Treaty, if he should think fit, agreeably to the provisions of Article V of the Convention between Her Majesty and the King of the French, signed at London on the 29th of May, 1845.

In faith of which we have hereunto set our hands and seals, at Tasso, this 12th day of February, 1848.

(L. S.) *Careybah Caulker,* King of Bumpey his ✕ mark.
(L. S.) *Harry Tucker,* King of Shebar, his ✕ mark.
(L. S.) *King Sherboro,* his ✕ mark.
(L. S.) *Tom Cubah,* Chief of the Plantain Islands, his ✕ mark.
(L. S.) *Alex. Murray,* Commander of Her Majesty's sloop „Favorite."

By virtue of the power deputed to me, I hereby declare the approval of Her Majesty the Queen, my mistress, to the above Engagement.

Given under my hand, at Tasso, this 12th day of February, 1848.

Alex. Murray,
Commander of Her Majesty's sloop „Favorite," and Senior Officer of the Sierra Leone Division.

The foregoing Treaty was signed, sealed, and delivered in our presence:

Witnesses:

Hugh Dunlop, Commander,
Morris Norman, First Lieutenant, } Her Majesty's sloop „Alert."

Alfd. Stoyrn, First Lieutenant,
Wm. A. Parker, Interpreter, } Her Majesty's sloop „Favorite."

Textuellement de la même teneur, excepté pourtant les noms et les dates, sont les traités de la Grande-Bretagne conclus avec

les chefs de Sugury, signé au Cap Monte, le 18 février 1848.

les chefs de Grand Bereby, signé à Grand Bereby, le 25 février 1848.

les chefs de Drewin, signé à St. André, le 26 février 1848.

les chefs de St. André, de la même date.

les chefs de Grand Laho, signé à Grand Laho le 28 février 1848.

les chefs d'Antonio Laho, signé à Antonio Laho, le 28 février 1848.

les chefs de Jack Jaques, signé à Jack Jaques, le 29 février 1848.

les chefs de la Baie d'Ivorie, signé à la Cité d'Ivorie, le 2 mars 1848.

les chefs de Malimba, signé à Malimba, le 31 mars 1848.

les chefs d'Otondo, signé dans la Baie de Bata, le 4 avril 1848.

les chefs de Batanga Benito, signé à Boquah, le 7 avril 1848.

les chefs de Camma, signé à Camma, le 25 mai 1848.

les chefs de Corisco, signé à Corisco le 6 janvier 1849.

le roi de Biombo, signé à Biombo, le 24 mai 1849.

Le négociateur de ce dernier traité avait oublié de stipuler la réserve de l'accession de la France. Un article additionel sans date redressa cette inadvertance. — Les traités que l'Angleterre, ainsi qu'en partie la France, ont conclus avec les nations indigènes de la côte occidentale de l'Afrique ont beaucoup contribué à faire cesser la traite des Noirs au nord de l'Equateur, résultat aujourd'hui heureusement atteint. On les a négociés pour acquérir le droit de procéder à des mesures coërcitives contre ces nations et on les a fait valoir comme un titre

pour justifier les démarches violentes qu'on a faites contre la propriété des marchands d'esclaves, sujets de puissances civilisées. Les nations indiquées dans le texte se trouvent sur les côtes occidentales de l'Afrique depuis la rivière de Gambia jusqu'à la rivière de Congo. Cherbro et Sugury sont situés sur la côte de Sierra Leone, Grand Bereby, Drewin et St. André près du Cap Palmas sur la côte des Dents, Grand Laho, Antonio Laho, Jack Jaques et la Baie d'Ivoire sur la même côte, du côté de la côte d'Or; Malimba, Otondo, Batanga Benito se trouvent sur la côte qui dans un demicercle entoure l'île de Fernando Po; Camma et Corisco sont situés, dans les régions les plus proches de l'Equateur, enfin Biombo aux embouchûres du Rio Grande sur la côte de la Senegambie.

7.

a. Traité entre la Belgique, d'une part, et la Grande Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie de l'autre, contenant l'accession de la Belgique, au Traité signé à Londres le 20 décembre 1841, pour la répression de la Traite des Nègres. Signé à Londres le 24 février 1848).*

Texte français.

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité.

Leurs Majestés la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi de Prusse, et l'Empereur de toutes les Russies, en exécution de l'Article XVII du Traité conclu entr'elles à Londres, le 20 Décembre, 1841, pour la Suppression de la Traite des Nègres d'Afrique, étant convenues de commun accord d'inviter Sa Majesté le Roi des Belges à accéder au dit Traité;

Et Sa Majesté le Roi des Belges, appréciant les motifs qui ont dicté l'invitation qui lui a été adressée à cet effet, et désirant assurer plus efficacement l'application des principes consacrés par la législation en vigueur en Belgique, laquelle répute la Traite crime de piraterie, et prononce notamment la confiscation des navires qui s'y livrent; et désirant contribuer à l'accomplissement du but d'humanité du dit Traité, par une sanction publique et formelle de ses principes et de ses dispositions, a donné son assentiment à la proposition qui lui a été adressée;

Leurs dites Majestés ont en conséquence résolu de conclure un Traité, pour constater en due forme l'Accession de Sa Majesté le Roi des Belges au dit Traité, et l'acceptation de cette Accession par les 4 Parties Con-

---

*) Le traité a été ratifié par la Belgique le 21 avril 1849, par l'Autriche le 31 mars 1848, par la Grande Bretagne le 6 mars 1848, par la Prusse le 24 mai 1848, par la Russie le 20 mars

7.

a. Traité entre la Belgique, d'une part, et la Grande Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie de l'autre, contenant l'accession de la Belgique, au Traité signé à Londres le 20 décembre 1841, pour la répression de la Traite des Nègres. Signé à Londres le 24 février 1848).*

Texte anglais.

In the name of the Most Holy and Indivisible Trinity.

Their Majesties the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, the King of Prussia, and the Emperor of all the Russias, having, in pursuance of Article XVII of the Treaty concluded between them at London on the 20th of December, 1841, for the Abolition of the African Slave Trade, agreed to invite His Majesty the King of the Belgians to accede to the said Treaty;

And His Majesty the King of the Belgians, duly appreciating the motives which have dictated the invitation which has been addressed to him to that effect, and being desirous more completely to ensure the application of the principles established by the law actually in force in Belgium, according to which the Slave Trave is deemed to be piracy, and vessels engaged therein are condemned to confiscation; and being desirous of contributing to the accomplishment of the humane object of the said Treaty, by a public and formal sanction of its principles and provisions, has assented to the proposal addressed to him;

Their said Majesties have therefore resolved to conclude a Treaty, for the purpose of recording in due form the Accession of His Majesty the King of the Belgians to the said Treaty, and the acceptance thereof by the 4

(1er avril) 1848. L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 23 juin 1849, dans une conférence dont nous ferons suivre le protocole.

tractantes qui ont ratifié le Traité; et leurs Majestés ont en conséquence nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable Henri Jean Vicomte Palmerston, Baron Temple, Pair d'Irlande, Membre du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, Membre du Parlement, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, et Principal Secrétaire de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Sieur Maurice Comte de Dietrichstein, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de Léopold d'Autriche, de l'Ordre Royal de Léopold de Belgique, de l'Ordre de Louis de la Hesse Grand-Ducale, et de l'Ordre Constantinien de St. Georges de Parme, Commandeur du Lion d'Or de la Hesse Électorale, Chambellan, Conseiller Intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Chrétien Charles Josie Bunsen, Conseiller Intime actuel de Sa Majesté le Roi de Prusse, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Commandeur de l'Ordre de l'Aigle Rouge;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Philippe Baron de Brunnow, son Conseiller Privé, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Chevalier de l'Ordre de St. Alexandre Newsky, de l'Aigle Blanc, de Ste. Anne, et de St. Stanislas de première classe, de St. Wladimir de troisième, Commandeur de l'Ordre de St. Etienne de Hongrie, Chevalier des Ordres de Prusse, de l'Aigle Rouge de seconde classe, et de St. Jean de Jérusalem;

Et Sa Majesté le Roi des Belges, le Sieur Sylvain Van de Weyer, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges près Sa Majesté Britannique, décoré de la Croix de Fer, Commandeur de l'Ordre de Léopold, Grand-Croix de l'Ordre de la Branche Ernestine de Saxe, de la Tour et de l'Epée, de St. Maurice et de St. Lazare, Commandeur de la Légion d'Honneur, etc.;

Contracting Parties who ratified the Treaty; and their said Majesties have in consequence named their Plenipotentiaries, that is to say;

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland, the Right Honourable Henry John Viscount Palmerston, Baron Temple, a Peer of Ireland, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, and Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

His Majesty the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, the Sieur Maurice Count de Dietrichstein, Grand Cross of the Imperial Order of Leopold of Austria, of the Royal Order of Leopold of Belgium, of the Order of Lewis of Grand-Ducal Hesse, and of the Constantinian Order of St. George of Parma, Commander of the Order of the Golden Lion of Electoral Hesse, Chamberlain, Privy Councillor of His Imperial and Royal Apostolic Majesty, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to Her Britannic Majesty;

His Majesty the King of Prussia, the Sieur Christian Charles Josiah Bunsen, Privy Councillor of His Majesty the King of Prussia, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Britannic Majesty, Commander of the Order of the Red Eagle;

His Majesty the Emperor of all the Russias, the Sieur Philip Baron de Brunnow, his Privy Councillor, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Britannic Majesty, Knight of the Order of St. Alexander Newsky, of the White Eagle, of St. Anne, and of St. Stanislaus of the first class, of St. Wladimir of the third, Commander of St. Stephen of Hungary, Knight of the Order of the Red Eagle of Prussia of the second class, and of St. John of Jerusalem;

And His Majesty the King of the Belgians, the Sieur Sylvain Van de Weyer, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of the Belgians to Her Britannic Majesty, decorated with the Iron Cross, Commander of the Order of Leopold, Grand Cross of the Order of the Ernestine Branch of Saxony, of the Tower and Sword, of St. Maurice and St. Lazarus, Commander of the Legion of Honour, etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivans:

Art. I. Sa Majesté le Roi des Belges accède, tant pour lui que pour ses héritiers et successeurs, au Traité pour la Suppression de la Traite des Nègres d'Afrique, signé à Londres le 20 Décembre, 1841, par les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne, d'Autriche, de France, de Prusse, et de Russie, lequel a été ensuite dûment ratifié par Leurs Majestés la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse, et l'Empereur de toutes les Russies; l'Accession de Sa dite Majesté le Roi des Belges étant néanmoins sujette à certaine modification de l'Article IX du Traité susdit, laquelle modification a été relatée dans le Protocole de la Conférence tenue à Londres le 3 Octobre, 1845, entre les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne, d'Autriche, de Prusse, et de Russie. Et Sa Majesté le Roi des Belges s'engage à remplir fidèlement toutes les obligations résultant des dits Traité et Protocole (desquelles pièces des copies imprimées se trouvent annexées au présent Traité), de la même manière que si elle avait été Partie Contractante au dit Traité.

Et Leurs Majestés la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi de Prusse, et l'Empereur de toutes les Russies, acceptent formellement l'Accession de Sa Majesté le Roi des Belges.

II. Tous les navires Belges qui seront arrêtés aux stations d'Amérique ou d'Afrique, comme se livrant à la Traite des Nègres, seront conduits dans le port d'Anvers ou d'Ostende, pour y être procédé contre les armateurs, le capitaine, et les gens de l'équipage, conformément aux lois en vigueur en Belgique.

Cependant, si lors de l'arrestation il y a des esclaves trouvés à bord, ceux-ci seront préalablement déposés dans le port où le bâtiment aurait dû être conduit, s'il avait navigué sous le pavillon du croiseur qui en aura fait la capture.

III. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres, dans le délai de 3 mois à partir de la date du dit Traité, et plus tôt si faire se peut,

Who, after having communicated to each other their respective Full-powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. His Majesty the King of the Belgians accedes, for himself, his heirs and successors, to the Treaty for the Suppression of the African Slave Trade, which was signed at London on the 20th of December, 1841, by the Plenipotentiaries of Great Britain, Austria, France, Prussia, and Russia, and which was afterwards duly ratified by Their Majesties the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Emperor of Austria, the King of Prussia, and the Emperor of all the Russias; the Accession of His said Majesty the King of the Belgians being, however, subject to a certain modification of Article IX of the Treaty aforesaid, which modification was recorded in the Protocol of a Conference held at London on the 3rd of October, 1845, between the Plenipotentiaries of Great Britain, Austria, Prussia, and Russia. And His Majesty the King of the Belgians engages faithfully to fulfil all the obligations resulting from the said Treaty and Protocol (printed copies of which are annexed to the present Treaty), in the same manner as if he had been a Contracting Party thereto.

And their Majesties the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, the King of Prussia, and the Emperor of all the Russias, formally accept the Accession of His Majesty the King of the Belgians.

II. All Belgian vessels which shall be detained on the American or African stations, as having been engaged in the Slave Trade, shall be carried either to the port of Antwerp, or to the port of Ostend, in order that proceedings may there be instituted, according to the laws in force in Belgium against the owners, the captain, and the persons composing the crew.

If, however, at the time of detention, any slaves should be found on board, such slaves shall, in the first instance, be conveyed to the port to which the vessel would have been carried, if she had been sailing under the flag of the cruizer by which she was captured.

III. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at London, not later than the expiration of 3 months from the date thereof, and sooner if it can be done.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 24 Février, de l'an de grâce 1848.

(L. S.) *Sylvain van de Weyer.*

(L. S.) *Palmerston.*
(L. S.) *Dietrichstein.*
(L. S.) *Bunsen.*
(L. S.) *Brunnow.*

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the 24th day of February, in the year of our Lord 1848.

(L. S.) *Palmerston.*
(L. S.) *Dietrichstein.*
(L. S.) *Bunsen.*
(L. S.) *Brunnow.*
(L. S.) *Sylvain van de Weyer.*

---

b. Protocole de la Conférence tenue à Londres, le 23 Juin 1849, entre les Plénipotentiaires d'Autriche, de la Belgique, de la Grande Bretagne, de Prusse et de Russie pour l'échange des ratifications du Traité précédent.

Le Plénipotentiaire de la Grande Bretagne a présenté à la Conférence la note ci-annexée (A), qu'il a reçue du Plénipotentiaire Belge, dans laquelle ce dernier annonce qu'il est autorisé par son Gouvernement à procéder à l'échange des ratifications du Traité signé à Londres le 24 Février, 1848, relatif au Trafic d'Esclaves; qu'il a toutefois reçu l'ordre de réclamer:

1. Que la réserve établie par les „Instructions pour les Croiseurs" (annexées sub literâ B, au Traité de 1841), section 9, en faveur des navires Autrichiens, Prussiens, et Russes, chargés de planches et de poutres, soit appliquée également aux navires Belges qui font le même commerce.

2. Que la réserve qui a été admise par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique en faveur des navires Anséatiques, quant à quelques-uns des objets d'armement spécifiés dans l'Article IX du Traité de 1841, soit appliquée également aux navires Belges.

Les Plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande Bretagne, de Prusse, et de Russie, ayant pris en considération la demande du Plénipotentiaire Belge, sont convenus d'y accéder, et ils lui ont adressé la note ci-annexée (B.)

Les ratifications respectives du Traité ont alors été échangées dans les formes usitées.

Palmerston.
Bunsen.
Sylvain van de Weyer. *Brunnow.*
Colloredo.

(Annexe A). **Le Plénipotentiaire Belge au Plénipotentiaire Britannique.**

Londres, le 23 Avril, 1849.

Le Soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges près Sa Majesté Britannique, a l'honneur d'informer son Excellence le Vicomte Palmerston, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires Etrangères, que les Chambres Belges ont adopté le Traité d'Accession à la Convention pour la Répression de la Traite des Nègres, conclu entre Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, la Reine de la Grande Bretagne, le Roi de Prusse, et l'Empereur de Russie, d'autre part; que le Soussigné a reçu de son Gouvernement l'autorisation de procéder à l'échange des ratifications, aussitôt que les instrumens de cette ratification lui seront parvenus; qu'il a toutefois reçu l'ordre d'appeler l'attention des Plénipotentiaires des 4 Grandes Puissances co-signataires du dit Traité, sur les 2 points qui ont déjà fait l'objet d'une réserve en faveur des navires Autrichiens, Prussiens, et Russes, et d'explication entre le Chargé d'Affaires des Villes Anséatiques et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, à savoir:

1. Les Instructions pour les Croiseurs (annexées sub lit. B, au Traité de 1841), sous le No. 9, établissent une réserve en faveur des navires Autrichiens, Prussiens, et Russes, chargés de planches et de poutres.

Le Soussigné a pour instruction de demander que cette réserve s'applique également aux navires Belges qui font le même commerce. La réserve dont il s'agit ne devrait pas seulement avoir en vue des chargemens exclusifs, mais aussi des chargemens partiels.

2. Le second point se rapporte aux inconvéniens qui peuvent résulter de certaines analogies d'équipement entre les navires Négriers et les navires servant au transport des émigrans. Le Gouvernement Belge désire obtenir à cet égard les garanties qui ont été accordées par les Puissances signataires du Traité de 1841, aux Villes Anséatiques, etc.

En conséquence, le Soussigné prie sa Seigneurie d'avoir la bonté de faire insérer, de concert avec les autres Plénipotentiaires, soit dans un Protocole séparé, soit dans une note, une déclaration portant:

1. Que la réserve concernant les navires Autrichiens, Prussiens, et Russes, chargés de planches et de poutres, s'appliquera également aux navires Belges ayant une cargaison de même nature, soit complète, soit partielle.

2. Que la présence à bord d'un navire marchand Belge, d'un plus grand nombre de barriques ou réservoirs à eau, d'une chaudière ou d'autres ustensiles inusités pour apprêter les provisions de bouche, ou enfin d'une petite partie de nattes, ne constituera pas une infraction au Traité, si le capitaine du navire peut prouver par des certificats, ou par ses papiers de bord, qu'il a fait le transport des émigrans, qu'il est engagé, ou qu'il a été engagé à faire un trafic licite.

Le Soussigné, etc.

Sylvain van de Weyer.

Son Excellence le Vicomte Palmerston.

(Annexe B.) Les Plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande Bretagne, de Prusse, et de Russie, au Plénipotentiaire Belge.

Londres, le 23 Juin, 1849.

Les Plénipotentiaires des Cours d'Autriche, de la Grande Bretagne, de Prusse, et de Russie, ont l'honneur d'informer le Plénipotentiaire de la Cour Belge, qu'ils ont lu la note que le Plénipotentiaire de la Grande Bretagne a reçue du Plénipotentiaire Belge en date du 23 Avril, 1849, dans laquelle ce dernier annonce qu'il est autorisé par son Gouvernement à procéder à l'échange des ratifications du Traité signé à Londres le 24 Février, 1848, relatif au Trafic des Esclaves; qu'il a toutefois reçu l'ordre de réclamer:

1. Que la réserve établie par „les Instructions pour les Croiseurs" (annexées sub literâ B, au Traité de 1841), section 9, en faveur des navires Autrichiens, Prussiens, et Russes, chargés de planches et de poutres, soit appliquée également aux navires Belges qui font le même commerce.

2. Que pour éviter les inconvéniens qui peuvent résulter de certaines analogies d'équipement entre les navires Négriers et les navires servant au transport des émigrans, la même réserve qui a été admise par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique en faveur des na-

vires Anséatiques, quant à quelques-uns des objets d'armement spécifiés dans l'Article IX du Traité de 1841, soit appliquée également aux navires Belges; c'est-à-dire, que la présence à bord d'un bâtiment marchand Belge d'un plus grand nombre de barriques ou réservoirs à eau, d'une chaudière ou d'autres ustensiles inusités pour apprêter les provisions de bouche, ou enfin d'une petite partie de nattes, ne constituera pas une infraction au Traité, si le capitaine du navire peut prouver par des certificats ou par ses papiers de bord, qu'il a fait le transport des émigrans, ou qu'il est engagé à faire un Trafic licite.

Les Plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande Bretagne, de Prusse, et de Russie, ayant pris en considération les demandes sus-mentionnées du Plénipotentiaire Belge, ont l'honneur de lui annoncer qu'ils sont convenus d'y accéder, et que les instructions qui doivent être adressées aux croiseurs seront modifiées conformément à cette décision.

Colloredo. *Bunsen.*
Palmerston. *Brunnow.*

8.

Recès général de limites et de cession entre l'Autriche et la Saxe, signé à Dresde, le 5 mars 1848; avec un acte séparé et une convention relative aux ruisseaux formans limites entre la Bohême et la Saxe. *)

Ratification autrichienne, signée à Vienne, le 30 mars 1848.

Wir Ferdinand der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen, dieses Namens der Fünfte; König der Lombardie und Venedigs, von Dalmatien, Croatien, Slavonien, Galizien, Lodomerien und Illirien; Erzherzog von Oesterreich; Herzog von Lothringen, Salzburg, Steyer, Kärnthen, Krain, Ober und Nieder-Schlesien; Grossfürst von Siebenbürgen; Markgraf von Mähren; gefürsteter Graf von Habsburg und Tirol etc. etc.
Thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem zwischen Unseren Bevollmächtigten und jenem Seiner Majestät des Königs von Sachsen zur Feststellung des Gränzlaufes zwischen den Königreichen Böhmen und Sachsen und zum Austausche der in den beiderseitigen Gebieten enclavirten gegentheiligen Parcellen, so wie zur Regelung der Gränzverhältnisse zwischen den beiden Staaten überhaupt und zur Beilegung der damit in Verbindung stehenden Privat-Streitigkeiten, Verhandlungen gepflogen worden sind, aus welchen ein am 5. März laufenden Jahres von den obgedachten Bevollmächtigten zu Dresden unterzeichneter Haupt-Gränz- und Territorial-Recess hervorgegangen ist:

Als haben Wir nach vorgenommener Prüfung sämmtlicher in diesem Tractate enthaltenen 19 Artikel, sowie der demselben beigefügten Beilagen, — nämlich einer aus 96 Paragraphen bestehenden Separat-Acte, und einer Convention in 13 Paragraphen zur Behandlung der Gränz-

*) Les ratifications ont été échangées à Dresde, le 10. avril 1848.

bäche — dieselben gutgeheissen und genehmigt, versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte, für Uns und Unsere Nachfolger, dieselben ihrem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätgung haben wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet und selber Unser kaiserliches Insiegel beifügen lassen.

So geschehen in Unserer kaiserlich - königlichen Haupt- und Residenzstadt Wien den 30. Tag des Monats März im Jahre des Herrn 1848, Unserer Reiche im Vierzehnten.

Ferdinand m. p.

L. S. *Ficquelmont m. p.*

Nach Seiner k. k. Apostol. Majestät allerhöchst eignem Befehle:

Johann Vesque von Püttlingen m. p.
k. k. wirkl. Hofrath.

Recès général de limites et de cession.

Nachdem Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, etc. etc. und Seine Majestät der König von Sachsen etc. etc. ausserordentliche Commissäre ernannt und bevollmächtigt hatten, um den zu möglichst vollständiger Purification Ihres Staatsgebietes bereits früher vereinbarten Austausch der darin enclavirten gegenseitigen Gebietstheile in Vollzug zu setzen, und um die zur Beilegung der an der böhmisch - sächsischen Gränze obwaltenden Zweifel und Irrungen gepflogenen Vorverhandlungen einem befriedigenden Ende zuzuführen; so haben gedachte Commissäre zunächst am 11. September 1845 eine Präliminar-Convention abgeschlossen, diese sodann, soweit nöthig, durch nachträgliche Vereinbarung ergänzt und in einzelnen Punkten modificirt, auch die noch hervorgetretenen Ungewissheiten beseitigt und die sonst erforderlichen Bestimmungen fernerweit getroffen.

Um nun alles, was den freundnachbarlichen Gesinnungen der hohen Contrahenten gemäss, zur Regelung der Gränzverhältnisse zwischen den beiden Staaten verabredet wurde, in eine gemeinschaftliche Staats-Acte zusammenfassen zu lassen, haben Ihre Majestäten Allerhöchst-Ihre ausserordentlichen Commissäre, nämlich Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich Allerhöchst-Dero Hofrath, Commandeur des kaiserlich- österreichischen Leopold-

und des königlich-portugiesischen Thurm- und Schwert-Ordens, Wilhelm Freiherrn von Pflügel-Lissinez, und Seine Majestät der König von Sachsen Allerhöchst-Dero geheimen Rath und Director der Oberrechnungs-kammer, auch Abtheilungs-Vorstand im Ministerio des Innern, Comthur des königlich- sächsischen Civilverdienst-Ordens und Commandeur des königlich-griechischen Ordens vom Erlöser, Dr. Maximilian Günther, beauftragt und ermächtigt, einen Haupt-Gränz- und Territorial-Recess abzuschliessen, welche, nach Auswechslung ihrer, von beiden Seiten in gehöriger Form befundenen Vollmachten, über nachfolgende Artikel übereingekommen sind:

Art. I. Der Lauf der Gränze zwischen den Königreichen Böhmen und Sachsen bleibt vom Tage der Auswechselung der Ratificationen des gegenwärtigen Staatsvertrages an, so festgestellt, wie er durch diesen Vertrag bestimmt worden ist, und wird von beiden Theilen in der Art anerkannt, dass alle dadurch und durch die unter *A* hier beigefügte Separat-Acte ausgeglichenen Zweifel und Irrungen für immer abgethan sind.

Die ebengedachte Separat-Acte soll so angesehen werden, als wäre sie Wort für Wort in dem Haupt-Recesse enthalten.

Art. II. Da, wo Flüsse oder Bäche beide Staaten trennen, läuft die Gränze längs der Mitte derselben, parallel mit den Ufern, und in gleichen Abständen von denselben. Bilden Gräben, Wege und dergleichen die Gränze, so ist gleichfalls die Mitte derselben unbeschadet der ungehinderten Benutzung durch die beiderseitigen Unterthanen, als die Scheidungslinie der Landeshoheiten zu betrachten, wenn das Gegentheil nicht ausdrücklich festgesetzt wurde.

Art. III. Was die Behandlung der Gränzbäche insbesondere anbelangt, so haben beide Regierungen durch ihre Bevollmächtigten hierüber eine eigene Convention abschliessen lassen, welche dem gegenwärtigen Staatsvertrage unter *B* beigefügt und so anzusehen ist, als wäre sie Wort für Wort darin enthalten.

Art. IV. Der Lauf der Gränze zwischen dem böhmischen Saazer und dem sächsischen Erzgebirgischen, dann zwischen dem böhmischen Jungbunzlauer Kreise und der sächsischen Oberlausitz erhellet aus den, dem gegenwärtigen Staatsvertrage unter *C* und *D* angefügten Beschreibungen nebst zugehörigen Tabellen, wie solche von den

beiderseitigen Delegirten bei der im Jahre 1847 stattgefundenen Vermarkung dieser Gränztracte aufgenommen wurden.

An den übrigen Gränztracten zwischen den böhmischen Ellbogner und Leitmeritzer Kreisen einer- und den sächsischen Voigtländischen, Erzgebirgischen und Meissner Kreisen, so wie der sächsischen Oberlausitz andererseits, wurde der Lauf der Gränze bei einer, im Herbste des Jahres 1846 durch beiderseitige Delegirte vollzogenen Revision, und durch die Genehmigung der dabei von den Delegirten sub spe rati getroffenen Vereinigungen, auch hinsichtlich einiger weniger, dabei noch verbliebenen Ungewissheiten, durch eine darüber, besage Protokolls der Dresdner Immediat-Commission vom 23. Juli 1847, erfolgte Vereinbarung festgestellt und ausser Zweifel gesetzt.

Da aber an diesen Tracten die Vermarkung und Beschreibung der Gränze noch nicht hat vollendet werden können, so soll mit dem Beginn des Frühjahres 1848 durch die diessfälligen Delegirten diese Vermarkung und Beschreibung fortgesetzt und mit möglichster Beschleunigüng vollendet, und es sollen die aufgenommenen Beschreibungen nebst zugehörigen Tabellen dem gegenwärtigen Staatsvertrage nachträglich beigefügt werden.

Art. V. Ueber den Lauf der Gränze wird eine Gränz-Carte durch beiderseitige Feldmesser nach den darüber bei der Immediat-Commission bereits vereinbarten näheren Bestimmungen, aufgenommen werden. Mit dem nächstkommenden Frühjahre wird diese Aufnahme an den schon vermarkten Saaz-Erzgebirgischen und Jungbunzlauer-Lausitzer Kreis-Gränzen beginnen, und sie wird bei den übrigen Gränztracten in Angriff genommen werden, sobald die Vermarkung und Beschreibung derselben beendigt ist. Die Gränz-Carte wird in zwei wechselseitig beglaubigten Parien ausgefertigt werden, und so zu betrachten sein, als bilde sie einen integrirenden Theil des gegenwärtigen Staatsvertrages, so wie selbe, nebst den Gränzbeschreibungen sammt dazu gehörigen Vermessungs-Tabellen, künftig zur Beilegung allenfallsiger Zweifel und Irrungen, dann für die späteren Gränz-Revisionen (Art. VII) dienen wird.

Art. VI. Die Anrainer an der Landesgränze haben sich alles dessen zu enthalten, was die ungeschmälerte Erhaltung des Gränzlaufes gefährden, oder seine stete Er-

sichtlichkeit und Zugänglichkeit beeinträchtigen könnte; es müssen daher auch da, wo die Gränze durch Waldungen geht, diese auf jeder Seite der Gränzlinie in einer Breite von wenigstens vier Fuss ausgelichtet bleiben.

Art. VII. Den beiderseitigen betreffenden Lokal-Behörden liegt zwar zu jeder Zeit ob, über die Erhaltung der Gränzmarken zu wachen; um aber der Wiederkehr von Zweifeln und Irrungen um so sicherer in Zeiten vorzubeugen, werden die beiderseitigen Regierungen mit jedem zehnten Jahre — also zum ersten Male im Jahre 1857 — die gemeinschaftliche commissarische Begehung der Landgränze veranstalten, wobei die desshalb Beauftragten davon, ob alle Gränzmale unbeschädigt und unverrückt vorhanden sind, sich zu überzeugen, für sofortige Abhilfe wegen der etwa befundenen Mängel und Unrichtigkeiten zu sorgen, und alles anzuordnen haben, was zur Evidenz der Demarcation beitragen kann. Die Kosten ihrer diessfallsigen Vorkehrungen werden gemeinschaftlich übertragen werden, vorbehältlich der auf den Grund einer Verschuldung etwa eintretenden Privat-Verbindlichkeit zu deren Erstattung. Sollten bei einer solchen Gränz-Revision Zweifel und Irrungen zum Vorschein kommen, so werden die Beauftragten sie sofort aufklären und den Oberbehörden zur Erledigung vorlegen.

Art. VIII. Seine Majestät der Kaiser von Oestreich entsagt Seinen Ansprüchen auf die bisher streitig gewesene Landeshoheit über die vier Rumburger Ortschaften Nieder- und Neuleutersdorf, Josephsdorf und Neuwalde, welche, eben so wie die Enclave Schirgiswalde bereits zu Handen Seiner Majestät des Königs von Sachsen und dessen Nachfolger mittelst Traditions-Urkunde vom 4. Juli 1845 übergeben worden ist, nebst den sonstigen wechselseitig cedirten, in der beiliegenden Separat-Acte verzeichneten Gebiets-Parcellen und Enclaven, in den vollständigen Besitz ihrer neuen Landesherren, deren Erben und Nachfolger übergehen.

Art. IX. Diejenigen der gedachten Gebietstheile und Enclaven, deren Uebergang unter eine andere Landeshoheit mit der Abtretung von Unterthanen verbunden ist, werden binnen sechs Wochen, vom Tage der Auswechslung der Ratificationen des gegenwärtigen Staatsvertrages, durch beiderseitige, gehörig instruirte Commissäre übergeben und übernommen werden. Die bloss aus Grundstücken bestehenden Parcellen gelangen ohne

weiteres vom Tage der vorgedachten Auswechslung der Ratificationen unter die neue Landeshoheit, und die beiderseitigen Regierungen werden die diessfalls nöthige Benachrichtigung an die betheiligten Behörden und Unterthanen unverweilt verfügen.

Art. X. Die auf die gegenseitig abgetretenen Gebietstheile Bezug nehmenden, den statum publicum betreffenden Acten und Nachrichten werden, was diejenigen Gebietstheile betrifft, wo eine förmliche Uebergabe stattfindet, so weit thunlich, sogleich bei dieser Uebergabe, übrigens aber nachträglich — beziehentlich auf vorhergegangenes Verlangen — in Ur- oder Abschrift verabfolgt werden.

Art. XI. Die landesfürstlichen Steuern und Gefälle aus den wechselseitig ausgetauschten Enclaven und cedirten Parcellen laufen zu Gunsten der neuen Regierung vom Tage an, an welchem selbe, auf die im Artikel IX bezeichnete Weise, in ihren Besitz übergingen. Keine Regierung übernimmt es, für die andere Steuer- oder Gefällen-Rückstände einzutreiben.

Art. XII. Den Eigenthümern von Besitzungen oder Anwesen längs der neugebildeten Gränze, von welchen durch die letztere einzelne Grundstücke durchschnitten werden, wird, gegen Beobachtung der in polizeilicher und gefällenämtlicher Beziehung etwa zu treffenden Controlsmassregeln, der zollfreie Bezug der auf den abgetretenen Theilen gewonnenen Boden-Erzeugnisse, wenn dieselben in dem Zustande, in welchem sie als solche gewonnen werden, unmittelbar von dem abgetretenen Grundstücke über die Zoll-Linie geführt werden, zugesichert, in so lange diese Theile zu den fraglichen Besitzungen oder Anwesen gehören. Auch findet für diesen getheilten Grundbesitz, unter den erforderlichen zollämtlichen Controlmassregeln, der thunlichst erleichterte abgabenfreie Uebertritt über die Gränze, mit den zur Bewirthschaftung der geschiedenen Besitztheile unentbehrlichen Geräthschaften und andern Hilfsmitteln Statt. Nicht weniger sollen die Begünstigungen dieses Artikels den Besitzern solcher Höfe zu Theil werden, welche in Folge der neugebildeten Gränze zu ihren Grundstücken und von diesen in ihre Höfe nicht gelangen können, ohne das fremdherrliche Gebiet zu durchschneiden, vorbehältlich der gefällsämtlichen Controlsmassregeln.

Art. XIII. So wie den einheimischen Bewohnern der

beiderseitig abgetretenen Gebietstheile, welche wieder in den Staaten derjenigen Landeshoheit, der sie früher untergeben waren, sich ansässig zu machen beabsichtigen, die zwischen den k. k. österreichischen und den königlich-sächsischen Staaten im Allgemeinen bestehenden Freizügigkeitsbestimmungen ohnehin zu Gute kommen, so werden auch im Uebrigen die beiderseitigen Regierungen solchen Rücksiedelungen alle thunlichen Erleichterungen angedeihen lassen. Der Auswanderungs-Consens wird den Betheiligten für sich und ihre Familien kostenfrei ausgefertigt und von den Uebersiedelnden und ihren noch nicht eigenberechtigten, zur Zeit der Anmeldung des Vorsatzes zur Auswanderung, zum Heere des neuen Vaterlandes nicht schon eingereihten Söhnen, nicht verlangt werden, dass sie in dem Staate, den sie verlassen, vorher noch der Militärpflicht Genüge leisten.

Art. XIV. Den Angehörigen der beiderseits abgetretenen Gebietstheile, welche zur Zeit der Uebergabe derselben dem Heere ihres bisherigen Vaterlandes eingereiht sind, bleibt freigestellt, die Dienstzeit, zu welcher sie bisher verpflichtet waren, auch dort zu vollenden, ohne in ihrem neuen Vaterlande einer Militairpflicht abermals unterworfen zu werden. Dieselben werden, ob sie hievon Gebrauch machen wollen, vernommen, und ihr Entschluss wird der jenseitigen Regierung mitgetheilt werden. Diejenigen, welche aus dem Heere des früheren Vaterlandes austreten zu wollen sich erklären, ohne die daselbst vorgeschriebene Dienstzeit vollendet zu haben, werden entlassen werden, und die bereits zurückgelegte Dienstzeit wird ihnen, wenn sie im neuen Vaterlande ebenfalls die Militärwidmung treffen sollte, so angerechnet werden, als ob sie solche daselbst vollbracht hätten. Uebrigens wird von denjenigen, welche der Militärpflicht in dem einen oder dem andern der beiden Staaten bereits Genüge geleistet haben, wenn sie auch zur Zeit der Gebietsübergabe nicht mehr im Militärdienste sich befinden, deren nochmalige Erfüllung im neuen Vaterlande nicht verlangt werden.

Art. XV. Da der gegenwärtige Staatsvertrag hauptsächlich zur Festsetzung der beiderseitigen Hoheitsgränzen abgeschlossen wird, so ändert selber in keiner Weise die privatrechtlichen Beziehungen, namentlich derjenigen Dominien und Privaten, welche durch selben in ihrer Person oder in ihrem Eigenthum getroffen werden, es

sei denn, dass hierüber besondere Bestimmungen verabredet worden wären.

Art. XVI. Da die gegenseitigen Gebietsabtretungen, welche der Bestimmung der neuen Gränzlinie bei Ullersdorf und Weigsdorf, besage §. 93 der Separat-Acte, zum Grunde liegen und auf den bisherigen kirchlichen, Schul-, Jurisdictions- und politischen Verband der genannten Ortschaften, so wie der durch die Abgränzung bei Weigsdorf mitbetroffenen Orte, Neuminkwitz und Dörfel, Einfluss äussern, besondere Bestimmungen für die künftige Regulirung der dessfallsigen Verhältnisse nöthig machen, so sind solche in Folgendem getroffen worden:

1. So lange die k. k. österreichische oder die königlich-sächsische Regierung nicht etwas Anderes verfügt, bleiben die der evangelischen Confession zugethanen Einwohner der, der neuen Abgränzung zufolge, unter böhmische Hoheit gehörigen Gebietstheile von Ullersdorf in die dasige Kirche, und die katholischen Einwohner der künftig nach Sachsen gehörigen Ullersdorfer Gebietstheile in die Kirche zu Grottau eingepfarrt;
2. Ebenso wird der Parochialverband der gegenwärtig zur Weigsdorfer Parochie gehörigen, sowohl böhmischen als sächsischen Ortschaften durch die gegenseitigen Gebietsabtretungen vor der Hand nicht verändert, so dass namentlich auch die unter böhmische Hoheit übergehenden evangelischen Einwohner von Weigsdorf, Neuminkwitz und Dörfel in die Kirche zu Weigsdorf eingepfarrt bleiben;
3. Die evangelischen böhmischen Unterthanen obgedachter Gebietstheile geniessen die Rechte der Parochianen der Kirchen zu Ullersdorf und Weigsdorf. Die auf gesetzlichen Anordnungen beruhenden Leistungen für Kirche, Pfarre und Schule sind von den eingepfarrten und eingeschulten ausländischen Unterthanen in gleichem Masse, wie von den ebendahin eingepfarrten und eingeschulten inländischen Unterthanen, nach den gesetzlichen Bestimmungen jenes Staates, welchem die Parochie oder Schule angehört, zu entrichten. Sowie diess namentlich auf die aus Sachsen in die katholische Schule zu Ullersdorf Eingeschulten sich mit zu beziehen hat, so gilt dasselbe auch in Betreff der Grottauer Kirche von den dahin eingepfarrten sächsischen katholischen Unter-

terthanen zu Ullersdorf. — Die betreffenden Seelsorger und Schullehrer haben bei der Ausübung ihrer Amtsverrichtungen über die eingepfarrten und eingeschulten Unterthanen des Nachbarlandes, auf die in dem Staate, welchem diese Unterthanen angehören, bereits bestehenden oder künftig erlassen werdenden Gesetze die erforderliche Rücksicht zu nehmen;

4. Die Abtheilung der Schulen bei Weigsdorf dauert in dermaliger Weise fort, so dass die Kirchenschule zu Weigsdorf, so lange keine Aenderung verfügt wird, den ihr jetzt zugewiesenen Theilen von Weigsdorf gemeinschaftlich verbleibt, unter der Inspection des Pfarrers zu Weigsdorf, der auch bei der an Böhmen übergehenden Schule zu Dörfel die Aufsicht über den evangelischen Religionsunterricht behält;

5. Wenn eine, nach §§. 1, 2 und 4 der Entschliessung der betreffenden Regierungen vorbehaltene Abänderung in der vorerst beizubehaltenden Gemeinschaftlichkeit der Parochial- und Schulverhältnisse ausser der Zeit einer Vacanz verfügt würde, so kann diess nur unter Gewährung einer, von dem die Auspfarrung oder Ausschulung verfügenden Theile den betroffenen Seelsorgern, Kirchendienern und Schullehrern für die Person auszusetzenden Entschädigung für den durch die Auspfarrung oder Ausschulung ihnen erwachsenden Verlust an Diensteinkommen geschehen. Den im eintretenden Falle aus dem ausländischen Parochialnexus ausscheidenden Theilen bleibt die Freiheit ihrer Religionsübung und, in soferne die nach den Landesgesetzen hiezu erforderlichen Bedingungen eintreten, auch die Selbstständigkeit der Parochialverhältnisse gesichert;

6. Der Kirche, dem Pfarrer und dem Schullehrer zu Weigsdorf wird, für so lange, als die gemeinschaftliche Einpfarrung der beiderseitigen Unterthanen besteht, die Abentrichtung der in den Beilagen IV und V des commissarischen Protokolls vom 19. August 1830 verzeichneten, von böhmischen Parochianen zu entrichtenden Zehenten und Zinsen zugestanden, in soferne die Betheiligten nicht solche Einwendungen dagegen zu erheben vermögen, auf deren Grundlage sie, den in Böhmen bestehenden Landesgesetzen zufolge, zur Abentrichtung nicht angehalten werden können. Unter Voraussetzung der künftigen

richtigen Abführung wird man königlich-sächsischer Seits zu Vermittlung eines billigen Abkommens wegen dessfallsiger Rückstände, so weit deren bisher erwachsen, die Hand bieten.

Eben so sind auch zur Kirche und Pfarre zu Grottau und zur katholischen Schule zu Ullersdorf von den eingepfarrten und eingeschulten königlich-sächsischen Unterthanen die bisherigen, privatrechtlich begründeten Zehenten, Zinsen und sonstigen Giebigkeiten abzuentrichten, was auch von den etwaigen Rückständen gilt.

Von dem Zeitpunkte an, wo, den vorhergehenden Paragraphen gemäss, der Pfarrer und der Schullehrer zu Weigsdorf für die österreichischen Unterthanen keine Seelsorge und Schuldienste mehr leisten werden, kommen auch, unbeschadet der nach Absatz 5 zu gewährenden Entschädigung, die vorstehend bezeichneten Zehenten und Zinsen, sowie alle solche Leistungen, die bisher nur als Entgelt für die Schul- und seelsorglichen Functionen bestimmt waren, von und für die österreichischen Unterthanen in Wegfall; welche Bestimmung auch in Bezug auf die Leistungen sächsischer Unterthanen an Pfarren, Kirchen und Schulen des österreichischen Gebietes zu gelten hat;

7. Die beiderseitigen Regierungen werden den zwischen den Herrschaften Reibersdorf und Friedland wegen des Collatur-Rechtes bei der Kirche zu Weigsdorf obwaltenden Streit dahin zu vermitteln suchen, dass das streitige Recht der erstgenannten Herrschaft gegen Befreiung der letzteren von dem auf den herrschaftlich friedländischen Maierhöfen für die Pfarre zu Weigsdorf haftenden Decem überlassen werde. Inmittelst verbleibt es, unter Verwahrung der gegenseitig hierunter in Anspruch genommenen Berechtigungen, bei der bisher sächsischer Seits stattgefundenen Ausübung dieses Collatur-Rechtes;

8. Die Verwaltung sämmtlicher bei der Kirche zu Weigsdorf bestehender Legatenstiftungen, insbesondere des Penziger Legates, bleibt, unter der bereits vorstehend ausgedrückten Verwahrung, dem Pfarrer und den sächsischen evangelischen Collatoren, vorbehältlich jedoch des Rechtes auf ferneren theilweisen Mitgenuss der Zinsen derselben für die künftig böhmischen

Ortsantheile, soweit er ihnen bisher zugestanden hat;

9. Die bei den Gebietsabtretungen zu Ullersdorf und Weigsdorf unter eine andere Hoheit übergehenden Theile von Dominien oder Rittergütern behalten auch unter dieser neuen Hoheit ihre Dominialqualität und werden derjenigen politischen Rechte theilhaftig, welche aus dieser Eigenschaft nach der Verfassung und den Gesetzen des Staates, dem sie künftig angehören, hervorgehen. Insbesondere werden auch die fideicommissarischen Verhältnisse der Herrschaft Reibersdorf hinsichtlich der darunter begriffenen, durch diese Abtretung betroffenen Gebietstheile von der k. k. österreichischen Regierung aufrecht erhalten werden;

10. Den böhmischen und sächsischen Gerichtsherrschaften verbleiben auch über die, dem Gebietsaustausche zufolge, unter fremde Hoheit kommenden Gebietstheile die bisher ausgeübten Jurisdictionsgerechtsame und obrigkeitlichen Rechte, jedoch unter der Hoheit, mithin nach den Gesetzen, und unter der Oberaufsicht des Staates, dem diese Gebietstheile künftig angehören und dergestalt, dass jene Gerechtsame durch einen von der Regierung dieses Staates verpflichteten und in deren Gebiete wesentlich wohnhaften, zu dieser Geschäftsbesorgung befähigten Beamten ausgeübt werden, auch überhaupt allem dem genügt werde, was in Bezug auf diese Ausübung die in gedachtem Staate bereits bestehenden oder künftigen Vorschriften erfordern;

11. Die Dienste, Zinsen und Gebührnisse aller Art, welche in den durch die Gebietsabtretungen und Austausche betroffenen Gebietstheilen von den dasigen Unterthanen ihrer Gutsherrschaft bisher zu leisten und zu entrichten waren, sind auch künftig völlig ungehindert derselben zu leisten und zu entrichten, sowie in gleichem Maasse auch die etwa bestehenden Hutungs- und andere derartigen Dienstbarkeiten fortdauern; vorbehältlich der Anwendbarkeit der wegen Ablösung solcher Leistungen und Dienstbarkeiten in dem Staate, welchem der Verpflichtete angehört, bestehenden oder noch erlassen werdenden gesetzlichen Bestimmungen. Die Leistung der statt der Abentrichtung an die Betheiligten auf die königlich-sächsische Landrentenbank überwiesenen Ablösungsrenten, so weit deren von den unter böhmische Lan-

desheheit gelangenden, bisher sächsischen Gebietstheilen zu entrichten sind, hat ebenfalls fortzudauern.

Die fraglichen Berechtigungen im fremden Gebiete bilden übrigens für sich allein keine besondere Realität in Bezug auf den Staat, in dem sie auszuüben sind, sondern sind in jeder Hinsicht als Pertinenzen des Hauptgutes zu betrachten;

12. Die dieser Verpflichtungen halber entstehenden Streitigkeiten sind bei den competenten Behörden desjenigen Staates, dem der Beklagte angehört, zur Erledigung zu bringen, jedoch nach den Gesetzen des Landes zu beurtheilen, unter dessen Landeshoheit die Verbindlichkeit, von deren Erfüllung es sich handelt, entstanden ist. Die Execution wegen derartiger Leistungen u. s. w. kann nur von der zuständigen Behörde des Staates verfügt werden, dem der Verpflichtete angehört;

13. Um den vorstehend besprochenen Streitigkeiten möglichst vorzubeugen, werden, unter Leitung der beiderseitigen Kreis- oder andern desshalb zu beauftragenden öffentlichen Behörden, unverweilt genaue Verzeichnisse der fraglichen Prästationen abgefasst und den Behörden, unter welche inländische, der auswärtigen Gutsherrlichkeit unterworfen bleibende Unterthanen zu stehen kommen, eingehändigt werden;

14. Da es zur Beseitigung mancher mit dem Fortbestehen der §§. 10 und 11 erwähnten Berechtigungen in einem auswärtigen Gebiete verbundenen Unzuträglichkeiten gereichen würde, wenn desshalb gegenseitige Austausche und Ausgleichungen im Wege der Vereinbarung unter den Betheiligten beider Staaten zu Stande kämen, so werden beiderseitige hohe Regierungen ihre betreffenden Behörden anweisen, dergleichen Vereinbarungen thunlichst zu begünstigen;

15. Es wird ermittelt werden, ob und welche verhältnissmässige Vergütungsantheile den beiderseits aus dem bisherigen Staatsverbande ausscheidenden Unterthanen aus dem Gemeindevermögen oder aus solchen öffentlichen Fonds gebühren und zu verabfolgen sind, zu deren Errichtung sie oder ihre Vorfahren mitgewirkt und an deren Vortheilen sie Theil zu nehmen berufen waren; auch wird in Erwägung genommen werden, was etwa sonst noch im gemeinschaftlichen Einverständnisse beider Regierungen vorgekehrt wer-

den könne, um die aus der Veränderung der Hoheitsverhältnisse für die Privat-Interessen der dadurch Betroffenen hervorgehenden Folgen möglichst wenig fühlbar zu machen.

Art. XVII. Gleichermassen ist in Ansehung einiger besonderer, bei dem Niederleutersdorfer Bezirke zu berücksichtigender, und durch dessen Abtretung an Sachsen herbeigeführter Verhältnisse, Nachstehendes vereinbart worden:

1. Bei den Schwierigkeiten, welchen die Verweisung der katholischen Bevölkerung der Ortschaften Nieder- und Neuleutersdorf, Josephsdorf und Neuwalde an eine sächsische Seelsorge dermalen unterliegt, bleibt, so lange königlich-sächsischer Seits andere Anordnungen nicht getroffen, oder auch von der k. k. österreichischen Regierung die Aufhebung des gegenwärtigen Zustandes nicht gewünscht wird, die katholische Einwohnerschaft jener vier Orte in Ansehung der Seelsorge und des Genusses der Sacra an die Geistlichkeit zu Warnsdorf verwiesen, so dass letzterer auch die Ertheilung des katholischen Unterrichtes in der Schule zu Neuleutersdorf, dann die Local-Inspection über dieselbe, obwohl unter Beobachtung der königlich sächsischen Schulgesetze, zustehen wird. Die den königlich-sächsischen Landesgesetzen zufolge, pfarramtlich festzustellenden Ereignisse und Familien-Verhältnisse sind durch das obrigkeitliche Amt der Herrschaft Rumburg bei der Pfarre zu Oberleutersdorf, behufs der Eintragung in das Kirchenbuch, zur Anzeige zu bringen, ohne dass jedoch für derartige Anzeigen einigerlei Stolgebühren werden angesonnen werden. Die Ausstellung der Tauf-, Trau- und Beerdigungs-Scheine verbleibt der Geistlichkeit zu Warnsdorf, und die gedachte katholische Einwohnerschaft hat, wenn es nicht schon bisher der Fall gewesen sein sollte, zu den Parochial-Lasten des Oberleutersdorfer Bezirkes nichts beizutragen;
2. Da die vier Ortschaften Nieder- und Neuleutersdorf Josephsdorf und Neuwalde integrirende Theile der fideicommissarischen Herrschaft Rumburg sind, so wird die königlich-sächsische Regierung das fideicommissarische Verhältniss dieser Ortschaften aufrecht erhalten;



3. Die im vorstehenden Artikel XVI unter 9 und 10 über die Aufrechthaltung der Dominial-Qualität, dann der Jurisdictions-Gerechtsame und der obrigkeitlichen Rechte und über deren Ausübung getroffenen Bestimmungen gelten auch in Bezug auf die nur gedachten Ortschaften; es gibt aber die königlich-sächsische Regierung ihre Zustimmung, dass die Obrigkeit der Herrschaft Rumburg diese Gerechtsame bei dem ihr angehörigen, in Sachsen gelegenen Lehngute Neugersdorf, so lange die mehrerwähnten vier Ortschaften mit diesem Gute denselben Besitzer haben, mitverwalten lassen könne. Ingleichen ist, was vorstehend unter 11 und 12 desselben Artikels vereinbart worden, auf den Niederleutersdorfer Bezirk in so weit anwendbar, als die Gleichartigkeit oder Verschiedenheit der obwaltenden Verhältnisse es gestattet.

Art. XVIII. Was die zu Ausgleichung der an mehreren Puncten der böhmisch-sächsischen Gränze obwaltenden Privatstreitigkeiten, von den beiderseitig Bevollmächtigten verabredeten Bestimmungen betrifft, so sind diese in der, Artikel I erwähnten Separat-Acte mitenthalten.

Art. XIX. Gegenwärtiger Haupt-Gränz- und Territorial-Recess wird den beiden allerhöchsten Souverainen zur Genehmigung vorgelegt, und es wird derselbe, nebst der Separat-Acte und der Convention über die Gränzbäche, nach Austausch der Ratificationen, welcher zu Dresden binnen acht Wochen, oder wo möglich noch früher erfolgen wird, gehörig kund gemacht werden.

Zu dessen Urkunde haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und besiegelt.

So geschehen zu Dresden am 5. März 1848.

(L. S.) Freiherr *v. Pflügl* m. p.
(L. S.) Dr. *M. Günther* m. p.

A.

Acte séparé signé à Dresde, le 5 mars 1848.

Zur Beilegung der an mehreren Strecken der böhmisch-sächsischen Gränze vorwaltenden Irrungen und Zweifel, und zur Austragung der damit in Verbindung stehenden Privat-Streitigkeiten haben die hiezu von ihren allerhöchsten Höfen bevollmächtigten ausserordentlichen Commissäre die nachstehende Uebereinkunft getroffen:

An der Gränze zwischen dem Ellbogner und dem Voigtländischen Kreise.

§. 1. Da, wo in dem die Gränze tragenden Wolfsbächel der Besitzer einer Rustical-Wirthschaft zu Gottmannsgrün, Thoma, ein Wehr eingezogen hat, ist nach Massgabe der Gränz-Revision vom 13. October 1846 für nöthig befunden worden, ein Normal-Zeichen einzulassen, über welches die Spannung des Bachwassers nicht stattfinden darf.

§. 2. Das der Pfarre in Rossbach gehörige, in älterer Zeit derselben von dem sächsischen Rittergute Bergen legirte Stück Holz, welches bereits bei einer Gränz-Revision vom 23. Juni 1790, obwohl unter Verwahrung des königlich-böhmischen Commissärs gegen die unbedingte Anerkennung der königlich-sächsischen Hoheits-Ansprüche, für das Königreich Sachsen abgeraint wurde, ist nunmehr als zum königlich-sächsischen Gebiete gehörig definitiv anerkannt worden, jedoch ohne dass dadurch die Privatrechte beirrt werden, und indem man k. k. österreichischer Seits gegen desfallsige Beeinträchtigungen Seiten des Rittergutes Bergen Verwahrung eingelegt hat.

§. 3. Wegen der im Möschel oder Lazargrunde bei Gettengrün gelegenen, im Besitze von Rossbacher Unterthanen befindlichen, von dem Wehre im Dötterweinbächlein links abwärts eine Zunge in das königlich-sächsische Gebiet bildenden Wiesen, derenthalben die beiderseitigen Commissäre bei der Verhandlung vom 19. August 1830 sich nicht haben vereinigen können, hat man königlich-sächsischer Seits auf die bisherigen Hoheits-Ansprüche darüber verzichtet.

§. 4. Die unterm 26. Juni 1790 und 19. August 1830 commissarisch vereinbarte Erledigung der bei Gläsel's zu Rossbach Teiche über den Lauf der Landesgränze stattgefundenen Differenz ist genehmigt und hienach dieser Lauf dergestalt bestimmt worden, dass zwischen den an den entgegengesetzten Seiten des obgedachten, jetzt als Wiesengrund cultivirten Teiches eingesetzten Gränzmarken, die Gränzlinie in gerader Richtung über den Teich hinweggeht, so dass der rechts gelegene Theil zum Königreiche Böhmen, der links liegende zum Königreiche Sachsen gehört.

§. 5. Die, zu sonst Joseph, jetzt Johann Adam Ludwigs zu Rossbach Wald-Antheil auf dem sogenannten

Kiessling gehörige Ecke, welche über den bis dahin die Landesgränze bildenden Weg vorspringt, ist gemäss einer commissarischen Verhandlung vom 19. August 1830, als zum königlich-sächsischen Gebiete gehörig anerkannt worden.

§. 6. Eine, zwischen den Ascher Lehns-Agnaten und dem Besitzer des Rittergutes Elster über die streitig gewesene Waldstrecke im Kessel mit der darin befindlichen Wiese Conradshau unterm 20. August 1830 getroffene Vereinbarung, wonach dieser streitige District den gedachten Lehns-Agnaten überlassen, jedoch zur Erlangung einer zweckmässigen Abgränzung in möglichst gerader Linie, die untere Spitze desselben wieder dem Rittergute Elster gegen Abtretung einer gleichmässigen Fläche Elster'schen Waldbodens zugetheilt wurde, ist genehmigt worden, und die nach dieser Vereinbarung für das Privat-Eigenthum verglichene Gränzlinie soll auch als die Landesgränze gelten.

§. 7. Da, wo bei dem zum Rittergute Elster gehörigen Walde, der Sprenggarten, zwischen diesem Rittergute und dem angränzenden Thonbrunn es vordem zweifelhaft war, ob ein Weg oder eine Steinmauer die Gränze mache, und ein fernerer Zweifel am sogenannten Flügel stattfand, ist, nach dem darüber bereits bei den commissarischen Revisionen vom 30. Juni 1790, auch 19. August 1830 Verhandelten, die österreichischer Seits behauptete Gränzlinie anerkannt worden.

§. 8. Da eine, zwischen Wettengel, zu Goldbrunn und Krause zu Heisenstein über ein Stück Holz bei Elster obwaltende Streitigkeit am 19. August 1830 dahin verglichen wurde, dass man das streitige Holz durch eine geradherablaufende Gränzlinie in zwei gleiche Theile getheilt hat, so soll diese Privatgränzlinie auch die Landesgränze bestimmen.

§. 9. Wegen der streitigen Wiesen und Hölzer im Schaafgrunde und der daselbst erbauten vormals Schindler'schen Papier- jetzt Langheinrich'schen Mahlmühle ist der Lauf der Landesgränze so bestimmt worden, wie derselbe bei den commissarischen Verhandlungen vom 5. Juli 1790 und 20. August 1830 für das Königreich Böhmen in Anspruch genommen wurde.

Die Privat-Irrung wegen der Triftgerechtigkeit des Ritterguts Elster im Schaafgrunde ist dadurch für erledigt zu achten, dass, besage Protokolls vom 20. August

1830, die Ascher Lehens-Agnaten dem Gute Elster die demselben zustehende Triftgerechtigkeit durch den Schaafgrund und auf dem dahingehenden Stege sowohl weiterhin, wie diese Trift bisher ausgeübt worden, nicht weiter streitig gemacht, vielmehr unbedingt eingeräumt haben, was auch Seiten des Elster'schen Rittergutsbesitzers nützlich angenommen worden ist.

§. 10. Nachdem die zwischen Ascher Lehens-Agnaten und dem Rittergute Elster obgewaltete Differenz wegen des Eigenthums an der Waldstrecke, die Sohl oder Suhl genannt, durch gleiche Theilung des Streitgegenstandes, mittelst einer der Länge nach den Berg herein gezogenen und abgesteckten Gränzlinie, dergestalt, dass die dem Ascher Gebiete zunächst gelegene Hälfte, den Grafen von Zedtwitz, dagegen die der Elster'schen unbestrittenen Waldung zunächst gelegene Hälfte dem Besitzer von Elster zufalle, und als völliges Eigenthum überlassen bleibe, unterm 20. August 1830 commissarisch verglichen worden, ist die solchermassen für das Privat-Eigenthum bestimmte Gränzlinie als auch die Landesgränze angenommen worden.

§. 11. Zwischen den bei der Gränz-Revision vom 16. October 1846 eingesetzten provisorischen Gränzmarken Nr. 244 und 245 ist, abweichend von der vorgefundenen Privatrainung, der vorher und nachher in seiner Mitte die Gränze tragende Weg von Sohl nach Gürth und Kleedorf gleichfalls als Landesgränze angenommen und das zwischen diesem Wege und jener Privatrainung auf der böhmischen Seite liegende öde und wenig bewachsene Areale, unter Verwahrung der betreffenden Privaten, der böhmischen Landeshoheit überlassen worden.

§. 12. Der frühere Anspruch derer von Zedtwitz wegen einer Koppel-Jagd-Gerechtigkeit auf Gürther Fluren hat seine Erledigung erhalten durch die von den Ascher Lehens-Agnaten am 20. August 1830 zu Protokoll gegebene Erklärung, dass sie sich aus dem ihnen vorgelegten Anschlage über das Rittergut Elster überzeugt hätten, dass diesem Gute die hohe, mittlere und niedere Jagd über sämmtliche Fluren des Gutes Elster sowohl, als auch auf allen Fluren und Gütern der Unterthanen zu Elster, Heisenstein, Reuth, Bärenloh und Gürth ausschliesslich zustehe, und dass sie auf keine dieser Fluren eine Koppel-Jagd-Gerechtigkeit in Anspruch nähmen.

§. 13. Wo am sogenannten Wendlingsberge des Jo-

hann Schindler aus Niederreuth und des Johann Fischer aus Oberreuth Waldungen zusammenrainen, wurde am 21. August 1830 ein Streit über ein Stück Waldboden durch eine, das fragliche Stück Land theilende Gränzlinie verglichen; diese Linie ist auch für die Landesgränze anerkannt worden.

§. 14. Da zwischen dem sächsischen Wiesengrunde des Johann Fischer zu Oberreuth und dem böhmischen Wiesengrunde des Johann Kogler zu Oberreuth der Gränzlauf mehrere kleine Ausbiegungen nach Böhmen und nach Sachsen machte, so sind die Anrainer übereingekommen, zwischen den bei der Gränz-Revision vom 20. October 1846 eingesetzten provisorischen Gränzmarken Nr. 456 und 457 eine gerade Linie als künftige Privat-Gränze anzunehmen, welche auch als Landesgränze bestimmt worden ist.

§. 15. Hinsichtlich des von Johann Michael Künzel und Johann Fischer zu Oberreuth besessenen, von sächsischen Brambacher und Elster'schen unstreitigen Grundstücken umschlossenen Stückes Holz im Kleedorf, bewendet es bei dem bereits bei der commissarischen Verhandlung vom 21. August 1830 erfolgten Anerkenntnisse der sächsischen Territorial-Zubehörigkeit.

§. 16. Wegen des zwischen Brambach und Schönbach früher streitig gewesenen oberen Zankholzes ist bereits im Jahre 1800 zwischen den Interessenten eine Ausgleichung und Verrainung getroffen worden, bei welcher man es auch in Bezug auf die Landesgränze hat bewenden lassen; das untere Zankholz und die Zankwiese sind als zum Königreiche Sachsen gehörig anerkannt worden.

§. 17. Königlich-sächsischer Seits hat man den auf die Hoheit über die Hälfte des Dorfes Fleissen bis an den durch das Dorf fliessenden Bach früher erhobenen Anspruch aufgegeben.

Dem Rittergute Brambach bleibt überlassen, den Anspruch wegen der Koppel-Jagd-Gerechtigkeit auf Fleissner Fluren, wenn es sich damit fortzukommen getraut, im Privatrechtswege vor der königlich-böhmischen competenten Behörde geltend zu machen.

§. 18. Den beiderseitigen Grundsätzen der Territorial-Purification gemäss, hat die königlich-sächsische Regierung die wegen des jus summum circa sacra und des jus episcopale, namentlich bei Fleissen, sowie wegen

des Parochial- und Schulverbandes, namentlich des Dorfes Grün mit der Kirche zu Elster, und des Dorfes Fleissen mit der Kirche zu Brambach, auch wegen der Leistungen der Dörfer Ottengrün und Voitersreuth an die Kirche und Schule zu Schönberg erhobenen Ansprüche fallen lassen, und es ist dagegen k. k. österreichischer Seits für ganz gleiche Verhältnisse die Gegenseitigkeit dem Königreiche Sachsen zugesichert worden.

Eine ausnahms- und theilweise temporäre Aufrechterhaltung des Parochial- und Schulverbandes zwischen Zubehörungen beiderlei Staaten in einzelnen geeigneten Fällen ist als Gegenstand eines besonderen Uebereinkommens angesehen worden.

§. 19. Die Landeshoheit über die zum Rittergute Schönberg gehörige, bei Unterlohma anderthalb Stunden von der Gränze entfernt, vom böhmischen Gebiete gänzlich umschlossen gelegene Wiese ist von dem Königreiche Sachsen an das Königreich Böhmen übergegangen.

§. 20. Ueber die bei Schönberg links des Scheiben-, auch Scheide- oder Stechwiesbaches gelegenen, im Privatbesitze böhmischer Unterthanen, mehrerer Einwohner des Dorfes Voitersreuth und des Gutes Altenteich, befindlichen Grundstücke ist die streitig gewesene Landeshoheit an Sachsen überlassen worden, so dass der genannte Bach von dem unterhalb der Scheibenmühle am rechten Ufer stehenden Rainpfahle an bis zur Vereinigung mit dem Grosseteichbache die gemeinschaftliche Landesgränze bildet, welche dann dem letzgenannten Bache aufwärts folgt, bis dahin, wo sie mit der bereits unstreitigen Landesgränze zusammenfällt.

§. 21. Dem Rittergute Schönberg bleibt überlassen, den Anspruch auf eine Koppel-Jagd-Gerechtigkeit im Eger'schen Gebiete, wenn es sich damit fortzukommen getraut, bei der competenten Behörde des Königreichs Böhmen geltend zu machen.

§. 22. Da, wo zwischen Fliessner und Brambacher Fluren, zwischen den bei der Gränz-Revision vom 23. October 1846 eingesetzten provisorischen Gränzmarken Nr. 751 und 752 ein Wassergraben die Gränze macht, ist demselben, im Einverständnisse der angränzenden Wiesenbesitzer, eine gerade Richtung in der Art gegeben worden, dass die dabei ausgetauschten kleinen Grundparcellen sich ausgleichen.

§. 23. Gleichfalls zwischen Fleissner und Brambacher

Flur ist von den anliegenden Wiesenbesitzern eine Ausgleichung getroffen worden, wornach ihre Privatgränze von der bei der Gränz-Revision vom 23. October 1846 eingesetzten provisorischen Gränzmarke Nr. 777 in gerader Linie zu der Nr. 778 läuft; welche Linie auch für die Landesgränze angenommen worden ist.

§. 24. Zwischen Johann Adam Zwickers aus Landwüst, und Martin Müllers zu Dürrengrün Wiesen bei Wallhof ist, in Gemässheit eines am 26. August 1830 vermittelten Abkommens, die Gränze in thunlichst gerader Richtung bestimmt worden.

§. 25. In Gemässheit der beiderseitigen Grundsätze der Territorial-Purification überträgt die königliche-sächsische Regierung die Lehenherrlichkeit, welche bisher die Krone Sachsen über mehrere Güter und Grundstücke des böhmischen Territorii jenseits der voigtländischen Gränze in Anspruch genommen hat, an die Krone Böhmen, so dass die Lehensverbindlichkeiten nunmehr an das Kaiserhaus von Oesterreich zu erfüllen kommen, und die auf die Lehensverhältnisse Bezug habenden Documente ausgeliefert werden; wogegen k. k. österreichischer Seits dem Königreiche Sachsen für ganz gleiche Verhältnisse die Gegenseitigkeit zugesichert wird.

§. 26. Da hinter der bei der Gränz-Revision vom 26. October 1846 unter Nr. 92 provisorisch eingesetzten Hauptgränzmarke bei einem kleinen Flecke Wiesengrund die Gränze zwischen Friedrich August Penzel zu Landwüst und Fritzsche's Erben zu Dürrengrün ungewiss gewesen, und die Erledigung dieses Zweifels durch Theilung des streitigen Flecks bei nur gedachter Gränz-Revision vermittelt worden ist, so dass jeder der beiden Theile die Hälfte überwiesen erhalten hat, so ist hiernach auch der Lauf der Landesgränze in gerader Linie angenommen worden.

§. 27. Ein an der Gränze zwischen den Fluren Erlbach und Stein befindlicher, zum sogenannten Wirthsgrunde gehöriger Wiesenfleck von geringem Umfange, welcher der Anzeige nach bisher weder böhmischer noch sächsischer Seits besteuert war, ist als zum Königreich Sachsen gehörig anerkannt, und es ist daselbst die Landesgränze als in gerader Linie von Nr. 983 zu Nr. 984 der bei der Revision vom 26. October 1846 eingesetzten provisorischen Gränzmarken gehend angenommen worden.

§. 28. Das zwischen den Schönbacher Betheiligten

und der Gemeinde Landwüst streitige Holz in der Dockengrün ist, nachdem der eigentliche Umfang desselben auf den Grund der bei der commissarischen Verhandlung vom Jahre 1830 vorgelegenen, von dem königlich-böhmischen Ingenieur Kutschera aufgenommenen Mappe bei der Gränz-Revision vom Jahre 1846 von Neuem in Gewissheit gesetzt worden; einem unter den Privat-Interessenten bereits am 27. August 1830 getroffenen Abkommen gemäss zwischen diesen, besage commissarischen Protokolls vom 2. November 1846, gleich getheilt und die hiernach abgesteckte und vereinte Theilungslinie auch als die Landesgränze anerkannt worden.

Hinsichtlich des von den betreffenden Schönbacher Unterthanen gemachten Vorbehalts eines Anspruchs an die Gemeinde Landwüst, weil aus dem den ersteren zugefallenen Theile des streitig gewesenen Waldes mehr Holz und Streu unter gemeinschaftlicher Theilung entnommen worden sei, als aus der an die letztgedachte Gemeinde überlassenen Hälfte, bleibt die gütliche Vereinigung oder die Geltendmachung des Anspruchs im Rechtswege der Privatbetheiligten überlassen.

An der Gränze zwischen dem Ellbogner und dem Erzgebirgischen Kreise.

§. 29. In Betreff eines wegen der Gränze zwischen der Herrschaft Neudeck und dem Glashütter-Revier, in der Nähe der Fribusser Strasse obgewalteten Zweifels, hat man königlich-sächsischer Seits die Ausführung eines Hoheitsanspruchs auf ein jenseits der gedachten Strasse gelegenes Waldstück von 13¾ Acker, 17 □Ruthen fallen lassen, wogegen eine Spitze von 4 □Ruthen, welche über den als Landesgränze angenommenen Fahrweg knapp am Jugler Wege nach Sachsen überspringt, als zu diesem Königreiche gehörig und die Gränze in beiderlei Beziehung so anerkannt worden ist, wie solche bei der commissarischen Verhandlung vom 28. Juli 1830 einverständlich angenommen und bei der Gränz-Revision vom 26. October 1846 vereint vorgefunden worden ist.

§. 30. Da, wo der Gränzweg von Glashütte nach Hirschenstand in die Carlsbad-Wildenthaler Chaussée einmündet, ist der Lauf der Gränze so bestimmt worden, dass selbige nicht in directer Linie von dem vorhandenen Gränzsteine Nr. XI älterer Bezeichnung auf den Gränzstein Nr. X die Chaussée schief durchschneidet, sondern in einer, durch die dem Protokolle der Gränz-Revisions-

commissäre vom 26. October 1846 beigefügte Situationszeichnung ⊙ verdeutlichten Wendung, über die in der Zeichnung mit A, B, C, D und E bezeichneten Puncte nach dem Gränzsteine Nr. X geht.

§. 31. Wenn bei einer Gränz-Revision vom 10. August 1843, da, wo bei dem Hammerwerke Wittigsthal die Landesgränze das Schwarzwasser überschreitet, zu Erlangung einer sachgemässen Abgränzung durch Versetzung eines Rainstains eine unbedeutende Veränderung des Laufes der Landesgränze vereinbart worden war; so hat die in solcher Masse stattgefundene Regelung des Gränzlaufes Genehmigung erhalten.

§. 32. Am Mückenbache, wo derselbe durch einen neu entstandenen Arm zwei Inseln gebildet hatte, bewendet es bei der bereits unterm 24. August 1820 getroffenen Vereinbarung, nach welcher die obere dieser Inseln dem Königreiche Böhmen, die untere dem Königreiche Sachsen angehören soll, und bei der am 27. Juli 1830 commissarisch beschlossenen, inmittelst auch zur Ausführung gelangten Vergrabung des neuen Rinnsales.

§. 33. Da an der Stelle, wo bei dem Einfalle des Goldbaches in den Pöhlbach die Gränze diesen Bach verlässt, bei einer von dem Gränzsteine Nr. 61 bisheriger Bezeichnung nach dem Steine Nr. 62 zu ziehenden geraden Linie, die linke Ecke des dem Joseph Patzsch zu Goldenhöhe gehörigen böhmischen Hauses unter sächsische Hoheit gefallen wäre, so ist bei der Gränz-Revision vom 28. October 1846 durch Einsetzung zweier Zwischensteine, vorläufig Nr. 61 a und 61 b, die Landesgränze um die Ecke des Patzsch'schen Hauses herumgezogen, und es ist diese Berichtigung des Gränzlaufes genehmigt worden.

§. 34. Der über den Lauf der Gränze zwischen Gottesgabe und Oberwiesenthal, zwischen den Landes-Gränzsteinen Nr. 109 und 108, 108 und 107, 105 und 104 dermaliger Bezeichnung entstandene Zweifel ist bei der Gränz-Revision vom 28. October 1846 dahin erledigt worden, dass die böhmischen Anrainer die Gränze ihrer Gründe nur bis zur geraden Linie zwischen den gedachten Steinen in Anspruch nehmen, so dass der gedachten Vereinbarung gemäss, auch die Landesgränze zwischen diesen Steinen in gerader Linie von Stein zu Stein geht, und die zu deren Sicherung anzulegenden hinreichend breiten Gräben in dieser geraden Linie gezogen werden.

§. 35. Bei dem Pöhlbache, wo er zwischen Sächsisch-Hammer einer-, und der Lauxmühle, sowie der Stadt Böhmisch-Wiesenthal anderer Seits, dann zwischen Bärenstein auf sächsischer und der Stadt Weixert auf böhmischer Seite die Gränze macht, sind an vier Stellen die in einer, dem commissarischen Gränzrevisionsprotokolle vom 29. October 1846 beigefügten Handzeichnung bemerkten Durchstiche der Krümmungen des Baches, auf Antrag der Anrainer und auf deren Kosten genehmigt, und die betreffenden obrigkeitlichen Behörden angewiesen worden, darüber zu wachen, dass die Durchstiche und die Regelung des Bachlaufes in der aus obiger Zeichnung ersichtlichen Art bewerkstelliget werden; die hierdurch entstehende neue Richtung des Bachlaufes ist als künftige Landesgränze anerkannt worden.

An der Gränze zwischen dem Saazer und dem Erzgebirger Kreise.

§. 36. Wegen des vorhin streitig gewesenen Terrains beim weissen Hirschen, bewendet es bei der auf dem Grunde eines Vergleiches vom 22. August 1789, am 13. Mai 1830 erneuerten Berainung der Landesgränze und bei der von dem Besitzer der sogenannten Fiedlermühle gegebenen Erklärung, dass der in die Sorgenthaler Mühle führende Fahrweg auf keine Weise versperrt, und das Fahren auf demselben nach dieser Mühle auf keinerlei Art behindert oder beschränkt werden solle.

§. 37. Da an der vorgedachten Rainung zwischen den Gränzsteinen Nr. 8 und 9 der frühern Bezeichnung (Nr. 7 und 8 der definitiven Vermarkung) der eigentliche Gränzweg verfallen und der Weg auf das Territorium der Herrschaft Pressnitz verlegt worden war; so ist bei der Gränz-Revision vom 19. October 1846 angeordnet worden, den alten Gränzweg wieder herzustellen und den neueren Weglauf durch Gräben zu sperren; so wie auch zwischen den Steinen Nr. 15 und 16 der früheren Bezeichnung (Nr. 14 und 15 der definitiven Vermarkung) wo der Weg auf die sächsische Seite verlegt worden war, die Wiederherstellung des alten Gränzweges ebenfalls verfügt worden ist.

§. 38. Der zwischen den Gränzsteinen Nr. 11 bis 23 älterer Bezeichnung (Nr. 30 bis 45 definitiver Vermarkung), wo die Gränze in gerader Linie von Stein zu Stein geht, in abweichender Richtung sich hinziehende

Fahrweg, welcher von jeher als ein gemeinschaftlicher Communicationsweg benützt wurde, soll, besage des unterm 19. October 1846 darüber commissarisch Vereinbarten, auch ferner für die beiderseitigen Staatsangehörigen, sowohl zur Communication als auch aus Zollgefällsrücksichten zur gemeinschaftlichen Benutzung offen stehen.

§. 39. Die bei einer Gränz-Revision vom 30. August 1841 auf der Gränzstrecke von Sorgenthal über Hegerhaus bis Christophshammer böhmischer, und Jöhstadt sächsischer Seits durch möglichste Aequivalirung des Flächenraumes des wechselseitig überlassenen Terrains, durch Abschneidung aller künftigen Beirrungen, und unter Vorbehalt der Offenlassung und Freilassung einiger Wege, selbe mögen auf sächsischem oder auf böhmischem Gebiete liegen, erfolgte Ausgleichung mehrerer vorwaltend gewesener Streitigkeiten ist genehmigt worden, sowie auch

§. 40. das am 14. Mai 1830 getroffene Abkommen, wonach an dem zwischen Saatzung und Pressnitz befindlichen Orte, wo die herrschaftlich Pressnitzer Waldung mit dem königlich-sächsischen Forst Steinbacher Reviers, und mit Saatzunger Privatwaldung, namentlich der des Saatzunger Lehngerichts, raint, das nach Neubau hinabfliessende, den sächsischen Forst und die Pressnitzer Waldung abrainende Bailwasser bis auf den Punct, welcher böhmischer Seits mit dem Namen des: „Schenkels“ und sächsischer Seits mit dem Namen: „Flügel VII“ bezeichnet wird, in einer Breite von drei Ellen in gerade Richtung gelegt worden ist, und stets offen gehalten werden soll; die Mitte dieses Grabens gilt für die Gränze zwischen den beiderseitigen Staaten.

§. 41. Die wegen der morastigen Haide oder Kriegswiese (Inhalts der commissarischen Protokolle vom 14. und 16. Mai 1830) erfolgte Bestimmung der bereits durch das Abkommen vom 22. August 1789 verglichenen Gränzlinie, und die (besage ferneren Protokolls vom 14. Mai 1830) für die betreffenden böhmischen Müller geschehene Zusicherung des Wasserbenutzungsrechts hat ebenfalls Genehmigung erhalten.

§. 42. Von mehreren bei der Gränz-Revision vom 14. und 19. August 1832 in Frage gekommenen Geradelegungen der an der schwarzen Bockau vorhandenen Krümmungen ist sich, nach den Ergebnissen der späteren Verhandlung vom 20. October 1846, in Betracht der inmittelst erfolgten tüchtigen Uferbefestigung auf den be-

reits zur Ausführung gelangten Durchstich an der bei der frühern Verhandlung mit n—o bezeichneten Stelle beschränkt worden.

§. 43. Die Differenzen wegen einer Gränzverrückung an der schwarzen Bockau, wodurch unterhalb Ulmbach ein Stück Wiese des böhmischen Unterthan Roscher durch einen Bacheinriss an die Wiese des sächsischen Unterthan Fritzsche versetzt, und andererseits in gleicher Art ein Stück Commotauer Gemeindewiese an das sächsische Ufer gelegt worden sein sollte, haben bei der Gränz-Revision vom 20. October 1846 sich erledigt gefunden.

§. 44. Auch die bei der Gränzbeziehung vom 14. August 1832 wegen einer Wiese im Dorfe Ulmbach und wegen eines Stücks Wiese bei dem Anweisehause an der Raitzenhainer Landstrasse in Bezugnahme auf den unregelmässigen Lauf des Gränzbaches, der schwarzen Bockau, angeregten Zweifel, sind nach dem Resultate der damaligen Verhandlung für erledigt zu achten gewesen.

§. 45. Die nach einem Vertrage zwischen dem königlich-sächsischen Forstamte Lauterstein und der königlich-böhmischen Herrschaft Rothenhaus am 14. Mai 1834 über die Theilung des Kriegswaldes verglichene Gränzlinie ist auch als die Landesgränze anerkannt worden.

§. 46. Der Lauf der Gränze zwischen der Herrschaft Rothenhaus und dem Rittergute Rübenau, vom sogenannten Ahornbrunnen bis zur Natzschung, ist durch die, einer Vereinigung vom 25. October 1842 gemäss, am 9. September 1843 erfolgte Versteinung bestimmt worden; und so wie dabei in Betreff der von Rübenau nach Obernatzschung führenden Commotauer Strasse dahin sich einverstanden worden ist, dass der Weg fernerhin gemeinschaftlich benutzt und unterhalten und allenthalben da, wo nicht, den getroffenen Bestimmungen zufolge, die Landesgränze von dem Wege sich entfernt, die Mitte desselben als die wahre Gränzlinie betrachtet werden solle; so ist derselbe Grundsatz auch für den, die Fortsetzung dieser Strasse bildenden freien Raum vor dem ehemaligen sächsischen Zollhause zu Obernatzschung und für die daselbst über die Natzschung führende Brücke festgestellt worden.

§. 47. Eine bei der commissarischen Verhandlung vom 18. Mai 1830 gegen die vom Rittergute Einsiedel-Sensenhammer vorgenommene Uferbefestigung, als dem böhmischen Ufer nachtheilig, erhobene Beschwerde ist

bei der Gränz-Revision vom 21. October 1846 erledigt gefunden worden.

§. 48. Die wegen einiger zwischen dem Saazer Kreise des Königreiches Böhmen und dem erzgebirgischen Kreise des Königreiches Sachsen die Gränze bildenden Bäche in Bezug auf Hoheits-, Eigenthums- und Flossverhältnisse stattgefundenen Irrungen haben durch die über die Behandlung der Gränzbäche zwischen Böhmen und Sachsen im Allgemeinen unterm 12. October 1846 abgeschlossene Convention, welche dem Hauptvertrage unter B angeschlossen ist, ihre Erledigung erhalten.

§. 49. Anlangend aber insbesondere die an der Strecke der Schweinitz zwischen Einsiedel und Katharinenberg unter den anliegenden böhmischen und sächsischen Müllern und Werkbesitzern stattgefundenen Streitigkeiten, so wird die Vereinbarung bestätigt, welche wegen Benutzung des Wassers dieses Baches, sowohl zum Betriebe von Mühlen und anderen Wasserwerken, als zur Wiesenwässerung durch die commissarischen Verhandlungen vom 27. und 28. Jänner, auch 15. Juni 1846, und durch die Beitritts-Erklärungen der anrainenden böhmischen Wiesenbesitzer vom 17. und 18. Juni 1847, sowie der sächsischen vom 27. November 1846. 2. und 8. Jänner, auch 4 und 10. Februar 1847, vermittelt, dann durch die darüber, von den dazu abgeordneten Commissären unterm 15. December 1847 abgefasste und vollzogene Vergleichs-Urkunde in nachstehender Weise festgestellt worden ist:

I. Unter der Voraussetzung, dass die Mittel- oder junge Schweinitz mit ihren bisherigen Zuflüssen und dem Hirschfleckenwasser, dann dem ersten Brandflössel nächst der Mittel-Schweinitz, sowie gegenwärtig aus der Stadt Brüxer Waldung in den Gränz-Schweinitzbach ferner einfliesst, soll das Wasser des Schweinitzbaches bei dem Puncte A der, der Vergleichs-Urkunde vom 15. December 1847 beiliegenden mit ⊙ bezeichneten, bei obgedachten commissarischen Verhandlungen beiderseits anerkannten, und von den Commissarien beglaubigten Situations-Zeichnung, durch einen gemeinschaftlich aufzustellenden steinernen Wassertheiler nach dem bereits vorhandenen Anschlag 4 in der Art getheilt werden, dass zwei Drittheile dem Böhmisch-Einsiedler Müller, und ein Drittheil in dem Schweinitzbache den sächsischen Werkbesitzern zugeleitet werde.

Der vorhin von dem Erbgerichte zu Böhmisch-Einsiedel für die Entnahme des Wassers aus der Schweinitz an das königlich-sächsische Rentamt Lauterstein entrichtete, seit dem Jahre 1830 aber auf k. k. kreisämtliche Weisung sistirte Zins von jährlich Einem Thaler gelangt in Wegfall.

II. Wie sich nun die Stadtgemeinde Brüx erklärt hat, dass das ganze an der Böhmisch-Einsiedler Mühle und Bretsäge gesammelte Wasser, sowie gegenwärtig ungehindert dem Gränz-Schweinitzbache vor dem Puncte E der obgedachten Situations-Zeichnung zufliessen solle, so lange ihr eine jährliche Rente von fünfzig Gulden Conventions-Münze entweder in jährlicher Zahlung oder durch Leistung einer Aversional-Summe, welche bei den Stadt Brüxer Renten stets also verzinslich gemacht, verrechnet werden soll, gewährt werde, so soll auch den sächsischen Müllern und Werkbesitzern bei dem Puncte E mittelst des dort befindlichen Wehrs die ausschliessliche Benützung des ganzen, unterhalb der Böhmisch-Einsiedler Bretsäge, und der gegenwärtigen Einsiedler Brücke wieder gesammelten Wassers aus dem Schweinitzbache zustehen. Doch soll es den beiderseitigen Wiesengrundbesitzern gestattet seyn, bei zureichendem Wasser, unbeschadet des Betriebes der schon jetzt bestehenden Werke, ihre Wiesen böhmischer und sächsischer Seits gleichmässig in der gewöhnlichen Jahreszeit zu bewässern, wozu unterhalb des Wehrs E abwärts der Einsiedler Gränzbrücke eine Bewässerungsschleuse nach gemeinschaftlicher Bestimmung der beiderseitigen Anrainer auf deren gemeinschaftliche Kosten errichtet, und von derselben auf beiden Seiten zu gleichen Theilen das Wasser in die Wiesengräben geleitet werden, dabei aber der Grundsatz gelten soll, dass immer nur beiderseits auf einmal gewässert werden dürfe, und weder königlich-böhmischer, noch königlich-sächsischer Seits ein Vorzug vor dem Andern stattfinden könne; in welchem Grundsatze auch die Bewässerung aus dem Mühlgraben königlich-sächsischer Seits mitbegriffen ist.

In Rücksicht der im Eingange dieses Absatzes gedachten, der Stadtgemeinde Brüx zu gewährenden Jahresrente, oder Aversional-Summe, gegen deren wirkliche Leistung sich einzig und allein die Stadtgemeinde Brüx durch ihren Magistrat, Anwaltschaft und Gemeinde-Repräsentanten zum Beitritte zu diesem Uebereinkommen be-

stimmt gefunden, soll auch oberhalb des auf der mehrerwähnten Situations-Zeichnung unter I, i bemerkten Punctes das auf der böhmischen Seite in der Brüxer Waldung entspringende rothe Wasser bei dem Puncte S, s der Zeichnung und sodann der weiter sich ansammelnde Wasserzufluss in dem Gränzgraben zwischen der Herrschaft Neundorf und Brüx, bei X der Zeichnung, in die Schweinitz eingeleitet werden; wogegen der bisher von Joseph Griessl Nr. 80 C und von den Eheleuten Hartig Nr. 82 C zu Gebirgs-Neudorf an die Stadtgemeinde Brüx zu entrichten gewesene jährliche Wasserlaufzins von 30 Kreuzern Conventions-Münze von der Zeit der Abführung der oberwähnten Jahresrente oder Aversional-Summe an in Wegfall kommt. Das durch ein, dem Richter Goldammer zu Sächsisch-Neudorf unter gewissen Beschränkungen zustehendes Wiesenwehr aus der Schweinitz entnommene Wasser ist noch vor dem Theilungspuncte I, i wieder in den Schweinitzbach zurück zu führen.

III. Das hiernach mit dem rothen Wasser und dem Zuflusse bei X vereinigte, und die unter §. I bemerkten Zuflüsse mit enthaltende Wasser der Schweinitz wird bei dem Puncte I, i der Zeichnung 168 sächsische Ellen = 301,01 Wiener Fuss oberhalb des Punctes I, wo jetzt der Mühlgraben nach dem zu Karl Gottlieb Hofmanns zu Sächsisch-Neudorf Hintermühle gehörigen Mühlteiche abgeht, mittelst eines steinernen Wassertheilers nach der Separatzeichnung ♀ auf dem Hauptrisse ⊙ anderweit in der Masse getheilt, dass die eine Hälfte durch einen Graben oberhalb des Schweinitzbaches sächsischer Seits zu dem nur gedachten Mühlteiche geführt wird, die andere Hälfte aber in dem Schweinitzbache fortläuft und im Normalzustande den böhmischen Müllern bis zum Puncte M der Zeichnung, wo dieselbe in dem auf böhmischer Seite befindlichen Mühlgraben den Böhmisch-Neudorfer und Katharinenberger Werken zufliesst, ausschliessend zukommt. Bei K der Zeichnung ist eine Schwelle in der Höhe des mittleren Wasserstandes einzulegen. Die durch höheren Wasserstand oder durch andere Zuflüsse von I, i bis K erwachsende Wassermenge ist bei K zu gleichen Theilen in den sächsischen Mühlcanal und in die Schweinitz zu leiten. Um jedoch den wahren Normalzustand, somit die Höhe der Schwelle und der Construction des Wassertheilers bei K ganz genau ermitteln und den eigentlichen Zweck einer ganz gleichen Wassertheilung böhmi-

scher als sächsischer Seits, sowohl vor als unter Hofmanns Mühle erzielen zu können, werden im Schweinitzbache selbst bei dem Puncte K, K und im sächsischen Mühlgraben unterhalb der Hofmannschen Mühle ungefähr bei X, X, wo das bei I, i getheilte Wasser sächsischer Seits mit dem bei K getheilten Zuflusswasser sich vereinigt hat, steinerne Durchlässe von ganz gleichem Dimensionen mit aus Steinplatten gepflasterten Sohlen errichtet, und es wird durch mehrfältige Messungen in beiden Canälen die gleiche Wassermenge abgewogen, und sodann hiernach der Wassertheiler bei K in der Art errichtet werden, dass in dem Falle, wenn bei, durch unvorhergesehene Umstände, sächsischer Seits eingetretener Nothwendigkeit, das Wasser bei dem Puncte I, i in dem Schweinitzbache fortgeleitet werden möchte, für die Zeit der unvermeidlichen Nothwendigkeit die ganze Wassermenge statt bei I, i erst bei K in zwei gleiche Theile durch Schliessung der niederen Oeffnung nach Anleitung einer auf dem Risse ⊙ unter ♁ gebrachten Separatzeichnung getheilt werden könne.

Behufs der Ausübung der wechselseitigen Controle über die vor sich gegangene richtige Wassertheilung soll es sowohl den böhmischen als den sächsischen Werkbesitzern freistehen, sich auf das jenseitige Territorium zu den anzulegenden Durchlässen begeben zu können.

IV. Bei der Neudörfer Brücke, Punct L der oftgedachten Situationszeichnung wird, nach Anleitung einer auf diesem Risse dazu befindlichen besonderen Zeichnung ♃, in der Schweinitz eine, in einem Wassertheiler ausgehende Mauer von ungefähr 2 Ellen Höhe und der erforderlichen Länge erbaut, um durch dieselbe das bei Christian Friedrich Klugens Mühle aus dem bei I, i und beziehentlich K abgetheilten sächsischen Mühlgraben sowohl, als das vorkommenden Falls, aus dem Weichgraben der Kluge'schen Mühle jetzt in die Schweinitz zurückfliessende Wasser in den auf der sächsischen Seite befindlichen sogenannten Fortunagraben überzuleiten, diesem Graben auch von dem im Bette der Schweinitz unterhalb des Mühlgrabens M sich wieder ansammelnden Wasser die Hälfte zuzuweisen. Dagegen gelangt das zu alleinigen Gunsten der sächsischen unterhalb gelegenen Werkbesitzer bisher bestandene Wehr an der Neudorfer Brücke in Wegfall.

Zur Beförderung des vorangegebenen Einbaues über-

lässt der Eigenthümer der am böhmischen Ufer gelegenen Wiese, Joseph Griessl Nr. 80 C den zu Erweiterung des Bettes der Schweinitz zum angegebenen Behufe erforderlichen Grund ohne Entschädigung.

V. Bei der Ausführung dieser Wasserbaue haben die Betheiligten den Anordnungen der zu diesem Zwecke abzuordnenden sowohl böhmischen als sächsischen Commissäre und sächsischen Beamten sich gänzlich unterworfen.

VI. Die steinernen Durchlässe bei K, K und X, X sollen auf Kosten der betreffenden böhmischen und sächsischen Werkbesitzer hergestellt werden, sobald es der eine oder der andere Theil nöthig findet. Dagegen haben die beiderseitigen Staatsregierungen sich in der Ansicht vereinigt, dass es auch im Interesse der betreffenden Staaten liege, durch das Uebereinkommen der Privatbetheiligten einen gegenseitig gesicherten Rechtszustand für die Zukunft begründet zu sehen, und es haben daher die ersteren, so lange die Aufrechterhaltung dieses Uebereinkommens in den beziehendlichen Staatsinteressen liegt, anstatt der Privatbetheiligten und als Beihilfen, und zwar die k. k. österreichische Staatsregierung die Auszahlung der jährlichen Rente von 50 fl. C. M. an die Stadtgemeinde Brüx für die Uebernahme der Verpflichtung die auf ihrem Territorio entspringenden Wässer zum Vortheile der Anrainer des Schweinitzbaches dem, laut Protokoll ddo. Brüx den 27. und 28. Jänner 1846 getroffenen Uebereinkommen gemäss, abfliessen zu lassen, dagegen die königlich-sächsische Staatsregierung die Kosten der Herstellung und Erhaltung der Wassertheiler bei Punct A, I, i, K und L des Risses ⊙ und der Herstellung und Erhaltung der Wassergräben zu Einleitung des rothen Wassers bei S, S und des Wassers bei X, desgleichen zu Einleitung des Wassers auf der Goldammerschen Wiese vor dem Theilungspuncte I, i, ferner die Schadloshaltung der sächsischen Mühlen- und Werkbesitzer wegen des, durch dieses Abkommen nach ihren bisherigen Ansprüchen ihnen angeblich entstehenden Verlustes an der zufolge des zeitherigen status quo von ihnen benutzten Wasserkraft, übernommen und zugesagt.

VII. In Ansehung der Fischereinutzung in der Schweinitz ist von der Stadtgemeinde Brüx und der Herrschaft Neuendorf-Eisenberg einer und der Gutsherrschaft zu Purschenstein anderseits die Gemeinschaftlichkeit des

Gränzwassers zugestanden worden, und dasselbe gegenseitige Zugeständniss ist in Betreff des oberhalb der Einsiedler-Brücke bis zur Herrschaft Duxer Gränze befindlichen Gränzwassers gemacht worden, wo sächsischer Seits Staatswaldung und anderes Staatseigenthum, böhmischer Seits Grund und Boden der Stadt Brüx anraint.

§. 50. Hinsichtlich der zwischen Böhmisch- und Deutsch-Katharinenberg bei Rechenbergers zu Deutsch-Katharinenberg Grundstück, unweit der ehemaligen sächsischen Zolleinnahme vordem bestandenen, nachmals eingestürzten, für die dasige Communication aber nöthigen Brücke über die Schweinitz ist unterm 22. October 1846 eine Vereinbarung vermittelt worden, wonach der Grundbesitzer Wilhelm Rechenberger zu Deutsch-Katharinenberg und der Kaufmann Carl Richter zu Böhmisch-Katharinenberg zur Herstellung der eingestürzten steinernen Brücke und zu deren Unterhaltung auf gemeinschaftliche Kosten, als einer ihren beiderseitigen Grundstücken obliegenden Reallast, sich erboten haben.

§. 51. Auch ist in Verfolg des am 22. October 1846 commissarisch Verhandelten gestattet worden, dass noch unterhalb der vorgedachten Brücke bei dem Grundstücke des Carl Ebert zu Böhmisch-Katharinenberg, gegenüber dem Grundstücke des Wilhelm Fischer zu Deutsch-Katharinenberg, eine mit Beitragsleistung der Herrschaft Rothenhauser Obrigkeit von der Böhmisch-Katharinenberger Stadtgemeinde herzustellende und zu unterhaltende Brücke über die Schweinitz gebaut werde, unter der Voraussetzung:

a) dass dem Wilhelm Fischer für den zum Brückenbau nöthigen Grund und Boden von höchstens zwölf sächsischen Ellen Breite, von den böhmischen Bau-Concurrenten eine Entschädigung von zwanzig Thalern gewährt;
b) dass ein in neuerer Zeit durch die Schweinitz eröffneter Schleifweg, nebst daneben befindlichem Stege in Wegfall gebracht und zu dem Ende das beiderseitige Ufer befestigt;
c) dass, nach dem Erbieten der königlich-sächsischen Forstbehörde, derjenige Boden, welcher zwischen dem Fischer'schen Grundstücke und dem Katharinenberger Communicationswege mitten inne liegt, unentgeldlich überlassen werde, und
d) dass von der königlich-sächsischen Regierung und

deren Unterthanen ein Beitrag zu den Kosten des Brückenbaues nicht zu leisten sei.

§. 52. Unmittelbar unterhalb des Wehrs an der Einsiedlerbrücke anfangend, soll die Schweinitz auf eine Strecke von 1304 sächsischen oder 1031 böhmischen Ellen in zweielliger Breite auf gemeinschaftliche Kosten der beiderseitigen Staaten geräumt werden.

§. 53. Die bei der Brüderwiesmühle und dem Richterschen Grundstücke sich erhobenen Anstände wegen veränderten Laufes der Schweinitz sind durch das Ergebniss der commissarischen Verhandlung vom 17. August 1832 dahin erledigt worden, dass deshalb böhmischer Seits ein Anspruch nicht gemacht werde.

§. 54. Wegen eines am südlichen Ufer der Schweinitz unmittelbar unter der Einsiedler-Brücke gelegenen, nur einige Quadrat-Ellen Fläche enthaltenden Wiesenfleckes haben sich bei der Gränz-Revision vom 23. October 1846 der Richter August Ferdinand Hiemann aus Deutsch-Einsiedel und der Gastwirth Carl Grössl aus Böhmisch-Einsiedel dahin vereinigt, dass solcher des letztern anliegendem Grund und Boden zuwachse, und es soll hiernach auch hier die Schweinitz die Landesgränze bilden.

§. 55. In Folge der nunmehr bei der Schweinitz anerkannten Gemeinschaftlichkeit des Gränzwassers haben die Stadtgemeinde Brüx und die Herrschaft Neudorf-Eisenberg mit dem Rittergute Purschenstein über die Gemeinschaftlichkeit des Eigenthums an den über diesen Bach führenden Brücken und über die gemeinschaftliche Bau- und Unterhaltungspflicht in Betreff derselben bei der Verhandlung vom 28. Jänner 1846 sich einverstanden.

§. 56. Da bei der Gränz-Revision vom 23. October 1846 sich ergeben hat, dass zwischen Brüxer Dominio und der sächsischen Staatswaldung die Schweinitz doppelte Arme bildet, welche es zweifelhaft machen könnten, zu welchem der beiderseitigen Gebiete das zwischen liegende Land gehöre; so ist der Grundsatz angenommen worden, dass überall, wo bei mittlerem Wasserstande die Schweinitz nur ein Bett bildet, dessen Mitte als die Landesgränze ausschliesslich anzunehmen sei.

Ueber die hiernach nur an drei Puncten verbliebenen wirklichen Inseln auf der Strecke zwischen dem, §. 49 unter A erwähnten Wassertheiler oberhalb Einsiedel und dem Einfalle der Mittel-Schweinitz, ist die Vereinigung dahin erfolgt, dass die mittlere grössere an Böhmen, die

beiden kleineren an Sachsen fallen, so dass bei jener der zunächst nach Sachsen, bei diesen der zunächst nach Böhmen gelegene Arm der Schweinitz die Gränze mache.

An der Gränze zwischen dem Leitmeritzer und dem Erzgebirgischen Kreise.

§. 57. Da der die Gränze tragende Wernsbach bei den Gränzsteinen Nr. 107 und 108 älterer Bezeichnung durch Ueberschwemmung seinen ursprünglichen Lauf verändert und ein kleines Stück Land von der böhmischen Seite auf die sächsische gewiesen hat; so ist man bei der Gränz-Revision vom 7. October 1846 übereingekommen, dass das verlassene Bett des Baches durch Ausräumen in den vorigen Stand gesetzt und die alte Gränzlinie wieder hergestellt werde.

§. 58. Von den an dem Wernsbach bei den Rainsteinen Nr. 112 und 115 älterer Bezeichnung, durch Ausreissen des Baches gebildeten drei kleinen Inseln fallen, in Genehmigung der commissarischen Vereinigung vom 3. Juni 1830, die zwei kleineren an Böhmen, die grössere aber an Sachsen, so dass bei der in der Mitte liegenden grösseren der rechte, bei den zwei kleineren der linke Arm des Baches die Gränze bildet.

§. 59. Die unterm 4. Juni 1830 commissarisch getroffene Uebereinkunft, dass da, wo die Flöha von den Wiesengrundstücken der böhmischen Unterthanen Franz Panzner und Joseph Panzner zu Georgendorf Land abgerissen und an das Grundstück des sächsischen Unterthans Gottlob Wagner zu Kämerswalde angelegt hat, der damals ermittelte alte Lauf des Flussbettes durch einen auf Kosten der betheiligten böhmischen Unterthanen zu bewirkenden und bei der erwähnten commissarischen Verhandlung abgesteckten Durchstich wieder hergestellt werde, ist genehmigt worden.

§. 60. Bei der am 4. Juni 1830 in Verhandlung gezogenen, zu dem Schabe'schen Gute zu Kämerswalde gehörigen, auf dem linken Ufer des Rauschenbaches gelegenen Wiese oberhalb der Hasenbrücke bei Georgenthal ist die Gränze, in Genehmigung eines bei der Gränz-Revision vom 8. October 1846 zwischen den beiderseitigen Gränznachbarn über das Privateigenthum getroffenen Abkommens, so bestimmt worden, dass nach Massgabe eines, den Lauf derselben bezeichnenden mit Gränzsteinen besetzten Wassergrabens, ein kleiner Theil dieser, übri-

gens dem sächsischen Gebiete verbleibenden Wiese, an Böhmen, dagegen eine ziemlich ganz gleiche Parzelle von Böhmen an Sachsen überwiesen worden ist.

§. 61. Nach Massgabe des am 5. Juni 1830 commissarisch Verhandelten ist da, wo Bernhard Richter aus Niclasberg Anspruch auf einen Wiesenfleck erhoben hat, welcher durch einen angeblich veränderten Lauf der Weiseritz von seiner Wiese abgetrennt worden sei, der dermalige Lauf dieses Baches als die Privat- und Landesgränze anerkannt worden; es wird aber dem benannten Richter gegen Verzichtleistung auf gedachten Anspruch eine Summe von vier Thalern aus der königlich-sächsischen Staatscasse gewährt werden.

§. 62. Bei einem, bis an die Altenberg-Teplitzer Chaussée die Gränze tragenden Steinrücken soll, ohne Rücksicht auf die bei der Gränz-Revision vom 9. October 1846 vorgefundenen, theils auf der Mitte, theils ausserhalb derselben stehenden Steine, die Mitte dieses Steinrückens als Gränzlinie angenommen und durch feste Steine bezeichnet werden.

An der Gränze zwischen dem Leitmeritzer und dem Meissner Kreise.

§. 63. Wegen des zwischen Neugeisinger Flur sächsischer und Hinterzinnwalder Flur böhmischer Seits befindlichen sogenannten Aschergrabens ist über den bei der Gränz-Revision vom 27. October 1846 verbliebenen Zweifel die Vereinigung dahin getroffen worden, dass die Mitte des Grabens die Landesgränze trage.

§. 64. Die Ergebnisse der am 14. und 15. Juli 1841 vorgewesenen commissarischen Verhandlungen zu Berichtigung einiger an der Gränze des Lauensteiner Gerichtsbezirkes entstandenen Zweifel sind mit dem Bemerken genehmigt worden:

a) dass der dem böhmischen Unterthan Anton Richter auf dem Grundstücke des sächsischen Eigenthümers Siegmund Gössl eingeräumte eingleisige Fahrweg bei seiner unbestrittenen Lage ausserhalb der bisherigen böhmischen Landesgränze, als auf sächsischem Gebiete gelegen, durch Gränzmarken zu bezeichnen sei, und die Sicherung dieses Servitutsrechtes des Anton Richter für die Zukunft dem nachträglichen Privat-Uebereinkommen beider Theile überlassen bleibe;

b) dass die Mitte des, von der Ecke des dem Zinnwalder Schullehrer gehörigen Hauses Nr. 9 an, in der Richtung gegen die Pechmühle bis zu einem Steinrücken bestehenden Fussweges, mit Vorbehalt der beiderseitigen unbehinderten Benutzung, und weiterhin die geschehene Abtheilung des Steinrückens der Gränz-Regulirung zum Grunde gelegt werde;

c) dass unter der Voraussetzung, es werde durch die Räumung des Müglitzbaches und die Uferbefestigung auf der sächsischen Seite weder die unbestrittene Landesgränze verrückt, noch der Lauf des Baches verändert, und es eigne sich letzterer als ufersicher zur festen, dauerhaften Begränzung, die Mitte des Baches als Landesgränze angenommen werde;

d) dass der im Protokolle vom 15. Juli 1841 erwähnte Gränzweg, sonst Hammerweg genannt, zwischen Oelsener und Schönwalder Flur, welcher nur von den böhmischen Unterthanen benutzt und erhalten wird, bei der Gränzverrainung als auf böhmischer Seite gelegen, bezeichnet werde.

§. 65. Da, wo zwischen Schönwalde und Fürstenwalde ein von Fürstenwalde kommendes, in den Schönwalder Gränzbach einmündendes Bächlein die Gränze macht, ist eine zwischen des Gotthard Rietzschel zu Schönwalde und des Wilhelm Höyer zu Fürstenwalde Grundstücken, wegen des alten und neuen Bettes dieses Bächleins entstandene Differenz bei der Gränz-Revision vom 28. October 1846 dahin erledigt worden, dass das von beiden Betten umschlossene Areal durch eine ziemlich in der Mitte abgerainte Linie getheilt wurde, in welcher Linie durch einen von den Adjacenten gemeinschaftlich zu hebenden Graben der Gränzbach geleitet werden und in seiner Mitte die Landesgränze tragen soll.

§. 66. Der bei der Gränz-Revision vom 29. October 1846 entstandene Zweifel, ob da, wo zwischen herrschaftlich Tetschner und königlich-sächsischer, zum Forstamte Pirna gehöriger Waldung, anfangs der Raitza-Eilander und später der sogenannte Pflasterweg an der Gränze sich findet, die an beiden Seiten dieser Wege wechselweise stehenden Gränzsteine den Gränzlauf in geraden Linien von Stein zu Stein bezeichnen, oder ob die Gränze dem Laufe der fraglichen Wege folge, ist dahin verglichen worden, dass die Mitte der Letzteren als die Demarcationslinie gelte. Im Uebrigen bewendet es bei

den bereits bei der Gränzberainung vom 25. bis 30. Juli 1799 über die Theilung des alten grossen und kleinen Kriegsholzes und über die für beiderseitige Unterthanen freie und ungehinderte Benutzung der Wege vereinbarten Bestimmungen, und die in Folge dieses Vertrages mit Gränzsteinen eingefassten Fahrwege sollen so hergestellt, vermarkt und erhalten werden, dass die als Landesgränze bestimmte Mitte derselben keinem Zweifel unterliegen kann.

§. 67. Auf der Strecke der Elbe zwischen Niedergrund und Schmilka, soweit daselbst das rechte Ufer böhmischer, das linke sächsischer Hoheit ist, soll die Mitte des Stromes bei mittlerem Wasserstande die Gränze bilden, mithin die rechte Hälfte böhmisch und die linke sächsisch seyn.

Hinsichtlich der Fischerei, welche von den beiderseitigen Unterthanen stets ungehindert an beiden Ufern ausgeübt wurde, bleibt es bei der bisherigen Observanz.

§. 68. Die Bestimmung der Gränze am Diebssteige, auf dem Steinigtploss am grossen Winterberge bei den drei Winkelwänden, böhmischer Seits Taubenställchen genannt, und am Ziegengrunde ist am Diebssteige durch Ziehung einer geraden Linie von dem bei Hensels aus Schmilka Grundstücke in der Elbe liegenden grossen Steine, bis dahin, wo die Linien des dort streitig gewesenen Landes zusammentreffen, und im Uebrigen durch gleiche Theilung der Streitgegenstände, in der Art genehmigt worden, wie sie bei der commissarischen Verhandlung vom 11. Juni 1830 verabredet, am 16. bis 19. desselben Monats abgesteckt und durch beiderseitige Feldmesser aufgenommen worden ist.

§. 69. Da wo zwischen der Herrschaft Kamnitz und der Hinterhermsdorfer Flur die Gränze durch den Kirnitzschbach gebildet wird, oberhalb der Kirnitzschbrücke, ist einer Beschwerde der Beamten der Herrschaft Kamnitz über ein von dem sächsischen Anrainer Gottlob Müller eingebautes, angeblich für das böhmische Ufer nachtheiliges Wehr bei der Gränz-Revision vom 31. October 1846 durch die Bestimmung abgeholfen worden, dass das Wehr am oberen Ende der linken Uferwand um 15 Zoll österreichisches oder 16¾ Zoll sächsisches Mass zu dem Behufe eingerückt werde, um dem darüber fliessenden Wasser die natürliche Richtung des Stromstrichs zu geben.

§. 70. Da in Folge einer am Weissbache durch Zer-

störung eines sächsischen Uferbaues entstandenen Irrung, wegen Herstellung des zerstörten Baues unter Belassung einer Breite von 3½ Ellen sächsischen Masses für den im Bette des Baches hingehenden Fahrweg, am 12. Mai 1824 eine interimistische Vereinigung getroffen und diese bei der nachmaligen commissarischen Verhandlung vom 11. Juni 1830 zur definitiven Beibehaltung geeignet befunden worden ist, so hat es dabei zu bewenden.

§. 71. Die bei Nieder-Einsiedel wegen einiger Wiesen an der Sebnitz stattgefundenen Irrungen sind in Gemässheit eines commissarischen Abkommens vom 12. Juni 1830 dahin erledigt worden, dass bei denselben der nurgenannte Bach die Landesgränze bildet und hiernach künftig die Wilmsdorfer Unterthanen gehörige Wiese in Hertigswalder Flur und die unterhalb derselben gelegene, bisher böhmischer Hoheit gewesene Flügel'sche Wiese der sächsischen, dagegen die Schädlich'sche und die Hesse'sche Wiese nebst dem mit der ersteren verbundenen Dietrich'schen Wiesenflecke der böhmischen Hoheit anheimfallen.

§. 72. Die zwischen der Herrschaft Hainspach und dem Bauer Hempel zu Saupsdorf über die zwischen ihnen streitig gewesenen drei Stück Holz im Thomaswalde am 12. Juni 1830 verabredete Theilungslinie — wozu auch die damals vorbehaltene Ratihabition des Verhandelten Seiten des Besitzers der erstgedachten Herrschaft unterm 26. Juli 1845 erfolgt und der königlich-sächsischen Kreis-Direction zu Dresden von dem k. k. Kreisamte Leitmeritz am 7. August 1845 mitgetheilt worden — ist als die Landesgränze anerkannt worden.

§. 73. Die Krone Sachsen verzichtet auf alle bisherigen Ansprüche der Landeshoheit über den Gerstenberg bei Sebnitz, und es geht derselbe in die unbestrittene Landeshoheit des Königreiches Böhmen über.

Was den Vorbehalt der Gemeinde Sebnitz wegen des Weges zum Gerstenberge, der Jagd auf demselben und aller ihr auf diesem Grundstücke sonst etwa zukommenden, auf Privatrechtstiteln sich stützenden Befugnisse, sowie die Protestation des Oberamts der Herrschaft Hainspach dagegen und dessen Verwahrung aller Privatrechte der Hainspacher Obrigkeit auf dem Gerstenberge betrifft, so bleiben die hier fraglichen Privat-Ansprüche der Vereinbarung der Betheiligten oder der Verfolgung im Rechtswege vor der competenten Obrigkeit überlassen.

An der Gränze zwischen dem Leitmeritzer Kreise und der Ober-Lausitz.

§. 74. Da wo die Gränze zwischen Fugauer und Taubenheimer Fluren längs der Strasse von Schluckenau nach Fugau sich hinzieht, ist bei der Gränz-Revision vom 5. November 1846 dahin Vereinigung erfolgt, dass durch Aufstellung zwei neuer Gränzsteine zwischen den bestehenden Rainsteinen Nr. 138 und 139 damaliger Bezeichnung, die vorher unregelmässig in einen Winkel mitten in der Strasse einschneidende Gränze künftig als an der Strasse hinlaufend bezeichnet werde.

§. 75. In gleicher Weise ist bei eben dieser Gränz-Revision zwischen den Gränzsteinen Nr. 143 und 144 damaliger Bezeichnung ein neuer Gränzstein an dem Garten der sächsischen Neuschenke zu setzen beschlossen und ein bereits vorhandener, mit einem Kreuze versehener Privat-Gränzstein als Landesgränzstein anerkannt worden.

Es ist ferner anerkannt worden, dass

§. 76. die am linken Ufer der Spree gelegene Oppacher Pfarr-Wiedemuthswiese nebst der durch dieselbe vom böhmischen Gebiete getrennten Strecke des Flusses zu Sachsen,

§. 77. die weiter oben am rechten Ufer der Spree, oberhalb der Fugauer Mühle gelegenen drei Häusler, einschliesslich der durch Letztere vom sächsischen Gebiete getrennten Strecke des Flusses zu Böhmen, und

§. 78. die Schlosserwiese bei Niederfriedersdorf, Zittauer Antheils, nach Sachsen gehören.

§. 79. Die unterm 30. Juni 1830 commissarisch getroffene Vereinigung wegen vorzunehmender Durchstiche an der Spree zwischen den Besitzungen von Micklisch und Olbrich zu Ebersbach einer- und Diesner zu Wiesenthal und Jurschel zu Philippsdorf anderseits, welche Durchstiche zugleich die Landesgränze bestimmen sollen, ist genehmiget, sowie auch

§. 80. derjenige Lauf der Spree als Landesgränze anerkannt worden, welcher durch die von Hanke zu Neuebersbach und Röthig zu Wiesenthal, sowie noch von einigen andern Anrainern der böhmischen Ortschaften Wiesenthal und Philippsdorf mit denen der sächsischen Orte Neuebersbach und Spreedorf durch die vorgenommene Geradelegung des Flusses zwischen ihren beiderseitigen Besitzungen demselben gegeben worden ist.

§. 81. Bei Neugersdorf und Philippsdorf zwischen Diesners und Jungens Grundstücken böhmischer und den Wohnungen des Franz Hentzsch und Krusche sächsischer Seits macht, in Gemässheit der unterm 30. Juni 1830 commissarisch getroffenen Vereinigung, die Mitte des von Philippsdorf und Ebersbach nach Neugersdorf und Seifhennersdorf führenden Communications-Weges auf dem halben Gleise die Gränze; es bleibt aber dieser Weg für alle künftige Zeiten zur freien und ungestörten Benutzung der beiderseitigen Unterthanen.

§. 82. Da der von dem Hause Nr. 54 C zu Böhmisch-Philippsdorf zwischen böhmischen und sächsischen Häusern hinlaufende Gränzweg bald breiter bald enger ist, und namentlich unterhalb des gedachten Hauses durch die auf der böhmischen Seite vorhandenen Gartenzäune verengt und theilweise ganz auf das sächsische Gebiet gedrängt wurde, so soll auf Grundlage des Uebereinkommens zwischen den Privatanrainern vom 19. September 1821 und nach vorausgegangenem Einvernehmen der beiderseitigen Kreisbehörden, der Weg unter Beseitigung jener Zäune auf acht bis zehn Ellen verbreitert, dann die Mitte des Weges als Gränze angenommen werden, so dass hier sowohl als da, wo weiter oben schon der fragliche Weg die Gränze in seiner Mitte trägt, derselbe den beiderseitigen Unterthanen, ohne dass aus gefällsämtlichen Rücksichten die Anhaltung eines gegentheiligen Unterthans vorgenommen werden dürfe, zur gemeinschaftlichen Benutzung freibleibt.

§. 83. Das, was bei der Revision der Landesgränze zu Sicherstellung derselben in der Richtung vom Stübner'schen Hause gegen Seifhennersdorf hin bis zum sogenannten hohen Stein und von da bis zu dem, mit drei Kreuzen bezeichneten Gränzstein durch Erneuerung und Setzung von Gränzsteinen unterm 30. Juni 1830 commissarisch verhandelt worden, hat Genehmigung erhalten.

§. 84. Die Privatgränze zwischen den Fluren von Oberhennersdorf und den anstossenden streitig gewesenen Gebietstheilen: dem Huthungsfleckchen, dem Huthungsbusche und der Oberlehde mit Einschluss des Schlunks, wie solche auf dem im Jahre 1834 gemeinschaftlich aufgenommenen und commissarisch beglaubigten Risse sich verzeichnet findet, ist zur Landesgränze zwischen Böhmen und Sachsen bestimmt worden, dergestalt, dass nicht nur die dermalige Hoheit der Krone Böhmen über

den sonach von sächsischem Gebiete umschlossenen, die Ortschaften Nieder- und Neuleutersdorf, Josephsdorf und Neuwalde enthaltenden District an Sachsen abgetreten worden, sondern auch die sächsische Gebietszugehörigkeit des Stadt Rumburger Gemeindebusches, des Winkler'schen Räumichts und der sonst auf der sächsischen Seite gedachter Gränzlinie gelegenen Territorialparcellen ausser Streit gelangt ist.

Wegen einiger, durch vorstehende Abtretungen herbeigeführter Verhältnisse ist in dem Artikel XVII des Hauptvertrags Fürsorge getroffen. Nebstbei ist auch festgesetzt worden, dass der auf böhmischem Gebiete von der Rumburger Chaussée ab, über Schluckenauer Territorium, dann über das sogenannte Huthungsfleckchen, und weiter an der obgedachten Gränze zwischen Oberhennersdorfer Flur und dem Huthungsbusche, der Oberlehde und dem Schlunk hingehende, auf vorerwähntem Situationsplane vom Jahre 1834 als Diebsstrasse bezeichnete, auch unter dem Namen der Salzstrasse vorkommende Weg bis zur Gränze von Seifhennersdorf, welcher bisher als Streckenzug von den sächsischen Anwohnern benutzt werden durfte, als solcher gesperrt werde.

§. 85. In Folge der Abtretung von Niederleutersdorf bleibt die formelle Erledigung des über die Irrung zwischen der Herrschaft Rumburg und dem Rathe zu Zittau wegen des Seifhennersdorfer Teichs unterm 2. Juli 1830 getroffenen Abkommens der königlich-sächsischen Regierung anheimgestellt.

§. 86. Die wegen Wiederherstellung des Laufes des auf einer Strecke zwischen Seifhennersdorf und Warnsdorf die Gränze machenden Goldbaches, oder Melzerflosses, da wo wegen entstandener Durchrisse dieses Baches zwischen den Besitzungen des Prasse zu Altwarnsdorf und Jentsch zu Seifhennersdorf Irrungen über einige Wiesenflecke entstanden waren, unterm 6. Juli 1830 commissarisch getroffene Vereinigung ist genehmiget worden.

§. 87. Was die wegen des Hader- oder Zankplanes, und wegen des Knoblochsbusches stattgefundenen Irrungen betrifft, so wird dem unterm 18. Juni 1834 commissarisch getroffenen Abkommen gemäss, von dem die Cunnersdorfer Gründe, die Grossschönauer Flur und die herrschaftlich Rumburger Waldung, Spitzberg genannt, abgränzenden Dreiecke eine Linie nach demjenigen Puncte

der Landesgränze gezogen, wo an einem kleinen Teiche die Wachthütte des Neuwarnsdorfer Bleicher Christian Pilz sich befindet, und es ist diese Linie als künftige Landesgränze anerkannt worden, so dass die königlich-sächsische Landeshoheit über den Haderplan ausser Streit gelangt und dieser Hoheit auch der Knoblochsbusch anheimfällt, wohingegen die durch besagte Linie von den sächsischen Besitzungen der Grossschönauer Einwohner Würfel und Roscher abgeschnittenen Theile in die böhmische Landeshoheit übergehen.

Die Erledigung der wegen Vollziehung des damals zugleich zwischen der Herrschaft Rumburg und den obgenannten beiden Grossschönauer Einwohnern hinsichtlich des Privateigenthumes verabredeten Austausches des Knoblochsbusches gegen die nach Vorstehendem unter böhmische Hoheit gelangenden Theile der Würfel'schen und Roscher'schen Besitzungen neuerlich erhobenen Anstände bleibt den Privat-Interessenten überlassen.

An der Gränze zwischen dem Jungbunzlauer Kreise und der Ober-Lausitz.

§. 88. Von da an, wo zwischen Mösers zu Harthau sächsischen, und Fritsche's zu Gersdorf böhmischen Grundstücken von dem bis dahin die Gränze bildenden Weissbache das sogenannte Gränzflösschen sich trennt, ist das letztere, in dem unterm 3. August 1830 commissarisch verabredeten Masse, bis zur Neisse als Landesgränze anerkannt, und was

§. 89. die an der Stelle, wo diese Gränze an die Neisse sich anschliesst, zwischen Engler zu Harthau und Fritzsche zu Gersdorf wegen eines Rasenfleckes bestandene Differenz betrifft, so ist die Gränze nach der ebenfalls am 3. August 1830 getroffenen Bestimmung zugleich als Landesgränze festgestellt worden.

§. 90. Da, wo sächsischer Seits die Johnsdorfer Pfarrwiedemuth- und Schulwiese, böhmischer Seits Niederlichterwalder Flur und Waldung rainen, ist die beiderseitige Landeshoheits-Gränze in der Art festgestellt worden, dass von dem Gränzsteine Nr. 62 an, die Scheidungslinie der Abrainung des Grundbesitzers Anton Weickert aus Nieder-Lichtenwalde N. C. 73 folgend, in gerader Linie nach dem sogenannten Gränzgraben und Damm sich wendet, dann diesem Graben und Damm und den daselbst befindlichen Gränzsteinen Nr. 62a und

63 bis zu dessen mit dem Gränzsteine Nr. 63a bezeichneten Ende folgt, endlich von da an in gerader Linie zum Gränzsteine Nr. 64 hinläuft, ohne dass dadurch den gegenseitigen Ansprüchen der Betheiligten wegen des Privateigenthumes etwas vergeben werde, deren Rechtsausführung diesen, wenn sie nicht in Güte sich zu einigen vermögen, unbenommen bleibt.

§. 91. An der Gränze zwischen der Herrschaft Grafenstein und der Stadt Zittau, wo selbige im Walde zum Ursprung des Weissbaches führt, sind, um die eigentliche Stelle dieses Ursprunges zu bestimmen, zwei grosse Steinblöcke als Doppelgränzsteine bezeichnet worden.

§. 92. Die zum Zittauer Hospital St. Jacob gehörige sogenannte heilige Geistwiese bei Grottau ist als im königlich-böhmischen Gebiete enclavirt, von Sachsen in die Landeshoheit des Königreichs Böhmen überlassen worden.

§. 93. In Folge der bei Ullersdorf und Weigsdorf gegenseitig zu bewirkenden Enclaven-Abtretungen und der Theilung der Landeshoheit über einige bis jetzt bei Ullersdorf als gemeinschaftlich geltende Gemeindeplätze, so wie im Austausche einiger gegenseitiger Gebietstheile zu Erlangung einer abgerundeteren Landesgränze, haben die beiderseitigen Regierungen auf den Grund der, besage commissarischen Protokolls vom 19. August 1830 und nachträglich unterm 23. Juli 1847 getroffenen Verabredungen, über folgende Abgränzung sich vereinigt:

a) Sachsen tritt an Böhmen ab, die Landeshoheit über die in der Nähe des k. k. Grottauer Ansagepostens liegende, einerseits von der Neisse, anderseits von böhmischen Grundstücken und zuletzt von dem Ullersbache bis zu dessen Einmündung in die Neisse begränzte, sogenannte kleine Haderwiese; ferner über die eben daselbst befindlichen, einerseits von böhmischen Grundstücken, anderseits von dem Ullersbache umschlossenen sächsischen Grundstücke; so dass von Harthe die Neisse bis zur Einmündung des Ullerbaches in dieselbe und von da an der letztere Bach die Gränze trägt, bis zu dem Puncte, wo er in Ullersdorf auf den mittleren Dorfweg stösst;

b) Zu Ullersdorf folgt die neugebildete Gränze von nur gedachtem Puncte an dem mittleren Dorfwege bis zu der von Ullersdorf nach Kohlige führenden Strasse,

und ferner dieser Strasse bis zu ihrem Einfall auf die alte Gränze.

Der erstgedachte, in seiner Mitte die Gränze tragende mittlere Dorfweg ist so abgeraint, dass er die Breite von 21 5/10 Wiener Fuss oder 12 sächsischen Ellen erhalten kann, in welcher Breite er herzustellen ist.

Wo dermalen die Kohliger Strasse von der Gränzmarke Nr. 568 an bis zur Gränzmarke Nr. 577 in bedeutenden Krümmungen nach rechts und links, zum Theil auch in mehreren Armen geht, ist die derselben künftig zu gebende geradlinige Richtung durch Gränzmarken verraint worden, welche für selbige ebenfalls eine Breite von 21 5/10 Wiener Fuss oder 12 sächsischen Ellen bestimmen; die Gränze läuft in der Mitte der durch nur gedachte Gränzmarken bezeichneten Richtung;

c) Bei Weigsdorf folgt die von Dornhennersdorf und Cunnersdorf herkommende Gränze von da an, wo sie bei dem zusammenhängenden Theile von Oberweigsdorf auf den Dorfbach stösst, in der ihr gegebenen neuen Richtung dem Dorfbache bis zu der darüber liegenden, zum Kirchweg führenden Brücke, diese nach Sachsen abscheidend, indem sie dabei einen durch zwischenliegendes böhmisches Gebiet von dem übrigen Complex von Sächsisch-Oberweigsdorf getrennten Streifen dieses Dorfs für Böhmen abtrennt. Von gedachter Brücke an geht die Gränze in der Mitte des Kirchwegs bis zum Anfange des zum Hause Nr. 14 gehörigen Gartens, und folgt dann der gegen die böhmischen obrigkeitlichen Meierhofsgründe zugewendeten Berainung dieses Gartens bis zur Kirchhofsmauer; letzterer geht sie nach bis zu dem nach obbesagtem Meierhof führenden Fahrwege und zieht dann weiter, der Kirchhofsmauer entlang, bis zum Einfahrtsthor in den Kirchhof hin und von da längs der Kirchhofseinzäunung zur weitern Kirchhofsmauer. Dann wendet sie sich längs dieser Mauer, der Schule und der Schulgrundstücke nach der unteren, über den Weigsdorfer Dorfbach führenden böhmischen Brücke. Von letzterer an zieht die Gränze in der Mitte des Dorfbaches aufwärts bis zu der den Bach überspringenden, zwischen der sächsischen Pfarrwiedemuth und den böhmischen Leub-

ner'schen Haushalten gegen den Zahnebach hinlaufenden Scheidungslinie, geht dieser bis zum Zahnebach nach, und läuft dann diesem Bache folgend bis zur Gränze zwischen Engelsdorfer und Königshainer Flur.

Das Stück des Kirchweges von der oberen Brücke am Dorfbache bis zum Anfange des zum Hause Nr. 14 gehörigen Gartens bleibt den beiderseitigen Unterthanen zur freien und ungehinderten Benutzung offen.

Der Lauf der Gränze um die Kirchhofsmauer ist so bestimmt worden, dass die Gränzmarken in der Entfernung von einem Wiener Fuss von der Mauergründung abwärts zu stehen kommen, und es werden die an der Mauer vorhandenen ungefähr drei Ellen starken Strebepfeiler als Bestandtheile der sächsischen Mauer dergestalt anerkannt, dass sie jederzeit für den Fall des Bedürfnisses reparirt und neu aufgemauert werden können, wie denn auch die Parochial-Gemeinde berechtigt seyn soll, an den Puncten, wo es künftig nöthig werden könnte, noch andere Strebepfeiler gegen Entschädigung des Privatgrundbesitzers aufzurichten.

Da der Fahrweg, welcher von der sächsischen Pfarrwiedemuth an, längs dem Dorfbache, den Schulgrundstücken, der Schule u. s. w. nach dem böhmischen obrigkeitlichen Meierhof führt, ausschliessend unter böhmischer Landeshoheit verbleibt, so übernimmt die königlich-sächsische Regierung die Verbindlichkeit, auf ihrem eigenen Territorio einen Fahrweg zur Kirche, Schule und Kirchhof herstellen zu lassen; bis solcher hergestellt seyn wird, gewährt die k. k. österreichische Regierung, dass Seiten Sachsens der eben beschriebene böhmische Fahrweg bis zum Ende der Kirchhofsmauer zur abgabenfreien Zufuhr des für Kirche, Schule und Kirchhof nöthigen Baumaterials benutzt werden dürfe; ingleichen gesteht die k. k. österreichische Regierung dem Weigsdorfer Schullehrer zu, den gedachten Fahrweg von der sächsischen Pfarrwiedemuth bis zur Schule zur abgabefreien Zufuhr der ihm und seiner Familie nöthigen Lebensbedürfnisse benützen zu dürfen, wohlverstanden jedoch, dass es, ungeachtet dieser vorerwähnten Begünstigungen, der k. k. österreichischen Regierung vorbehalten bleibe, die in polizeilichen

und gefällsämtlichen Beziehungen erforderlichen Sicherheitsmassregeln zu nehmen und festzuhalten.

Ueber die auf der sächsischen Seite der vorstehend für Ullersdorf und Weigsdorf bestimmten neuen Gränzlinien gelegenen, bisher zu Böhmen gehörigen Gebietstheile und deren Bewohner, ist die Landeshoheit von der Krone Böhmen an die Krone Sachsen und über die auf der böhmischen Seite jener Linien gelegenen, bisher zu Sachsen gehörigen Gebietstheile von Ullersdorf und Weigsdorf nebst Neuminkwitz und Dörfel und deren Bewohner, ist die Landeshoheit von der Krone Sachsen an die Krone Böhmen abgetreten worden.

Wegen der in Folge dieser gegenseitigen Gebietsabtretungen bei Ullersdorf und Weigsdorf erforderlichen Regulirung der Kirchen-, Jurisdictions- und sonstigen Verhältnisse ist im XVI. Artikel des Hauptvertrags besondere Vereinigung getroffen worden.

§. 94. Ein bei Engelsdorfer und Königshainer Fluren zwischen Nr. 238 und 240 der bei der Gränz-Revision vom Jahre 1846 eingesetzten provisorischen Gränzmarken über den Lauf der Landesgränze entstandener Zweifel ist, in Genehmigung des, besage Gränz-Revisions-Protokolls vom 30. November 1846, getroffenen Abkommens, durch eine Theilung des streitigen Terrains, in dem Masse verglichen worden, dass die Gränzlinie durch das zwischen gedachten beiden Marken eingesetzte Gränzzeichen Nr. 239 bestimmt werde.

§. 95. Die Krone Sachsen verzichtet auf den Hoheitsanspruch wegen des Tschauwaldes, jedoch dass dem Besitzer der Herrschaft Reibersdorf unbenommen bleibe, den Eigenthumsanspruch wegen dieses Waldes vor der betreffenden königlich-böhmischen Behörde im Rechtswege auszuführen.

§. 96. Die Hoheit über die in dem commissarischen Protokolle vom 17. August 1830 und in dem dazu gehörigen Situationsplane sub H näher bezeichneten, an der Wittig gelegenen und übrigens ganz von böhmischem Gebiete umschlossenen Wiesenfleckchen ist von der Krone Sachsen an die Krone Böhmen abgetreten worden.

Zu dessen Urkunde haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtige Separat-Acte, welche einen integrirenden Theil des unter heutigem Dato abgeschlossenen Haupt-Gränz- und Territorial-Recesses bildet und

mit demselben zur Ratification der beiden Allerhöchsten Höfe gelangt, unterzeichnet und besiegelt.

So geschehen zu Dresden, am fünften März Eintausend achthundert vierzig und acht.

(L. S.) Freiherr *v. Pflügl* m. p.
(L. S.) Dr. *M. Günther* m. p.

B.

Convention entre l'Autriche et la Saxe relative aux ruisseaux qui séparent la Bohême et la Saxe, signée à Dresde, le 12 octobre 1846.

Nachdem in der am 11. September 1845 zu Dresden abgeschlossenen und von beiden hohen Regierungen genehmigten Convention festgesetzt worden war, dass die in Bezug auf Hoheits-, Eigenthums- und Flussverhältnisse an einigen Gränzbächen stattgefundenen Irrungen, durch eine besondere, die Behandlung aller die beiden Nachbarstaaten scheidenden Gränzbäche regelnde Convention erledigt werden sollen, so sind die beiderseits bevollmächtigten Commissäre über nachfolgende Bestimmungen übereingekommen:

§. 1. Das Hoheitsrecht über alle, das Königreich Böhmen vom Königreiche Sachsen trennenden Bäche ist, insofern und in solange selbe die Gränze bilden, zwischen den Kronen Oesterreich und Sachsen dergestalt getheilt, dass die nach der Länge der Gränzbäche parallel mit den Ufern und in gleichen Abständen von denselben gezogene Mittellinie die Gränze der beiderseitigen Landeshoheit bildet.

§. 2. Ist es zweifelhaft, an welcher Stelle ein Verunglückter oder ein Corpus delicti aufgefunden, ein Verbrechen begangen, ein Verbrecher angehalten wurde; so ist zur Amtshandlung derjenige Staat berufen, welchem der Verunglückte, der Verbrecher, das Corpus delicti u. s. f. vorher angehörte. Ist auch dieses zweifelhaft, so entscheidet die Prävention, wobei übrigens es von selbst sich versteht, dass wenn obige Amtshandlung an sich keine selbstständige Untersuchung begründet, sondern einer diess- oder jenseits bereits anhängigen angehört, die somit schon feststehende Competenz hierdurch keine Veränderung erleidet.

§. 3. Die Privat-Berechtigungen bleiben unverrückt

aufrecht bestehend, wenn selbe sich auch über die §. 1 bezeichnete Hoheitsgränze erstreckt haben würden. In der Regel wird aber vorausgesetzt, dass dieselben zwischen den beiderseits anstossenden Grund- und Gerichtsherren oder Privaten gleichgetheilt seien, und dass die Gränze derselben, soweit die Natur dieser Berechtigungen eine solche zulässt, von der Mittellinie des Gewässers gebildet werde.

§. 4. Was insbesondere das Flossrecht betrifft, so kann solches sowohl böhmischer als sächsischer Seits ausgeübt werden, doch bewendet es den eigenen Unterthanen gegenüber, bei der Verfassung jedes der beiden Staaten, und da die hohen contrahirenden Regierungen beabsichtigen, hinsichtlich des Flossbetriebes es bei dem Herkommen zu belassen, so werden sie, wenn diessfalls etwas geändert werden wollte, ihre Vermittlung eintreten lassen, unbeschadet jedoch ihrer eigenen und ihrer Unterthanen Rechte.

§. 5. Sollten wegen der Privat-Berechtigungen an den Gränzbächen Streitigkeiten zwischen den Betheiligten entstehen, so bleibt es dem sich verletzt erachtenden Theile unbenommen, sich um Abhilfe an die vorgesetzte Behörde zu wenden, und sodann, wenn die Betheiligten nicht insgesammt demselben Staate angehören, oder der Streit auch auf Gebietstheile des Nachbarlandes Bezug nimmt, im Einvernehmen der beiderseitigen Gränzbehörden und, falls eine Gränz-Obrigkeit selbst Partei wäre, der Kreisbehörden, die Vermittlung in Güte versucht, und, wenn kein gütliches Uebereinkommen erzielt werden könnte, über den Streitgegenstand nach Maassgabe des erhobenen Sachverhaltes und der eintretenden Verhältnisse gemeinschaftlich entschieden, oder derselbe dem Austrage im gerichtlichen Wege überwiesen werden wird.

§. 6. Ohne vorher eingeholte und erhaltene Bewilligung, dann vorhergegangene gemeinschaftliche Local-Besichtigung von den beiderseitigen Gränzbehörden darf keine neue Wiesenbewässerung oder neues Wasserwerk angelegt, keine Veränderung eines Gerinnes, eines Ein- oder Ablasses, einer Wehre, Schleusse oder Arche, keine Erhöhung oder Erniedrigung eines Haimstockes, Fachbaumes oder Fachbretes vorgenommen, kein den Rinnsal des Baches gegen den vorigen Bestand verengender oder den Lauf des Wassers ändernder Uferversicherungs- oder Verdämmungsbau geführt werden. Derlei Besichtigungen

sind, wenn sie angesucht werden, stets mit thunlichster Beschleunigung vorzunehmen, hierzu alle Interessenten vorzuladen und wegen ihrer Zustimmung oder etwaigen Einwendungen zu vernehmen. Den Gränzbehörden wird es obliegen, in wichtigen und insbesondere allen jenen Fällen, wo die Hoheitsrechte in Berührung kommen, den Gegenstand den höheren Behörden zur Entscheidung vorzulegen. Bei der Erledigung solcher Gegenstände soll als Regel gelten, dass dergleichen Veränderungen oder neue Anlagen nur in soferne gestattlich sind, als dadurch die Landesgränze nicht verrückt oder verrückt zu werden bedroht, die Wirkung der schon bestehenden Wasserwerke nicht gehemmt oder geschwächt, nicht für andere Anrainer die Gefahr von Ueberfluthung und Abschwemmung ihrer Grundstücke oder von Uferbeschädigungen herbeigeführt, und überhaupt Niemand gegen seinen Willen in seinen Rechten beeinträchtiget, oder an der hergebrachten fremden Rechten unnachtheiligen Benutzungs-Art des Bachwassers gehindert wird. Wenn eine solche neue Anlage oder Aenderung des früheren Bestandes gehörig bewilligt worden ist, so hat die zuständige öffentliche Behörde des Ufers, an welchem selbe vorgenommen werden will, darüber zu wachen, dass die Ausführung genau nach Massgabe der Bewilligung stattfinde.

§. 7. Sollte das eine oder das andere der Gränzgewässer gegenwärtig oder in der Folge beschifft werden können, so haben die Unterthanen beider Regierungen die in den einen wie in den anderen Staaten, wegen der Zeit und der Stellen, wann und wo Fahrzeuge an den Ufern der Gränzgewässer anlegen, vor Anker gehen, Waaren aufnehmen und ausladen dürfen, bestehenden Vorschriften auf das Genaueste zu beobachten.

§. 8. Beide hohen Regierungen werden, nach Massgabe der in ihren Ländern bestehenden gesetzlichen und baupolizeilichen Vorschriften für die nöthige Reinigung der Gränzbäche und Erhaltung der Ufer sorgen. Es versteht sich übrigens von selbst, dass bei nicht durch reine Elementar-Einwirkungen entstandenen Beschädigungen fremder Ufer- und Wasserwerke dem zu Schaden Gekommenen der Anspruch auf Entschädigung und Wiederherstellung des vorigen Standes gegen denjenigen zusteht, durch dessen Veranlassung selbe entstanden sind; ferner versteht es sich von selbst, dass muthwillige vor-

sätzliche Verletzungen fremden Gutes der Behandlung nach den Strafgesetzen unterliegen.

§. 9. Sollte der Fall sich ergeben, dass durch Anschwemmungen grösserer oder kleinerer Erdtheile der Lauf des Gränzwassers sich ändert, so soll dasselbe dennoch fortwährend die Landesgränze bilden, und die an ein Ufer angeschwemmten Erdtheile unbeschadet eines von einem Privaten etwa nachzuweisenden Entschädigungs-Anspruchs, dem Landes- und Privat-Territorium zuwachsen, an welches selbe angeschwemmt wurden.

§. 10. Entsteht durch allmäliges Anspülen, durch gewaltsame Avulsion, durch Austrocknung des Gewässers, oder durch die Aenderung seines Laufes eine Insel in der Mitte eines Gränzbaches, so sind die Eigenthümer der längs derselben an den Ufern liegenden Grundstücke ausschliessend befugt, den innerhalb der Hoheitsgränze ihres Landes fallenden Theil der Insel sich zuzueignen, und nach Mass der Länge dieser Ufergrundstücke unter sich zu theilen, in welchem Falle die Gränze der beiderseitigen Landeshoheit auf der Insel durch die Gränzen der eben besprochenen Zueignung und beziehungsweise Theilung bestimmt wird. Liegt aber die entstandene Insel ganz innerhalb der Gränzlinie des einen Landes, so haben die Eigenthümer des näheren Ufers allein darauf Anspruch, und theilen sich nach dem angegebenen Massstabe nur unter sich. Dem etwa nachweisbaren früheren Eigenthümer der zu einer Insel gewordenen Landtheile bleiben die Entschädigungs-Ansprüche vorbehalten.

§. 11. Bei gewaltsamen Durchrissen, wodurch eine ganz neue Strombahn gebildet, mithin der alte Lauf eines Gränzbaches durchaus verändert wird, ist sofort den beiderseitigen Gränzbehörden davon Anzeige zu erstatten. Selbe haben die Sache an Ort und Stelle zu untersuchen, und entweder durch Wiederherstellung des alten Laufes mittelst angemessener Baue, oder sonst dahin zu reguliren, dass der fragliche Bach, soviel immer thunlich, fortwährend die Landes- und Privatgränze bilde. Sollte diess nicht thunlich seyn, so werden gedachte Behörden unverzüglich Sorge tragen, dass längs der Mitte des früheren Wasserbettes sogleich Gränzmarken gesetzt oder Gräben gezogen werden, damit der Lauf der beiderseitigen Landesgränze fortwährend ersichtlich bleibe. Von ihren Anordnungen und deren Erfolge haben sie den ihnen

vorgesetzten Behörden Bericht zu erstatten, die Kosten aber beide Theile zu tragen.

§. 12. Die in den §§. 1, 2 und 3 der gegenwärtigen Convention hinsichtlich der Gränzbäche aufgestellten Grundsätze finden auch auf die über diese Bäche führenden Brücken und Stege ihre Anwendung. In soferne derlei Brücken und Stege gemeinschaftlich von den beiderseitigen Unterthanen benützt werden, sind selbe auch auf gemeinschaftliche Kosten herzustellen und zu erhalten, es sei denn, dass hierüber ein anderes Uebereinkommen bereits bestehe oder in der Folge zu Stande komme.

§. 13. Gegenwärtige Uebereinkunft wird den beiderseitigen Allerhöchsten Höfen zur Ratification vorgelegt werden.

Zu dessen Urkunde haben die bevollmächtigten Commissäre diese Convention unterzeichnet und besiegelt.

Dresden, den zwölften October Eintausend achthundert sechs und vierzig.

(L. S.) Freiherr *von Pflügl*, m. p.
k. k. österreichischer bevollmächtigter Commissär.

(L. S.) *D. M. Günther*, m. p.
königlich-sächsischer bevollmächtigter Commissär.

9.

*Déclarations ministérielles échangées entre la Saxe et l'Autriche, relatives à une convention modifiant les articles IX et XI du recès général de limites et de cession du 5 mars 1848. Signées à Vienne le 6 décembre et à Dresde le 15 décembre 1849 *).*

Déclaration saxonne.

Die Königlich Sächsische und die Kaiserlich Königlich Oesterreichische Regierung haben für zweckmässig befunden, nachträglich zu den Bestimmungen der Art. IX und XI. des zwischen Sachsen und Oesterreich unterm 5ten März 1848 abgeschlossenen und durch die am 10ten April 1848 erfolgte Auswechslung der Ratificationen festgestellten Haupt- Grenz- und Territorial-Recesses, in Berücksichtigung der Anstände, welche die Durchführung der Vereinbarung gefunden hat: dass die landesfürstlichen Steuern und Gefälle von denjenigen wechselseitig abgetretenen Gebietstheilen, welche blos aus Grundstücken ohne Unterthanen bestehen, zu Gunsten der neuen Regierung vom 10ten April 1848 an, als dem Tage der Auswechslung der Ratificationen, laufen sollen, die modificirende Bestimmung zu treffen,

dass die Steuern und Gefälle von diesen Grundstücken erst

vom 1sten April 1849 an,

für die neue Regierung eingehoben werden sollen.

Zu dessen Urkund ist mit Sr. Majestät des Königs von Sachsen Allerhöchster Genehmigung gegenwärtige

Erklärung

ausgestellt und vollzogen worden, und es soll dieselbe, nach erfolgter Mittheilung einer übereinstimmenden K. K. Oesterreichischen Declaration, Kraft und Wirksamkeit haben.

Dresden, am 15ten December 1849.

Die Königlich Sächsischen Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten und des Innern.

Frhr. *von Beust.* (L. S.) *von Friesen.*

---

*) L'échange de ces déclarations a eu lieu le 6 janvier 1850.

10.

Edit du gouvernement de Saxe relatif à la réunion des districts cédés par l'Autriche à la Saxe, signé à Dresde, le 31 mars 1849.

Nachdem die Artikel IX. des Haupt- Grenz- und Territorial-Recesses zwischen Sachsen und Oesterreich vom 5ten März 1848 getroffene Bestimmung durch die am 12ten, 15ten und 17ten dieses Monats stattgefundene commissarische Uebergabe und Uebernahme der gegenseitig abgetretenen Gebietstheile zur Vollziehung gelangt ist und von Sr. Königlichen Majestät von Sachsen die nachbenannten bisher zum Königreich Böhmen gehörig gewesenen, von des Kaisers von Oesterreich Majestät an Allerhöchstdieselben abgetretenen Gebietstheile, nämlich

1. die Ortschaften Nieder- und Neuleutersdorf, Josephsdorf und Neuwalde, so wie
2. diejenigen Theile
   a. von Ullersdorf und
   b. von Weigsdorf,

   welche diesseits der §. 93 der Separatacte vom 5ten März 1848 neu vereinbarten und daselbst näher bezeichneten, auch bereits vermarkten Grenzlinien liegen,

in Besitz genommen und Allerhöchstdero übrigen Landen mit allen Rechten der Landeshoheit und Oberherrlichkeit einverleibt worden sind; so haben Sr. Königliche Majestät beschlossen, diese Gebietstheile hinsichtlich der Verwaltung, in Unterordnung unter die betreffenden Ministerien, dem Bezirke der Kreisdirection zu Budissin und dessen zweiter Amtshauptmannschaft, sowie dem Lobauer Bezirke des vierten Steuerkreises und dem Bezirke des Hauptzollamts Zittau zuzutheilen.

In Ansehung der Rechtspflege geht die bisher von den betreffenden K. K. Oesterreichischen Kreisämtern ausgeübte Criminalgerichtsbarkeit auf das Landgericht zu Löbau über; die den Gerichtsherrschaften bisher zuständig gewesenen Jurisdictionsgerechtsame aber sind bis auf Weiteres, hinsichtlich der Ortschaften Nieder- und Neuleutersdorf, Josephsdorf und Neuwalde ebenfalls auf das Landgericht zu Löbau, und hinsichtlich der oben unter

2, a und b bezeichneten Gebietstheile auf die Justizcanzlei zu Reibersdorf übertragen worden. Die obern Behörden für Justiz- und Criminalsachen sind das Appellationsgericht zu Budissin und in höherer Instanz das Oberappellationsgericht zu Dresden, in Unterordnung unter das Justizministerium.

Es wird diess daher zur Nachricht und Nachachtung hierdurch bekannt gemacht.

Dresden, am 31sten März 1849.

Ministerium des Innern
D. Weinlig.

Kuhn.

11.

Note officielle échangée entre le chargé d'affaires de la République française et le ministre des relations extérieures de la république de Guatemala, relative au traité du 8 mars 1848).*

1. Les dispositions générales de l'art. 27 du traité s'appliquent au cas où la république de Guatemala accorderait à quelque autre nation étrangère la faculté de faire le cabotage sur ses côtes, et comme le gouvernement guatemalien permet aujourd'hui que les navires étrangers, sans distinction, fassent le cabotage dans les ports de la République, il est expressément entendu que les navires français jouiront du même privilége tant que ce gouvernement ne l'aura pas exclusivement réservé, de droit et de fait, à la marine nationale.

2. Les dispositions du deuxième paragraphe de l'art. 6 inséré, par inadvertance, au traité, n'infirment en rien les autres articles dudit traité en vertu desquels les citoyens de l'un des deux Etats peuvent posséder des immeubles dans l'autre.

3. Dans l'art. 7, les mots *usage particulier* signifient une destination particulière et spéciale se rattachant, d'ailleurs, à un service public et urgent, et ne peuvent, en aucun cas, admettre une autre interprétation.

4. Relativement aux priviléges et immunités dont parle l'art. 20, il est expressément entendu que les consuls et leurs chanceliers, s'ils ne sont point citoyens du pays où ils résident ni commerçants, ne pourront être arrêtés ni emprisonnés, si ce n'est pour crime atroce, ni forcés de comparaître comme témoins devant les tribunaux; et lorsque les autorités auront besoin de quelque déclaration judiciaire de leur part, lesdites autorités devront la leur demander par écrit ou se transporter à leur domicile pour la recevoir par écrit.

---

*) Le traité entre la France et la République de Guatemala, signé le 8 mars 1848, se trouve imprimé Tom. XII. p. 4. Il fut publié en France par décret du Président de la République en date du 17 juillet 1850; la note communiquée ci-dessus fut annexée au traité. Elle est sans date, mais vraisemblablement elle a été échangée à l'occasion de l'échange des ratifications du traité même, lequel à eu lieu à Guatemala, le 25 octobre 1849.

12.

a. Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les villes libres et anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg et la république de Guatemala, signé à Guatemala, le 25 juin 1847, suivi d'un protocole en date du 10 octobre 1850.

Texte allemand.

Da seit geraumer Zeit zwischen den Hanseatischen Republiken und der Republik Guatemala Handelsverbindungen angeknüpft worden sind, so hat es nützlich geschienen, diese Verbindungen durch einen Freundschafts- Handels- und Schifffahrts-Vertrag zu bekräftigen und sicher zu stellen.

Zu diesem Zweck haben die gedachten Republiken ihre respectiven Bevollmächtigten ernannt, nämlich: der Senat der Republik und der freien Hansestadt Lübeck, der Senat der Republik und freien Hansestadt Bremen und der Senat der Republik und freien Hansestadt Hamburg, jede für sich besonders, den Herrn Carl Friedrich Rudolph Klée, ihren General-Consul in Centro-America, und der Präsident der Republik von Guatemala den Herrn Licenciat Don Mariano Rodriguez, Staatssecretair im Departement der auswärtigen Angelegenheiten, welche, nach Austausch ihrer in guter und richtiger Form befundenen Vollmachten, sich über die folgenden Artikel geeinigt haben.

Art. 1. Zwischen den Hanseatischen Republiken und der Republik von Guatemala, sowie zwischen ihren Bürgern und Einwohnern soll dauernder und vollständiger Friede, aufrichtige und unwandelbare Freundschaft bestehen.

Art. 2. Ebenso soll zwischen den Hanseatischen Freistaaten und der Republik Guatemala gegenseitige Freiheit des Handels und der Schifffahrt statthaben. Dem zur Folge dürfen die beiderseitigen Bürger frei und sicher mit ihren Schiffen und Ladungen nach allen Küsten, Häfen und Flüssen im Gebiete des andern Theiles fahren, wohin es anderen Fremden zu fahren gestattet ist oder künftig gestattet werden möchte, dort landen, verweilen und sich niederlassen; Häuser und Magazine zum Zweck ihres

12.

a. Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les villes libres et anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg et la république de Guatemala, signé à Guatemala, le 25 juin 1847, suivi d'un protocole en date du 10 octobre 1850.

Texte espagnol.

Habiendose establecido desde algun tiempo relaciones de comercio entre las ciudades libres Anseaticas y la República de Guatemala, se ha creido útil que dichas relaciones sean confirmadas y establecidas por medio de un tratado de amistad, comercio y navegacion.

Con este objeto han nombrado sus respectivos plenipotenciarios, á saber: el Presidente de la República de Guatemala al Señor Licenciado don Mariano Rodriguez secretario de estado y de relaciones esteriores, y el Senado de la República y Ciudad libre y Anseatica de Lubeck, el Senado de la República y Ciudad libre y Anseatica de Bremen, y el Senado de la República y Ciudad libre y Anseatica de Hamburgo, cada una separadamente, al Señor Carlos Federico Rodolfo Klée su Consul general en Centro America, quienes despues de haberse comunicado sus plenos poderes, hallados en buena y debida forma han convenido en los articulos siguientes.

Art. 1. Habrá paz perpetua y perfecta, y amistad sincera é invariable entre la República de Guatemala y las Repúblicas Anseaticas y entre sus pueblos y Ciudadanos.

Art. 2. Habrá igualmente entre la República de Guatemala y las Repúblicas Anseaticas una reciproca libertad de comercio y navegacion.

En consecuencia los Ciudadanos de cualquiera de ellas podrán ir libre y seguramente con sus buques y cargamentos á todos aquellos parajes, puertos y rios en los territorios y dominios de la otra, á los cuales se permite ó se permitiere ir á otros estranjeros, entrar, permanecer y residir en ellos, alquilar y ocupar casas y

Handels miethen und besitzen, wobei sie gleichwohl den in den beiderseitigen Gebieten geltenden Gesetzen und Statuten unterworfen bleiben.

Art. 3. Die Bürger der contrahirenden Republiken, welche im Gebiete des andern Theils verweilen oder reisen, geniessen in Betreff ihrer Personen und Güter, sowie der Ausübung ihrer Gewerbe und ihrer Religion, desselben Schutzes, derselben Garantien, Rechte und Vorrechte, wie sie den Bürgern oder Unterthanen der am meisten begünstigten Nationen gewährt sind oder werden möchten; sie erhalten freien und leichten Zugang bei den Gerichtshöfen zum Zweck der Verfolgung und Vertheidigung ihrer Rechte und Interessen, unter den gleichen Bedingungen wie die Einwohner der Republik, in welcher sie verweilen; sie sind zum regulairen Kriegsdienste im Heere oder in der Flotte nicht verpflichtet, auch dürfen sie weder zum Beitrag zu gezwungenen Anleihen, noch zu Zahlung anderer oder höherer Steuern, von welcher Art und Benennung es sei, genöthigt werden, als die Bürger des Landes, in dem sie sich befinden, jetzt oder künftig zu entrichten haben. Eben so wenig dürfen Schiffe, Mannschaften, Waaren und Eigenthum mit Beschlag belegt oder zu militairischen Zwecken oder öffentlichen Dienstleistungen irgend einer Art angehalten werden, ohne die Betheiligten dafür hinreichend zu entschädigen.

Art. 4. Zwischen den Republiken von Lübeck, Bremen und Guatemala ist ausserdem festgestellt, dass die Ausnahme vom Militairdienst, wovon der vorhergehende Artikel handelt, die von der Bürgergarde einschliesst, von welcher Befreiung gegenseitig die Bürger der drei genannten Republiken geniessen sollen.

Art. 5. Auch ist man übereingekommen, dass die Bürger eines jeden der contrahirenden Theile über ihre unter der Gerichtsbarkeit des andern Theiles befindlichen Güter frei verfügen können durch Kauf, Schenkung, letzten Willen oder auf andere Weise, und dass ihre Erben, wenn sie Bürger des andern Theiles sind, in den gedachten Gütern nachfolgen sollen, sei es durch Testament oder ab intestato, persönlich oder durch Bevollmächtigte davon Besitz ergreifen und nach Willkühr darüber verfügen mögen, unter Entrichtung nur derjenigen Abgaben, welche in gleichem Falle die Einwohner des Landes, wo sich die Güter befinden, entrichten würden. Finden sich

almacenes para los objetos de su comercio, quedando sin embargo sujetos á las leyes y estatutos de los dos paises respectivamente.

Art. 3. Los Ciudadanos de las Repúblicas contratantes, residentes ó transeuntes en los territorios de la otra, gozarán en sus personas y propiedades y en el ejercicio de su industria y de su religion, de la misma proteccion, seguridades, derechos y privilegios concedidos ó que se concedieren á los Ciudadanos ó subditos de la nacion mas favorecida; tendrán libre y facil acceso á los tribunales de justicia para sostener y defender sus derechos é intereses bajo las condiciones impuestas á los naturales de la República en que residan, no podrán ser obligados á servir en el ejercito de tropas regulares ó marina, ni compelidos á contribuir á los emprestitos forzosos, ni á pagar otras ó mayores contribuciones de cualquiera espicie ó denominacion, que las que pagan ó pagaren los Ciudadanos del pais en que se hallen. Tampoco podrán ser embargadas ni detenidas las embarcaciones, tripulaciones, mercaderias y efectos de su pertenencia para ninguna espedicion militar, ó usos públicos cualesquiera que sean, sin conceder á los interesados una suficiente indemnisacion.

Art. 4. Entre las Repúblicas de Lubeck, Bremen y Guatemala se estipula ademas que la exencion del servicio militar de que habla el articulo anterior comprende el de la guardia civica, de cuya libertad deberán gozar recíprocamente los Ciudadanos de las tres Repúblicas mencionadas.

Art. 5. Se ha convenido tambien que los Ciudadanos de cada una de las partes contratantes, puedan disponer de sus bienes personales dentro de los límites de la jurisdiccion de la otra, por venta, donacion, testamento ó de otro modo, y sus herederos, siendo Ciudadanos de la otra parte, succederán á los dichos bienes personales y á sea por testamento ó ab-intestato, y podrán tomar posesion de ellos, bien sea por si mismos ó por otros que obren por ellos y disponer de los mismos segun su voluntad, pagando aquellas cargos solamente que estuvieren sujetos ó pagar en igual caso los habitantes del pais donde se hallen los dichos bienes.

dabei unbewegliche Güter vor, in deren Besitz die gedachten Erben, als Fremde nicht gelangen können, so soll ihnen eine dreijährige Frist gestattet sein, um über selbige nach Gutdünken zu verfügen und den Erlös davon unbeschwert und frei von allen Abzugrechten von Seiten der Regierungen der respectiven Staaten ausser Landes zu ziehen.

Art. 6. In Allem, was sich auf die Hafenpolizei, Ladung und Löschung der Schiffe, Sicherheit der Waaren, Güter und Effecten bezieht, sind die Bürger der contrahirenden Theile den Gesetzen und Verfügungen des Ortes unterworfen, wobei ihnen jedoch die Rechte und Vorrechte der Nationalen nicht minder zustehen.

Art. 7. Als Hanseatische oder Guatemalasche werden gegenseitig diejenigen Schiffe betrachtet und behandelt, welche in Gemässheit der bestehenden oder zu erlassenden Gesetze und Vorschriften, in den Staaten, welchen sie angehören, als solche anerkannt sind, wohl verstanden, dass jedes Schiff mit einem von der zuständigen Behörde ausgefertigten Seebriefe oder Passe versehen sein muss.

Art. 8. Die in den Häfen der Republik Guatemala einlaufenden Hanseatischen, sowie gegenseits die in den Häfen der Hanseatischen Freistaaten einlaufenden Guatemalaschen Schiffe sollen eingehend, ausgehend und vor Anker liegend den von den nämlichen Orten kommenden nationalen Schiffen völlig gleich geachtet und behandelt werden, sowohl in Betreff des Tonnen-, Anker-, Lootsen- und Leuchtgeldes und aller anderen Hafen- oder Municipalabgaben, als auch hinsichtlich der Gebühren der öffentlichen Beamten, sowie nicht minder in Betreff des Bergelohns bei Havarie-Fällen oder Schiffbrüchen.

Und zur Ausführung dieses Artikels, sowie für die der anderen, welche der gegenwärtige Vertrag einfasst, wird erklärt: dass man gegenwärtig betrachten muss als Häfen der Republik von Guatemala an der Nord-Küste die von Santo Tomas als für Deposito für jetzt, Yzabal als Haupthafen und zum Einclariren, und Teleman als geringerern für Transito, und an der Süd-Küste den von Ystapa als Haupthafen und zum Einclariren, sowie auch jedwediger anderer, welcher für die Zukunft eröffnet wird.

Art. 9. Alle Waaren und Handelsgegenstände, ohne Unterschied des Ursprungs, deren Einfuhr in die Häfen

Y si en el caso de bienes raices, los dichos herederos fuesen impedidos de entrar en posesion de la herencia, por razon de su caracter de estranjeros, se les dará el término de tres años para disponer de ella, como juzguen conveniente, y para estraer el producto sin molestia y exento de todos derechos de deduccion por parte de los Gobiernos de los respectivos Estados.

Art. 6. En todo lo relativo á la policia de los puertos, carga y descarga de los buques, seguridad de mercaderias, bienes y efectos, los Ciudadanos de las partes contratantes esterán sujetos á las leyes y ordenanzas locales, y tambien gozarán de los mismos derechos y privilegios que los habitantes del pais en que residan.

Art. 7. Recíprocamente serán considerados y tratados como buques Guatemaltecos y Anseaticos todos los que fueren reconocidos por tales en los paises á que respectivamente pertenecen, segun las leyes y los reglamentos existentes ó que en adelante se promulgaren; bien entendido que todo buque deberá estár provisto de una carta de mar ó pasaporte espedido por la autoridad competente.

Art. 8. Los buques de Guatemala que arriben á los puertos de las Repúblicas Anseaticas y reciprocamente los buques Anseaticos que arriben á los de la República de Guatemala, serán tradados y considerados á su entrada durante su permanencia y á la salida, como buques nacionales procedentes del mismo lugar, para el cobro de los derechos de tonelada, anclaje, pitolaje, fanal y cualesquiera otros de puerto ó municipales, ó emolumentes de los empleados públicos y tambien respecto á los derechos de salvamento en caso de naufragio ó averia.

Y para los efectos de este artículo como para los demas que comprende el presente tradato se declara: que por puertos de la República de Guatemala deben entenderse al presente los de Santo Tomas como de deposito por ahora, Yzabal mayor y de registro y Teleman menor de cabotage en las costas del Norte, y en las del sur el de Yztapa mayor y de registro como asi mismo cualquiera otro que en lo successivo sea habilitado.

Art. 9. Todas las mercaderias y efectos comerciables sin distincion de origen, cuya importacion sea permitida

der Hanseatischen Freistaaten in Hanseatischen, aus irgend einem fremden Lande kommenden Schiffen erlaubt ist, dürfen ebensowohl in Guatemalaschen Schiffen eingebracht werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten, als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen, wenn eingebracht in Hanseatischen Schiffen, entrichtet wird oder künftig entrichtet werden möchte, und umgekehrt dürfen alle Waaren und Handelsgegenstände, ohne Unterschied des Ursprungs, deren Einfuhr in die Häfen der Republik Guatemala in Guatemalaschen, aus irgend einem fremden Lande kommenden Schiffen erlaubt ist, gleichmässig in Hanseatischen Schiffen eingebracht werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten, als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen, wenn eingebracht in Guatemalaschen Schiffen, entrichtet wird oder künftig entrichtet werden möchte.

Durch die Bestimmungen dieses Artikels erleiden zwar die in einer jeden der contrahirenden Republiken hinsichtlich des Küstenhandels mit ausländischen schon zum innern Verbrauch dispachirten Artikeln oder für den Transport einheimischer Producte von Hafen zu Hafen erlassenen Gesetze keinerlei Widerspruch oder Abänderung: doch ist gleichwohl vereinbart, dass die beiderseitigen Bürger in diesem Betracht aller Rechte geniessen sollen, die der begünstigtsten Nation eingeräumt sind.

Art. 10. Alle Waaren und Handelsgegenstände, deren Ausfuhr oder Wiederausfuhr aus den Häfen der Hanseatischen Freistaaten in Hanseatischen Schiffen erlaubt ist, dürfen auch in Guatemalaschen Schiffen ausgeführt werden ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten als von den nämlichen Waaren oder Handelsgegenständen bei der Ausfuhr oder Wiederausfuhr in Hanseatischen Schiffen jetzt oder künftig entrichtet werden möchten, und umgekehrt dürfen alle Waaren und Handelsgegenstände, deren Ausfuhr oder Wiederausfuhr aus den Häfen der Republik Guatemala in Guatemalaschen Schiffen erlaubt ist, gleichmässig in Hanseatischen Schiffen ausgeführt oder wiederausgeführt werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten, als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen bei der Ausfuhr oder Wiederausfuhr in Guatemalaschen Schiffen jetzt oder

en los puertos de la República de Guatemala en buques Guatemaltecos procedentes de cualquier pais estranjero, podran tambien importarse en buques Anseaticos, sin pagar otros ó mayores derechos de cualquiera especie ó denominacion, que los que pagan ó pagaren las mismas mercaderias y efectos comerciables importados en buques Guatemaltecos; y reciprocamente, todas las mercaderias y efectos comerciables sin distincion de origen cuya importacion sea permitida en los puertos de las Repúblicas Anseaticas en buques Anseaticos procedentes de cualquier pais estranjero, podran tambien importarse en buques Guatemaltecos sin pagar otros ó mayores derechos de cualquiera especie ó denominacion, que los que pagan ó pagaren las mismas mercaderias y efectos comerciables importados en buques Anseaticos.

Lo estipulado en este articulo no contradice ni deroga las leyes que rijan en cualquiera de las Repúblicas contratantes con respecto á cabotaje, para el comercio de los efectos estranjeros despachados ya para el consumo y el transporte de las producciones indijenas de puerto á puerto; mas esta tambien convenido, que los Ciudadanos de las partes contratantes gozarán en este particular de todos los derechos concedidos ó que se concedieren á la nacion mas favorecida.

Art. 10. Todas las mercaderias y efectos comerciables, cuya esportacion ó reesportacion sea permitida de los puertos de la República de Guatemala en buques Guatemaltecos, podrán tambien ser esportados ó reesportados en buques Anseaticos sin pagar otros ó mas áltos derechos de cualquiera especie ó deno minacion, que los que pagan ó pagaren las mismas mercaderias y efectos comerciables esportados ó reesportados en buques Guatemalteros; y reciprocamente, todas las mercaderias y efectos comerciables, cuya esportacion ó reesportacion sea permitida de los puertos de las Repúblicas Anseaticas en buques Anseaticos, podrán tambien ser esportados ó reesportados en buques Guatemaltecos, sin pagar otros ó mas altos derechos de cualquiera especie ó denominacion que los que pagan ó pagaren las mismas mercaderias y efectos comerciables, esportados en buques Anseaticos.

künftig entrichtet werden möchten. Auch werden die nämlichen Prämien, Rückzölle und Vergütungen zugestanden, die Ausfuhr oder Wiederausfuhr aus dem einen oder andern Lande mag in Hanseatischen oder Guatemalaschen Schiffen geschehen.

Art. 11. Es sollen weder in den Gebieten der Hanseatischen Freistaaten, noch in denen der Republik Guatemala andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung bei der Einfuhr oder Wiederausfuhr von Producten oder Fabrikaten des einen oder andern Landes erhoben werden, als von den gleichen Producten oder Fabrikaten jeder andern Nation jetzt oder künftig entrichtet wird. Für die Wirksamkeit dieses Artikels wird ausserdem bestimmt, dass ebenso auch alle aus den Hanseatischen Häfen verführten Producte oder Fabrikate der Staaten des deutschen Bundes als Erzeugnisse der Hanseatischen Freistaaten, sowie gegenseits als Producte und Fabrikate der Republik Guatemala alle diejenigen der verschiedenen Staaten von St. Salvador, Honduras, Nicaragua und Costarica in Central-America angesehn und geachtet werden sollen, deren Ausfuhr aus den Guatemalaschen Häfen geschieht, wohl verstanden jedoch, dass diese Gunst den Ausfuhren oder Wiederausfuhren solcher Erzeugnisse nur dann zu Gute kommen soll, wenn sie in Hanseatischen oder Guatemalaschen Schiffen ohne Unterschied bewerkstelligt wird.

Art. 12. Weder in den Hanseatischen Republiken noch in der Republik von Guatemala dürfen die Gegenstände der wechselseitigen Ausfuhr unter ihnen anderen oder höheren Abgaben unterworfen sein, als die nämlichen Gegenstände bei der Ausfuhr nach irgend einem dritten Lande jetzt oder künftig zu entrichten haben. Auch darf in keiner der contrahirenden Republiken die Einfuhr, Ausfuhr oder Wiederausfuhr von Natur- oder Kunsterzeugnissen der betreffenden Staaten verboten werden, wenn solches Verbot nicht zugleich auf den Verkehr mit allen Nationen überhaupt erstreckt wird.

Art. 13. Die Hanseatischen Freistaaten und die Republik Guatemala verpflichten sich wechselsweise, dritten Nationen in Bezug auf Handel und Schifffahrt keinerlei Vorzüge gewähren zu wollen, welche nicht sofort auch dem einen oder andern der hier contrahirenden Theile zuständig würden, und deren sich die letzteren dann unbedingt oder unter Leistung der nämlichen Entschädi-

Y los mismos premios, descuentos de derechos ó gratificaciones se concederán, sea que la esportacion ó reesportacion de uno ú otro pais se haga en buques Guatemaltecos ó Anseaticos.

Art. 11. No se pagarán en los territorios de la República de Guatemala, ni en los de las Repúblicas Anseaticas otros ó mayores derechos de cualquiera especie ó denominacion, á la importacion ó á la reesportacion de cualesquiera artículos del producto natural ó manufacturado de uno ú otro pais, que los que se pagan ó pagaren sobre semejantes articulos del producto natural ó manufacturado de cualquiera otra nacion. Ademas se estipula, que deberan considerarse y reputarse para los efectos de este articulo, como productos naturales y manufacturados, tambien Guatemaltecos, los de cualquiera de los Estados del Salvador, Honduras, Nicaragua y Costa Rica en Centro-america que se esporten por los puertos Guatemaltecos, y como productos naturales y manufacturados, tambien Anseaticos, todos los de los Estados de la confederacion Germanica, que se esporten de los puertos Anseaticos, bien entendido sin embargo que en citos casos la concesion solamente favorecerá á las importaciones ó reesportaciones de tales productos que se hicieren en buques Guatemaltecos ó Anseaticos indistintamente.

Art. 12. No se pagarán en la Republica de Guatemala ni en las Repúblicas Anseaticas, otros ó mayores derechos de cualquiera especie ó denominacion á la esportacion que de una de ellas se haga para la otra, que los que se pagan ó pagaren á la esportacion de éstos artículos para cualquier pais estranjero, ni se prohibirá en ninguna de las Repúblicas contratantes la importacion, esportacion ó reesportacion de ningun artículo de produccion natural ó manufacturado de los respectivos paises á menos que ésta prohibicion se estienda al comercio con todas las naciones.

Art. 13. La República de Guatemala y las Repúblicas Anseaticas se obligan mútuamente á no conceder favores particulares á otras naciones, con respecto á comercio y navegacion, que no se hagan immediatamente comunes á una y otra parte, quien gozará de ellos libremente si la concesion fuese hecha libremente ó pre-

gung zu erfreuen haben, je nachdem die Einräumung an Bedingungen geknüpft worden war oder nicht.

Art. 14. So oft sich die Bürger des einen contrahirenden Theils genöthigt sehen in den Flüssen, Bayen, Häfen oder Besitzungen des andern mit ihren Schiffen Schutz zu suchen vor stürmischem Wetter, Seeräubern oder Feinden, wird ihnen eine freundliche Aufnahme und alle Sicherung und Förderung zu Theil werden, um die Schäden ausbessern, Lebensmittel einnehmen, und sich zur Fortsetzung der Reise in den Stand setzen zu können, ohne Hinderniss und Störung irgend einer Art. Ueberall in den Besitzungen beider Theile wird es den Schiffen des andern Theils, deren Mannschaft durch Krankheit oder aus andern Gründen eingeschmolzen ist, verstattet, soviel Seeleute anzuwerben, als sie zur Fortsetzung der Reise bedürfen, vorausgesetzt, dass dabei in Gemässheit der Landesgesetze verfahren werde und die Werbung jeder Zeit eine freiwillige sei.

Art. 15. In den Fällen, wo den Bürgern eines der contrahirenden Staaten angehörige Schiffe an den Küsten oder innerhalb des Gebiets des andern Theils scheitern, stranden oder sonst Havarie leiden, wird ihnen Schutz und Hülfe in demselben Maasse geleistet werden, wie sie bei den eigenen Schiffen der Nation, wo die Havarie eintritt, gebräuchlich ist, und steht ihnen frei, wenn erforderlich, die Ladung zu löschen, ohne dass desshalb Auflagen oder Abgaben erhoben werden dürfen, es sei denn, dass die gelöschten Waaren oder Effecten zum innern Verbrauch bestimmt sind.

Art. 16. Alle den Bürgern eines der contrahirenden Theile angehörigen Schiffe, Waaren und Effecten, die von Seeräubern genommen würden, es sei dies innerhalb der Grenzen des anderen Theiles oder auf hoher See geschehen, und welche demnächst nach den Flüssen, Rheden, Bayen, Häfen oder Besitzungen des andern Theils gebracht oder dort entdeckt worden, sollen nach gehörig und vor den zuständigen Gerichten geführten Beweise ihrer Anrechte, den Eigenthümern wieder zugestellt werden, so jedoch, dass die Reclamation binnen Jahresfrist durch die Betheiligten, ihre Bevollmächtigten oder die Agenten ihrer Regierung angebracht werden muss.

Art. 17. Für den Fall, dass eine der contrahirenden Parteien sich im Kriege befände, während die andere neutral verbleibt, ist ausgemacht, dass Alles, was die

stando la misma compensacion si la concesion fuere condicional.

Art. 14. Siempre que los Ciudadanos de alguna de las partes contratantes si vieren precisados á buscar refujio ó asilo en los rios, bahias, puertos ó Dominios de la otra con sus buques, por mal tiempo, persecucion de piratas ó enemigos, serán recibidos y tratados con humanidad, dandoles todo favor y proteccion para reparar las daños sufridos, procurar viveres y ponerse en situacion de continuar su viaje, sin obstáculo ó estorbo de ningun género.

En todos los territorios y dominios de una de las dos partes, se concederá á los buques de la otra, cuya tripulacion haya sido disminuida por enfermedad ó cualquier otro motivo la facultad de enganchar los marineros que necesiten para continuar su viaje, con tal que se cumpla con lo que prescriben las ordenanzas locales, y que el enganche sea voluntario.

Art. 15. Cuando algun buque perteneciente á ciudadanos de alguna de las partes contratantes naufrague, encalle ó sufra alguna averia en las costas ó dentro de los dominios de la otra, se le dará toda ayuda y proteccion como la usa y acostumbra la nacion donde suceda la averia con sus propios buques, permitiendoles la descarga, si fuere necesario, sin cobrar por ello ningun derecho, impuesto ó contribucion, á menos que las mercaderias ó efectos descargados se destinen al consumo.

Art. 16. Todos los buques, mercaderias y efectos pertenecientes á Ciudadanos de una de las partes contratantes, que sean apresados por piratas, bien sea dentro de los limites de su jurisdiccion, ó en alta mar, y fueren llevados ó hallados en los rios, radas, bahias, puertos ó dominios de la otra, serán entregados á sus dueños, probando estos en la propia y debida forma sus derechos ante los tribunales competentes; bien entendido, que el reclamo ha de hacerse dentro del término de un año por las mismas partes, sus apoderados ó ajentes de los respectivos Gobiernos.

Art. 17. En el caso de que una de las partes contratantes se halle en guerra, mientras que la otra permanezca neutral, se ha convenido que todo lo que la parte

kriegführende Partei mit anderen Mächten zu Gunsten der neutralen Flagge verabredet haben oder künftig verabreden sollte, auch unter den Hanseatischen Republiken und der Republik Guatemala zur Regel dienen wird. Und um jeden Zweifel über das zu vermeiden, was als Gegenstand der Kriegscontrebande anzusehen sei, so ist (dem eben ausgesprochenen allgemeinen Grundsatz unbeschadet) beliebt worden, jene auf folgende Gegenstände zu beschränken:

1. Kanonen, Mörser, Haubitzen, Steinstücke, Doppelhaken, Musketen, Flinten, Büchsen, Carabiner, Pistolen, Piken, Degen, Säbel, Lanzen, Spiesse und Hellebarden, Granaten, Bomben, Pulver, Lunten, Kugeln und alle andern auf den Gebrauch dieser Waffen sich beziehende Gegenstände;
2. Schilde, Helme, Kürasse, Panzerhemden und für den Kriegsgebrauch eingerichtete und bestimmte Ausrüstungen und Kleidungsstücke;
3. Bandeliere und Pferde mit ihrem Geschirr;
4. Endlich alle Arten von Waffen und Werkzeugen von Eisen, Stahl, Kupfer und Erz, oder von irgend einem andern ausdrücklich zum Kriegsgebrauch zu Wasser oder zu Lande zugerichteten und geformten Stoffe.

Art. 18. Für den Fall der Visitation eines Handelsfahrzeuges des einen der contrahirenden Theile durch ein Kriegsschiff des andern, ist man übereingekommen, dass diese Untersuchung nur in einem nicht stärker, als zu seiner Führung erforderlich, bemannten Boote geschehen darf, während das Kriegsschiff selbst sich ausserhalb Kanonenschussweite zu halten hat. Die Prüfung der Schiffspapiere ist schlechterdings nur an Bord des untersuchten Fahrzeugs vorzunehmen und sind dieselben unter keinem Vorwande mitzunehmen, noch auch der Capitain oder die Officiere zu nöthigen, sich an Bord des untersuchenden Schiffes zu begeben. Die Befehlshaber der bewaffneten Schiffe sind mit Person oder Vermögen für jeden Bruch dieser Vorschriften und jedes regelwidrige und ungerechte Verfahren verantwortlich.

Art. 19. Jedem Zweifel und Missbrauch bei der Prüfung der Schiffspapiere rücksichtlich des Eigenthums der Schiffe, welche Bürgern der contrahirenden Theile angehören, und der Natur ihrer Ladungen, zuvorzukommen, ist festgesetzt, dass im Fall sich einer unter ihnen im

beligerante hubiere estipulado ó estipulare de favorable al pabellon neutral con otras potencias, servirá tambien de regla entre la República de Guatemala y las Repúblicas Anseaticas. Y para evitar cualquiera duda acerca de lo que deba ser considerado como contrabando de guerra, se ha convenido (salvo el principio general espresado arriba) de restringir la definicion de el á los articulos siguientes:

1. Cañones, morteros, obuses, pedreros, trabucos, mosquetes, fusiles, rifles, carabinas, pistolas, picas, espadas, sables, lanzas, chuzos, alabardas y granadas, bombas, pólvora, mechas, balas con las demas cosas correspondientes al uso de éstas armas.

2. Escudos, casquetes, corazas, cotas de malla, fornituras y vestidos hechos en forma y á usanza militar.

3. Bandoleras y caballos, junto con sus armas y arneses.
4. Y finalmente toda especie de armas é instrumentos de hierro, acero, bronce, cobre y otras materias cualesquiera, manufacturadas, preparadas y formadas espresamente para hacer la guerra por mar ó por tierra.

Art. 18. En el caso de que algun buque mercante de una de las partes contratantes pueda ser visitado por un buque de guerra de la otra, se ha convenido que ésta visita no se haga sino con un bote, armado con los hombres necesarios para su manejo, quedando el buque visitador fuera de tiro de cañon. El exâmen de los papeles deberá precisamente practicarse á bordo del buque visitado, del cual no podrán sacarse ni exijirse al capitan ú oficiales que vayan á bordo del buque examinador bajo ningun pretesto.

Los comandantes de los buques armados serán responsables con su persona y bienes por la infraccion de éstas reglas y de cualquiera conducta irregular é injusta.

Art. 19. Para evitar toda duda y abusa en el exâmen de los papeles relativos á la propiedad de los buques pertenenecientes á Ciudadanos de las partes contratantes, y de la naturaleza de los cargamentos, han convenido, que en el caso de que una de ellas estuviere en

12

Kriege befinden sollte, die Seebriefe oder Pässe, welche die Schiffe nach Artikel 7 dieses Vertrags zu führen haben, Namen, Eigenthum und Tonnengehalt des Schiffes, nicht minder Namen und Wohnort des Patrons oder Capitains enthalten und überdies von Certificaten begleitet sein müssen, welche den Inhalt der Ladung und den Abgangsort des Schiffes bezeichnen, und deren Ausfertigung in gebräuchlicher Form durch die Behörden des Abgangsorts zu geschehen hat. Uebrigens darf das neutrale Schiff wegen Mangels an den vorerwähnten oder anderen auf das Eigenthum oder die Natur seiner Ladung Bezug habenden Erfordernissen, nicht angehalten werden, sofern zur Zeit seines Aussegelns an dem Orte von wo es kommt, die Kriegeserklärung noch nicht bekannt geworden war.

Art. 20. Ausserdem ist noch vereinbaret, dass nur die in dem Lande, wohin die Prisen geführt werden, zu diesem Zwecke eigends niedergesetzten Gerichtshöfe darüber zu erkennen Macht haben sollen.

Und jedesmal wo die gedachten Gerichtshöfe eines der contrahirenden Theile wider ein von den Bürgern des andern reclamirtes Schiff, Güter oder Eigenthum ein Urtheil erlassen, ist dieser Spruch oder Decret mit den Entscheidungsgründen zu versehen und dem Capitain oder Agenten des Schiffes auf sein Verlangen und gegen die gesetzliche Gebühr, unverweilt beglaubigte Abschrift des Spruches oder Decretes, oder auch des ganzen Verfahrens, mitzutheilen.

Art. 21. Zur völligen Sicherstellung der Bürger beider contrahirenden Theile, ist man übereingekommen, dass wenn jemals unglücklicherweise zwischen diesen eine Unterbrechung des Handels und der freundschaftlichen Verhältnisse oder ein Bruch stattfände, die in den Gebieten des einen Theils sich aufhaltenden Bürger des andern das Recht haben sollen, so lange sie sich friedlich und den Gesetzen gehorsam verhalten, ungestört im Lande zu verbleiben und ihre Gewerbe fortzusetzen. Ihre Güter und Effecten, wo sie Privaten oder dem Staate anvertraut wären, sollen weder der Beschlagnahme, noch irgend andern Lasten unterworfen sein, als solche, welche man auf die den eingebornen Bürgern des Landes, in welchem jene sich aufhalten, gehörigen gleichen Güter und Effecten legen möchte.

Art. 22. Die diplomatischen Agenten beider Theile

guerra, las letras de mar ó pasaporte que deban llevar los buques conforme al articulo 7 de este tratado, han de espresar el nombre, propiedad y tamaño del buque, como tambien el nombre y lugar de la residencia del maestre ó comandante; y ademas han de estár provistos de certificados que contengan los pormenores del cargamento y el lugar de donde salió, cuyos certificados serán hechos por los oficiales del lugar de su procedencia en la forma acostumbrada. No podrá ser detenido el buque neutral por defectó de los requisitos mencionados, ni por otro alguno, respecto á la propiedad ó naturaleza de su cargamento, si antes de su salida no se tenia conocimiento en el lugar de su procedencia de la declaracion de guerra.

Art. 20. Se ha convenido ademas, que solo los tribunales establecidos para causas de presas en el pais á que estas sean conducidas, tamarán conocimiento de ellas.

Y siempre que dichos tribunales de cualquiera de las partes pronuncien sentencia contra algun buque ó efectos ó propiedad reclamada por los Ciudadanos de la otra, la sentencia ó decreto hará mencion de las razones ó motivos en que aquella se haya fundado, y se entregará sin demora alguna al comandante ó ajente de dicho buque, si lo solicitare, un testimonio autentico de la sentencia ó decreto, ó de todo el proceso, pagando por el los derechos legales.

Art. 21. Para la mayor seguridad de los Ciudadanos de las Repúblicas contratantes, se ha convenido que si en algun tiempo desgraciadamente sucediere alguna interrupcion de la correspondencia comercial, amistosa, ó algun rompimiento entre ellas, los Ciudadanos de cualquiera de las dos partes contratantes, residentes en los dominios de la otra, tendrán el derecho de permanecer y continuar en el ejercicio de su industria, sin ninguna especie de interrupcion, mientras se conduzcan pacificamente y no quebranten las leyes; y sus efectos y propiedades ya esten confiados á individuos particulares ó al estado, no estaran sujetos á ocupacion ó secuestro, ni á ningunos otros gravamenes, que á aquellos que puedan imponerse á iguales efectos ó propiedades pertenecientes á Ciudadanos del pais en que residan.

Art. 22. Los ajentes diplomaticos de ambas partes,

geniessen der nämlichen Begünstigungen, Freiheiten und Vorrechte, welche von einer oder der andern der contrahirenden Republiken den diplomatischen Agenten der begünstigtesten Nation eingeräumt sind oder künftig eingeräumt werden möchten.

Art. 23. Die contrahirenden Theile dürfen in allen, dem ausländischen Handel geöffneten Häfen und Orten der respectiven Territorien wo Consuln und Viceconsuln irgend einer Nation zugelassen sind oder zugelassen werden möchten, ebenfalls Consuln und Viceconsuln ernennen, welchen die nämlichen Rechte, Vorzüge und Freiheiten zustehen, wie sie denen der begünstigtesten Nation eingeräumt sind oder werden möchten.

Die Consulats-Archive oder Papiere werden als unverletzlich betrachtet und sind keiner Beschlagnahme oder Einmischung von Seiten der Behörden, unter welchem Vorwand es auch sei, unterworfen.

Damit die Consuln und Viceconsuln die Rechte, Vorzüge und Freiheiten, welche ihnen zufolge ihres öffentlichen Characters zukommen, geniessen können, müssen sie der Regierung, bei welcher sie angestellt sind, ihre Beglaubigung und ihr Patent in gehöriger Form vorzeigen, ehe sie die Ausübung ihres Amtes antreten, und nachdem sie das Exequatur erlangt haben, sollen sie als solche von den Behörden, Gerichtshöfen und Einwohnern des Consulat-Districtes, wo sie residiren, gehalten und betrachtet sein.

Art. 24. Die gedachten Consuln sind befugt, die Hülfe der Ortsbehörden zu gefänglichen Einziehungen und Verwahrung der Deserteurs von den Schiffen ihres Landes in Anspruch zu nehmen, und werden zu diesem Zweck ihr Gesuch bei den zuständigen Behörden schriftlich anbringen, indem sie aus den Schiffsregistern, der Musterrolle oder andern Documenten darthun, dass jene Leute einen Theil der Schiffsbesatzung bilden. Auf ein so documentirtes Gesuch darf die Auslieferung nicht verweigert werden. Solche Deserteurs werden nach erfolgter Verhaftung zur Verfügung der Consuln gestellt, und können auf Anhalten und Kosten derer, die es begehren, in den öffentlichen Gefängnissen bis dahin verwahrt bleiben, dass sie auf ihre oder andere Schiffe derselben Nation geschickt werden. Werden sie aber binnen vier Monaten, vom Tage ihrer Haftnahme angerechnet, nicht

gozarán de los mismos favores, inmunidades, exenciones y privilegios que estén concedidos ó se concedieren por una y otra de las repúblicas contratantes á los ajentes diplomaticos de la nacion mas favorecida.

Art. 23. Las partes contratantes podrán establecer consules y viceconsules en los puertos y lugares de los respectivos territorios abiertos al comercio estranjero, en donde esten admitidos ó se admitieren los de cualquiera otra nacion, los cuales gozarán de los mismos derechos, prerogativas é inmunidades que se hayan concedido ó se concedieren á los consules y viceconsules de la nacion mas favorecida. Los archivos y papeles de los consulados serán respetados inviolablemente, y bajo ningun pretesto los ocupará magistrado alguno, ni tendrá en ellos ninguna intervencion. Para que los consules y viceconsules de las dos partes contratantes, puedan gozar los derechos, prerogativas, é inmunidades que les corresponde por su caracter público, ántes de entrar en el ejercicio de sus funciones, presentarán su comision y patente en la forma debida al Gobierno con quien esten acreditados y habiendo obtenido el execuatur, serán tenidos y considerados como tales por las autoridades, magistrados y habitantes del distrito consular en que residan.

Art. 24. Los dichos consules tendrán el poder de requerir el auxilio de las autoridades locales, para la prision, detencion y custodia de los desertores de los buques de su pais, y para este objeto se dirijirán á las autoridades competentes y pedirán los dichos desertores por escrito, probando con la presentacion de los rejistros de los buques, rol del equipaje ú otros documentos públicos, que aquellos hombres forman parte de las dichas tripulaciones, y probada asi la demanda, no se reusará la entrega. Tales desertores, luego que sean arrestados, se podrán á disposicion de los dichos consules, y pueden ser depositados en las prisiones públicas, á solicitud y espensas de los que lo reclamen, para ser enviados á los buques á que corresponden, ó á otros de la misma nacion.

Pero si no fueren mandados dentro de cuatro meses,

abgefordert, so wird man sie in Freiheit setzen und um des nämlichen Grundes willen nicht wieder verhaften.

Art. 25. In Betracht der nationalen und politischen Verbindungen, welche zwischen den Hanseatischen Freistaaten und den übrigen Staaten des deutschen Bundes bestehen und des hohen Interesses, welches sämmtliche contrahirende Staaten daran haben, dass die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags sich baldthunlichst über den ganzen Umfang des deutschen Bundes erstrecken möge, ist man übereingekommen für den Fall, wo einer oder mehrere der genannten Bundesstaaten als selbstständige Contrahenten dem gegenwärtigen Vertrag mit der Republik Guatemala beizutreten wünschen sollten, ein solcher Beitritt, möge er nun in Form eines besonderen Vertrags, oder nur mittelst Austausches officieller Declarationen geschehen, denselben jederzeit offen stehen solle. Die erwähnten also beigetretenen Staaten werden für alle Zwecke dieses Vertrags den Hanseatischen Freistaaten und einem jeden derselben vollkommen gleich betrachtet, und sie sollen unter denselben Bedingungen, Stipulationen und Verpflichtungen derselben Vorzüge und Vortheile theilhaftig werden.

Art. 26. Im Falle den Artikeln des gegenwärtigen Vertrags von einzelnen Bürgern des einen oder andern Theils zuwider gehandelt würde, sollen diese Bürger persönlich dafür verantwortlich sein, ohne dass desshalb das unter den Regierungen bestehende gute Vernehmen irgend Unterbrechung litte. Es geloben sich diese vielmehr, den Schuldigen auf keine Weise in Schutz zu nehmen oder dergleichen Verletzungen gut zu heissen.

Art. 27. Würde hingegen, (was in Wahrheit kaum zu befürchten ist) den Artikeln des gegenwärtigen Vertrags auf irgend eine sonstige Weise zuwider gehandelt, so ist ausdrücklich festgesetzt, dass keiner der beiden contrahirenden Theile wegen Klagen über erlittene Kränkung oder zugefügte Schäden mit Anordnung und Genehmigung von Repressalien oder mit Erklärung des Krieges wider den andern verfahren dürfe, ehe und bevor nicht der sich verletzt achtende Theil dem andern eine auf genügende Zeugnisse und Beweise gestützte Auseinandersetzung jener Schäden und Beleidigungen übergeben haben, und ihm die begehrte Gerechtigkeit und Genugthuung ohne Grund geweigert oder verzögert sein würde.

contados desde el dia de su arresto, serán puestos en libertad, y no volverán á ser presos por la misma causa.

Art. 25. En consideracion á las conecciones nacional y politica existentes entre las Repúblicas Anseaticas y los otros Estados de la confederacion Germanica, y siendo muy importante á todas las partes contratantes, que las estipulaciones de la presente convencion sean estendidas lo mas pronto posible á todos los Estados de la dicha confederacion, queda ademas convenido que si uno ó mas de los dichos Estados se hallasen dispuestos á adherirse al presente convenio con la República de Guatemala, la accesion será siempre libre y abierta á ellos, sea bajo la forma de una distinta convencion, ó solo por medio de canje de declaraciones oficiales, bien entendido, que los poderes accedentes serán puestos, para todo objeto y proposito de la presente convencion, sobre el mismo principio que la Repúblicas Anseaticas, y que han de gozar de las mismas ventajas y privilegios, siendo sujetos á las mismas condiciones, estipulaciones y obligaciones.

Art. 26. Si alguno ó algunos de los ciudadanos de una ú otra parte infrinjieren cualquiera de los artículos contenidos en el presente tratado, dichos ciudadanos serán personalmente responsables, sin que por esto se interrumpa la armonia y buena correspondencia entre los Gobiernos respectivos, comprometiendose uno y otro á no protejer de modo alguno al ofensor, ó á sancionar semejante violacion.

Art. 27. Si (lo que á la verdad no puede esperarse) desgraciadamente alguno ó algunos de los artículos contenidos en el presente tratado fueren de qualquiera otra manera violados ó infrinjidos, se estipula espresamente, que ninguna de las dos partes contratantes, ordenará ni autorizará ningunos actos de represalia, ni declaraná la guerra contra la otra por quejas de injurias ó daños, hasta que la parte que se crea ofendida, haya presentado á la otra, una esposicion de aquellas injurias, ó daños verificada con pruebas y testimonios competentes, exijiendo justitia y satisfaccion; y esto haya sido negado ó diferido sin razon.

Art. 28. Gegenwärtiger Vertrag soll für immer bindend sein in Allem, was Frieden und Freundschaft betrifft, und in den auf Handel und Schifffahrt bezüglichen Punkten soll er für die Dauer von zwölf Jahren, vom Tage der ausgewechselten Ratificationen an gerechnet, in Kraft verbleiben; so jedoch, dass wenn kein Theil dem andern Ein Jahr vor Ablauf dieser Frist seine Absicht, ihn zu beendigen, kund thut, seine verbindliche Kraft für beide Theile ununterbrochen bis nach Verlauf eines Jahres nach geschehener Aufkündigung fortbestehen soll.

Art. 29. Wiewohl der gegenwärtige Vertrag den Hanseatischen Freistaaten Lübeck, Bremen und Hamburg gemeinschaftlich ist, so ist man doch übereingekommen, dass unter den von einander unabhängigen Regierungen dieser Städte keine solidarische Verantwortlichkeit eintreten und die Bestimmungen des Vertrags daher volle Kraft behalten sollen für den übrig bleibenden Theil der genannten Freistaaten, wenn solcher auch rücksichtlich eines oder mehrerer unter ihnen ausser Wirksamkeit getreten sein sollte.

Art. 30. Sobald der gegenwärtige Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag durch die Hanseatischen Freistaaten und durch die Regierung der Republik Guatemala, ratificirt worden sein wird, sollen die Ratificationen in Hamburg oder in Guatemala ausgewechselt werden, in einem Zeitraume von einem Jahre, vom heutigen Tage an gerechnet, oder früher, wenn es geschehen kann.

Dess zur Urkunde haben die gegenseitigen Bevollmächtigten Gegenwärtiges unterzeichnet und ihr Siegel beigedruckt.

So geschehen zu Guatemala den fünf und zwanzigsten Juni des Jahres Eintausend Achthundert und Sieben und Vierzig.

(gez.)

(L. S.) *C. F. R. Klée.*

(L. S.) *J. Mariano Rodriguez.*

Art. 28. El presente tratado será perpetuamente obligatorio en todo lo relativo á paz y amistad; y en los puntos concernientes á comercio y navegacion permanecerá en su fuerza y vigor por el termino de doce anos contados desde el dia del canje de las ratificaciones. Sin embargo de la dicho, si ninguna de las partes notificase á la otra, un año antes de espirar el termino de su validacion, su intencion de terminarlo, continuará siempre obligatorio para ambas partes hasta un año despues de haberse notificado la espresado intencion.

Art. 29. Aunque el presente tratado sea comun á la tres Repúblicas Anseaticas de Lubeck, de Bremen y de Hamburgo, se ha convenido tambien, que los Gobiernos soberanos de estas ciudades, no serán responsables in solidum y que las estipulaciones del tratado quedarán en pleno vigor, relativamente al resto de dichas Repúblicas, aunque llegue á cesar respecto de cualquiera de ellas.

Art. 30. El presente tradado de amistad, comercio y navegacion, luego que sea ratificado por el Gobierno de la República de Guatemala, y por los senados de las Repúblicas Anseaticas, las ratificaciones serán canjeadas en Guatemala ó en Hamburgo en el termino de un año contado desde este dia ó antes si fuere posible.

En fé de lo cual, nosotros los plenipotenciarios de las partes hemos firmado y sellado las presentes.

Hecho en la ciudad de Guatimala á veinte y cinco de junio de mil ochocientos cuarenta y siete.

(L. S.) *J. Mariano Rodriguez.*
(L. S.) *C. F. R. Klée.*

b. Protocole sur l'échange des ratifications entre le Guatemala et la ville libre et anséatique de Lubeck, signé à Guatemala, le 1 octobre 1850).*

Texte allemand

Der unterzeichnete General-Consul der drei Hanseatischen Republiken von Lübeck, Bremen und Hamburg bei der Republik Guatemala, Herr Carl Friedrich Rudolph Klée, und der unterzeichnete Licenciat Don Pedro N. Arriaga, Staats-Secretair im Departement der auswärtigen Angelegenheiten, von ihren hohen Regierungen dazu bevollmächtigt, traten am heutigen Tage zusammen, um den Austausch der Ratificationen des unter dem 25. Juni 1847 zwischen einer jeden der drei Hanseatischen Republiken von Lübeck, Bremen und Hamburg mit der Republik Guatemala abgeschlossenen Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Vertrages für die Republik Lübeck vorzunehmen und zugleich durch eine wörtliche Aufnahme in das gegenwärtige Protocoll derjenigen Declaration eine gegenseitige Anerkennung zu geben, welche die hohen contrahirenden Regierungen der abgeschlossenen Uebereinkunft nach beiderseitiger Verabredung hinzuzufügen für dienlich erachtet haben.

Nachdem der Text des von dem Bevollmächtigten des hohen Senats von Lübeck einerseits und Sr. Excellenz dem Präsidenten der Republik Guatemala andererseits vollzogenen Tractates vom 25. Juni 1847 mit einander verglichen und gleichlautend befunden worden war, wurden diese Urkunden gegeneinander ausgetauscht.

---

*) Nous connaissons seulement le protocole sur l'échange des ratifications signé entre la ville de Lubeck et le Guatemala. Entre la ville de Hambourg et le Guatemala l'échange des ratifications a eu lieu le 21 novembre 1850, celle entre la ville de Brême et le Guatemala le 4 avrli 1850. La rédaction fautive du texte allemand, qui donna lieu à la déclaration insérée dans le protocole signé entre la ville de Lubeck et Guatemala, a vraisemblablement engagé les gouvernemens de Hambourg et de Brême à proposer au gouvernement de Guatemala des déclarations semblables. Le texte du traité fut publié à Hambourg et à Brême dans une forme amendée, mais pas tout à fait correspondante aux amendemens du protocole que communiquons. Quant à l'article 4 le texte du traité publié à Hambourg (Hamburger Handels-Archiv p. 31) diffère de la teneur du dit protocole seulement par les mots suivants:

b. Protocole sur l'échange des ratifications entre le Guatemala et la ville libre et anséatique de Lubeck, signé á Guatemala, le 1 octobre 1850).*

Texte espagnol.

El infrascripto ministro de estado en el Departemento de relaciones exteriores Licenciado Don Pedro N. Arriaga y el infrascripto Consul General de las tres Repúblicas Anséaticas Lubeck, Bremen y Hamburgo Don Carlos Federico Rodolfo Klée apoderado de sus altos Gobiernos para efectuar el cange delas ratificaciones del tratado de amistad, comercio y navegacion celebrado el 25. de Junio de 1847 entre la República de Guatemala y cada una de las tres Repúblicas Anséaticas de Lubeck, Bremen y Hamburgo, se reunieron el dia de hoy para efectuar el cange del tratado celebrado entre la República de Guatemala y la de Lubeck y al mismo tiempo paradar por una inclusion verbal en el presente protocolo un mutuo reconocimiento á las Declaraciones, que los altos Gobiernos contratantes han estimado conveniente agregar por convenio reciproco al tratado.

Despues de haber sido examinado por ambos y encontrado conforme el texto del tratado celebrado el 25. de Junio de 1847 por su Excelencia el Presidente de la República de Guatemala por una parte y el Encargado del alto Senado de Lubeck por oltra, fueron mutuamente cangeados estos documentos.

Die, von der Bürgergarde mit umfasst, von welcher die Bürger etc.

Le texte du traité publié par le gouvernement de Brême est tout à fait conforme au dit protocole.

Dans les publications de Hambourg et de Brême les articles 8 et 11 se trouvent changés conformément à ce protocole.

Il en est de même pour l'article 17 dans le texte de la publication de Brême; dans celle de Hambourg il n'est pas amendé.

L'article 23 est changé dans la publication de Brême comme dans le protocole. Le dernier mot seulement est „sein" au lieu de „werden". Dans la publication de Hambourg l'article est resté sans changement.

Im Namen ihrer hohen Regierungen erklären sich sodann die Unterzeichneten darüber einverstanden, dass den soeben ausgetauschten Urkunden die nachstehende Declaration beigelegt und ihr dieselbe Wirkung gegeben werde, als sei sie und die in ihr enthaltenen Abänderungen in den Text der Uebereinkunft selbst mit aufgenommen.

Declaration

in Bezug auf den Tractat der drei freien Hansestädte mit der Republik von Guatemala vom 25. Juni 1847.

1) Im Eingange im ersten Abschnitte soll es im spanischen Texte heissen, statt: „establecidas por medio" „protejidas por medio".

2) Der Schlusssatz des Artikel 4 ist dahin zu verstehen, dass auch die Bürger der Republik Hamburg in Guatemala von dem Dienste in der Bürgergarde jederzeit frei sein sollen, ohne dass die Bürger von Guatemala ein gleiches Recht in Hamburg geniessen. Deshalb ist man übereingekommen, im spanischen Texte unter Weglassung des Wortes „reciprocamente" am Ende den Worten „de las tres repúblicas mencionadas" die Worte „repúblicas Anséaticas" zu substituiren und ebenfalls im deutschen Text das Wort „gegenseitig" wegzulassen und vor „Republiken", „hanseatischen" hinzuzufügen, so dass der Schlusssatz laute:

„Den Dienst in der Bürgergarde mitumfasst, von welchem die Bürger der drei hanseatischen Republiken ebenfalls frei sein sollen."

3) Man ist übereingekommen, den Schlusssatz des Artikel 8. im deutschen Texte, in folgender, dem spanischen Texte mehr entsprechender Weise zu übersetzen:

„Und für die Ausführung sowohl dieses, als auch der andern im gegenwärtigen Vertrage enthaltenen Artikel wird erklärt, dass als Häfen der Republik Guatemala dermalen zu betrachten sind: an der Nordküste derjenige von Santo Thomas, zur Zeit als Entrepôthafen, Izabal als Haupthafen und zum Einclariren, und Teleman als Nebenhafen und zum Küstenhandel, und an der Südküste derjenige von Istapa als Haupthafen und zum Einclariren, so wie auch jeder andere Hafen, welcher künftighin dem Handel geöffnet werden möchte."

4) Im Artikel 11. ist im deutschen Texte nach „Re-

En nombre de sus altos Gobiernos declaran desde luego los infrascriptos haber convenido en que al documento cangeado en esto momento se añada la siguiente declaracion, dandole el mismo efecto que tendria, si ella y las mudanzas contenidas en alla estubiesen incluidas en el texto del mismo tratado.

Declaracion

referente al tratado de las tres Cindades libres Anséaticas con la República de Guatemala de 25. de Junio 1847.

1) En la introduccion en la primera seccion sedirá en el texto espanol en lugar de „éstablecidas por medio" „protejidas por medio".

2) La frase final del Articulo 4 ha de entenderse de esta manera, que tambien los ciudadanos de la República de Hamburgo deberan ser libres en todo tiempo del servicio de la Guardia Civica en Guatemala, sinque los ciudadanos de Guatemala, gozen del mismo derecho en Hamburgo. Por lo tanto se ha convenido en sustituir en el texto espanol al fin con omision de la palabra „reciprocamente" á las palabras „de las tres repúblicas mencionadas" las palabras „repúblicas Anséaticas" y de omitir igualmente en el texto aleman la palabra „gegenseitig" agregando delante de „Republiken", „hanseatischen" de manera que la frase final diga:

„comprende el dela guardia civica, „de cuya libertad deberan gozar los Ciudadanos de las tres Repúblicas Anséaticas."

3) Se ha convenido en traducir la frase final del Articulo 8. en el texto aleman del modo siguiente, que corresponde mejor al texto español:

„Und für die Ausführung sowohl dieses, als auch der andern im gegenwärtigen Vertrage enthaltenen Artikel wird erklärt, dass als Häfen der Republik Guatemala dermalen zu betrachten sind: an der Nordküste derjenige von Santo Tomas, zur Zeit als Entrepôthafen, Izabal als Haupthafen und zum Einclariren, und Teleman als Nebenhafen und zum Küstenhandel, und an der Südküste derjenige von Istapa als Haupthafen und zum Einclariren, so wie auch jeder andere Hafen, welcher künftighin dem Handel geöffnet werden möchte."

4) En el Articulo 11 ha de leerse en el texto aleman

publik Guatemala" statt „alle diejenigen der verschiedenen" zu lesen: „der einzelnen."

5) Man ist übereingekommen, der deutschen Uebersetzung des Schlusssatzes des Artikels 17, 4. folgende genauere Fassung zu geben:

„oder von irgend einem andern Stoffe, welche ausdrücklich zum Kriegsgebrauch zu Wasser und zu Lande zugerichtet und geformt sind."

Ferner hat man sich zu nachstehender deutschen Fassung des Schlusssatzes des Artikel 23., als dem spanischen Texte mehr entsprechend, vereinigt:

„Damit die Consuln und Viceconsuln der beiden contrahirenden Theile die Rechte, Vorzüge und Freiheiten, welche ihnen zufolge ihres öffentlichen Charakters zukommen, geniessen können, müssen sie, bevor sie ihre Functionen antreten, der Regierung, bei welcher sie ernannt sind, ihre Beglaubigung und Patent in gehöriger Form überreichen und, sobald sie hierauf das Exequatur erlangt haben, sollen sie als solche von den Behörden, Gerichtshöfen und Einwohnern ihres Consulatsdistricts gehalten und betrachtet werden."

Das gegenwärtige Protocoll ist von den dazu Bevollmächtigten in zwei gleichlautenden Abschriften unterzeichnet und besiegelt worden. Jeder derselben hat ein Exemplar zur Aushändigung an seine Regierung zu sich genommen.

Guatemala, 1sten October 1850.

(L. S.) (gez.) *C. Fr. R. Klée* Lt.

(L. S.) „ *Pedro N. Arriaga* Lt.

(L. S.)

despues de: „Republik Guatemala“ en lugar de: „alle diejenigen der verschiedenen“ — „der einzelnen.“

5. Se ha convenido en dar á la traduccion alemana de la frase final del Articulo 17, 4. la siguiente expresion mas exacta:

„oder von irgend einem andern Stoffe, welche ausdrücklich zum Kriegsgebrauch zu Wasser und zu Lande zugerichtet und geformt sind.“

Ademas se ha convenido en la siguiente expresion alemana de la frase final del Articulo 23 como mas equivalente al texto espanol:

„Damit die Consuln und Viceconsuln der beiden contrahirenden Theile die Rechte, Vorzüge und Freiheiten, welche ihnen zufolge ihres öffentlichen Charakters zukommen, geniessen können, müssen sie, bevor sie ihre Functionen antreten, der Regierung, bei welcher sie ernannt sind, ihre Beglaubigung und Patent in gehöriger Form überreichen und, sobald sie hierauf das Exequatur erlangt haben, sollen sie als solche von den Behörden, Gerichtshöfen und Einwohnern ihres Consulatsdistricts gehalten und betrachtet werden.“

El presente Protocole esta firmado y sellado por los respectivos apoderados en dos Copias iguales. Cada uno de ellos ha tomado un Exemplar para entre garlo á su Gobierno.

Guatemala, 1o de Octúbre de 1850.

(L. S.) (sign.) *Pedro N. Arriaga.* Lt.
(L. S.) „ *C. Fr. R. Klée.*

13.

Convention entre les villes libres et anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg et la République de Costa Rica pour l'accession de la dernière au traité du 25 juin 1847, conclu entre lesdites villes libres et anséatiques et la République de Guatemala. Signée à Guatemala, le 10 mars 1848).*

Texte allemand.

Die bis jetzt zwischen den freien Hansestädten und dem souverainen Staat der Republik von Costarica bestehenden Handels- und Schifffahrts-Verbindungen haben es als nützlich und vortheilhaft herausgestellt, dieselben auf eine bleibende Art zu bekräftigen und sicher zu stellen und die Regierungen der beiden Länder dazu bewogen, dies mittelst eines Tractats zu bewerkstelligen, und da ferner die Durchsicht des am 25. Juni 1847 zwischen den Hansestädten und der Republik von Guatemala abgeschlossenen Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Vertrages ergeben hat, dass alle darin enthaltenen Bestimmungen auch ebenso wohl auf den souverainen Staat der Republik von Costarica anwendbar sind, jedoch mit der Abweichung, welche die Local-Verhältnisse erfordern, so sind die zu diesem Zweck von ihnen ernannten respectiven Bevollmächtigten, nämlich für den Senat der Republik und freien Hansestadt Lübeck, den Senat der Republik und freien Hansestadt Bremen und den Senat der Republik und freien Hansestadt Hamburg, für Jeden allein, der Herr Carl Friedrich Rudolph Klée, ihr General-Consul in Centro-America, und für Se. Excellenz den Herrn Präsidenten des souverainen Staats der Republik von Costarica, der Herr Senator Doctor Don Nasario Toledo, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgetheilt und sie für richtig befunden, über die folgenden Artikel übereingekommen.

---

*) Les ratifications ont été échangées entre la république de Costa Rica et les villes libres de Hambourg et de Brême à Hambourg, le 11 janvier 1850. — Nous ignorons si la ville de Lubeck et la république de Costa Rica ont fait échanger les ratifications de cette convention. Le traité entre les villes libres et anséatiques et

13.

Convention entre les villes libres et anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg et la République de Costa Ricá pour l'accession de la dernière au traité du 25 juin 1847, conclu entre lesdites villes libres et anséatiques et la République de Guatemala. Signée à Guatemala, le 10 mars 1848).*

Texte espagnol.

Las relaciones establecidas hasta ahora sobre comercio y navegacion entre las Ciudades libres y Anseáticas y el Estado soberano, y República de Costarica, han demostrado cuan útil y conveniente es procurar sean afirmadas y establecidas de la manera mas permanente y han persuadido á los Gobiernos de ámbos paises á procurarlo por medio de un tratado, y habiéndose traido á la vista el de Amistad, Comercio y Navegacion concluido el 25. de Junio de 1847 entre las Ciudades Anseaticas y la República de Guatemala, y encontrándose que todas sus disposiciones, son aplicables asi mismo al Estado Soberano y República de Costarica, sin mas diferencia que las que exijen las circumstancias locales: estando nombrados á este efecto sus respectivos plenipotenciarios; á saber, por su Exelencia el Senor Presidente del Estado Soberano y República de Costarica, el Señor Senador Doctor Don Nasario Toledo, y por el Senado de la República y Ciudad libre y Anseatica de Lubeck, por el Senado de la República y Ciudad libre y Anseatica de Bremen, por el Senado de la República y Ciudad libre y Anseatica de Hamburgo, cada uno separadamente, el Señor Charles Frederico Rudolpfe Klée, su Consul General en Centro America, quienes despues de haberse comunicado sus plenos poderes, y hallándolos en buena forma, han convenido en los Articulos siguientes.

---

la République de Guatemala a été inséré dans cette convention dans sa forme originale, mais à en juger d'après les publications officielles qui en ont eu lieu à Hambourg et à Brême les gouvernements de ces villes libres sont convenus avec la République de Costa Rica des modifications indiquées dans la note précédente.

Art. 1. Der souveraine Staat der Republik von Costarica tritt in allen Theilen dem Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Vertrage, welcher am 25. Juni 1847 zwischen den Republiken und freien Hansestädten und der Republik von Guatemala abgeschlossen wurde, bei und genehmigt denselben, und die Republiken der freien Hansestädte nehmen diesen Beitritt des souverainen Staates der Republik von Costarica an.

Art. 2. Demzufolge werden alle Artikel des vorerwähnten Vertrags auf dieselbe Weise wie die gegenwärtige Uebereinkunft als zwischen den Republiken und freien Hansestädten und dem souverainen Staat der Republik von Costarica geschlossen und unterzeichnet angesehen. Die contrahirenden Parteien kommen überein und versprechen gegenseitig, Jede für sich, treu die Verpflichtungen und Bedingungen der gegenwärtigen Uebereinkunft auszuführen, und um jede Zweideutigkeit zu verhindern, haben sie beschlossen, dass der obenerwähnte Vertrag hier Wort für Wort eingeschaltet werde, wie folgt:

— — — — — — — —

Art. 3. In Bezug auf den 8. Artikel des vorstehenden Vertrags sollen in dem gegenwärtigen Vertrage als Häfen des souverainen Staats der Republik von Costarica angesehen werden, der von Moin im Atlantischen Ocean und der von Punta-Arenas im stillen Ocean, oder jeder andere, der in Zukunft an einem der beiden Meere angelegt werden würde.

Art. 4. Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt, und die Ratificationen desselben entweder in Guatemala oder Hamburg in dem Verlauf von 12 Monaten oder früher, wenn möglich, ausgeliefert werden. Dessen zur Urkunde haben die erwähnten Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und mit ihren respectiven Siegeln versehen.

Geschehen zu Guatemala den 10. März 1848.

(L. S.) *C. F. R. Klée.*

(L. S.) *Nasario Toledo.*

Art. 1. El Estado soberano y República de Costarica, accede y admite en todas sus partes el tratado de Amistad, Comercio y navegacion concluido en esta Ciudad el 25 de Junio de 1847 entre las Repúblicas y Ciudades libres y Anseaticas y la República de Guatemala, y las Repúblicas y Ciudades libres y Anseaticas, acceptan esta accesion de parte del Estado Soberano y República de Costarica.

Art. 2. Por tanto, todas los ârticulos del antedicho tratado, se tendrán como concluidos y firmados en la misma que la presente Convencion, entre las Repúblicas y Ciudades libres y Anseaticas y el Estado soberano y República de Costarica. Las partes contratantes convienen y prometen mutuamente á cada uno, ejecutar fielmente las Condiciones y obligaciones de la presente convencion, y á fin de impedir calquiera equivocacion, ha side acordado: que el susomencionado tratado, será incerto aqui palabra por palabra come sigue:

— — — — — — — —

Art. 3. Con respecto al Artículo Octavo del tratado anterior debe entenderse el presente, por puertos del Estado soberano y República de Costarica los de Moin en el Oceano Atlantico y el de Punta Arenas en el Oceano Pacífico ó cualquiera otro, que en lo sucesivo se habilitare en cualquiera de los dos mares.

Art. 4. La presente convencion será ratificada, y canjeadas las ratificaciones de ella en Guatemala ó en Hamburgo, dentro del termino de doce Mesis ó antes si fuere posible. En fé de lo cual los mencionados plenipotenciarios han firmado la presente convencion sellandola con sus sellos respectivos, fecha en Guatemala á 10. de Marzo de 1848.

(L. S.) *Nasario Toledo.*

(L. S.) *C. F. R. Klée.*

14.

Déclarations du roi et des chefs de l'Ancien Calabar portant la promesse de faire cesser les sacrifices humains, signées à Creek Town le 18 mars et à Duke Town le 20 mars 1848.

Eyo, King of the Old Calabar, hereby makes promise to Her Majesty the Queen of England,

That he will from this day henceforward use his utmost influence and power to induce his subjects and countrymen to abandon the practice of sacrificing Human Beings, either upon anniversaries or as offerings to the gods, or upon the occasion of the deaths of Kings, Chiefs, or their relations, or upon any pretext whatever.

Given under the hand and seal of King Eyo, at Creek Town, in the Old Calabar River, this 18th day of March, 1848.

King Eyo his × mark and signature.
(L. S.) *Eyo Honesty.*

Witnesses:
Alex. Murray Commander of H. M. sloop „Favorite."
John Beecroft, Governor of Fernando Po.
L. W. Peyton, Lieutenant of H. M. sloop „Favorite."
William Dewan, Clerk of H. M. sloop „Favorite."
Hope M. Waddell, Missionary, Old Calabar.

We, the undersigned Chiefs, in token of our joining in the foregoing promise, made by King Eyo to Her Majesty the Queen of England, have hereunto set our hands and seals, at Duke Town, in the Old Calabar River, this 20th Marsh, 1848.

(Suivent les signatures des chefs et des témoins).

---

*) L'Ancien Calabar ainsi que Bimbia, et Camerons, dont sera fait mention plus tard, se trouvent sur la côte qui dans un demi-cercle entoure l'île de Fernando Po.

15.

Convention entre le gouverneur militaire de Venise et le gouvernement provisoire de la dite ville pour l'évacuation de Venise par les troupes et autorités autrichiennes, signée le 22 mars 1848).*

Onde evitare lo spargimento del sangue, sua Eccellenza il Signor Conte Luigi Palffy, Governatore delle Venete Provincie, avendo udito da sua Eccellenza il Conte Giovanni Correr, Podestà di Venezia, ed assessori municipali e da altri cittadini a ciò deputati, che non è possibile raggiungere questo scopo senza che abbia luogo quanto sarà articolato qui sotto; nell' atto di doversi dimettere, come si dimise dalle sue funzioni, rimettendole nelle mani di sua Eccellenza il Signor Conte Ferdinando Zichy, Comandante della città e fortezza, ha raccomandato caldamente al Signor Comandante medesimo di voler avere riguardo a questa bella monumentale città, verso la quale egli ha sempre professato la più viva affezione ed il più leale attaccamento; locchè, gli piace nuovamente di ripetere. In conseguenza di che, essendosi il Signor Conte Zichy penetrato della stringenza delle circostanze, e nel medesimo desiderio di evitare un inutile spargimento di sangue, si devenne fra lui e gli sottoscritti a stabilire quanto segue:

I. Cessa in questo momento il Governo Civile e Militare, si di terra che di mare, che viene rimesso nelle mani del Governo Provvisorio che va ad istituirsi, e che istantaneamente viene assunto dai sottoscritti cittadini.

II. Le truppe del Reggimento Kinsky, e quelle dei Croati, l'artiglieria di terra, il corpo del genio, abbandoneranno la città e tutti i forti; e resteranno a Venezia le truppe Italiane tutte e gli uffiziali Italiani.

III. Il materiale di guerra di ogni sorte resterà in Venezia.

*) La copie de ce document qui se trouve imprimée dans les actes officiels communiqués au parlement anglais, et que nous reproduisons ici, ne porte pas de date.

IV. Il trasporto delle truppe seguirà immediatamente con tutti i mezzi possibili per la via di Trieste, per mare.

V. Le amiglie degli uffiziali e soldati che dovranno partire saranno guarentite, e saranno loro procurati i mezzi di trasporto dal Governo che va ad istituirsi.

VI. Tutti gl' impiegati civili Italiani e non Italiani saranno garantiti nelle loro persone famiglie ed averi.

VII. Sua Eccellenza il Signor Conte Zichy dà la sua parola d'onore di restare l'ultimo in Venezia, a guarentigia dell' esecuzione di quanto sopra. Un vapore sarà posto a disposizione dell' Eccellenza sua pel trasporto della sua persona e del suo seguito, e degli ultimi soldati che rimanessero.

VIII. Tutte le casse dovendo restar qui, saranno rilasciati soltanto i denari occorrenti per la paga e pel trasporto della truppa suddetta. La paga sarà data per tre mesi.

Fatto in doppio originale.

Conte Zichy,
Tenente-Maresciallo comandante della Città e Fortezza.

Giovanni Correr.
Luigi Michiel.
Dataico Medin.
Pietro Fabris.
Gio. Francesco Avesani.
Angelo Mengaldo,
Comandante.
Leone Pincherle.

Francesco Dott. Beltrame, testimonio.
Antonio Muzani, testimonio.
Constantino Alberti, testimonio.

16.

Déclaration du roi et des chefs de Bimbia portant la promesse de faire cesser les sacrifices humains, signée à Bimbia le 31 mars 1848.

King William, and the Chiefs of Bimbia, do solemnly promise to do away with the abominable, inhuman, and un-Christian like custom of sacrificing Human Lives on the death of any of their Chiefs, or on account of their superstitious practices.

Dated at King William's Town, Bimbia, this 31st day of March, 1848.

In the presence of:

King William, his ✕ mark.
Prince William, his ✕ mark.
Quan, his ✕ mark.
Nacco, his ✕ mark.
Dick, his ✕ mark.
Young Ambie, his ✕ mark.
Dick Merchant, his ✕ mark.
Duke Merchant, his ✕ mark.
John Bimbia, his ✕ mark.

Thos. Rodney Eden,
Captain of H. M. Ship „Amphitrite."
George Walker,
Senior Lieutenant of H. M. ship „Amphitrite."
John Beecroft,
Governor of Fernando Po.

Joseph Merrick,
Missionary of Bimbia.
Henry Ross Sanders,
Midshipman of H. M. ship „Amphitrite."
W. J. Strorus,
Clerk of H. M. ship „Amphitrite."

17.

Convention entre l'Autriche et les Etats-Unis d'Amérique pour l'extension de certaines stipulations du Traité de commerce et de navigation en date du 27 août 1829. Signée à Washington le 8 mai 1848).*

Texte allemand.

Nachdem Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und die Vereinigten Staaten von Nord-Amerika überein gekommen sind, die in dem Artikel XI. des Handels- und Schifffahrts-Tractates vom 27. August 1829 den beiderseitigen Staatsangehörigen für ihr bewegliches Vermögen zugesicherte Befreiung von Taxen und Abgaben auf alle Arten von Eigenthum auszudehnen, und ebenfalls die in dem Artikel X. erwähnten Handels- und Schifffahrts-Tractates den respectiven Consuln zugesicherten Befugnisse zu vermehren, so sind hiezu von beiden Seiten Bevollmächtigte ernannt worden, als nämlich von Seite Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich Allerhöchst dessen Geschäftsträger bei den Vereinigten Staaten Herr Johann Georg Hülsemann, und von Seite des Präsidenten der Vereinigten Staaten von Nord-Amerika Herr James Buchanan, Staats-Secretair der Vereinigten Staaten; welche Bevollmächtigte, nach vollzogener Auswechslung ihrer, in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, nachstehende Artikel festgesetzt und unterzeichnet haben:

Art. I. Den Staatsangehörigen eines jeden der abschliessenden Theile soll in den Staaten des anderen die Freiheit zustehen, über ihre beweglichen Güter durch Testament, Schenkung, oder auf andere Weise zu verfügen; deren Erben, durch Testament, oder ab intestato, oder durch Schenkung hiezu berechtigt, sollen, wenn sie die Staatsangehörigen des anderen der beiden abschliessenden Theile sind, ihnen in dem Besitze dieser

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington le 23 février. Le Reichsgesetzblatt de l'empire d'Autriche, publication officielle sur laquelle cette copie est prise, dit que le texte anglais est original

17.

*Convention entre l'Autriche et les Etats-Unis d'Amérique pour l'extension de certaines stipulations du Traité de commerce et de navigation en date du 27 août 1829. Signée à Washington le 8 mai 1848 *).*

Texte anglais.

His Majesty the Emperor of Austria and the United States of America having agreed, to extend to all descriptions of property the exemption from dues, or charges, which was secured to the personal goods of their respective citizens and subjects by the XIth Article of the Treaty of Commerce and Navigation, which was concluded between the Parties on the 27th August 1829, and also for the purpose of increasing the powers granted to their respective Consuls by the Xth Article of said Treaty of Commerce and Navigation, have named for this purpose their respective Plenipotentiaries, namely His Majesty the Emperor of Austria has conferred full powers on his Chargé d'Affaires to the United States John George Hülsemann, and the President of the United States of America upon James Buchanan, Secretary of State at the United States; who, after having exchanged their said full powers, found in due and proper form, have agreed to and signed the following Articles:

Art. I. The citizens or subjects of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal property within the states of the other, by testament, donation or otherwise; and their heirs, legatees and donees, being citizens or subjects of the other contracting party, shall succeed to their said personal property, and may take possession thereof, either by themselves or by others acting for them, and dispose of

---

et le texte allemand traduction, mais le traité lui-même et la publication qu'on en a faite en Amérique, prouvent que le texte allemand est tout de même original comme le texte anglais.

ihrer beweglichen Güter folgen, auch in Person sowohl, als durch andere, welche an ihrer Stelle handeln, davon Besitz ergreifen und nach Gutdünken damit schalten können, ohne andere Steuern zu bezahlen, als solche, welchen die Einwohner des Landes, worin sich die genannten Güter befinden, bei gleichem Anlasse unterworfen sind.

Art. II. Wenn durch den Tod irgend eines Besitzers von Immobilien oder Grundeigenthum, welche sich auf dem Gebiete des einen der abschliessenden Theile befinden, diese Immobilien, oder Grundeigenthum nach den Gesetzen des Landes auf einen Staatsangehörigen des andern Theiles übergehen sollen, so wird diesem, wenn er nach den Gesetzen des Landes, wo das unbewegliche Vermögen liegt, zu dessen Besitze unfähig ist, ein Aufschub von zwei Jahren gewährt, welcher Termin nach Umständen in angemessener Weise verlängert werden kann, um dieselben zu verkaufen, und um den Ertrag davon ohne Anstand und frei von allen andern Abgaben zu beziehen, als solchen, die in dergleichen Fällen den Einwohnern des Landes auferlegt werden, aus welchem dieser Ertrag exportirt wird.

Art. III. Im Falle der Abwesenheit der Erben wird man hinsichtlich der erwähnten beweglichen oder unbeweglichen Güter provisorisch ganz dieselbe Sorgfalt anwenden, welche man bei gleichem Anlasse hinsichtlich der Güter der Eingebornen angewendet hätte, bis der gesetzmässige Eigenthümer oder derjenige, welcher nach Artikel II. das Recht hat, dieselben zu verkaufen, Anordnungen zu treffen für gut finden wird, um die Erbschaft anzutreten, oder darüber zu verfügen.

Art. IV. Die hohen contrahirenden Theile gestehen einander die Befugniss zu, jeder in den Häfen des anderen selbst bestellte Consuln, Vice-Consuln, Handels-Agenten und Vice-Handels-Agenten zu unterhalten, welche die nämlichen Privilegien und Befugnisse, wie diejenigen der begünstigtesten Nationen geniessen sollen; wenn jedoch der eine oder der andere der genannten Consuln Handel treiben will, so sollen dieselben den nämlichen Gesetzen und Gebräuchen unterworfen seyn, welchen Privatpersonen ihrer Nation in demselben Orte unterliegen.

Die Consuln, Vice-Consuln, Handels- und Vice-Handels-Agenten sollen das Recht haben, als solche bei

the same at their pleasure, paying such duties only as the inhabitants of the country, where the said property lies, shall be liable to pay in like cases.

Art. II. Where, on the death of any person, holding real property or property not personal within the territories of one party, such real property would by the laws of the land, descend on a citizen or subject of the other, were he not disqualified by the laws of the country, where such real property is situated, such citizen or subject shall be allowed a term of two years, to sell the same, which term may be reasonably prolonged according to circumstances, and to withdraw the proceeds thereof, without molestation, and exempt from any other charges than those which may be imposed in like cases upon the inhabitants of the country, from which such proceeds may be whithdrawn.

Art. III. In case of the absence of the heirs, the same care shall be taken, provisionaly of such real or personal property, as would be taken in a like case at property belonging to the natives of the country, until the lawful owner or the person, who has a right to sell the same according to Article II., may take measures to receive or dispose of the inheritance.

Art. IV. The high contracting parties grant to each other the liberty of having, each in the ports of the other, Consuls, Vice-Consuls, Commercial-Agents, and Vice-Commercial-Agents of their own appointement, who shall enjoy the same privileges and powers, as those of the most favored nations; but if any of the said Consuls shall carry on trade they shall be subjected to the same laws and usages, to which private individuals of their nation are subjected in the same place.

The said Consuls, Vice-Consuls, Commercial- and Vice-Commercial-Agents shall have the right, as such,

Streitigkeiten, welche zwischen den Capitäns und Mannschaften der Schiffe der Nation, deren Interessen sie wahrzunehmen beauftragt sind, entstehen mögen, als Richter und Schiedsmänner zu handeln, ohne Dazwischenkunft der Ortsbehörden, wenn nicht etwa das Benehmen der Mannschaften oder des Capitäns die Ordnung oder Ruhe des Landes stört, oder die besagten Consuln, Vice-Consuln, Handelsagenten oder Vice-Handelsagenten deren Beistand zu Vollziehung oder Aufrechthaltung ihrer Entscheidungen in Anspruch nehmen. Es versteht sich jedoch, dass diese Art von Urtheil oder schiedsrichterlicher Entscheidung die streitenden Theile nicht des ihnen zustehenden Rechtes berauben soll, bei ihrer Zurückkunft an die richterliche Behörde ihres eigenen Landes sich zu wenden.

Die besagten Consuln, Vice-Consuln, Handelsagenten und Vice-Handelsagenten sind befugt, den Beistand der Ortsbehörden zur Aufsuchung, Festnehmung und Gefangensetzung der Deserteurs von den Kriegs- und Handels-Schiffen ihres Landes in Anspruch zu nehmen. Zu diesem Behufe haben sie sich schriftlich an die competenten Gerichte, Richter und Beamten zu wenden und die besagten Deserteurs zu reclamiren, indem sie durch Beibringung der Schiffsregister, Musterrollen der Mannschaften oder anderer ämtlicher Urkunden darthun, dass jene Individuen gesetzlich zu den Mannschaften gehören, und wenn diese Reclamation also begründet ist, so soll die Auslieferung nicht versagt werden.

Wenn dergleichen Deserteurs festgenommen sind, so sollen sie zur Verfügung der besagten Consuln, Vice-Consuln, Handelsagenten und Vice-Handelsagenten gestellt werden und können sie, auf Requisitionen und Kosten derer, welche sie reclamiren, in den öffentlichen Gefängnissen festgehalten werden, um auf die Schiffe, zu welchen sie gehören, oder auf andere desselben Landes, gesandt zu werden. Wenn sie aber binnen drei Monaten vom Tage ihrer Festnehmung an, nicht zurückgeschickt sind, so sollen sie in Freiheit gesetzt und wegen desselben Grundes nicht wieder verhaftet werden. Wenn jedoch befunden werden sollte, dass der Deserteur irgend ein Verbrechen oder Vergehen begangen hätte, wegen dessen er vor Gericht zu stellen wäre, so kann dessen Auslieferung ausgesetzt werden, bis das Gericht, vor welchem seine Sache anhängig ist, das Urtheil gespro-

to sit as judges and arbitrators in such differences as may arise between the masters and crews of the vessels belonging to the nation, whose interests are committed to their charge, whithout the interference of the local authorities, unless the conduct of the crews or of the captain should disturb the order or tranquillity of the country; or the said Consuls, Vice-Consuls, Commercial-Agents or Vice-Commercial-Agents should require their assistance in executing or supporting their own decisions. But this species of judgment or arbitration shall not deprive the contending parties of the right they have to resort, on their return, to the judicial authority of their own country.

The said Consuls, Vice-Consuls, Commercial-Agents and Vice-Commercial-Agents are authorised to require the assistance of the local authorities for the search, arrest and imprisonment of the deserters from the ships of war and merchant vessels of their country. For this purpose they shall apply in writing to the competent tribunals, judges and officers, and shall demand said deserters, proving by the exhibition of the registers of the vessels, the musterrolls of the crews, or by any other official documents, that such individuals form legally part of the crews; and on such claim being substantiated, the surrender shall not be refused.

Such deserters, when arrested, shall be placed at the disposal of the said Consuls, Vice-Consuls, Commercial-Agents and Vice-Commercial-Agents, and may be confined in the public prisons at the request and cost of those, who shall claim them, in order to be sent to the vessels, to which they belong, or to others of the same country. But if not sent back within three months from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall not be again arrested for the same cause. If however the deserter shall be found to have committed any crime or offence requiring trial, his surrender may be delayed, until the tribunal, before which his case shall be pending, shall have pronounced its sentence, and such sentence shall have been carried into effect.

chen haben und dieses Urtheil zur Vollstreckung gebracht seyn wird.

Art. V. Gegenwärtiger Vertrag soll vom Tage der Auswechslung der Ratifications-Urkunden zwei Jahre in Wirksamkeit bleiben. Doch erlischt selber nach Verlauf dieses Zeitraumes nur in dem Falle, wenn er von dem einen oder von dem andern Theile zwölf Monate früher aufgekündigt wurde. Geschieht keine Aufkündigung zu der bestimmten Frist, so dauert der Vertrag auf unbestimmte Zeit fort, bis eine der contrahirenden Mächte ihn aufkündigt, wo sodann derselbe zwölf Monate nach erfolgter Aufkündigung aufzuhören hat, wenn immer diese Aufkündigung geschehen sollte.

Art. VI. Gegenwärtiger Vertrag ist abgeschlossen worden, vorbehaltlich der Ratification Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich und vorbehaltlich der Ratification des Präsidenten der vereinigten Staaten von Nord-Amerika nach und mit dem Rathe und der Einwilligung des nordamerikanischen Senates, und es soll die Auswechslung der Ratifications-Urkunden innerhalb Jahresfrist vom Tage der Unterzeichnung des gegenwärtigen Vertrages angerechnet, oder früher, wenn es möglich ist, in Washington Statt finden.

Urkundlich dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten obenstehende Artikel sowohl in deutscher als englischer Sprache unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Ausgestellt zu Washington den achten Mai Ein Tausend acht Hundert und acht und Vierzig, im vierzehnten Jahre der Regierung Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich, und im Zwei und Siebenzigsten Jahre der Unabhängigkeit der vereinigten Staaten von Nord-Amerika.

Hülsemann m. p. (sign.) *Buchanan.*

Art. V. The present Treaty shall continue in force for two years, counting from the day of the exchange of its Ratifications; and if twelve months before the expiration of that period neither of the high contracting parties shall have announced by an official Notification to the other, its intention to arrest the operation of said treaty, it shall remain binding for one year beyond that time, and so on, until the expiration of the twelve months, which will follow a similar notification, what ever the time, at which it may take place.

Art. VI. This Convention is concluded subject to the Ratification of His Majesty, the Emperor of Austria, and of the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof; and the Ratifications thereof shall be exchanged in Washington within the term of one year from the date of the signature thereof, or sooner, if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the above articles, as well in german as in english and have thereto affixed their seals.

Done in the City of Washington on the Eight day of May, One Thousand Eight Hundred and Forty Eight, in the Fourteenth year of the reign of His Majesty the Emperor of Austria and in the Seventy Second year of the Independance of the United States of America.

(signed) *Buchanan.* *Hülsemann* m. p.

18.

Capitulation de Peschiera, signée à Cavalcaselle, le 30 mai 1848.

S. A. R. il Duca di Genova incaricato da S. M. il Re dell' assedio di Peschiera, col Maggiore d'Ettinghausen del reggimento delle frontiere, Ottocsani, munito di poteri dal Tenente-Maresciallo Eccellenza Barone. Rath, comandante della fortezza, hanno stabilito le seguenti condizioni per la resa della fortezza:

I. Questa sera le truppe di S. M. il Re occuperanno il forte di Mandella.

II. Le truppe di S. M. il Re entreranno domani 31 alle ore 7, ed occuperanno i bastioni ed i due forti Salvi e le porte.

III. Le truppe di S. M. l'Imperatore sortiranno alle ore 12 cogli onori della guerra. I signori ufficiali ed i sotto-ufficiali conserveranno le loro armi; in quanto ai soldati, dopo avere sfilato, le loro armi saranno incassate, ed in tal modo trasportate al seguito della guarnigione sotto scorta delle truppe Sarde per esser poi restituite all' arrivo della guarnigione sul suolo di S. M. l'Imperatore d'Austria.

IV. La fanteria conserverà i suoi tamburi, gli ussari le loro trombe colla facoltà di farne uso.

V. Gli ussari conserveranno i loro cavalli sino al sito dell' imbarco, dove saranno rimessi alla persona delegata da S. M. il Re per riceverli.

VI. Tutti i magazzini, munizioni da guerra, pezzi d'artiglieria ed oggetti in genere appartenenti al materiale di guerra saranno domattina rimessi agli ufficiali delegati da S. A. R. il Duca di Genova.

VII. Quanto alla strada da tenersi, le truppe coi loro ufficiali passeranno per Desenzano, Brescia, Cremona, Piacenza, Parma, Modena, Bologna ed Ancona, dove saranno imbarcate per la Croazia, e per quanto possibile sbarcate a Segna.

VIII. Quanto a S. E. ed agli altri ufficiali non addetti alle truppe, siccome pure gl'impiegati, prenderanno essi quella strada che più loro conviene.

IX. Le truppe tutte promettono, sotto parola, di non servire durante la presente guerra nè contro le armi di S. M. il Re, nè contro i suoi alleati dell' Italia.

X. Il governo di S. M. s'incarica di fornire tutti i mezzi di trasporto che possono occorrere pel trasporto dei signori ufficiali, per gli ammalati e per i bagagli.

XI. Nella marcia i signori ufficiali saranno trattati riguardo agli alloggiamenti come quelli di S. M. come pure i soldati saranno messi a coperto, ed il più possibile sulla paglia.

XII. I sotto-ufficiali e soldati riceveranno in marcia le razioni di viveri ed il prestito come i soldati di S. M. il Re.

XIII. I signori ufficiali riceveranno il trattamento pari al rispettivo grado dell' armata di S. M. in campagna.

XIV. Il commissario s'intenderà col Comandante delle truppe e della scorta per il riparto delle tappe.

XV. S. A. R. si compiace di rendere la giustizia dovuta alla guarnigione di Peschiera per la valorosa difesa da essa fatta.

Cavalcaselle, 30 maggio 1848.

D'Ettinghausen.
Maggiore nel reggimento degli Ottocsani, munito di poteri dal Comandante della fortezza di Peschiera.

Ferdinando di Savoia.
Direttore generale dell' assedio di Peschiera.

19.

Convention entre la Sardaigne et le gouvernement provisoire de la Lombardie, pour la réunion de la Lombardie à la Sardaigne, signée le 13 Juin 1848).*

Art. I. Tosto che il Rè col Parlamento Sardo avrà dichiarato di accettare la fusione quale fu votata dal popolo Lombardo in base alla legge 12 Maggio scorso, la Lombardia e gli Stati Sardi costituiranno un solo Stato.

Art. II. Finchè l'accettazione suespressa della fusione non sia avvenuta, il Governo Provvisorio Centrale della Lombardia continuerà nell' esercizio degli attuali suoi poteri. Dall' epoca dell' accettazione suddetta in poi la Lombardia sarà transitoriamente governata colle norme infra stabilite.

Art. III. Al popolo Lombardo sono conservate e guarentite nella forma ed estensione attuale di diritto e di fatto, la libertà della stampa, il diritto d'associazione, e la istituzione della guardia nazionale.

Art. IV. Immediatamente dopo la promulgazione della legge che ammette la fusione dei due Stati, il potere esecutivo sarà esercitato dal Rè col mezzo d'un Ministero responsabile verso la nazione rappresentata dal Parlamento.

Art. V. Gli atti pubblici verranno intestati in nome di Sua Maestà il Rè Carlo Alberto.

Art. VI. Sono mantenute in vigore le leggi ed i regolamenti attuali della Lombardia.

Art. VII. Il Governo del Rè non potrà conchiudere trattati politici o di commerci senza concertarsi previamente con una Consulta straordinaria composta dei membri attuali del Governo Provvisorio di Lombardia.

Art. VIII. La Legge Elettorale per l'Assemblea Costituente sarà promulgata entro un mese dall' accettazione della fusione. Contemporaneamente alla promulgazione della legge stessa sarà convocata la comune Assemblea Costituente la quale dovrà effettivamente riunirsi nel più

*) Voir une traduction française Tom. XII. p. 459.

breve termine possibile e no mai più tardo del giorno 1 Novembre prossimo futuro.

Art. IX. La Legge Elettorale sarà fondata sulle seguenti basi:

a. Ogni cittadino che abbia compiuto l'età d'anni 21 è elettore, salve le seguenti eccezioni, cioè:

Nei paesi soggetti allo Statuto Sardo sono escluse le persone che si trovano colpite d'esclusione a termini della legge 17 Marzo prossimo passato.

Nella Lombardia i cittadini in istato d'interdizione giudiziaria, eccetto i prodighi.

I cittadini in istato di prorogata minore età.

Quelli che furono condannati o che sono inquisiti per delitti non che per reati commessi con offesa del pubblico costume o per cupidigia di luoro: nella quale seconda categoria però non si riterranno compresse le contravvenzioni di finanza o di caccia.

Quelli sui beni dei quali è aperto il concorso de' creditori qualora pel fatto del loro fallimento sia stata contro di loro pronunciata in via civile condanna all' arresto.

I cittadini che hanno accettato da uno Stato estero all' Italia un pubblico impiego civile o militare qualora non provino di avervi rinunciato, eccettuati i Consoli degli Stati esteri e loro addetti.

b. Il numero dei Deputati determinato nel rapporto di uno pei 20 ai 25 mila abitanti.

c. Per la Lombardia non avente circondarii elettorali si seguiranno i riparti amministrativi attuali, ed il riparto e la nomina dei Deputati si farà per provincie.

d. Il suffragio è diretto per ischeda segreta.

20.

Arrêté de l'Assemblée Venétienne pour la réunion de Venise à la Sardaigne, en date du 4 juillet 1848.

Obbediendo alla suprema necessità che la Italia intera sia liberata dallo straniero, ed all' intento principale di continuare la guerra dell' indipendenza con la maggiore efficacia possibile, come Veneziani, in nome e per l'interesse della Provinzia di Venezia, e come Italiani, per l'interesse di tutta la nazione, votiamo l'immediata fusione della città e provincia di Venezia negli Stati Sardi con la Lombardia, e alle condizioni stesse della Lombardia, con la quale in ogni caso intendiamo di restare perfettamente incorporati, seguendone i destini politici, unitamente alle altre provincie Venete.

21.

Décret du gouvernement provisoire de Venise publiant la loi sarde en date du 27 juillet 1848, relative à la réunion de Venise à la Sardaigne. Signé à Venise 6 août 1848.

L'immediata unione della città e provincia di Venezia, quale fu votata dall' Assemblea dei nostri rappresentanti, venne ammessa dalla Camera dei Deputati e dal Senato, nonchè sancita da Sua Altezza Serenissima il Principe Luogotenente, a nome di Sua Maestà il Rè di Sardegna, colla Legge del 27. Luglio p. p.

Essendo ciò stato ufficialmente comunicato al Governo Provvisorio di Venezia mediante dispaccio ministeriale del 29. Luglio, con incarico contemporaneo di farne la relativa pubblicazione, esso Governo

Decreta:

La Legge 27 Luglio decorso, quale è compresa nel presente decreto, viene pubblicata per ogni suo effetto. (Segue la legge).

Eugenio, Principe di Savoja-Carignano, Luogotenente-Generale di Sua Maestà nei Regii Stati in assenza della Maestà Sua.

Vista la deliberazione del dì quattro corrente mese della città e provincia di Venezia stata presentata a Sua Maestà da speciale deputazione al quartier Generale di Roverbella nel successivo giorno dodici, secondo la quale deliberazione è generale voto di quella popolazione di unirsi al nostro Stato;

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato:

Noi, in virtù dell' autorità che ci è delegata, abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

I. L'immediata unione della città e provincia di Venezia, votata dall' Assemblea de' suoi rappresentanti, è accettata.

La città e la provincia di Venezia formano cogli Stati Sardi e cogli altri già uniti, un solo regno, alle condizioni contenute nelle leggi d'unione colla Lombardia.

II. Per le Provincie Venete vi sarà una Consulta

Straordinaria come per quelle di Lombardia. Essa sarà composta degli attuali Membri del Governo Provvisorio di Venezia, e dei due Membri per ciascuno dei comitati delle quattro provincie di Padova, Vicenza, Treviso, e Rovigo, contemplati nelle dette leggi d'unione.

Quando le tre provincie di Verona, Udine, e Belluno, si riuniscano anch' esse agli Stati medesimi, potranno inviare alla Consulta stessa due Deputati per ciascheduna.

I Ministri Segretari di Stato sono incaricati della esecuzione della presente legge, la quale sarà sigillata col sigillo dello Stato pubblicata nella città e comuni della provincia di Venezia, ed inserita negli atti del Governo.

Dato in Torino, addì ventisette Luglio, mille ottocento quarantotto.

Venezia, 6 Agosto, 1848.

Eugenio di Savoja:

V. Sclopis.
V. Di Revel.
V. Gazelli, pel Controllore - Generale.

Vincenzo Ricci.

Castelli, Presidente.
Camerata.
Paolucci.
Martinengo.
Cavedalis.
Reali.

22.

Convention entre le Pro-Légat Papal et le Prince François Lichtenstein, général autrichien, pour régler les relations entre la citadelle et la ville de Ferrara, signée le 14 juillet 1848). Traduction de l'Italien.*

To regulate for the future the mutual relations between the town and the citadel, the following Convention was agreed on: —

I. The citadel is to be provisioned by the town for two months, and these stores regarded as a reserve. The Commandant will give in a list of the various articles required.

II. All the various wants of the garrison may be purchased in the town, and no escort is necessary for that purpose, the ingress and egress from the citadel is particularly guaranteed to every one.

III. The correspondence by post, by Santa Maria Maddalena, is to be established, and a non-commissioned officer to take and receive these letters, in the same manner as was in practice before the late occurrences.

IV. The Austrian military hospital remains in the town, together with all persons belonging to it; and these latter may go back and forward without hindrance.

V. In the citadel, those works which the engineer officers deem necessary are to be undertaken.

VI. In case the evacuation of the citadel should be decided on, in pursuance with the orders of His Imperial Majesty or of the Commander-in-chief, the retreat is to take place with all the honours of war, as also with all the artillery, military stores, and baggage. The town of Ferrara engages to furnish the necessary means of transport to the Imperial frontier. The requisite provisions to be furnished to the officers and men under my command during their stay at Ferrara. In consideration of the respect which His Majesty, our most gracious Emperor,

---

*) Voir Tom. XI p. 222 et XII p. 357. Cette traduction se trouve dans la Correspondance relative aux affaires de l'Italie Part. III., presentée au parlement anglais par le ministère.

has for the Holy Father, I will abstain from every act of hostility against the town and its inhabitants; and after the conclusion of the above Convention, and the delivery of the provisions which the Ist Article treats of, I will retire with my troops.

Given in the citadel of Ferrara, July 14, 1848.

P. S.

I request the respected Legation to conclude the above Convention in the course of this day, and at the same time to agree to the condition, that from the moment of my departure from here, till my arrival at Pontelagoscuro, no act of hostility shall be had recourse to against me, either by the Papal troops or their allies; in the contrary case, I shall be compelled to oppose such act by all the means at my disposal.

Ferrara as above.

Agreed to *Count Lovatelli*, Prolegate.

Agreed to *P. Francis Lichtenstein.*

The Ist Article is to be changed as follows: — If the garrison should quit the citadel, the two month's provisions in store to be returned to the town of Ferrara, provided that the garrison has never been prevented purchasing what it is required. Agreed to.

23.

*Convention d'armistice entre l'armée Sarde et l'armée Autrichienne signée à Milan, le 9 août. 1848 *).*

I. La linea di demarcazione fra i due eserciti, sara la frontiera medesima dei rispettivi Stati.

II. Le fortezze di Peschiera, Rocca d'Anfo ed Osopo saranno evacuate dalle truppe Sarde ed alleate, e rimesse a quelle di S. M. Imperiale. La consegna di ciascuna di queste piazze avrà luogo tre giorni dopo la notificazione della presente Convenzione.

In queste piazze tutto il materiale di dotazione appartenente all' Austria sarà restituito. Le truppe uscenti porteranno con esse tutto il loro materiale, armi, munizioni ed effetti di vestiario quivi introdotti, e rientreranno per tappe regolari e per la via più breve negli Stati di S. M. Sarda.

III. Gli Stati di Modena, di Parma e la città di Piacenza col territorio che le è assegnato come piazza di guerra, saranno evacuati dalle truppe di S. M. il Re di Sardegna tre giorni dopo la notificazione della presente.

IV. Questa Convenzione si estenderà parimente alla città di Venezia e alla terraferma Veneziana; le forze militari di terra e di mare Sarde lascieranno la città, i forti ed i porti di questa piazza per rientrare negli Stati Sardi. Le truppe di terra potranno effettuare la loro ritirata per terra e per tappe sovra una strada da determinarsi.

V. Le persone e le proprietà nei luoghi precitati sono poste sotto la protezione del Governo Imperiale.

VI. Quest' armistizio durerà sei settimane per dar corso alle negoziazioni di pace, ed a termine spirato sarà o prolungato di comune accordo, o denunziato otto giorni prima della ripresa delle ostilità.

---

*) Texte original dont la traduction se trouve Tome XII p. 471.

VII. Saranno reciprocamente nominati comm issarii per la più facile ed amichevole esecuzione dei suddetti articoli.

Quartier generale, Milano 9 agosto 1848.

Conte Salasco

Luogotenente Generale Capo dello Stato Maggior Generale dell' Esercito Sardo.

Hess

Luogotenente Generale Quartier Mastro Generale dell' Esercito Austriaco.

24.

Convention d'armistice entre l'Autriche et la Sardaigne, signée à Novare, le 26 mars 1849).*

Victor-Emmanuel, roi de Sardaigne, à qui S. M. le roi Charles-Albert, au moment de son abdication, a confié le commandement en chef de l'armée, vu les circonstances de la guerre, a conclu avec S. Exc. le maréchal comte de Radetzki une suspension d'hostilités, dont les conditions, que les Parties contractantes s'obligent à suivre fidèlement, sont les suivantes:

1. Le roi de Sardaigne donne l'assurance positive et solennelle qu'il se hâtera de conclure, avec S. M. l'empereur d'Autriche, un traité de paix dont cet armistice serait le prélude.

2. Le roi de Sardaigne dissoudra, aussitôt que possible, les corps militaires formés de Lombards, Hongrois et Polonais, sujets de S. M. l'empereur d'Autriche, en se réservant toutefois de conserver dans son armée quelques officiers desdits corps, suivant ses convenances. S. Exc. le maréchal comte Radetzky s'engage, au nom de S. M. l'empereur d'Autriche, à ce que pleine et entière amnistie soit accordée à tous lesdits militaires lombards, hongrois et polonais qui rentreront dans les États de S. M. I. et R.

3. Le Roi de Sardaigne permet, pendant la durée de l'armistice, l'occupation militaire, par 18,000 hommes mes d'infanterie et 2,000 de cavalerie de troupes de S. M. l'empereur, du territoire compris entre le Pô, la Sesia et le Tessin, et de la moitié de la place d'Alexandrie. Cette occupation n'aura aucune influence sur l'administration civile et judiciaire des provinces comprises dans le territoire susdit.

Lesdites troupes, au nombre total de trois mille, pourront fournir la moitié de la garnison de la ville et citadelle d'Alexandrie, tandisque l'autre moitié sera fournie par les troupes sardes. La parole de S. M. le roi est le garant de la sûreté de cette troupe de S. M. l'empereur.

---

*) La convention n'a été rédigée qu'en langue française.

Les troupes autrichiennes auront libre la route de Valence à Alexandrie pour leur communication avec la garnison de ladite ville et citadelle.

L'entretien de ces vingt mille hommes et deux mille chevaux, par le gouvernement sarde, sera fixé par une commission militaire.

Le roi de Sardaigne fera évacuer, sur la rive droite du Pô, tout le territoire des duchés de Plaisance, de Modène, et du grand-duché de Toscane, savoir, tous les territoires qui n'appartenaient pas avant la guerre aux Etats sardes.

4. L'entrée de la moitié de la garnison, dans la forteresse d'Alexandrie, à fournir par les troupes autrichiennes, ne pouvant avoir lieu qu'en trois ou quatre jours, le roi Sardaigne garantit l'entrée regulière de ladite partie de la garnison dans la forteresse d'Alexandrie.

5. La flotte sarde, avec toutes les voiles et tous les bateaux à vapeur, quittera l'Adriatique, dans l'espace de quinze jours pour se rendre dans les Etats sardes. Le roi de Sardaigne donnera l'ordre le plus péremptoire à ses troupes, et invitera ses autres sujets qui pourraient se trouver à Venise, de rentrer immédiatement dans les Etats sardes, sous peine de ne plus être compris dans une capitulation que les autorités militaires impériales pourraient conclure avec cette ville.

6. Le roi de Sardaigne promet, afin de montrer son vrai désir de conclure une paix prompte et durable avec S. M. l'empereur d'Autriche, de réduire son armée sur le pied ordinaire de la paix, dans le plus court espace de temps.

7. Le roi de Sardaigne, ayant le droit de déclarer la guerre et de faire la paix et par conséquent aussi de conclure un armistice comme préliminaire de la paix regarde, par cette raison même, cette convention de l'armistice inviolable.

8. Le roi de Sardaigne enverra immédiatement un plénipotentiaire muni de pleinspouvoirs ad hoc dans une ville quelconque, à choisir de commun accord, pour y entamer les ouvertures de la paix.

9. La paix même, et ses conditions particulières, seront faites indépendamment de cet armistice et d'après les convenances réciproques des deux gouvernements. S. Exc. le maréchal comte Radetzky se fait un devoir de prévenir sans retard la cour impériale du désir réel de S.

M. sarde de conclure une paix durable avec S. M. impériale et royale.

10. La présente convention d'armistice est obligatoire pour tout le temps de la durée des négociations de la paix, et, en cas de leur rupture, l'armistire devra être dénoncé dix jours avant la reprise des hostilités.

11. Les prisonniers de guerre seront restitués immédiatement par les deux parties contractantes.

12. Les troupes impériales arrêteront leurs mouvements, et celles qui ont déjà passé la Sesia rentreront dans le territoire désigné ci-dessus pour l'occupation militaire.

Novare, le 26. mars 1849.

Victor Emmanuel. *Radetzki.*

Chrzanowsky, major général de l'armée.

25.

Acte solennel d'abdication du roi Charles Albert de Sardaigne, signé à Tolosa le 3 avril 1849).*

En la maison d'hôtellerie de Pierre Sistiago, sise en la rue del Correo, de cette ville de Tolosa, le 3 avril 1849, devant moi Juan Fermin de Furum Darena, greffier public de S. M., notaire des royaumes et secrétaire de la municipalité de cette capitale, en présence du marquis Charles Ferraro della Marmora, prince Macerano, premier aide-de camp de S. M. le roi de Sardaigne, et du comte Gustave Ponza de San-Martino, intendant général, à comparu en personne, Charles-Albert de Savoie, roi abdicataire de Sardaigne, lequel déclare vouloir confirmer et ratifier de sa propre et libre volonté, l'acte verbal par lui fait à Novare, dans la soirée du 23 mars dernier;

Acte en vertu duquel il a abdiqué la couronne du royaume de Sardaigne et de tous les Etats qui en dépendent, en faveur de son fils aîné, Victor-Emmanuel de Savoie; à cette fin que la présente déclaration ait l'authenticité nécéssaire et qu'elle sorte les effets qu'elle doit produire, il signe de sa propre main, conjointement avec les personnes susnommées, et en la présence de MM. Antonio Vicente de Parga chef politique supérieur de cette province de Guipuzcoa, et Xavier de Barenitzlegri, député général de la province.

En foi de tout ce que dessus et de ce que les deux derniers m'ont constaté l'identité des trois premiers, j'ai moi-même, greffier, signé cejourd'hui avec tous les susnommés.

Charles Albert, C. Ferraro della Marmora, Gustave Ponza de San-Martino, A. V. de Parga, Xavier de Barenitzlegri, devant moi,

Juan Fermin de Furum Darena.

J'ai Juan Fermin de Furum Darena, greffier public de S. M., notaire du royaume et secrétaire de la municipalité de cette capitale de Guipuzcoa, été présent à la

*) L'acte est rédigé en langue espagnole. Nous reproduisons la traduction française que porte le Moniteur Universel du 26 avril 1849.

passation de la minute qui demeure consignée au registre courant des actes authentiques tenu par mon fils José Maria, également greffier de S. M. et du ressort de cette ville de Tolosa; je m'y réfère; et en foi de ce que dessus et de ce que leur première expédition est fidèle et conforme, et la minute, je la signe et parafe sur ce papier ordinaire, attendu que l'on ne se sert pas de papier timbré en cette province.

Juan Fermin de Furum Darena.

Suivent: 1°. La légalisation de la signature du notaire Juan Fermin de Furum Darena par le licencié Juan Francisco de Arrizabalaga, avocat près les tribunaux du royaume, premier adjoint de l'alcade de Tolosa, exerçant les fonctions de juge de première instance de l'arrondissement, en date, à Tolosa, du 3 avril 1849;

2°. La légalisation de cette dernière signature par Antonio Vicente de Parga, chevalier de l'ordre très-vénéré de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur de l'ordre espagnol royal et distingué de Charles III, chef politique supérieur de la province de Guipuzcoa, même date;

3°. La légalisation de cette dernière signature par le comte de San Luis, ministre de l'intérieur du royaume, en date, à Madrid, du 6 avril 1849;

4°. Les légalisations de cette dernière signature par D. Pedro Jose Pidal, marquis D. Pidal, chevalier grand-croix de l'ordre espagnol royal et distingué de Charles III, et prémier secrétaire d'Etat des affaires étrangères, en date, à Madrid, du 6 avril 1849;

5°. Les légalisations de cette dernière signature par le secrétaire de la légation de Sardaigne A. Taliacarne, en date, à Madrid, du 7 avril 1849.

26.

*Traité de paix, entre l'Autriche et la Sardaigne, signé à Milan, le 6 août 1849, avec les ratifications des parties contractantes, les actes d'accession des Duchés de Modène et de Parme, et les actes d'acceptation de l'Autriche *).*

a. Traité de paix.

Au Nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, de Bohême, de la Lombardie et de Venise etc. etc. etc. etc.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, de Chypre, de Jérusalem etc. etc.

---

*) Nous sommes à même d' ajouter ici, d'après une copie privée, le projet de paix dont les plénipotentiaires sardes étaient munis à l'ouverture des conférences:

S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. le Roi de Sardaigne ayant également à coeur de mettre fin aux calamités de la guerre et de rétablir les anciennes relations d'amitié et de bonne intelligence qui ont subsisté entre leurs états respectifs, ont résolu de procéder sans délai à la conclusion d'un traité de paix définitif et ont en conséquence nommé pour leurs Plénipotentiaires savoir:

S. M. l'Empereur d'Autriche . . . .

S. M. le Roi de Sardaigne . . . .

lesquels après avoir reconnus leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

1. Il y aura à l'avenir et pour toujours paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. le Roi de Sardaigne, leurs héritiers et successeurs, leurs états et sujets respectifs.

2. Tous les traités et conventions conclus entre — et — qui étaient en vigueur au mois de Mars 1848 sont pleinement rappelés et confirmés ici.

3. Les limites entre les états de — et les états de — seront telles qu'elles existaient avant le commencement de la présente guerre en 1848.

4. S. M. le Roi de Sardaigne n'ayant été mûe par aucune idée d'agrandissement de Ses états en entreprenant la guerre à laquelle le présent traité est destiné à mettre fin, renonce tant pour Elle que pour ses héritiers et successeurs à tout titre comme à toute prétention sur les pays situés au delà des limites ci-dessus désignées et qui constituent le royaume lombardo-vénitien, et de son côté S. M. l'Empereur d'Autriche n'étant pas dans l'intention de faire servir le

ayant également à coeur de mettre fin aux calamités de la guerre et de rétablir les anciennes relations d'amitié et de bonne intelligence, qui ont subsisté entre Leurs Etats respectifs, ont résolu de procéder sans délai à la conclusion d'un Traité de paix définitif, et ont, en conséquence, nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche etc. etc. le Sieur Charles Louis Chevalier de Bruck, Chevalier de l'ordre Impérial de Léopold, Son Ministre du Commerce et des travaux publics;

Sa Majesté le Roi de Sardaigne etc. etc. le Sieur Charles Beraudo Comte de Pralormo, Grand-Croix de l'Ordre Royal de St. Maurice et Lazare et de celui Impérial de la couronne de fer, Son Ministre d'Etat; — le Sieur Joseph Chevalier Dabormida, Chevalier de l'ordre Royal de St. Maurice et Lazare, Son Général d'Artillerie et Son Aide de Camp; — le Sieur Charles Chevalier Bon-Compagni de Montebello, Chevalier de

---

succès de ses armes à se délier des engagemens (pris) envers ses sujets italiens, soit par les déclarations de son auguste aïeul contenues dans l'acte de notification du 16 avril 1815 les patentes qui érigeaient en royaume les provinces lombardo-vénitiennes, soit tout récemment par la constitution, qu'Elle a Elle-même octroyée à Ses peuples en date d'Olmütz le 4. mars dernier, confirme en faveur de ses sujets italiens la reconnaissance de leur propre autonomie et de l'inviolabilité de leur nationalité. L'empereur s'éngage en outre à accorder pleine et entière amnistie à ceux de ses sujets qui auraient pris une part quelconque à l'insurrection et à la guerre passée, de manière qu'ils ne puissent être inquiétés ni dans leurs personnes ni dans leurs propriétés sous aucun prétexte à raison de leur conduite ou de leurs opinions politiques.

5. Le Roi de Sardaigne s'engage à payer à l'Empereur la somme de 70 millions de francs à titre d'indemnité des frais de la guerre de toute nature et espèce quelconque, quelsque soient ou puissent avoir été les dommages soufferts pendant la guerre par le gouvernement autrichien et par ses sujets, villes, corps moraux ou corporations sans aucune exception.

6. Le payement de l'indemnité susdite sera répartie de manière à ce que le Roi de Sardaigne puisse y faire face sans compromettre la fortune publique et dans les limites des ressources du pays. Une convention spéciale et séparée règlera les termes, les conditions et le mode des paiemens de ladite indemnité.

7. L'Empereur s'engage de Son côté à faire évacuer entièrement par les troupes autrichiennes, aussitôt après la stipulation du présent traité, les états du Roi de Sardaigne, soit le territoire sarde dans les limites établies par l'article III de ce traité.

8. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées au bout de 14 jours ou plutôt si faire se pourra.

M 2

l'Ordre Royal de St. Maurice et Lazare, Président de Cour d'Appel; lesquels après avoir reconnu leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. I. Il y aura à l'avenir et pour toujours paix, amitié et bonne intelligence entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Leurs héritiers et successeurs, Leurs Etats et sujets respectifs.

Art. II. Tous les Traités et Conventions conclus entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, qui étaient en vigueur au 1 Mars 1848, sont pleinement rappelés et confirmés ici, autant qu'on n'y déroge pas par le présent Traité.

Art. III. Les limites des Etats de Sa Majesté le Roi de Sardaigne du côté du Pô et du côté du Tesin seront telles qu'elles ont été fixées par les paragraphes 3, 4 et 5 de l'article LXXXV de l'Acte final du Congrès de Vienne du 9 juin 1815, c'est à-dire, telles qu'elles existaient avant le commencement de la guerre, en 1848.

Art. IV. Sa Majesté le Roi de Sardaigne, tant pour Elle que pour ses héritiers et successeurs, renonce à tout titre comme à toute prétention quelconque sur les pays situés au delà des limites désignées aux susdits paragraphes de l'Acte précité du 9 Juin 1815. — Toutefois le droit de reversibilité de la Sardaigne sur le Duché de Plaisance est maintenu dans les termes des Traités.

Art. V. Son Altesse Royale l'Archiduc, Duc de Modène, et Son Altesse Royale, l'Infant d'Espagne Duc de Parme et de Plaisance seront invités à accéder au présent Traité.

Art. VI. Ce Traité sera ratifié, et les ratifications de même que les actes d'accession et d'acceptation en seront échangées dans le terme de quatorze jours ou plus tôt si faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé, et muni du cachet de leurs armes.

Fait à Milan, le 6 août 1849.

Bruck m. p. (L. S.)

C. de Pralormo m. p. (L. S.)
G. Dabormida m. p. (L. S.)
C. Bon Compagni m. p. (L. S.)

Articles séparés et additionnels au Traité de paix.

Art. 1. Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage à payer à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche la somme de soixante-quinze millions de francs à titre d'indemnité des frais de la guerre de toute nature, et de dommages soufferts pendant la guerre par le Gouvernement Autrichien, et par ses sujets, villes, corps moraux ou corporations, sans aucune exception, ainsi que pour les réclamations qui auraient été élevées pour la même cause, par Leurs Altesses Royales, l'Archiduc, Duc de Modène et l'Infant d'Espagne, Duc de Parme et de Plaisance.

Art. II. Le payement de la somme de soixante-quinze millions de francs stipulé par l'article précédent sera effectué de la manière suivante:

Quinze millions de francs seront payés en argent comptant moyennant un mandat payable à Paris, à la fin du mois d'octobre prochain, sans intérêts, qui sera remis au Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur au moment de l'échange des ratifications du présent Traité.

Le payement des soixante millions restants doit avoir lieu en dix versements successifs, à effectuer de deux en deux mois à raison de six millions chacun en argent comptant, à commencer du premier terme qui sera en échéance à la fin de décembre prochain, avec l'intérêt à cinq pour cent sur le montant du terme à payer. Pour chaque terme les intérêts seront calculés à dater du premier du mois qui suivra celui dans lequel les ratifications du présent Traité seront échangées.

Pour garantie de l'exactitude de ce payement, le Gouvernement Sarde remettra en dépôt à celui de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, au moment de l'échange des ratifications du présent Traité, soixante Inscriptions d'un million de francs chacune en capital, soit de cinquante-mille francs de rente chacune sur le Grand-Livre de la dette publique de la Sardaigne. Ces Inscriptions seront restituées au Gouvernement de Sa Majesté Sarde au fur et à mesure des versements qui seront effectués à Vienne, en lettres de change sur Paris, comme il est stipulé ci-dessus.

Si le Gouvernement Sarde, par quelque motif que ce soit, manquait de retirer ces Inscriptions et de faire les versements stipulés, il est entendu que, deux mois après

l'échéance du terme non payé, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique serait autorisé, par ce fait même, à faire vendre chaque fois à la Bourse de Paris des rentes pour la somme échue de sixmillions, soit trois cent-mille francs de rente. Le déficit qui pourrait en résulter, comparativement à leur valeur nominale, serait à charge du Gouvernement de Sa Majesté Sarde, et le montant en devra être payé par lui dans le plus bref délai possible, en lettres de change sur Paris, conjointement avec les intérêts échus qui seraient calculés jusqu'au jour où ce payement aura effectivement lieu.

Art. III. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche s'engage de son côté à faire évacuer entièrement par les Troupes Autrichiennes dans le terme de huit jours après la ratification du présent Traité, les Etats de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, soit le territoire Sarde, dans les limites établies à l'article 3. du Traité de paix de ce jour.

Art. IV. Comme il existe depuis de longues années une contestation entre l'Autriche et la Sardaigne à l'égard de la ligne de démarcation près de la ville de Pavie, il est convenu que la limite en cet endroit sera formée par le Thalweg du Canal dit Gravellone et qu'on fera construire de commun accord et à frais communs, sur ce même canal, un pont sur lequel il ne sera pas perçu de péage.

Art. V. Les deux hautes Parties contractantes, désirant donner plus d'étendue aux relations commerciales entre les deux pays, s'engagent à négocier prochainement un Traité de commerce et de navigation, sur la base de la plus stricte réciprocité, et par lequel leurs sujets respectifs seront placés sur le pied de la nation la plus favorisée.

A cette occasion on prendra également en considération la question des sujets mixtes, et on conviendra des principes qui devront régler leur traitement réciproque.

Dans le but de faciliter et de favoriser le commerce légitime aux frontières de leurs territoires, Elles déclarent de vouloir employer mutuellement tous les moyens en leur pouvoir pour y supprimer la contrebande. Pour mieux atteindre ce but Elles remettent en vigueur la Convention conclue entre l'Autriche et la Sardaigne, le 4 décembre 1834 pour deux ans à commencer du 1 octobre prochain, avec la condition énoncée à l'article 24 de la dite Convention, c'est-à-dire, qu'elle

sera considérée comme renouvelée de deux en deux ans, à moins que l'une des deux Parties ne déclare à l'autre, trois mois au moins avant l'expiration de la période des deux années, qu'elle devra cesser d'avoir son effet.

Les deux Parties contractantes s'engagent à introduire successivement dans la dite Convention toutes les améliorations que les circonstances rendront nécessaires, pour atteindre le but qu'Elles ont en vue.

Art. VI. Le Gouvernement Autrichien, en retour des avantages que la remise en vigueur de cette Convention procure à son commerce, consent à la résiliation de cette conclue le 11 mars 1751 entre le Gouvernement Sarde et celui de la Lombardie, et déclare en conséquence qu'elle n'aura plus aucune valeur à l'avenir. Il consent en outre à révoquer, aussitôt après la ratification de la présente Convention, le Décret de la Chambre Aulique, qui a imposé, à dater du 1 mai 1846, une surtaxe sur les vins du Piémont.

Art. VII. Les présents articles séparés et additionnels auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot au Traité principal de ce jour. Ils seront ratifiés et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi les Plénipotentiaires les ont signés et munis du cachet de leurs armes.

Fait à Milan le 6 août 1849.

Bruck m. p. (L. S.)
C. de Pralormo m. p. (L. S.)
G. Dabormida m. p. (L. S.)
C. Bon Compagni m. p. (L. S.)

b. Ratification par l'Empereur d'Autriche, signée à Vienne le 14 août 1849.

Nos Franciscus Josephus primus, divina favente clementia, Austriae Imperator, etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis quorum interest, tenore praesentium facimus:

Ad stabiliendam solidam ac durabilem in Italia superiore pacem, firmandamque in illa omnium bonorum votis exoptatam quietem a nostro Plenipotentiario et Serenissimi ac Potentissimi Sardiniae Regis Plenipotentiariis, plena, utraque ex parte, agendi facultate munitis, tractatus pacis et amicitiae cum septem articulis separatis et ad-

ditionalibus, die sexta mensis augusti, anni currentis, Mediolani confectus et signatus fuit tenoris sequentis:

— — — —

Nos, visis et perpensis omnibus et singulis antecedentibus his articulis, illos omnes ratos gratosque habere hisce declaramus, verbo nostro caesareo-regio adpromittente, nos ea omnia quae in illis continentur fideliter executioni mandaturos esse. Quorum in fidem majusque robur praesentes ratihabitionis tabulas manu nostra signavimus, sigilloque nostro caesareo-regio adpresso, firmari jussimus.

Dabantur in imperiali urbe nostra Vienna Austriae die decimaquarta mensis augusti, anno millesimo octingentesimo quadragesimo nono, regnorum nostrorum primo.

Franciscus Josephus. (L. S.)
F. Schwarzenberg m. p.

c. ***Ratification par le Roi de Sardaigne, signée au château de Moncalieri le 12 août 1849.***

Victor Emanuel II, par la grâce de Dieu, Roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem, Duc de Savoie, de Gênes, de Montferrat, d'Aoste, de Chablais, de Genevois et Plaisance; Prince de Piémont et d'Oneille; Marquis d'Italie, de Saluces, d'Ivrée, de Suse, de Ceva, du Maro, d'Oristan, de Cérane et de Savone; Comte de Maurienne, de Genêve, de Nice, de Tende, de Romont, d'Asti, d'Alexandrie, de Gocéau, de Novare, de Tortone, de Vigevano et de Bobbio, Baron de Vaud et de Faussigny; Seigneur de Verceil, de Pignérol, de Tarantaise, de Lumelline et de la Vallée de Sesia, etc. etc. etc.

A tous ceux qui ces présentes verront, salut. Nous, ayant vu et examiné le Traité de paix, ainsi que les articles séparés et additionnels conclus et signés à Milan, le sixième jour de ce mois, par Nos Plénipotentiaires, le Comte de Pralormo, le Chevalier Dabormida et le Chevalier Boncompagni, et par le Chevalier de Bruck, Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, desquels Traité et Articles séparés et additionnels la teneur suit.

— — — —

Nous, ayant agréable le Traité et les articles séparés et additionnels ci-dessus, en tout et chacune des dispositions qui y sont contenues, les avons acceptés, approu-

vés, ratifiés et confirmés, comme, par les présentes, signées de notre main, nous les acceptons, approuvons, ratifions et confirmons, tant pour nous que pour nos héritiers et successeurs, promettant, en foi et parole de Roi, de les observer et de les faire inviolablement observer, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi, Nous avons fait contresigner les présentes par le Chevalier Maxime Tapparelli d'Azeglio, decoré de la médaille du mérite militaire, Colonel de cavalerie, Président de notre Conseil des Ministres, chargé du portefeuille des affaires étrangères, Notaire de la Couronne et Surintendant général des postes, et y avons fait mettre notre grand sceau. — Donné en Notre Palais de Moncalieri, le douzième jour du mois d'août, l'an de grâce milhuit cent quarante-neuf.

Victor-Emmanuel.

Mo Azeglio.

d. Acte d'accession au Traité de paix du Duc de Modène, signé à Paullo, le 12 août 1849.

François V, Archiduc d'Autriche, Prince Royal de Hongrie et de Bohème, par la grâce de Dieu Duc de Modène, Reggio, Mirandola, Massa, Carrara, Guastalla etc.

Comme Nous avons été amiablement invités d'accéder au Traité de paix et d'amitié qui a été conclu et signé dans la ville de Milan le 6 août de l'année courante par les Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, et de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, lequel Traité est de la teneur suivante:

— — — —

Nous nous sommes déterminés avec plaisir d'accéder et par la présente accédons formellement au dit Traité de paix et d'amitié.

En foi de quoi Nous avons signé la présente de Notre propre main et l'avons munie de Notre sceau.

Donné à Paullo le douze août mil-huit-cent-quarante-neuf.

(L. S.) *François d'Autriche-Este* m. p.

Joseph Forni m. p.

e. Acte d'acceptation de l'accession du Duc de Modène de la part de l'Autriche, signé à Vienne le 14 août 1849.

Nous François Joseph I. par la grâce de Dieu Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, de la Lombardie et de Venise etc. etc. etc. savoir faisons:

Comme Son Altesse Royale l'Archiduc d'Autriche, Duc de Módène a accédé formellement au traité de paix et d'amitié signé en la ville de Milan le 6. Août 1849, par un acte authentique signé de sa main et revêtu de son sceau, du quel acte la teneur suit ici mot pour mot:

— — — —

Nous avons pour agréable et acceptons formellement la dite accession.

En foi de quoi Nous avons signé la présente de Notre propre main et l'avons munie de Notre sceau.

Donné à Vienne le quatorze Août, mil-huit cent-quarante neuf, et de Notre règne la première année.

(L. S.) *François Joseph* m. p.

F. Schwarzenberg m. p. F. M. L.

f. Acte d'accession au Traité de paix du Duc de Parme, signé à Vienne le 14 août 1849.

(La teneur de cet acte est, mutatis mutandis, la même que celle de l'acte d'accession du Duc de Modène.)

g. Acte d'acceptation de l'accession du Duc de Parme de la part de l'Autriche, signé à Vienne le 14 août 1849.

(La teneur de cet acte est, mutatis mutandis, la même que celle de l'acte d'acceptation donné au Duc de Modène.)

h. Procès-verbal de l'échange des ratifications, signé à Milan, le 17 août 1849.

L'an 1849 et le 17 août, les soussignés Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne et de S. M. I. et R. Apostolique, s'étant réunis pour procéder à l'échange des actes de ratification du Traité et des Articles additionnels signés par eux le 6 du mois courant, MM. les Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne ont rémis à M. le Plénipotentiaire Autrichien l'acte de ratification

de S. M. le Roi, leur souverain, signé à Moncalieri le 12 dudit mois, et M. le Plénipotentiaire de S. M. I. et R. Apostolique a remis à MM. les Plénipotentiaires Sardes l'acte de ratification signé par S. M. l'Empereur, à Vienne, le 14 dudit mois.

En même temps les Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne ont consigné à M. le Plénipotentiaire Autrichien une obligation provisoire de quinze millions de livres neuves, pour tenir lieu de mandat de pareille somme qui, aux termes de l'article 2 additionnel du Traité précité, devra être payée à Paris, à l'ordre du Gouvernement Impérial, à la fin du mois d'octobre prochain, sans intérêt, et dix obligations provisoires de six millions de livres neuves chacune, outre une déclaration par laquelle le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne, aux termes du susdit article 2 additionnel du Traité, s'engage à faire remettre à Vienne, au Gouvernement de S. M. I. et R. Apostolique, au plus tard dans le mois de septembre prochain, les soixante inscriptions d'un million de livres neuves de capital, ou de cinquante mille livres de rente chacune, sur le grand livre de la dette publique de Sardaigne, lesquelles, aux termes du susdit article 2, doivent rester en dépôt auprès du Gouvernement de sa dite M. I. R. Apostolique, comme garantie des payements stipulés à l'article 1 du Traité, moyennant la restitution desdites déclarations et dix obligations susmentionnées.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent procès-verbal à double original, et y ont fait apposer le cachet de leurs armes, à Milan, les an et jour que dessus.

(L. S.) *De Pralormo.*
(L. S.) *Dabormida.* (L. S.) *De Bruck.*
(L. S.) *Boncompagni.*

27.

Décret du roi de Sardaigne relatif à la naturalisation des Italiens appartenant aux provinces réunies, en 1848, à la Sardaigne. Signé à Turin, le 4 décembre 1849.

Victor-Emmanuel II, etc.
Vu l'art. 26. du Code civil;
Vu l'art. 1. de la loi du 16. mars 1848;
Notre conseil des ministres entendu;

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur, avons décrété et décrétons:

Art. 1. Il est créé une commission à l'effet d'examiner, pour faire un rapport motivé et raisonné, les demandes en naturalisation qui nous seront presentées par les habitants des provinces réunies au royaume, en vertu des lois des 27 mai, 16 et 21 juin, 11 et 27 juillet 1848.

Art. 2. La commission s'occupera de préférence des demandes de ceux qui se trouvent dans les catégories ci-après:

1° Les individus exclus des amnisties pour faits politiques relatifs à la cause de l'indépendance italienne, qui auront anterieurement fait déclaration de domicile dans l'Etat.

2° Ceux qui seront revêtus de quelque charge publique dans l'Etat. Elle donnera ensuite son avis sur les autres demandes qui auront été présentées ou qui le seront dans le délai établi par l'art. 10.

Art. 3. Toute demande devra être accompagnée des pièces justificatives voulues, prouvant l'origine, la condition, la bonne conduite et les moyens de subsistance de la partie requérante.

Art. 4. Notre ministre de l'intérieur transmettra à la commission toutes les demandes de ce genre, sur lesquelles il n'a pas encore été statué.

Art. 5. Les demandes seront dorénavant adressées directement par les requérants au président de la commission.

Art. 6. Il ne sera pas donné suite aux demandes

émanées des condamnés ou prévenus de crimes ou delits non politiques.

Art. 7. Lorsque la commission aura fait son rapport sur chaque demande, il nous en sera fait rapport immédiatement par notre ministre de l'intérieur, sur la proposition duquel seront rendues nos résolutions définitives.

Art. 8. Les décrets de naturalisation pourront être expédiés francs de tout droit.

Art. 9. La commission sera composée de neuf membres; elle pourra délibérer toutes les fois qu'il y aura cinq membres présents.

Art. 10. Les demandes devront être transmises à la commission dans tout le mois de janvier. Celle-ci sera dissoute de plein droit à l'expiration du mois de février.

Art. 11. Notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré au contrôle général publié et inséré au recueil des actes du gouvernement.

Turin, le 4 décembre 1849.

Victor-Emmanuel.

Galvagno.

Enregistré au contrôle général, le 4 décembre 1849 cinquième registre des actes du gouvernement, chap. CXCIII.

Moreno.

28.

Déclarations ministérielles, en date du $\frac{10\text{ juin}}{27\text{ juillet}}$ 1848, échangées entre le royaume de Saxe et le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha pour simplifier et régler les procédures judiciaires. Déclaration du ministère de Saxe-Cobourg-Gotha, signée à Cobourg, le 10 juin 1848.

Zwischen der Königl. Sächsischen und der Herzoglich S. Coburg-Gothaischen Regierung ist zu Beförderung der Rechtspflege folgende Uebereinkunft getroffen worden.

I. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1. Die Gerichte der beiden contrahirenden Staaten leisten einander unter den nachfolgenden Bestimmungen und Einschränkungen sowohl in Civil- als in Strafrechtssachen diejenige Rechtshülfe, welche sie den Gerichten des Inlandes nach dessen Gesetzen und Gerichtsverfassung nicht verweigern dürfen.

II. Besondere Bestimmungen.

1. Rücksichtlich der Gerichtsbarkeit in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten.

Art. 2. Die in Civilsachen in dem einen Staate ergangenen und nach dessen Gesetzen vollstreckbaren richterlichen Erkenntnisse und Contumacialbescheide sollen, wenn sie von einem nach diesem Vertrage als competent anzuerkennenden Gerichte erlassen sind, auch in dem andern Staate an dem dortigen Vermögen des Sachfälligen unweigerlich vollstreckt werden.

Dasselbe soll auch rücksichtlich der in Processen von dem competenten Gerichte geschlossenen und nach den Gesetzen des letzteren vollstreckbaren Vergleiche stattfinden.

Wie weit Wechselerkenntnisse auch gegen die Person des Verurtheilten in dem andern Staate vollstreckt werden können, ist im Art. 29. bestimmt.

Art. 3. Ein von einem zuständigen Gerichte gefälltes rechtskräftiges Civilerkenntniss begründet vor den Gerichten des andern der contrahirenden Staaten die Einrede der rechtskräftig entschiedenen Sache mit denselben Wir-

kungen, als wenn das Erkenntniss von einem Gerichte desjenigen Staates, in welchem die Einrede geltend gemacht wird, gesprochen wäre.

Art. 4. Keinem Unterthan ist es erlaubt, sich einer nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags nicht competenten Gerichtsbarkeit des andern Staates durch freiwillige Prorogation zu unterwerfen.

Keine Gerichtsbehörde ist befugt, der Requisition eines solchen gesetzwidrig prorogirten Gerichts um Stellung des Beklagten oder Vollstreckung des Erkenntnisses statt-zugeben, vielmehr wird jedes von einem solchen Gerichte gesprochene Erkenntniss in dem andern Staate als ungültig betrachtet.

Art. 5. Beide Staaten erkennen den Grundsatz an, dass der Kläger dem Gerichtsstande des Beklagten zu folgen habe; es wird daher das Erkenntniss dieser Gerichtsstelle nicht nur, insofern dasselbe Etwas gegen den Beklagten, sondern auch, insofern es Etwas gegen den Kläger, z. B. rücksichtlich der Erstattung von Unkosten, verfügt, in dem andern Staate als rechtsgültig anerkannt und vollzogen.

Art. 6. Zu der Insinuation der von dem Gerichte des einen Staates an einen Unterthan des andern auf eine angestellte Widerklage erlassenen Vorladung, sowie zu der Vollstreckung des in einer solchen Widerklagsache abgefassten Erkenntnisses ist das requirirte Gericht nur unter den in seinem Lande in Ansehung der Widerklage geltenden gesetzlichen Bestimmungen verpflichtet, wonach auch die Bestimmung Art. 3. sich modificirt.

Art. 7. Die Provocationsklagen (ex lege diffamari oder ex lege si contendat) werden erhoben vor demjenigen Gerichte, vor welches die rechtliche Ausführung des Hauptanspruchs gehören würde, es wird daher die von diesem Gerichte, besonders im Falle des Ungehorsams, ausgesprochene Sentenz von der Obrigkeit des Provocirten als rechtsgültig und vollstreckbar anerkannt.

Art. 8. Der persönliche Gerichtsstand, welcher entweder durch den Wohnsitz in einem Staate oder bei denen, welche einen eigenen Wohnsitz noch nicht angenommen haben, durch die Herkunft in dem Gerichtsstande der Aeltern begründet ist, wird von beiden Staaten in persönlichen Klagen dergestalt anerkannt, dass die Unterthanen des einen Staates in der Regel und insofern nicht in nachstehend erwähnten Fällen specielle Gerichtsstände

concurriren, nur vor ihrem respectiven persönlichen Richter belangt werden dürfen.

Art. 9. Ob Jemand einen Wohnsitz in einem der contrahirenden Staaten habe, wird nach den Gesetzen desselben beurtheilt.

Art. 10. Wenn Jemand in beiden Staaten seinen Wohnsitz in landesgesetzlichem Sinne genommen hat, hängt die Wahl des Gerichtsstandes von dem Kläger ab.

Art. 11. Der persönliche Gerichtsstand wird auch durch den Besitz eines Lehngutes für den Vasallen, sowie in allen Sachen, welche das Lehnsverhältniss betreffen, durch die gesammte Hand an einem solchen Gute für die Mitbelehnten begründet.

Art. 12. Der Wohnsitz des Vaters, wenn dieser noch am Leben ist, begründet zugleich den ordentlichen Gerichtsstand der Kinder, welche sich noch in seiner Gewalt befinden, ohne Rücksicht auf den Ort, wo die Kinder geboren worden sind, oder sich nur eine Zeit lang aufhalten.

Art. 13. Ist der Vater verstorben, so verbleibt der Gerichtsstand, unter welchem derselbe zur Zeit seines Ablebens den Wohnsitz hatte, der ordentliche Gerichtsstand der Kinder, so lange dieselben noch keinen eigenen ordentlichen Wohnsitz begründet haben.

Art. 14. Ist der Vater unbekannt, oder das Kind nicht aus einer Ehe zur rechten Hand erzeugt, so richtet sich der Gerichtsstand eines solchen Kindes auf gleiche Art nach dem gewöhnlichen Gerichtsstande der Mutter.

Art. 15. Die Bestellung der Personalvormundschaft für Unmündige oder ihnen gleich zu achtende Personen gehört vor die Gerichte, wo der Pflegbefohlene sich wesentlich aufhält. In Absicht der zu dem Vermögen der Pflegbefohlenen gehörigen Immobilien, welche unter der andern Landeshoheit liegen, steht der jenseitigen Gerichtsbehörde frei, wegen dieser besondere Vormünder zu bestellen, oder den auswärtigen Personalvormund ebenfalls zu bestätigen, welcher letztere jedoch bei den auf das Grundstück sich beziehenden Geschäften die am Orte des gelegenen Grundstücks geltenden gesetzlichen Vorschriften zu befolgen hat. Im ersteren Falle sind die Gerichte der Hauptvormundschaft gehalten, der Behörde, welche wegen der Grundstücke besondere Vormünder bestellt hat, aus den Acten die nöthigen Nachrichten auf Erfordern mitzutheilen; auch haben die beiderseitigen Gerichte wegen

Verwendung der Einkünfte aus den Gütern, soweit solche zum Unterhalte und der Erziehung oder dem sonstigen Fortkommen der Pflegebefohlenen erforderlich sind, sich mit einander zu vernehmen und in dessen Verfolg das Nöthige zu verabreichen.

Art. 16. Diejenigen, welche in dem einen oder dem andern Staate, ohne einen Wohnsitz daselbst zu haben, eine abgesonderte Handlung, Fabrik oder ein anderes dergleichen Etablissement besitzen, sollen wegen persönlicher Verbindlichkeiten, welche sie in Ansehung solcher Etablissements eingegangen sind, sowohl vor den Gerichten des Landes, wo die Gewerbanstalten sich befinden, als vor den Gerichten des Wohnorts belangt werden können.

Art. 17. Die Uebernahme einer Pachtung, verbunden mit dem persönlichen Aufenthalt auf dem erpachteten Gute, soll den Wohnsitz des Pächters im Staate begründen.

Art. 18. Ausnahmsweise können

1. Studirende wegen der am Universitätsorte von ihnen gemachten Schulden oder anderer durch Verträge oder Handlungen daselbst für sie entstandenen Rechtsverbindlichkeiten;

2. alle im Dienste Anderer stehende Personen, sowie dergleichen Lehrlinge, Gesellen, Handlungsdiener, Kunstgehülfen, Hand- und Fabrikarbeiter in Injurien-, Alimenten- und Entschädigungs-Processen und in allen Rechtsstreitigkeiten, welche aus ihren Dienst-, Erwerbs- und Contracts-Verhältnissen entspringen, ingleichen wegen contrahirter Schulden, so lange ihr Aufenthalt an dem Orte, wo sie studiren oder dienen, dauert, bei den dortigen Gerichten belangt werden.

Bei verlangter Vollstreckung eines von dem Gerichte des temporären Aufenthaltsortes gesprochenen Erkenntnisses durch die Behörde des ordentlichen persönlichen Wohnsitzes sind jedoch die nach den Gesetzen des letzteren Orts bestehenden rechtlichen Verhältnissen desjenigen, gegen welchen das Erkenntniss vollstreckt werden soll, zu berücksichtigen.

Art. 19. Bei entstehendem Creditwesen wird der persönliche Gerichtsstand des Schuldners auch als allgemeines Concursgericht (Gantgericht) anerkannt; hat Jemand nach Art. 9, 10 wegen des in beiden Staaten zugleich genommenen Wohnsitzes einen mehrfachen persönlichen Gerichtsstand, so entscheidet für die Competenz des allgemeinen Concursgerichtes die Prävention.

Der erbschaftliche Liquidationsprocess wird im Falle eines mehrfachen Gerichtsstandes von dem Gerichte eingeleitet, bei welchem er von den Erben oder dem Nachlasscurator in Antrag gebracht wird. Der Antrag auf Concurseröffnung findet nach erfolgter Einleitung eines erbschaftlichen Liquidationsprocesses nur bei dem Gerichte statt, bei welchem der letztere bereits rechtshängig ist.

Art. 20. Der hiernach in dem einen Staate eröffnete Concurs- oder Liquidationsprocess erstreckt sich auch auf das in dem andern Staate befindliche Vermögen des Gemeinschuldners, welches daher auf Verlangen des Concursgerichts von demjenigen Gerichte, wo das Vermögen sich befindet, sicher gestellt, inventirt und entweder in natura oder nach vorgängiger Versilberung zur Concursmasse ausgeantwortet werden muss.

Hierbei finden jedoch folgende Einschränkungen statt:

1. Gehört zu dem auszuantwortenden Vermögen eine dem Gemeinschuldner angefallene Erbschaft, so kann das Concursgericht nur die Ausantwortung des nach erfolgter Befriedigung der Erbschaftsgläubiger, in soweit nach den im Gerichtsstande der Erbschaft geltenden Gesetzen die Separation der Erbmasse von der Concursmasse noch zulässig ist, sowie nach Berichtigung der sonst auf der Erbschaft ruhenden Lasten, verbleibenden Ueberrests der Concursmasse fordern.

2. Eben so können vor Ausantwortung des Vermögens an das allgemeine Concursgericht alle nach den Gesetzen desjenigen Staates, in welchem das auszuantwortende Vermögen sich befindet, zulässige Vindications-, Pfand-, Hypotheken- oder sonstige, eine vorzügliche Befriedigung gewährende Rechte an den zu diesem Vermögen gehörenden und in dem betreffenden Staate befindlichen Gegenständen vor dessen Gericht geltend gemacht werden und ist sodann aus deren Erlös die Befriedigung dieser Gläubiger zu bewirken und nur der Ueberrest an die Concursmasse abzuliefern, auch der etwa unter ihnen oder mit dem Curator des allgemeinen Concurses oder erbschaftlichen Liquidationsprocesses über die Verität oder Priorität einer Forderung entstehende Streit von denselben Gerichten zu entscheiden.

3. Besitzt der Gemeinschuldner Bergtheile oder Kuxe oder sonstiges Bergwerkseigenthum, so wird Behufs der Befriedigung der Berggläubiger aus demselben ein Specialconcurs bei dem betreffenden Berggerichte eingeleitet

und nur der verbleibende Ueberrest dieser Specialcasse zur Haupt-Concursmasse abgeliefert.

Art. 21. In soweit nicht etwa die in dem vorstehenden Art. 20 bestimmten Ausnahmen eintreten, sind alle Forderungen an den Gemeinschuldner bei dem allgemeinen Concursgerichte zu liquidiren, auch die in Rücksicht ihrer etwa bei den Gerichten des andern Staates bereits anhängigen Processe bei dem Concursgerichte weiter zu verfolgen, es sei denn, dass letzteres Gericht deren Fortsetzung und Entscheidung bei dem processleitenden Gerichte ausdrücklich genehmigt oder verlangt. Auch diejenigen der in Art. 20 gedachten Realforderungen, welche von den Gläubigern bei dem besondern Gerichte nicht angezeigt oder daselbst gar nicht oder nicht vollständig bezahlt worden sind, können bei dem allgemeinen Concursgerichte noch geltend gemacht werden, so lange bei dem Letzteren nach den Gesetzen desselben eine Anmeldung noch zulässig ist.

Dingliche Rechte werden jedenfalls nach den Gesetzen des Orts, wo die Sache gelegen ist, beurtheilt.

Hinsichtlich der Gültigkeit persönlicher Ansprüche entscheiden, wenn es auf die Form eines Rechtsgeschäfts ankommt, die Gesetze des Staates, wo das Geschäft vorgenommen worden ist (Art. 33); bei allen andern als den vorangeführten Fällen die Gesetze des Staates, wo die Forderung entstanden ist.

Ueber die Rangordnung persönlicher Ansprüche und deren Verhältniss zu dinglichen entscheiden die am Orte des Concursgerichts geltenden Gesetze. Nirgends aber darf ein Unterschied zwischen in- und ausländischen Gläubigern rücksichtlich der Behandlung ihrer Rechte gemacht werden.

Art. 22. Alle Realklagen, desgleichen alle possessorischen Rechtsmittel, wie auch die sogenannten actiones in rem scriptae müssen, dafern sie eine unbewegliche Sache betreffen, vor dem Gerichte, in dessen Bezirk sich die Sache befindet, können aber, wenn der Gegenstand beweglich ist, auch vor dem persönlichen Gerichtsstande des Beklagten erhoben werden, vorbehältlich dessen, was auf den Fall des Concurses bestimmt ist.

Art. 23. In dem Gerichtsstande der Sache können keine blos (rein) persönlichen Klagen angestellt werden.

Art. 24. Eine Ausnahme von dieser Regel findet jedoch statt, wenn gegen den Besitzer unbeweglicher

Güter eine solche persönliche Klage angestellt wird, welche aus dem Besitze des Grundstücks oder aus den Handlungen fliesst, die er in der Eigenschaft als Gutsbesitzer vorgenommen hat.

Wenn daher ein solcher Grundbesitzer

1. die mit seinem Pachter oder Verwalter eingegangenen Verbindlichkeiten zu erfüllen, oder

2. die zum Besten des Grundstücks geleisteten Vorschüsse oder gelieferten Materialien und Arbeiten zu vergüten sich weigert, oder wenn von den auf dem Grundstücke angestellten dienenden Personen Ansprüche wegen des Lohnes erhoben werden, oder

3. seine Nachbarn im Besitze stört,

4. sich eines auf das benachbarte Grundstück ihm zustehenden Rechts berühmt, oder

5. wenn er das Grundstück ganz oder zum Theil veräussert und den Contract nicht erfüllt, oder die schuldige Gewähr nicht leistet, so muss derselbe in allen diesen Fällen bei dem Gerichtsstande der Sache Recht nehmen, wenn sein Gegner ihn in seinem persönlichen Gerichtsstande nicht belangen will.

Art. 25. Der Gerichtsstand einer Erbschaft ist da, wo der Erblasser zur Zeit seines Ablebens seinen persönlichen Gerichtsstand hatte.

Art. 26. In diesem Gerichtsstande können angebracht werden:

1. Klagen auf Anerkennung eines Erbrechts und solche, die auf Erfüllung oder Aufhebung testamentarischer Verfügungen gerichtet sind;

2. Klagen zwischen Erben, welche die Theilung der Erbschaft oder die Gewährleistung der Erbtheile betreffen.

Doch kann dieses (zu 1 und 2) nur so lange geschehen, als in dem Gerichtsstande der Erbschaft der Nachlass noch ganz oder theilweise vorhanden ist;

3. Klagen gegen Erben wegen persönlicher Verbindlichkeiten ihres Erblassers, so lange die Erbschaft ganz oder theilweise noch dort vorhanden oder, wenn der Erben mehrere sind, noch nicht getheilt ist.

In den zu 1, 2 und 3 angeführten Fällen bleibt es jedoch dem Ermessen der Kläger überlassen, ob sie ihre Klage, statt in dem Gerichtsstande der Erbschaft, in dem persönlichen Gerichtsstande der Erben anstellen wollen.

Art. 27. Ein Arrest kann in dem einen Staat unter den nach den Gesetzen desselben vorgeschriebenen Be-

dingungen gegen den Bürger des andern Staats in dessen in dem Gerichtsbezirke des Arrestrichters befindliches Vermögen angelegt werden und begründet zugleich den Gerichtsstand für die Hauptklage in soweit, dass die Entscheidung des Arrestrichters rücksichtlich der Hauptsache nicht blos an den in seinem Gerichtssprengel befindlichen und mit Arrest belegten, sondern in allen in demselben Lande befindlichen Vermögensobjecten des Schuldners vollstreckbar ist. Die Anlegung des Arrests gibt jedoch dem Arrestkläger kein Vorzugsrecht vor andern Gläubigern und verliert daher durch Concurseröffnung über das Vermögen des Schuldners ihre rechtliche Wirkung.

Art. 28. Der Gerichtsstand des Contracts, vor welchem eben sowohl auf Erfüllung als auf Aufhebung des Contracts geklagt werden kann, findet nur dann seine Anwendung, wenn dem Contrahenten die erste Ladung auf die angestellte Klage in dem Gerichtsbezirke insinuirt worden ist, in welchem der Contract geschlossen worden ist, oder in Erfüllung gehen soll.

Art. 29. Die Clausel in einem Wechselbriefe oder einer Verschreibung nach Wechselrecht, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsbarkeit eines jeden Gerichts unterwirft, in dessen Bezirke er nach der Verfallzeit anzutreffen ist, wird als gültig anerkannt und begründet die Zuständigkeit eines jeden Gerichts gegen den in seinem Bezirk anzutreffenden Schuldner. Aus dem ergangenen Erkenntnisse soll selbst die Personalexecution gegen den Schuldner bei den Gerichten des andern Staates vollstreckt werden.

Art. 30. Bei dem Gerichtsstande, unter welchem Jemand fremdes Gut oder Vermögen bewirthschaftet oder verwaltet hat, muss er auch auf die aus einer solchen Administration angestellte Klage sich einlassen, so lange nicht die Administration völlig beendigt und der Verwalter über die abgelegte Rechnung quittirt ist.

Wenn daher ein aus der quittirten Rechnung verbliebener Rückstand gefordert oder eine ertheilte Quittung angefochten wird, so kann dieses nicht bei dem vormaligen Gerichtsstande der geführten Verwaltung geschehen.

Art. 31. Jede Intervention, die nicht eine besonders zu behandelnde Rechtssache in einen schon abhängigen Process einmischt, sie sein principal oder accessorisch, betreffe den Kläger oder den Beklagten, sei nach vor-

gängiger Streitankündigung oder ohne dieselbe geschehen, begründet gegen den ausländischen Intervenienten die Gerichtsbarkeit des Staates, in welchem der Hauptprocess geführt wird.

Art. 32. Sobald vor irgend einem in den bisherigen Artikeln bestimmten Gerichtsstande eine Sache rechtshängig geworden ist, so ist der Streit daselbst zu beendigen, ohne dass die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthalts des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte.

Die Rechtshängigkeit einzelner Klagsachen wird durch die legale Insinuation der Ladung zur Einlassung auf die Klage für begründet erkannt.

2) Rücksichtlich der Gerichtsbarkeit in nicht streitigen Rechtssachen.

Art. 33. Alle Rechtsgeschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, nach den Gesetzen des Orts beurtheilt, wo sie eingegangen sind. Wenn nach der Verfassung des einen oder des andern Staates die Gültigkeit einer Handlung allein von der Aufnahme vor einer bestimmten Behörde in demselben abhängt, so hat es auch hierbei sein Verbleiben.

Art. 34. Verträge, welche die Begründung eines dinglichen Rechts auf unbewegliche Sachen zum Zweck haben, richten sich lediglich nach den Gesetzen des Ortes, wo die Sachen liegen.

3) Rücksichtlich der Strafgerichtsbarkeit.

Art. 35. Verbrecher und andere Uebertreter von Strafgesetzen werden, soweit nicht die nachfolgenden Artikel Ausnahmen bestimmen, von dem Staate, dem sie angehören, nicht ausgeliefert, sondern daselbst wegen der im andern Staate begangenen Verbrechen zur Untersuchung gezogen und bestraft. Daher findet auch ein Contumacialverfahren des andern Staates gegen sie nicht Statt.

Art. 36. Wenn ein Unterthan des einen Staats im Gebiete des andern sich eines Vergehens oder Verbrechens schuldig gemacht hat und daselbst ergriffen und zur Untersuchung gezogen worden ist, so wird, wenn der Verbrecher gegen juratorische Caution oder Handgelöbniss entlassen worden ist und sich in seinen Heimaths-

staat zurückbegeben hat, von dem ordentlichen Richter desselben, dafern zur Vollendung der angefangenen Untersuchung das persönliche Erscheinen des Inculpaten vor dem Untersuchungsgerichte erforderlich werden sollte, derselbe auf Requisition vor letzteres sistirt, in jedem Fall aber das Erkenntniss des ausländischen Gerichts, nach vorgängiger Requisition und Mittheilung des Urtels, sowohl an der Person als an den im Staatsgebiete befindlichen Gütern des Verurtheilten vollzogen, vorausgesetzt, dass die Handlung, wegen deren die Strafe erkannt worden ist, auch nach den Gesetzen des requirirten Staates als ein Vergehen oder Verbrechen und nicht als eine blos polizei- oder finanzgesetzliche Uebertretung erscheint, ingleichen unbeschadet des dem requirirten Staate zuständigen Strafverwandlungs- oder Begnadigungsrechts. Auf gleiche Weise erfolgt die Vollziehung des Erkenntnisses des ausländischen Gerichts im Falle der Flucht eines Verbrechers nach der Verurtheilung oder während der Strafverbüssung.

Hat sich aber der Verbrecher vor der Verurtheilung der Untersuchung durch die Flucht entzogen, so soll es dem untersuchenden Gerichte nur freistehen, unter Mittheilung der Acten auf Fortsetzung der Untersuchung und Bestrafung des Verbrechers, sowie auf Einbringung der aufgelaufenen Unkosten aus dem Vermögen des Verbrechers anzutragen. In Fällen, wo der Verbrecher nicht vermögend ist, die Kosten der Strafvollstreckung zu tragen, hat das requirirende Gericht solche in Gemässheit der Bestimmung des Art. 45 zu ersetzen.

Art. 37. Hat der Unterthan des einen Staates Strafgesetze des andern Staates durch solche Handlungen verletzt, welche in dem Staate, dem er angehört, gar nicht verpönt sind, z. B. durch Uebertretung eigenthümlicher Abgabengesetze, Polizeivorschriften und dergleichen und welche demnach auch von diesem Staate nicht bestraft werden können, so soll auf vorgängige Requisition zwar nicht zwangsweise der Unterthan vor das Gericht des andern Staates gestellt, demselben aber sich selbst zu stellen gestattet werden, damit er sich gegen die Anschuldigungen vertheidigen und gegen das in solchem Falle zulässige Contumacialverfahren wahren könne. Doch soll, wenn bei Uebertretung eines Abgabengesetzes des einen Staates dem Unterthan des andern Staates Waaren in Beschlag genommen worden sind, die Verurtheilung,

sei es im Wege des Contumacialverfahrens oder sonst, in sofern eintreten, als sie sich nur auf die in Beschlag genommenen Gegenstände beschränkt. In Ansehung der Contraventionen gegen Zollgesetze bewendet es bei dem unter den Vereinsstaaten abgeschlossenen Zollkartel vom 11. Mai 1833.

Art. 38. Der zuständige Strafrichter darf auch, so weit die Gesetze seines Landes es gestatten, über die aus dem Verbrechen entsprungenen Privatansprüche mit erkennen, wenn darauf von dem Beschädigten angetragen worden ist.

Art. 39. Unterthanen des einen Staates, welche wegen Verbrechen oder anderer Uebertretungen ihr Vaterland verlassen und in den andern Staat sich geflüchtet haben, ohne daselbst zu Unterthanen aufgenommen worden zu sein, werden nach vorgängiger Requisition gegen Erstattung der Kosten ausgeliefert.

Art. 40. Solche eines Verbrechens oder einer Uebertretung verdächtige Individuen, welche weder des einen noch des andern Staates Unterthanen sind, werden, wenn sie Strafgesetze des einen der beiden Staaten verletzt zu haben beschuldigt sind, demjenigen, in welchem die Uebertretung verübt wurde, auf vorgängige Requisition gegen Erstattung der Kosten ausgeliefert; es bleibt jedoch dem requirirtem Staate überlassen, ob er dem Auslieferungsantrage Folge geben wolle, bevor er die Regierung des dritten Staates, welchem der Verbrecher angehört, von dem Antrage in Kenntniss gesetzt und deren Erklärung erhalten hat, ob sie den Angeschuldigten zur eigenen Bestrafung reclamiren wolle.

Art. 41. In denselben Fällen, wo der eine Staat berechtigt ist, die Auslieferung eines Beschuldigten zu fordern, ist er auch verbunden, die ihm von dem andern Staate angebotene Auslieferung anzunehmen.

Art. 42. In Criminalfällen, wo die persönliche Gegenwart der Zeugen an dem Orte der Untersuchung nothwendig ist, soll die Stellung der Unterthanen des einen Staates vor das Untersuchungsgericht des andern zur Ablegung des Zeugnisses, zur Confrontation oder Recognition gegen vollständige Vergütung der Reisekosten und des Versäumnisses nie verweigert werden.

Art. 43. Da nunmehr die Fälle genau bestimmt sind, in welchen die Auslieferung der Angeschuldigten oder

Gestellung der Zeugen gegenseitig nicht verweigert werden sollen, so hat im einzelnen Falle die Behörde, welcher sie obliegt, die bisher üblichen Reversalien über gegenseitige gleiche Rechtswillfährigkeit nicht weiter zu verlangen. In Ansehung der vorgängigen Anzeige der requirirten Gerichte an die vorgesetzten Behörden bewendet es bei den in beiden Staaten deshalb getroffenen Anordnungen.

III. Bestimmungen rücksichtlich der Kosten in Civil- und Criminalsachen.

Art. 44. Gerichtliche und aussergerichtliche Process- und Untersuchungskosten, welche von dem zufolge der Bestimmungen dieser Uebereinkunft competenten Gerichte des einen Staates nach den dort geltenden Vorschriften festgesetzt und ausdrücklich für beitreibungsfähig erklärt worden sind, sollen auf Verlangen dieses Gerichts auch in dem andern Staate von den daselbst sich aufhaltenden Schuldnern ohne Weiteres executivisch eingezogen werden.

Art. 45. In allen Civil- und Criminalrechtssachen, in welchen die Bezahlung der Unkosten dazu unvermögenden Personen obliegt, haben die Behörden des einen Staates die Requisitionen der Behörden des andern sportel- und stempelfrei zu expediren und nur den unumgänglich nöthigen Verlag an Copialien, Porto, Botenlöhnen, Gebühren der Zeugen und Sachverständigen, Verpflegungs- und Transportkosten zu liquidiren.

Art. 46. Den vor einem auswärtigen Gerichte abzuhörenden Zeugen und andern Personen sollen die Reise- und Zehrungskosten nebst der wegen ihrer Versäumniss ihnen gebührenden Vergütung nach der von dem requirirten Gerichte geschehenen Verzeichnung bei erfolgter wirklicher Sistirung von dem requirirenden Gerichte sofort verabreicht werden.

Art. 47. Zur Entscheidung der Frage, ob die Person, welcher die Bezahlung in Civil- und Criminalsachen obliegt, hinreichendes Vermögen dazu besitze, soll nur das Zeugniss derjenigen Gerichtsstelle erfordert werden, unter welcher diese Person ihre wesentliche Wohnung hat. Sollte dieselbe ihre wesentliche Wohnung in einem dritten Staate haben und die Beitreibung der Kosten mit Schwierigkeiten verbunden sein, so wird es angesehen,

als ob sie kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze. Ist in Criminalfällen ein Angeschuldigter zwar vermögend, die Kosten zu entrichten, jedoch in dem gesprochenen Erkenntnisse dazu nicht verurtheilt worden, so ist dieser Fall dem des Unvermögens gleich zu setzen.

Art. 48. Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags stehen mit der Beurtheilung der politischen Heimath in keiner Verbindung.

Art. 49. Die Dauer dieser Uebereinkunft wird auf zwölf Jahre, vom 1. Juli 1848 an gerechnet, festgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe dieser zwölf Jahre keine Kündigung von der einen oder der anderen Seite, so ist sie stillschweigend als auf weitere zwölf Jahre verlängert anzusehen.

Coburg, am 10. Juni 1848.

Herzogl. Sächs. Staatsministerium.
Frhr. *v. Stein.*

29.

Convention de subsides entre la France et la République Orientale de l'Uruguay, signée à Montévidéo, le 12 juin 1848.

Les autorités françaises dans la Plata, voulant aider Montévidéo à conserver la position dans laquelle il se trouve, jusqu'au moment où les deux gouvernements médiateurs connaîtront les résultats de la mission qu'ils y avaient envoyée, et protéger ainsi efficacement la nombreuse population française qui se trouve dans la ville, offrent, à titre d'avance, au gouvernement de la république Orientale, qui l'accepte, un subside mensuel de quarante mille piastres courantes, aux conditions suivantes:

Art. 1. Un subside mensuel de quarante mille piastres courantes sera remis par les soins de M. le chargé d'affaires de France à la personne désignée à cet effet par le gouvernement oriental.

Art. 2. Ce subside sera payé à la fin de chaque mois, à partir du 30 du présent mois de juin, et jusqu'au moment où le Gouvernement français aurait pris une résolution à cet égard.

Art. 3. Il est convenu que le payement de ce subside sera effectué par le consul général de France, et à son choix, soit en espèces, soit en traites sur France, au cours du jour.

Art. 4. Ces subsides seront affectés spécialement à la subsistance et à l'entretien de l'armée.

Art. 5. M. le chargé d'affaires de France veillera à ce que ces subsides reçoivent la destination à laquelle ils sont spécialement affectés.

Art. 6. Le gouvernement de la république Orientale se reconnait débiteur des sommes qui lui auront été avancées, et il en hypothèque le remboursement sur les revenus de la douane de mil huit cent cinquante deux et suivantes.

Art. 7. Les membres du pouvoir exécutif, le commissaire de la République française, l'amiral commandant l'escadre française et le chargé d'affaires de France signeront le présent acte, qui sera dressé en triple expédition.

Fait à Montévidéo, le 12 juin 1848.

Signé: Baron *Gros, F. Le Prédour. A. Devoize, Joaquim Suares, M. H. Yobès, G. Battle, Bruno Mas.*

30.

Firmans du Schah de Perse adressés aux Gouverneurs de Fars et de l'Arabie perse, portant défense d'importer et d'exporter des Nègres par voie de mer. Signés le 12 juin. 1848. Traduction officielle.

A. To the high in Rank, and Pillar of Nobility, etc. etc., Hoosen Khan, the Controller of the State Affairs and Governor of Fars, who has been exalted and supported by the distinguished Favours of His Majesty, etc. etc. the Shah, be it known.

That it is a long Time since that a Request for the Abolition of the Importation of Negroes by Sea was made on the Part of the Ministers of the British Government to the Ministers and Authorities of this Kingdom, but their Request during this long Period has not obtained an Answer or (our) Consent.

But in consequence of the Favour entertained by our august Sovereignty, etc. etc. towards the high in Rank, the sincere Well-wisher of the State, the chosen among Christian Nobles, etc. etc. Colonel Farrant, Chargé d'Affaires of the English Government, on account of his respectful Conduct and Manner of proceeding, which have been made manifest, and purely for the Regard we entertain for him, we have accepted and complied with his Request, and we have ordained that henceforward that high in Rank shall warn all Merchants and Persons passing to and fro to discontinue to bring Negroes by Sea, and that they shall not export or import Negroes except by Land, which is by no means forbidden. That high in Rank will be held responsible for the Fulfilment of the Orders contained in this Communication.

Written in the Month of Rujub 1264.

Translated by
(Signed) Joseph Reed.

B. To the high in Rank, the Superior of Generals, the esteemed of the Sovereign, Mirza Nubee Khan, Chief of the Civil Law Court, the Governor of Ispahan and

Arabia, who has been honoured by the Favour of the pure Mind of the King of Kings, be it known, That at this Time the high in Rank, the noble and exalted, possessed of Dignity, the Pillar of Christian Nobles, the Cream of the great Ruler of Christendom, the undoubted Well-wisher of the State, Colonel Farrant, Chargé d'Affaires of the exalted English Government, who enjoys the unbounded Favour of His Majesty the Shah, whose resplendent Mind is desirous to gratify him, made a friendly Request on the Part of the Ministers of that exalted Government to the Ministers of His Majesty The Shah, etc. etc. that with a view to preserve the existing Friendship between the Two exalted States a Decree should be issued from the Source of magnificence (the Shah), that hereafter the Importation of the Negro Tribes by Sea should be forbidden, and this Traffic be abolished.

In consequence of this, it is ordered and ordained that that high in Rank, after perusing this Firman, which is equal to a Decre of Fate, it will be incumbent on him to issue positive and strict Injunctions to the whole of the Dealers in Slaves who trade by Sea, that henceforth by Sea alone the Importation and Exportation of Negroes into the Persian Dominions is entirely forbidden but not by Land. Not a single Individual will be permitted to bring Negroes by Sea, without being subjected to severe Punishment.

That high in Rank must in this Matter give peremptory Orders throughout his Government and not be remiss.

Written in the Month of Rujub 1264 (june 1848).

31.

Déclarations ministérielles, échangées entre les gouvernemens de Hanovre et de Brunsvic, relatives à la réunion de certains villages brunsvicois au Steuerverein. Déclaration du ministère de Hanovre, signée à Hanovre, le 17 juin 1848.

Nachdem die Königl. Hannoversche Regierung mit der Herzogl. Braunschweigischen Regierung übereingekommen ist, wegen des Anschlusses der Herzogl. Braunschweigischen Ortschaften Brunkensen, Hohenbüchen, Coppengrave und Lütgenholtensen und des Gasthauses am Jerzer-Berge an den Steuerverein nachstehende Bestimmungen gemeinschaftlich zu treffen, so erklären beide Regierungen Folgendes:

Art. 1. Die Herzogl. Braunschweigischen Ortschaften Hohenbüchen, Brunkensen, Coppengrave und Lütgenholtensen und das Gasthaus am Jerzer-Berge werden, unbeschadet der Landesherrlichen Hoheitsrechte Sr. Hoheit, des Herzogs von Braunschweig, vom 1. Juli d. J. an in Beziehung auf Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, so wie auf Verbrauchs- (Fabrikations-) Abgaben von inländischem Branntwein und Bier dem Steuervereine angeschlossen.

Die in Folge dieses Anschlusses zwischen den Zoll- und Steuer-Vereinsgebieten zu ziehenden Grenzen sollen durch beiderseits zu ernennende Commissarien festgestellt werden.

Art. 2. Die Bestimmungen der Uebereinkunft II. zwischen Hannover und den übrigen Staaten des Steuervereins einerseits und Braunschweig andererseits wegen des Anschlusses verschiedener Braunschweigischer Gebietstheile an den Steuerverein vom 16. Octbr. 1845 Art. 2 bis 18 und der dazu gehörigen Separat-Artikel 1 und 4 bis 12 von demselben Dato finden auf die vorgenannten Ortschaften und das Gasthaus am Jerzer-Berge gleichfalls Anwendung.

Art. 3. Zollvereinsländische Baumwollen-, Seiden- und Wollen-Waaren, welche sich im Besitze von Ein-

wohnern der fraglichen Gebietstheile befinden, sollen, falls die Quantitäten den unmittelbaren Privatbedarf der Inhaber überschreiten, entweder aus dem Steuervereine entfernt, oder zur vollen Eingangsabgabe nach dem Tarife des Steuervereins herangezogen werden können, dafern die Inhaber nicht nachweisen, dass die Waaren vor dem 1. Juni d. J. in den fraglichen Gebietstheil eingeführt sind. Von anderen Gegenständen wird eine Nachsteuer nicht erhoben.

Art. 4. Diese Uebereinkunft soll eben so lange in Wirksamkeit bleiben, als die wegen des Anschlusses anderer Braunschweigischer Gebietstheile an den Steuerverein unter dem 16. Octbr. 1845 getroffene Vereinbarung.

Urkundlich des hierunter gedruckten Siegels des Königl. Gesammt-Ministerii und nebengesetzter Unterschrift.

Hannover, den 17. Juni 1848.

Königl. Hannoversches Gesammt-Ministerium.

(L. S.) *von Benningsen.*

32.

Acte du Congrès des Etats-Unis d'Amérique relatif au transport des postes entre les Etats-Unis et les pays étrangers, sanctionné le 27 juin 1848.

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That the Postmaster-General, under the direction of the President of the United States, be, and he is hereby, authorized and empowered to charge upon, and collect from, all letters and other mailable matter carried to or from any port of the United States, in any foreign packet ship or other vessel, the same rate or rates of charge for American postage which the government to which such foreign packet or other vessel belongs imposes upon letters and other mailable matter conveyed to or from such foreign country in American packets or other vessels, as the postage of such government, and at any time to revoke the same. And it shall be the duty of all custom-house officers and other United States agents, designated or appointed for that purpose, to enforce or carry into effect the foregoing provision, and to aid or assist in the collection of such postage. And to that end it shall be lawful for such officers and agents, on suspicion of fraud, to open and examine, in the presence of two or more respectable persons, being citizens of the United States, any package or packages supposed to contain mailable matter, found on board such packets or other vessels, or elsewhere, and to prevent, if necessary, such packets or other vessels from entering, breaking bulk, or making clearance, until all such letters or other mailable matter are duly delivered into the United States post-office.

Sec. 2. And be it further enacted, That all letters or other mailable matter conveyed to or from any port of the United States, by any foreign packet or ship except such unsealed letters relating to said ship or vessel, or any part of the cargo thereof, as may be directed to the owner or owners, consignee or consignees, of

said ship or other vessel, shall be so subject to postage charge as aforesaid, whether addressed to any person in the United States or elsewhere: Provided, It is done by the packet or other ship of a foreign country imposing postage on letters or mailable matter conveyed to or from such country, by any packet or other ship of the United States; and such letters or other mailable matter carried in foreign packet ships or other vessels, except such unsealed letters relating to the ship or vessel, or any part of the cargo thereof, as may be directed to the owner or owners, consignee or consignees, as aforesaid, are hereby required to be delivered into the United States post-office by the master or commanders of all such packets or other vessels when arriving, and to be taken from a United States post-office when departing, and the postage paid thereon justly chargeable by this act; and for refusing or failing to do so, or for conveying said letters, or any letters intended to be conveyed in any ship or vessel of such foreign country, over or across the United States, or any portion thereof, the party offending shall, on conviction, forfeit and pay not exceeding five thousand dollars for each offence.

Sec. 3. And be it further enacted, That in case the person or persons, or the directors of any incorporated company, who have entered into any contract, or who may hereafter enter into any contract, with the Postmaster-General, for conveying the mail of the United States to any foreign country, in pursuance of the act entitled „An Act to provide for the transportation of the mail between the United States and foreign countries, and for other purposes“, approved the third day of March, eighteen hundred and forty-five, or of any other act, in which said contract there is a stipulation, on the part of such contractor, giving to the United States the right to purchase, at an appraised value, the steam-ship or ships required by such contract to be employed in conveying the mail, shall decline to sell and deliver to the United States such ship or ships, or shall refuse to name and appoint appraisers to value the same, agreeably to the provisions of said act, or the same having been appraised and valued, shall refuse to convey and deliver said ship or ships to the United States, on the payment, or tender of payment, by the United States, of the sum at which the said ship or ships may have been

appraised and valued, such person or persons so offending shall forfeit a sum not exceeding one hundred thousand dollars, to be recovered in any proper action, for the use of the treasury of the United States; and in case of refusal or inability to pay the same shall be liable to be imprisoned not exceeding one year at the discretion of the court rendering judgment for such penalty.

Sec. 4. *And be it further enacted*, That to secure the regular transmission of the mail to and from foreign countries, the Postmaster-General be, and he is hereby, authorized and required to impose fines on contractors, for any unreasonable or unnecessary delay in the departure of such mails, or in the performance of the trip: *Provided*, That the fine for any one default shall not exceed one half of the contract price paid for the trip.

Sec. 5. *And be it further enacted*, That it shall not be lawful for any contractor, for transporting the mail to any foreign country to assign or transfer his contracts; and all such assignments or transfers shall be null and void: *Provided*, That assignments and transfers, which have been made and accepted by the Postmaster-General or the Secretary of the Navy before the passage of this act, shall not be affected by this section.

Approved, June 27, 1848.

33.

Traité entre les nations indiennes des Wyandotts et des Delawares, relatif à une cession de territoire, signé le 14 décembre 1843, ainsi que la résolution du Congrès des Etats-Unis d'Amérique, en date du 25 juillet 1848, approuvant ce traité.

Resolved by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That the agreement, in writing, between the Delaware nation of Indians and the Wyandott nation of Indians, made and entered into on the fourteenth day of December, eighteen hundred and forty-three, for the purchase of certain lands by the latter, of the former tribe of Indians, and which said agreement, in writing, is as follows:

„Whereas, from a long and intimate acquaintance, and the ardent friendship which has for a great many years existed between the Delawares and Wyandotts, and from a mutual desire that the same feeling shall continue and be more strengthened by becoming near neighbors to each other; therefore the said parties, the Delawares on one side and the Wyandotts on the other, in full council assembled, have agreed, and do agree, to the following stipulations, to wit: —

Art. 1. The Delaware nation of Indians, residing between the Missouri and Kansas Rivers, being very anxious to have their uncles, the Wyandotts, to settle and reside near them, do hereby donate, grant, and quitclaim forever, to the Wyandott nation, three sections of land, containing six hundred and forty acres each, lying and being situated at the point of the junction of the Missouri and Kansas Rivers.

Art. 2. The Delaware chiefs, for themselves and by the unanimous consent of their people, do hereby cede, grant, quitclaim to the Wyandott nation, and their heirs forever, thirty-six sections of land, each containing six hundred and forty acres, situated between the aforesaid Missouri and Kansas Rivers, and adjoining on the west

the aforesaid three donated sections, making in all thirty-nine sections of land, bounded as follows, viz.: Commencing at the point at*) the junction of the aforesaid Missouri and Kansas Rivers, running west along the Kansas River sufficiently far to include the aforesaid thirty-nine sections; thence running north to the Missouir River; thence down the said river with its meanders to the place of beginning; to be surveyed in as near a square form as the rivers and territory ceded will admit of.

Art. 3. In consideration of the foregoing donation and cession of land, the Wyandott chiefs bind themselves, successors in office, and their people, to pay to the Delaware nation of Indians forty-six thousand and eighty dollars, as follows, viz.: six thousand and eighty dollars to be paid the year eighteen hundred and forty-four, and four thousand dollars annually thereafter for ten years.

Art. 4. It is hereby distinctly understood, between the contracting parties, that the aforesaid agreement shall not be binding or obligatory until the President of the United States shall have approved the same, and caused it to be recorded in the War Department.

In testimony whereof, we, the chiefs and headmen of the Delaware nation, and the chiefs and headmen of the Wyandott nation, have, this fourteenth day of December, eighteen hundred and forty-three, set our signatures.

Nah-Koo-Mer, his × mark.
Captain *Ketchum*, his × mark.
Captain *Suavec*, his × mark.
Jacken du then, his × mark.
San-Kock-Sa, his × mark.
Cock-I-To-Wa, his × mark.
Sa-Sar-Sit-Tona, his mark.
Pemp-Scah, his × mark.
Nah-Que-Non, his × mark.
} Delaware chiefs.

Henry Jacquis, his × mark.
James Washington, his × mark.
Matthew Peacock, his × mark.
James Bigtree, his × mark.
George Armstrong, his × mark.
Tan-Roo-Mie, his × mark.
T. A. Hicks,
} Wyandotts.

*) Sans doute erratum au lieu de: of

Signed in open council in presence of
Jonathan Philips, Sub-agent for the Wyandotts.
Richard W. Cummins, Indian Agent.
James M. Simpson.
Charles Graham.
Joel Walker, Secretary of the Wyandott Council.
Henry Tiblow, Indian Interpreter, Delaware."

be, and the same is hereby, confirmed: Provided, That the Wyandott Indian nation shall take no better right or interest in and to said lands than is now vested in the Delaware nation of Indians.

Approved, July 25, 1848.

34.

Traité de cession entre les Etats-Unis d'Amérique et les Pawnees, signé à Fort Childs, le 6 août 1848, ratifié de la part des Etats-Unis le 8 janvier 1849.

Articles of Agreement and Convention made this sixth Day of August, A. D. 1848, at Fort Childs, near the Head of Grand Island, on the south Side of the Nebraska or Great Platte River, between Lieutenant-Colonel Ludwell E. Powell, commanding Battalion Missouri Mounted Volunteers, en route to Oregon, in Behalf of the United States, and the Chiefs and Headmen of the Four Confederated Bands of Pawnees, viz.: Grand Pawnees, Pawnee Loups, Pawnee Republicans, and Pawnee Tappage, at present residing on the Platte River.

Art. I. The confederated bands of the Pawnees hereby cede and relinquish to the United States all their right, title, and interest in and to all that tract of land described as follows, viz.: Commencing on the south side of the Platte River five miles west of this post, „Fort Childs"; thence due north to the crest of the bluffs north of said Platte River; thence east and along the crest of said bluffs to the termination of Grand Island, supposed to be about sixty miles distant; thence south to the southern shore of said Platte River; and thence west and along the southern shore of the said Platte River to the place of beginning.

The land hereby conveyed is designated within the red lines of the following plat.

— — — — — — —

Art. II. In consideration of the land hereby ceded and relinquished, the United States have this day paid, through Captain Stewart Van Vliet, assistant quartermaster United Staates army, under an order from Lieutenant-Colonel Ludwell E. Powell, commanding battalion Missouri mounted volunteers, to the said four bands collectively, on the execution of this treaty, the amount of

two thousand dollars in goods and merchandise, the receipt of which is hereby acknowledged.

Art. III. The United States shall have the privilege of using any hard timber that may at any time be needed, situate upon Wood River, immediately north of the land hereby conveyed.

Art. IV. The Pawnee nation renew their assurance of friendship for the white men, their fidelity to the United States, and their desire for peace with all the neighboring tribes of Indians.

The Pawnee nation, therefore, faithfully promise not to molest or injure the property or person of any white citizen of the United Staates wherever found, nor to make war upon any tribes with whom said Pawnee tribes now are, or may hereafter be, at peace; but, should any difficulty arise, they agree to refer the matter in dispute to such arbitration as the President of the United States may direct.

Art. V. These articles of agreement and convention shall be binding and obligatory from this sixth day of August, A. D. 1848.

In testimony whereof, the said Lieutenant-Colonel Ludwell E. Powell, commanding battalion Missouri mounted volunteers, and the chiefs and headmen of the four confederated bands of Grand Pawnees, Pawnee Loups, Pawnee Republicans, and Pawnee Tappage, have hereunto signed their names, and affixed their seals, on the day and year aforesaid.

Ludwell E. Powell,
Lt. Col. Com'g Bat. M. Mounted Volunteers.

Chef Ma-Laigne,
Principal Chief of the Four Confederated Bands.

Suivent les signatures des chefs.

35.

Acte du Congrès des Etats-Unis d'Amérique relatif aux pouvoirs judiciaires des agens diplomatiques et consulaires des Etats-Unis en Chine et en Turquie, sanctionné le 11 août 1848.

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That, to carry into full effect the provisions of the treaty of July third, eighteen hundred and forty-four, with the Chinese empire, the commissioner and the consuls of the United States duly appointed to reside in China, shall, in addition to the other powers and duties imposed upon them by the provisions of said treaty, be vested with the judicial authority herein described, which shall appertain to the said office of commissioner and consul, and be a part of the duties belonging thereto.

Sec. 2. And be it further enacted, That in regard to crimes and misdemeanors, the said public functionaries are hereby fully empowered to arraign, and try, in the manner herein provided, all citizens of the United States charged with offences against law, which shall be committed in the dominions of China, including Macao, and, upon conviction, to sentence such offenders in the manner herein authorized; and the said functionaries and each of them are hereby authorized to issue all such processes as are suitable and necessary to carry this authority into execution.

Sec. 3. And be it further enacted, That in regard to civil rights, whether of property or person, the said functionaries are hereby vested with all the judicial authority necessary to execute the provisions of said treaty, and shall entertain jurisdiction in matters of contract at the port where, or nearest to which, the contract was made, or at the port at which, or nearest to which, it was to be executed; and in all other matters at the port where, or nearest to which, the cause of controversy arose, or at the port where, or nearest to which, the

damage complained of was sustained — any such port above named being always one of the five mentioned in the treaty; which jurisdiction shall embrace all controversies between citizens of the United States or others provided for by said treaty.

Sec. 4. And be it further enacted, That such jurisdiction in criminal and civil matters shall, in all cases, be exercised and enforced in conformity with the laws of the United States, which are hereby, so far as is necessary to execute said treaty, extended over all citizens of the United States in China, (and over all others to the extent that the terms of the treaty justify or require), so far as such laws are suitable to carry said treaty into effect; but in all cases where such laws are not adapted to the object, or are deficient in the provisions necessary to furnish suitable remedies, the common law shall be extended in like manner over such citizens and others in China; and if defects still remain to be supplied, and neither the common law nor the statutes of the United States furnish appropriate and suitable remedies, the commissioner shall, by decrees and regulations which shall have the force of law, supply such defects and deficiencies.

Sec. 5. And be it further enacted, That, in order to organize and carry into effect the system of jurisprudence demanded by said treaty, the commissioner, with the advice of the several consuls for the five ports named in said treaty, or so many of them as can be conveniently assembled, shall perscribe the forms of all processes which shall be issued by any of said consuls; the mode of executing and the time of returning the same; the manner in which trials shall be conducted, and how the records thereof shall be kept; the form of oaths for Christian witnesses, and the mode of examining all other witnesses; the costs which shall be allowed to the prevailing party, and the fees which shall be paid for judicial services to defray necessary expenses; the manner in which all officers and agents to execute process, and to carry this act into effect, shall be appointed and compensated; the form of bail bonds, and the security which shall be required of the party who appeals from the decision of a consul; and generally, without further enumeration, to made all such decrees and regulations from time to time, under the provisions of this act, as the exigency may

demand; and all such regulations, decrees and orders shall be plainly drawn up in writing, and submitted, as above provided, for the advice of the consuls, or as many of them as can be consulted without prejudicial delay or inconvenience, who shall each signify his assent or dissent in writing, with his name subscribed thereto; and after taking such advice, and considering the same, the commissioner may, nevertheless, by causing the decree, order, or regulation, to be published with his signature thereto, and the opinions of his advisers inscribed thereon, [make it] to become binding and obligatory until annulled or modified by Congress, and it shall take effect from the publication or any subsequent day thereto named in the act.

Sec. 6. And be it further enacted, That all such regulations, orders, and decrees shall, as speedily as may be after publication, be transmitted by the commissioner, with the opinions of his advisers, as drawn up by them severally, to the President, to be laid before Congress for revision.

Sec. 7. And be it further enacted, That each of the consuls aforefaid, at the port for which he is appointed, shall be competent, under the authority herein contained, upon facts within his own knowledge, or which he has good reason to believe true, or upon complaint made, or information filed in writing and authenticated in such way as shall be prescribed by the commissioners, to issue his warrant for the arrest of any citizen of the United States charged with committing in China an offense against law; and when arrested, to arraign and try any such offender; and upon conviction, to sentence him to punishment in the manner herein prescribed; always meting out [punishment] in a manner proportioned to the offence; which punishment shall, in all cases, except as is herein otherwise provided, be either fine or imprisonment.

Sec. 8. And be it further enacted, That any consul, when sitting alone for the trial of offences, shall finally decide all cases where the fine imposed does not exceed one hundred dollars, or the term of imprisonment does not exceed sixty days, and there shall be no appeal therefrom, except as provided in section eleven of this act.

Sec. 9. And be it further enacted, That when sitting alone he may also decide all cases in which the

fine imposed does not exceed five hundred dollars, or the term of imprisonment does not exceed ninety days; but in all such cases, if the fine exceeds one hundred dollars, or the imprisonment exceeds ninety days, the defendant may, by complying with the requirements in cases of appeal, carry the case before the commissioner by appeal.

Sec. 10. And be it further enacted, That whenever in any case the consul shall be of opinion that, by reason of the legal questions which may arise therein, assistance, will be useful to him, or whenever he shall be of opinion, that a severer punishment than those above specified will be required, he shall, in either case, summon one or more citizens of the United States, not exceeding four in number, but in capital cases not less than four, who shall be persons of good repute and competent to the duty, to sit with him in the trial, and who, after so sitting upon the trial, shall each enter upon the record his judgment and opinion, and sign the same. The consul shall, however, decide the case; but if his decision is opposed by the opinion of one or more of his associates, the case, without further proceedings, together with the evidence and opinions, shall be referred to the commissioner for his final adjudication, either by entering up judgment therein, or remitting the same to the consul with instructions how to proceed therewith; but in all such cases, except capital offences, if the consul and his associates concur in opinion, the decision shall be final.

Sec. 11. And be it further enacted, That the consuls aforesaid, and each of them, at the port for which he is appointed, shall have jurisdiction, as is herein provided, in all civil cases arising under said treaty, wherein the damage demanded does not exceed the sum of five hundred dollars; and if he sees fit to decide the same without aid, his decision thereon shall be final; but if in his judgment any case involves legal perplexities, and assistance will be useful, or if the damage demanded exceeds five hundred dollars, in either such case it shall be his duty to summon to his aid not less than two nor more than three citizens of the United States, of good repute and competent to the duty, who shall with him hear any such case; and if the consul and his associates concur in opinion, the judgment shall

be final; but if the associates, or any of them, differ from the consul, the opinions of all shall be noted on the record, and each shall subscribe his name to his assent to, or dissent from, the consul, with such reasons therefor as he thinks proper to assign, and either party may thereupon appeal, under such regulations as may exist, to the commissioner; but if no appeal is lawfully claimed, the decision of the consul shall be final and conclusive.

Sec. 12. And be it further enacted, That, in all cases, criminal and civil, the evidence shall be taken down in writing in open court, under such regulations, as may be made for that purpose; and all objections to the competency or character of testimony shall be noted down, with the ruling in all such cases, and the evidence shall be part of the case.

Sec. 13. And be it further enacted, That the commissioner of the United States shall, in addition to his power to make regulations and decrees, as is herein provided, be fully authorized to hear and decide all cases, criminal and civil, which may come before him under the provisions of this act, and to issue all processes necessary to execute the power conferred upon him; and he is hereby fully empowered to decide finally any case upon the evidence which comes up with it, or to hear the parties further, if he thinks justice will be promoted thereby; and he may also prescribe the rules upon which new trials may be granted, either by the consuls or by himself, if asked for upon justifiable grounds.

Sec. 14. And be it further enacted, That in all cases, except as is herein otherwise provided, the punishment of crime provided for by this act shall be by fine or imprisonment, or both, at the discretion of the functionary who decides the case, but subject to the regulations herein contained, and such as may hereafter be made. It shall, however, be the duty of each and every functionary to allot punishment according to the magnitude and aggravation of the offence, and all who refuse or neglect to comply with the sentence passed upon them shall stand committed until they do comply, or are discharged by order of the consul, with the consent of the commissioner.

Sec. 15. And be it further enacted, That murder and insurrection, or rebellion against the Chinese

government, with intent to subvert the same, shall be capital offences, punishable with death; but no person shall be convicted of either of said crimes unless the consul and his associates in the trial all concur in opinion, and the commissioner also approves of the conviction; but it shall always be lawful to convict one put upon trial for either of these crimes of a lesser offence, of a similar character, if the evidence justifies it; and when so convicted, to punish as for other offences, by fine or imprisonment, or both.

Sec. 16. And be it further enacted, That whenever any one shall be convicted of either of the crimes punishable with death, as aforesaid, it shall be the duty of the commissioner to issue his warrant for the execution of such convict, appointing the time, place, and manner; but if the said commissioner shall be satisfied that the ends of public justice demand it, he may, from time to time, postpone such execution; and if he finds mitigatory circumstances which may authorize it, may submit the case to the President of the United States for pardon.

Sec. 17. And be it further enacted, That it shall be the duty of the commissioner to establish a tariff of fees for judicial services, which shall be paid by such parties, and to such persons, as said commissioner shall direct; and the proceeds shall, as far as is necessary, be applied to defray the expenses incident to the execution of this act; and regular accounts, both of receipts and expenditures, shall be kept and laid before Congress by the commissioner annually.

Sec. 18. And be it further enacted, That, in consideration of the duties herein imposed upon the commissioner, there shall be paid to him, out of the treasury of the United States, annually, the sum of one thousand dollars in addition to his salary; and there shall also be paid, annually, to each of said consuls, for a like reason, the sum of one thousand dollars in addition to consular fees.

Sec. 19. And be it further enacted, That, in all criminal cases which are not of a heinous character, it shall be lawful for the parties aggrieved or concerned therein, with the assent of the commissioner or consul, to adjust and settle the same among themselves, upon pecuniary or other considerations.

Sec. 20. And be it further enacted, That it shall be the duty also of the commissioner and the consuls to encourage the settlement of controversies of a civil character by mutual agreement, or to submit them to the decision of referees agreed upon by the parties, a majority of whom shall have power to decide the matter. And it shall be the duty of the commissioner to prepare a form of submission for such cases, to be signed by the parties and acknowledged before the consul; and when parties have so agreed to refer, the referees may, after suitable notice of the time and place of meeting for the trial, proceed ex parte, in case either party refuses or neglects to appear; and, after hearing any case, may deliver their award sealed to the consul, who, in court, shall open the same; and if he accepts it, he shall endorse the fact, and judgment shall be rendered thereon, and execution issue in compliance with the terms thereof: Provided, however, That the parties may always settle the same before return thereof is made to the consul.

Sec. 21. And be it further enacted, That the commissioner and the consuls shall be fully authorized to call upon the Chinese authorities to sustain and support them in the execution of the powers confided to them by said treaty, and on their part to do and perform whatever is necessary to carry the provisions of said treaty into full effect, so far as they are to be executed in China.

Sec. 22. And be it further enacted, That the provisions of this act, so far as the same relate to crimes committed by citizens of the United States, shall extend to Turkey, under the treaty with the Sublime Porte of May seventh, eighteen hundred and thirty, and shall be executed in the dominions of the Sublime Porte, in conformity with the provisions of said treaty, by the minister of the United States, and the consuls appointed by the United States to reside therein, who are hereby ex officio vested with the powers herein contained, for the purposes above expressed, so far as regards the punishment of crime.

Sec. 23. And be it further enacted, That the word commissioner, when used in this act, shall be understood to mean the persons vested with and exercising the principal diplomatic functions in China; and the word minister, as meaning the person vested with the powers of chief diplomatic functionary of the United

States in Turkey. The word consul shall be understood to mean any person vested by the United States with, and exercising, the consular authority in any of the five ports in China named in the treaty, or in any port in Turkey.

Sec. 24. And be it further enacted, That all such officers shall be responsible for their conduct to the United States and to the laws thereof, not only as diplomatic functionaries and commercial functionaries, but as judicial officers when they perform judicial duties, and shall be held liable for all negligences and misconduct as public officers.

Approved, August 11, 1848.

36.

Acte du Congrès des Etats-Unis d'Amérique pour mettre en exécution les traités relatifs à l'extradition des malfaiteurs. Sanctionné le 12 août 1848.

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That in all cases in which there now exists, or hereafter may exist, any treaty or convention for extradition between the government of the United States and any foreign government, it shall and may be lawful for any of the justices of the Supreme Court or judges of the several District Courts of the United States and the judges of the several State courts, and the commissioners authorized so to do by any of the courts of the United States, are hereby severally vested with power, jurisdiction and authority, upon complaint made under oath or affirmation, charging any person found within the limits of any State, district, or territory, with having committed within the jurisdiction of any such foreign government any of the crimes enumerated or provided for by any such treaty or convention — to issue his warrant for the apprehension of the person so charged, that he may be brought before such judge or commissioner, to the end that the evidence of criminality may be heard and considered; and if, on such hearing, the evidence be deemed sufficient by him to sustain the charge under the provisions of the proper treaty or convention, it shall be his duty to certify the same, together with a copy of all the testimony taken before him, to the Secretary of State, that a warrant may issue upon the requisition of the proper authorities of such foreign government, for the surrender of such person, according to the stipulations of said treaty or convention; and it shall be the duty of the said judge or commissioner to issue his warrant for the commitment of the person so charged to the proper gaol, there to remain until such surrender shall be made.

Sec. 2. And be it further enacted, That in every case of complaint as aforesaid, and of a hearing

upon the return of the warrant of arrest, copies of the depositions upon which an original warrant in any such foreign country may have been granted, certified under the hand of the person or persons issuing such warrant, and attested upon the oath of the party producing them to be true copies of the original depositions, may be received in evidence of the criminality of the person so apprehended.

Sec. 3. And be it further enacted, That it shall be lawful for the Secretary of State, under his hand and seal of office, to order the person so committed to be delivered to such person or persons as shall be authorized, in the name and on behalf of such foreign government, to be tried for the crime of which such person shall be so accused, and such person shall be delivered up accordingly, and it shall be lawful for the person or persons authorized, as aforesaid, to hold such person in custody, and to take him or her to the territories of such foreign government, pursuant to such treaty; and if the person so accused shall escape out of any custody to which he or she shall be committed, or to which he or she shall be delivered, as aforesaid, it shall be lawful to retake such person in the same manner as any person accused of any crime against the laws in force in that part of the United States to which he or she shall so escape may be retaken on an escape.

Sec. 4. And be it further enacted, That when any person who shall have been committed under this act, or any such treaty, as aforesaid, to remain until delivered up in pursuance of a requisition, as aforesaid, shall not be delivered up pursuant thereto, and conveyed out of the United States within two calender months after such commitment, over and above the time actually required to convey the prisoner from the gaol to which he or she may have been committed, by the readiest way, out of the United States, it shall, in every such case, be lawful for any judge of the United States, or of any State, upon application made to him by or on behalf of the person so committed, and upon proof made to him that reasonable notice of the intention to make such application has been given to the Secretary of State, to order the person so committed to be discharged out of custody, unless sufficient cause shall be shown to such judge why such discharge ought not to be ordered.

Sec. 5. And be it further enacted, That this act shall continue in force during the existence of any treaty of extradition with any foreign government, and no longer.

Sec. 6. And be it further enacted, That it shall be lawful for the courts of the United States, or any of them, to authorize any person or persons to act

---

37.

Articles additionnels à la convention postale du 3 avril 1843, entre la France et la Grande Bretagne. Signés à Paris, le 30 août, et à Londres, le 7 septembre 1848.

Texte anglais.

In pursuance of the power granted by Articles XLIX and LXXXVII of the Convention of April 3rd, 1843, between France and Great Britain, to the 2 Post Offices, to settle the matters of detail which are to be arranged by mutual consent for ensuring the execution of the said Convention;

The Undersigned, duly authorized for that purpose by their respective Offices, have agreed upon the following Articles:

Art. I. The correspondence originating either in France, Algeria, and those countries on the shores of the Mediterranean where France maintains Post Offices, or in the States the correspondence of which passes through France, addressed to the States of Equator, Peru, Bolivia, Chili, and any port or place in the Pacific Ocean or elsewhere (ports in New Granada excepted), and reciprocally, the correspondence originating in the said States addressed to France, Algeria, and those countries on the shores of the Mediterranean where France maintains Post Offices, as well as to the States the correspondence of which passes through France, may be forwarded to England and across the Isthmus of Panama, to be conveyed by vessels freighted by order of the Government of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

as a commissioner or commissioners, under the provisions of this act; and the doings of such person or persons so authorized, in pursuanze of any of the provisions aforesaid, shall be good and available to all intents and purposes whatever.

Approved, August 12, 1848.

37.

Articles additionnels à la convention postale du 3 avril 1843, entre la France et la Grande Bretagne. Signés à Paris, le 30 août, et à Londres, le 7 septembre 1848.

Texte français.

En vertu de la faculté conférée par les Articles XLIX et LXXXVII de la Convention du 3 avril, 1843, entre la France et la Grande Bretagne, aux Offices des Postes des 2 pays, d'arrêter de concert les mesures d'ordre et de détail qui doivent procurer l'exécution de cette Convention;

Les Soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Offices respectifs, sont convenus des Articles suivans:

Art. I. Les correspondances originaires de la France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste, ainsi que des pays auxquels la France sert d'intermédiaire, adressées soit dans les Etats de l'Equateur, du Pérou, de la Bolivie et du Chili, soit dans d'autres pays situés sur l'Océan Pacifique (la Nouvelle Grenade exceptée), et réciproquement, les correspondances originaires des dits Etats et pays à destination de la France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste ainsi que des pays auxquels la France sert d'intermédiaire, pourront être dirigées sur l'Angleterre et par l'Isthme de Panama, pour être transportées au moyen des paquebots entretenus ou frêtés pour le compte du Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande.

II. The French Post Office shall pay to the British Post Office for transit postage on the territory of Great Britain and across the Isthmus of Panama, as well as for sea conveyance of the correspondence originating in or addressed to the States of Equator, Peru, Bolivia, Chili, and any other port or place in the Pacific Ocean, or elsewhere (ports in New Granada excepted), namely:

1st. On ordinary letters, 5 shillings and 4 pence per ounce British, net weight.

2ndly. On newspapers (those originating in or addressed to Chili excepted), 1 penny for every newspaper.

3rdly. On newspapers originating in or addressed to Chili, 3 pence for every newspaper.

III. It is understood that in the rates fixed as above for transit postage and sea conveyance of the correspondence described in Article II preceding, the rate with which the said correspondence may be chargeable, for internal postage in the States to or from which it is forwarded, is not included.

The correspondence originating in the countries above mentioned shall be marked on their arrival in England with a stamp bearing the words „Panama transit."

IV. The present Articles shall be considered as additional to those agreed upon between the 2 Offices for carrying into execution the Convention of April 3, 1843, signed at London the 1st May following, and shall come into operation on the 15th of September, 1848.

Done in duplicate, and signed at Paris, the 30th day of the month of August, 1848, and at London the 7th day of September following.

W. L. Maberly,
Secretary to the General Post Office of the United Kingdom.

Piron,
L'un des Sous-Directeurs de l'Administration des Postes de France.

Approved,

Clanricarde,
Postmaster-General of the United Kingdom.

II. L'Administration des Postes de France payera à l'Administration des Postes de la Grande Bretagne, pour prix de transit à travers l'Angleterre et entre Chagres et Panama, ainsi que pour tout port de voie de mer des correspondances originaires ou à destination tant des Etats de l'Equateur, du Pérou, de la Bolivie, et du Chili, que des autres pays situés sur l'Océan Pacifique (la Nouvelle Grenade exceptée), savoir:

1°. Pour les lettres ordinaires, la somme de 5 shillings et 4 pence par once Britannique, poids net.

2°. Pour les journaux (ceux originaires ou à destination du Chili exceptés), la somme de 1 penny par journal.

3°. Pour les journaux originaires ou à destination du Chili, la somme de 3 pence aussi par journal.

III. Il est entendu que dans les prix de transit et de port de voie de mer stipulés dans l'Article II précédent, ne sont pas comprises les taxes dont les correspondances mentionnées au dit Article sont passibles, en raison de leur parcours dans l'intérieur des Etats d'origine ou de destination.

Les correspondances originaires des pays ci-dessus mentionnés seront frappées à leur arrivée en Angleterre d'un timbre portant les mots, „Panama transit."

IV. Les présens Articles seront considérés comme additionnels aux Articles d'exécution de la Convention du 3 Avril, 1843, signés à Londres le 1er Mai suivant, et seront mis en vigueur à partir du 15 Septembre, 1848.

Fait en double original et signé à Paris le 30ème jour du mois d'Août, 1848, et à Londres le 7ème jour du mois de Septembre suivant.

Piron,
L'un des Sous-Directeurs de l'Administration des Postes de France.

W. L. Maberly,
Secretary to the General Post Office of the United Kingdom.

Approuvé,
Le Directeur de l'Administration Générale des Postes de la République,
Etienne Arago.

38.

a. Articles additionnels au traité conclu, le 4 mai 1818, entre la Grande Bretagne et les Pays-Bas, pour la répression de la traite des Noirs. Signés à la Haye, le 31 août 1848).*

Texte français.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, ayant trouvé bon de convenir d'un arrangement ultérieur, additionnel au Traité conclu à la Haye le 4 Mai, 1818, pour la répression du Trafic des Esclaves, auquel ont déjà été ajoutés des Articles Additionnels et Explicatifs, conclus le 31 Décembre, 1822, le 25 Janvier, 1823, et le 7 Février, 1837, ont nommé, autorisé, et commis leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le Sieur Arnold Adolphe Baron Bentinck, Commandeur de l'Ordre du Lion Néerlandais, et de celui de la Couronne de Wurtemberg, et Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse, 3me classe, son Ministre des Affaires Etrangères, ad interim; et Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sir Edward Cromwell Disbrowe, Chevalier Grand Croix de l'Ordre Royal Hanovrien des Guelphes, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand Duc de Luxembourg:

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivans:

Art. I. Attendu que par la 5me section de l'Article Additionnel conclu le 25 Janvier, 1823, au Traité pour la répression du Trafic des Esclaves, entre Leurs Majestés le Roi des Pays-Bas et le Roi de Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, signé à la Haye le 4 Mai, 1818, tout navire ou vaisseau sujet à l'examen, aux termes du dit Traité, ou aux termes des Articles Explicatifs et Additionnels, et détenu rôdant ou naviguant sur ou proche de la côte d'Afrique, dans l'espace d'un degré géographi-

*) L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 24 octobre



38.

a. Articles additionnels au traité conclu, le 4 mai 1818, entre la Grande Bretagne et les Pays-Bas, pour la répression de la traite des Noirs. Signés à la Haye, le 31 août 1848).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of The Netherlands, having deemed it expedient to enter into a further arrangement, additional to the Treaty concluded at The Hague on the 4th of May, 1818, for the Suppression of the Slave Trade, to which Additional and Explanatory Articles have been already concluded on the 31st of December, 1822; on the 25th of January, 1823; and on the 7th of February, 1837; have named, authorized, and appointed as their Plenipotentiaries for that purpose, namely:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Sir Edward Cromwell Disbrowe, Knight Grand Cross of the Royal Hanoverian Guelphic Order, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Netherlands, Grand Duke of Luxemburg; and His Majesty the King of the Netherlands, Arnold Adolphus Baron Bentinck, Commander of the Orders of the Netherland Lion and the Crown of Wurtemberg, and Knight of the Prussian Order of the Red Eagle, 3rd class, his temporary Minister for Foreign Affairs:

Who, after having communicated to each other their respective Full-powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. Whereas, by the 5th section of the Additional Article, concluded on the 25th of January, 1823, to the Treaty for the Suppression of the Slave Trade, between their Majesties the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the King of the Netherlands, signed at The Hague on the 4th of May, 1818, any ship or vessel subject to examination under that Treaty, or under the Explanatory or Additional Articles thereto, detained, hovering, or sailing upon the Coast of Africa,

---

*) 1848. — Voir Tom. XI. p. 470.

que à l'ouest d'icelle; et entre le 20me degré de latitude septentrionale, et le 20me degré de latitude méridionale, ou à l'ancre dans une des rivières, baies, ou criques de la dite côte; dans la circonscription de ces limites, ou à l'ancre en quelque port que ce soit dans la circonscription des dites limites, se trouve exposé à être détenu et condamné, s'il se trouve à bord une quantité exorbitante d'eau en barriques ou en cuves, et plus qu'il n'en faudrait pour la consommation de l'équipage d'un navire marchand: et attendu que des cas pourraient se présenter, où le commerce légitime pourrait être interrompu, et que des navires marchands, destinés au transport d'émigrés ou de bétail, pourraient être empêchés de continuer cette occupation légitime, par l'application trop rigoureuse de la susdite stipulation; il est convenu entre les 2 Hautes Parties Contractantes, que s'il se trouvait à bord d'un bâtiment marchand de l'une ou de l'autre nation, une plus grande provision d'eau en barriques ou en cuves, ou dans d'autres réservoirs, que ne l'exigent les besoins de l'équipage, cette circonstance seule ne pourra point être considérée comme un motif valable pour autoriser la détention du susdit navire, pourvu que les papiers à bord dont il est muni soient en règle, de manière à constater qu'il n'est pas engagé à faire le Trafic d'Esclaves.

II. Attendu qu'il était convenu par l'Article II du susdit Traité du 4 Mai, 1818, que des vaisseaux des Marines Royales des 2 Hautes Parties Contractantes, munis d'instructions spéciales, auraient le droit de visiter des navires marchands des 2 nations, suspects de se trouver engagés dans le Commerce d'Esclaves, et auraient le droit d'arrêter de tels navires ayant en effet des esclaves à bord: et attendu que ce droit de visite et d'arrestation fut permis dans toute l'étendue des grandes mers, à l'exception de la Mer Méditerranée, et les mers Européennes situées hors du Détroit de Gibraltar, au nord de la 37me parallèle de latitude septentrionale, et à l'est du méridien de longitude au 20me degré à l'ouest de Greenwich: et attendu qu'il était convenu par l'Article Additionnel au susdit Traité, signé le 25 Janvier, 1823, que le droit d'arrestation serait étendu aux navires trouvés dans certaines limites indiquées, sur la Côte Occidentale d'Afrique, équipés pour le Commerce d'Esclaves: et attendu que le Trafic d'Esclaves ne se borne pas à cette partie de la Côte Occidentale d'Afrique, où l'arrestation du chef d'équi-

within 1 geographic degree to the westward thereof, and between the 20th degree of north latitude and the 20th degree of south latitude, or at anchor within any of the rivers, bays, or creeks of the said coast, within those limits, or at anchor in any port within the said limits, was declared liable to seizure and condemnation if she should be found to have on board an unreasonable quantity of water in casks or in tanks, more than sufficient for the consumption of her crew as a merchant-vessel: and whereas cases might arise in which lawful commerce might be interrupted, and merchant-ships destined for the transport of emigrants or cattle might be prevented from pursuing such lawful occupation by too strict an application of the stipulation above cited;— it is hereby agreed by the 2 High Contracting Parties, that if there should be found on board of a merchant-vessel of either nation a greater quantity of water in casks or in tanks, or in other receptacles, than is necessary for the use of the crew, that circumstance alone shall not be considered as sufficient reason for authorizing the detention of the said vessel, provided that the ship's papers with which she is furnished are in order, so as to prove that she is not engaged in Slave Trade.

II. Whereas by Article II of the aforesaid Treaty of the 4th of May, 1818, it was agreed that ships of the Royal Navies of the 2 High Contracting Parties, provided with special instructions, should have the right of visiting merchant-vessels of the 2 nations, suspected of being engaged in Slave Trade, and should have the right of seizing such vessels when found with slaves actually on board: and whereas that right of search and seizure was permitted throughout the whole extent of the high seas except in the Mediterranean Sea, and in the seas of Europe lying without the Straits of Gibraltar, to the northward of the 37th parallel of north latitude, and to the eastward of the meridian of longitude 20 degrees west of Greenwich: and whereas by the Additional Article to the aforesaid Treaty, signed on the 25th of January, 1823, it was agreed that the right of seizure should be extended to vessels found within certain specified limits on the West Coast of Africa, equipped for slave trading: and whereas the Traffic in Slaves is not confined to that part of the West Coast of Africa, within which seizure for equipment is

pement est permise, mais qu'il se pratique également, tant sur la Côte Orientale d'Afrique que dans d'autres parties du monde; il est convenu entre les 2 Hautes Parties Contractantes, que le droit réciproque accordé par l'Article Additionnel susmentionné aux croiseurs des 2 nations, d'arrêter des navires trouvés équipés pour le Commerce d'Esclaves, sera étendu à des navires trouvés sur la Côte Orientale d'Afrique, à l'ouest du 53me degré de longitude à l'est du méridien de Greenwich, et entre l'Equateur et la parallèle de 30 degrés de latitude méridionale; et que des navires arrêtés du chef d'un tel équipement dans les susdites limites, seront soumis à la juridiction des Cours de Justice Mixtes établies en vertu du Traité de 1818.

III. Attendu qu'il était convenu par la section 3 de l'Article III du Traité du 4 Mai, 1818, que le nombre des vaisseaux de chacune des Marines Royales, autorisés à visiter et à arrêter des navires marchands, par suite des stipulations de ce Traité, ne pourrait excéder le nombre de 12, appartenant à chacune des Hautes Parties Contractantes, sans le consentement exprès de l'autre Puissance préalablement obtenu: et attendu que l'expérience a fait connaître l'insuffisance d'un nombre si restreint de croiseurs pour supprimer le Commerce d'Esclaves:

Il est réciproquement convenu entre les 2 Hautes Parties Contractantes, que l'une et l'autre Partie aura la faculté d'employer, sous les conditions et les restrictions stipulées par le Traité de 1818, et dans le but de donner suite à ce Traité et à ses Articles Additionnels et Explicatifs, tel nombre de vaisseaux de sa Marine Royale, que l'une et l'autre Partie jugera utile.

IV. Les présens Articles Additionnels auront la même force et valeur que s'ils se trouvaient insérés dans le Traité du 4 Mai, 1818, et seront tenus comme en fesant partie intégrante. Ils seront ratifiés, et les ratifications seront échangées à La Haye, dans l'espace d'un mois, à compter du jour de leur signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs les ont signés, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à La Haye, le 31 Août, de l'an de Grâce, 1848.

(L.S.) *Bentinck.* (L.S.) *Edw. Cromwell Disbrowe.*

allowed, but is also carried on both on the East Coast of Africa and in other parts of the world; it is, therefore, agreed by the 2 High Contracting Parties, that the mutual right granted by the Additional Article aforesaid to the cruizers of the 2 nations, of seizing vessels found equipped for Slave Trade, shall be extended to vessels found on the East Coast of Africa, to the westward of the 53rd degree of longitude east from the meridian of Greenwich, and between the Equator and the parallel of 30 degrees south latitude; and that vessels seized on account of such equipment within the limits aforesaid, shall be amenable to the jurisdiction of the Mixed Courts of Justice established under the Treaty of 1818.

III. Whereas by section 3 of Article III to the Treaty of the 4th of May, 1818, it was agreed that the number of ships of each of the Royal Navies authorized to search and detain merchant-vessels under the provisions of that Treaty, should not exceed the number of 12, belonging to either of the High Contracting Parties, without the special consent of the other High Contracting Party being first had and obtained: and whereas experience has shown the inadequacy of so small a number of cruizers to suppress the Slave Trade:

It is mutually agreed by the 2 High Contracting Parties, that either party shall be at liberty to employ, under the conditions and restrictions stipulated by the Treaty of 1818, and in order to carry into effect that Treaty and its Additional and Explanatory Articles, such number of ships of its Royal Navy as may appear to either Party to be expedient.

IV. The present Additional Articles shall have the same force and validity as if they had been inserted in the Treaty of the 4th of May, 1818, of which they shall be considered as forming an integral part. They shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at The Hague within 1 month from the date of their signature.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at The Hague, this 31st day of August, in the year of our Lord 1848.

(L. S.) *Edw. Cromwell Disbrowe.* (L. S.) *Bentinck.*

b. *Déclaration signée, à la Haye, le 24 octobre 1848.*

The Undersigned Plenipotentiaries have agreed, with the consent of their respective Sovereigns, that Article II of the ulterior Arrangements signed at The Hague on the 31st of August, 1848, as additional to the Treaty of the 4th of May, 1818, for the Suppression of the Slave Trade, shall not be carried into execution till after the expiration of 5 months from the date of the exchange of the ratifications, and that from that period the stipulations of this said Article shall have full and complete effect.

Done at The Hague, this 24th day of Octobre, 1848.

(L. S.) *Edw. Cromwell Disbrowe.* (L. S.) *Bentinck.*

39.

Acte du parlement britannique, en date du 4 septembre 1848, relatif aux relations diplomatiques de la Grande Bretagne avec „le souverain des états romains."

[11 et 12 Vict. cap. 108.] [September 4, 1848.]

Whereas doubts exist whether Her Majesty can lawfully establish and maintain diplomatic relations and hold diplomatic intercourse with the Sovereign of the Roman States; and it is expedient that such doubts should be removed: Be it therefore declared and enacted by the Queen's most excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, that, notwithstanding anything contained in any Act or Acts now in force, it shall be lawful for Her Majesty, her heirs and successors, to establish and maintain diplomatic relations and to hold diplomatic intercourse with the Sovereign of the Roman States.

II. Provided always, and be it enacted, that it shall not be lawful for Her Majesty, her heirs or successors, to receive at the Court of London, as Ambassador, Envoy Extraordinary, Minister Plenipotentiary, or other Diplomatic Agent, accredited by the Sovereign of the Roman States, any person who shall be in holy orders in the Church of Rome, or a Jesuit or member of any other religious order, community, or society of the Church of Rome, bound by monastic or religious vows.

III. Provided always, and be it enacted, that nothing herein contained shall repeal, weaken, or affect, or be construed to repeal, weaken, or affect any laws or statutes, or any part of any laws or statutes, now in force for preserving and upholding the supremacy of our Lady the Queen, her heirs and successors, in all matters civil and ecclesiastical within this realm, and other Her Majesty's dominions, nor those laws or parts of laws now in force which have for their object to control, regulate, and restrain the acts and conduct of Her Majesty's subjects, and to prohibit their communications with the Sovereigns of Foreign States on the said matters; all which laws and statutes ought for ever to be maintained for the dignity of the Crown and the good of the subject.

40.

Note officielle du ministère des affaires étrangères de la Grande-Bretagne pour décider de la question, s'il est légitimement permis de détruire les propriétés des marchands d'esclaves. Signée à Londres, le 16 septembre 1848.

Foreign Office, 16. September 1848.

Sir,

Lord Eddisbury laid before Viscount Palmerston your letter of the 4th. ultimo, on the subject of the proceedings which Her Majesty's Naval Officers are legally entitled to take with respect to slave factories and barracoons found in the territories of native chiefs of Afrika, who have concluded Treaties with this country for the supression of the Slave Trade, and who have granted to Her Majesty's Forces the right to put down Slave Trade by force within their dominions.

In that letter you call attention to the following passage in the letter addressed by the Earl of Aberdeen to the Lords Commissioners of the Admiralty on the 20 th. of May 1842, enjoining, that if slave factories, such as above alluded to, "should be found to contain merchandize or other property which there may be reason to suppose to belong to foreign traders, care should be taken not to include such property in the destruction of the factory," you state your opinion, that the passage in question is undoubtedly intended to apply to the case of foreign legal traders, and that a treaty which would justify the destruction of the buildings of slave traders, would also justify the destruction of their goods. But you show that a different interpretation has been put upon the passage by Naval Officers, who have felt themselves precluded, in cases such as above referred to, from destroying goods belonging to slave traders.

I am to acquaint you that your letter was, by Lord Palmerston's direction, referred to Her Majesty's Advocate-General for his opinion, whether Her Majesty's officers, in proceeding to destroy slave factories, or barracoons, under Treaties with native chiefs, are not at liberty to

destroy the goods, as well as the buildings, of slave traders, and whether the exemption of goods of „foreign traders" from destruction ought not to be confined to goods belonging to foreigners not engaged in Slave Trade and I have the satisfaction of informing you that Her Majesty's Advocate-General has reported, „that you have put upon the passage in question the precise meaning which he intended it should convey."

I am. etc.

Captain The Hon. *Joseph Denman.* r. n. etc. etc. etc.

(signed) *H. U. Addington.*

41.

*Publication du gouvernement provisoire de la Sicile portant les conditions de l'armistice conclu entre le général en chef de l'armée Napolitaine et le gouvernement Sicilien, signée à Palerme, le 12 octobre 1848 *).*

Linee di demarcazione e convenzioni per l'armistizio stabilito dai Signori Comandanti delle forze navali In-

---

*) Quoique cette publication ne soit pas tout à fait exacte, nous l'offrons comme la seule qui soit émanée sur cet armistice. Aussi les inexactitudes que le gouvernement de la Sicile y avait commises, se trouvent-elles rectifiées dans la lettre du Vice-amiral Parker dont nous allons ajouter la copie. D'ailleurs cette convention d'armistice ne fut conclue que verbalement par la médiation de la France et de l'Angleterre et sans qu'aucune négociation directe des parties contractantes eût eu lieu. Le général Napolitain aurait cru se déshonorer, s'il avait préféré une négociation directe avec le gouvernement révolutionaire de la Sicile à la médiation des puissances étrangères imposée par des menaces humiliantes.

La lettre suivante du vice-amiral Parker fut adressée au capitaine Robb chargé de surveiller à Messine au maintien de l'armistice:

Sir, „Hibernia," Naples, October 24, 1848.

I have to acknowledge the receipt of your letter of the 21st instant by the French steam-vessel „Chacal."

I am sorry to find that there is any misunderstanding and disappointment on the part of General Filangieri with regard to the terms of the armistice said to have been printed and published at Palermo on the 12th instant.

My secretary has communicated with Rear-Admiral Tréhouart, who is now here, respecting the modified conditions and the lines of demarcation as settled at Palermo on the 8th instant by the French Rear-Admiral and Captain Rich of the „Vanguard," and which I understand had been accepted by General Filangieri.

With regard to the Article in the Sicilian printed statement respecting the mode of collecting the imposts on the neutral ground for the sustenance of the Sicilian inhabitants of Messina, it will only be necessary to remark that the Government of Palermo were not aware that their proposal of paying a sum of money in lieu thereof had been accepted when the paper in question was published.

With reference to the 3rd Article, which Captain Rich informed you Captain Nonay was directed to leave out, Admiral Tréhouart

glesi e Francesi,, e proposto per parte del Governo di Napoli al General Filangieri, Comandante in capo delle forze Napolitane in Messina, e per parte del Governo Siciliano al Signor Marchese di Torrearsa, Ministro degli Affari Esteri e del Commercio, i quali rispettivamente le anno accettate e si impegnano di respettarle le farlo osservare.

---

acquaints me that as it stipulated „that the Sicilian forces before the renewal of hostilities shall return to the points of neutral ground which they are to abandon by virtue of the pending stipulations," and as the execution of this condition appeared to be hardly possible, the Commanders of the French and British forces before Palermo entertaining that opinion deemed it unnecessary to bring it before General Filangieri.

With regard to the 4th Article, „That hostilities shall not be resumed until after ten day's notice shall have been given to the Sicilian Government by the Commanders of the British and French naval forces at Palermo;" the French Rear-Admiral states that in consequence of the Sicilians having consented to abandon certain excellent posts, Captain Rich and himself had promised that in the event of the Sicilians being left to their own resources, they should receive ten days' notice before the Neapolitans should be allowed to attack them.

The Rear-Admiral observes that it was thought useless to submit this condition to General Filangieri, as he had already been informed that any attack on the Sicilians would be opposed.

The modified conditions which were reciprocally agreed to by General Filangieri and the Sicilians certainly do not contain any article of guarantee by France and England; but the French Rear-Admiral and Captain Rich did verbally promise the Sicilian Government at Palermo, that if the armistice was faithfully observed on their part it would in like manner be enforced on the Neapolitans by the French and English forces, should any departure from its observance be indicated.

Although this was a verbal communication and not intended to be introduced in the agreement it was not the less binding; but as it is presumed that General Filangieri was quite aware that the faithful observance of the armistice was equally required by the Neapolitains and Sicilians, it is hoped that he will understand it was not intended to favour one party more than the other.

I shall be glad to hear that these explanations satisfy the General, who appears to have fulfilled very honourably the terms of the armistice, which I will only add is positively to be maintained until further instructions are received.

You will of course communicate with Captain Nonay before these explanations are offered to General Filangieri.

I am, etc.

(Signed) *W. Parker.*

Linee di Demarcazione.

Linea Napolitana.

Congiunzione della Strada di Barcellona con quella di Vatti, compresovi S. Antonio e il telegrafo (ultimo avanposto.)

Barcellona (Centinea, Vozzo di Gotto.)

Linea che da Barcellona va dretto su la cresta dei monti per la direzione di Rossimano, Artalsa, Scaletta.

Linea Siciliana.

Montagna e Capo Tindaro.
Casalnuovo.
Trifù.
Noara.
Graniti.
Mola.
Taormina.

Tutta la contrada compresa tra le due linee di sopra designate rimarra neutrale. Nessuna guerriglia nè bersagliere armato potrà penetrare entro questa zona tanto da parte dei Napolitani che da quella dei Siciliani.

Ogni infrazione di questa convenzione sarà considerata come rottura dell' armistizio.

Essendo indispensabile provvedere al sostegno dei Siciliani abitanti di Messina che hanno sofferto durante lo stato di guerra, le imposte della contrada che rimane neutrale tra le due linee saranno versate nella cassa municipale di Messina, perchè le autorità Siciliane ne dispongano all' uso suddetto.

Restra perciò convenuto che i percettori della zona neutrale il prima di ogni mese, durante l'armistizio porteranno a Oliviera e a Taormina le imposte esistenti che scaderenno, e che essi percepiranno da oggi in poi, il due di ogni mese battelli a vapore Francesi e Inglesi andranno a levare l'ammontare di tali imposti, che in sacchi suggellati sarà rimesso ai Comandanti di tali vapori.

Questi Comandanti rimetteranno questi sacchi ai Consoli di Inghilterra e di Francia in Messina, i quali da parte loro il consegneranno alla cassa municipale di quella città.

I Comandanti e i Consoli assisteranno all' apertura de' sacchi presso l'agente della cassa municipale, e nel caso che la somma in essi contenuta non corrisponderà alla dichiarazione degli agenti Siciliani che l'avranna consegnati a Olivieri e a Taormina ne sarà fatto processo verbale.

La giustizia ed ogni altro di ramo pubblico servizio nel paese neutro saranna amministrati a nome del Governo Siciliano e secondo le leggi attualmente ivi in vigore, ed il Governo Siciliano per il buono andamento dell' amministrazione continuerà a corrispondere regolarmente colle sue autorità dipendente.

Si conviene inoltre che la guardia nazionale della zona neutrale non potrà pigliare le armi she nell' interesse della pubblica sicurezza e come misura di ordine interno.

La bandiera Siciliana non si mostrerà che alla distanza di quindici miglia del littorale dei punti occupati dell' armata Napolitana da Milazzo sino a Scaletta comprese le Insole di Lipari, e passando per lo Strette di Messina.

Da parte loro, i Napolitani osserveranno questa medesima convenzione, e non mostreranno la loro bandiera al di là dei punti estremi da loro occupati.

Resta convenuto che le ostilità non potranno ripigliarsi che dieci giorni dopo che ne sarà dato avviso al Governo Siciliano per mezzo de' Commandanti delle forze navali Inglesi e Francesi in Palermo.

Resta d' accordo convenuto che il piccolo posto di Olivieri rimane compreso dentro la zona neutrale, e che le truppe Siciliane non potranno occuparlo durante l'armistizio.

L'armistizio è garantito dalla Inghilterra e dalla Francia, come hanno assicurato i Comandanti delle rispettive forze navali in Palermo.

Il Presidente del Governo del Regno di Sicilia fa noto l'anzidetto a tutte le città e comuni del regno per la corrispondente intelligenza ed esatta osservanza.

Palermo, 12 Octobre, 1848.

Il Presidente del Governo del Regno di Sicilia,

(Firmato) *Ruggiero Settimo.*

Il Ministro degli Affari Esteri e del Commercio,

(Firmato) *Marchese di Torrearsa.*

42.

Traité de cession, entre les Etats-Unis de l'Amérique et la tribu des Menomonies, signé aux bords du Lac Pow-aw-hay-kon-nay, le 18 octobre 1848 et ratifié de la part des Etats-Unis le 23 janvier 1849.

Articles of a Treaty made and concluded at Lake Pow-aw-hay-kon-nay, in the State of Wisconsin, on the eighteenth Day of October, one thousand eight hundred and forty-eight, between the United States of America, by William Medill, a Commissioner duly appointed for that purpose, and the Menomonee Tribe of Indians, by the Chiefs, Headmen, and Warriors of said Tribe.

Art. I. It is stipulated and solemnly agreed that the peace and friendship now so happily subsisting between the governement and people of the United States and the Menomonee Indians shall be perpetual.

Art. II. The said Menomonee tribe of Indians agree to cede, and do hereby cede, sell, and relinquish to the United States all their lands in the State of Wisconsin wherever situated.

Art. III. In consideration of the foregoing cession, the United States agree to give, and do hereby give, to said Indians for a home, to be held as Indian's lands are held, all that country or tract of land ceded to the said United States by the Chippewa Indians of the Mississippi and Lake Superior, in the treaty of August 2, 1847, and the Pillager band of Chippewa Indians, in the treaty of August 21, 1847, which may not be assigned to the Winnebago Indians, under the treaty with that tribe of October 13, 1846, and which is guarantied to contain not less than six hundred thousand acres.

Art. IV. In further and full consideration of said cession, the United States agree to pay the sum of three hundred and fifty thousand dollars, at the several times, in the manner and for the purposes following, viz:

To the chiefs, as soon after the same shall be appropriated by Congress as may be convenient to enable them to arrange and settle the affairs of their tribe preparatory to their removal to the country set apart for and given to them as above, thirty thousand dollars.

To such persons of mixed blood, and in such proportion to each, as the chiefs in council, and a commissioner to be appointed by the President, shall designate and determine, and as soon after the appropriation thereof as may be found practicable and expedient, forty thousand dollars.

In such manner and at such times as the President shall prescribe, in consideration of their removing themselves, which they agree to do, without further cost or expense to the United States, twenty thousand dollars.

In such manner and at such times as the President shall prescribe, in consideration of their subsisting themselves the first year after their removal, which they agree to do, without further cost or expense on the part of the United States, twenty thousand dollars.

To be laid out and applied, under the direction of the President, in the establishment of a manual labor school, the erection of a grist and saw mill, and other necessary improvements in their new country, fifteen thousand dollars.

To be laid out and applied, under the direction of President, in procuring a suitable person, to attend and carry on the said grist and saw mill for a period of fifteen years, nine thousand dollars.

To be laid out and applied, under the direction of the President, in continuing and keeping up a blacksmith's shop, and providing the usual quantity of iron and steel for the use and benefit of said tribe, for a period of twelve years, commencing with the year one thousand eight hundred and fifty-seven, and when all provision for blacksmiths' shops under the treaty of 1836 shall cease, eleven thousand dollars.

To be set apart, applied, and distributed under the direction of the President, in payment of individual improvements of the tribe upon the lands above ceded to the United States, five thousand dollars.

And the balance, amounting to the sum of two hundred thousand dollars, to be paid over to the tribe, as Indian annuities are required to be paid, in ten equal

annual instalments, commencing with the year one thousand eigth hundred and fifty-seven, and when their annuities annual instalments under the treaty of 1836 shall have ceased.

Art. V. It is stipulated and agreed, that the sum now invested in stocks, under the Senate's amendment to the treaty of 1836, with the interest due thereon at this time, shall be and remain invested, under the direction of the President, and that the interest hereafter arising therefrom shall be disposed of as follows: that is to say, so much thereof as may be necessary to the support and maintenance of the said manual labor school, and other means of education, and the balance be annually paid over in money as other nnnuities, or applied for benefit and improvement of said tribe, as the President, on consultation with the chiefs, may, from time to time, determine.

Art. VI. To enable the said Indians to explore and examine their new country, and as an inducement to an early removal thereto, it is agreed that the United States will pay the necessary expenses of a suitable delegation to be selected for that purpose, under the direction of the President.

Art. VII. It is alleged that there were less goods delivered to the said Indians at the annuity payment of 1837 than were due and required to be paid and delivered to them under the stipulations of their treaties with the United States then in force; and it is therefore agreed that the subject shall be properly investigated, and that full indemnity shall be made to them for any loss which they may be shown to have sustained.

Art. VIII. It is agreed that the said Indians shall be permitted, if they desire to do so, to remain on the lands hereby ceded for and during the period of two years from the date hereof, and until the President shall notify them that the same are wanted.

Art. IX. It is stipulated that Robert Grignon, who has erected a saw mill upon the Little Wolf River, at his own expense, for the benefit and at the request of said Indians, shall have the right of a preëmptor to the lands upon which such improvements are situated, not exceeding in quantity on both sides of said river one hundred and sixty acres.

Art. X. This treaty to be binding on the contracting parties as soon as it is ratified by the President and Senate of the United States.

In testimony whereof, the said William Medill, Commissioner as aforesaid, and the chiefs, headmen, and warriors of the said Menomonee tribe of Indians, have hereunto set their hands and seals, at the place and on the day and year aforesaid.

W. Medill, [seal.]

Commissioner on the Part of the United States.

Suivent les signatures des témoins, des chefs indiens et encore celles d'autres témoins.

43.

Publication du gouvernement de Saxe-Meiningen se rapportant au renouvellement de la convention conclue, le $\frac{8}{22}$ mars 1833, avec le Grand-Duché de Saxe-Weimar relative à l'administration de la justice criminelle. Signée à Meiningen, le 13 novembre 1848.

In Folge stattgehabter Verhandlungen zwischen dem unterzeichneten Herzoglichen Staatsministerium und dem Grossherzoglich Sächsischen Staatsministerium zu Weimar und darauf ertheilter höchster Ermächtigung ist durch gegenseitige Ministerial-Erklärungen die wegen Beförderung der Strafrechtspflege zwischen dem Herzogthum Sachsen-Meiningen und dem Grossherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach unter dem $\frac{8}{22}$ März 1833 vorerst auf 5 und wieder 5 Jahre abgeschlossene, unterm 23. März 1833 in den Herzoglichen Regierungsblättern bekannt gemachte Uebereinkunft mit dem vereinbarten Zusatze zu Art. 1:

„dass dessen Inhalt auf Uebertretung von Abgabe- und Polizei-Gesetzen nicht zu beziehen sei,“

dahin erneuert worden, dass sie fortwährend oder doch auf so lange, als und insoweit nicht ein allgemeines Reichsgesetz oder eine umfassendere Special-Convention die durch diesen Staatsvertrag berührten Fragen anderweit reguliren wird, in Wirksamkeit bleiben soll, mit dem Vorbehalte jedoch, dass jedem der contrahirenden Theile das Recht zusteht, diese Uebereinkunft durch Kündigung mit dem Anfange des auf dieselbe folgenden siebenten Monats ausser Kraft zu setzen.

Es wird dieses den betreffenden Herzoglichen Behörden und sonst Allen, die es angeht, hierdurch zur Nachachtung bekannt gemacht.

Meiningen, den 13. November 1848.

Herzogliches Staatsministerium.

Spesshardt.



44.

Traité d'amitié et de commerce, entre la Grande Bretagne et la République de Liberia, signé à Londres le 21 novembre 1848).*

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Republic of Liberia, being desirous to conclude a Treaty of Peace and Friendship, and to regulate thereby the commercial intercourse between the dominions and subjects of Her Majesty and the territories and citizens of the Republic; Her Majesty has for this purpose named as Her Plenipotentiaries, that is to say:

The Right Honourable Henry John Viscount Palmerston, Baron Temple, a Peer of Ireland, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, and Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and the Right Honourable Henry Labouchere, a Member of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, and President of the Committee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations:

And the Republic of Liberia having, by resolutions of the legislature, bearing date the 4th of February, 1848, authorized and empowered Joseph Jenkins Roberts, the President of the Republic, to conclude such Treaty on behalf of the Republic;

The Plenipotentiaries of Her Majesty, and the said President of the Republic, after having communicated to each other their respective powers, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. There shall be perpetual peace and friendship between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, her heirs and successors, and the Republic of Liberia, and between their respective subjects and citizens.

II. There shall be reciprocal freedom of commerce between the British dominions and the Republic of Liberia. The subjects of Her Britannic Majesty may reside in, and

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 1 août 1849.

trade to, any part of the territories of the Republic to which any other foreigners are or shall be admitted. They shall enjoy full protection for their persons and properties; they shall be allowed to buy from and to sell to whom they like, without being restrained or prejudiced by any monopoly, contract, or exclusive privilege of sale or purchase whatever; and they shall moreover enjoy all other rights and privileges which are or may be granted to any other foreigners, subjects or citizens of the most favoured nation. The citizens of the Republic of Liberia shall, in return, enjoy similar protection and privileges in the dominions of Her Britannic Majesty.

III. No tonnage, import, or other duties or charges, shall be levied in the Republic of Liberia on British vessels, or on goods imported or exported in British vessels, beyond what are or may be levied on national vessels, or on the like goods imported or exported in national vessels; and in like manner, no tonnage, import, or other duties or charges, shall be levied in the British dominions on vessels of the Republic, or on goods imported or exported in those vessels, beyond what are or may be levied on national vessels, or on the like goods imported or exported in national vessels.

IV. Merchandize or goods coming from the British dominions in any vessel, or imported in British vessels from any country, shall not be prohibited by the Republic of Liberia, nor be subject to higher duties than are levied on the same kinds of merchandize or goods coming from any other foreign country, or imported in any other vessels.

All articles, the produce of the Republic, may be exported therefrom by British subjects and British vessels, on as favourable terms as by the subjects and vessels of any other foreign country.

V. It being the intention of the Government of the Republic of Liberia to trade in certain articles of import, with a view to raising a revenue by selling them at a fixed advance upon the cost price, it is hereby agreed that in no case shall private merchants be absolutely prohibited from importing any of such articles, or any article in which the Government of the Republic may at any time see fit to trade; nor shall such articles, or any article in which the Government of the Republic may at any time see fit to trade, be subject to a duty of a

greater amount than the amount of the advance upon the cost price at which the Government may from time to time be bound to sell the same.

In case the Government of the Republic shall at any time fix the price of any article of native produce, with a view to such article being taken in payment for any articles in which the Government may trade, such article of native produce shall be received into the Treasury at the same fixed price, in payment of taxes, from all persons trading with the Republic.

VI. The protection of the Government of the Republic shall be afforded to all British vessels, their officers and crews. If any such vessels should be wrecked on the coast of the Republic, the local authorities shall succour them, and shall secure them from plunder, and shall cause all articles saved from the wreck to be restored to their lawful owners. The amount of salvagedues in such cases shall be regulated, in the event of dispute, by arbitrators chosen by both parties.

VII. It being the intention of the 2 Contracting Parties to bind themselves by the present Treaty to treat each other on the footing of the most favoured nation, it is hereby agreed between them, that any favour, privilege, or immunity whatever, in matters of commerce and navigation, which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State, shall be extended to the subjects or citizens of the other Contracting Party, gratuitously, if the concession in favour of that other State shall have been gratuitous, or in return for a compensation as nearly as possible of proportionate value and effect, to be adjusted by mutual agreement, if the concession shall have been conditional.

VIII. Each Contracting Party may appoint Consuls for the protection of trade, to reside in the dominions of the other; but no such Consul shall enter upon the exercise of his functions until he shall have been approved and admitted, in the usual form, by the Government of the country to which he is sent.

IX. Slavery and the Slave Trade being perpetually abolished in the Republic of Liberia, the Republic engages that a law shall be passed, declaring it to be piracy for any Liberian citizen or vessel to be engaged or concerned in the Slave Trade.

The Republic engages to permit any British vessel of war which may be furnished with special instructions under the Treaties between Great Britain and Foreign Powers for the prevention of the Slave Trade, to visit any vessels sailing under the Liberian flag, which may, on reasonable grounds, be suspected of being engaged in the Slave Trade; and if, by the result of the visit, it should, appear to the officer in command of such British vessel of war that the suspicions which let thereto are well grounded, the vessel shall be sent without delay to a Liberian port, and shall be delivered up to the Liberian authorities, to be proceeded against according to the laws of the Republic.

X. The Republic of Liberia further engages to permit any British vessel of war which may be furnished with special instructions as aforesaid, to visit, on the coast within the jurisdiction of the Republic, or in the ports of the same, any vessel which may be suspected of being engaged in the Slave Trade, and which shall be found sailing under any flag whatever, or without any flag; and if the suspicions which led to the visit should appear to the officer in command of such British vessel of war to be well grounded, to detain such vessel, in order to send it as soon as possible before the competent court for adjudication.

Duly constituted ports of entry in the Republic of Liberia shall be excepted from the operation of the stipulations of the present Article; and no vessel shall be visited by a British cruizer within the limits of such ports, except on permission specially granted by the local authorities.

XI. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London within the space of 12 months from the date hereof.

In witness whereof the Plenipotentiaries of Her Britannic Majesty, and the President of the Republic of Liberia, have signed the same, and have affixed thereto their respective seals.

Done at London, the 21st day of November, in the year of our Lord 1848.

(L. S.) *Palmerston.* (L. S.) *J. J. Roberts.*
(L. S.) *H. Labouchere.*

45.

Traité entre la Grande Bretagne et le roi et les chefs de Bonny pour la répression du commerce d'esclaves et la liberté du commerce licite, signé à la Ville de Grand Bonny, le 21 novembre 1848).*

Les premiers trois articles de ce traité sont conformes aux premiers trois du traité conclu avec les chefs de Cherbro, signé à Tasso, le 12 février 1848; le 6ème article répond au 4ème, le 8ème au 5ème. C'est pourquoi nous ne donnons ici que les articles suivants:

IV. The slaves now held for exportation shall be delivered up to — — — —, for the purpose of being carried to a British colony and there liberated, and all the implements of Slave Trade, and the barracoons, or buildings exclusively used in the Slave Trade, shall be forthwith destroyed.

V. Europeans, or other persons, now engaged in Slave Trade, are to be expelled the country; the houses, stores, or buildings, hitherto employed as slave-factories, if not converted to lawful purposes within 3 months of the conclusion of this Engagement, are to be destroyed.

VII. An annual present for 5 years, of goods of British manufacture, to the value of 2000 dollars, shall be granted to King Pepple; such goods to be delivered only upon the production of certificates signed by the masters of the British merchant-vessels frequenting that river; to the effect that the foregoing stipulations of the Treaty have been fulfilled with good faith by the King and Chiefs.

---

*) Bonny est situé dans le Delta du Nigre.

46.

*a. Traité de cession entre les Etats-Unis d'Amérique et les Indiens de Stockbridge, signé à Stockbridge, le 24 novembre 1848. Suivi d'une résolution du Sénat des Etats-Unis, en date du 1 mars 1849, pour la ratification et l'amendement de ce traité *).*

Whereas, by an act of Congress, entitled „An Act for the relief of the Stockbridge tribe of Indians, in the Territory of Wisconsin", approved on the third day of March, A. D., 1843, it was provided that the township of land on the east side of Winnebago Lake, secured to said tribe by the treaty with the Menomonee Indians of February 8th, 1831, as amended by the Senate of the United States, and not heretofore ceded by said tribe to the United States, should be divided and allotted among the individual members of said tribe, by commissioners to be elected for that purpose, who were to make report of such division and allotment, and thereupon the persons composing said tribe were to become citizens of the United States.

And whereas a portion of said tribe refused to recognize the validity of said act of Congress, or the proceedings which were had under it, or to be governed by its provisions, and upon their petition a subsequent act was passed by the Congress of the United States, on the 6th day of August, 1846, repealing the said act of March 3d, 1843, and providing, among other things, that such of said tribe as should enrol themselves with the sub-agent of Indian affairs at Green Bay, should be and remain citizens of the United States, and the residue of said tribe were restored to their ancient form of government as an Indian tribe. It was also provided that the said township of land should be divided into two districts, one of which was to be known as the „Indian district", the other as the „citizen district"; the

*) Nous omettons les annexes, dont est fait mention dans les articles 2, 4, 6 du Traité, comme dépourves de tout intérêt général.

former to be held in common by the party who did not desire citizenship, and the latter to be divided and allotted among such as were citizens and desired to remain so.

And whereas it has been found impracticable to carry into full effect the provisions of the act of August 6th, 1846, by dividing the said township of land in the manner specified in said act, without infringing upon private rights acquired in good faith under the act of 1843 hereinbefore referred to, with a view of relieving both the Indian and citizen parties of said Stockbridge tribe of Indians from their present embarrassments, and to secure to each their just rights, articles of agreement and compromise have been entered into, as follows: —

Articles of Agreement and Treaty made and concluded at Stockbridge, in the State of Wisconsin, on the 24th day of November, in the Year of our Lord one thousand eight hundred and forty-eight, by and between the undersigned, acting Commissioners on the Part of the United States of America, and the Stockbridge Tribe of Indians.

Art. I. The said Stockbridge tribe of Indians renounce all participation in any of the benefits or privileges granted or conferred by the act of Congress entitled „An Act for the relief of the Stockbridge tribe of Indians, in the Territory of Wisconsin", approved March 3, 1843, and relinquish all rights secured by said act; and they do hereby acknowledge and declare themselves to be under the protection and guardianship of the United States, as other Indian tribes.

Art. II. That no misunderstanding may exist, now or hereafter, in determining who compose said tribe and are parties hereto, it is agreed that a roll or census shall be taken and appended to this agreement, and in like manner taken annually hereafter, and returned to the Secretary of the War Department of the United States, containing the names of all such as are parties hereto, and to be known and recognized as the Stockbridge tribe of Indians, who shall each be entitled to their due proportion of the benefits to be derived from the provisions made for their tribe by this and former agreements; and whenever any of them shall separate themselves from said tribe, or abandon the country which may be selected

for their future home, the share or portion of such shall cease, and they shall forfeit all claims to be recognized as members of said tribe.

Art. III. The said Stockbridge tribe of Indians hereby sell and relinquish to the United States the township of land on the east side of Lake Winnebago, (granted and secured to said tribe by the treaty with the Menomonee tribe of Indians of February 8, 1831, as amended by the resolution of the Senate of the United States,) and situated in the State of Wisconsin.

Art. IV. The said township of land shall be surveyed into lots, in conformity with the plan adopted by the commissioners elected under the act of March 3, 1843, and such of said lands as were allotted by said commissioners to members of said tribe who have become citizens of the United States (a schedule of which is hereunto annexed) are hereby confirmed to such individuals respectively, and patents therefor shall be issued by the United States. The residue of said lands belonging to the United States shall be brought into market, but shall not be sold at less than the appraised value, unless the Senate of the United States shall otherwise determine.

Art. V. In consideration of the cession and relinquishment hereinbefore made by the said Stockbridge tribe of Indians, it is agreed that the United States shall pay to said tribe within six months after the ratification of this agreement the sum of sixteen thousand five hundred dollars, to enable them to settle their affairs, obtain necessaries, and make provision for establishing themselves in a new home.

Art. VI. The United States shall also pay to said tribe, within six months after the ratification of this agreement, the sum of fourteen thousand five hundred and four dollars and eighty-five cents, being the appraised value of their improvements upon the lands herein ceded and relinquished to the United States, and to be paid to the individuals claiming said improvements according to the schedule and assessment herewith transmitted.

Art. VII. It is further stipulated and agreed that the said Stockbridge tribe may remain upon the lands they now occupy for one year after the ratification of this agreement, and that they will remove to the country set apart for them, or such other west of the Mississippi River as they may be able to secure, where all their

treaty stipulations with the government shall be carried into effect.

Art. VIII. Whenever the said Stockbridge tribe shall signify their wish to emigrate, the United States will defray the expenses of their removal west of the Mississippi, and furnish them with subsistence for one year after their arrival at their new home.

Art. IX. It is further stipulated and agreed, that, for the purpose of making provision for the rising generation of said tribe, the sum of sixteen thousand five hundred dollars shall be invested by the United States in stock, bearing an interest of not less than five per cent. per annum, the interest of which shall be paid annually to said tribe, as other annuities are paid by the United States.

Art. X. It is agreed that nothing herein shall prevent a survey of said lands, at any time after the ratification of this agreement, and that said tribe shall commit no waste or do unnecessary damage upon the premises occupied by them.

Art. XI. The United States will pay the expenses incurred by the sachem and headmen, amounting to three thousand dollars, in attending to the business of said tribe since the year 1843.

Art. XII. This agreement to be binding and obligatory upon the contracting parties from and after its ratification by the government of the United States.

In witness whereof, the said commissioners, and the sachem, councillors, and headmen of said tribe, have hereunto set their hands and seals, the day and year above written.

Suivant les signatures.

---

b. Résolution du Sénat en date du 1 mars 1849.

In Executive Session, Senate of the United States, March 1st, 1849.

Resolved (two thirds of the Senators present concurring,) That the Senate advise and consent to the ratification of the articles of agreement and treaty made and concluded at Stockbridge, in the State of Wisconsin, on the 24th day of November, in the year of our Lord 1848, by and between Morgan L. Martin and Albert G. Ellis, commissioners on the part of the United States of America, and the Stockbridge tribe of Indians, with the following

Amendment.

Add the following as supplemental articles:

Whereas the Stockbridge and Munsee Indians consider that they have a claim against the United States for indemnity for certain lands on White River in the State of Indiana, and for certain other lands in the State of Wisconsin, which they allege they have been deprived of by treaties entered into with the Miamies and Delawares, or to the lands claimed by them in Indiana, and with the Menomonees and Winnebagoes, or to the lands in Wisconsin, without their consent; and whereas the said Stockbridge and Munsee Indians, by their chiefs and agents, have continued to prosecute their said claims during the last twenty years at their own expense, except the sum of three thousand dollars paid them in 1821; and whereas it is desirable that all ground of discontent on the part of said Indians shall be removed, the United States do further stipulate, in consideration of the relinquishment by them of said claims, and all others, except as provided in this treaty, to pay to the sachems or chiefs of said Indians, on the ratification of this article by them, with the assent of their people, the sum of five thousand dollars, and the further sum of twenty thousand dollars, to be paid in ten annual instalments, to commence when the said Indians shall have selected and removed to their new homes, as contemplated by the seventh article of this treaty.

The President of the United States, within two years from the ratification of this treaty, shall procure for the use of said Stockbridge Indians a quantity of land west of the Mississippi River, upon which they shall reside, not less than seventy-two sections, said Indians to be consulted as to the location of said land, and to be holden by the same tenure as other Indian lands.

James K. Polk.

By the President.

James Buchanan,
Secretary of State.

47.

*Convention postale entre la Grande Bretagne et les, Etats-Unis d'Amérique, signée à Londres, le 15 décembre 1848 *).*

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the United States of America, being desirous to promote the friendly relations existing between their respective subjects and citizens, by placing the communications by post between the territories of Her Britannic Majesty, and those of the United States, upon a more liberal and advantageous footing, have resolved to conclude a Convention for this purpose, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Henry John Viscount Palmerston, Baron Temple, a Peer of Ireland, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, and Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

And the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, George Bancroft, a citizen of the United States, their Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Britannic Majesty;

Who, after having communicated to each other their respective Full-powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. There shall be charged upon all letters not exceeding ½ an ounce in weight, conveyed either by British or by United States' packets, between a port in the United Kingdom and a port in the United States, an uniform sea rate of 8 pence, or 16 cents; and such postage shall belong to the country by which the packet conveying the letters is furnished.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 26 janvier 1849. — Voir Tom. XIII. p. 605.

II. There shall be charged by the Post Office of the United Kingdom, upon all letters not exceeding ½ an ounce in weight, posted in the United Kingdom and forwarded to the United States, or brought from the United States and delivered in the United Kingdom, whether such letters shall be conveyed by British or by United States' packets, an inland postage rate of 3 halfpence.

There shall be charged by the Post Office of the United States, upon all letters not exceeding ½ an ounce in weight, posted in the United States and forwarded to the United Kingdom, or brought from the United Kingdom and delivered in the United States, whether such letters shall be conveyed by United States' or by British packets, an inland postage rate of 5 cents.

III. Upon all letters posted in one country and delivered in the other, these rates of postage, both sea and inland, shall be combined into one rate, of which payment in advance shall be optional in either country. It shall, however, not be permitted to pay less than the whole combined rate.

IV. With respect to letters above the weight of ½ an ounce, each country shall be at liberty to employ, as regards the collection of the whole combined rate, the scale of progression in operation in its own territory for charging inland rates of postage.

V. The United States engage to grant to the United Kingdom the transit in closed mails, through the territory of the United States, of the correspondence and newspapers from the United Kingdom to the British North American provinces, and from those provinces to the United Kingdom, at the rate of inland postage to be charged under this Convention for letters and newspapers between the United Kingdom and the United States.

A British officer shall be permitted to accompany the closed mails during their transit.

VI. On the other hand, Her Britannic Majesty engages to grant to the United States the transit in closed mails, through the British North American provinces, of the correspondence and newspapers from one part of the territory of the United States to any other part of the territory of the United States, at rates not exceeding the rates of inland postage now charged, or to be hereafter charged, in the North American provinces, according to

the distance such closed mails may be conveyed within the North American provinces.

An officer of the United States shall be permitted to accompany the closed mails during their transit.

VII. The United States further engage to grant to the United Kingdom the transit in closed mails, through the United States, or through any country where the post communication may be under the control or management of the United States, of letters and newspapers forwarded from the United Kingdom, its colonies, or possessions, to any other British colony or possession, or to any foreign country, and from any foreign country, or British colony or possession, to the United Kingdom, its colonies or possessions.

VIII. Her Britannic Majesty engages, on her part, to grant to the United States the transit in closed mails, through the United Kingdom, or through any country where the post communication may be under the control or management of the United Kingdom, of letters and newspapers forwarded from the United States, their colonies or possessions, to any other colony or possession of the United States, or to any foreign country, and from any foreign country, or from any colony or possession of the United States, to the United States, their colonies or possessions.

IX. When letters shall be forwarded in closed mails under the stipulations of Articles V, VI, VII, or VIII of the present Convention, the payment to be made to the Post Office of the United Kingdom or of the United States, as the case may be, shall be made by the ounce, according to the net weight of the letters, at 2 rates to the ounce, with the addition of 25 per cent. on the amount of postage, to compensate the loss that would otherwise be sustained by this mode of computation.

X. The country which sends or receives closed mails through the other, is to render an account of the letters and newspapers sent or received in such closed mails, and to account to such country for the postage due thereon.

XI. Letters posted in the United States, addressed to foreign countries, and intended to pass in transit through the United Kingdom, shall be delivered to the British Post Office free of all United States' postage, whether packet or inland; and letters from foreign countries addressed to the United States, passing in transit through

the United Kingdom, shall be delivered to the United States' Post Office free of all British postage, whether packet or inland.

In the case of those countries to which letters cannot be forwarded unless the British postage be paid in advance, such British postage shall be collected in the United States (in addition to the United States' rates of postage), and accounted for to the British Post Office.

In the case of those countries to which letters cannot be forwarded unless the United States' postage be paid in advance, such United States' postage shall be collected in the United Kingdom (in addition to the British postage), and accounted for to the United States' Post Office.

XII. The rate of postage to be taken by the British Post Office upon letters arriving in the United Kingdom from the United States, either by British or by United States' packets, and to be forwarded through the United Kingdom to colonies or possessions of the United Kingdom, or of the United States, or to foreign countries, — and vice versâ, — shall be the same as the rate which is now, or which may hereafter be, taken by the British Post Office upon letters to or from such colonies or possessions, or foreign countries respectively, when posted at the port of arrival or delivered at the port of departure of the packets conveying the mails between the United Kingdom and the United States.

The above postage is irrespective of and beyond the inland rate to be taken in the United States upon such letters, if posted or delivered therein, according to the stipulations of Article II of this Convention, and also irrespective of and beyond the sea rate upon such letters, payable according to the stipulations of Article I.

The rate of postage to be taken by the United States' Post Office upon letters arriving in the United States, either by British or by United States' packets, from the United Kingdom, and to be forwarded through the United States to the colonies or possessions of the United States, or of the United Kingdom, or to those territories which, according to the law of the United States, are beyond the limit of their established post routes, or to foreign countries, — and vice versâ, — shall be the same as the rate which is now, or which may hereafter be, taken by the United States' Post Office upon letters conveyed, whether by sea or land, to or from such colonies, pos-

sessions, territories, or foreign countries respectively, when posted at the port of arrival or delivered at the port of departure of the packets conveying the mails between the United States and the United Kingdom.

The above postage is irrespective of and beyond the inland rate to be taken in the United Kingdom upon such letters if posted or delivered therein, according to the stipulations of Article II of this Convention, and also irrespective of and beyond the sea rate upon such letters, payable according to the stipulations of Article I.

There shall be excepted from the above stipulations, letters and newspapers passing through the United Kingdom, to and from France, as to which certain rates are fixed by the Postal Convention existing between that country and the United Kingdom. But the 2 Contracting Parties agree to invite France to enter into communication with them, without loss of time, in order to effect such arrangements for the conveyance of letters and newspapers, and closed mails, through the territories of the United Kingdom, of the United States, and of France, respectively, as may be most conducive to the interests of the 3 countries.

XIII. Letters posted in the United States, addressed to the British North American provinces, or vice versâ, when not conveyed by sea, shall be charged according to the rates of postage which are now, or which shall hereafter be, in operation in the United States, and in the British North American provinces, for inland letters.

XIV. Upon all letters posted in the United States and addressed to the British North American provinces, or vice versâ, the rates of postage fixed by the preceding Article shall be combined into 1 rate, of which payment in advance shall be optional, both in the United States and in the British North American provinces. It shall, however, not be permitted to pay less than the whole rate.

XV. The rates to be taken on newspapers published in the United Kingdom, when conveyed between the United Kingdom and the United States, either by British or by United States' packets, shall be 1 penny for each newspaper in the United Kingdom, and 2 cents in the United States. Conversely, no higher charges than those above stated shall be made by the British or by the United States' Post Office, on newspapers published in the United States, either when dispatched from that country, or when delivered in the United Kingdom.

There shall be no accounts between the 2 offices for the transmission of newspapers; each office shall retain the postage it shall have charged according to the preceding stipulations.

XVI. The rate of postage to be charged in the United Kingdom upon newspapers to and from the United States, passing in transit through the United Kingdom, shall be 1 penny for each newspaper, except where a lower rate is provided by any Treaty between the United Kingdom and a foreign country; and the rate of postage to be charged in the United States, upon newspapers to and from the United Kingdom, passing in transit through the United States, shall be 2 cents for each newspaper.

XVII. Periodical works, not of daily publication, posted in the United Kingdom or in the United States, may be forwarded from one country to the other, either by British or by United States' packets, by means of the 2 offices, under the following conditions, namely:

1st. There shall be no accounts between the 2 offices for the transmission of such works: each office shall retain the postage it shall have charged.

2nd. They must be sent in bands or covers open at the sides or ends, so that they may be easily examined.

3rd. They shall be in every respect subject to the conditions prescribed by the laws and regulations of both countries.

The rates to be levied in Great Britain, as well on the above-mentioned works addressed to the United States, as on those from the United States addressed to Great Britain, shall be as follows:

1st. For every work not exceeding 2 ounces in weight, 1 penny.

2nd. For every work above 2 ounces in weight, and not exceedings 3 ounces, 6 pence.

3rd. For every work above 3 ounces in weight, and not exceeding 4 ounces, 8 pence.

4th. And for every ounce above 4 up to 16 ounces (the limit imposed on the transmission of such articles by the British office), 2 pence additional, every fraction of an ounce being reckoned as a full ounce.

The rates to be levied by the Post Office of the United States on similar works, addressed to or coming from the United States, shall not exceed the rates to be charged in the United Kingdom.

XVIII. Printed pamphlets, not exceeding the weight of 8 ounces posted in the United Kingdom or in the United States, may be forwarded from one country to the other, either by British or by United States' packets, by means of the 2 offices, at the same rates and under the same conditions as those fixed for periodical works by Article XVII.

XIX. In consideration of 2 cents United States' currency not being precisely equivalent to 1 penny sterling, the British Post Office shall account to the United States' Post Office at the rate of 484 cents to the pound sterling; and the United States' Post Office shall account to the British Post Office at the rate of 480 cents to the pound sterling.

XX. In case of war between the 2 nations, the mail-packets of the 2 offices shall continue their navigation without impediment or molestation, until 6 weeks after a notification shall have been made on the part of either of the 2 Governments, and delivered to the other, that the service is to be discontinued; in which case they shall be permitted to return freely, and under special protection, to their respective ports.

XXI. The forms in which the accounts between the respective Post Offices, for the transmission and conveyance of letters, are to be made out, the time and mode in which payment shall be made by either Post Office to the other, together with all other measures of detail arising out of the stipulations of the present Convention, shall be settled between the British Post Office and the Post Office of the United States, as soon as possible after the exchange of the ratifications of the present Convention.

It is also agreed that the measures of detail mentioned in the present Article may be modified by the 2 Post Offices, whenever, by mutual consent, those offices shall have decided that such modification would be beneficial to the Post Office service of the 2 countries.

XXII. The present Convention is concluded for an indefinite period. It cannot be annulled by either of the 2 Governments, except after the expiration of a year's notice given to the other Government.

XXIII. The present Convention shall be ratified by Her Britannic Majesty, and by the President of the United States by and with the advice and consent of the Senate

thereof; and the ratifications shall be exchanged at London within 3 months from the date hereof. It shall come into operation as soon as possible after the exchange of the ratifications.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the 15th day of December, in the year of our Lord, 1848.

(L. S.) *Palmerston.*

(L. S.) *George Bancroft.*

48.

Note officielle du ministère des affaires étrangères au ministère des finances de la Grande Bretagne, relative à l'admission du pavillon schleswig-holsteinois dans les ports anglais, signée à Londres, le 17 janvier 1849.

The Foreign Office to the Treasury.

Sir — Foreign Office, January 17, 1849.

I am directed by Viscount Palmerston to request that you will inform the Lords Commissioners of Her Majesty's Treasury, that the attention of Her Majesty's Government has been called to the irregularities which have occurred in several British ports, owing to the masters of vessels belonging to ports in the Duchies of Schleswig and of Holstein, having on their arrival in British ports reported those vessels as Schleswig-Holstein vessels, or as German vessels, and having subsequently to their arrival taken other steps tending to establish a claim to be considered as vessels not subject to the Crown of Denmark.

Under these circumstances, Viscount Palmerston thinks it expedient that the Lords of Her Majesty's Treasury should be informed of the view taken by Her Majesty's Government of these matters.

There are no Treaties which regulate the commercial intercourse between Great Britain and the Duchies of Schleswig and of Holstein, except the Treaties which have been concluded between the Crown of England and the Kings of Denmark. In those Treaties no separate mention is made of the Duchies as distinct from other portions of the dominions of Denmark; and it is under the general terms of those Treaties that British vessels are entitled to admission into the ports of the Duchies, and that the vessels of the Duchies are entitled to admission into the ports of Great Britain. Thence it is that, although the King of Denmark is not King, but Duke of Holstein and of Schleswig, those local distinctions not being specified in the Treaties, the vessels of the Duchies are entitled to admission to British ports only in the character of Danish vessels, there being no

Treaty in existence which gives them any privilege or right in their local character of Schleswig or Holstein vessels.

In the present state of the differences between Denmark and the two Duchies, it may not be expedient to carry the observance of this technicality too far; but it would, nevertheless, be right that the Officers of the Customs should explain clearly to the masters of Schleswig or of Holstein vessels entering British ports, that it is only under the Treaties between Great Britain and Denmark that they can be allowed the privileges in regard to duties, etc., which they claim, and that, consequently, whatever may be the character by which they may declare themselves, and which the Officers of Customs should be instructed, as a matter of courtesy, not to dispute, it is as Danish vessels that they are really admitted to the enjoyment of the privileges which they claim.

The above relates to declarations that such vessels are Schleswickers or Holsteiners, or Schleswig-Holsteiners; but in regard to the declarations by Holstein vessels, that they are German vessels, the case is different, and it would not be expedient that such declarations should be accepted; for such declarations would specifically take such vessels out of the operation of the Treaties with Denmark, and would not bring them within the scope of any other Treaty, inasmuch as no Treaty has been concluded between the British Crown and Germany; nor in point of fact is there at present any State called Germany in existence, with which such a Treaty could be concluded. What the Holsteiners mean by declaring themselves Germans is, that the Duchy of Holstein forms a part of the Germanic Confederation; but Great Britain has never concluded any Commercial Treaty with that Confederation, and the vessels of the States which composed that Confederation have been admitted according to their respective national characters, as belonging to Austria, Prussia, the Hans Towns, etc., according to Treaties, but not under the denomination of German vessels.

I am, etc.

John Parker, Esq. *Eddisbury.*

49.

Convention entre les Etats-Unis d'Amerique, et le Brésil, pour satisfaire aux réclamations faites par des citoyens des Etats-Unis contre le Brésil, signée à Rio de Janeiro, le 27 janvier 1849).*

Texte anglais.

In the name of the Most Holy and Indivisible Trinity.

The United States of America and his Majesty the Emperor of Brazil, desiring to remove every cause that might interfere with the good understanding and harmony which now happily exist between them, and which it is so much the interest of both countries to maintain; and to come for that purpose to a definitive understanding, equally just and honorable to each, as to the mode of settling the longpending questions arising out of claims of citizens of said States, have for the same appointed and conferred full powers, respectively, to wit:

The Presidenty of the United States of America, on David Tod, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary from the said States near the court of Brazil, and his Majesty the Emperor of Brazil, upon the most illustrious and most excellent Viscount of Olinda, of his Council, and of the Council of State, Senator and Grandee of the Empire, Grand Cross of the Order of Saint Stephen of Hungary, of the Legion of Honor of France, and of Saint Maurice and Saint Lazarus of Sardinia, Officer of the Imperial Order of the Cross, Commander of the Order of Christ, President of the Council of Ministers, Minister and Secretary of State for Foreign Affairs; who after exchanging their full powers, which were found in good and proper form, agreed to the following articles:

Art I. The two high contracting parties, appreciating the difficulty of agreeing upon the subject of said reclamations, from the belief entertained by each, — one of the justice of the claims, and the other of their injustice, — and being convinced that the only equitable and honorable method by which the two countries can arrive at a perfect understanding of said questions is to adjust

*) Les ratifications ont été échangées le 18 janvier 1849.

49.

Convention entre les Etats Unis de l'Amérique, et le Brésil, pour satisfaire aux reclamations faites par des citoyens des Etats Unis contre le Brésil, signée à Rio de Janeiro, le 27 janvier 1849).*

Texte portugais.

Em nome da Santissima e Indivisivel Trinidade.

Sua Magestade o Imperador do Brazil, e os Estados Unidos da America, desejando para removerem qualquer motivo que empeça a bôa harmonia e intelligencia que felizmente subsistem entre os dous paizes, e tanto lhes interessa manter, chegar à um accordo definitivo, igualmente justo e honroso para ambos, sobre o modo de pôr termo ás questòes ha tanto tempo pendentes provenientes de reclamaçòes de cidadàos dos ditos Estados, nomeárào e munirào com plenos poderes para aquelle fim, respectivamente, a saber:

Sua Magestade o Imperador do Brazil ao Illustrissimo e Excellentissimo Sñr. Visconde de Olinda, do Seu Conselho, e do de Estado, Senador e Grande do Imperio, Grào Cruz das Ordens de Santo Estevào da Hungria, da Legiào de Honra da França, e de S. Mauricio e S. Lazaro de Sardenha, Official da Imperial Ordem do Cruzeiro, Commendador da de Christo, Presidente do Conselho de Ministros, Ministro e Secretario d'Estado dos Negocios Estrrangeiros; e o Presidente dos Estados Unidos d'America ao Sñr. David Tod, Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario dos mesmos Estados na Côrte do Brazil; os quaes, de pois de terem trocado seus plenos poderes, qoe forào achados em bôa e devida fórma, concordaráo nos seguintes artigos:

Art. I. Conhecendo as duas altas partes contractantes a difficuldade de se entenderem sobre o assumpto daquellas reclamaçoes pela convicçào, em que ambas estao, uma da justica, e outra da injustiça das mesmas reclamaçoes, e convencidas que o unico meio justo e honroso para chegarem os dous paizes á um perfeito accôrdo em taes questôes serà resolve-las por via de uma trans-

*) Les ratifications ont été échangées le 18 janvier 1849.

them by a single act; they mutually agreed, after a mature examination of these claims; and, in order to carry this agreement into execution, it becomes the duty of Brazil to place at the disposition of the President of the United States the amount of five hundred and thirty thousand milreis, current money of Brazil, as a reasonable and equitable sum which shall comprehend the whole of the reclamations, whatever may be their nature and amount, and as full compensation for the indemnifications claimed by the government of said States; to be paid in a round sum, without reference to any one of said claims, upon the merits of which the two high contracting parties refrain from entering; it being left to the government of the United States to estimate the justice that may pertain to the claimants, for the purpose of distributing among them the aforesaid sum of five hundred and thirty thousand milreis, as it may deem most proper.

Art. II, In conformity to what is agreed upon in the preceding article, Brazil is exonerated from all responsibility springing out of the aforesaid claims presented by the government of the United States up to the date of this convention, which can neither be reproduced nor reconsidered in future.

Art. III. In order that the government of the United States may be enabled properly to consider the claims of the citizens of said States, — the remaining, as above declared, subject to its judgment, — the respective documents which throw light upon them shall be delivered by the imperial government to that of the United States, so soon as this convention shall receive the ratification of the government of said States.

Art. IV. The sum agreed upon shall be paid by the imperial government to that of the United States, in the current money of Brazil, as soon as the exchange of the ratifications of this convention is made known in this capital, for which his Majesty the Emperor of Brazil, pledges himself to obtain the necessary funds at the next session of the legislature.

Art. V. The payment of the sum above named of five hundred and thirty thousand milreis shall not be made until after the reception of the notice in this capital of the exchange of ratifications; but the said sum shall bear interest, at six per centum per annum, from the first day of July next; the imperial government however,

acção: concordárão mutuamente, depois de maduro exame sobre aquellas reclamações; e para o fim de poder levar se a effeito aquella transacção, em que por parte do Bracil se ponha à disposição do Presidente dos Estados Unidos a quantia de quinhentos e trinta contos de reis, moedo corrente do Brazil, como quantitativo razoavel e equitativo, que comprehenderá a generalidade das reclamações, qualquer que seja a sua natureza e importancia, e como compensação plena pelas indemnidades reclamadas pelo governo dos ditos Estados; as quaes serão satisfeitas em globo, sem referencia á nenhuma dessas reclamações, em cujo merito prescindem de entrar as altas partes contractantes; ficando ao governo dos Estados Unidos o avaliar a justiça, que assista dos reclamantes, para distribuir por elles a supradita soma de quinhèntos e trinta contos de reis como julgue mais conveniente.

Art. II. Em conformidade do que fica concordado no artigo antecedente é exonerado o Brazil de qualquer responsabilidade proveniente das ditas reclamações, apresentadas pelo governo dos Estados Unidos até à data desta convenção; as quaes não poderão ser mais reproduzidas, é nem attendidas no futuro.

Art. III. A fim de que o governo dos Estados Unidos possa attender devidamente às reclamações dos cidadãos dos mesmos Estados, que pela forma acima declarada ficão sujetas à sua appreciação, serl-heão entregues pelo governo imperial os respectivos documentos que lhes servão de illustração logo que a presente convenção tenha a ratificação do governo dos Estados Unidos.

Art. IV. A soma estipulada serà entregue pelo governo imperial ao dos Estadoa Unidos em moeda corrente de Brazil, logo que conste nesta corte a troca das ratificações desta convenção para o que sua Magestade Imperador do Brazil se compromette a obter os precisos fundos na proxima sessão legislativa.

Art. V. Ainda que o pagamento da quantia supra mencionada de quinhentos e trinta contos de reis não se effectue, senão depois de chegar à esta côrte a noticia da troca das ratificações, a dita quantia vencerá o juro de seis por cento ao anno, desde o primeiro de Julho proximo futuro; obligando-se o governo imperial a fazer

obliges itself to make good that interest only when, in conformity to the preceding article of this convention, the amount stipulated shall be paid.

Art. VI. The present convention shall be ratified, and the ratifications exchanged, in Washington, within twelve months after it is signed in this capital; or sooner, if possible.

In faith of which we, Plenipotentiaries of the United States of America, and of his Majesty the Emperor of Brazil, sign and seal the same.

Done in the city of Rio de Janeiro this twenty-seventh day of January, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty-nine.

David Tod. [L. S.]
Visconde de Olinda. [L. S.]

bom esse juro, só quando, na fórma do precedente artigo desta convençào, se verifique o pagamento da soma ajustada.

Art. VI. A presente convençào será ratificada, e as ratificaçòes trocadas em Washington, dentro de doze mezes depois de sua assignatura nesta côrte, ou mais cedo se for possivel.

Em fé do que nós Plenipotenciarios de sua Magestade o Imperador do Bracil e dos Estados Unidos da America assignamos e sellamos a presente.

Feita na cidade do Rio de Janeiro aos vinte e sete de Janeiro do anno do Nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de mil oito centos e quarenta e nove.

Visconde de Olinda. (L. S.)
David Tod. (L. S.)

50.

Déclaration des chefs de Gallinas pour la relaxation d'un certain nombre d'esclaves, signée à Dumbocorro, le 4 février 1849).*

Kittam, and John Siacca, son of the late King Fortune, voluntarily declare that the measures this day adopted by Commodore Sir Charles Hotham, and the destruction of the barracoons, are right and proper; that on the part of the Chief of Gallinas they are empowered to say that they have erred and done that which is wrong; that they have violated the Treaty concluded by Captain Denman, and merit punishment.

That, unconditionally, and without any reserve, without hope of reward of any sort or kind, they promised to deliver up the slaves to any officer appointed by the Commander-in-chief, within 4 days from this date (February 4th), and that Sir Charles Hotham positively refused to enter into any compromise, for the sake of liberating the slaves now lying in the bush, and released from the several factories and barracoons on the first appearance of the boats in the Gallinas' waters.

King John Fortune, his × mark.
John Shaicah, his × mark.

Chas. Hotham,
Commander-in-chief.

Wm. A. Parker,
Pilot and Interpreter, H. M. steam-ship „Penelope".

Alex. Murray,
Commander of H. M. sloop „Favorite".

Thomas L. Gordon,
Interpreter.

Edwd. Hill,
Lieutenant, commanding H. M. brigantine „Dart".

---

*) Le Gallinas, à l'époque de cette déclaration, comprenait les régions situées entre le pays de Cherbro et la république de Liberia. En 1850 ce pays, qui resista longtemps aux efforts généreux de la Grande Bretagne d'abolir la Traite des Nègres, a passé sous la souveraineté de la république de Liberia.

51.

Convention, entre la Prusse et le Grand-Duché de Luxembourg, pour prévenir et pour punir les délits forestiers, de chasse et de pêche, signée à la Haye, le 9 février 1849).*

Nachdem die Königlich Preussische und Grossherzoglich Luxemburgische Regierungen übereingekommen sind, wirksame Massregeln zur Verhütung und Bestrafung der Forst-, Jagd- und Fischereifrevel zn treffen und zu diesem Zweke einen Vertrag mit einander abzuschliessen, haben Seine Majestät der König von Preussen Allerhöchst ihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Niederländischen Hofe, den Grafen v. Königsmark, und Seine Majestät der König, Grossherzog von Luxemburg Allerhöchst ihren einstweiligen Sekretair für die Angelegenheiten des Grossherzogthums Luxemburg bei Ihrem Cabinet, den Doctor und Professor der Geschichte, Joseph Paquet, zu Bevollmächtigten ernannt, welche demnächst folgende Bestimmungen verabredet haben.

Art. 1. Beide Regierungen verpflichten sich, die Forst-, Jagd- und Fischereifrevel, welche ihre Unterthanen auf dem Gebiete des anderen Theiles verübt haben möchten, nach denselben Gesetzen untersuchen und bestrafen zu lassen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie auf dem eigenen inländischen Gebiete begangen worden wären.

Art. 2. Gegen die Frevler soll von Amtswegen verfahren werden, sobald entweder von dem benachtheiligten Unterthan resp. der Familie desselben eine Klage, oder von den Behörden de Staates, in welchem des Vergehen verübt ist, eine Anzeige davon bei den Behörden des anderen Staates eingeht.

Eine Verfolgung der Sache findet jedoch nicht weiter statt, wenn der Einwohner des einen Staates wegen des begangenen Vergehens in dem anderen Staate bereits verfolgt und verurtheilt oder freigesprochen worden ist, es sei denn, dass die Verurtheilung nur in contuma-

*) Les ratifications ont été échangées à la Haye, le 12 mars 1849.

ciam erfolgt ist, oder der Verurtheilte sich der Strafvollstreckung durch die Flucht entzogen hat.

Art. 3. Die Forstbehörden, Waldwärter und Forstbeamten, Feldhüter und sonstigen Diener der Obrigkeit in jedem der beiden Staaten, sollen alle mögliche Hülfe leisten, damit daselbst die Urheber und Mitschuldigen der im Artikel 1. genannten Vergehen, welche auf dem Gebiete des anderen Staates verübt sein möchten, entdeckt und eintretenden Falles verhaftet werden.

Art. 4. Die Wächter und Beamten, welche in jedem der beiden Staaten mit der Ermittelung, Verfolgung und Feststellung derartiger Vergehen beauftragt sind, sollen befugt sein, die Spuren derselben, sowie die Urheber und Mitschuldigen selbst bis auf die Entfernung einer Meile (acht Kilometer) in das Gebiet des anderen Staates zu verfolgen.

Art. 5. Ereilen sie auf dieser Verfolgung die Frevler selbst, so ist es ihnen gestattet, dieselben anzuhalten. Sie müssen jedoch die Angehaltenen alsbald an die nächste Ortsbehörde derjenigen Regierung überliefern, auf deren Gebiete die Anhaltung stattgefunden hat.

Wenn diese Behörde erkennt, dass die Angehaltenen Inländer sind, so hat sie den verfolgenden Beamten die für deren Protocoll erforderlichen Personalnachweise über dieselben mitzutheilen, und verfügt alsdann über deren Freilassung oder fortgesetzte Haft nach den Landesgesetzen.

Gehören die Angehaltenen unbestrittenermaassen nicht dem Lande an, in welchem die Verhaftung erfolgt ist, so hat die Behörde, welcher dieselben vorgeführt werden, deren alsbaldige Abführung auf das Gebiet, wo das Vergehen verübt worden ist, zu gestatten, und nöthigenfalls den vorführenden Beamten hierbei starke Hand zu leisten.

Ist dagegen die Nationalität der Angehaltenen bestritten, so werden dieselben dem Gewahrsam der erwähnten Ortsbehörde übergeben, welche die Entscheidung der competenten Behörde veranlasst.

Letztere hat alsdann, wenn die Angehaltenen sich als Inländer erweisen, die alsbaldige Mittheilung der Personal-Nachweise und, im anderen Falle, die sofortige Auslieferung der Angehaltenen selbst an die Behörden des Landes, wo das Vergehen stattgefunden hat, zu bewirken.

Art. 6. Die Beamten jedes der beiden Staaten sind,

wenn sie sich in Gemässheit des Art. 4. auf der Nacheile in dem Gebiete des anderen Theiles befinden, befugt, daselbst die Geräthschaften in Beschlag zu nehmen, welche bei Verübung der Frevel benutzt worden sind, sowie die Gegenstände, welche die Frevler etwa bei Verübung des Vergehens sich angeeignet haben. Diese Geräthschaften und Gegenstände sind der nächsten Ortsobrigkeit zu übergeben, um sodann dahin abgeliefert zu werden, wo nach den Gesetzen dieses Landes die Untersuchung wegen des begangenen Vergehens stattfinden muss.

Finden die Beamten bei dieser Nacheile eine Haussuchung auf dem Gebiete des anderen Staates nöthig, so haben sie sich deshalb an den Friedensrichter oder dessen Stellvertreter, an den Polizeicommissär oder auch an den Ortsvorsteher oder dessen Stellvertreter im nächsten Orte zu wenden. Jeder dieser Beamten ist verpflichtet, nach den inländischen Gesetzen, unter Zuziehung des requirirenden fremden Beamten, unverzüglich zur Haussuchung zu schreiten. Sollte er jedoch gesetzlich die Haussuchung verweigern müssen, so hat er diese Weigerung schriftlich und unter Angabe ihrer Gründe abzugeben.

Art. 7. Die Beamten des einen Staates, welche die Verfolgung bis in das Gebiet des anderen Staates fortsetzen, sind befugt, in diesem letzteren Lande das in ihrem Heimathsstaate aufgenommene Protocoll über alle Thatsachen, welche auf die Verübung und Entdeckung des begangenen Frevels Bezug haben, fortzusetzen und darin alles aufzuzeichnen, was sie auf ihrer Nacheile in Bezug auf den Frevel bemerkt haben.

Soweit es sich jedoch von Maassregeln handelt, welche unter Zuziehung von Behörden oder Beamten des anderen Staates vorgenommen worden sind, soll die Aufzeichnung in dem Protocolle unter Mitwirkung und Mitunterschrift dieser Behörden oder Beamten geschehen. Die Letzteren haben in dem Protocolle sowohl ihrer Zustimmung, als auch dessen ausdrücklich zu erwähnen, was sie ihrerseits besonders oder abweichend zu bemerken haben.

Die Protocolle müssen stets die nothwendige Auskunft über die stattgehabten Beschlagnahmen, sowie über den Ort und die Behörden enthalten, wo die in Beschlag genommenen Gegenstände vorläufig niedergelegt sind. Ein Duplicat des Protocolls ist von den nacheilenden Beamten den zugezogenen Beamten des anderen Staates einzuhän-

digen, welche dasselbe zur weiteren Veranlassung ihrer vorgesetzten Behörde sofort einzureichen haben.

Art. 8. Die Behörden und Beamten des einen Staates, welche sich weigern sollten, den in Art. 5. 6. und 7 für den Fall der Nacheile, seitens der Beamten des anderen Staates, ihnen auferlegten Obliegenheiten Genüge zu leisten, sollen ebenso zur Verantwortung und Strafe gezogen werden, als wenn sie den Requisitionen inländischer Behörden nicht genügt hätten.

Art. 9. Sowohl die im Art. 7. vorgeschriebenen Protocolle, als auch alle sonstigen Acte, welche bei Ermittelung und Bestrafung der im anderen Staate verübten Forst-, Jagd- und Fischereifrevel vorkommen, sollen in beiden Staaten von Stempel- und Einregistrirungsgebühren frei sein.

Die Protocolle sollen durch den Staatsprocurator des Landes, in welchem der Frevel begangen ist, dem Staatsprocurator des Landes, wo die Thäter sich befinden, zur unverzüglichen weiteren Veranlassung zugesandt werden.

Für die Constatirung eines Frevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staates in dem Gebiete des anderen verübt worden, soll den officiellen Angaben und Abschätzungen, welche von den competenten Beamten des Ortes des begangenen Frevels aufgenommen worden sind, von den Gerichten des anderen Staates derselbe Glaube beigelegt werden, welchen die Gesetze den officiellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

Art. 10. Soweit es zum Beweise der begangenen Frevel und ihres Umfanges auf Zeugenvernehmungen ankommt, sollen auf Requisition des Staatsprocurators desjenigen Staates, wo die Untersuchung geführt wird, die in dem anderen Staate wohnhaften Zeugen aufgefordert werden, vor den Gerichtsbehörden des ersteren Staates zu erscheinen. Weigern sie sich der dortigen Gestellung, so sollen sie auf Erfordern von dem inländischen Richter vernommen und die darüber aufgenommenen Protocolle unverzüglich der requirirenden Behörde übersandt werden.

Art. 11. Die Einziehung des Betrages der Strafe, sowie sämmtlicher entstandenen Kosten, bleibt ausschliesslich dem Staate, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt und das Urtheil stattgefunden hat, für seine eigene Rechnung überlassen. Lediglich der Betrag des Schadenersatzes, soweit er hat beigetrieben werden können,

wird an die betreffende Casse desjenigen Staates abgeführt, in welchem der Frevel verübt worden ist.

Art. 12. Die bei Verübung, Entdeckung, Verfolgung oder Constatirung der Forst-, Jagd- und Fischereifrevel begangenen Widersetzlichkeiten oder Angriffe, Gewaltthätigkeiten oder Beleidigungen sollen in jedem Staate nach dessen Gesetzen ebenso verfolgt und bestraft werden, als seien sie auf eigenem Gebiete und gegen die eigenen Beamten begangen worden.

Art. 13. Die auf der ganzen Breite der schiffbaren oder nicht schiffbaren Grenzflüsse begangenen Jagd- oder Fischereivergehen, können durch beide Regierungen als auf eigenem Gebiete begangen angesehen werden. Die Verfolgung dieser Vergehen kann auf den Antrag jeder Regierung, nach Anleitung der in den vorhergehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen vor den Behörden desjenigen Staates stattfinden, welchem der Frevler angehört.

Art. 14. Gegenwärtige Uebereinkunft soll in beiden Ländern einen Monat nach erfolgter Auswechselung der Ratificationen in Wirksamkeit treten.

Sie bleibt auch nach erfolgter Aufkündignng seitens einer der beiden contrahirenden Regierungen noch sechs Monate lang in Kraft.

Art. 15. Die Auswechselung der Ratificationsurkunden soll binnen zwei Monaten spätestens erfolgen.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtiger Vertrag von den Bevollmächtigten in zwei Exemplaren eigenhändig unterzeichnet und untersiegelt worden.

Geschehen im Haag, den 9. Februar 1849.

(L. S.) *v. Königsmark.* (L. S.) *Paquet.*

52.

Loi prussienne portant certaines modifications au règlement général sur les industries, signée à Charlottenburg, le 9 février 1849.

Extrait.

§. 67. Ausländer sind zum Betriebe eines stehenden Gewerbes, soweit ihnen nicht die Erlaubniss dazu in Erwiederung der im Auslande den diesseitigen Gewerbetreibenten entgegenstehenden Beschränkungen überhaupt zu versagen ist, nur aus erheblichen Gründen zuzulassen.

53.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande Bretagne et la République de Guatemala, signé à Guatemala, le 20 février 1849).*

(Texte anglais.)

In the Name of the Most Holy Trinity.

Extensive commercial intercourse having been established for some time between the territories, dominions, and settlements of Her Britannic Majesty and the Republic of Guatemala, it seems good, for the security as well as the encouragement of such commercial intercourse, and for the maintenance of good understanding between her said Britannic Majesty and the said Republic, that the relations now subsisting between them should be regularly acknowledged and confirmed by the signature of a Treaty of Amity, Commerce, and Navigation;

For this purpose they have named their respective Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Frederick Chatfield Esq., Her Britannic Majesty's Consul-General in Central America;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 16 juin 1849.

Ueber diese Gründe ist vor der Zulassung eines Ausländers jederzeit die Gemeinde des Ortes, wo das Gewerbe betrieben werden soll, ingleichem die betheiligte Innung und der Gewerberath zu hören.

Dasselbe gilt, wenn von ausländischen Gewerbetreibenden die Naturalisation (§. 8. des Gesetzes vom 31. December 1842, Gesetz Sammlung 1843, Seite 15) beantragt wird.

Die Bestimmungen dieses Paragraphen finden auf Angehörige deutscher Staaten nur so lange Anwendung, als nicht für dieselben die gegenseitige Zulassung der Gewerbetreibenden zur Ansässigmachung und zum Gewerbebetriebe nach gleichen Grundsätzen geregelt ist.

53.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande Bretagne et la République de Guatemala, signé à Guatemala, le 20 février 1849).*

(Texte espagnol.)

En el nombre de la Santisima Trinidad.

Habiendose establecido, hace algun tiempo, un estenso trafico comercial entre la Republica de Guatemala y los territorios, dominios, y establecimientos de Su Majestad Britanica, ha sido conveniente para la seguridad como tambien para el fomento de sus mutuos intereses, y para la conservacion de la buena inteligencia entre la mencionada Republica y Su Majestad Britanica, que las relaciones que ahora existen entre ambas, sean reconocidas y confirmadas formalmente por medio de un Tratado de Amistad, Comercio, y Navegacion;

Con este objeto han sido nombrados los respectivos Plenipotenciarios, á saber:

Por su Excelencia el Presidente de la Republica de Guatemala, el Señor Licenciado Don José Mariano Rodriguez, Secretario de Estado y de Relaciones Exteriores;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 10 juin 1849.

And His Excellency the President of the Republic of Guatemala, the Licentiate Don José Mariano Rodriguez, Secretary of State and for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their Fullpowers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. There shall be perpetual amity between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, her heirs and successors, and her and their subjects, and the Government of the Republic of Guatemala and its citizens.

II. There shall be between all the territories, dominions, and settlements of Her Britannic Majesty in Europe, and the territories of the Republic of Guatemala, a reciprocal freedom of commerce. The subjects and citizens of the 2 countries, respectively, shall have liberty freely and securely to come, with their ships and cargoes, to all places, ports, and rivers in the territories, dominions, and settlements aforesaid to which other Foreigners are or may be permitted to come; to enter into the same, and to remain and reside in any part thereof, respectively; also to hire and occupy houses and warehouses for the purposes of their commerce; and, generally, the merchants and traders of each nation, respectively, shall enjoy the most complete protection and security for their commerce, subject always to the laws and statutes of the 2 countries, respectively.

In like manner, the respective ships of war and Post Office packets of the 2 countries shall have liberty freely and securely to come to all harbours, rivers, and places, to which other Foreign ships of war and packets are or may be permitted to come; to enter into the same, to anchor, and to remain there and refit, subject always to the laws and statutes of the 2 countries respectively.

By the right of entering the places, ports, and rivers mentioned in this Article, the privilege of carrying on the coasting trade is not understood, in which trade national vessels only are permitted to engage.

III. Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland engages further, that the inhabitans of the Republic of Guatemala shall have the

Y por Su Majestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, Federico Chatfield, Escudero, y Consul-General de Su Majestad Britanica in Centro-America;

Quienes, despues de haberse communicado mutuamente sus Plenos-poderes, y halladolos en debida y regular forma, han convenido y concluido los Articulos siguientes:

Art. I. Habrá una perpetua amistad entre el Gobierno de la Republica de Guatemala y sus ciudadanos, y Su Majestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, sus herederos y succesores, y sus subditos.

II. Habrá entre los territorios de la Republica de Guatemala, y todos los territorios, dominios, y establecimientos de Su Majestad Britanica en Europa, una reciproca libertad de comercio. Los ciudadanos y subditos de los 2 paises, respectivamente, tendrán libertad para ir, libre y seguramente, con sus buques y cargamentos, á todos parages, puertos, y rios en los territorios, dominios, y establecimientos antedichos, á los cuales se permite ó se permitiere ir á otros estrangeros, entrar en los mismos, y permanecer y residir en cualquiera parte de ellos, respectivamente; tambien para alquilar y ocupar casas y almacenes para los objetos de su comercio; y generalmente, los comerciantes y traficantes de cada nacion, respectivamente, gozarán la mas completa proteccion y seguridad para su comercio; estando siempre sujetos á las leyes y estatutos de los 2 paises, respectivamente.

Del mismo modo los respectivos buques de guerra y paquetes de correo de los 2 paises tendrán libertad para llegar franca y seguramente á todos los puertos, rios, y lugares, á que se permite ó se permitiere llegar buques de guerra y paquetes de correo de otras naciones, entrar en los mismos, anclar, y permanecer en ellos, y repararse, sujetos siempre á las leyes y estatutos de los 2 paises, respectivamente.

Por el derecho de entrar en parages, puertos, y rios de que se hace relacion en este Articulo, no está comprendido el privilegio del comercio de escala y cabotage, que unicamente será permitido á buques nacionales.

III. Su Majestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda se obliga además, á que los habitantes de la Republica de Guatemala tengan la misma

like liberty of commerce and navigation stipulated for in the preceding Article, in all her territories, dominions, and settlements situated out of Europe, to the full extent of which the same is permitted at present, or shall be permitted hereafter, to any other nation.

IV. It being the intention of the 2 High Contracting Parties to bind themselves by the 2 preceding Articles to treat each other on the footing of the most favoured nation, it is hereby agreed between them, that any favour, privilege, or immunity whatever, in matters of commerce and navigation, which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other state, shall be extended to the subjects or citizens of the other High Contracting Party, gratuitously, if the concession in favour of that other nation shall have been gratuitous; or in return for a compensation as nearly as possible of proportionate value and effect, to be adjusted by mutual agreement, if the concessions shall have been conditional.

V. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, of any article being the growth, produce, or manufacture of the Republic of Guatemala, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the territories of the Republic of Guatemala, of any articles being the growth, produce, or manufacture of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, than are or shall be payable on the like articles, being the growth, produce, or manufacture of any other Foreign country; nor shall any other or higher duties or charges be imposed in the territories, dominions, or settlements of either of the High Contracting Parties, on the exportation of any articles, to the territories, dominions, or settlements of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like articles to any other Foreign country; nor shall any prohibition be imposed upon the exportation or importation of any articles, the growth, produce, or manufacture of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, or of the Republic of Guatemala, to or from the said territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, or to or from

libertad de comercio y navegacion estipulada en el anterior Articulo, en todos sus territorios, dominios, y establecimientos situados fuera de Europa, en toda la extencion que se permite ahora, ó se permitiere despues á cualquiera otra nacion.

IV. Siendo la intencion de las 2 Altas Partes Contratantes el obligarse por los 2 Articulos precedentes á tratarse la una á la otra en los mismos terminos que á la nacion mas favorecida, por el presente convienen mutuamente, en que cualquier favor, privilegio, ó inmunidad, de cualquiera especie que fuere, que en materias de comercio y navegacion haya concedido actualmente, ó pueda en adelante conceder, alguna de las Partes Contratantes, á los subditos ó ciudadanos de otra nacion cualquiera, se hará extensivo á los subditos ó ciudadanos de la otra Alta Parte Contratante, gratuitamente, siempre que la concesion en favor de la otra nacion hubiere sido gratuita; pues siendo condicional, en tal caso, por mutuo convenio se acordará una compensacion equivalente, cuanto sea posible, y proporcionada así en el valor, como en los resultados.

V. No se impondrán otros ó mas altos derechos á la importacion en los territorios de la Republica de Guatemala, de cualesquiera articulos del producto natural, producciones, ó manufacturas de los territorios, dominios, y establecimientos de Su Majestad Britanica, ni se impondrán otros ó mas altos derechos á la importacion en los territorios, dominios, y establecimientos de Su Majestad Britanica, de cualesquiera articulos del producto natural, producciones, ó manufacturas de la Republica de Guatemala, que los que se pagan ó pagaren por semejantes articulos, cuando sean producto natural, producciones, ó manufacturas de cualquier otro pais estrangero; ni se impondrán otros ó mas altos derechos ó impuestos en los territorios, dominios, ó establecimientos de cualquiera de las Altas Partes Contratantes á la exportacion de cualesquiera articulos para los territorios, dominios, ó establecimientos de la otra, que los que se pagan ó pagaren por la exportacion de iguales articulos para cualquier otro pais estrangero; ni se impondrá prohibicion alguna á la exportacion ó importacion de cualesquiera articulos del producto natural, producciones, ó manufacturas de los territorios de la Republica de Guatemala, ó de los territorios, dominios, ó establecimientos

the Republic of Guatemala, which shall not equally extend to all other nations.

VI. No higher nor other duties or payments on account of tonnage, of light or harbour dues, of pilotage, of salvage in case either of damage or shipwreck, or on account of any other local charges, shall be imposed in any of the ports of the Republic of Guatemala on British vessels, than those payable in the same ports by Guatemalan vessels; nor in any of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty on Guatemalan vessels, than shall be payable in the same ports on British vessels.

VII. The same duties shall be paid on the importation into the territories of the Republic of Guatemala, of any article being of the growth, produce, or manufacture of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, whether such importation shall be made in Guatemalan or in British vessels; and the same duties shall be paid on the importation into the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, of any article being the growth, produce, or manufacture of the Republic of Guatemala, whether such importation shall be made in British or in Guatemalan vessels. The same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation to the Republic of Guatemala, of any articles being the growth, produce, or manufacture of the territories, dominions, or settlements or Her Britannic Majesty, whether such exportation shall be made in Guatemalan or in British vessels; and the same duties shall be paid and the same bounties and drawbacks allowed on the exportation of any articles, being the growth, produce, or manufacture of the Republic of Guatemala, to the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, whether such exportation shall be made in British or in Guatemalan vessels.

VIII. All merchants, commanders of ships, and others, the subjects of Her Britannic Majesty, shall have full liberty in all the territories of the Republic of Guatemala, to manage their own affairs themselves, or to commit

de Su Majestad Britanica, para los dichos, ó de los dichos territorios de la Republica de Guatemala, ó para los dichos, ó de los dichos territorios, dominios, y establecimientos de Su Majestad Britanica, que no se estiendan igualmente á todas las otras naciones.

VI. No se impondrán otros ni mas altos derechos ni pagos por razon de toneladas, fanal, emolmentos de puerto, practico, derecho de salvamento en caso de perdida ó naufragio, ni por razon de algunas otras cargas locales, en ninguno de los puertos de los territorios, dominios, ó establecimientos de Su Majestad Britanica, á los buques Guatemaltecos, sinó los que unicamente pagan en los mismos los Britanicos; ni en los puertos de la Republica de Guatemala se impondrán á los buques Britanicos, otras cargas que las que, en los mismos puertos, pagan los Guatemaltecos.

VII. Se pagarán los mismos derechos de importacion en los territorios, dominios, ó establecimientos de Su Majestad Britanica, por los articulos de productos naturales, producciones, y manufacturas de la Republica de Guatemala, bien sean importados en buques Britanicos ó Guatemaltecos; y los mismos derechos se pagarán por la importacion en los territorios de la Republica de Guatemala, de las manufacturas, efectos, y producciones de los territorios, dominios, ó establecimientos de Su Majestad Britanica, aunque su importacion sea en buques Guatemaltecos ó Britanicos. Los mismos derechos pagarán, y gozarán las mismas franquicias y descuentos concedidos, á la exportacion para los territorios, dominios, ó establecimientos de Su Majestad Britanica, de cualesquiera articulos de los productos naturales, producciones, ó manufacturas de la Republica de Guatemala, ya sea que la exportacion se haga en buques Britanicos ó en Guatemaltecos; y pagarán los mismos derechos, y se concederán las mismas franquicias y descuentos, á la exportacion para la Republica de Guatemala, de cualesquiera articulos de los productos naturales, producciones, ó manufacturas de los territorios, dominios, ó establecimientos de Su Majestad Britanica, sea que esta exportacion se haga en buques Guatemaltecos ó Britanicos.

VIII. Todo comerciante comandante de buque, y otros ciudadanos de la Republica de Guatemala, gozarán de libertad completa en todos los territorios, dominios, y establecimientos de Su Majestad Britanica, para mane-

them to the management of whomsoever they please as broker, factor, agent, or interpreter; nor shall they be obliged to employ any other persons in those capacities than those employed by Guatemalans, nor to pay them any other salary or remuneration than such as is paid in like cases by Guatemalan citizens; and absolute freedom shall be allowed in all cases to the buyer and seller to bargain and fix the price of any goods, wares, or merchandize imported into, or exported from, the Republic of Guatemala, as they shall see good; observing the laws and established customs of the country. The same privileges shall be enjoyed in the territories, dominions, and settlements of Her Britannic Majesty, by the citizens of the Republic of Guatemala, under the same conditions.

The subjects and citizens of the High Contracting Parties shall reciprocally receive and enjoy full and perfect protection for their persons and property, and shall have free and open access to the courts of justice in the said countries, respectively, for the prosecution and defence of their just rights; and they shall be at liberty to employ in all causes the advocates, attorneys, or agents of whatever description, whom they may think proper, and they shall enjoy in this respect the same rights and privileges therein as native subjects or citizens.

IX. In whatever relates to the police of the ports, the lading and unlading of ships, the safety of merchandize, goods, and effects, the succession to personal estates by will or otherwise, and the disposal of personal property of every sort and denomination, by sale, donation, exchange, testament, or in any other manner whatsoever, as also the administration of justice; the subjects and citizens of the 2 High Contracting Parties shall reciprocally enjoy the same privileges, liberties, and rights, as native subjects or citizens; and they shall not be charged in any of these respects with any higher imposts or duties than those which are paid, or may be paid, by native subjects or citizens; submitting, of course, to the local laws and regulations of each country respectively.

If any subject or citizen of either of the 2 High Con-

jar por si sus propios negocios, ó para encargar su manejo á quien mejor les parezca, sea corredor, factor, agente, ó interprete; y no se les obligará á emplear para estós objetos á ninguna otra persona mas que las que se emplean por los Britanicos, ni estarán obligados á pagarles mas salario ó remuneracion que la que en semejantes casos se paga por subditos Britanicos; y se concederá libertad absoluta en todos los casos al comprador y vendedor para ajustar y fijar el precio cualesquiera efectos, mercaderias, y generos importados ó exportados de la Republica de Guatemala, como crean conveniente, conformandose con las leyes y costumbres establecidas en el pais. Los mismos privilegios disfrutarán en los territorios de la Republica de Guatemala los subditos de Su Majestad Britanica, y sujetos á las mismas condiciones.

Los ciudadanos y subditos de las Altas Partes Contratantes recibirán y gozarán reciprocamente de completa y perfecta proteccion en sus personas y propiedades, y tendrán libre y facil acceso á los tribunales de justicia en los referidos paises, respectivamente, para la prosecucion y defensa de sus justos derechos; y estarán en libertad de emplear en todos casos los abogados, procuradores, ó agentes de cualquier clase que juzguen conveniente, y gozarán en este respecto, los mismos derechos y privilegios que alli disfrutaren los ciudadanos ó subditos nativos.

IX. Por lo que toca á la policia de los puertos, á la carga y descarga de buques, la seguridad de las mercancias, bienes, y efectos, la sucesion de las propiedades personales por testamento, ó de otro modo, y al derecho de disponer de la propiedad personal, de cualquiera clase ó denominacion, por venta, donacion, permuta, testamento, ó de otro modo cualquiera, así como tambien á la administracion de justicia; los ciudadanos y subditos de las 2 Altas Partes Contratantes gozarán reciprocamente los mismos privilegios, libertades, y derechos, que si fueran ciudadanos ó subditos nativos; y no se les cargará, en ninguno de estos puntos ó casos, mayores impuestos ó derechos que los que pagan ó en adelante pagaren los ciudadanos ó subditos nativos, sujetos por supuesto á las leyes y estatutos locales de cada pais, respectivamente.

En caso que muriere algun ciudadano ó subdito de

tracting Parties shall die without will or testament in any of the territories, dominions, or settlements of the other, the Consul-General or Consul of the nation to which the deceased belonged, or the representative of such Consul-General or Consul, in his absence, shall have the right to nominate curators to take charge of the property of the deceased, so far as the laws of the country will permit, for the benefit of the lawful heirs and creditors of the deceased; giving proper notice of such nomination to the authorities of the country.

X. The subjects of Her Britannic Majesty residing in the Republic of Guatemala, and the citizens of the Republic of Guatemala residing in any of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, either by sea or by land, and from all forced loans or military exactions or requisitions; and they shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay any other ordinary charges, requisitions, or taxes, greater than those that are paid by native subjects or citizens of the Contracting Parties respectively.

XI. It shall be free for each of the 2 High Contracting Parties to appoint Consuls for the protection of trade, to reside in any of the territories, dominions, and settlements of the other Party; but before any Consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the Government to which he is sent; and either of the High Contracting Parties may except from the residence of Consuls such particular places as they judge fit to be excepted. The Guatemalan Diplomatic Agents and Consuls shall enjoy in the territories, dominions, and settlements of Her Britannic Majesty, whatever privileges, exceptions, and immunities are or shall be granted to the agents of the same rank belonging to the most favoured nation; and in like manner, the Diplomatic Agents and Consuls of Her Britannic Majesty in the Guatemalan territories shall enjoy, according to the strictest reciprocity, whatever privileges, exceptions, and immunities are or may be granted in the territories of the Republic of Guatemala, to the Diplomatic Agents and Consuls of the most favoured nation.

cualquiera de las Altas Partes Contratantes, sin haber hecho su ultima disposicion ó testamento, en cualquiera de los territorios, dominios, ó establecimientos de la otra, el Consul-General ó el Consul de la nacion á que pertenecia el difunto, ó en su ausencia, el que representare á dicho Consul-General ó Consul, tendrá el derecho de nombrar curadores, que se encarguen de la propiedad del difunto, en cuanto las leyes del pais lo permitieren, á beneficio de los legitimos herederos y acreedores del difunto; dando noticia conveniente á las autoridades del pais.

X. Los subditos de Su Majestad Britanica residentes en la Republica de Guatemala, y los ciudadanos de la Republica de Guatemala residentes en cualquiera de los territorios, dominios, ó establecimientos de Su Majestad Britanica, estarán exentos de todo servicio militar forzoso de cualquier especie, de mar ó de tierra, y de todo prestame forzoso, ó exacciones militares, ó requisiciones; ni serán compelidos á pagar, bajo ningun pretexto, cualesquiera cargos ordinarios, requisiciones, ó impuestos, mayores que los que paguen los subditos ó ciudadanos nativos de las Partes Contratantes, respectivamente.

XI. Cada una de las Altas Partes Contratantes podrá nombrar Consules para la proteccion del comercio, que residan en cualquiera de los territorios, dominios, y establecimientos de la otra parte; pero antes que ningun Consul funcione como tal, deberá ser aprobado y admitido en la forma acostumbrada, por el Gobierno á quien se dirige; y cualquiera de las Altas Partes Contratantes puede exceptuar de la residencia de Consules aquellos puntos particulares en que no tengan por conveniente admitir los. Los Agentes Diplomaticos y los Consules de la Republica de Guatemala gozarán en los territorios, dominios, y establecimientos de Su Majestad Britanica, de todos los privilegios, exenciones, é inmunidades concedidas, ó que se concedieren, á los Agentes de igual rango de la nacion mas favorecida; y del mismo modo, los Agentes Diplomaticos y Consules de Su Majestad Britanica en los territorios de la Republica de Guatemala, gozarán, conforme á la mas exacta reciprocidad, todos los privilegios, exenciones, é inmunidades que se conceden, ó en adelante se concedieren, á los Agentes Diplomaticos y Consules de la nacion mas favorecida, en los territorios de la Republica de Guatemala.

XII. For the better security of commerce between the subjects of Her Britannic Majesty and the citizens of the Republic of Guatemala, it is agreed, that if at any time any interruption of friendly intercourse, or any rupture, should unfortunately take place between the 2 High Contracting Parties, the subjects or citizens of either of the 2 High Contracting Parties who may be within any of the territories, dominions, of settlements of the other, shall, if residing upon the coasts, be allowed 6 months, and if residing in the interior, a whole year, to wind up their accounts and dispose of their property; and a safe-conduct shall be given to them to embark at the port which they themselves shall select; and even in the event of a rupture, all such subjects or citizen of either of the 2 High Contracting Parties who are established in any of the territories, dominions, and settlements of the other, in the exercise of any trade or special employment, shall have the privilege of remaining and of continuing such trade and employment therein, without any manner of interruption, in full enjoyment of their liberty and property, as long as they behave peaceably, and commit no offence against the laws; and their goods and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody or entrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, nor to any other charges or demands than those which may be made upon the like effects or property belonging to native subjects or citizens of the country in which such subjects or citizens may reside. In the same case, debts between individuals, property in public funds, and shares of companies, shall never be confiscated, sequestered, nor detained.

XIII. The subjects of Her Britanic Majesty, and the citizens of the Republic of Guatemala, respectively, residing in any of the territories, dominions, or settlements of the other Party, shall enjoy, in their houses, persons, and properties, the protection of the Government, and shall continue in possession of the guarantees which they now enjoy: they shall not be disturbed, molested, or annoyed in any manner on account of their religious belief, nor in the proper exercise of their religion, either within their own private houses, or in the places of worship destined for that purpose, agreeably to the system of

XII. Para mayor seguridad del comercio entre los subditos de Su Majestad Britanica y los ciudadanos de la Republica de Guatemala, se estipula, que si en algun tiempo ocurriere desgraciadamente una interrupcion en las relaciones amistosas, y se efectuare un rompimiento entre las 2 Altas Partes Contratantes, se concederán á los subditos ó ciudadanos de cualquiera de las 2 Altas Partes Contratantes que estén dentro de los territorios, dominios, ó establecimientos de la otra, si residen en las costas, 6 meses, y un año entero á los que residan en el interior, para arréglar sus negocios, y disponer de sus propiedades; y se les dará un salvo conducto para que se embarquen en el puerto que ellos elijieren; y aun en caso de un rompimiento, todos aquellos subditos ó ciudadanos de cualquiera de las 2 Altas Partes Contratantes que estén establecidos en cualquiera de los territorios, dominios, y establecimientos de la otra, en el ejercicio de algun trafico ú ocupacion especial, tendrán el privilejio de permanecer y continuar dicho trafico y ocupacion en el referido pais, sin que se les interrumpa en manera alguna, en el goze absoluto de su libertad y de sus bienes, mientras se conduzcan pacificamente, y no cometan ofensa alguna contra las leyes; y sus bienes y efectos, de cualquiera clase que sean, bien que estén bajo su propia custodia, ó confiadòs á individuos ó al Estado, no estarán sujetos á embargo ó secuestro, ni á ninguna carga ó imposicion que la que se haga con respecto á los efectos ó bienes pertenecientes á los subditos ó ciudadanos del pais en que dichos subditos ó ciudadanos residan. De igual modo, ó en el mismo caso, ni las deudas entre particulares, ni los fondos publicos, ni las acciones de compañias, serán jamas confiscadas, secuestradas, ó detenidas.

XIII. Los ciudadanos de la Republica de Guatemala, y los subditos de Su Majestad Britanica, que residan en cualquier de los territorios, dominios, ó establecimientos de la otra Parte, gozarán reciprocamente en sus casas, personas, y bienes, de la proteccion del Gobierno, y continuarán en posesion de las garantias que actualmente tienen: no serán inquietados, molestados, ni perturbados en manera alguna, en razon de su creencia religiosa, ni en los ejercicios propios de su religion, ya dentro de sus casas particulares, ó en los lugares del culto destinados para aquel objeto, conforme al sistema de toleran-

tolerance established in the territories, dominions, and settlements of the 2 High Contracting Parties; provided they respect the religion of the nation in which they reside, as well as the constitution, laws, and customs of the country. Liberty shall also be granted to bury the subjects or citizens of either of the 2 High Contracting Parties who may die in the territories, dominions, or settlements aforesaid, in burial-places of their own, which in the same manner may be freely established and maintained; nor shall the funerals or sepulchres of the dead be disturbed in any way or upon any account.

XIV. The Government of the Republic of Guatemala, in order to co-operate with Her Britannic Majesty for the total abolition of the Slave Trade, engages to execute perfectly the laws of the said Republic, which prohibit in the most effectual manner all persons inhabiting within the territories of the Republic of Guatemala, or in places subject to their jurisdiction, from taking any share in such trade.

XV. In order that the 2 High Contracting Parties may have the opportunity of hereafter treating and agreeing upon such other arrangements as may tend still further to the improvement of their mutual intercourse, and to the advancement of the interests of their respective subjects and citizens, it is agreed that at any time after the expiration of 7 years from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty, either of the High Contracting Parties shall have the right of giving to the other Party notice of its intention to terminate Articles V, VI, and VII of the present Treaty; and that at the expiration of 12 months after such notice shall have been received by either Party from the other, the said Articles, and all the stipulations contained therein, shall cease to be binding on the 2 High Contracting Parties.

XVI. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London or at Guatemala within the space of 8 months, or sooner, if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective seals.

Done at Guatemala, this 20th day of February, in the year of our Lord 1849.

(L. S.) *Fredk. Chatfield.*
(L. S.) *J. Mariano Rodriguez.*

cia establecido en los territorios, dominios, y establecimientos de las 2 Altas Partes Contratantes; con tal que respeten la religion de la nacion en que residan, asi como la constitucion, leyes, y costumbres establecidas. Tendrán tambien libertad de enterrar á los ciudadanos ó subditos de cualquiera de las 2 Altas Partes Contratantes que murierên en los referidos territorios, dominios, ó establecimientos, en sus propios cementerios, que podrán del mismo modo libremente establecer y mantener; y no se molestarán los funerales ni los sepulcros de los muertos, de ningun modo, ni por motivo alguno.

XIV. El Gobierno de la Republica de Guatemala, con el objeto de cooperar con Su Majestad Britanica á fin de conseguir la abolicion total del Trafico de Esclavos, se compromete á hacer siempre efectivas las leyes de la misma Republica, que prohiben del modo mas positivo á todas las personas que habiten dentro del territorio de la Republica de Guatemala, ó sujetos á su jurisdiccion, tomar parte alguna en dicho trafico.

XV. Para que las 2 Altas Partes Contratantes tengan en lo futuro, oportunidad de tratar y ajustar cualesquiera otros arreglos que tiendan aun mas eficazmente á estrechar las relaciones existentes, y al adelante de los intereses de los respectivos subditos ó ciudadanos, se ha convenido que en cualquier tiempo, pasados 7 años desde la fecha en que se cangéen las ratificaciones del presente Tratado, cualquiera de las 2 Altas Partes Contratantes podrá poner en conocimiento de la otra Parte sus intenciones de terminar los Articulos V, VI, y VII del presente Tratado; y que al espirar 1 año desde que 1 de las Partes haya recibido de la otra dicha noticia, los espresados Articulos, y todo su contenido, dejarán de ser obligatorios á las 2 Altas Partes Contratantes.

XVI. El presente Tratado será ratificado, y las ratificaciones cambiadas en Guatemala ó en Londres en el termino de 8 meses, ó antes si posible fuere.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado el presente, sellandolo con sus sellos respectivos.

Fecho en la Ciudad de Guatemala, á los 20 dias del mes de Febrero, del año del Señor 1849.

(L. S.) *J. Mariano Rodriguez.*
(L. S.) *Fredk. Chatfield.*

Additional Article.

Whereas according to the laws of Great Britain, it is necessary that a ship must have been actually built in the Republic of Guatemala, in order to be considerad a Guatemalan ship; and whereas in the present state of Guatemalan shipping, it would not be possible for the Republic to receive the full advantage of the reciprocity established by the stipulations of the Treaty of this date, if that condition of the British law were immediately enforced, it is hereby agreed, that for the space of 7 years, to be reckoned from the date of the exchange of the ratifications of the said Treaty, any ships, wheresoever built, shall be considered as Guatemalan ships, provided they are bonâ fide the property of, and wholly owned by, 1 or more citizens of the Republic of Guatemala; and provided that the master and 3/4ths at least of the mariners are also natural born citizens of the Republic, or persons domiciliated in the Republic by act of the Government thereof as lawful citizens of the Republic; such act to be certified according to the laws of the Republic.

The present Additional Article shall have the same force and validity as if it were inserted word for word in the Treaty signed this day. It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at the same time.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective seals.

Done at Guatemala, this 20th day of February, in the year af our Lord 1849.

(L. S.) *Fredk. Chatfield.*
(L. S.) *J. Mariano Rodriguez.*

Articulo Adicional.

Por cuanto, segun las leyes de la Gran Bretaña, para que un buque fuese considerado como de Guatemala, seria preciso que hubiera sido realmente construido en los territorios de la Republica de Guatemala; y en el actual estado de su marina, no podria dicha Republica recibir todo el beneficio de la reciprocidad establecida por el Tratado de esta fecha, si hubiera de exigirse inmediatamente la condicion que ponen las leyes Britanicas, se ha convenido aqui, que por el espacio de 7 años, contados desde la fecha en que sèan cangéadas las ratificaciones del susodicho Tratado, se considerarán como buques de Guatemala, todo buque, de cualquier construccion que sea, y con tal que bonâ fide sea de propiedad y absoluta pertenencia de 1 ó mas ciudadanos de la Republica de Guatemala; con tal que los capitanes y 3/4 partes al menos de la tripulacion sean tambien ciudadanos nacidos en la Republica, ó personas domiciliades en la Republica segun un acto del Gobierno que los constituya ciudadanos legitimos de la Republica de Guatemala, segun las leyes del pais.

El presente Articulo Adicional tendrá la misma fuerza y valor que si se hubiera insertado palabra por palabra en el Tratado de este dia. Será ratificado, y las ratificaciones serán cambiadas al mismo tiempo.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado, y sellado con sus sellos respectivos.

Fecho en la Ciudad de Guatemala, á los 20 dias del mes de Febrero, del año del Señor 1849.

(L. S.) *J. Mariano Rodrigues.*
(L. S.) *Fredk. Chatfield.*

54.

Convention générale de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, entre les Etats-Unis et la République de Guatemala, signée à Guatemala, le 3 mars 1849).*

Texte anglais.

General Convention of Peace, Amity, Commerce, and Navigation, between the United States of America and the Republic of Guatemala.

The United States of America and the Republic of Guatemala, desiring to make firm and permanent the peace and friendship which happily prevails between both nations, have resolved to fix, in a manner clear, distinct, and positive, the rules which shall in future be religiously observed between the one and the other, by means of a treaty or general convention of peace, friendship, commerce, and navigation.

For this most desirable object the President of the United States of America has conferred full powers on Elijah Hise, chargé d'affaires of the United States near this republic, and the Executive Power of the Republic of Guatemala on the Sr. Ldo. D. José Mariano Rodriguez, Secretary of State and of the Department of Foreign Relations, who, after having exchanged their said full powers in due and proper form, have agreed to the following articles:

Art. I. There shall be a perfect, firm, and inviolable peace and sincere friendship between the United States of America and the Republic of Guatemala, in all the extent of their possessions and territories, and between their people and citizens, respectively, without distinction of persons or places.

Art. II. The United States of America and the Republic of Guatemala, desiring to live in peace and harmony with all the other nations of the earth, by means of a policy frank and equally friendly with all, engage mutually not to grant any particular favor to other nations,

*) La convention a été ratifiée de part et d'autre et les ratifications en ont été échangées. Elle a été publiée dans les Etats-



54.

*Convention générale de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, entre les Etats-Unis et la République de Guatemala, signée à Guatemala, le 3 mars 1849 *).*

Texte espagnol.

Convencion General de Paz, Amistad, Comercio, y Navigacion, entre los Estados Unidos de América y la República de Guatemala.

Los Estados Unidos de América y la República de Guatemala, deseando hacer firme y permanente la paz y amistad que felizmente existe entre ambas potencias, han resuelto fijar, de una manera clara, distinta, y positiva, las reglas que deben observar, religiosamente, en lo venidero, por medio de un tratado ó convencion general de paz, amistad, comercio, y navigacion.

Con este muy deseable objeto, el Presidente de los Estados [Unidos] de América ha conferido plenos poderes á Elias Hise, Encargado de Negocios de los Estados Unidos en esta República, y el poder Ejecutivo de la República de Guatemala al Sr. Ldo. D. José Mariano Rodriguez, Secretario de Estado y del Despacho del Relaciones Exteriores, quienes despues de haberse cangeado sus espresados plenos poderes en debida y buena forma, han convenido en los artículos siguientes:

Art. I. Habrá una paz perfecta, firme, y inviolablé, y amistad sincera entre la República de Guatemala y los Estados Unidos de América, en toda la estension du sus posessiones y territorios, y entre sus pueblos y ciudadanos respectivamente, sin distincion de personas ni lugares.

Art. II. La República de Guatemala y los Estados Unidos de América, deseando vivir en paz y armonía con las demas naciones de la tierra, por medio de una política franca y igualmente amistosa con todas, se obligan mutuamente á no conceder favores particulares á

Unis par une proclamation du Président, en date du 28 juillet 1852.

in respect of commerce and navigation, which shall not immediately become common to the other party, who shall enjoy the same freely, if the concession was freely made, or on allowing the same compensation, if the concession was conditional.

Art. III. The two high contracting parties, being likewise desirous of placing the commerce and navigation of their respective countries on the liberal basis of perfect equality and reciprocity, mutually agree that the citizens of each may frequent all the coasts and countries of the other, and reside and trade there in all kinds of produce, manufactures, and merchandise; and they shall enjoy all the rights, privileges, and exemptions in navigation and commerce which native citizens do or shall enjoy; submitting themselves to the laws, decrees, and usages there established, to which native citizens are subjected. But it is understood that this article does not include the coasting trade of either country, the regulation of which is reserved to the parties, respectively according to their own separate laws.

Art. IV. They likewise agree that whatever kind of produce, manufacture, or merchandise of any foreign country can be from time to time lawfully imported into the United States in there own vessels, may be also imported in vessels of the Republic of Guatemala; and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel or her cargo shall be levied and collected whether the importation be made in vessels of the one country or of the other; and, in like manner, that whatever kind of produce, manufacture, or merchandise of any foreign country can be from time to time lawfully imported into the Republic of Guatemala in its own vessels, may be also imported in vessels of the United States, and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel or her cargo shall be levied and collected, whether the importation be made in vessels of the one country or of the other. And they further agree, that whatever may be lawfully exported or reëxported from the one country in its own vessels to any foreign country, may be in like manner exported or reëxported in vessels of the other country. And the same bounties, duties, and drawbacks shall be allowed and collected, whether such

otras naciones con respecto á comercio y navigacion, que no se hagan inmediatamente comunes á una ú otra, quien gozará de los mismos libremente, ó prestando la misma compensacion si la concesion fuere condicional.

Art. III. Las dos altas partes contratantes, deseando tambien establecer el comercio y navigacion de sus respectivos paises sobre las liberales bases de perfecta igualdad y reciprocidad, convienen mutuamente, que los ciudadanos de cada una podrán frecuentar todas las costas y paises de la otra, y residir y traficar en ellos con toda clase de producciones, manufacturas, y mercaderías, y gozarán de todos los derechos, privilegios y exenciones, con respecto á navigacion y comercio que gozan ó gozarán los ciudadanos nativos, sometiendose á las leyes, decretos y usos establecidos, á que estan sugetos dichos ciudadanos nativos. Pero debe entenderse que este artículo no comprende el comercio de costa de cada uno de los dos paises, cuya regulacion es reservada á las partes respectivamente segun sus propias y peculiares leyes.

Art. IV. Convienen igualmente que qualesquiera clase de producciones, manufacturas, y mercaderías estrangeras que puedan ser en cualquier tiempo legalmente introducidas en los Estados Unidos en sus propios buques, puedan tambien ser introducidas en los buques de la República de Guatemala, y que no se impondrán ó cobrarán otros ó mayores derechos de tonelada ó por el cargamento, ya sea que la importacion se haga en buques de la una ó de la otra. De la misma manera que cualesquiera clase de producciones, manufacturas, y mercaderías estrangeras, que puedan ser en cualquier tiempo legalmente introducidas en la República de Guatemala en sus propios buques, puedan tambien ser introducidas en los buques de los Estados Unidos, y que no se impondrán ó cobrarán otros ó mayores derechos de tonelada ó por el cargamento, ya sea que la importacion se haga en buques de la una ó de la otra. Convienen ademas que todo lo que pueda ser legalmente esportado ó re-esportado de uno de los dos paises en sus buques propios para un pais estrangero, pueda de la misma manera ser esportado ó re-esportado en los buques del otro. Y los mismos derechos, premio, [premios] y discuentos,

exportation or reëxportation be made in vessels of the United States or of the Republic of Guatemala.

Art. V. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States of any articles the produce or manufactures of the Republic of Guatemala, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the Republic of Guatemala of any articles the produce or manufactures of the United States, than are or shall be payable in like articles being the produce or manufactures of any other foreign country; nor shall any higher or other duties or charges be imposed in either of the two countries on the exportation of any articles to the United States or the Republic of Guatemala, respectively, than such as are payable on the exportation of the like articles to any other foreign country; nor shall any prohibition be imposed on the exportation or importation of any articles the produce or manufactures of the United States or of the Republic of Guatemala, to or from the territories of the United States, or to or from the territories of the Republic of Guatemala, which shall not equally extend to all other nations.

Art. VI. It is likewise agreed, that it shall be wholly free for all merchants, commanders of ships, and other citizens of both countries to manage themselves their own business in all the ports and places subject to the jurisdiction of each other, as well with respect to the consignment and sale of their goods and merchandise, by wholesale or detail, as with respect to the loading, unloading, and sending off their ships; they being in all these cases to be treated as citizens of the country in which they reside, or at least to be placed on a footing with the subjets or citizens of the most favored nations.

Art. VII. The citizens of neither of the contracting parties shall be liable to any embargo, nor be detained with their vessels, cargoes, merchandise, or effects, for any military expedition, not [nor] for any public or private purpose whatever, without allowing to those interested a sufficient indemnification.

Art. VIII. Whenever the citizens of either of the contracting parties shall be forced to seek refuge or asylum in the rivers, bays, ports, or dominions of the other

se concederán y cobrarán, ya sea que tal esportacion ó re-esportacion se haga en buques de los Estados Unidos ó de la República de Guatemala.

Art. V. No se impondrán otros ó mayores derechos sobre la importacion de cualesquiera artículo, produccion ó manufactura de la República de Guatemala en los Estados Unidos, y no se impondrán otros ó mayores derechos sobre la importacion de cualquier artículo, produccion ó manufactura de los Estados Unidos en la República de Guatemala, que los que se pagan ó pagarán en adelante por iguales artículos, produccion, ó manufactura de cualquier pais estrangéro; ni si impondrán otros ó mayores derechos ó cargas en cualquiera de los dos paises, sobre la esportacion de cualquier artículo para los Estados Unidos ó para la República de Guatemala, respectivamente, que los que se pagan ó pagarán en adelante por la esportacion de iguales artículos para cualquiera otro pais estrangero; ni se establescerá prohibicion sobre la esportacion ó importacion de cualquier artículo, produccion ó manufactura de los territorios de los Estados Unidos para los de la República de Guatemala, ó de los territorios de la República de Guatemala para los de los Estados Unidos, que no sea igualmente estensiva á las otras naciones.

Art. VI. Se conviene ademas que será enteramente libre y permitido á los comerciantes, comandantes de buques, y otros ciudadanos de ambos paises, el manejar sus negocios por si mismos en todos los puertos y lugares sujetos á la jurisdiccion de uno ú otro, asi respecto á las consignaciones y ventas, por mayor y menor, de sus efectos y mercaderías, como de la carga, descarga y despacho de sus buques, debiendo en todos estos casos ser tratados como ciudadanos del pais en que residan, ó al ménos puestos sobre un pié igual con los subditos ó ciudadanos de las naciones mas favorecidas.

Art. VII. Los ciudadanos de una ó otra parte no podrán ser embargados ni detenidos con sus embarcaciones, tripulaciones, mercaderías, y efectos comerciales de su pertenencia para alguna espedicion militar, usos públicos ó particulares cualesquiera que sean, sin conceder á los interesados una suficiente indemnizacion.

Art. VIII. Siempre que los ciudadanos de alguna de las partes contratantes se vieren precisados a buscar refugio ó asilo en los rios, bahias, puertos, ó dominios de

with their vessels, whether merchant or of war, public or private, through stress of weather, pursuit of pirates or enemies, they shall be received and treated with humanity, giving to them all favor and protection for repairing their ships, procuring provisions, and placing themselves in a situation to continue their voyage without obstacle or hindrance of any kind.

Art. IX. All the ships, merchandise, and effects belonging to the citizens of one of the contracting parties, which may be captured by pirates, whether within the limits of its jurisdiction or on the high seas, and may be carried or found in the rivers, roads, bays, ports, or dominions of the other, shall be delivered up to the owners; they proving in due and proper form their rights, before the competent tribunals; it being well understood that the claim should be made within the term of one year, by the parties themselves, their attorneys, or agents of their respective governments.

Art. X. When any vessel belonging to the citizens of either of the contracting parties shall be wrecked, foundered, or shall suffer any damage on the coasts or within the dominions of the other, there shall be given to them all assistance and protection, in the same manner which is usual and customary with the vessels of the nation where the damage happens, permitting them to unload the said vessel (if necessary) of its merchandise and effects, without exacting for it any duty, impost, or contribution whatever, provided the same be exported.

Art. XI. The citizens of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods within the jurisdiction of the other, by sale, donation, testament, or otherwise, and their representatives, being citizens of the other party, shall succeed to their said personal goods whether by testament or *ab intestato*, and they may take possession thereof, by themselves, or others acting for them, and dispose of the same at their will, paying such dues only as the inhabitants of the country wherein said goods are or shall be subject to pay in like cases. And if, in the case of real estate, the said heirs would be prevented from entering into the possession of the inheritance on account of their character of aliens, there shall be granted to them the term of three years to dispose of the same as they may think proper, and to withdraw the proceeds, without molestation, and

la otra, con sus buques, ya sean mercantes ó de guerra, publicos ó particulares, por mal tiempo, persecucion de piratas ó enemigos, serán recibidos y tratados con humanidad, dandoles todo favor y proteccion para reparar sus buques, procurar viveres, y ponerse en situacion de continuar su viaje sin obstáculo ó estorbo de ningun genero.

Art. IX. Todos los buques, mercaderías, y efectos pertenecientes á los ciudadanos de una de las partes contratantes que sean apresados por piratas, bien sea dentro de los limites de su jurisdiccion, ó en alta mar y fueren llevados ó hallados en los rios, radas, bahias, puertos, ó eominios de la otra, serán entregados á sus dueños, probando estos en la forma propia [propria] y debida sus derechos anté los tribunales competentes; bien entendido que el reclamo ha de hacerse dentro del término de un año por las mismas partes, sus apoderados, ó agentes de los respectivos gobiernos.

Art. X. Cuando algun buque perteneciente á los ciudadanos de alguna de las partes contratantes, naufrague, encalle ó sufra alguna avería en las costas ó dentro de los dominios de la otra, se les dará toda ayuda y proteccion, del mismo modo que es uso y costumbre con los buques de la nacion en donde suceda la avería; permitiendoles descargar el dicho buque (si fuere necesario) de sus mercaderías y efectos, sin cobrar por esto, con tal que ellos sean esportados, ningun derecho, impuesto ó contribucion.

Art. XI. Los ciudadanos de cada una de las partes contratantes tendrán pleno poder para disponer de sus bienes personales dentro de la jurisdiccion de la otra, por venta, donacion, testamento, ó de otro modo; y sus representantes, siendo ciudadanos de la otra parte, sucederán á sus dichos bienes personales ya sea por testamento ó ab intestato, y podrán tomar posesion de ellos ya sea por sí mismos ó por otros que obren por ellos, y disponer de los mismos segun su voluntad, pagando aquellas cargas solamente que los habitantes del pais en donde estan los referidos bienes estuvieren sujetos á pagar en iguales casos. Y si, en el caso de bienes raices, los dichos herederos fueren impedidos de entrar en la posesion de la herencia por razon de su caracter de estrangeros, se les dará el término de tres años para disponer de ello como juzguen conveniente, y

exempt from all duties of detraction on the part of the government of the respective States.

Art. XII. Both the contracting parties promise and engage formally to give their special protection to the persons and property of the citizens of each other, of all occupations, who may be in the territories subject to the jurisdiction of the one or of the other, transient or dwelling therein, leaving open and free to them the tribunals of justice for their judicial recourse, on the same terms which are usual and customary with the natives or citizens of the country in which they may be; for which they may employ, in defence of their rights, such advocates, solicitors, notaries, agents, and factors as they may judge proper in all their trials at law; and such citizens or agents shall have free opportunity to be present at the dicisions and sentences of the tribunals in all cases which may concern them, and likewise at the taking of all examinations and evidence which may be exhibited in the said trials.

Art. XIII. It is likewise agreed, that the most perfect and entire security of both the contracting parties in the countries subject to the jurisdiction of the one and the other, without their being liable to be disturbed or molested on account of their religious belief, so long as they respect the laws and established usages of the country. Moreover, the bodies of the citizens of one of the contracting parties who may die in the territories of the other shall be buried in the usual burying-grounds, or in other decent or suitable places, and shall be protected from violation or disturbance.

Art. XIV. It shall be lawful for the citizens of the United States of America and of the Republic of Guatemala to sail with their ships, with all manner of liberty and security, no distinction being made who are the proprietors of the merchandise laden thereon, from any port, to the places of those who now are or hereafter shall be at enmity with either of the contracting parties. It shall likewise be lawful for the citizens aforesaid to sail with the ships and merchandise before mentioned, and to trade with the same liberty and security, from the places, ports, and havens of those who are enemies of both or either party, without any opposition or disturbance whatsoever, not only directly from the places of

para estraer el producto sin molestia, y exentos de todo derecho de deduccion por parte del gobierno de los respectivos Estados.

Art. XII. Ambas partes contratantes se comprometen y obligan, formalmente, á dar su proteccion especial a las personas y propiedades de los ciudadanos de cada una reciprocamente transeuntes ó habitantes de todas ocupaciones en los territorios sujetos a la jurisdiccion de una y otra, dejandoles abiertos y libres los tribunales de justicia para sus recursos judiciales, en los mismos términos que son de uso y costumbre dara los naturales ó ciudadanos del pais en que residan; para lo cual podran emplear en defensa de sus derechos, aquellos abogados, procuradores, escribanos, ajentes, ó factores, que juzguen conveniente en todos sus asuntos y litijios; y dichos ciudadanos ó ajentes tendran la libre facultad de estar presentes en las decisiones y sentencias de los tribunales en todos los casos que les conciernan, como igualmente al tomar todos los examines y declaraciones que se ofrezcan en los dichos litijios.

Art. XIII. Se conviene igualmente en que los ciudadanos de ambas partes contratantes gocen la mas perfecta y entera seguridad de conciencia en los paises sujetos á la jurisdiccion de una ú otra, sin quedar por ello espuestos á ser inquietados ó molestados en razon de su creencia religiosa, mientras que respetan las leyes y usos establecidos. Ademas de esto, podrán sepultarse los cadáveres de los ciudadanos de una de las partes contratantes que fallecieran en los territorios de la otra, en los cemeterios acostumbrados, ó en otros lugares decentes y adecuados, los cuales serán protegidos contra toda violacion y trastorno.

Art. XIV. Será lícito á los ciudadanos de los Estados Unidos de America, y á los de la República de Guatemala navegar con sus buques con toda seguridad y libertad, de cualquiera puerto á las plazas ó lugares de los que son ó fueren en adelante enemigos de cualquiera de las dos partes contratantes, sin hacerse distincion de quienes son los dueños de las mercaderías cargadas en ellos. Será igualmente licito á los referidos ciudadanos navegar con sus buques y mercaderías mencionadas, y traficar con la misma libertad y seguridad en los lugares, puertos, y ensenadas de los enemigos de ambas partes, ó de alguna de ellas, sin

the enemy before mentioned to neutral places, but also from one place belonging to an enemy to another place belonging to an enemy, whether they be under the jurisdiction of one power or under several. And it is hereby stipulated, that free ships shall also give freedom to goods, and that every thing shall be deemed to be free and exempt which shall be found on board the ships belonging to the citizens of either of the contracting parties, although the whole lading or any part thereof should appertain to the enemies of either — contraband goods being always excepted. It is also agreed, in like manner, that the same liberty be extended to persons who are on board a free ship, with this effect: that although they be enemies of both or either party, they are not to be taken out of that free ship unless they are officers or soldiers, and in the actual service of the enemies; provided, however, and it is hereby agreed, that the stipulations in this article contained, declaring that the flag shall cover the property, shall be understood as applying to those powers only who recognize this principle; but if either of the two contracting parties shall be at war with a third and the other neutral, the flag of the neutral shall cover the property of enemies whose governments acknowledge this principle, and not of others.

Art. XV. It is likewise agreed that in the case where the neutral flag of one of the contracting parties shall protect the property of the enemies of the other, by virtue of the above stipulation, it shall always be understood that the neutral property found on board such enemy's vessels shall be held and considered as enemy's property, and as such shall be liable to detention and confiscation, except such property as was put on board such vessel before the declaration of war or even afterwards, if it were done without the knowledge of it; but the contracting parties agree that, two months having elapsed after the declaration, their citizens shall not plead ignorance thereof. On the contrary, if the flag of the neutral does not protect the enemy's property, in that case the goods and merchandises of the neutral embarked in such enemy's ship shall be free.

ninguna oposicion ó disturbio cualquiera, no solo directamente de los lugares de enemigos arriba mencionados ó lugares neutros sino tambien de un lugar perteneciente á un enemigo á otro enemigo, ya sea que esten bajo de la jurisdiccion de una potencia ó bajo la de diversas. Y queda aqui estipulado que los buques libres dan tambien libertad á las mercaderías, y que se ha de considerar libre y exento todo lo que se hallare á bordo de los buques pertenecientes á los ciudadanos de cualquiera de las partes contratantes, aun que toda la carga ó parte de ella pertenezca á enemigos de una ú otra, esceptuando siempre los artículos de contrabando de guerra. Se conviene tambien, del mismo modo, en que la misma libertad se estienda á las personas que se encuentren á bordo de buques libres, con el fin de que aunque dichas personas sean enemigos de ambas partes ó de alguna de ellas, no deban ser estraidas de los buques libres, á menos que sean oficiales ó soldados en actual servicio de los enemigos; á condicion no obstante, y se conviene aqui en esto, que las estipulaciones contenidas en el presente artículo, declarando que el pabellon cubre la propiedad, se entenderán aplicables solamente á aquellas potencias que reconocen este principio; pero si alguna de las dos partes contratantes estuviere en guerra con una tercera, y la otra permaneciese neutral, la bandera de la neutral cubrirá la propiedad de los enemigos cuyos gobiernos reconozcan este principio, y no de otros.

Art. XV. Se conviene igualmente, que en el caso de que la bandera neutral de una de las partes contratantes proteja las propiedades de los enemigos de la otra, en virtud de lo estipulado arriba, deberá siempre entenderse que las propiedades neutrales, encontradas á bordo de tales buques, enemigos, hán de tenerse y considerarse como propiedades enemigas, y como tales estarán sujetas á detencion y confiscacion, esceptuando solamente aquellas propiedades que hubiesen sido puestas á bordo de tales buques antes de la declaracion de la guerra, y aun despues, si hubiesen sido embarcadas en dichas buques sin tener noticia de la guerra, y se conviene, que pasados dos meses despues de la declaracion, los ciudadanos de una y otra parte no podrán alegar que la ignoraban. Por el contrario, si la bandera neutral no protegiese las propiedades enemigas, entonces serán

Art. XVI. This liberty of navigation and commerce shall extend to all kinds of merchandises, excepting those only which are distinguished by the name of contraband; and under this name of contraband or prohibited goods shall be comprehended:

1st. Cannons, mortars, howitzers, swivels, blunderbusses, muskets, fusees, rifles, carbines, pistols, pikes, swords, sabres, lances, spears, halbers, and granades, bombs, powder, matches, balls, and all other things belonging to the use of these arms.

2dly. Bucklers, helmets, breastplates, coats of mail, infantry belts, and clothes made up in the form and for a military use.

3dly. Cavalry belts, and horses with their furniture.

4thly. And generally all kinds of arms and instruments of iron, steel, brass, and copper, or of any other materials, manufactured, prepared, and formed expressly to make war by sea or land.

Art. XVII. All other merchandise and things not comprehended in the articles of contraband explicitly enumerated and classified as above, shall be held and considered as free, and subjects of free and lawful commerce, so that they may be carried and transported in the freest manner, by both the contracting parties, even to places belonging to an enemy, excepting only those places which are at that time besieged or blockaded; and to avoid all doubt in this particular, it is declared that those places only are besieged or blockaded which are actually attacked by a belligerent fórce capable of preventing the entry of the neutral.

Art. XVIII. The articles of contraband before enumerated and classified, which may be found in a vessel bound for an enemy's port, shall be subject to detention and confiscation, leaving free the rest of the cargo and the ship, that the owners may dispose of them as they see proper. No vessel of either of the two nations shall be detained on the high seas on account of having on board articles of contraband, whenever the master, captain, or supercargo of said vessel will deliver up the articles of contraband to the captor, unless the quantity of such articles be so great and of so large a bulk that they

libres los efectos y mercaderías de la parte neutral, embarcados en buques enemigos.

Art. XVI. Esta libertad de navegacion y comercio se estenderá á todo genero de mercaderías, esceptuando aquellas solamente que se distinguen con el nombre de contrabando, y bajo este nombre de contrabando ó efectos prohibidos se comprenderán:

1º. Cañones, morteros, obuses, pedreros, trabucos, mosquetes, fusiles, rifles, carabinas, pistolas, picas, espadas, sables, lanzas, chuzos, alabardas, y granadas, bombas, polvora, mechas, balas, con las demas cosas correspondientes al uso de estas armas.

2º. Escudos, casquetes, corazas, cotas de malla, fornituras y vestidos hechos en forma y á usanza militar.

3º. Bondoleras, y caballos junto con sus armas y arneses.

4º. Y generalmente toda especie de armas é instrumentos de hierro, acero, bronce, cobre, y otras materias cualesquiera, manufacturadas, preparadas, y formadas espresamente para hacer la guerra por mar ó tierra.

Art. XVII. Todas las demas mercaderías y efectos no comprendidos en los articulos de contrabando esplicitamente enumerados y clasificados en el artículo anterior, serán tenidos y reputados por libres, y de lícito y libre comercio, de modo que ellos puedan ser trasportados y llevados de la manera mas libre por los ciudadanos de ambas partes contratantes aun á los lugares pertenecientes á un enemigo de una ú otra, esceptuando solamente aquellos lugares ó plazas que están al mismo tiempo sitiadas ó bloquedas; y para evitar toda duda en el particular, se declaran sitiadas ó bloqueadas aquellas plazas que en la actualidad estuviesen atacadas por una fuerza de un beligerante capaz de impedir la entrada del neutral.

Art. XVIII. Los articulos de contrabando ántes enumerados y clasificados que se hallen en un buque destinado á puerto enemigo estarán sujetos á detencion y confiscacion dejando libre el resto del cargamento y el buque para que los dueños puedan disponer de ellos como lo crean conveniente. Ningun buque de cualquiera de las dos naciones será detenido por tener á bordo artículos de contrabando, siempre que el maestre, capitan, ó sobrecargo de dicho buque quiera entregar los articulos de contrabando al apresador á ménos que la cantidad de estos articulos sea tan grande y de tanto volumen

cannot be received on board the capturing ship without great inconvenience; but in this and in all other cases of just detention the vessel detained shall be sent to the nearest convenient and safe port for trial and judgment according to law.

Art. XIX. And whereas it frequently happens that vessels sail for a port or place belonging to an enemy without knowing that the same is besieged, blockaded, or invested, it is agreed that every vessel so circumstanced may be turned away from such port or place, but shall not be detained; nor shall any part of her cargo, if not contraband, be confiscated, unless, after warning of such blockade or investment from the commanding officer of the blockading forces, she shall again attempt to enter; but she shall be permitted to go to any other port or place she shall think proper. Nor shall any vessel of either of the parties, that may have entered into such port or place before the same was actually besieged, blockaded, or invested by the other, be restrained from quitting such place with her cargo; nor, if found therein after the reduction and surrender, shall such vessel or her cargo be liable to confiscation, but they shall be restored to the owners thereof.

Art. XX. In order to prevent all kind of disorder in the visiting and examination of the ships and cargoes of both the contracting parties on the high seas, they have agreed, mutually, that whenever a vessel of war, public or private, shall meet with a neutral of the other contracting party, the first shall remain out of cannon-shot, and may send its boat, with two or three men only, in order to execute the said examination of the papers concerning the ownership and cargo of the vessel, without causing the least extortion, violence, or ill-treatment for which the commanders of the said armed ships shall be responsible, with their persons and property; for which purpose, the commanders of the said private armed vessels shall, before receiving their commissions, give sufficient security to answer for all the damages they may commit. And it is expressly agreed, that the neutral party shall in no case be required to go on board the examining vessel for the purpose of exhibiting her papers, or for any other purpose whatever.

que no puedan ser recibidos á bordo del buque apresador sin grandes inconvenientes; pero en este como en todos los otros casos de justa detencion, el buque detenido será enviado al puerto mas immediato comodo y seguro para ser juzgado y sentenciado conforme á las leyes.

Art. XIX. Y por cuanto frecuentemente sucede que los buques navegan para un puerto ó lugar perteneciente á un enemigo sin saber que aquel esté sitiado, bloqueado, ó embestido, se conviene en que todo buque en estas circunstancias se pueda hacer volver de dicho puerto ó lugar, pero no será detenida ni confiscada parte alguna de su cargamento no siendo de contrabando, á ménos que despues de la intimacion de semejante bloqueo ó ataque por el comandante de las fuerzas bloqueadoras intentase otra vez entrar; pero le será permitido ir á cualquiera otro puerto ó lugar que juzque conveniente. Ni ningun buque de una de las dos partes que haya entrado en semejante puerto ó lugar antes que estuviese sitiado, bloqueado, ó embestido por la otra, será impedido de dejar el tal lugar con su cargamento, ni si fuere hallado allí despues de la rendicion y entrega de semejante lugar estará el tal buque ó su cargamento sujeto á confiscacion sino que serán restituidos á sus dueños.

Art. XX. Para evitar todo genero de desorden en la visita y examen de los buques y cargamentos de ambas partes contratantes en alta mar, han convenido mutuamente, que siempre que un buque de guerra público ó particular se encontrase con un neutral de la otra parte contratante, el primero permanecerá fuera de tiro de cañon y podrá mandar su bote con dos ó tres hombres solamente para ejecutar el dicho exámen de los papeles concernientes á la propiedad y carga del buque, sin occasionar la menor estorsion, violencia, o maltratamiento, por lo que los comandantes del dicho buque armado serán responsables con sus personas y bienes; á cuyo efecto los comandantes de buques armados por cuenta de particulares estarán obligados ántes de entregarseles sus comisiones á patentes á dar fianza suficiente para responder á los perjuicios que causen. Y se ha convenido espresamente que en ningun caso se exigirá á la parte neutral que vaya á bordo del buque examinador con el fin de exhibir sus papeles ó para cualquiera otro objeto sea el que fuere.

Art. XXI. To avoid all kind of vexation and abuse in the examination of the papers relating to the ownership of the vessels belonging to the citizens of the two contracting parties, they have agreed, and do agree, that in case one of them should be engaged in war, the ships and vessels belonging to the citizens of the other must be furnished with sealetters or passports expressing the name, property, and bulk of the ship, as also the name and place of habitation of the master or commander of said vessel, in order that it may thereby appear that the ship really and truly belongs to the citizens of one of the parties. They have likewise agreed, that such ships, being laden, besides the said sea-letters or passports, shall also be provided with certificates containing the several particulars of the cargo and the place whence the ship sailed, so that it may be known whether any forbidden or contraband goods be on board the same; which certificates shall be made out by the officers of the place whence the ship sailed in the accustomed form; without which requisites said vessel may be detained to be adjudged by the competent tribunal, and may be declared legal prize, unless the said defect shall be satisfied or supplied by testimony entirely equivalent.

Art. XXII. It is further agreed, that the stipulations above expressed relative to the visiting and examination of vessels shall apply only to those which sail without convoy; and when said vessels shall be under convoy, the verbal declaration of the commander of the convoy, on his word of honor, that the vessels under his protection belong to the nation whose flag he carries, and, when they are bound to an enemy's port, that they have no contraband goods on board, shall be sufficient.

Art. XXIII. It is further agreed, that in all cases the established courts for prize causes in the country to which the prizes may be conducted shall alone take cognizance of them. And whenever such tribunal of either party shall pronounce judgment against any vessel, or goods, or property claimed by the citizens of the other party, the sentence or decree shall mention the reasons or motives on which the same shall have been founded; and an authenticated copy of the sentence or decree, and of all the proceedings in the case, shall, if

Art. XXI. Para evitar toda clase de vejámen y abuso en el exámen de los papeles relativos á la propiedad de los buques pertenecientes á los ciudadanos de las dos partes contratantes, han convenido y convíenen, que en caso de que una de ellas estuviera en guerra, los buques y bajeles pertenecientes á los ciudadanos de la otra serán provistos con letras de mar ó pasaportes espresando el nombre, propiedad, y tamaño del buque, como tambien el nombre y lugar de la residencia del maestre o comandante, á fin de que se vea que el buque real y verdaderamente pertenece á los ciudadanos de una de las partes; y han convenido igualmente, que estando cargados los es presados buques ademas de las letras de mar ó pasaportes, estarán tambien provistos de certificados que contengan los pormenores del cargamento y el lugar de donde salió el buque, para que así pueda saberse si hay á su bordo algunos efectos prohibidos o de contrabando, cuyos certificados serán hechos por los oficiales del lugar de la procedencia del buque en la forma acostumbrada; sin cuyos requisitos el dicho buque puede ser detenido para ser juzgado por el tribunal competente, y puede ser declarado buena presa, á ménos que satisfagan ó suplan el defecto con testimonios enteramente equivalentes.

Art. XXII. Se ha convenido ademas, que las estipulaciones anteriores, relativas al examen y visita de buques, se aplicaran solamente á los que navegan sin convoy, y que cuando los dichos buques estuvieren bajo de convoy, sera bastante la declaracion verbal del comandante del convoy, bajo su palabra de honor de que los buques que estan bajo su proteccion pertenecen à la nacion cuya bandera llevan, y cuando de dirijan á un puerto enemigo, que los dichos buques no tienen á su bordo articulos de contrabando de guerra.

Art. XXIII. Se ha convenido ademas, que en todos los casos que ocurran, solo los tribunales establecidos para causas de presas, en el pais á que las presas sean conducidas tomaran conocimiento de ellas. Y siempre que semejante tribunal de cualquiera de las partes pronunciase sentencia contra algun buque, ó efectos ó propiedad reclamada por los ciudadanos de la otra parte, la sentencia ó decreto hara mencion de las razones ó motivos en que aquella se haya fundado, y se entregara sin demora alguna al comandante ó agente de dicho buque, si lo

demanded, be delivered to the commander or agent of said vessel without any delay, he paying the legal fees for the same.

Art. XXIV. Whenever one of the contracting parties shall be engaged in war with another State, no citizen of the other contracting party shall accept a commission or letter of marque for the purpose of assisting or co-operating hostilely with the said enemy against the said party so at war, under the pain of being treated as a pirate.

Art. XXV. If by any fatality which cannot be expected, and which God forbid, the two contracting parties should be engaged in a war with each other, they have agreed, and do agree, now for then, that there shall be allowed the term of six months to the merchants residing on the coasts and in the ports of each other, and the term of one year to those who dwell in the interior, to arrange their business and transport their effects wherever they please, giving to them the safe conduct necessary for it, which may serve as a sufficient protection until they arrive at the designated port. The citizens of all other occupations who may be established in the territories or dominions of the United States of America and the Republic of Guatemala shall be respected and maintained in the full enjoyment of their personal liberty and property, unless their particular conduct shall cause them to forfeit this protection, which in consideration of humanity, the contracting parties engage to give them.

Art. XXVI. Neither the debts due from individuals of the one nation to individuals of the other, nor shares nor moneys which they may have public funds or in public or private banks, shall ever, in any event of war or of national difference, be sequestered or confiscated.

Art. XXVII. Both the contracting parties, being desirous of avoiding all in inequality in relation to their public communications and official intercourse, have agreed, and do agree, to grant to the envoys, ministers, and other public agents the same favors, immunities, and exemptions which those of the most favored nation do or shall enjoy; it being understood that whatever favors, immunities, or privileges the United States of America or the Republic of Guatemala may find it proper to give the ministers and public agents of any other

solicitase, un testimonio autentico de la sentencia ó decreto, ó de todo el proceso, pagando por él los derechos legales.

Art. XXIV. Siempre que una de las partes contratantes estuviere empeñada en guerra con otra estado, ningun ciudadano de la otra parte contratante aceptara una comision ó letra de marca para el objeto de ayudar ó co-operar hostilmente con dicho enemigo, contra la dicha parte que esté así en guerra, bajo la pena de ser tratado como pirata.

Art. XXV. Si por alguna fatalidad, que no puede esperarse, y que Dios no permita, las dos partes contratantes se viesen empeñadas en guerra una con otra han convenido y convienen de ahora para entonces que se concedera el término de seis meses a los comerciantes residentes en las costas y en los puertos de entrambas, y el término de un año a los que habitan en el interior, para arreglar sus negocios y trasportar sus efectos a donde quieran, dandoles el salvoconducto necessario para ello que le sirva de suficiente proteccion hasta que lleguen al puerto que designen. Los ciudadanos de otras ocupaciones que se hallen establecidos en los territorios o dominios de los Estados Unidos de América, o de la república de Guatemala, seran respetados y mantenidos en el pleno goce de su libertad personal y propiedad, a ménos que su conducta particular les haga perder esta proteccion que en consideracion a la humanidad las partes contratantes se comprometen a prestarles.

Art. XXVI. Ni las deudas contraidas por los individuos de una nacion con los individuos de la otra, ni las acciones o dineros que puedan tener en los fondos públicos o en los bancos públicos o privados, seran jamas secuestrados o confiscados en ningun caso de guerra o diferencia nacional.

Art. XXVII. Deseando ambas partes contratantes evitar toda diferencia relativa a etiqueta en sus comunicaciones y correspondencias diplomaticas han convenido y convienen asimismo en conceder a sus Enviados, Ministros, y otros agentes diplomaticos los mismos favores, inmunidades y exenciones de que gozan o gozaren en lo venidero los de las naciones mas favorecidas; bien entendido que cualquier favor, inmunidad, o privilejio que los Estados Unidos de América o la República de Guatemala tengan por conveniente dispensar a los Envia-

power, shall, by the same act, be extended to those of each of the contracting parties.

Art. XXVIII. To make more effectual the protection which the United States of America and the Republic of Guatemala shall afford in future to the navigation and commerce of the citizens of each other, they agree to receive and admit consuls and vice-consuls in all the ports open to foreign commerce, who shall enjoy in them all the rights, prerogatives, and immunities of the consuls and vice-consuls of the most favored nation; each contracting party, however, remaining at liberty to except those ports and places in which the admission and residence of such consuls and vice-consuls may not seem convenient.

Art. XXIX. In order that the consuls and vice-consuls of the two contracting parties may enjoy the rights, prerogatives, and immunities which belong to them by their public character, they shall, before entering on the exercise of their functions, exhibit their commission or patent in due form to the government to which they are accredited; and, having obtained their exequatur, they shall be held and considered as such by all the authorities, magistrates, and inhabitants in the consular district in which they reside.

Art. XXX. It is likewise agreed, that the consuls, their secretaries, officers, and persons attached to the service of consuls, they not being citizens of the country in which the consul resides, shall be exempt from all public service, and also from all kind of taxes, imposts, and contributions, except those which they shall be obliged to pay on account of commerce or their property, to which the citizens and inhabitants, native and foreign, of the country in which they reside, are subject; being in every thing besides subject to the laws of the respective States. The archives and papers of the consulate shall be respected inviolably, and under no pretext whatever shall any magistrate seize or in any way interfere with them.

Art. XXXI. The said consuls shall have power to require the assistance of the authorities of the country for the arrest, detention, and custody of deserters from the public and private vessels of their country, and for that purpose they shall address themselves to the courts,

dos, Ministros, y agentes diplomaticos de otras potencias, se haga por el mismo hecho estensivo a los de una y otra de las partes contratantes.

Art. XXVIII. Para hacer mas efectiva la proteccion que los Estados Unidos de América y la República de Guatemala daran en adelante a la navegacion y comercio de los ciudadanos de una y otra, se convienen en recibir y admitir Consules y Viceconsules en todos los puertos abiertos al comercio estrangero, quienes gozaran en ellos todos los derechos, prerogativas, é inmunidades de los Consules y Vice-consules de la nacion mas favorecida (quedando) no obstante en libertad cada parte contratante para esceptuar aquellos puertos y lugares en que la admision y residencia de semejantes Consules y Vice-consules no parezca conveniente.

Art. XXIX. Para que los Consules y Vice-consules de las dos partes contratantes, puedan gozar los derechos, prerogativas, é inmunidades que les corresponden por su caracter público antes de entrar en el ejercicio de sus funciones, presentaran su comision o patente en la forma debida al gobierno con quien estén acreditados, y habiendo obtenido el exequatur, seran tenidos y considerados como tales por todas las autoridades, majistrados, y habitantes del distrito consular en que residan.

Art. XXX. Se ha convenido igualmente, que los Consules, sus Secretarios, oficiales, y personas agregadas al servicio de los Consules (no siendo estas personas ciudadanos del pais en que en Consul reside) estaran escentos de todo servicio público, y tambien de toda especie de pechos, impuestos, y contribuciones, esceptuando aquellos que esten obligados a pagar por razon de comercio o propiedad, y a los cuales estan sujetos los ciudadanos y habitantes naturales y estrangeros del pais en que residen, quedando en todo lo demas sujetos a las leyes de los respectivos Estados. Los archivos y papeles de los consulados seran respetados inviolablemente y bajo ningun pretesto los ocupara magistrado alguno, ni tendra en ellos ninguna intervencion.

Art. XXXI. Los dichos Consules tendran poder de requerir el ausilio de las autoridades locales, para la prision, detencion, y custodia de los desertores de buques públicos y particulares de su pais, y para este objeto se dirijiran a los tribunales, jueces, y oficiales competentes,

judges, and officers competent, and shall demand the said deserters in writing, proving by an exhibition of the registers of the vessel's or ship's roll, or other public documents, that those men were part of the said crews; and on this demand, so proved, (saving, however, where the contrary is proved,) the delivery shall not be refused. Such deserters, when arrested, shall be put at the disposal of the said consuls, and may be put in the public prisons, at the request and expense of those who reclaim them, to be sent to the ships to which they belonged, or to others of the same nation. But if they be not sent back within two months, to be counted from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall be no more arrested for the same cause.

Art. XXXII. For the purpose of more effectually protecting their commerce and navigation, the two contracting parties do hereby agree, as soon hereafter as circumstances will permit, to form a consular convention, which shall declare specially the powers and immunities of the consuls and vice-consuls of the respective parties.

Art. XXXIII. The United States of America and the Republic of Guatemala, desiring to make as durable as circumstances will permit the relations which are to be established between the two parties by virtue of this treaty or general convention of peace, amity, commerce, and navigation, have declared solemnly, and do agree to, the following points:

Ist. The present treaty shall remain in full force and virtue for the term of twelve years, to be counted from the day of the exchange of the ratifications, and further until the end of one year after either of the contracting parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same; each of the contracting parties reserving to itself the right of giving such notice to the other at the end of said term of twelve years. And it is hereby agreed between them, that on the expiration of one year after such notice shall have been received by either from the other party, this treaty, in all its parts relative to commerce and navigation, shall altogether cease and determine, and in all those parts which relate to peace and friendship it shall be perpetually binding on both powers.

2dly. If any one or more of the citizens of either party shall infringe any of the articles of this treaty,

y pediran los dichos desertores por escrito probando por una prèsentacion de los registros de los buques, rol del equipaje, ú otros documentos públicos que aquellos hombres eran parte de las dichas tripulaciones, y a esta demanda así probada (ménos no obstante cuando se probare lo contrario,) no se rehusara la entrega. Semejantes desertores luego que sean arrestados se pondran a disposicion de los dichos consules, y puedan ser depositados en las prisiones publicas a solicitud y espensas de los que los reclamen para ser enviados a los buques a que corresponden o a otros de la misma nacion. Pero si no fueren mandados dentro de dos meses contados desde el dia de su arresto, seran puestos en libertad y no volveran a ser presos por la misma causa.

Art. XXXII. Para protejer mas efectivamente su comercio y navegacion, las dos partes contratantes se convienen en formar, luego que las circunstancias lo permitan, una convencion consular que declare mas especialmente los podores é immunidades de los Consules y Vice-consules de las partes respectivas.

Art. XXXIII. Los Estados Unidos de Amérika y la República de Guatemala deseando hacer tan duraderas y firmes como las circunstancias lo permitan, las relaciones que han de establecerse entre las dos potencias, en virtud del presente tradado ó convencion general de paz, amistad, comercio, y navegacion, han declarado solemnemente y convienen en los puntos siguientes:

1º El presente tratado permanecerá en su fuerza y vigor por el término de doce años, contados desde el dia del cange de las ratificaciones, y ademas hasta un ano despues que cualquiera de las partes contratantes haya notificado à la otra su intencion de terminarlo; reservandose las partes contratantes el derecho de hacer tal notification la una à la otra al fin de dicho término de doce años; y ademas se ha convenido que este tratado en todo lo relativo á comercio y navegacion, quedará sin efecto, trascurrido que sea un año despues de recibida dicha notification por cualquiera de las dos partes, y en todo lo relativo á paz y amistad, será perpetuamente obligatorio á ambas poderes.

2º. Si alguno ó algunos de los ciudadanos de una ú otra parte infringiesen alguno de los artículos conte-

such citizens shall be held personally responsible for the same, and the harmony and good correspondence between the nations shall not be interrupted thereby; each party engaging in no way to protect the offender or sanction such violation.

3dly. If (which indeed cannot be expected) unfortunately any of the articles contained in the present treaty shall be violated or infringed in any other way whatever, it is expressly stipulated that neither of the contracting parties will order or authorize any acts of reprisal, nor declare war against the other, on complaints of injuries or damages, until the said party considering itself offended shall first have presented to the other a statement of such injuries or damages, verified by competent proof, and demanded justice and satisfication, and the same shall have been either refused or unreasonably delayed.

4thly. Nothing in this treaty contained shall, however, be construed or operate contrary to former and existing public treaties whith other sovereigns or States.

The present treaty of peace, amity, commerce, and navigation shall be approved and ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by the government of the Republic of Guatemala, and the ratifications shall be exchanged in the city of Washington or Guatemala within eighteen months, counted from the date of the signature hereof, or sooner, if possible.

In faith whereof, the plenipotentiaries of the United States of America and of the Republic of Guatemala, have signed and sealed these presents, in the city of Guatemala, this third day of March, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty-nine.

Elijah Hise. (L. S.)
J. Mariano Rodriguez. (L. S.)

---

nidos en el presente tratado, dichos ciudadanos serán personalmente responsables, sin que por esto se interrumpa la armonía y buena correspondencia entre las dos naciones, comprometiendose cada una á no proteger de modo alguno al ofensor ó sancionar semejante violacion.

3º. Si (lo que á la verdad no puede esperarse) desgraciadamente, alguno de los artículos contenidos en el presente tratado fuesen en alguna otra manera violados ó infrinjidos, se estipula espresamente que ninguna de las dos partes contratantes ordenará ú autorizasá ningunos actos de represalia, ni declará la guerra contra lo otra por quejas de injurias ó daños, hasta que la parte que se crea ofendida haya ántes presentado á la otra una esposicion de aquellas injurias ó daños verificada con pruebas y testimonios competentes, exigiendo justicia y satisfaccion, y esto haya sido negado ó diferido sin razon.

4º. Nada de cuanto se contiene en el presente tratado se construira sin embargo ni obrara en contra de otros tratados públicos anteriores y existentes con otros Soberanos ó Estados,

El presente tradado de paz, amistad, comercio, y navegacion sera ratificado por el Presidente de los Estados Unidos de América, y por el Gobierno de la Republica de Guatamala con consejo y consentimiento de las respectivas camaras, y las ratificaciones seran canjeadas en la ciudad de Washington o Guatemala dentro de diez y ocho meses contados desde este dia o antes si fuere posible.

En fé de lo cual nosotros los Plenipotenciarios de los Estados Unidos de América, y de la República de Guatemala hemos firmado y sellado las presentes, en la ciudad de Guatemala el dia tres de Marzo del año de nuestro Seoñr mil ochocientos cuarenta y nueve.

(firmado,) *J. Mariano Rodriguez* (L. S.)

(firmado,) *Elijah Hise.* (L. S.)

55.

Articles additionels à la convention postale conclue, le 1 octobre 1846, entre la Grande Bretagne et la Prusse. Signés à Londres, le 8 mars et à Berlin, le 22 mars 1849).*

In pursuance of the power granted by Article XXXV of the Postage Convention between Great Britain and Prussia of 1st October 1846, to the 2 Post Offices, to modify the matters of detail for carrying into execution the said Convention, whenever such modifications should be decided by mutual consent to be beneficial to the Post Office Service of the 2 countries.

The undersigned, duly authorized for that purpose by their respective offices, have agreed upon the following Articles.

Art. I. The optional payment of postage granted by Article VII. of the Convention, to persons sending letters, either from Prussia to the United Kingdom or from the United Kingdom to Prussia, by means of British packet-boats, shall be extended to letters exchanged direct between the Prussian Post Office at Hamburgh and the British Post Office of Hull, in closed mails, and forwarded by means of private ships regularly plying between Hamburgh and Hull.

II. The 2 Post Offices shall pay to each other, for the international correspondence exchanged in the above manner, between the Prussian Post Office at Hamburgh and the British Post Office of Hull, the rates of postage stipulated in Articles X and XI of the Convention, and for the correspondence passing in transit through each of the 2 countries, the same rates as are fixed in the Tables Nos. 1, 2, and 3, annexed to the Convention for letters sent by way of Hamburgh.

The accounts for the said correspondence shall be made out in the same manner as for the correspondence exchanged between the Prussian Post Office at Hamburgh and the Post Office of London.

---

*) Nous avons omis les annexes qui n'offrent que des modèles.

III. Letters originating in the United Kingdom, and addressed to the following places: — Constantinople, Scutari, Seres, Salonika, Galatz, Ibraila, Jassy, Bukarest, and Botutschany, and conveyed in transit through Prussia and Austria, viâ Belgrade, may be forwarded to the Prussian Post Office, either unpaid or paid to their destination, at the option of the senders.

IV. Reciprocally. Letters originating in the places mentioned in the preceding Article and addressed to the United Kingdom, conveyed viâ Belgrade, in transit through Austria and Prussia, may be forwarded to the Post Office of Great Britain either unpaid or paid to their destination, at the option of the senders.

V. The British Post Office shall pay to the Prussian Post Office, for postage upon paid letters originating in the United Kingdom addressed to the above-mentioned places, as well as upon unpaid letters originating in those places addressed to the United Kingdom, — in addition to the rates of postage to the Austrian frontier contained in Table No. 3, annexed to the Convention, namely, 9 pence viâ Belgium, 10 pence viâ Hamburgh, and 11 pence viâ Holland: — the following rates for Austrian transit and foreign postage:

For letters to and from Constantinople, Scutari, Seres, and Salonika, 10 pence; for letters to and from Galatz and Ibraila, 9 pence; for letters to and from Jassy and Bukarest, 8 pence; and for letters to and from Botutschany, 6 pence; for every single letter weighing under a ¼ of an ounce. For every letter weighing ¼ of an ounce and under ½ an ounce, shall be paid 2 rates; and for every letter weighing ½ an ounce and under ¾ of an ounce, 3 rates; and so on, 1 rate being added for every ¼ of an ounce.

VI. The Prussian Post Office shall pay to the British Post Office, for postage upon paid letters originating in the places mentioned in Article III and addressed to the United Kingdom, as well as upon unpaid letters originating in the United Kingdom, addressed to the said places, the rates stipulated in Article XI of the Convention.

VII. The correspondence passing in transit through the United Kingdom, between the places mentioned in Article III and the British colonies and countries beyond sea, may also be forwarded, paid or unpaid, at the

option of the sender, as far as the prepayment of postage for such correspondence, according to the stipulations of Article XVII of the Convention, is optional.

VIII. The British Post Office shall pay to the Prussian Post Office, for postage upon paid letters originating in the British colonies and countries beyond sea, addressed to the places mentioned above in Article III, as well as upon unpaid letters originating in those places, addressed to the British colonies, etc., the same rates of postage as are stipulated above in Article V.

IX. The Prussian Post Office shall pay to the British Post Office, for postage upon paid letters originating in the places mentioned in Article III, and addressed to the British colonies and countries beyond sea, as well as upon unpaid letters originating in these colonies and countries, addressed to the said places, the rates fixed in the Tables Nos. 1 and 2 annexed to the Convention.

X. The letter-bills and acknowledgments of receipts now in use between the Prussian and British Offices of Exchange, shall be amended according to the above stipulations, after the Forms agreed upon and annexed to the present Articles.

XI. The present Articles shall be considered as Additional Articles to the Postage Convention between Prussia and Great Britain, signed at London the 1st October, 1846, and they shall come into operation on the 15th day of May, 1849.

Done in duplicate, and signed at London the 8th day of March, 1849, and at Berlin the 22nd day of March, 1849.

W. L. Maberly. *F. F. W. Seidel.*

Approved, *Clanricarde,*
Postmaster-General of the United Kingdom.

Rates of Foreign Postage on Letters to and from Great Britain and the Continent, viâ Holland, Belgium, and Hamburgh.

From Great Britain		Viâ Holland.		Viâ Belgium.		Viâ Hamburgh.	
		Prussian transit rate per ½ oz.	Foreign rate per ¼ oz.	Prussian transit rate per ½ oz.	Foreign rate per ¼ oz.	Prussian transit rate per ½ oz.	Foreign rate per ¼ oz.
		d.	d.	d.	d.	d.	d.
Optional payment to Destination.	For Baden, Brunswick Mecklenburg Schwerin Mecklenburg Strelitz ... Oldenburg and Saxony	6	8	4	8	6	8
	Bavaria .... German States served by the Office of Tour and Taxis	6	4	4	4	6	4
	Hanover...............	6	5	4	5	6	5
	Wurtemberg, and the dominions of Hohenzollern	6	6	4	6	6	6
	Silesia and Gallicia (Austria)	...	...	...	...	6	3
	All other parts of Austria	6	8	4	8	6	7
	Denmark	6	8	4	8	6	8
	Switzerland...............	6	9	4	9	6	9
	Sweden	6	10	4	10	6	10
	Russia	9	4	7	4	9	4
	Poland...............	9	10	7	10	9	10
	Constantinople, Scutari, Seres, and Salonica ..	6	15	4	15	6	14
	Galatz and Ibrailâ	6	14	4	14	6	13
	Jassy and Bucharest....	6	13	4	13	6	12
	Botuschany	6	11	4	11	6	10
Compulsory payment to Austrian Frontier	Turkey, Moldavia, Wallachia, and Servia (except the places in those countries mentioned above), Levant, Egypt, Greece, Ionian Islands, and the Italian States not belonging to Austria	6	5a	4	5a		4b
	Additional charge for Registration in Great Britain, etc., at 8d. p. letter (The ordinary postage included in Art. 4.)	...	...	...	...	...	...
	Additional charge for Registration in Prussia, at 6d. per letter........ (The ordinary postage included in Art. 1.)	...	...	...	...	...	...

* a From Prussia for Great Britain, etc., 10d. b From Prussia for Great Britain, etc., 9d.

56.

Conditions accordées par la Compagnie des Indes Orientales à Maharajah Duleep Sing, dernier souverain de Lahore. Signées à Lahore, le 29 mars 1849.

Terms granted to the Maharajah Duleep Sing Bahadoor, on the Part of the Honourable East India Company, by Henry Miers Elliot, Esquire, Foreign Secretary to the Government of India, and Lieutenant-Colonel Sir Henry Montgomery Lawrence K. C. B., Resident, in virtue of full Powers vested in them by the Right Honourable James Earl Dalhousie, Knight of the Most Ancient and Most Noble Order of the Thistle One of her Majesty's Most Honourable Privy Council, Governor General appointed by the Honourable East India Company to direct and control all their Affairs in the East Indies, and accepted on the Part of His Highness the Maharajah by Raja Tej Sing, Raja Deena Nath, Bhaee Nidhun Sing, Fakeer Noaroodeen Gundur Sing, Agent of Sirdar Shere Sing, Sindulwala and Sirdar Lal Sing, Agent and Son of Uttur Sing, Kaleewalla, Members of the Council of Regency invested with full Powers and Authority on the Part of His Highness.

1. His Highness the Maharajah Duleep Sing shall resign for himself, his Heirs and his Successors, all Right, Title, and Claim to the Sovereignty of the Punjab or to any Sovereign Power whatever.

2. All the Property of the State, of whatever Description and wheresoever found, shall be confiscated to the Honourable East India Company, in part Payment of the Debt due by the State of Lahore to the British Government, and of the Expenses of the War.

3. The Gem called the Koh-i-Noor, which was taken from Shah Schooja-ool-Moolk by Maharajah Runjeet Sing, shall be surrendered by the Maharajah of Lahore to the Queen of England.

4. His Highness Duleep Sing shall receive from the Honourable East India Company, for the Support of himself, his Relatives, and the Servants of the State, a Pen-

sion not less than Four and not exceeding Five Lacs of Company's Rupees per Annum.

5. His Highness shall be treated with Respect and Honour. He shall retain the Title of Maharajah Duleep Sing Bahadoor, and he shall continue to receive during his Life such Portion of the above-named Pension as may be allotted to himself personally, provided he shall remain obedient to the British Government and reside at such Places as the Governor General of India may select.

Granted and accepted at Lahore on the 29th of March 1849, and ratified by the Right Honourable the Governor General on the 5th of April 1849.

(Signed) *Dalhousie* *Maharajah Duleep Sing*
H. M. Elliot. *Raja Tej Sing.*
H. M. Lawrence. *Raja Deena Nath.*
Bhaee Nidhun Sing
Fakeer Nooroodeen.
Gundur Sing,
Agent to Sirdar Shere Sinn Sindalwala.
Sirdar Lall Sing,
Agent and Son of Sirdar Uttur Sing Kaleewala.

57.

Convention de poste entre la France et l'Espagne, signée, à Madrid, le 1 avril 1849.

Le président de la République française et S. M. la reine des Espagnes, désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent si heureusement les deux nations et régler leurs communications postales sur les bases les plus libérales et les plus avantageuses, ont voulu assurer, au moyen d'une convention, cet important résultat, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet savoir:

Le président de la République française: le sieur Ferdinand de Lesseps, officier de la Légion d'honneur, commandeur de Charles III, chevalier des ordres de Saint-Maurice et Saint-Lazare de Sardaigne, de François Ier des Deux-Siciles, de l'Etoile polaire de Suède et du Lion néerlandais, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près S. M. la reine des Espagnes, etc.

Et S. M. la reine des Espagnes: don Pedro Jose Pidal, marquis de Pidal, grand-croix de l'ordre royal et distingué d'Espagne de Charles III, de celui de Saint-Ferdinand et du Mérite des Deux-Siciles, de celui du Lion néerlandais, et de celui de Pie IX, membre honoraire de l'académie espagnole de l'histoire et de celle de Saint-Ferdinand, et en titre de celle de Saint-Charles de Valence, député de la nation et premier secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Les lettres ordinaires et les échantillons de marchandises de la France et de l'Algérie pour l'Espagne et ses îles adjacentes, et, réciproquement, les lettres et les échantillons de marchandises de l'Espagne et ses îles adjacentes, pour la France et l'Algérie, seront toujours envoyées sans affranchissement préalable, et le port des deux parcours sera payé dans les offices de destination.

Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, prospectus, catalogues, annonces, et avis divers imprimés et lithographiés, devront être préalablement affranchis

dans l'office de réception, sans qu'on puisse les frapper d'aucune espèce de rétribution ou de taxe dans l'office de destination.

Les livres, brochures et autres imprimés non mentionnés dans le paragraphe précédent, les gravures et les lithographies, à l'exception de celles qui font partie des journaux, et les papiers de musique, continueront d'être assujettis aux dispositions du tarif des douanes.

Art. 2. Les lettres de toutes provenances conduites par mer, par bâtiments français et espagnols, seront admises dans les ports des deux puissances, elles devront être livrées au premier bateau de santé qui communiquera avec le bâtiment conducteur, ou au bureau de santé qui recevra la première déclaration du capitaine, selon la pratique de chaque pays, afin que, par ce moyen, elles soient consignées à l'administration des postes du port d'arrivée. Le capitaine, patron ou maître de bâtiment, ainsi que l'équipage et les passagers qui contreviendraient à cette disposition encourront les amendes auxquelles sont soumis dans le même cas les habitants du pays.

Art. 3. Les habitants des deux pays pourront réciproquement se transmettre les lettres chargées, mais par la voie de terre seulement, en payant à l'avance, dans l'office de réception, le port convenu. La moitié de ce port sera immédiatement comptée par le bureau d'échange, qui remettra les lettres chargées au bureau d'échange correspondant qui les recevra.

Dans le cas où une lettre chargée viendrait à être perdue, celui des deux offices sur le territoire duquel la perte aura eu lieu payera à l'autre office, à titre de dédommagement, une indemnité de 50 fr. Les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date de la livraison dans les bureaux d'échange respectifs.

Art. 4. Les correspondances mal dirigées ou adressées à des destinataires ayant changé de résidence seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyées par les bureaux d'échange respectifs. Les lettres ordinaires ou changées, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés tombés en rebut, pour quelque cause que ce soit, seront renvoyés de part et d'autre à la fin de chaque mois.

Art. 5. Le port des lettres ordinaires dont le poids

ne dépassera pas 7 grammes et demi en France, et 4 adarmes ou un quart d'once en Espagne, est fixé à 50 cent. en France et à 2 réaux de veillon en Espagne.

Les lettres d'un poids de 7 grammes et demi à 15 grammes inclusivement en France, et de 4 à 8 adarmes en Espagne, payeront 100 cent. ou 1 fr., en France, et 4 réaux de veillon en Espagne, et ainsi de suite, en ajoutant, de 7 grammes et demi en 7 grammes et demi, et de 4 adarmes en 4 adarmes, 50 cent. en France et 2 réaux de veillon en Espagne.

Le port des lettres chargées sera triple de celui des lettres ordinaires du même poids.

Les échantillons de marchandises sans valeur présentées sous bandes, ou de manière à ne laisser aucun donte sur leur nature, et ne contenant d'autre écriture que des numéros d'ordre ou des marques, payeront la moitié du port fixé pour les lettres ordinaires du même poids, sans que ce port puisse néanmoins être inférieur à celui d'une lettre simple.

Les journaux et imprimés compris dans le second paragraphe de l'art. 1er qui seront envoyés sous bandes et qui ne contiendront aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, payeront un affranchissement de 10 cent. en France et de 12 maravedis en Espagne, par feuilles d'impression. Ceux qui ne réuniraient pas ces conditions seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

La taxe des lettres provenant des ports des deux pays, par leurs bâtiments respectifs, sera de 75 cent. en France et de 3 réaux de veillon en Espagne par lettre simple, en augmentant proportionnellement la taxe primitive suivant la progression établie pour les correspondances de la voie de terre.

Les lettres qui seront remises, conformément aux dispositions de l'art. 2 par les bâtiments français et espagnols arrivant de ports étrangers aux deux pays, supporteront la taxe applicable aux correspondances des pays d'où elles proviennent.

Art. 6. La présente convention est conclue pour six ans. A l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pendant quatre autres années, et ainsi de suite, à moins de notification contraire faite, par l'une des hautes parties contractantes, un an avant l'expiration de

ce terme. Pendant cette dernière année, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière.

Art. 7. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Madrid dans le terme d'un mois, ou plus tôt si faire se peut, et elle sera mise à exécution le 1er du mois de mai prochain.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double original et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Madrid, 1er avril 1849.

Ferd. de Lesseps. (L. S.)
Pedro Jose de Pidal. (L. S.)

58.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation, entre la Belgique et la république de Guatemala, signé le 12 avril 1849; suivi d'une déclaration signée le 9. avril 1850 *).*

S. M. le roi des Belges, d'une part, et S. E. le Président de la République de Guatemala, d'autre part, voulant régler, étendre et consolider les relations de commerce et navigation entre la Belgique et la Republique de Guatemala, sont convenus d'entrer en négociation pour conclure un traité propre à atteindre ce but et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir: S. M. le Roi des Belges, le sieur Martial Cloquet, son consul à Guatemala, et S. E. le Président de la République de Guatemala, le sieur José Mariano Rodriguez, licencié, secrétaire d'État, Ministre des Affaires Étrangères, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants:

Art. 1er. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre le royaume de Belgique et la République de Guatemala, et entre les citoyens des deux pays, sans exception de personnes et de lieux.

---

*) Les ratifications du traité et de la declaration ont été échangées à Bruxelles, le 8. juillet 1850.

Art. 2. Les Belges dans le Guatemala et les Guatemaliens en Belgique pourront réciproquement et en toute liberté et sécurité entrer avec leurs navires et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront ouverts au commerce étranger.

Ils pourront faire le commerce d'échelle pour y decharger, transborder en tout ou en partie les cargaisons par eux apportées de l'étranger, y former successivement leurs cargaisons de retour; mais ils n'auront pas le droit de faire le commerce de cabotage, c'est-à-dire la faculté de décharger les marchandises qu'ils auraient reçues dans un port du même Etat.

Art. 3. Les citoyens de chacune de deux parties contractantes pourront librement, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner; commercer, tant en gros qu'en détail; louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires; effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations, tant de l'intérieur que des pays étrangers; être admis comme caution aux douanes, quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux et que les biens fonciers qu'ils y possèdent présenteront une garantie suffisante, sans que, pour toutes ou quelques-unes de ces opérations, lesdits citoyens soient assujettis à d'autres obligations que celles qui pèsent sur les nationaux.

Ils seront également libres dans tous leurs achats, comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer expressément aux lois et règlements du pays.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, soit dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, effets ou marchandises, soit dans le chargement, soit dans le déchargemunt ou l'expédition de leurs navires.

Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qu'on leur confiera par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes; de tenir leurs livres de commerce

conformément aux lois et aux ordonnances de leurs pays respectifs, et de les présenter, pour leur défense, devant les tribunaux; et enfin, ils ne seront assujettis, dans aucun cas, à d'autres charges, taxes ou impôts que ceux auxquels sont soumis les nationaux.

Les citoyens de chacune des parties contractantes auront le droit, sur les territoires respectifs, d'acquérir et de posséder des immeubles et de disposer, comme il leur conviendra, par vente, donation, échange, testament ou de quelque autre manière que ce soit, de ces immeubles et de tous les autres biens qu'ils posséderaient, et ils n'acquitteront pas d'autres droits que ceux qui sont supportés, dans des cas semblables, par les nationaux du pays où ces biens se trouveront.

De même les citoyens des deux Etats qui seraient héritiers par intestat ou par testament de biens situés sur l'un des territoires respectifs, pourront succéder sans empêchement auxdits biens et en disposer selon leur volonté, comme il est réglé par la convention spéciale conclue entre les parties le 19 juillet 1843.

Art. 4. Les citoyens de l'une et de l'autre partie contractante jouiront, dans les deux Etats, de la plus constante et la plus complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés, et pour l'exercice de leur industrie ou profession; ils auront, en conséquence, un libre et facile accès près des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois.

Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom.

Enfin, ils jouiront, sous ces rapports, des mêmes droits et priviléges que ceux qui seront accordés aux nationaux, et seront soumis aux mêmes conditions imposées à ces derniers.

Art. 5. Les Belges dans la République de Guatemala et les Guatemaliens en Belgique seront exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, de tout emprunt forcé, exactions militaires ou réquisitions, et, dans tous les cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges ou impôts ordinaires que ceux auxquels seraient

soumis les nationaux eux-mêmes, sans exception. Ils ne pourront être arrêtés ni expulsés, ni même envoyés d'un point à un autre du pays par aucune mesure de police ou gouvernementale, sans indices ou motifs graves et de nature à troubler la tranquillité publique, et avant que ces motifs et les documents qui en feront foi aient été communiqués aux agents diplomatiques ou consulaires de leurs nations respectives. Dans tous les cas, il sera accordé aux inculpés le temps nécessaire pour présenter, au gouvernement du pays, leurs moyens de justification; ce temps sera d'une durée plus ou moins grande, suivant les circonstances. Il est bien entendu que les dispositions de cet article ne seront point applicables aux condamnations à la déportation ou au bannissement d'un point à un autre du territoire, prononcées conformément aux lois et aux formes établies par les tribunaux des pays respectifs contre les citoyens de l'un d'eux. Ces condamnations continueront à être exécutables dans les formes établies par les législations respectives.

Art. 6. Les citoyens de l'un et de l'autre Etat ne pourront être respectivement soumis à embargo, ni être retenus avec leurs navires, équipages, cargaisons ou effets de commerce, pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public ou particulier que ce soit, sans que les intéressés soient convenus préalablement, par-devant l'autorité du lieu, d'une juste indemnité pour cet usage et de celle qui pourrait être demandée pour les torts et les dommages qui, n'étant pas purement fortuits, naîtront du service auquel ils se seront volontairement obligés.

Art. 7. Il est convenu que tous les avantages, de quelque nature que ce soit, qui sont actuellement accordés par les lois de l'Assemblée nationale constituante du 22 janvier 1824 et du 16 août 1825, et les autres décrets et réglements en vigueur dans la République de Guatemala, ou qui le seront à l'avenir aux étrangers qui viennent s'établir dans le pays, sont garantis aux Belges qui sont établis ou s'établiront sur un point quelconque du territoire de la République.

Il en sera de même pour les Guatemaliens en Belgique.

Il est d'ailleurs entendu que les dispositions du présent article n'affectent pas les conventions particulières de la République de Guatemala avec la Compagnie belge de Bruxelles, qui ont pour objet de peupler le district de Santo-Tomas.

Art. 8. Si, par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les deux hautes parties contractantes pouvaient devenir le motif d'une interruption de relations d'amitié entre elles et qu'après avoir épuisé les moyens d'une discussion amicale et conciliante, le but de leur désir mutuel n'eût pas été complétement atteint, l'arbitrage d'une troisième puissance, également amie des deux parties, sera invoqué d'un commun accord pour éviter, par ce moyen, une rupture définitive.

Il est convenu que, dans le cas d'une rupture de relations commerciales ou d'une rupture complète, les citoyens du pays de l'une des deux hautes parties contractantes établis ou résidant dans les États de l'autre et qui exercent un commerce ou un emploi quelconque, auront la faculté de rester dans leurs emplois ou de continuer leurs affaires sans avoir à supporter de troubles ni de désagréments, dans la pleine jouissance de leur liberté et de leurs propriétés, tant qu'ils se conduiront pacifiquement et n'enfreindront pas les lois, et leurs biens et effets ne seront pas plus sujets à saisie, séquestre ou toute autre charge et retenue que ceux de la même nature appartenant aux nationaux.

Les négociants et les autres personnes résidant sur les côtes auraient six mois pour régler leurs comptes et disposer de leurs propriétés, s'ils se trouvaient dans l'intention de quitter le pays, et une année entière, si leur résidence était dans l'intérieur; un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans un port de leur choix.

Dans aucun cas, les dettes entre particuliers, les fonds publics, les actions de compagnies, ne seront confisqués, séquestrés ni retenus.

Art. 9. La liberté la plus entière de conscience est garantie aux Belges dans la République de Guatemala et aux Guatemaliens en Belgique, les uns et les autres se conformant, pour l'exercice extérieur de leur culte, aux lois du pays.

Art. 10. Sont considérés comme belges dans la République de Guatemala et comme guatemaliens en Belgique, tous les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers du bord et des documents exigés par les lois du pays auquel le navire appartient, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 11. Les navires belges qui entreront sur lest ou

chargés dans les ports de la République de Guatemala, ou qui en sortiront, et réciproquement les navires guatemaliens qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de Belgique, ou qui en sortiront, soit par mer, soit par rivières ou canaux, quel que soit le lieu de leur départ ou de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à des droits de tonnage, de port, de pilotage, d'ancrage, de remorquage, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges, de quelque nature ou dénomination que ce soit, pesant sur la coque des navires, perçus ou établis au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux à l'entrée, pendant leur séjour dans les ports, à leur sortie ou dans le cours de leur navigation.

Art. 12. Le remboursement par la Belgique du droit perçu sur la navigation de l'Escaut, par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'art. 9 du traité du 19 avril 1839, est garanti aux navires de la République de Guatemala.

De son côté, prenant en considération les avantages qui résulteraient, pour le commerce de la République, de l'établissement d'une navigation directe et régulière vers le nord de l'Europe, le gouvernement de Guatemala promet que, dans le cas où le gouvernement de S. M. le Roi des Belges établirait une navigation régulière par lui subsidiée entre l'un des ports de Belgique et Santo-Tomas, les navires employés à cette navigation seront considérés comme paquebots et, à ce titre, ils ne payeront aucun droit de tonnage dans les ports de la République, à la condition qu'en retour ils transporteront gratuitement la correspondance du gouvernement de Guatemala.

Il est également entendu, dans l'intérêt de l'immigration, que tout navire provenant de la Belgique qui introduira dans un port de la République au moins vingt émigrants ne payera pas le droit de tonnage.

Art. 13. Pour qu'un navire puisse réclamer le privilége établi à l'article précédent, le capitaine devra remettre au directeur des douanes du port guatemalien un certificat du consul général de la République près du

Gouvernement de S. M. le Roi des Belges, qui constatera qu'il est subsidié par le Gouvernement belge et qu'il fait partie de la navigation régulière, ou qu'il est sorti d'un port belge en destination pour un port de Guatemala avec vingt émigrants.

Art. 14. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et le chargement, la volonté des hautes parties contractantes est que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 15. Les bâtiments de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre puissance dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes lois et règlements, et ils jouiront des mêmes avantages.

Art. 16. Les objets de toute nature provenant soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts de la Belgique, importés en droiture par navires belges dans les ports de la République de Guatemala, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée que s'ils étaient importés en droiture sous pavillon guatemalien, et réciproquement, les objets de toute nature importés en droiture en Belgique de la République de Guatemala sous pavillon de ladite République, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits que s'ils étaient importés en droiture sous pavillon belge.

Il est bien entendu:

1° Que les marchandises devront avoir été réellement chargées dans les ports d'où elles auront été déclarées respectivement provenir;

2° Que la relâche forcée dans les ports intermédiaires pour cause de force majeure, justifiée d'après le mode prescrit par la législation du pays où l'importation a lieu, ne fait pas perdre le bénéfice de l'importation en droiture;

3° Que l'on devra réputer comme produits naturels et manufacturés de Guatemala, ceux des Etats de Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa-Rica en Centre-Amérique, qui s'exportent par les ports de la République de

Guatemala, chaque fois que l'importation en Belgique se fera sous pavillon guatemalien ou belge;

4° Que, pour l'explication de cet article et des autres du traité, on déclare:

Que, par ports de la République de Guatemala, on doit entendre, sur la mer du Sud: Istapa, majeur et de registre, et sur les côtes du Nord: Isabal, majeur et de registre, Téléman dans le Polochic, mineur et de cabotage; et Santo-Tomas de deposito, sous le régime établi par les articles 80 et suivants de la loi du 27 février 1837, intitulée: Tarif arrancel des douanes, et jusqu'à ce que la construction de magasins convenables et l'ouverture d'une voie de communication permettent d'y établir l'administration supérieure des douanes, et le déclarer port majeur, conformément au voeu des articles 55 et 64 de la loi organique des finances du 27 février 1837 et de l'art. 4 du décret du 23 avril 1836; bien entendu qu'en attendant que ces conditions soient remplies, le dépôt de marchandises dans les magasins actuels se fera aux risques et pour compte de celui ou de ceux qui voudront profiter de la liberté et franchise établies au présent article, et que le Gouvernement de Guatemala ne peut en rien être responsable des avaries ou pertes totales que les marchandises peuvent éprouver.

Art. 17. Les objets de toute nature importés dans la République de Guatemala, d'ailleurs que de Belgique, sous pavillon belge, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques que si l'importation était effectuée sous le pavillon de la nation étrangère la plus favorisée, autre que le pavillon du pays même d'où l'importation a lieu, et, réciproquement, les objets de toute nature importés sous pavillon guatemalien en Belgique, d'ailleurs que de la République de Guatemala, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques que si l'importation était effectuée sous pavillon de la nation étrangère la plus favorisée, autre que celui du pays même d'où l'importation a lieu.

Art. 18. Les objets de toute nature quelconque exportés par navires belges ou guatemaliens, des ports de l'une ou de l'autre des parties contractantes vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou à des formalités autres que ceux exigés pour l'exportation sous pavillon national.

Art. 19. Les primes, restitutions ou autres faveurs

de cette nature qui pourraient être accordées dans les Etats des deux parties contractantes, sur des marchandises importées ou exportées par des navires nationaux, seront aussi et de la même manière accordées aux marchandises importées directement de l'un des deux pays sur ses navires dans l'autre, ou exportés de l'un des deux pays par les navires de l'autre vers quelque destination que ce soit.

Art. 20. Pendant toute la durée fixée par les lois respectives des parties contractantes, les marchandises appartenant aux citoyens de l'un des deux pays n'acquitteront point des droits autres que ceux fixés par les lois respectives sur les marchandises en entrepôt.

Elles n'auront à payer aucun droit d'importation, tant qu'elles ne seront pas déclarées en consommation, et si elles sont réexpédiées du port du prime abord sur un point du territoire du même pays où se trouve un bureau de douane de registre, pour y être mises en consommation, c'est seulement dans cette dernière douane de registre qu'elles acquitteront le droit d'importation.

Art. 21. Si les marchandises sont réexportées pour un port étranger, ou un autre point situé hors du territoire du pays, elles seront définitivement exemptées de toute espèce de droits de douane et d'entrepôt. Les capitaines pourront aussi transborder librement, dans les ports des deux pays, leurs marchandises à bord d'un navire destiné pour un port national ou étranger, sans être obligés de mettre leurs marchandises à terre et de les faire passer par les entrepôts du pays, et les marchandises ainsi transbordées pour être expédiées ailleurs seront également exemptes de toute espèce de droit de douane et d'entrepôt.

Art. 22. Les Belges, leurs correspondances et leurs marchandises pourront traverser le territoire de Guatemala pour se rendre de l'océan Atlantique à la mer Pacifique ou vice versâ, et quelles que soient les voies de communication qu'ils empruntent, ils ne payeront d'autres droits que ceux établis par la loi du 14 novembre 1839, en se soumettant aux conditions qu'elle prescrit et aux formalités établies par le décret du 27 mars 1824, de la même manière que les nationaux. Les Belges, leurs correspondances, leurs marchandises passant par quelque route ou canal qui puissent être construits par le gouvernement de Guatemala, ou avec son approbation, n'au-

ront à payer que les mêmes charges et péages qui seront exigés des citoyens de Guatemala dans les mêmes circonstances.

Tous produits quelconques appartenant à des sujets belges qui seront expédiés, dans quelque direction que ce soit, d'une mer à l'autre, et qui seront destinés à être exportés ensuite vers un autre pays étranger, ne seront soumis à aucun droit d'importation dans le Guatemala, et si des droits de cette nature avaient été acquittés, ils seront remboursés au moment où se fera la réexportation. Enfin, les Belges et leurs marchandises allant ainsi d'une mer à l'autre par le territoire de Guatemala ne seront soumis à aucun droit, péage ou impôt, de quelque espèce que ce soit, autres que ceux auxquels les nationaux eux-mêmes sont astreints.

Art. 23. Les mêmes avantages et exemptions stipulés dans l'article antérieur seront assurés aux Belges et à leurs marchandises transitant à travers le territoire de la République en toute direction quelconque, soit pour les Etats limitrophes de Honduras et San Salvador, soit pour celui de Chiapas, quand un arrangement sera intervenu entre Guatemala et ces autres susdits Etats pour régler le transit sur les bases de réciprocité et d'égalité indispensables à la garantie de leurs droits respectifs.

Art. 24. Sa Majesté le Roi des Belges garantit aussi que les objets de toute nature, dont le transit est permis en Belgique, venant de Guatemala ou expédiés vers ce pays, seront exempts de tout droit de transit en Belgique, lorsque le transport sur le territoire belge se fera par les chemins de fer de l'Etat, et qu'ils jouiront, en tous cas, lorsque le transport se fera par une autre voie, du traitement accordé au transit des objets venant de ou en destination du pays le plus favorisé par rapport au transit.

Art. 25. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucune faveur, privilége, immunité à un autre Etat qui ne soient aussi, et à l'instant, étendus à leurs sujets ou citoyens respectifs, gratuitement, si la concession en faveur de l'autre Etat est gratuite, et en donnant la même compensation ou l'équivalent, si la concession est conditionnelle.

Ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie

de l'autre pays, qui seront importées dans les ports, d'autres ni de plus forts droits d'importation ou de réexportation que ceux qui seront imposés sur l'importation ou la réexportation de marchandises similaires provenant de tout autre pays étranger.

Art. 26. Il pourra être établi des consuls, des vice-consuls et agents consulaires de chacun des deux pays dans l'autre, pour la protection du commerce; ces agents n'entreront en fonctions et en jouissance des droits, priviléges et immunités qui leur reviendront, qu'après avoir obtenu l'exéquatur du gouvernement territorial. Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls, bien entendu que, sous ce rapport, les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. 27. Les agents diplomatiques, les consuls, vice-consuls et agents consulaires de Belgique dans la république de Guatemala, leurs secrétaires et chanceliers jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités dont jouissent les agents de même qualité de la nation la plus favorisée.

Il en sera de même en Belgique pour les agents diplomatiques, les consuls, vice-consuls et agents consulaires de la République de Guatemala, leurs secrétaires et chanceliers.

Art. 28. Les consuls respectifs pourront, au décès de leurs nationaux, par eux-mêmes ou par la personne de confiance qu'ils délégueront à cet effet:

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente;

2° Dresser aussi l'inventaire de la succession;

3° Faire procéder, suivant l'usage du pays, à la vente des effets mobiliers dépendant de la succession, lorsque lesdits meubles pourront se détériorer par l'effet du temps, ou que le consul croira leur vente utile aux intérêts des héritiers du défunt;

Et 4° Administrer ou liquider personnellement ou nommer, sous leur responsabilité, un agent pour administrer et liquider ladite succession, sans que d'ailleurs l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations. Mais lesdits consuls seront tenus de faire an-

noncer la mort de leurs nationaux dans une des gazettes qui se publient dans l'étendue de leur arrondissement, et ne pourront faire délivrance de la succession et de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date de la publication du décès, sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession.

Les consuls, vice-consuls et agents consulaires seront également considérés comme tuteurs légaux des orphelins mineurs de leur nation, et, à ce titre, prendront toutes les mesures de conservation que leurs biens et leurs personnes réclameront, géreront et administreront leur fortune, rempliront tous les devoirs qui leur incombent à ce titre, sous la responsabilité établie par les lois de leur pays.

Art. 29. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné toute aide par les autorités du lieu pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion pour les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause. Il est entendu que les marins, sujets du pays où la désertion a lieu, seront exemptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition sera différée jusqu'à ce que le tribunal, qui a droit d'en connaître, ait prononcé son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. 30. Les consuls respectifs seront exclusivement

chargée de la police interne des navires de commerce de leur nation, et les autorités locales ne pourront y intervenir qu'autant que les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité publique, soit à terre, soit à bord des bâtiments.

Mais en tout ce qui regarde la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les citoyens des deux Etats seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire.

Art. 31. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les avaries que les navires ou les marchandises des deux pays auraient éprouvées en mer en se rendant dans les ports respectifs, seront réglées par les consuls de leur nation.

Les consuls décideront également de toutes les affaires de commerce entre leurs nationaux, chaque fois que ceux-ci réclameront leur office, ainsi que de toutes les discussions qui pourraient surgir entre les capitaines, les matelots, les passagers et les affréteurs pour question de fret, de passage ou de nourriture; et les autorités du pays leur prêteront toute aide pour faire exécuter leurs jugements qui seront seulement susceptibles d'appel pardevant les tribunaux compétents de leur pays.

Art. 32. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés ou échoués sur les côtes de Guatemala seront dirigées par les consuls ou agents consulaires de Belgique, et réciproquement les consuls et agents consulaires guatemaliens dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de Belgique.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées; en l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront jamais tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 33. Lorsqu'un navire appartenant aux citoyens du pays de l'une ou de l'autre des parties contractantes sera naufragé, échouera ou souffrira quelque avarie sur les côtes ou dans les domaines de l'autre partie contractante, les autorités de celle-ci lui donneront toute assistance et protection comme aux navires de leur propre nation, lui permettant de décharger, en cas de besoin, ses marchandises, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contributions quelconques, à moins qu'elles ne soient déclarées en consommation intérieure. Ce navire, ou toutes ses parties ou débris et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, déduction des droits, s'il y en a à payer, seront fidèlement rendus aux propriétaires, sur leur réclamation ou sur celles de leurs agents à ce dûment autorisés, et dans le cas où il n'y aurait pas de propriétaires ou d'agents sur les lieux, lesdits effets et marchandises ou le produit de la vente qui en sera faite, ainsi que tous les papiers trouvés à bord du vaisseau naufragé, seront remis au consul belge ou guatemalien, dans l'arrondissement duquel le naufrage aura lieu, ou, en l'absence du consul, à l'agent le plus voisin, et le consul, les propriétaires ou les agents précités n'auront à payer que les dépenses faites pour la conservation de ces objets, et les droits ordinaires en cas de vente ou de mise en consommation.

Art. 34. Les navires, marchandises et effets appartenant aux citoyens et sujets respectifs qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction des deux hautes parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades, baies de la domination de l'autre partie contractante seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prononcé devant ces tribunaux et sur la réclamation qui devra en être faite dans le délai d'un an et un jour, par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. 35. Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et consulaires, les citoyens de toutes classes, les navires et les marchan-

dises de l'un des deux Etats, jouiront de plein droit, dans l'autre, des franchises, réductions de droits, priviléges et immunités quelconques, consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation ou l'équivalent, si la concession est conditionnelle.

Art. 36. Et, dans le cas où il serait convenable et utile, pour faciliter davantage la bonne harmonie entre les deux hautes parties contractantes et pour éviter à l'avenir toute espèce de difficulté, de proposer et d'ajouter quelques autres articles au présent traité, il est convenu que les deux puissances se prêterent, sans le moindre retard, à traiter et à stipuler les articles qui pourraient manquer audit traité, s'ils étaient jugés mutuellement avantageux, et que lesdits articles, après avoir été convenus et dûment ratifiés, feront partie du présent traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Art. 37. Le présent traité sera perpétuellement obligatoire relativement à tous les points concernant la paix et l'amitié, et, relativement au commerce et à la navigation, il sera en force et vigueur pendant le terme de douze ans, à compter du jour de l'échange des ratifications.

Néanmoins si aucune des parties ne notifiait à l'autre, un an avant l'expiration de sa validation, l'intention de le terminer, il continuera d'être obligatoire pour les deux parties un an après la notification de ladite intention.

Art. 38. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles ou à Guatemala, dans le délai de dix-huit mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Guatemala, le douze du mois d'avril mil huit cent quarante neuf.

(L. S.) *Martial Cloquet.*
(L. S.) *Mariano Rodriguez.*

Déclaration

jointe au Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu, le 12 avril 1849, entre la Belgique et la République de Guatemala.

Quelques dispositions du traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu, le 12 avril 1849, entre la Bel-

gique et la République de Guatemala, ayant paru avoir besoin d'éclaircissements, soit quant à leur sens, soit quant à leur application, il a été entendu entre le soussigné, Ministre des Affaires Etrangères de S. M. le Roi des Belges, d'une part, et le soussigné consul général de la République de Guatemala en Belgique, se tenant pour suffisamment autorisé, d'autre part:

1° Qu'en stipulant à l'article 21 l'exemption de tout droit d'entrepôt dans les cas déterminés par cet article, on a eu en vue le droit d'entrepôt proprement dit et non le loyer (droit du magasinage) qui pourrait être dû pour l'usage des magasins affectés au séjour et à la conservation des marchandises et qui n'est que le prix d'un service rendu;

2° Et, attendu que le Gouvernement belge se propose de régler prochainement, de concert avec la Législature, les attributions des consuls étrangers en Belgique, et pour ne point préjuger les décisions du Pouvoir Législatif en cette matière, il a été convenu que les articles 28 et 31 § 2, laisseront subsister les dispositions en vigueur en Belgique jusqu'à ce qu'il intervienne un acte de la Législature qui les modifie, les consuls guatémaliens en Belgique devant, d'ailleurs, avant comme après cet acte, être mis en possession de toutes les attributions, immunités et priviléges, de quelque espèce que ce soit, dont jouissent ou dont jouiront à l'avenir les consuls des nations les plus favorisées.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration, qui aura la même force et valeur que si elle était insérée au traité et ils y ont apposé leur sceau.

Fait à Bruxelles, en double original, le neuvième jour du mois d'avril 1850.

(L. S.) *C. d'Hoffschmidt.*
(L. S.) *L. Veydt.*

59.

*Convention additionnelle à la convention de poste du 3 novembre 1847, entre la Belgique et la France, signée à Bruxelles le 27 avril 1849 *).*

Sa Majesté le Roi des Belges et le Président de la République Française,

Désirant modifier, d'un commun accord, les conditions de l'échange des correspondances établies entre la Belgique et la France, afin d'imprimer une activité nouvelle aux relations qui subsistent entre les deux pays, des Plénipotentiaires ont été nommés à l'effet d'introduire les améliorations reconnues utiles dans les stipulations de la convention de poste, en date du 3 novembre 1847; savoir:

De la part de Sa Majesté le Roi des Belges,

M. Charles-Félix-Joseph Bareel, chevalier de l'Ordre de Léopold, commandeur de l'Ordre de la Légion d'honneur, chevalier de 2e classe de l'Ordre de l'Aigle Rouge, secrétaire général du ministère des travaux publics;

Et de la part du Président de la République française,

M. Edouard-James Thayer, officier de l'Ordre National de la Légion d'honneur, directeur de l'administration des postes;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles additionnels suivants:

Art. 1er. Les prix de port dont l'administration des postes de Belgique et l'administration des postes de France auront à se tenir réciproquement compte sur les lettres que ces deux administrations échangent entre elles, seront, à l'avenir, établis, lettre par lettre, d'après l'échelle de progression de poids ci-après:

Seront considérées comme lettres simples celles dont le poids n'excédera pas sept grammes et demi;

Les lettres pesant de sept grammes et demi à quinze grammes inclusivement, supporteront deux fois le port de la lettre simple;

*) Les Ratifications ont été échangées à Bruxelles, le 5 septembre 1849.



Celles de quinze à vingt-deux grammes et demi inclusivement, trois fois le port de la lettre simple, et ainsi de suite, en ajoutant de sept grammes et demi en sept grammes et demi un port simple en sus.

Art. 2. Les lettres de la France et de l'Algérie pour la Belgique et réciproquement les lettres de la Belgique pour la France et l'Algérie, ne supporteront dorénavant qu'une taxe uniforme de quarante centimes par lettre simple, dont dix-sept centimes seront perçus au profit de l'administration des postes de Belgique, et vingt-trois centimes au profit de l'administration des postes de France.

Toutefois, le port des lettres adressées de l'un des deux pays dans l'autre sera réduit à vingt centimes par lettre simple, lorsque la distance existant en ligne droite, entre le bureau d'origine et le bureau de destination, n'excédera pas trente kilomètres. Ce port de vingt centimes sera partagé, par moitié, entre l'administration des postes de Belgique et l'administration des postes de France.

Art. 3. Les lettres de la Belgique pour les parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste, et réciproquement, les lettres des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste à destination de la Belgique, ne supporteront qu'une taxe uniforme de quatre-vingt-dix centimes par lettre simple, dont dix-sept centimes seront perçus au profit de l'administration des postes belges, et soixante et treize centimes au profit de l'administration des postes de France.

Art. 4. Les lettres de la Belgique pour les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, et, réciproquement, les lettres desdits pays pour la Belgique qui seront envoyées à découvert, seront échangées entre l'administration des postes belges et l'administration des postes de France aux conditions énoncées dans le tableau annexé à la présente convention.

Art. 5. Les lettres des pays d'outre-mer pour la France qui seront apportées dans les ports de la Belgique par des bâtiments du commerce, et réciproquement les lettres de la France pour les pays d'outre mer qui seront acheminées par la voie des bâtiments du commerce partant des ports de la Belgique, supporteront en France une taxe uniforme d'un franc par lettre simple,

dont cinquante centimes seront perçus au profit de l'administration des postes belges et cinquante centimes au profit de l'administration des postes de France.

Art. 6. Les lettres recommandées et les lettres chargées supporteront un port double de celui des lettres ordinaires. Elles seront soumises à l'affanchissement obligatoire.

Art. 7. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographiés ou autographiés, publiés en France, en Algérie et dans les parages de la Méditerranée où la France entretient des établissements de poste, qui seront adressés dans le royaume de Belgique, et réciproquement les objets de même nature publiés dans le royaume de Belgique qui seront adressés en France, en Algérie et dans les parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux de poste, devront être affranchis de part et d'autre jusqu'à destination.

Art. 8. La taxe d'affranchissement des journaux, gazettes et ouvrages périodiques, expédiés de France et d'Algérie pour la Belgique et vice-versâ, sera de cinq centimes pour chaque feuille ou fraction de feuille de soixante décimètres carrés et au-dessous. Cette taxe sera augmentée de cinq centimes pour chaque trente décimètres ou fraction de trente décimètres excédant.

La taxe d'affranchissement des livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographiés ou autographiés, expédiés de France et d'Algérie pour la Belgique et vice-versâ, sera de cinq centimes par feuille de trente décimètres carrés, ou fraction de trente décimètres carrés.

Les taxes perçues en vertu des dispositions du présent article seront réparties entre les administrations des postes des deux pays, dans la proportion de deux cinquièmes au profit de l'administration des postes belges, et de trois cinquièmes au profit de l'administration des postes de France.

Art. 9. La taxe d'affranchissement des journaux, gazettes et ouvrages périodiques, expédiés de Belgique pour les parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste, et vice-versâ, sera de dix centi-

mes pour chaque feuille ou fraction de feuille de soixante décimètres carrés et au-dessous. Cette taxe sera augmentée de dix centimes pour chaque trente décimètres ou fraction de trente décimètres excédant.

La taxe d'affranchissement des livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographiés ou autographiés, expédiés de Belgique pour les parages de Méditerranée où la France possède des établissements de poste et vice-versâ, sera de dix centimes par feuille de trente décimètres carrés ou fraction de trente décimètres carrés.

Les taxes perçues en vertu des dispositions du présent article seront réparties entre les administrations des postes des deux pays, dans la proportion d'un cinquième au profit de l'administration des postes belges et de quatre cinquièmes au profit de l'administration des postes de France.

Art. 10. Il est entendu que, pour jouir des modérations de port accordées par les deux articles précédents aux journaux et autres imprimés, ces objets devront être mis sous bandes, non reliés et ne contenir aucune écriture chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est la date et la signature. Les journaux et autres imprimés qui ne réuniraient pas ces conditions seront considérés comme lettres, et taxés en conséquence.

Art. 11. Sont abrogées les dispositions contenues dans les articles neuf, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente-un, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante-un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante-un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-sept, soixante-cinq et soixante-six de la convention du 3 novembre 1847.

Art. 12. La présente convention, qui sera considérée comme additionnelle à la convention du 3 novembre 1847, et qui aura la même durée que cette convention, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra. Elle sera mise à

exécution un mois au plus tard après l'échange desdites ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention additionnelle et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double original, le vingt-septième jour du mois d'avril de l'an de grâce mil huit cent quarante-neuf.

Bareel. *E.-J. Thayer.*

Tableau

Des lettres échangées entre la Belgique et d'autres Etats par l'intermédiaire de la France.

Première section. — Lettres originaires de la Belgique.

Destination des lettres.	Condition de l'affranchissement.	Limite de l'affranchissement.	Taxe dont l'office de France doit tenir compte à l'office belge sur les lettres non-affranchies originaires de Belgique par lettre simple	Taxes applicables en Belgique sur les lettres, dont le port doit être acquitté par les régnicoles belges. Port intérieur belge par lettre simple.	Taxes remboursables à l'office de France par lettre simple. Transit français.	Taxes étrangères ou de voie de mer.	Total.	Total des taxes à percevoir par lettre simple.
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.
Grand-duché de Bade	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 10	„ 20	„ 30	„ 50
Espagne, Portugal et Gibraltar (*a*) . . .	forcé.	sortie de France.	„	„ 20	„ 30	„	„ 30	„ 50
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 10	„ 30	„ 40	„ 60
Royaume de Bavière	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 15	„ 25	„ 40	„ 60
Cantons suisses . . , ...	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 20	„ 20	„ 40	„ 60
Colonies et pays d'outre-mer, par bâtiments du commerce partant des ports				„ 20	„ 40	„ 10	„ 50	„ 70
de France	forcé.	port de débarquement.	„	„ 20	„ 30	„ 30	„ 60	„ 80
Malte	libre.	destination.	„ 20					
Etats de l'Italie, par les paquebots français de la Méditerranée	forcé.	port de débarquement.	„	„ 20	„ 30	„ 30	„ 60	„ 80

Etats sardes	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 29	„ 31	„ 60	1 „
Duchés de Parme, Plaisance et Modène, Etats pontificaux, Deux-Siciles, Iles ioniennes, archipel et royaume de Grèce (par les postes autrichiennes)	libre.	frontière de sortie autrichienne	„ 20	„ 20	„ 30	„ 50	„ 80	1 „
Etats de l'Italie méridionale (par les postes sardes)	libre.	frontière de sortie sarde.	„ 20	„ 20	„ 32	„ 58	„ 90	1 10
Empire d'Autriche et villes de Belgrade et de Cracovie	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 20	„ 70	„ 90	1 10
Indes orientales, île de Ceylan, archipel indien et Chine (voie de Suez) . . .	forcé.	Alexandrie.	„	„ 20	„ 40	„ 50	„ 90	1 10
Royaume de Grèce (par les paquebots français)	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 30	„ 60	„ 90	1 10
Antigoa, la Barbade, Honduras britannique, les Bermudes, Guyane anglaise, la Dominique, Gibraltar, la Grenade, Montserrat, Bahama, Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Christophe ou Saint-Kitts, Saint-Vincent, Tabago, Tortola, la Trinité (voie d'Angleterre)	libre.	port de débarquement.	„ 20	„ 20	„ 10	1 „	1 10	1 30
Pays d'outre mer sans distinction de parage (voie d'Angleterre)	forcé.	port de débarquement.	„	„ 20	„ 10	1 „	1 10	1 30
Jamaïque, Canada, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, île du prince Edouard et Terre-Neuve (voie d'Angleterre) . .	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 10	1 20	1 30	1 50
Moldavie et Valachie	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 20	1 10	1 30	1 50
Parages de la mer du Sud (voie de Panama)	forcé.	port de débarquement.	„	„ 20	„ 20	1 60	1 80	2 „

(*a*) L'administration des postes belges sera dispensée de payer à l'administration des postes de France, le port fixé ci-dessus pour le transit à travers la France des lettres originaires de Belgique adressées en Espagne, en Portugal et à Gibraltar, du moment que le gouvernement espagnol aura consenti à tenir compte de ce port à la France.

Deuxième section. — Lettres à destination de la Belgique.

Origine des lettres.	Condition de l'affranchissement.	Limite de l'affranchissement.	Taxe dont l'office de France doit tenir compte à l'office belge sur les lettres pour la Belgique affranchies jusqu'à destin. par lettre simple.	Taxes applicables en Belgique sur les lettres, dont le port doit être acquitté par les régnicoles belges.				
				Port intérieur belge par lettre simple.	Taxes remboursables à l'office de France par lettre simple.			Total des taxes à percevoir par lettre simple.
					Transit français.	Taxes étrangères ou de voie de mer.	Total.	
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.
Grand-duché de Bade	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 10	„ 20	„ 30	„ 50
Espagne, Portugal et Gibraltar	forcé.	frontière d'entrée en France	„	„ 20	„ 30	„	„ 30	„ 50
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 10	„ 30	„ 40	„ 60
Royaume de Bavière	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 15	„ 25	„ 40	„ 60
Cantons suisses	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 20	„ 20	„ 40	„ 60
Pays d'outre-mer, par bâtiments français du commerce	forcé.	port d'embarquement.	„	„ 20	„ 40	„ 10	„ 50	„ 70
Malte	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 30	„ 30	„ 60	„ 80
Italie méridionale, par les paquebots français de la Méditerranée	forcé.	port d'embarquement.	„	„ 20	„ 30	„ 30	„ 60	„ 80
Etats sardes	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 29	„ 31	„ 60	„ 80
Duchés de Parme, Plaisance et Modène, Etats pontificaux, Deux-Siciles, îles Ioniennes, Archipel et royaume de Grèce (par les postes autrichiennes) .	forcé.	frc. d'entrée autrichienne.	„	„ 20	„ 30	„ 50	„ 80	1 „
Empire d'Autriche et villes de Belgrade et de Cracovie	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 20	„ 70	„ 90	1 10
Indes orientales, îles de Ceylan, Archipel indien et Chine (voie de Suez) . . .	forcé.	Alexandrie.	„	„ 20	„ 40	„ 50	„ 90	1 10

Royaume de Grèce, par les paquebots français de la Méditerranée	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 30	„ 60	„ 90	1 10
Grand-duché de Toscane et duché de Lucques, Parme el Plaisance (par les postes sardes)	forcé.	frontière d'entrée sarde.	„	„ 20	„ 52	„ 78	1 10	1 30
Antigoa, la Barbade, Honduras-Britannique, les Bermudes, Guyane anglaise, la Dominique, Gibraltar, la Grenade, Montserrat, Bahama, Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Christophe ou Saint-Kitts, Saint-Vincent, Tabago, Tortola et la Trinité (voie d'Angleterre)	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 04	1 06	1 10	1 30
Pays d'outre-mer sans distinction de parage (voie d'Angleterre)	forcé.	port d'embarquement.	„	„ 20	„ 04	1 06	1 10	1 30
Etats pontificaux et duché de Modène (par les postes sardes)	forcé.	frᵉ. d'entrée en Sardaigne.	„	„ 20	„ 36	„ 94	1 30	1 50
Royaume des Deux-Siciles (par les postes sardes)	forcé.	frᵉ. d'entrée en Sardaigne.	„	„ 20	„ 25	1 05	1 30	1 50
Jamaïque, Canada, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, île du Prince-Edouard et Terre-Neuve (voie d'Angleterre). .	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 03	1 27	1 30	1 50
Moldavie et Valachie	libre.	destination.	„ 20	„ 20	„ 20	1 10	1 30	1 50
Parages de la mer du Sud (voie de Panama)	forcé.	port d'embarquement.	„	„ 20	„ 11	1 69	1 80	2 „

Fait et signé à Bruxelles, les mêmes jour, mois et an que dessus.

C. Bareel. *E.-J. Thayer.*

60.

Articles convenus à Bruxelles, le 8 mai 1849 entre l'administration des postes de Belgique et l'administration des postes de France, pour l'exécution de la convention du 3 novembre 1847 et de la convention additionelle du 27 avril 1849)*

Art. 1er. En vertu des dispositions contenues dans l'art. 3 de la convention du 3 novembre 1847, il sera établi pour la transmission réciproque des correspondances entre l'administration des postes de Belgique et l'administration des postes de France, six nouveaux bureaux d'échange dont deux du côté de l'administration des postes de Belgique et quatre du côté de l'administration des postes de France.

Les nouveaux bureaux d'échange belges seront établis, l'un à Florentville et l'autre à Heer.

Les nouveaux bureaux d'échange français seront établis, l'un à Amiens, le second à Arras, le troisième à Carignan et le quatrième à Douai.

Art. 2. L'expédition des dépêches des bureaux d'échange français pour les bureaux d'échange belges aura lieu ainsi qu'il suit, savoir:

1º Le bureau de Paris fera deux envois par jour aux bureaux ambulants établis sur les chemins de fer belges du midi et de l'ouest;

2º Le bureau d'Amiens fera deux envois par jour aux bureaux ambulants établis sur les chemins de fer belges du midi et de l'ouest;

3º Le bureau d'Arras fera deux envois par jour aux bureaux ambulants établis sur les chemins de fer belges des lignes du midi et de l'ouest:

5º Le bureau de Carignan fera un envoi par jour au bureau de Florenville;

5º Le bureau de Carignan fera un envoi par jour au bureau de Florenville;

6º Le bureau de Douai fera deux envois par jour

---

*) Les annexes B--O de ces articles ne contiennent que des nomenclatures et des modèles. Nous les omettons.

aux bureaux ambulants établis sur les chemins de fer belges des lignes du midi et de l'ouest;

7° Le bureau de Dunkerque fera un envoi par jour au bureau de Furnes;

8° Le bureau de Givet fera un envoi par jour aux bureaux de Dinant et de Heer;

9° Le bureau de Lille fera deux envois par jour aux bureaux de Courtray et de Gand, ainsi qu'au bureau ambulant de l'ouest, et trois envois par jour au bureau de Tournay;

10° Le bureau de Longwy fera un envoi par jour au bureau d'Arlon;

11° Le bureau de Maubeuge fera un envoi par jour au bureau de Mons;

12° Le bureau de Montmédy fera un envoi par jour au bureau de Virton;

13° Le bureau de Rocroy fera un envoi par jour au bureau de Couvin;

14° Le bureau de Roubaix fera un envoi par jour aux bureaux de Courtray, de Gand et de Tournay, et deux envois par jour au bureau ambulant de la ligne de l'ouest;

15° Le bureau de Sédan fera un envoi par jour au bureau de Bouillon;

16° Le bureau de Thionville fera un envoi par jour au bureau d'Arlon;

17° Le bureau de Tourcoing fera un envoi par jour aux bureaux de Courtray, de Gand et de Tournay, et deux envois par jour au bureau ambulant de la ligne de l'ouest;

18° Le bureau de Trélon fera un envoi par jour au bureau de Chimay;

19° Et enfin le bureau de Valenciennes fera deux envois par jour au bureau ambulant belge de la ligne du midi.

Art. 3. En retour, l'expédition des dépêches des bureaux d'échange belges pour les bureaux d'échange français aura lieu ainsi qu'il suit, savoir:

1° Le bureau d'Arlon fera un envoi par jour aux bureaux de Longwy et de Thionville;

2° Le bureau de Bouillon fera un envoi par jour au bureau de Sédan;

3° Le bureau de Chimay fera un envoi par jour aux bureaux d'Avesnes et de Trélon;

4° Le bureau de Courtray fera un envoi par jour aux bureaux de Roubaix et de Tourcoing, et deux envois par jour au bureau de Lille;

5° Le bureau de Couvin fera un envoi par jour au bureau de Rocroy;

6° Le bureau de Dinant fera un envoi par jour au bureau de Givet;

7° Le bureau de Florenville fera un envoi par jour au bureau de Carignan;

8° Le bureau de Furnes fera un envoi par jour au bureau de Dunkerque;

9° Le bureau de Gand fera un envoi par jour aux bureaux de Roubaix et de Tourcoing, et deux envois par jour au bureau de Lille;

10° Le bureau de Heer fera un envoi par jour au bureau de Givet;

11° Le bureau de Mons fera un envoi par jour aux bureaux d'Avesnes et de Maubeuge;

12° Le bureau de Tournay fera un envoi par jour aux bureaux de Roubaix et de Tourcoing, et trois envois par jour au bureau de Lille;

13° Le bureau de Virton fera un envoi par jour au bureau de Montmédy,

14° Le bureau ambulant du midi fera deux envois par jour aux bureaux de Paris, d'Amiens, d'Arras, de Douai et de Valenciennes;

15° Et enfin le bureau ambulant de l'ouest fera deux envois par jour aux bureaux de Paris, d'Amiens, d'Arras, de Douai, de Lille, de Roubaix et de Tourcoing.

Art. 4. Les correspondances de toute nature échangées entre l'administration des postes de Belgique et l'administration des postes de France, seront dirigées conformément à l'instruction cotée *A*, annexée aux présents articles.

Toutefois, les livres brochés et les brochures que les deux administrations seront dans le cas de se livrer réciproquement, ne pourront être compris dans des dépêches autres que celles échangées, soit entre le bureau de Paris et les bureaux ambulants établis sur les chemins de fer belges des lignes du midi et de l'ouest, soit entre le bureau de Lille et les bureaux d'échange belges de Courtray, de Gand, de Tournay et de la ligne de l'ouest; soit enfin entre le bureau de Valenciennes et le bureau ambulant belge de la ligne du midi.

Art. 5. Les lettres et journaux pour les colonies et autres pays d'outre-mer, que le public du royaume de Belgique voudra faire transporter, soit par des bâtiments du commerce, soit par des paquebots réguliers partant des ports du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, devront porter sur l'adresse les mots: Voie d'Angleterre.

Art. 6. Seront taxées, à raison de vingt centimes par lettre simple, conformément à l'article 2 de la convention additionnelle du 27 avril 1849, les lettres échangées entre les bureaux belges et les bureaux français désignés dans le tableau coté B, annexé aux présents articles.

Art. 7. L'administration des postes de Belgique pourra livrer à l'administration des postes de France, aux conditions fixées par l'article 6 de la convention additionnelle du 27 avril 1849, des lettres recommandées ou chargées pour les divers pays étrangers ci-après désignés; savoir:

1° Le grand-duché de Bade;
2° Le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande;
3° Le royaume de Bavière;
4° Les cantons suisses;
5° L'île de Malte;
6° Les Etats de l'Italie;
7° L'empire d'Autriche;
8° Les villes de Belgrade et de Cracovie;
9° Le royaume de Grèce (par les paquebots français de la Méditerranée);
10° La Moldavie et la Valachie.

Art. 8. Les lettres chargées ou recommandées, originaires de la France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste, destinées pour le royaume de Belgique, et, réciproquement, les lettres chargées ou recommandées originaires du royaume de Belgique, destinées pour la France et les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, ne pourront être admises que sous enveloppe et fermées au moins de deux cachets en cire avec empreinte. Ces cachets devront être placés sur les plis supérieur et inférieur de l'enveloppe, de manière que l'un et l'autre pli se trouvent réunis sous le même cachet.

Art. 9. Les lettres chargées ou recommandées, transmises de part et d'autre en vertu des dispositions de l'article 8 de la convention du 3 novembre 1847, de l'arti-

cle 6 de la convention additionnelle du 27 avril 1849, et de l'article 7 précédent, seront frappées, savoir: les lettres chargées, d'un timbre portant le mot: Chargé, et les lettres recommandées, d'un timbre portant l'initiale R (recommandé).

Art. 10. Les lettres ordinaires, les lettres chargées ou recommandées, ainsi que les journaux et imprimés de toute nature qui seront expédiés soit de France, d'Algérie et des bureaux français du Levant pour la Belgique, soit de Belgique pour la France, l'Algérie, les bureaux français du Levant et les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, seront frappés, du côté de l'adresse, d'un timbre indiquant la date du dépôt et le lieu d'origine.

Art. 11. Les lettres, journaux et imprimés de toute nature à destination de la Belgique, qui seront livrés à l'administration des postes de France par les offices étrangers avec lesquels les postes françaises entretiennent des relations directes et régulières, devront être frappés, du côté de l'adresse, d'un timbre circulaire à date indiquant le nom de l'office qui aura transmis ces objets à l'administration des postes de France, ainsi que le nom du bureau par lequel ils seront entrés sur le territoire français.

Art. 12. Les lettres et journaux originaires des Indes orientales, de l'Archipel indien et de la Chine, qui seront apportés en France par les courriers de la Grande-Bretagne, et qui seront destinés pour la Belgique, devront être frappés, du côté de l'adresse, d'un timbre circulaire à date portant les mots: Marseille. Indes Or:

Art. 13. Les correspondances de toute nature originaires des pays d'outre-mer, qui seront apportées dans les ports de France par des bâtiments du commerce, et qui seront destinées pour la Belgique, devront être frappées, du côté de l'adresse, d'un timbre circulaire à date portant le mot: Outre-Mer, ainsi que le nom du port français de débarquement.

Art. 14. Les correspondances de toute nature originaires des pays d'outre-mer, qui seront apportées dans les ports de Belgique par des bâtiments du commerce et qui seront destinées pour la France, devront être frappées, du côté de l'adresse, d'un timbre circulaire à date, portant les mots: Outre-Mer, ainsi que le nom de port belge de débarquement.

Art. 15. Indépendamment des timbres mentionnés dans les articles précédents, les lettres ordinaires, les

lettres chargées ou recommandées, ainsi que les journaux et autres imprimés échangés entre les deux administrations des postes de Belgique et de France, qui auront été affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à une limite quelconque, recevront dans un endroit apparent de l'adresse l'empreinte en encre rouge d'un timbre destiné à faire reconnaître, par les bureaux d'échange respectifs, la limite d'affranchissement.

Le timbre PD sera apposé sur lettres ordinaires ou chargées, ainsi que sur les journaux et autres imprimés qui seront affranchis jusqu'à destination.

Le timbre PD sera également apposé sur les lettres et journaux que l'administration des postes de Belgique livrera à l'administration des postes de France, pour les colonies et autres pays d'outremer, lorsque ces objets devront être transportés par les paquebots réguliers de la Grande-Bretagne.

Le timbre PP sera appliqué sur les correspondances de toute nature qui seront affranchies en Belgique jusqu'aux limites déterminées dans la 3e colonne de la 1re section du tableau annexé à la convention additionnelle du 27 avril 1849, pour l'Espagne, le Portugal, Gibraltar, les colonies et autres pays d'outre-mer (par les bâtiments français du commerce), les Etats pontificaux, le royaume des Deux-Siciles, les principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo, la république de Saint-Marin, le grand-duché de Toscane, les duchés de Parme, de Plaisance et de Modène, les îles Ioniennes, la Grèce (par les postes autrichiennes), les Indes orientales, l'île de Ceylan; l'Archipel indien et la Chine.

Le timbre P sera appliqué sur les journaux et autres imprimés affranchis jusqu'à la frontière de sortie du territoire belge, pour le grand-duché de Bade, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le royaume de Bavière, les cantons suisses, l'île de Malte, les Etats Sardes, l'empire d'Autriche, les villes de Belgrade et de Cracovie, le royaume de Grèce (par les paquebots français), la Moldavie et la Valachie.

Art. 16. Les bureaux d'échange français appliqueront en encre noire sur la suscription des lettres non affranchies ou chargées de port de transit, qu'ils livreront au bureaux d'échange belges, les chiffres indiquant les taxes que devront payer les destinataires de ces lettres.

De leur côté, les bureaux d'échange belges applique-

ront en encre noire sur la suscription des lettres non affranchies qu'ils livreront aux bureaux d'échange français, pour la France, l'Algérie et les bureaux français établis dans le Levant, les chiffres indiquant les taxes que devront payer les destinataires desdites lettres.

Art. 17. Les chiffres à appliquer en vertu des dispositions de l'article précédent, sur les lettres non affranchies ou chargées de port de transit, échangées entre l'administration des postes de Belgique et l'administration des postes de France, devront être formés d'après les modèles figurés aux tableaux C, nos 1 et 2, annexés aux présents articles.

Le chiffre indiquant la taxe à percevoir sur toute lettre de la France pour la Belgique ou de la Belgique pour la France, dont le poids ne dépassera pas quinze grammes, sera apposé au moyen d'un timbre.

Art. 18. Lorsqu'une lettre dépassera le poids de la lettre simple, le directeur du bureau d'échange indiquera à l'angle gauche supérieur de l'adresse, en chiffres ordinaires, le poids de la lettre en grammes. Ces chiffres seront faits en encre rouge pour les lettres affranchies, et en encre noire pour les lettres non affranchies.

Art. 19. Les directeurs des bureaux d'échange respectifs devront indiquer en chiffres ordinaires, au côté gauche de la suscription des journaux et autres imprimés sous bandes, qu'ils livreront aux bureaux d'échange correspondants, le nombre de ports simples perçus ou à percevoir sur les objets de cette nature, toutes les fois que la dimension ou le nombre des feuilles renfermées dans un paquet à la même adresse, donnera lieu de percevoir plus d'un port simple.

Art. 20. Chacune des dépêches échangées entre les bureaux d'échange des administrations des postes des deux pays, sera accompagnée d'une feuille d'avis sur laquelle ces bureaux énonceront avec les classifications établies par la convention additionnelle du 27 avril 1849, la nature et le nombre d'objets que la dépêche contiendra, ainsi que le nombre de ports simples à percevoir pour chaque catégorie de correspondances.

Le bureau auquel la dépêche sera adressée en accusera réception au bureau expéditeur par le plus prochain courrier.

Les feuilles d'avis et accusés de réception à l'usage des bureaux de Paris, de Lille, de Sédan, de Thionville

et de Valenciennes, seront conformes au modèle D annexé aux présents articles.

Les feuilles d'avis et accusés de réception des bureaux d'Avesnes, d'Amiens, d'Arras, de Carignan, de Douai, de Dunkerque, de Givet, de Longwy, de Maubeuge, de Montmédy, de Rocroy, de Roubaix, de Trélon et de Tourcoing, seront conformes au modèle E.

Les feuilles d'avis et accusés de réception des bureaux ambulants du midi et de l'ouest, pour le bureau de Paris; du bureau d'Arlon pour celui de Thionville; du bureau de Bouillon pour celui de Sédan; des bureaux de Courtray, de Gand et de Tournay, ainsi que du bureau ambulant de l'ouest pour le bureau de Lille, et du bureau ambulant du midi pour le bureau de Valenciennes, seront conformes au modèle F.

Les feuilles d'avis et accusés de réception du bureau d'Arlon pour celui de Longwy; du bureau de Chimay pour les bureaux d'Avesnes et de Trélon; des bureaux de Courtray, de Gand et de Tournay, ainsi que du bureau ambulant de l'ouest pour les bureaux d'Amiens, d'Arras, de Douai, de Roubaix et de Tourcoing; du bureau de Couvin pour celui de Rocroy; des bureaux de Dinant et de Heer pour le bureau de Givet; du bureau de Florenville pour le bureau de Carignan; du bureau de Furnes pour celui de Dunkerque; du bureau de Mons pour les bureaux d'Avesnes, de Maubeuge et du bureau de Virton pour le bureau de Montmédy, seront conformes au modèle G.

Art. 21. Les bureaux d'échange respectifs diviseront en quatre paquets distincts les correspondances appartenant à chacune des différentes catégories de lettres décrites au tableau n° 1 des feuilles d'avis.

Le premier paquet sera composé des lettres simples distribuables par le bureau d'échange auquel la dépêche sera adressée. Il sera revêtu d'une étiquette indiquant le nombre de lettres et le numéro de l'article du compte.

Cette étiquette sera conforme au modèle H, annexé aux présents articles.

Le deuxième paquet comprendra les lettres pesantes distribuables par ce même bureau d'échange. Il sera revêtu d'une étiquette indiquant le nombre de lettres, le nombre de ports simples et le numéro de l'article du compte. Cette étiquette sera conforme au modèle I, annexé aux présents articles.

Le troisième paquet comprendra les lettres simples en passe. Il sera revêtu d'une étiquette indiquant le nombre de lettres et le numéro de l'article du compte. Cette étiquette sera conforme au modèle J, annexé aux présents articles.

Le quatrième paquet comprendra les lettres pesantes en passe. Il sera revêtu d'une étiquette indiquant le nombre de lettres, le nombre de ports simples et le numéro de l'article du compte. Cette étiquette sera conforme au modèle K annexé aux présents articles.

Art. 22. Les étiquettes dont les bureaux d'échange respectifs devront faire usage en vertu des dispositions de l'article précédent, seront imprimées, savoir:

1° Sur papier lilas, pour les lettres affranchies distribuables par les bureaux d'échange;

2° Sur papier bleu pour les lettres affranchies en passe;

3° Sur papier rose pour les lettres non affranchies distribuables par les bureaux d'échange;

4° Et sur papier jaune pour les lettres non affranchies en passe.

Art. 23. Les bureaux d'échange respectifs diviseront en deux paquets distincts les journaux et autres imprimés, appartenant à chacune des catégories d'objets de cette nature décrites au tableau n° 1 des feuilles d'avis.

Le premier paquet comprendra les journaux ou imprimés distribuables par le bureau auquel la dépêche sera adressée. Il sera revêtu d'une étiquette indiquant la nature et le nombre des objets livrés, le nombre de ports simples dont ces objets seront passibles et le numéro de l'article du compte.

Le deuxième paquet comprendra les journaux ou imprimés en passe. Il sera revêtu d'une étiquette indiquant la nature et le nombre des objets livrés, le nombre de ports simples dont ces objets seront passibles, et le numéro de l'article du compte.

Art. 24. Les correspondances mal dirigées seront inscrites nominativement au tableau n° 3 de la feuille d'avis du bureau expéditeur avec tous les détails que ce tableau comporte. Elles seront réunies par un croisé de ficelle et placées sous une étiquette portant ces mots: Correspondances mal dirigées.

Art. 25. Les correspondances réexpédiées pour des destinataires partis en laissant leur adresse, seront inscrites nominativement au tableau n° 4 de la feuille d'avis

du bureau expéditeur, avec tous les détails que ce tableau comporte. Elles seront réunies par un croisé de ficelle et placées sous une étiquette portant ces mots: Correspondances réexpédiées, pour changement de résidence.

Art. 26. Les lettres chargées ou recommandées seront inscrites nominativement au tableau n° 5 de la feuille d'avis du bureau expéditeur, et avec les détails que ce tableau comporte.

Ces lettres seront réunies par un croisé de ficelle, et les bouts de cette ficelle seront attachés au bas de la feuille d'avis au moyen d'un cachet avec empreinte en cire fine.

Art. 27. La feuille d'avis devra porter en tête le timbre chargé, toutes les fois que la dépêche contiendra une ou plusieurs lettres chargées ou recommandées.

Art. 28. Toute dépêche, après avoir été ficelée intérieurement, devra être enveloppée de papier gris en assez grande quantité, pour résister au frottement, puis ficelée extérieurement et cachetée à la cire avec l'empreinte du cachet du bureau. La suscription portera le nom du bureau de destination, ainsi que le timbre ordinaire du bureau expéditeur.

La ficelle qui couvrira extérieurement une dépêche, devra toujours être sans nœud.

Art. 29. Toute dépêche qui contiendra des lettres chargées ou recommandées, devra être frappée du timbre: chargé.

La ficelle qui fermera extérieurement cette dépêche devra, outre le cachet placé sur ses deux bouts, être scellée d'un cachet mis de chaque côté de la dépêche, à l'endroit où la ficelle se croise sur elle-même.

Art. 30. Dans le cas où, aux heures fixées pour l'expédition des dépêches, un des bureaux d'échange des administrations des postes des deux pays n'aurait aucune lettre à adresser au bureau correspondant, ce bureau d'échange n'en devra pas moins envoyer, dans la forme ordinaire, une dépêche qui sera composée seulement d'une feuille d'avis négative.

Art. 31. L'administration des postes de Belgique et l'administration des postes de France régleront de concert, d'après l'organisation de la marche des convois sur les chemins de fer, et dans l'intérêt bien entendu des deux pays, les heures de départ et d'arrivée des dépê-

ches que les bureaux d'échange respectifs se transmettront réciproquement par cette voie.

Art. 32. L'administration des postes de France demeure chargée de pourvoir à l'adjudication et d'assurer l'exécution des services par entreprise affectés au transport des dépêches entre Givet et Heer, entre Trelon et Chimay, entre Maubeuge et Mons, entre Dunkerque et Furnes, entre Montmédy et Virton, et entre Rocroy et Couvin.

De son côté, l'administration des postes de Belgique demeure chargée de pourvoir à l'adjudication et d'assurer l'exécution des services par entreprise affectés au transport des dépêches entre Arlon et Longwy, entre Bouillon et Sédan, et entre Florenville et Carignan.

Art. 33. Le mode de transport des dépêches et les heures de départ et d'arrivée des courriers réciproques entre les divers bureaux d'échange désignés dans l'article précédent, sont fixés comme il suit:

Service entre Dunkerque et Furnes, à cheval ou en voiture. Trajet en 2 heures,	Départ de Dunkerque à 7 heures du matin. Départ de Furnes à 1 heure du soir.
Service entre Maubeuge et Mons, à cheval ou en voiture. Trajet en 2 heures.	Départ de Maubeuge à 1 heure 40 m. du matin. Départ de Mons à 9 heures du soir.
Service entre Trélon et Chimay, à cheval ou en voiture. Trajet en une heure 30 minutes.	Départ de Trélon à midi. Départ de Chimay à 6 heures du soir.
Service entre Rocroy et Couvin, à cheval ou en voiture. Trajet en 2 heures.	Départ de Rocroy à 4 heures du soir. Départ de Couvin à 10 heures du matin.
Service entre Givet et Heer, à cheval ou en voiture. Trajet en une heure.	Départ de Givet à 9 heures 30 minutes du soir. Départ de Heer à 6 h. 30 m. du matin.
Service entre Sédan et Bouillon, à cheval ou en voiture. Trajet en 2 heures.	Départ de Sédan à 1/2 heure, après l'arrivée de la malle-poste de Paris. Départ de Bouillon à 4 h. 30 m. du m.
Service entre Carignan et Florenville, à pied. Trajet en 3 heures 15 minutes.	Départ de Carignan à 4 heures et demie du soir. Départ de Florenville à 4 h. du matin.
Service entre Montmédy et Virton, à cheval ou en voiture. Trajet en 2 heures.	Départ de Montmédy à 4 heures du matin. Départ de Virton à 4 h. 30 m. du soir.
Service entre Longwy et Arlon, à cheval ou en voiture. Trajet en 2 heures et demie.	Départ de Longwy après l'arrivée du courrier de Thionville. Départ d'Arlon à 4 heures du soir.

Dans le cas où l'expérience démontrerait l'utilité de changer les heures d'expédition fixées ci-dessus, les administrations des postes des deux pays se concerteront

à cet effet, en cherchant toutefois à éviter autant que possible tout dérangement préjudiciable dans la coïncidence des services intérieurs.

Art. 34. Tout courrier employé au transport des dépêches entre un bureau d'échange français et un bureau d'échange belge, sera porteur d'un part. Le part indiquera le nom du courrier, le nombre des dépêches dont il sera chargé, ainsi que les jours et heures de son départ et de son arrivée. Les causes de retard devront être consignées sur le part.

Art. 35. Les courriers d'entreprise employés au transport des dépêches entre les bureaux d'échange respectifs seront tenus de souffrir les visites des employés des douanes et les visites des employés des octrois.

Les visites des employés des douanes auront lieu dans les bureaux des douanes pour tous les objets non portés sur le part designé dans l'article précédent. Quant aux paquets portés sur le part et scellés du cachet d'un bureau de poste, ils ne pourront être visités que dans le bureau de poste le plus voisin et en présence du directeur de ce bureau.

Les visites des employés des octrois auront lieu à l'entrée ou à la sortie des villes.

Art. 36. Si l'intention de visiter les paquets scellés du cachet d'un bureau de poste et inscrits sur les parts, est notifiée aux courriers d'entreprise par les employés des douanes, ces courriers recevront dans leur voiture, s'il y a place, celui des employés qui devra procéder à cette visite, et le conduiront au bureau de poste où la visite devra avoir lieu.

S'ils ne peuvent le recevoir dans leur voiture, ils se rendront au pas à ce bureau, afin que cet employé puisse ne point les perdre de vue.

Art. 37. Le port ou le prix des lettres tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, que les deux administrations se renverront en vertu de l'art. 74 de la convention du 3 novembre 1847, ne sera admis à la décharge de l'administration à laquelle ces lettres auront été originairement transmises, qu'autant que l'état de leurs cachets ne donnera pas lieu de supposer qu'elles ont pu être lues par les destinataires.

Toutefois, les lettres injurieuses et les lettres dites d'attrape pourront être comprises et admises dans les rebuts renvoyés réciproquement, quand bien même ces lettres auraient été ouvertes.

Les lettres non réclamées qui seront adressées poste restante ou dans les hôtels garnis, pourront, après trois mois de séjour, être renvoyées, de part et d'autre, dans les formes et sous les conditions réglées par l'art. 74 précité et par le premier alinéa du présent article.

Le décompte du prix des correspondances tombées en rebut sera établi dans des bordereaux conformes au modèle L, annexé aux présents articles.

Art. 38. Il sera dressé chaque mois, à la diligence de l'administration des postes de France, des comptes particuliers résumant les faits de la transmission des correspondances entre les bureaux d'échange respectifs. Ces comptes auront pour base et pour justification les accusés de reception des envois effectués pendant la période mensuelle.

Les comptes particuliers résultant des rapports entre les bureaux d'échange qui auront à se livrer réciproquement des correspondances internationales et des correspondances en transit, seront établis sur des formules conformes au modèles M, annexé aux présents articles.

Les comptes particuliers résultant des rapports entre les bureaux d'échange qui n'auront à se livrer réciproquement que des correspondances originaires ou à destination de la France, seront établis sur des formules conformes au modèle N, également annexé aux présents articles.

Art. 39. Les comptes particuliers désignés dans l'article précédent, seront récapitulés chaque mois dans un compte général destiné à présenter les résultats définitifs de la transmission des correspondances échangées entre les deux administrations. Le compte général sera dressé sur une formule conforme au modèle O, annexé aux présents articles.

Art. 40. Sont abrogées les dispositions des articles convenus entre les administrations des postes des deux pays, et signés à Paris, le 26 décembre 1847, et à Bruxelles, le 27 du même mois.

Fait et arrêté à Bruxelles, le huitième jour du mois de mai 1849, entre nous secrétaire général du ministère des travaux publics de Belgique, et nous directeur de l'administration générale des postes de France.

C. Bareel. *E.-J. Thayer.*

Approuvé:
Le Ministre des travaux publics,
H. Rolin.

Instruction

Sur la direction des correspondances échangées entre l'office des postes de France et l'office des postes de Belgique.

Les règles concernant la direction des correspondances échangées entre l'office des postes de France et l'office des postes de Belgique sont divisées en dix classes ou catégories intitulées comme il suit: Section A, section B, section C, section D, section E, section F, section G, section H, section I, section J *).

Le tableau ci-dessous indique en détail, pour chacun des départements français et des pays étrangers auxquels la France sert d'intermédiaire, la section qui règle la direction des correspondances que ces départements et pays échangent avec la Belgique.

---

*) Cette classification embrasse toutes les correspondances échangées entre les deux offices de France et de Belgique, sauf celles ci-après désignées, savoir:

1° Les correspondances échangées entre le bureau français de Longwy et les bureaux belges qui correspondent avec Thionville par Arlon, lesquelles doivent être comprises dans les dépêches réciproques des bureaux de Longwy et d'Arlon;

2° Les correspondances échangées entre le bureau français de Maubeuge et les bureaux belges qui correspondent avec Avesnes par Mons, lesquelles doivent être comprises dans les dépêches réciproques des Bureaux de Maubeuge et de Mons;

3° Les correspondances du bureau français de Montmédy pour le bureau belge de Virton, et vice-versâ, lesquelles doivent être échangées directement entre ces deux bureaux;

4° Les correspondances du bureau français de Trélon pour les bureaux belges de Beauraing, Chimay, Couvin, Dinant, Florenne, Gedinne, Mariembourg et Philippeville, et vice-versâ, lesquelles doivent être comprises dans les dépêches échangées entre le bureau de Trélon et le bureau de Chimay;

5° Et enfin les correspondances que les bureaux français de Roubaix et de Tourcoing échangent avec les bureaux belges qui correspondent avec Lille, par l'intermédiaire des bureaux d'échange belges, de Courtray, de Gand, de Tousnay et de la ligne de l'ouest, lesquelles doivent être comprises dans les dépêches respectives que les bureaux de Roubaix et de Tourcoing, d'une part, et les bureaux d'échange belges précités, d'autre part, se transmettent réciproquement.

France et Algérie.								Pays étrangers.	
Noms des départements ou arrondissements.	sections.	Noms des départements ou arrondissements.	sections.	Noms des départements ou arrondissements.	sections.	Noms des départements ou arrondissements.	sections.	Noms des pays étrangers.	sections.
Ain	A.	Dordogne	A.	Lozère	A.	Pyrénées (Hautes-)	A.	Autriche et pays dont la correspondance emprunte l'intermédiaire des postes autrichiennes	B.
Aisne — Laon, Château Thierry, Soissons et Saint-Quentin	C.	Doubs	A.	Maine-et-Loire	A.	Pyrénées orientales	A.	Bade (Grand-Duché de)	B.
		Drôme	A.	Manche	A.	Rhin (Bas-)	B.	Bavière	A.
Aisne — Vervins	E.	Eure	A.	Marne	C.	Rhin (Haut-)	B.	Espagne, Portugal et Gibraltar	A.
Allier	A.	Eure-et-Loir	A.	Marne (Haute-)	A.	Rhône	A.	Etats sardes et pays dont la correspondance emprunte l'intermédiaire des postes sardes	A.
Alpes (Basses-)	A.	Finistère	A.	Mayenne	A.	Saône (Haute-)	A.	Grande-Bretagne	G.
Alpes (Hautes-)	A.	Gard	A.	Meurthe	B.	Saône-et-Loire	A.	Grèce	A.
Ardèche	A.	Garonne (Haute-)	A.	Meuse	B.	Sarthe	A.		
Ardennes	D.	Gers	A.	Morbihan	A.	Seine	A.		

Ariége	A.	Gironde	A.	Moselle	B.	Seine-et-Marne	A.
Aube	A.	Hérault	A.	Nièvre	A.	Seine-et-Oise	A.
Aude	A.	Ille-et-Vilaine	A.	Nord — Cambrai et Valenciennes	C.	Seine-Inférieure	A.
Aveyron	A.	Indre	A.	Nord — Avesnes	E.	Sèvres (Deux-)	A.
Bouches-du-Rhône	A.	Indre-et-Loire	A.	Nord — Douai	J.	Somme	H.
Calvados	A.	Isère	A.	Nord — Dunkerque	F.	Tarn	A.
Cantal	A.	Jura	A.	Nord — Hazebrouck et Lille	G.	Tarn-et-Garonne	A.
Charente	A.	Landes	A.	Oise	H.	Var	A.
Charente-Inférieure	A.	Loir-et-Cher	A	Orne	A.	Vaucluse	A.
Cher	A.	Loire	A.			Vendée	A.
Corrèze	A	Loire (Haute-)	A.	Pas-de-Calais — Arras, Béthune et St.-Pol-sur-Ternoise	I.	Vienne	A.
Corse	A.	Loire-Inférieure	A.	Pas-de-Calais — Boulogne-sur-Mer et Saint-Omer	G.	Vienne (Haute-)	A.
Côte-d'Or	A.	Loiret	A.	Pas-de-Calais — Montreuil sur-Mer	H.	Vosges	B.
Côtes-du-Nord	A.	Lot	A.	Puy-de-Dôme	A.	Yonne	A.
Creuse	A.	Lot-et-Garonne	A.	Pyrénées (Basses-)	A.	Algérie	A.

Indes orientales par Suez	A.
Parages de la Méditerranée	A.
Pays d'outre-mer. — Par les bâtim. français du commerce	A.
Pays d'outre-mer. — Par la voie de l'Angleterre	G.
Suisse. — Canton de Berne. — Tout le canton (moins les districts de Délémont et de Porentruy)	A.
Suisse. — Canton de Berne. — Districts de Délémont et de Porentruy	B.
Suisse. — Cantons de Fribourg, Génève, Valais et Vaud	A.
Suisse. — Cantons de Bâle, Appenzell, Argovie, Glaris, Grisons, Lucerne, St-Gall, Schaffhouse, Schwytz, Soleure, Tessin, Turgovie, Unterwalden, Uri, Zug et Zurich	B.

D'après cette division, les bureaux français, pour ce qui concerne la direction des correspondances à destination de Belgique, n'ont à consulter, dans la nomenclature ci-après, que les indications placées en regard du nom de chaque bureau belge, sous le titre de la section à laquelle ils appartiennent. La première colonne de chaque section indique, dans ce cas, le nom du bureau sur lequel les correspondances doivent être dirigées, et la deuxième colonne le nom du bureau d'échange belge auquel le bureau d'échange français doit lui-même livrer ses correspondances. Suivant cette règle, une lettre de Marseille pour Ostende doit être d'abord dirigée de Marseille sur le bureau de Paris, puis comprise dans la dépêche de Paris pour le bureau ambulant de la ligne de l'ouest.

De leur côté, les bureaux belges n'ont qu'à prendre une connaissance préalable de la section dans laquelle rentre le bureau français ou le pays étranger pour lequel ils ont un objet à expédier, pour appliquer avec certitude les notions contenues dans la nomenclature. Ainsi le bureau de Namur, par exemple, doit diriger sur le bureau ambulant de la ligne du midi les correspondances pour les départements français et les pays étrangers faisant partie des sections A, C, F, G, H, I et J; sur Arlon les correspondances pour les départements et les pays appartenant à la section B, et enfin sur Dinant les correspondances pour le département des Ardennes.

61.

Ordre du conseil de la Grande Bretagne relative à l'exercice du pouvoir ecclésiastique en Chine, signé au Palais de Buckingham, le 1 mai 1849.

At the Court at Buckingham Palace, the 1st day of May, 1849.

Present, the Queen's most excellent Majesty in Council.

Whereas by an Act passed in the session of Parliament held in the 6th and 7th years of the reign of Her Majesty, intituled "An Act for the better Government of Her Majesty's subjects resorting to China," it was amongst other things enacted, that it should be lawful for Her Majesty, by any Order or Orders made with the advice of Her Privy Council, to ordain, for the government of Her Majesty's subjects, being within the dominions of the Emperor of China, or being within any ship or vessel at a distance of not more than 100 miles from the coast of China, any law or ordinance which to Her Majesty in Council might seem meet, as fully and effectually as any such law or ordinance could be made by Her Majesty in Council for the government of Her Majesty's subjects, being within the Island of Hong-Kong:

And whereas it is expedient that all persons in holy orders of the United Church of England and Ireland, being within the dominions of the Emperor of China, or being within any ship or vessel at a distance of not more than 100 miles from the coast of China, should be subject to the authority and jurisdiction of the See of Victoria, to be erected by Her Majesty, and to the Bishop thereof, to be by Her Majesty duly nominated and appointed, in the same manner as if they were resident within the said Island of Hong-Kong:

Now, therefore, Her Majesty in Council, by and with the advice of her said Council, is pleased to order and direct, and doth hereby order and direct, that all persons in holy orders of the United Church of England and Ireland, being within the dominions of the Emperor of China, or being within any ship or vessel a distance of not more than 100 miles from the coast of

china, shall be subject to the authority and jurisdiction of the See of Victoria, and to the Bishop thereof, in the same manner as if they were resident within the said Island of Hong-Kong.

And the Right Honourable Earl Grey, one of Her Majesty's Principal Secretaries of State, is to give the necessary directions herein accordingly.

Wm. L. Bathurst.

62.

Convention entre la Russie et la Turquie, relative aux Principautés danubiennes, signée à Balta-Liman, le 1 mai 1849.

Sa Majesté Impériale le Très-Haut et Très-Puissant Empereur et Autocrate de toutes les Russies, et Sa Majesté Impériale le Très-Haut et Très-Puissant Empereur et Padichah des Ottomans, animés d'une égale sollicitude pour le bien-être des Principautés de Moldavie et de Valachie, et fidèles aux engagemens antérieurs, qui assurent aux dites Principautés le privilége d'une administration distincte et certaines autres immunités locales, ont reconnu qu' à la suite des commotions qui viennent d'agiter ces provinces, et plus particulièrement la Valachie, il devient nécessaire de prendre d'un commun accord des mesures extraordinaires et efficaces pour protéger ces immunités et priviléges, soit contre les bouleversemens révolutionnaires et anarchiques, soit contre les abus de pouvoir qui y paralysaient l'exécution des lois, et privaient les habitans paisibles des bienfaits du régime dont les deux Principautés doivent jouir en vertu des Traités solennels conclus entre la Russie et la Sublime Porte.

A cet effet, nous Soussigné, par l'ordre et l'autorisation expresse de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, et son Altesse Réchid Pacha, Grand Vizir, et son Excellence Hali Pacha, Ministre des Affaires Etrangères de la Sublime Porte Ottomane, par l'ordre et l'au-

torisation expresse de Sa Majesté le Sultan, après nous être dûment expliqués et concertés ensemble, avons arrêté et conclu les Articles suivans:

Art. I. Vû les circonstances exceptionelles amenées par les derniers événemens, les deux Cours Impériales sont convenues qu'au lieu de suivre le mode établi par le règlement de 1831 pour l'élection des Hospodars de Moldavie et de Valachie, ces hauts fonctionnaires seront nommés par Sa Majesté le Sultan d'après un mode spécialement concerté pour cette fois entre les deux Cours dans le but de confier l'administration de ces provinces aux candidats les plus dignes et jouissant de la meilleure renommée parmi leurs compatriotes. Pour cette fois également, les deux Hospodars ne seront nommés que pour sept ans, les deux Cours se réservant un an avant l'expiration du terme fixé pour la présente transaction, de prendre en considération l'état intérieur des Principautés et les services qu'auraient rendus les deux Hospodars, pour aviser d'un commun accord à des déterminations ultérieures.

Art. II. Le Règlement Organique accordé aux Principautés en 1831 continuera à être en vigueur, sauf les changemens et les modifications dont l'expérience a prouvé la nécessité, notamment pour ce qui concerne les assemblées ordinaires et extraordinaires des Boyars. Dans le mode de composition et d'élection suivi jusqu'ici, ces réunions ayant donné lieu plus d'une fois à des conflits déplorables, et même à des actes d'insubordination ouverte, leur convocation restera suspendue, et les deux Cours se réservent de s'entendre au sujet de leur rétablissement sur des bases combinées avec toute la maturité requise à l'époque où elles jugeront que cette mesure pourrait être mise à exécution sans inconvenient pour le maintien du repos public dans les Principautés. Leurs fonctions délibératives seront provisoirement confiées à des Conseils ou Divans ad hoc formés des Boyars les plus notables et les plus dignes de confiance, et de quelques membres du haut clergé. Les attributions principales de ces Conseils seront l'assiette des impôts et l'examen du budget annuel dans les deux provinces.

Art. III. Afin de procéder avec toute la maturité nécessaire aux améliorations organiques que réclament la situation actuelle des Principautés et les abus administratifs qui s'y sont introduits, il sera établi deux Comités

de Révision, l'un à Yassi et l'autre à Bucarest, composés de Boyars les plus recommandables par leur caractère et leur capacité, auxquels sera déférée la tâche de reviser les règlemens existans et de signaler les modifications les plus propres à donner à l'administration du pays la régularité et l'ensemble qui leur ont souvent manqué.

Le travail de ces Comités sera soumis dans le plus bref délai possible à l'examen du Gouvernment Ottoman, qui, après s'être entendu avec la Cour de Russie, et avoir ainsi constaté l'approbation mutuelle, accordera aux dites modifications sa sanction définitive, qui sera publiée moyennant la forme usitée d'un Hatti-Shérif de Sa Majesté le Sultan.

Art. IV. Les troubles qui viennent d'agiter si profondément les Principautés ayant démontré la nécessité de prêter à leurs Gouvernemens l'appui d'une force militaire capable de réprimer promptement tout mouvement insurrectionnel et de faire respecter les autorités établies, les deux Cours Impériales sont convenues de prolonger la présence d'une certaine partie des troupes Russes et Ottomanes qui occupent aujourd'hui le pays; et notamment pour préserver les frontières de Valachie et de Moldavie des accidens de dehors, il a été décidé qu'on y laisserait pour le moment de 25,000 à 35,000 hommes de chacune des deux parts. Après le rétablissement de la tranquillité des dites frontières, il restera dans les deux pays par 10,000 hommes de chaque côté, jusqu'à l'achèvement des travaux d'amélioration organique, et la consolidation du repos intérieur des deux provinces. Ensuite les troupes des deux Puissances évacueront complètement les Principautés, mais resteront encore à portée d'y rentrer immédiatement, dans le cas où des circonstances graves survenues dans les Principautés réclameraient de nouveau l'adoption de cette mesure. Indépendamment de cela, on aura soin de compléter sans retard la réorganisation de la milice indigène, de manière à ce qu'elle offre par sa discipline et son effectif une garantie suffisante pour le maintien de l'ordre légal.

Art. V. Pendant la durée de l'occupation, les deux Cours continueront à faire résider dans les Principautés un Commissaire Extraordinaire Russe et un Commissaire Extraordinaire Ottoman. Ces Agens spéciaux seront chargés de surveiller la marche des affaires, et d'offrir

en commun aux Hospodars leurs avis et leurs conseils, toutes les fois qu'ils remarqueront quelques abus graves, ou quelque mesure nuisible à la tranquillité du pays. Les dits Commissaires Extraordinaires seront munis d'instructions identiques, concertées entre les deux Cours, et qui leur traceront leurs devoirs et le degré d'ingérence qu'ils auront à exercer dans les affaires des Principautés. Les deux Commissaires auront également à s'entendre sur le choix des Membres des Comités de Révision à établir dans les Principautés, ainsi qu'il a été dit à l'Article III. Ils rendront compte à leurs Cours respectives du travail de ces Comités, en y joignant leurs propres observations.

Art. VI. La durée du présent Arrangement est fixée au terme de sept années, à l'expiration duquel les deux Cours se réservent de prendre en considération la situation dans laquelle les Principautés se trouveraient alors, et d'aviser aux mesures ultérieures qu'elles jugeraient les plus convenables et les plus propres à assurer pour un long avenir le bien-être et la tranquillité de ces provinces.

Art. VII. Il est entendu que par le présent Acte, motivé par des circonstances exceptionnelles, et conclu pour un tems limité, il n'est dérogé à aucune des stipulations existantes entre les deux Cours à l'égard des Principautés de Valachie et de Moldavie, et que tous les Traités antérieurs, corroborés par l'Acte Séparé du Traité d'Andrinople, conservent toute leur force et valeur.

Les sept Articles qui précèdent ayant été arrêtés et conclus, notre signature et le cachet de nos armes ont été apposés au présent Acte, qui est remis à la Sublime Porte en échange de celui qui nous est remis par son Altesse le Grand Vizir et son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères précités.

Fait à Balta Liman, le $\frac{19.\ \text{Avril}}{1.\ \text{Mai}}$, 1849. (et de l'Hégire le 8 Djemasi-ul-Akhir, 1265).

(Signé) *Vladimir Titoff* (L. S.)

Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de Russie près la Sublime Porte Ottomane.

63.

Traité d'amitié et de commerce entre le Sultan de Lahedsch et la Grande Bretagne, signé le 7 mai 1849. *)

To secure commercial Advantages, with friendly Intercourse, Goodwill, and lasting Peace to both Powers, this Treaty is made, agreed to, sealed, and signed by those possessing full Power and Authority; viz. Sultan Ali Bin M'Hassan Foudthel, for himself, his Heirs and Successors, also for the Azeibee and Selamee Tribes and all other Tribes and Divisions of Tribes under his Government, Authority, or Control, and Stafford Bettesworth Haines, Esquire, Captain in the Indian Navy, and Political Agent, Aden, being invested with full Power so to do from the Right Honourable the Governor General of India; but it must be subject to the final Ratification of the Government of India.

Inasmuch as Peace and commercial Intercourse and Prosperity is good and desirable among all Nations, and particularly advantageons to the Powers above named, the Sultan Ali M'Hassan Foudthel of Lahej, in the Name of himself, Heirs, Successors, and all Tribes under his Government, Control, and Authority, and Captain Stafford Bethesworth Haines on the Part of the Right Honourable the Governor General of India, make this Agreement, that between the Two Governments shall exist a firm and lasting Friendship, and shall never be broken; and both Parties agree to, and ratify under Seal and Signature, the following Articles: —

Art. I. — In consideration of the Respect due to the British Government, Sultan Ali M'Hassan Foudthel binds himself to secure to the rightful Owners all Ground, Household or other Property, that may be within the Limits of his Territory belonging to the British Subjects of Aden, and that their Persons or Agents shall be safe and respected should they proceed inland to look after and collect the Rents of such Property, or for any other correct Purpose.

Art. II. — Sultan Ali M'Hassan Foudthel engages to

*) Ratifié de la part du Gouverneur général des Indes Orientales le 30 octobre 1849.

permit British Subjects, and all Inhabitants of Aden, to visit Lahej or any Part of his Territory, fore ither commercial Purposes or Pleasure Excursions. He will insure them Protection, and full Toleration of Religion, with the Exception of burning the Dead.

Art. III. — Should any British Subject become amenable to the Law, he is to be made over for Trial and Punishment to the Authorities at Aden.

Art. IV. — British Subjects may with the Permission of the Sultan of Lahej, hold in Tenure Land at Lahej or other Towns or Villages in his Territory, subject to his Law; and in like Manner may the Ryuts of the Sultan of Lahej hold Property in Aden, subject to British Law and Jurisdiction.

Art. V. — The Bridge of Khore Muksa, and the Plain between it and the Mountains of Aden, forming the Isthmus, is British Property, and no further North.

Art. VI. — Sultan Ali M'Hassan Foudthel binds himself to keep the Roads leading to Aden clear of plundering Parties, and protect all Merchandise passing through his Territory, punishing, if in his Power, all who plunder, molest, or injure others.

Art. VII. — Such Articles as the Sultan of Lahej may personally require for his own Household shall pass Aden free of all Customs Duty, and in like Manner all Government Property shall pass the Territories of the Sultan free from Transit Duty.

The Sultan of Lahej binds himself to levy only the following Transit Duties within his Territory upon all Goods passing into Aden from the Hills; viz., belonging to British Subjects: —

Wheat Jowari Flour Ghee Grapes and Fruits of all Kinds Honey Foah Dholl Senna Gums Frankincense Worrus Coffee Khaat	Two per Cent. upon Inland Value.

Vegetables Wood Grass and Kirby	Free of Duty, being the Growth of the Abdali Territory.

And Two per Cent. upon all Articles not enumerated.

Articles passing out from Aden into his Territory:

Outub Cotton	2 per Cent.
Snuff	2 —
Pepper	2 —
White and Cotton Cloths	2 —
Iron and Lead	2 —
Hookas	2 —
Dates	2 —

And Two per Cent. on all Articles not enumerated.

Art. VIII. — Sultan Ali M'Hassan Foudthel binds himself to encourage the Growth of all Kinds of European and native Vegetables for Aden Market.

Art. IX. — Sultan Ali M'Hassan Foudthel most solemnly attests the religious Sincerity of this Agreement, and moreover declares that in all Things relating to the Peace, Progress, and Prosperity of Aden he will lend his utmost Aid to support the Interest of the British, and will listen to, and, if possible, attend to the Advice of the British Government's Representative in all Matters.

Art. X. — Sultan Ali M'Hassan Foudthel further binds himself by Oath, that should any Breach of Faith or Trespass on the aforesaid Bond, either as concerning himself, Children, Relatives, Chiefs, or any other Person or Persons of his Tribe, or those in Authority under him or in his Pay, or by any Means connected with his Government or under his Jurisdiction, or should One or any One of the aforesaid Persons be in any Manner convicted of having been privy to, or accessory to, such Breach of Faith or Trespass on the Treaty, or of committing any Act of Plunder on the Roads leading to Aden through his Territory to take the whole Responsibility on himself, and to be answerable to the British Government; further, if he, or any other above mentioned, either openly or by secret Machination, protect any offender, and do not render entire Satisfaction to the British, and for any Breach of the above Articles, he freely and solemnly swears to relinquish all Claims to the Salary (hereafter mentioned) granted by the Right Honourable

the Governor General of India, and declares himself a perjured Man.

Art. XI. — Stafford Bettesworth Haines, Captain in the Indian Navy, and Political Agent at Aden being duly authorized, does hereby solemnly promise, in the Name of the Right Honourable the Governor General of India, to pay to Sultan Ali M'Hassan Foudthel, his Heirs and Successors, the Sum of Five hundred and forty-one German Crowns per Month, so long as he or they continue to act with Sincerity, Truth, and Friendship towards the British, and in every respect strictly adhering to the Terms of this Treaty.

This Treaty is concluded and agreed to this 7th Day of May in the Year of our Lord One thousand eight hundred and forty-nine.

(Seal of the (Signed) *Ali M'Hassan Foudthel*

Sultan of Lahej) (Signed) *Stafford Bettesworth Haines.*

(Seal) Captain I. N., and Political Agent at Aden.

(Seal) (Signed) *Dalhousie.*

64.

Protocole d'une conférence tenue à Londres, le 8 mai 1849, entre les Plénipotentiaires de France et de la Grande Bretagne, concernant la réduction de la force navale française, établie, sur la côte occidentale de l'Afrique, pour la répression de la Traite des Noirs.

Texte français.

Les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne et de France s'étant réunis pour prendre en considération certains objets relatifs à l'exécution de la Convention entre leurs Majestés la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et le Roi des Français, signée à Londres le 29 Mai, 1845, pour la suppression de la Traite des Noirs;

Le Plénipotentiaire de France a fait observer que attendu que, par l'Article Ier de la dite Convention il est stipulé que, "Afin que le pavillon de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et celui de Sa Majesté le Roi des Français, ne puissent être usurpés, contrairement au droit des gens et aux lois en vigueur dans les deux pays, pour couvrir la Traite des Noirs, et afin de pourvoir plus efficacement à la suppression de ce Trafic, Sa Majesté le Roi des Français s'engage à établir, dans le plus court délai possible, sur la côte occidentale de l'Afrique, depuis le Cap Verd jusqu'au 16° 30' de latitude méridionale, une force navale composée au moins de 26 croiseurs, tant à voile qu'à vapeur; et Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande s'engage à établir dans le plus court délai possible, sur la même partie de la côte occidentale d'Afrique une force navale composée au moins de 26 croiseurs, tant à voile qu'à vapeur;" et le Plénipotentiaire Français a fait observer en outre, que les fonctions des croiseurs Français ayant presque uniquement pour objet de prévenir la Traite des Esclaves sous pavillon Français le Gouvernement Français n'ayant pas de Traité de droit de visite réciproque avec les pays

64.

Protocole d'une conférence tenue à Londres, le 8 mai 1849, entre les Plénipotentiaires de France et de la Grande Bretagne concernant la réduction de la force navale française, établie, sur la côte occidentale de l'Afrique, pour la répression de la Traite des Noirs.

(Texte anglais.)

The Plenipotentiaries of Great Britain and France having met to take into consideration certain matters connected with the execution of the Convention between their Majesties the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the King of the French, signed at London on the 29th of May, 1845, for the suppression of the Traffic in Slaves;

The Plenipotentiary of France represented that whereas, by Article I of the said Convention it is stipulated that, "in order that the flags of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of His Majesty the King of the French, may not, contrary to the law of nations and the laws in force in the 2 countries, be usurped to cover the Slave Trade, and in order to provide for the more effectual suppression of that Traffic, His Majesty the King of the French engages, as soon as may be practicable, to station on the west coast of Africa, from Cape Verde to 16° 30′ south latitude, a naval force of at least 26 cruizers, consisting of sailing and steam-vessels; and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland engages, as soon as it may be practicable, to station on the same part of the west coast of Africa a naval force of not less than 26 cruizers, consisting of sailing-vessels and steam-vessels;" and the French Plenipotentiary further represented, that whereas the functions of the French cruizers are chiefly limited to preventing the Slave Trade under the French flag, the French Government having no Treaties of mutual right of search with those countries under whose flags the Slave Trade

sous le pavillon desquels la Traite se fait maintenant, et que, conséquemment, dans de telles circonstances, le nombre de 26 croiseurs que le Gouvernment Français, en vertu de la dite Convention, est dans l'obligation de maintenir, se trouve plus considérable qu'il n'est nécessaire pour l'accomplissement du but que l'escadre Française est dans la possibilité d'atteindre; le Gouvernment Français propose que, par un accord mutuel, il ait la faculté de réduire à 12 le nombre de ses croiseurs, promettant dans le cas où les circonstances exigeraient qu'un nombre plus considérable de bâtimens fût requis, il serait prêt à l'augmenter.

Le Plénipotentiaire Britannique a répondu, en déclarant que le Gouvernment de Sa Majesté Britannique souscrit à cette proposition faite au nom du Gouvernement Français, sous la condition ci-dessus convenue que si, par un changement quelconque de circonstances, un nombre plus considérable de croiseurs Français devait être requis, le Gouvernement Français augmenterait ce nombre en conséquence. Et le présent Protocole fait foi de cet accord mutuel.

Cecille *Palmerston.*

65.

Articles additionels à la convention postale, conclue entre la Grande Bretagne et les Etats-Unis le 15. Décembre 1848. Signés à Washington, le 14 Mai 1849).*

In pursuance of Article XXI of the Convention of December 15, 1848, between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the United States of America, which leaves to the 2 Post Offices the regulation, as soon as possible after the exchange of ratifications of the said Convention, of the form in which the accounts for the transmission of correspondence are to be made up, as well as of all other matters of detail, which are to be arranged by mutual consent for ensuring the execution of the stipulations contained in the said Convention;

---

*) Nous avons cru devoir omettre quelques annexes qui ne contiennent que des modèles.

is now carried on, and that consequently under these circumstances the number of 26 cruizers which the French Gouvernment are bound by the said Convention to maintain is found to be greater than is necessary for any purposes which the French squadron can accomplish; the French Government propose that by mutual agreement they should be allowed to reduce the number of their cruizers to 12, promising that if by any change of circumstances a larger number should be required, they would be ready to increase that amount.

The British Plenipotentiary hereupon declared that the Government of Her Britannic Majesty agrees to this proposal on the part of the Government of France, upon the promised condition that if by any change of circumstances, a larger number of French cruizers shall be required, the French Government will increase that number accordingly; and this mutual agreement is hereby recorded in the present Protocol.

Palmerston. *Cecille.*

The undersigned, duly authorized for that purpose by their respective offices, have agreed upon the following Articles:

Chapter I.— Regulations between the respective Offices of Exchange.

Art. I. The following shall be the regulations for the exchange of mails between the United Kingdom and the United States:

There shall be an exchange of mails between the following offices:

1. Between London and Boston, by way of Liverpool and Boston direct, and also by way of Liverpool and New York.

2. Between London and New York, by way of Liverpool

and New York, direct, and also by way of Liverpool and Boston.

3. Between Liverpool and Boston direct, and also by way of New York.

4. Between Liverpool and New York direct, and also by way of Boston.

5. Between London and New York, by way of Southampton.

6. Between Southamton and New York direct.

II. When the packets are dispatched from Liverpool to Boston direct, the mails forwarded from the offices of London and Liverpool to the office of Boston, shall comprise the correspondence for all parts of the United States (with the exception of New York), and for countries in transit through the United States.

The mails for New York shall comprise all the correspondence for that city.

III. When the packets are dispatched from Liverpool to New York direct, the mails forwarded from the offices of London and Liverpool to the office of New York, shall comprise the correspondence for all parts of the United States (with the exception of Boston), and for countries in transit through the United States.

The mails for Boston shall comprise all the correspondence for that city.

IV. Reciprocally, when the packets are dispatched from Boston, or from New York to Liverpool, the mails forwarded from the offices of Boston and New York to the office of Liverpool, shall comprise the correspondence for all parts of the United Kingdom, with the exception of the city of London and its suburbs.

The mails for London shall comprise all the correspondence for that city and its suburbs, and for countries in transit through the United Kingdom.

V. When the packets are dispatched from Southampton to New York, the mails forwarded from the offices of London and Southampton shall comprise the correspondence for all parts of the United States, and for countries in transit through the United States.

VI. When the packets are dispatched from New York to Southampton, the mails forwarded from the office of New York to the office of London, shall comprise the correspondence for all parts of the United Kingdom (with the exception of Southampton), and foreign coun-

tries (France and countries on the continent of Europe addressed viâ Southampton and Havre excepted), and for British colonies and possessions in transit through the United Kingdom.

The mails for Southampton shall comprise all the correspondence for that town, and for France and for countries on the continent of Europe, specially addressed viâ Southampton and Havre.

VII. If, hereafter, it should be deemed necessary to make a direct exchange of mails between other offices than those mentioned in Article I of the present Articles, other offices of exchange may be established by mutual agreement between the two offices.

Chapter II. — Regulations respecting the Exchange of Correspondence, Progressive Rates of Postage, &c.

VIII. The respective offices shall mutually account to each other for the portion of the postage of the correspondence exchanged between them which is due to each both for that of the letters not prepaid, and also for that of the letters which are prepaid.

On all prepaid letters sent from one office of exchange to another, there shall be distinctly marked in red ink, in the upper right-hand corner of each letter, the amount due to the country to which sent; and, in like manner, on all unpaid letters there shall be marked in black ink, the amount due to the country from which forwarded.

When either country is entitled to the packet or sea rate of postage in addition to its inland, the 2 rates shall be combined and marked in 1 sum on each letter.

IX. With respect to letters above the weight of a single letter, which is fixed at ½ an ounce in either country, the respective offices in accounting to each other, shall employ the following scale of progression;

For every letter not exceeding ½ an ounce in weight, 1 single rate.

Above ½ an ounce, but not exceeding 1 ounce, 2 rates.

Above 1 ounce, but not exceeding 2 ounces, 4 rates.

Above 2 ounces, but not exceeding 2 ounces, 6 rates.

Above 2 ounces, but not exceeding 4 ounces, 8 rates; and so on, 2 rates being added for every ounce or fraction of an ounce.

X. The correspondence of every description which may be forwarded from one office to another shall be inclosed in sealed or locked bags, and each class of correspondence shall be tied up separately. and distinguished by a label, showing under what article in the letter-bill such correspondence is comprised.

XI. When closed mails are forwarded, under the stipulations contained in Articles V, VI, VII, and VIII, of the Convention of December 15, 1848, from the United Kingdom through the United States, or from the United States through the United Kingdom, the office which dispatches the mails shall insert the net weight of the letters, and the number of newspapers contained in such mails in the letter-bill, in the Table prepared for that purpose; and, in like manner, when closed mails are received in the United Kingdom through the United States, or in the United States through the United Kingdom, the office which receives the mails, shall insert the net weight of the letters, and the number of newspapers contained in such mails, in the acknowledgment of receipt, which is to be returned by the next post.

XII. When closed mails are forwarded from one part of the United States to another part, through the territory of British North America, or from one part of British North America to another part, through the territory of the United States, the office which dispatches the mails shall send a letter-bill, in which shall be entered the net wheight of the letters, and the number of newspapers contained in such mails.

The letter-bill shall be addressed to the Post Office of the country through which the mail is forwarded, and shall be according to the form (A), annexed to the present Articles.

XIII. Letters originating in the United States, and addressed to the foreign countries and British colonies and possessions contained in Table (B), and letters originating in the United Kingdom, and addressed to the foreign countries and United States' possessions contained in Table (C), annexed to the present Articles, and, vice versâ, letters originating in such foreign countries, British colonies and possessions, and United States' possessions, and addressed to the United Kingdom, or the United States, shall be delivered by one office

to the other free of all postage, whether packet or inland.

XIV. With respect to letters passing through either country which cannot be forwarded unless the postage be paid in advance, the office of the United States shall pay to the British office the rates of British and foreign postage set against the names of the respective foreign countries and British colonies and possessions in Table (D), annexed to the present Articles; and, in like manner, the British office shall pay to the office of the United States the rates of United States' postage set against the names of the respective foreign countries and United States' possessions and territories in Table (E), annexed to the present Articles.

Chapter III. — Letter-Bills, Acknowledgments of Receipts, Accounts, etc.

XV. Every mail passing between the respective offices of exchange in the United Kingdom and the United States, shall be accompanied by a letter-bill, specifying the amount of postage due to each office on each class of correspondence.

The office to which the mail is addressed shall return by the next post an acknowledgment of receipt to the office from which it was transmitted.

The letter-bills and acknowledgments of receipt shall be made according to the forms (F and G) agreed upon and annexed to the present Articles.

XVI. If it should happen at the usual period for making up the mails, that there should not be any letter or other correspondence from either of the offices of exchange, a blank letter-bill shall nevertheless be forwarded to the corresponding office.

XVII. The letter-bills and acknowledgments of receipt, indicating the correct amount of postage due to each office, shall serve as vouchers to the quarterly accounts.

If, in checking the mails transmitted to the respective offices of exchange, the amount of postage of any of the articles shall be found to differ from that entered in the letter-bill by the dispatching office, such articles shall be checked by 2 officers, and the corrected amount, which is entered by them on the verification side of the letter-bill, shall be accepted as the true amount.

XVIII. Accounts, showing the results of the mutual transmission of correspondence between the United Kingdom and the United States, shall be made out at the end of every quarter by the General Post Office in London, and having been examined, compared, and settled by the General Post Office in Washington, the balance shall be paid without delay by that office which shall be found indebted to the other.

The quarterly accounts shall be made out according to the forms (H) and (I) annexed to the present Articles.

Chapter IV. — Dead, Mis-sent, and Returned Letters.

XIX. Dead letters, newspapers, etc., which cannot be delivered, from whatever cause, shall be mutually returned after the expiration of every month, or otherwise, as the regulations of each office will admit.

Such of those letters, etc., as shall have been charged in the account, shall be returned for the same amount of postage which was originally charged by the sending office, and shall be allowed in the discharge of the office to which they were transmitted.

The forms (K and L) to be used in claiming the return of postage, and to accompany such dead letters, newspapers, etc., are annexed to the present Articles.

XX. With respect to dead letters, etc., which may have been received in closed mails, or which cannot be produced by the office which has to claim the amount, they shall be admitted for the same weight and amount of postage which was originally charged upon such dead letters, etc., in the accounts of the respective offices, on a declaration, or on lists vouching for the amount of postage demanded, signed by the inspector of the dead letter office, or other officer duly authorized for that purpose.

XXI. Letters misdirected or mis-sent, or which may require the prepayment of the postage, shall be reciprocally returned, without delay, through the respective offices of exchange, and credit taken in the letter-bill for the amount of postage originally charged upon them.

Re-directed letters addressed to persons who have changed their residences, shall be mutually returned by the 1st post, charged with the rates of postage which would have been paid by the parties to whom they are addressed.

XXII. Letters sent for the purpose of annoying or injuring the parties to whom they are addressed (the postage on which either office may think proper to return), even though they may have been opened, are to be included and admitted with the dead letters.

XXIII. Whereas, by Article XIII of the Convention of December 15, 1848, it is stipulated that letters posted in the United States, addressed to the British Nord American provinces, or vice versâ, shall be charged according to the rates of postage which are now, or which shall hereafter be, in operation in the United States and in the British North American provinces for inland letters; and whereas, by Article XIV of the said Convention, it is further stipulated that the rates of postage fixed by the preceding Article shall be combined into 1 rate, of which payment in advance shall be optional, both in the United States and in the British North American provinces, and that it shall not be permitted to pay less than the whole rate; and as, owing to the various rates of postage now in operation in the 2 countries, which are governed by the distance that letters have to be conveyed in each, depending upon the point of intercommunication where the correspondence passes from one country to the other, it will not be possible to determine by previous regulations the true combined rates to which letters will be liable; and as therefore it will not be practicable to prescribe such forms, and settle such details as will carry the said Articles into due effect, it is agreed that further efforts for the adjustment of such forms and details, for carrying into operation Articles XIII and XIV of the Convention of December 15, 1848, shall be postponed, until such alterations be made in the rates of postage as will allow of the provisions of the said Articles being effectually carried out, according to the true intent and meaning of the same.

XXIV. The present Articles, so far as they are not already in force, shall come into operation on the 1st day of July next.

Done in duplicate, in the city of Washington, the 14th day of May, 1849.

H. Bourne. *S. R. Hobbie.*

(Approved) *Clanricarde.*

(B.)—List of Foreign Countries and British Colonies and Possessions, to or from which Letters passing in transit through the United Kingdom, must be mutually delivered by one Office to the other free of all Postage, whether Packet or Inland.

Alexandria, City of, vià Marseilles.
Algeria.
Austria, and the Austrian States.
Baden.
Bavaria.
Belgium.
Bremen, Free City of.
Brunswick.
Beyrout, City of, vià Marseilles.
Dardanelles, The, vià Marseilles.
Denmark.
France.
German States.
Gibraltar.
Greece, vià Marseilles.
Hambourgh and Cuxhaven.
Hanover.
Holland.
Hong Kong (China), Island of.
Ionian Islands.
Lubeck, Free City of.
Malta, Island of.
Mecklenburg-Schwerin.
Mecklenburg-Strelitz.
Moldavia.
Naples, Kingdom of, vià Marseilles.
Norway.
Oldenburg.
Poland.
Prussia.
Roman, or Papal States.
Russia.
Saxony.
Scutari, } Cities of, vià Marseilles.
Smyrna, }
Sweden.
Switzerland.
Turkey in Europe.
Tuscany, vià Marseilles.
Venetian States.
Wallachia.
Wurtemberg.
West Indies, etc., British, viz.:
Antigua, Bahamas,
Barbados, Berbice,
Cariacou, Demerara,
Dominica, Essequibo,
Grenada, Honduras,
Jamaica, Montserrat,
Nevis, St. Kitts, St. Lucia,
St. Vincent, Tobago,
Tortola, Trinidad.

(C.) — List of Foreign Countries and American Possessions, to or from which Letters passing in transit through the United States, must be mutually delivered by one Office to the other, free from all Postage, whether Packet or Inland.

Nil.

(D.) — List of Foreign Countries and British Colonies and Possessions, with the Rates of Postage on Letters to or from the United States of America, when conveyed viâ the United Kingdom; which Rates are to be paid by the Post Office of the United States to the British Post Office.

Names of Countries, etc.	Rate per Single Letter, when conveyed between Great Britain and the United States. By British Packet. Not exceeding ½ oz.			By United States' Packet. Not exceeding ½ oz.			Routes, Ports of Arrival in or Departure from the United Kingdom.
	s.	d.	Cents.	s.	d.	Cents.	
Aden, Asia	1	8	40	1	0	24	Southampton.
Australia	2	0	48	1	4	32	„ and India.
„ by private ship	1	4	32	0	8	16	Various.
Azores, Islands	2	5	58	1	9	42	Southampton and Lisbon.
Bourbon, Borneo } Islands of	2	0	48	1	4	32	„ and India.
Brazil	3	5	82	2	9	66	Falmouth.
Buenos Ayres	3	3	78	2	7	62	„
Canary Islands	2	6	60	1	10	44	„
Cape de Verde Islands	2	6	60	1	10	44	Uncertain.
Ceylon, Island of	1	8	40	1	0	24	Southampton.
China	1	8	40	1	0	24	„
Egypt, Greece	2	2	52	1	6	36	„
Heligoland, Island of	1	2	28	0	6	12	London.
Indies, East	1	8	40	1	0	24	Southampton.
Java, Labuan	2	0	48	1	4	32	„ and India.
Lucca, Modena	1	1	26	0	5	10	Viâ France.
Madeira, Island of	2	6	60	1	10	44	Southampton.
Mauritius	1	8	40	1	0	24	„ and India.
Moluccas	2	0	48	1	4	32	„ „
Monte Video	3	3	78	2	7	62	Falmouth.
New Granada	1	8	40	1	0	24	Southampton.
New South Wales	2	0	48	1	4	32	„ and India.
„ „ by private ship	1	4	32	0	8	16	Various.
New Zealand	2	0	48	1	4	32	Southampton and India.
„ by private ship	1	4	32	0	8	16	Various.

Names of Countries, etc.	Rate per Single Letter, when conveyed between Great Britain and the United States. By British Packet. Not exceeding ½ oz. s.	d.	Cents.	By United States Packet. Not exceeding ½ oz. s.	d.	Cents.	Routes, Ports of Arrival in or Departure from the United Kingdom
Parma and Placentia	1	1	26	0	5	10	Viâ France.
Philippine Islands	1	8	40	1	0	24	Southampton.
Portugal	2	5	58	1	9	42	"
Sierra Leone	1	8	40	1	0	24	Uncertain.
Spain	2	10	68	2	2	52	Southampton.
Sumatra, Island of	2	0	48	1	4	32	" and India.
Syria	2	2	52	1	6	36	Southampton.
Van Diemen's Land	2	0	48	1	4	32	" and India.
Venezuela	1	8	40	1	0	24	Southampton.
West Indies, Foreign, viz., Cuba.	2	11	70	2	3	54	"
Guadaloupe, Hayti, Martinique, Porto Rico, St. Croix, St. Eustatius, St. Martin, St. Thomas	2	1	50	1	5	34	"
Any British Colony or Foreign Country, when conveyed to or from the United Kingdom by private ships	1	4	32	0	8	16	Various.

List of Foreign Countries and British Colonies and Possessions etc. — continued.

Names of Countries, etc.		Rate per Single Letter, when conveyed between Great Britain and the United States — By British Packet — Under ¼ oz.			By United States' Packet — Under ¼ oz.			Routes, Ports of Arrival in or Departure from the United Kingdom.
		s.	d.	Cents.	s.	d.	Cents.	
Aden Asia . . . . . . East Indies . . . . . Ceylon, Island of . . China . . . . Hong Kong. Island of Mauritius . . . . . . Philippine Islands . .	British	2	1	50	1	5	34	By closed mail, vià Marseilles.
	Foreign	0	5	10	0	5	10	
Total		2	6	60	1	10	44	
Australia . . . . New Zealand . . . . Van Diemen's Land . Bourbon. Borneo . . Java Labuan . . . . Moluccas, Sumatra, or any other place in the Indian Achipelago	British	2	5	58	1	9	42	,, ,,
	Foreign	0	5	10	0	5	10	
Total		2	10	68	2	2	52	
Egypt . . . . Syria	British	1	11	46	1	3	30	,, ,,
	Foreign	0	5	10	0	5	10	
Total		2	4	56	1	8	40	
Egypt . . . . Syria . . . . Sicily, Island of . . . Tunis, Africa	British	1	1	26	0	5	10	By French Packet, vià Marseilles.
	Foreign	0	10	20	0	10	20	
Total		1	11	46	1	3	30	
Sardinia . . . . Spain	British	1	1	26	0	5	10	Vià France.
	Foreign	0	5	10	0	5	10	
Total		1	6	36	0	10	20	

Note — The foreign portion of the above rates is to be charged according to the following scale, viz.:

Weighing under ¼ oz. . . . . 1 rate.
,, ¼ oz. and under ½ oz. . . . . 2 ,,
,, ½ ,, ¾ ,, . . . 3 ,,
,, ¾ ,, 1 ,, . . . 4 ,,
,, 1 ,, 1¼ ,, . . . 5 ,,

And so on, an additional rate being charged for each ¼ of an ounce.

(E.)—List of Foreign Countries and United States' Possessions and Territories, which, by the Laws of the United States, are beyond the limit of their Established Post Routes, with the Rates of Postage on Letters to and from the United Kingdom when conveyed vià the United States; which Rates are to be paid by the Post Office of the United Kingdom to the Post Office of the United States.

Names of Countries, etc.	Rate per Single Letter, when conveyed between the United States and Great Britain. By United States' Packet. Not exceeding ½ oz.	By British Packet. Not exceeding ½ oz.	Routes, Ports of Arrival in or Departure from the United States.
	Cents.	Cents.	
Canada . . . . . . / New Brunswik . .	26	10	By the General mail.
Havana	28½	12½	By United States' Packet from Charleston.
California . . . . . / Oregon	56	40	
Panama	46	30	By united States' Packet from New York.
Chagres	36	20	
Any place in the West Indies or Gulf of Mexico .	21	5	By British Packet from New York.
„ „ „	26	10	„ Mobile.

66.

*Convention conclue entre le Général commandant l'armée autrichienne et et les autorités de Bologne pour la capitulation de cette ville, signée devant Bologne, le 16 mai 1849 *).*

(Traduction)

Quartier général, villa Soldrini, devant Bologne, le 16 mai 1849.

Dans le but de faire cesser le siège de la ville de Bologne, cernée par les troupes impériales autrichiennes

*) Voir le Moniteur universel du 24 mai 1849.

qui doivent en prendre possession au nom de sa Sainteté, une nombreuse députation s'est présentée aujourd'hui, ayant à sa tête le cardinal - archevêque Opizoni, et composée de la magistrature municipale avec le sénateur Antoine Janolini, des chefs de la troupe de ligne, de la garde civique et du corps des carabiniers. Les conditions suivantes ont été arrêtées:

1° Seront immédiatement livrées aux troupes impériales les portes de San - Felice, Gallien et Castiglione, et l'on commencera par les débarrasser.

2° Tous les canons de la ville seront transférés et gardés au palais apostolique.

3° En seront garants les troupes de ligne, la garde civique, le corps des carabiniers, chargés simultanément de maintenir l'ordre public. Les troupes régulières prêteront serment de fidelité au souverain pontife Pie IX;

4° Toutes les autres armes à feu, les armes blanches appartenant au gouvernement ou aux particuliers devront être déposées immédiatement près de la porte Castiglione, où elles seront reçues par une commission spéciale composée d'officiers autrichiens et d'habitants de Bologne;

5° Aucun des habitants de Bologne ne sera inquiété par les troupes impériales, eût - il même agi contre elles;

6° La magistrature municipale de Bologne se charge d'envoyer promptement la présente convention dans les autres cités et communes des légations, pour empêcher toute résistance éventuelle et hâter l'entière pacification.

Le général de cavalerie, gouverneur militaire et civil de Bologne et de Ferrare.

Gorezkowski.

Le feld-maréchal-lieutenant, commandant la division impériale dans la Romagne.

Wimpffen.

Le colonel d'état-major général.

Magy.

Et S. Ex. le cardinal-archevêque.

Opizoni.

Janolini, sénateur.

Marescotti, colonel.

67.

*Traité entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg pour la réunion des troupes de ce Duché à l'armée prussienne, signé à Berlin, le 16 mai 1849 *).*

Nachdem Sr. Majestät dem Könige von Preussen von Sr. Hoheit dem Herzoge zu Anhalt Bernburg der Wunsch eines Anschlusses des Anhalt-Bernburgschen Militair-Kontingents an die Preussische Waffenmacht für den Fall zu erkennen gegeben worden ist, dass durch Bestimmungen der an die Stelle der bisherigen Bundes-Kriegsverfassung tretenden Deutschen Wehr-Verfassung die Anhaltischen Staaten verpflichtet werden sollten, ihre Kontingente mit andern Kontingenten der Deutschen bewaffneten Landmacht zu vereinigen, oder sich denselben anzuschliessen, und Se. Majestät der König von Preussen nach vorläufig erfolgter Zustimmung der provisorischen Deutschen Centralgewalt im Interesse der dadurch herbeizuführenden Vermehrung der Wehrkraft Deutschlands auf diesen Wunsch bereitwillig eingegangen sind; so haben Behufs der Abschliessung eines dieserhalb zu treffenden Uebereinkommens zu Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine Majestät der König von Preussen: Allerhöchst Ihren Obersten und Director des Allgemeinen Kriegs-Departements im Kriegsministerium, v. Griesheim,
und
Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath v. Bülow;

Seine Hoheit der Herzog von Anhalt-Bernburg: Höchst Ihren Kammerherrn, den Landrath v. Krosigk auf Gröna,

welche nach vorausgegangener Unterhandlung über folgende Artikel, unter Vorbehalt der beiderseitigen Aller-

*) Ratifié le 24 mai 1849 par la Prusse et le 10 juin 1849 par Anhalt-Bernbourg. Par une convention, signée le 24 février 1850, on a donné à l'article 4 la rédaction suivante:

Die Preussischen Befehlshaber üben die Disciplinar-Strafgewalt über die Anhalt-Bernburgschen Truppen sowohl während des Zusammentritts derselben mit der Preussischen Armee, als auch für die Zeit, wo solcher Zusammentritt nicht Statt findet, nach Massgabe der Preussischen gesetzlichen Bestimmungen aus; doch steht dem Befehlshaber der Anhalt-Bernburgschen Truppen, so lange dieselben mit den Königlich Preussischen nicht zusammentreten, die Disciplinar-Strafgewalt eines Preussischen Regimentscommandeurs zu.

höchsten und Höchsten Ratification, so wie definitiver Zustimmung der Centralgewalt für Deutschland, sich geeinigt haben.

Art. 1. Das Militair-Kontingent des Herzogthums Anhalt-Bernburg wird, unbeschadet der Militair-Hoheit des gedachten Herzogthums, mit der Königlich Preussischen Armee vereinigt.

Das Kontingent besteht, sobald die neue Formation erfolgt ist:

a. aus einem Bataillone, welches dem Königl. Preuss. 26sten Linien-Infanterie-Regimente, und

b. aus einer Schwadron, welche dem Königl. Preuss. 7ten Kürassier-Regimente

angeschlossen werden.

Die Bestimmung sub b. kommt jedoch nur alsdann zur Ausführung, wenn das Herzogthum Anhalt-Bernburg nicht wie bisher nach der Bestimmung der Deutschen Centralgewalt von der Gestellung von Kavallerie zur Deutschen Landmacht befreit bleiben sollte.

Sollte ein Wechsel in den Garnisonen der genannten Königlich Preussischen Truppen Statt finden, so werden die betheiligten Anhaltschen Truppen stets den nächsten Preussischen Truppen ihrer Waffe zugetheilt.

Art. 2. Der Oberbefehl über das mehrgedachte Herzoglich Anhalt-Bernburgsche Kontingent steht Seiner Hoheit dem Herzoge von Anhalt-Bernburg zu. Dieser Oberbefehl geht jedoch von dem Augenblicke an, wo ein Zusammentritt der Truppen mit der Preussischen Armee erfolgt, und so lange derselbe dauert, auf Se. Majestät den König von Preussen über.

Art. 3. Die betheiligten Anhalt-Bernburgschen Truppen nehmen alle in Beziehung auf das Militairwesen jetzt bestehenden und künftig zu erlassenden Preussischen reglementarischen Vorschriften, Straf- und Disziplinar-Verordnungen, sowie die das Straf- und Disciplinar-Verfahren betreffenden Gesetze, ferner die Gehalts- und Verpflegungs-Regulative, letztere wenn auch nur nach und nach, an, jedoch bleibt es wegen Ergänzung der Truppen, Feststellung der Dienstzeit, Befreiung vom Militairdienste, bei den Bernburgschen Gesetzen, welche mit den Preussischen möglichst in Konformität gebracht werden sollen.

Art. 4. Eine Disciplinar-Strafgewalt üben die Preussischen Befehlshaber über die Anhalt-Bernburgschen Truppen, so lange ein Zusammentritt derselben mit der Preussi-

schen Armee nicht Statt findet, nicht aus; der Kommandeur der betheiligten Anhaltschen Truppen erhält vielmehr in dieser Beziehung unter der obigen Bedingung die Befugnisse eines Preussischen Regiments-Kommandeurs.

Während des Zusammentritts dagegen wird die Disciplinar-Strafgewalt von den Preussischen Befehlshabern nach Massgabe der Preussischen gesetzlichen Bestimmungen ausgeübt.

Art. 5. Die gleiche Bestimmung gilt für die Jurisdictions-Verhältnisse; es erfolgt jedoch die Bestätigung der kriegsrechtlichen Erkenntnisse ohne Ausnahme von Sr. Hoheit dem Herzoge von Anhalt-Bernburg.

Art. 6. Die Dienst- und Uebungszeit ist so zu ordnen, dass zu den Haupt-Uebungen im Herbste die Truppen vollzählig und nur mit Mannschaften erscheinen, welche mindestens bereits 6 Monate dienen.

Art. 7. Die Anhalt-Bernburgschen Truppen nehmen jährlich an den Herbst-Uebungen der Königl. Preuss. 7ten Division Theil, in der Regel während 14 Tagen.

Art. 8. Ausserdem können dieselben von dem Divisions- und jedem der betreffenden Brigade-Kommandeure zweimal im Jahre, so wie von den betreffenden Regiments-Kommandeuren nach Bedürfniss inspicirt werden.

Art. 9. In Rücksicht darauf, dass die Formation von ¼ Batterie als für sich bestehender Truppenkörper unzulässig ist, übernimmt Preussen die Stellung der von Anhalt-Bernburg aufzubringenden Artillerie.

Art. 10. Die Kosten, welche durch die Ausführung der Festsetzungen in den Artikeln 7. und 8 entstehen, werden von der Herzoglich Anhalt-Bernburgschen Regierung getragen.

Art. 11. Alle schriftlichen Verhandlungen über dienstliche Angelegenheiten finden direkt zwischen dem Kommando der 7ten Preussischen Division und dem Kommando des Anhalt-Bernburgschen Kontingents Statt. Das Herzoglich Anhalt-Bernburgsche Ministerium tritt in direkte Geschäfts-Verbindung mit dem Königlich Preussischen Kriegs-Ministerium.

Art. 12. Junge Männer aus dem Herzogthum Anhalt-Bernburg, welche nach Preussischem Gesetze die Berechtigung zum einjährigen freiwilligen Dienst besitzen würden, können unter gleichen Bedingungen, wie jeder Preusse, bei jedem Preussischen Truppentheile als Freiwillige ihrer Militairpflicht genügen.

Art. 13. Diejenigen dem genannten Herzogthume angehörigen jungen Leute, welche auf Beförderung zu dienen beabsichtigen, legen die Prüfungen zum Portepeefähnrich und Offizier bei den Preussischen Examinations-Kommissionen ab, und werden dabei nach Preussischen Grundsätzen behandelt. Behufs ihrer Vorbildung zum Offizier-Examen ist ihnen der Besuch der betreffenden Divisions-Schule, so wie der Artillerie und Ingenieur-Schule zu Berlin, unter den für die Preussischen Portepeefähnriche und Offiziere bestehenden Bedingungen gestattet.

Art. 14. Die Offiziere haben unter denselben Bedingungen, wie Preussische Offiziere, die Berechtigung, in angemessener Zahl die allgemeine Kriegsschule zu Berlin zu besuchen; auch können die Infanterie- und Kavallerie-Offiziere in dem Turnus der Preussischen Regimenter zum Lehr-Bataillone resp. zur Lehr-Schwadron unter Genehmigung der beiderseits kontrahirenden Staats-Regierungen kommandirt werden.

Art. 15. Nach erlangtem Zeugniss der Reife erfolgt die Ernennung resp. zum Portepeefähnrich und zum Seconde-Lieutenant durch Se. Hoheit den Herzog von Anhalt-Bernburg.

Art. 16. In gleicher Weise findet die Beförderung innerhalb des Etats zum Premier-Lieutenant und Hauptmann oder Rittmeister Statt, jedoch muss dem Beförderungs-Vorschlage ein Zeugniss des Preussischen Regiments-, Brigade- und Divisions-Kommandeurs über die Diensttüchtigkeit beigefügt werden.

Art. 17. Die Hauptleute und Rittmeister der Anhalt-Bernburgschen Truppen rangiren in Rücksicht auf ihre Beförderung zum Stabsoffizier mit den gleichnamigen Chargen in der Preussischen Armée. Die Betreffenden erhalten bei solcher Beförderung, je nachdem sie bei Preussischen oder Anhaltschen Truppen angestellt werden, das Patent von Sr. Majestät dem Könige oder von Sr. Hoheit dem Herzoge von Anhalt-Bernburg.

Art. 18. Die weitere Beförderung der Stabsoffiziere erfolgt gemäss ihrer Preussischen Anciennität und nach den für die Preussische Armee geltenden Grundsätzen.

Art. 19. Ueber Versetzungen von Offizieren des betheiligten Anhaltschen Kontingents in die Preussische

Armee und umgekehrt haben sich die beiderseits kontrahirenden Staatsregierungen zu einigen.

Art. 20. Die Herzoglich Anhalt-Bernburgsche Regierung verpflichtet sich, bei den eintretenden Vermehrungen und Neu-Formationen sowohl als sonst, nur Offiziere, deren Qualification von Seiten des Königl. Preussischen Kriegs-Ministeriums anerkannt worden ist, und zwar nur in den von dem gedachten Kriegs-Ministerium zugestandenen Chargen und Graden anzustellen.

Art. 21. Die Pensionirung der Anhalt-Bernburgschen Offiziere erfolgt nach dem Preussischen Pensions-Reglement und aus der Preussischen Militair-Pensions-Kasse. Sie leisten dagegen zu derselben den Beitrag nach den Preussischen Sätzen. Da indessen diese Beiträge bei Weitem nicht zur Deckung der Pensionen ausreichen, so zahlt die Herzoglich Anhalt-Bernburgsche Regierung ausserdem an Preussen einen, durch eine besondere Berechnung festzustellenden, den Zuschuss deckenden Beitrag.

Art. 22. Eine Dislokation der Anhahlt-Bernburgschen Truppen in Preussische Landestheile, gegen Verlegung Preussischer Truppen in das Anhalt-Bernburgische Gebiet, geschieht nur unter Vereinbarung beider Regierungen.

Art. 23. Die Königlich Preussische Regierung erbietet sich:

1) die Kavallerie-Waffen,
2) die Munition, und
3) das Pulver,

sowohl bei der ersten Ausrüstung, als auch in der Folge, für die Anhalt-Bernburgschen Truppen nach dem etatsmässigen Bedarf und zu den Fabrikations-Preisen aus ihren Beständen zu gewähren, den Betrag der ersten Ausrüstung auch dergestalt zu kreditiren, dass die Herzoglich Anhalt-Bernburgsche Regierung denselben binnen fünf Jahren in jährlichen Terminen Zinsfrei abtragen kann.

Dieses Anerbieten nimmt die Herzoglich Anhalt-Bernburgsche Regierung dankbarlichst an.

Art. 24. Den beiderseits kontrahirenden Regierungen soll es freistehen, die vorstehende Uebereinkunft nach dreimonatlicher Kündigung jederzeit aufzuheben.

Der gegenwärtige Vertrag soll alsbald den betheiligten Allerhöchsten und Höchsten Regierungen zur Genehmigung vorgelegt, und die Auswechselung der Ratificationen spätestens innerhalb der nächsten vier Wochen in Berlin bewirkt werden.

Zu Urkund dessen haben die im Eingange genannten Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und untersiegelt.

So geschehen Berlin, den 16. Mai 1849.

gez. *v. Griesheim.* gez. *v. Bülow.* gez. *v. Krosigk.*
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

68.

Engagement pris par le souverain de Sohar envers la Grande Bretagne pour la répression du commerce d'esclaves, signé le 22 mai 1849.

Traduction officielle.

Art. 1. It having been intimated to me by Major Hennell, the Resident in the Persian Gulf, that certain Conditions have lately been entered into by the Ottoman Porte and other Powers with the British Government, for the Purpose of preventing the Exportation of Slaves from the Coast of Africa and elsewhere, and it having moreover been explained to me that in order to the full Attainment of the Objects contemplated by the aforesaid Conventions the Concurrence and Co-operation of the Chiefs of the several Ports situated on the Arabian Coast of the Persian Gulf are required, accordingly I, Synd Suif Bin Hamood, Chief of Sohar, with a view to strengthen the Bonds of Friendship and Amity existing between me and the British Government, do hereby engage to prohibit the Exportation of Slaves from the Coasts of Africa and elsewhere, on board of my Vessels and those belonging to my Subjects or Dependents, such Prohibition to take effect from the 29th Rujub 1265, or the 21st June 1849. A. D.

Art. II. — And I do further consent that whenever the Cruizers of the British Government fall in with any of my Vessels or those belonging to my Subjects or Dependents suspected of being engaged in the Slave Trade, they may detain and search them, and in case of their finding that any of the Vessels aforesaid have

violated the Engagement by the Exportation of Slaves from the Coasts of Africa or elsewhere, upon any Pretext whatever, they (the Government Cruizers) shall seize and confiscate the same.

Dated this 20th Day of Jumadee-ool-Akhur 1265. A. H. or 22d Day of May 1849.

(L. S.) (Signed) *Synd Suif: Bin Hamood.*
(True Translation.)
(Signed) *S. Hennel,* Resident, etc.

69.

Echange de notes relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et le Brésil.

a. Note du chargé d'affaires de Sardaigne au ministre des affaires étrangères du Brésil, signée à Rio de Janeiro, le 26 juillet 1848.

Le soussigné Chargé d'affaires de S. M. le Roi de Sardaigne vient de recevoir du Gouvernment du Roi l'ordre de déclarer au Gouvernement Impérial que dorénavant les bâtimens Brésiliens et les marchandises qu'ils importeraient dans les ports des États de S. M. y seront admis à jouir du même traitement que les bâtimens nationaux, soit pour les droits de navigation, soit pour les droits de douane, moyennant une complète réciprocité de la part du Gouvernment Impérial à l'égard des bâtimens Sardes ainsi que des marchandises qu'ils importeraient dans les ports de l'Empire.

Le soussigné s'empresse par conséquent de porter cette déclaration à la connaissance de S. E. M. Bernardo de Souza Franco, Ministre Secrétaire d'État aux affaires étrangères et il attendra de l'obligeance accoutumée de S. E. qu'elle veuille bien de son côté lui faire parvenir une déclaration analogue à fin de le mettre à même d'annoncer à son Gouvernement qu'un arrangement également avantageux à la navigation du Brésil et de la Sardaigne vient d'être ainsi définitivement convenu et arrêté moyennant l'échange de ces pièces officielles.

Le soussigné saisit avec empressement, etc.

Rio de Janeiro, 26 juillet 1848.

L. Doria.

b. Note en réponse à la précedente, au chargé d'affaires Sarde par le ministre des affaires étrangères du Brésil, signée à Rio de Janeiro, le 24 mai 1849.

Traduction du Portugais.

Le soussigné membre du Conseil de S. M. l'Empereur, Président du Conseil des Ministres, Ministre et Sécrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a l'honneur de porter à la connaissance de M. le baron Picolet d'Hermillon, Ministre résident de Sardaigne, l'exemplaire inclus du décret n. 608 du 4 du courant, révoquant celui du 1er octobre 1847, qui impose des droits différentiels sur les navires des Nations qui n'accordent pas à ceux du Brésil les mêmes avantages accordés aux leurs.

Malgré cette délibération, subsiste la doctrine des décrets des 20 juillet et 12 août 1843 qui autorisent le Gouvernement Impérial à lancer, quand il le jugera convenable, ces décrets sur les navires des Nations qui n'accordent pas aux Brésiliens une entière réciprocité, et le Brésil ayant adopté dans ses relations commerciales ce principe libéral que la Légation de Sardaigne par ordre de son Gouvernement, dans sa Note du 26 juillet dernier, fit savoir être appliqué au commerce et à la navigation du Brésil dans les ports Sardes, ainsi se trouve obtenu le but qu'on s'était proposé atteindre par la déclaration exigée dans la Note précitée, à la quelle de cette manière il doit être considéré avoir été répondu.

Le soussigné réitère etc.

Rio de Janeiro, ministère des affaires étrangères le 24 mai 1849.

Viconite de Olinda.

c. Décret brésilien n. 608 relatif aux droits différentiels, signé à Rio de Janeiro, le 4 mai 1849.

Traduction du Portugais.

Les sections des affaires étrangères et des finances de mon Conseil d'Etat entendues, j'ai trouvé bien de révoquer le décret n. 536 du 1er octobre 1847, qui établit des droits différentiels; Joachim Joseph Rodriguez Torres, membre de mon Conseil, Sénateur de l'Empire, Ministre Secrétaire d'État au département des finances et

Président du Tribunal du Trésor public, ainsi le tiendra pour entendu et le fera exécuter.

Palais de Rio Janeiro, le 4 mai 1849, 28 de l'indépendance de l'Empire.

Rubrique de S. M. l'Empereur.

(Signé) *J. Rodriguez Torres.*

70.

Protocole final des conférences tenues à Berlin entre les Plénipotentiaires de Prusse, de Bavière, de Saxe et de Hanovre, relatives au projet d'une nouvelle constitution pour l'Allemagne. Signé à Berlin, le 26 mai 1849).*

Verhandelt zu Berlin, am 26 Mai 1849, Abends 10 Uhr.

In Gegenwart:
des Königlich Preussischen Bevollmächtigten, Generals von Radowitz,
des Königlich Bayerischen Gesandten, Grafen von Lerchenfeld,
des Königlich Sächsischen Bevollmächtigten, Staats-Ministers von Beust,
des Königlich Hannoverschen Bevollmächtigten, Staats-Ministers Stüve,
in Zustand
des Königlich Hannoverschen Kloster-Raths von Wangenheim.
Das Protokoll führt der Königlich Preussische Landgerichts-Rath Bloemer.

Der Bevollmächtigte der Königlich Preussischen Regierung legt als Proposition seiner Regierung vor:

a) den Entwurf der Verfassung für den zu bildenden

---

*) A l'alliance formée par ce protocole, ont accédé tous les états de l'Allemagne à l'exception de l'Autriche, de la Bavière, du Wurtemberg, des principautés de Hesse-Hombourg et de Lichtenstein, de la ville libre de Francfort, du Luxembourg et du Holstein.

Deutschen Bundesstaat, wie dieser Entwurf aus den zwischen den Regierungen von Preussen, Bayern, Sachsen und Hannover in den Sitzungen vom 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. und 26. dieses Monats und Jahres stattgehabten Konferenzen hervorgegangen ist;

b) den Entwurf des Wahlgesetzes zu dem Verfassungs-Entwurf ad a., auf Grund dessen die Wahlen zur Berathung und Vereinbarung über diesen Verfassungs-Entwurf zwischen den Regierungen und der Volks-Repräsentation, von den betreffenden Regierunden demnächst anzuordnen sind;

c) den Entwurf einer Note, mittelst welcher Preussen in eigenem Namen und im Auftrage der hier vertretenen, und gegenwärtig zustimmenden Regierungen, die Regierungen der sämmtlichen übrigen Deutschen Bundesstaaten zum Anschluss an die in der Note selbst näher präcisirte Proposition, unverzüglich einladen wird.

Der Bevollmächtigte der Königlich Bayerischen Regierung ist noch ausser Stande, sich über die gemachten Vorlagen der Königlich Preussischen Regierung auszusprechen; hält sich demgemäss seine Erklärung offen, und ist der Hoffnung, diese Erklärung noch vor Entsendung der ad c. erwähnten Note abgeben zu können.

Die Bevollmächtigten der Königlich Sächsischen und Hannoverschen Regierung erklären unter ausdrücklicher Bezugnahme und Hinweisung auf ihre in den Konferenz-Protokollen der Sitzungen vom 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. und 26. laufenden Monats und Jahrs niedergelegten Ansichten und Verwahrungen, und unter Vorbehalt einer zunächst die Oberhaupts-Frage betreffenden nähern, dem heutigen Protokoll schriftlich zuzufügenden Erklärung, dass sie der in den vorangeführten Vorlagen der Königlich Preussischen Regierung gemachten Proposition, Namens und im Auftrage der durch sie vertretenen Regierungen, ihre Zustimmung ertheilen, dieselben, wie hiermit geschieht, förmlich acceptiren, und als nunmehr gegenseitig rechtsverbindend anerkennen.

Sie ermächtigen die Königlich Preussische Regierung zugleich, den sämmtlichen andern Deutschen Regierungen, auch im Auftrage ihrer Regierungen die ad a. b. und c. vorangeführten Vorlagen zuzufertigen, und ausserdem in angemessener Weise zur Oeffentlichkeit zu bringen.

Die Bevollmächtigten der Königlich Hannoverschen Regierung legen, als Proposition ihrer Regierung vor:

d) den Entwurf zu einer nähern Feststellung des Rechts-Verhältnisses, welches zwischen den durch den gegenwärtigen Abschluss verbundenen Königlichen Regierungen während des in der vorangeführten Note ad c. bezeichneten Provisoriums eintreten wird.

Die Bevollmächtigten der Königlich Preussischen und der Königlich Sächsischen Regierung erklären, dass sie der in dem vorangeführten Entwurf sub littera d. gemachten Proposition der Königlich Hannoverschen Regierung, Namens und im Auftrage der durch sie vertretenen Regierungen, ihre Zustimmung ertheilen, dieselbe, wie hiermit geschieht, förmlich acceptiren, und für nunmehr gegenseitig rechtsverbindend anerkennen.

Eine Deklaration zu dem Verfassungs-Entwurf ad a., deren Abfassung noch einige Frist erfordert, ist in der Note ad c. vorzubehalten. Der Entwurf zu dieser Deklaration wird nach Anleitung und Massgabe der protokollarischen Aufzeichnungen in den Konferenz-Sitzungen vom 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. und 26. laufenden Monats und Jahrs Seitens der Königlich Preussischen Regierung ausgearbeitet, und vor weiterer Entsendung und Veröffentlichung der Königlich Sächsischen und Hannoverschen Regierung zur Kenntnissnahme, Prüfung und Zustimmung eingereicht werden.

Die ad littera a. b. c. und d. vorangeführten Vorlagen sind zu dem gegenwärtigen Protokolle, als dessen integrirende Bestandtheile, von den Bevollmächtigten der Königlich Preussischen, Sächsischen, Hannoverschen Regierung und dem Protokollführer paraphirt worden, und sollen dem Protokolle urschriftlich angefügt bleiben.

Ueber diesen Vorgang ist das gegenwärtige Protokoll aufgenommen, und nach erfolgter Verlesung und Genehmigung von den vorgenannten Regierungs-Bevollmächtigten mit dem Protokollführer unterzeichnet worden, zu Berlin wie Eingangs.

Für Preussen (gez.) *von Radowitz.*

Für Bayern (gez.) Graf *von Lerchenfeld.*

Für Sachsen (gez.) Frhr. *von Beust.*

Für Hannover (gez.) *Stüve.*

(gez.) *H. von Wangenheim.* (gez.) *Bloemer.*

Annexe a.

Entwurf der Verfassung des Deutschen Reiches.

Abschnitt. I.

Das Reich.

Art. I. §. 1. Das Deutsche Reich besteht aus dem Gebiete derjenigen Staaten des bisherigen Deutschen Bundes, welche die Reichsverfassung anerkennen. Die Festsetzung des Verhältnisses Oestreichs zu dem Deutschen Reiche bleibt gegenseitiger Verständigung vorbehalten. §. 2. Hat ein Deutsches Land mit einem nichtdeutschen Lande dasselbe Staatsoberhaupt, so soll das Deutsche Land eine von dem nichtdeutschen Lande getrennte eigene Verfassung, Regierung und Verwaltung haben. In die Regierung und Verwaltung des Deutschen Landes dürfen nur deutsche Staatsbürger berufen werden. Die Reichsverfassung und Reichsgesetzgebung hat in einem solchen Deutschen Lande dieselbe verbindliche Kraft, wie in den übrigen Deutschen Ländern. §. 3. Hat ein deutsches Land mit einem nicht deutschen Lande dasselbe Staatsoberhaupt, so muss dieses entweder in seinem Deutschen Lande residiren, oder es muss auf verfassungsmässigem Wege in demselben eine Regentschaft niedergesetzt werden, zu welcher nur Deutsche berufen werden dürfen. §. 4. Abgesehen von den bereits bestehenden Verbindungen Deutscher und nichtdeutscher Länder soll kein Staatsoberhaupt eines nichtdeutschen Landes zugleich zur Regierung eines Deutschen Landes gelangen, noch darf ein im Reiche regierender Fürst, ohne seine Deutsche Regierung abzutreten, eine fremde Krone annehmen. §. 5. Die einzelnen Deutschen Staaten behalten ihre Selbständigkeit, soweit dieselbe nicht durch die Reichsverfassung beschränkt ist; sie haben alle staatlichen Hoheiten und Rechte, soweit diese nicht der Reichsgewalt ausdrücklich übertragen sind.

Abschnitt II.

Die Reichsgewalt.

Art. 1. §. 6. Die Reichsgewalt übt dem Auslande gegenüber die völkerrechtliche Vertretung des Reiches und der einzelnen deutschen Staaten aus. Die Reichsgewalt stellt die Reichsgesandten und die Consuln an. Sie führt den diplomatischen Verkehr, schliesst die Bündnisse und

Verträge mit dem Auslande, namentlich auch die Handels- und Schifffahrtsverträge, so wie die Auslieferungs-Verträge, ab. Sie ordnet alle völkerrechtlichen Maassregeln an. §. 7. Die einzelnen Deutschen Regierungen haben ihr Recht, ständige Gesandte zu empfangen oder solche zu halten, auf die Reichsgewalt übertragen. Auch werden dieselben keine besonderen Consuln halten. Die Consuln fremder Staaten erhalten ihr Exequatur von der Reichsgewalt. Die Absendung von Bevollmächtigten an den Reichsvorstand oder andere Deutsche Regierungen ist den einzelnen Regierungen unbenommen. §. 8. Die einzelnen Deutschen Regierungen sind befugt, Verträge mit andern Deutschen Regierungen abzuschliessen. Ihre Befugniss zu Verträgen mit nichtdeutschen Regierungen beschränkt sich auf Gegenstände, welche nicht der Zuständigkeit der Reichsgewalt zugewiesen sind. §. 9. Alle Verträge nicht rein privatrechtlichen Inhalts, welche eine Deutsche Regierung mit einer anderen Deutschen oder nichtdeutschen abschliesst, sind der Reichsgewalt zur Kenntnissnahme und, in sofern das Reichs-Interesse dabei betheiligt ist, zur Bestätigung vorzulegen.

Art. II. §. 10. Der Reichsgewalt ausschliesslich steht das Recht des Krieges und Friedens zu.

Art. III. §. 11. Im Kriege oder in Fällen nothwendiger Sicherheitsmassregeln im Frieden, steht der Reichsgewalt die gesammte bewaffnete Macht des Reiches zur Verfügung. §. 12. Das Reichsheer besteht aus der zum Zwecke des Kriegs bestimmten gesammten Landmacht der einzelnen Deutschen Staaten. Diejenigen Staaten, welche weniger als 500,000 Einwohner haben, sind durch die Reichsgewalt zu grösseren militairischen Ganzen zu vereinigen, oder einem angrenzenden grösseren Staate anzuschliessen. Ueber die Bedingungen solcher Zusammenlegung haben sich die betreffenden Regierungen unter Vermittelung und Genehmigung der Reichsgewalt zu vereinbaren. §. 13. Die Reichsgewalt hat in Betreff des Heerwesens die allgemeine Gesetzgebung und überwacht die Durchführung derselben in den einzelnen Staaten durch fortdauernde Controle. Den einzelnen Staaten steht die Ausbildung ihres Kriegswesens auf Grund der Reichsgesetze, der Wehrverfassung und in den Grenzen der nach §. 12. abgeschlossenen Vereinbarung zu; sie haben die Verfügung über ihre bewaffnete Macht, soweit dieselbe nicht nach §. 11. für den Dienst des Reiches in

Anspruch genommen wird. §. 14. Der von der Reichsgewalt ernannte Feldherr und diejenigen Generale, welche von diesem zum selbstständigen Commando einzelner Korps bestimmt werden, so wie die Gouverneure, Commandanten und höheren Festungsbeamten der Reichsfestungen, leisten dem Reichsvorstande und der Reichsverfassung den Eid der Treue. §. 15. Alle durch Verwendung von Truppen zu Reichszwecken entstehenden Kosten welche den durch das Reich festgesetzten Friedensstand übersteigen, fallen dem Reiche zur Last. §. 16. Ueber eine allgemeine für das ganze Reich gleiche Wehrverfassung ergeht ein besonderes Reichsgesetz. §. 17. Die Besetzung der Befehlshaberstellen und die Ernennung der Offiziere in den einzelnen Kontingenten bis zu den diesen Kontingenten entsprechenden Graden, ist den betreffenden Regierungen überlassen; nur wo die Kontingente zweier oder mehrerer Staaten zu grösseren Ganzen kombinirt sind, ernennt die Reichsgewalt unmittelbar die Befehlshaber dieser Korps, insofern deren Grad nicht innerhalb der Ernennungsbefugniss einer der betheiligten Regierungen liegt. Für den Krieg ernennt die Reichsgewalt die kommandirenden Generale der auf den verschiedenen Kriegstheatern operirenden selbstständigen Korps. §. 18. Der Reichsgewalt steht die Befugniss zu, Reichsfestungen und Küstenvertheidigungswerke anzulegen und, insoweit die Sicherheit des Reiches es erfordert, vorhandene Festungen gegen billige Ausgleichung, namentlich für das überlieferte Kriegsmaterial, zu Reichsfestungen zu erklären. Die Reichsfestungen und Küstenvertheidigungswerke des Reiches werden auf Reichskosten unterhalten. §. 19. Die Seemacht ist ausschliesslich Sache des Reiches. Es ist keinem Einzelstaate gestattet, Kriegsschiffe für sich zu halten oder Kaperbriefe auszugeben. Die Bemannung der Kriegsflotte bildet einen Theil der Deutschen Wehrmacht. Sie ist unabhängig von der Landmacht. Die Mannschaft, welche aus einem einzelnen Staate für die Kriegsflotte gestellt wird, ist von der Zahl der von demselben zu haltenden Landtruppen abzurechnen. Das Nähere hierüber, so wie über die Kostenausgleichung zwischen dem Reiche und den Einzelstaaten, bestimmt ein Reichsgesetz. Die Ernennung der Offiziere und Beamten der Seemacht geht allein vom Reiche aus. Der Reichsgewalt liegt die Sorge für die Ausrüstung, Ausbildung und Unterhaltung der Kriegsflotte und die Anlegung, Aus-

rüstung und Unterhaltung von Kriegshäfen und See-Arsenälen ob. Ueber die zur Errichtung von Kriegshäfen und Marine-Etablissements nöthigen Enteignungen, so wie über die Befugnisse der dabei anzustellenden Reichsbehörden, bestimmen die zu erlassenden Reichsgesetze.

Art. IV. §. 20. Die Schiffahrts-Anstalten am Meere und in den Mündungen der Deutschen Flüsse (Häfen, Seetonnen, Leuchtschiffe, das Lootsenwesen, das Fahrwasser u. s. w.) bleiben der Fürsorge der einzelnen Uferstaaten überlassen. Die Uferstaaten unterhalten dieselben aus eigenen Mitteln. Ein Reichsgesetz wird bestimmen, wie weit die Mündungen der einzelnen Flüsse zu rechnen sind. §. 21. Die Reichsgewalt hat die Oberaufsicht über diese Anstalten und Einrichtungen. Es steht ihr zu, die betreffenden Staaten zu gehöriger Unterhaltung derselben anzuhalten. §. 22. Die Abgaben, welche in den Seeuferstaaten von den Schiffen für die Benutzung der Schiffahrts-Anstalten erhoben werden, dürfen die zur Unterhaltung dieser Anstalten nothwendigen Kosten nicht übersteigen. §. 23. In Betreff dieser Abgaben sind alle Deutschen Schiffe gleichzustellen. Eine höhere Belegung fremder Schiffahrt kann nur von der Reichsgewalt ausgehen. Die Mehrabgabe von fremder Schiffahrt fliesst in die Reichskasse.

Art. V. §. 24. Die Reichsgewalt allein hat die Gesetzgebung über den Schiffahrtsbetrieb und über die Flösserei auf denjenigen Flüssen, Kanälen und Seen, welche mehrere Deutsche Staaten im schiffbaren oder flössbaren Zustande durchströmen oder begrenzen. Sie überwacht die Ausführung der darüber erlassenen Gesetze. Sie hat die Oberaufsicht über die ebenbezeichneten Wasserstrassen und über die Mündungen der in dieselben sich ergiessenden Nebenflüsse. Es steht ihr zu, im Interesse des allgemeinen Deutschen Verkehrs die einzelnen Staaten zur gehörigen Erhaltung und Verbesserung der Schiffbarkeit jener Wasserstrassen und Flussmündungen anzuhalten. Die Wahl der Verbesserungs-Massregeln und deren Ausführung verbleibt den einzelnen Staaten. Ueber die Aufbringung der erforderlichen Mittel ist nach Massgabe der reichsgesetzlichen Bestimmung zu entscheiden. Alle übrigen Flüsse, Kanäle und Seen bleiben der Fürsorge der einzelnen Staaten überlassen. §. 25. Alle Deutschen Flüsse sollen für Deutsche Schiffahrt von Flusszöllen frei sein. Auch die Flösserei soll auf schiffbaren Flussstrecken

solchen Abgaben nicht unterliegen. Das Nähere bestimmt ein Reichsgesetz. Bei den mehrere Staaten durchströmenden oder begrenzenden Flüssen tritt gleichzeitig für die Aufhebung dieser Flusszölle eine billige Ausgleichung ein. §. 26. Die Hafen-, Krahn-, Waag-, Lager-, Schleusen- und dergleichen Gebühren, welche an den gemeinschaftlichen Flüssen und den Mündungen der in dieselben sich ergiessenden Nebenflüsse erhoben werden, dürfen die zur Unterhaltung derartiger Anstalten nöthigen Kosten nicht übersteigen. Es darf in Betreff dieser Gebühren keinerlei Begünstigung der Angehörigen eines Deutschen Staates vor denen anderer Deutscher Staaten stattfinden. §. 27. Flusszölle und Flussschiffahrtsabgaben dürfen auf fremde Schiffe und deren Ladungen nur durch die Reichsgewalt gelegt werden.

Art. VI. §. 28. Die Reichsgewalt hat über die Eisenbahnen und deren Betrieb, soweit es der Schutz des Reiches oder das Interesse des allgemeinen Verkehrs erheischt, die Oberaufsicht und das Recht der Gesetzgebung. Ein Reichsgesetz wird bestimmen, welche Gegenstände dahin zu rechnen sind. §. 29. Die Reichsgewalt hat das Recht, soweit sie es zum Schutze des Reiches oder im Interesse des allgemeinen Verkehrs für nothwendig erachtet, Eisenbahnen anzulegen, wenn der Einzelstaat, in dessen Gebiet die Anlage erfolgen soll, deren Ausführung ablehnt. Die Benutzung der Eisenbahnen für Reichszwecke steht der Reichsgewalt jederzeit gegen Entschädigung frei. §. 30. Bei der Anlage oder Bewilligung von Eisenbahnen durch die einzelnen Staaten ist die Reichsgewalt befugt, den Schutz des Reiches und das Interesse des allgemeinen Verkehrs wahrzunehmen. §. 31. Die Reichsgewalt hat über die Landstrassen die Oberaufsicht und das Recht der Gesetzgebung, soweit es der Schutz des Reiches oder das Interesse des allgemeinen Verkehrs erheischt. Ein Reichsgesetz wird bestimmen, welche Gegenstände dahin zu rechnen sind. §. 32. Der Reichsgewalt steht das Recht zu, zum Schutze des Reiches oder im Interesse des allgemeinen Deutschen Verkehrs zu verfügen, dass aus Reichsmitteln Landstrassen und Kanäle angelegt, Flüsse schiffbar gemacht oder in ihrer Schiffbarkeit erweitert werden. Die Anordnung der dazu erforderlichen wasserbaulichen Werke erfolgt nach vorgängiger Verständigung mit den betheiligten einzelnen Staaten; diesen bleibt die Ausführung und

auf Reichskosten die Unterhaltung der neuen Anlagen überlassen.

Art. VII. §. 33. Das deutsche Reich soll Ein Zoll- und Handelsgebiet bilden, umgeben von gemeinschaftlicher Zollgrenze, mit Wegfall aller Binnengrenzzölle. Die Aussonderung einzelner Orte und Gebietstheile aus der Zolllinie bleibt der Reichsgewalt vorbehalten. Der Reichsgewalt bleibt es ferner vorbehalten, auch nicht zum Reiche gehörige Länder und Landestheile mittelst besonderer Verträge dem deutschen Zollgebiete anzuschliessen. §. 34. Die Reichsgewalt ausschliesslich hat die Gesetzgebung über das gesammte Zollwesen, so wie über gemeinschaftliche Productions- und Verbrauchs-Steuern. Welche Produktions- und Verbrauchs-Steuern gemeinschaftlich sein sollen, bestimmt die Reichsgesetzgebung. §. 35. Die Erhebung und Verwaltung der Zölle, so wie der gemeinschaftlichen Produktions- und Verbrauchs-Steuern, geschieht unter Oberaufsicht der Reichsgewalt. §. 36. Auf welche Gegenstände die einzelnen Staaten Produktions- oder Verbrauchs-Steuern für Rechnung des Staats oder einzelner Gemeinden legen dürfen und welche Bedingungen und Beschränkungen dabei eintreten sollen, wird durch die Reichsgesetzgebung bestimmt. §. 37. Die einzelnen deutschen Staaten sind nicht befugt, auf Güter, welche über die Reichsgrenze ein- oder ausgehen, Zölle zu legen. §. 38. Die Reichsgewalt hat das Recht der Gesetzgebung über den Handel und die Schifffahrt, und überwacht die Ausführung der darüber erlassenen Reichsgesetze. §. 39. Der Reichsgewalt steht es zu, über das Gewerbewesen Reichsgesetze zu erlassen und die Ausführung derselben zu überwachen. §. 40. Erfindungs-Patente werden ausschliesslich von Reichswegen auf Grundlage eines Reichsgesetzes ertheilt; auch steht der Reichsgewalt ausschliesslich die Gesetzgebung gegen den Nachdruck von Büchern, jedes unbefugte Nachahmen von Kunstwerken, Fabrikzeichen, Mustern und Formen und gegen andere Beeinträchtigungen des geistigen Eigenthums zu.

Art. VIII. §. 41. Die Reichsgewalt hat das Recht der Gesetzgebung und die Oberaufsicht über das Postwesen, namentlich über Organisation, Tarife, Transit, Portotheilung und die Verhältnisse zwischen den einzelnen Postverwaltungen. §. 42. Postverträge mit ausländischen Postverwaltungen dürfen nur mit Genehmigung der Reichs-

gewalt geschlossen werden. §. 43. Die Reichsgewalt ist befugt, Telegraphenlinien anzulegen, und die vorhandenen gegen Entschädigung zu benutzen, oder auf dem Wege der Enteignung zu erwerben. Weitere Bestimmungen hierüber, so wie über Benutzung von Telegraphen für den Privatverkehr, sind einem Reichsgesetz vorbehalten.

Art. IX. §. 44. Die Reichsgewalt ausschliesslich hat die Gesetzgebung und die Oberaufsicht über das Münzwesen. Es liegt ihr ob, für das ganze Reich dasselbe Münzsystem einzuführen. Sie hat das Recht, Reichsmünzen zu prägen. §. 45. Der Reichsgewalt liegt es ob, im ganzen Reiche dasselbe System für Maass und Gewicht, so wie für den Feingehalt der Gold- und Silberwaaren zu begründen. §. 46. Der Reichsgewalt steht über das Bankwesen und das Ausgeben von Papiergeld die Erlassung allgemeiner Gesetze und die Oberaufsicht zu.

Art. X. §. 47. Die Ausgaben für alle Maassregeln und Einrichtungen, welche von Reichswegen ausgeführt werden, sind von der Reichsgewalt aus den Mitteln des Reiches zu bestreiten. §. 48. Zur Bestreitung seiner Ausgaben ist das Reich zunächst auf die Matrikular-Beiträge der einzelnen Staaten angewiesen. §. 49. Die Reichsgewalt ist befugt, in ausserordentlichen Fällen Anleihen zu machen oder sonstige Schulden zu contrahiren.

Art. XI. §. 50. Den Umfang der Gerichtsbarkeit des Reiches bestimmt der Abschnitt vom Reichsgericht.

Art. XII. §. 51. Der Reichsgewalt liegt es ob, die kraft der Reichsverfassung allen Deutschen verbürgten Rechte oberaufsehend zu wahren. §. 52. Der Reichsgewalt liegt die Wahrung des Reichsfriedens ob. Sie hat die für die Aufrechthaltung der inneren Sicherheit und Ordnung erforderlichen Maassregeln zu treffen:

1) wenn ein Deutscher Staat von einem anderen Deutschen Staate in seinem Frieden gestört oder gefährdet wird;
2) wenn in einem Deutschen Staate die Sicherheit und Ordnung durch Einheimische oder Fremde gestört oder gefährdet wird. Doch soll in diesem Falle von der Reichsgewalt nur dann eingeschritten werden, wenn die betreffende Regierung sie selbst dazu auffordert, es sei denn, dass dieselbe dazu notorisch

außer Stande ist oder der gemeine Reichsfrieden bedroht erscheint;

3) wenn die Verfassung eines deutschen Staates gewaltsam oder einseitig aufgehoben oder verändert wird, und durch das Anrufen des Reichsgerichtes unverzügliche Hülfe nicht zu erwirken ist.

§. 53. Die Maassregeln, welche von der Reichsgewalt zur Wahrung des Reichsfriedens ergriffen werden können, sind: 1) Erlasse, 2) Absendung von Commissarien, 3) Anwendung von bewaffneter Macht. Ein Reichsgesetz wird die Grundsätze bestimmen, nach welchen die durch solche Maassregeln veranlassten Kosten zu tragen sind. §. 54. Der Reichsgewalt liegt es ob, die Fälle und Formen, in welchen die bewaffnete Macht gegen Störungen der öffentlichen Ordnung angewendet werden soll, durch ein Reichsgesetz zu bestimmen. §. 55. Der Reichsgewalt liegt es ob, die gesetzlichen Normen über Erwerb und Verlust des Reichs- und Staatsbürgerrechts festzusetzen. §. 56. Der Reichsgewalt steht es zu, über das Heimathsrecht Reichsgesetze zu erlassen und die Ausführung derselben zu überwachen. §. 57. Der Reichsgewalt steht es zu, unbeschadet des durch die Grundrechte gewährleisteten Rechts der freien Vereinigung und Versammlung, Reichsgesetze über das Associationswesen zu erlassen. §. 58. Die Reichsgesetzgebung hat für die Aufnahme öffentlicher Urkunden diejenigen Erfordernisse festzustellen, welche die Anerkennung ihrer Aechtheit im ganzen Reiche bedingen. §. 59. Die Reichsgewalt ist befugt, im Interesse des Gesammtwohls allgemeine Maassregeln für die Gesundheitspflege zu treffen.

Art. XIII. §. 60. Die Reichsgewalt hat die Gesetzgebung, soweit es zur Ausführung der ihr verfassungsmässig übertragenen Befugnisse und zum Schutze der ihr überlassenen Anstalten erforderlich ist. §. 61. Der Reichsgewalt liegt es ob, durch die Erlassung allgemeiner Gesetzbücher über bürgerliches Recht, Handels- und Wechselrecht, Strafrecht und gerichtliches Verfahren die Rechtseinheit im Deutschen Volke zu begründen. §. 62. Alle Gesetze und Verordnungen der Reichsgewalt erhalten verbindliche Kraft durch ihre Verkündigung von Reichswegen. §. 63. Reichsgesetze gehen den Gesetzen der Einzelstaaten vor, insofern ihnen nicht ausdrücklich eine nur subsidiaire Geltung beigelegt ist.

Art. XIV. §. 64. Die Anstellung der Reichsbeamten

geht vom Reiche aus. Die Dienstpragmatik des Reiches wird ein Reichsgesetz feststellen.

Abschnitt III.

Das Reichsoberhaupt.

Art. I. §. 65. Die Regierung des Reiches wird von einem Reichsvorstande an der Spitze eines Fürsten-Collegiums geführt. §. 66. Die Würde des Reichsvorstandes ist mit der Krone von Preussen verbunden. §. 67. Das Fürsten-Collegium besteht aus 6 Stimmen, und zwar:

1) Preussen,
2) Bayern,
3) Sachsen, Sachsen-Weimar, Sachsen-Coburg-Gotha, Sachsen-Meiningen-Hilburghausen, Sachsen-Altenburg, Anhalt-Dessau, Anhalt-Bernburg, Anhalt-Cöthen, Schwarzburg-Sondershausen, Schwarzburg-Rudolstadt, Reuss ä. L., Reuss j. L.
4) Hannover, Braunschweig, Holstein, Meklenburg-Schwerin, Meklenburg-Strelitz, Oldenburg, Lübeck, Bremen, Hamburg.
5) Württemberg, Baden, Hohenzollern-Hechingen, Hohenzollern-Sigmaringen, Lichtenstein.
6) Kurhessen, Grossherzogthum Hessen, Luxemburg und Limburg, Nassau, Waldeck, Schaumburg-Lippe, Lippe-Detmold, Hessen-Homburg und Frankfurt a. M.

Die Staaten, welche einen gemeinschaftlichen Bevollmächtigten zum Fürsten-Collegium bestellen, haben sich über dessen Wahl zu verständigen; für den Fall der Nicht-Verständigung wird ein Reichsgesetz die Mitwirkung der Betheiligten bestimmen.

Art. II. §. 68. Der Reichsvorstand wird während der Dauer des Reichstages am Sitze der Reichs-Regierung residiren. So oft sich der Reichsvorstand nicht am Sitze der Reichs-Regierung befindet, muss einer der Reichs-Minister in seiner unmittelbaren Umgebung sein. §. 69. Der Reichsvorstand übt die ihm übertragene Gewalt durch verantwortliche von ihm ernannte Minister aus. §. 70. Alle Regierungshandlungen des Reichsvorstandes bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Gegenzeichnung von wenigstens einem der Reichs-Minister, welcher dadurch die Verantwortung übernimmt.

Art. III. §. 71. Der Reichsvorstand übt die völkerrechtliche Vertretung des Deutschen Reichs und der einzelnen Deutschen Staaten aus. Er stellt die Reichsge-

sandten und die Consuln an und führt den diplomatischen Verkehr. §. 72. Der Reichsvorstand erklärt Krieg und schliesst Frieden. §. 73. Der Reichsvorstand schliesst die Bündnisse und Verträge mit den auswärtigen Mächten ab, und zwar unter Mitwirkung des Reichstages, insoweit diese in der Verfassung vorbehalten ist. §. 74. Alle Verträge nicht rein privatlichen Inhaltes, welche Deutsche Regierungen unter sich oder mit auswärtigen Regierungen abschliessen, sind dem Reichsvorstande zur Kenntnissnahme und insofern das Reichs-Interesse dabei betheiligt ist, zur Bestätigung vorzulegen. §. 75. Der Reichsvorstand beruft und schliesst den Reichstag; er hat das Recht, das Volkshaus aufzulösen. §. 76. Das Fürsten-Collegium unter dem Vorsitze des Reichsvorstandes, oder in dessen Verhinderung unter dem Vorsitze Bayerns, hat das Recht des Gesetzes-Vorschlages. Es übt die gesetzgebende Gewalt in Gemeinschaft mit dem Reichstage unter den verfassungsmässigen Beschränkungen aus. §. 77. Das Fürsten-Collegium fasst seine Beschlüsse durch absolute Majorität der anwesenden Bevollmächtigten. Bei gleicher Stimmenzahl entscheidet die Stimme des Vorsitzenden. §. 78. Der Reichsvorstand verkündigt die Reichsgesetze und erlässt die zur Vollziehung derselben nöthigen Verordnungen. §. 79. In Strafsachen, welche zur Zuständigkeit des Reichsgerichts gehören, hat der Reichsvorstand das Recht der Begnadigung und Strafmilderung. Das Verbot der Einleitung oder Fortsetzung von Untersuchungen kann der Reichsvorstand nur mit Zustimmung des Reichstags erlassen. Zu Gunsten eines wegen seiner Amtshandlungen verurtheilten Reichs-Ministers kann der Reichsvorstand das Recht der Begnadigung und Strafmilderung nur dann ausüben, wenn dasjenige Haus, von welchem die Anklage ausgegangen ist, darauf anträgt. Zu Gunsten von Landes-Ministern steht ihm ein solches Recht nicht zu. §. 80. Dem Reichsvorstand liegt die Wahrung des Reichsfriedens ob. §. 81. Der Reichsvorstand hat die Verfügung über die bewaffnete Macht. §. 82. Ueberhaupt hat der Reichsvorstand in allen Angelegenheiten des Reiches nach Maassgabe der Reichs-Verfassung die Regierungs-Gewalt, welche derselbe nach §. 76 als Theilhaber an der gesetzgebenden Gewalt, unter Zustimmung und in Verbindung mit dem Fürsten-Collegium ausübt. Dem Reichsvorstande stehen diejenigen Rechte und Befugnisse zu, welche in der Ver-

fassung der Reichsgewalt beigelegt und dem Reichstage nicht zugewiesen sind.

Abschnitt IV.

Der Reichstag.

Art. I. §. 83. Der Reichstag besteht aus zwei Häusern, dem Staatenhaus und dem Volkshaus.

Art. II. §. 84. Das Staatenhaus wird gebildet aus den Vertretern der deutschen Staaten. §. 85. So lange die Deutsch-Oesterreichischen Lande an dem Bundesstaate nicht Theil nehmen, vertheilt sich die Zahl der Mitglieder des Staatenhauses nach folgendem Verhältniss;

Preussen	40	Mitglieder.
Bayern	20	„
Sachsen	12	„
Hannover	12	„
Württemberg	12	„
Baden	10	„
Kurhessen	7	„
Grossherzogthum Hessen	7	„
Holstein	6	„
Mecklenburg-Schwerin	4	„
Luxemburg-Limburg	3	„
Nassau	4	„
Braunschweig	2	„
Oldenburg	2	„
Sachsen-Weimar	2	„
Sachsen-Coburg-Gotha	1	„
Sachsen-Meiningen-Hildburghausen	1	„
Sachsen-Altenburg	1	„
Mecklenburg-Strelitz	1	„
Anhalt-Dessau	1	„
Anhalt-Bernburg	1	„
Anhalt-Köthen	1	„
Schwarzburg-Sondershausen	1	„
Schwarzburg-Rudolstadt	1	„
Hohenzollern-Hechingen	1	„
Liechtenstein	1	„
Hohenzollern-Sigmaringen	1	„
Waldeck	1	„
Reuss ältere Linie	1	„
Reuss jüngere Linie	1	„
	158	Mitglieder.

Transport.	158	**Mitglieder.**
Schaumburg-Lippe	1	„
Lippe-Detmold	1	„
Hessen-Homburg	1	„
Lauenburg	1	„
Lübeck	1	„
Frankfurt	1	„
Bremen	1	„
Hamburg	2	„
	167	Mitglieder.

§. 86. Die Mitglieder des Staatenhauses werden zur Hälfte durch die Regierung und zur Hälfte durch die Volksvertretung der betreffenden Staaten ernannt. Wo zwei Kammern bestehen, wird die Hälfte von jeder Kammer gewählt; bei ungleichen Hälften fällt die grössere auf das Volkshaus. §. 87. In denjenigen Staaten, welche nur ein Mitglied in das Staatenhaus senden, schlägt die Regierung drei Candidaten vor, aus denen die Volksvertretung mit absoluter Stimmenmehrheit wählt. Auf dieselbe Weise ist in denjenigen Staaten, welche eine ungerade Zahl von Mitgliedern senden, in Betreff des lezten derselben zu verfahren. §. 88. Wenn mehrere deutsche Staaten zu einem ganzen verbunden werden, so entscheidet ein Reichsgesetz über die dadurch etwa nothwendig werdende Abänderung in der Zusammensetzung des Staatenhauses. §. 89. Mitglied des Staatenhauses kann nur seyn, wer

1) Staatsbürger des Staates ist, welcher ihn sendet,
2) das 30ste Lebensjahr zurückgelegt hat,
3) sich im vollen Genuss der bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechte befindet.

§. 90. Die Mitglieder des Staatenhauses werden auf sechs Jahre gewählt. Sie werden alle drei Jahre zur Hälfte erneuert. Auf welche Weise nach den ersten drei Jahren das Ausscheiden der einen Hälfte stattfinden soll, wird durch ein Reichsgesetz bestimmt. Die Ausscheidenden sind stets wieder wählbar. Wird nach Ablauf dieser drei Jahre und vor Vollendung der neuen Wahlen für das Staatenhaus ein ausserordentlicher Reichstag berufen, so treten, so weit die neuen Wahlen noch nicht stattgefunden haben, die früheren Mitglieder ein.

Art. III. §. 91. Das Volkshaus besteht aus den Abgeordneten des Deutschen Volkes. §. 92. Die Mitglieder

des Volkshauses werden auf vier Jahr gewählt. Die Wahl geschieht nach den in dem Reichswahlgesetze enthaltenen Vorschriften.

Art. IV. §. 93. Die Mitglieder des Reichstages beziehen aus der Reichskasse ein gleichmässiges Tagegeld und Entschädigung für ihre Reisekosten. Das Nähere bestimmt ein Reichsgesetz. §. 94. Die Mitglieder beider Häuser können durch Instruktionen nicht gebunden werden. §. 95. Niemand kann gleichzeitig Mitglied von beiden Häusern seyn.

Art. V. §. 96. Zu einem Beschluss eines jeden Hauses des Reichstages ist die Theilnahme von wenigstens der Hälfte der gesetzlichen Anzahl seiner Mitglieder und die einfache Stimmenmehrheit erforderlich. Im Falle der Stimmengleichheit wird ein Antrag als abgelehnt betrachtet. §. 97. Das Recht des Gesetzvorschlages, der Beschwerde, der Adresse und der Erhebung von Thatsachen, so wie der Anklage der Minister, steht jedem Hause zu. §. 98. Ein Reichstagsbeschluss kann nur durch die Uebereinstimmung beider Häuser gültig zu Stande kommen. §. 99. Ein Reichsbeschluss kann nur durch die Uebereinstimmung beider Häuser einerseits, so wie des Reichsvorstandes und Fürsten-Collegiums anderseits, gültig zu Stande kommen. Ein Reichstagsbeschluss, welcher die Zustimmung der Reichs-Regierung nicht erlangt hat, darf in derselben Sitzungsperiode nicht wiederholt werden. §. 100. Ein Reichstagsbeschluss ist in folgenden Fällen erforderlich:

1) Wenn es sich um die Erlassung, Aufhebung, Abänderung oder Auslegung von Reichsgesetzen handelt.
2) Wenn der Reichshaushalt festgestellt wird, wenn Anleihen contrahirt werden, wenn das Reich eine im Budget nicht vorgesehene Ausgabe übernimmt, oder Martrikularbeiträge erhebt.
3) Wenn fremde See- und Flussschifffahrt mit höheren Abgaben belegt werden soll.
4) Wenn Landesfestungen zu Reichsfestungen erklärt werden sollen.
5) Wenn Handels-, Schifffahrts- und Auslieferungsverträge mit dem Auslande geschlossen werden, so wie überhaupt völkerrechtliche Verträge, insofern sie das Reich belasten.
6) Wenn nicht zum Reich gehörige Länder oder Landestheile dem deutschen Zollgebiete angeschlossen,

oder einzelne Orte der Gebietstheile von der Zolllinie ausgeschlossen werden sollen.

7) Wenn deutsche Landestheile abgetreten, oder wenn nichtdeutsche Gebiete dem Reiche einverleibt oder auf andere Weise mit demselben verbunden werden sollen.

§. 101. Bei Feststellung des Reichshaushaltes treten folgende Bestimmungen ein:

1) Alle die Finanzen betreffenden Vorlagen der Reichsregierung gelangen zunächst an das Volkshaus und sodann an das Staatenhaus.

2) Bewilligungen von Ausgaben dürfen nur auf Antrag der Reichsregierung und bis zum Belauf dieses Antrages erfolgen. Jede Bewilligung gilt nur für den besondern Zweck, für welchen sie bestimmt worden. Die Verwendung darf nur innerhalb der Grenze der Bewilligung erfolgen.

3) Die Dauer der Finanzperiode und Budgetbewilligung ist drei Jahre.

4) Das Budget über die regelmässigen Ausgaben des Reiches und über den Reservefond, so wie über die für beides erforderlichen Deckungsmittel, wird auf dem ersten Reichstage durch Reichstagsbeschlüsse festgestellt. Eine Erhöhung dieses Budgets auf späteren Reichstagen erfordert gleichfalls einen Reichtagsbeschluss.

5) Dieses ordentliche Budget wird auf dem Reichstage zuerst dem Volkshause vorgelegt, von diesem in seinen einzelnen Ansätzen nach den Erläuterungen und Belegen, welche die Reichsregierung vorzulegen hat, geprüft und ganz oder theilweise bewilligt oder verworfen.

6) Nach erfolgter Prüfung und Bewilligung durch das Volkshaus wird das Budget an das Staatenhaus zur Berathung und Beschlussnahme abgegeben. Wenn dieser Beschluss nicht mit dem des Volkshauses übereinstimmt, so geht das Budget zu fernerer Verhandlung an das Volkshaus zurück. Ein endgültiger Beschluss kann nur durch die Uebereinstimmung beider Häuser zu Stande kommen.

7) Alle ausserordentlichen Ausgaben und deren Deckungsmittel bedürfen, gleich der Erhöhung des ordentlichen Budgets, eines Reichstagsbeschlusses.

8) Die Nachweisung über die Verwendung der Reichs-

gelder wird dem Reichstage, und zwar zuerst dem Volkshause, zur Prüfung und zum Abschluss vorgelegt.

Art. VI. §. 102. Der Reichstag versammelt sich jedes Jahr am Sitze der Reichsregierung. Die Zeit der Zusammenkunft wird vom Reichsoberhaupt bei der Einberufung angegeben, insofern nicht ein Reichsgesetz dieselbe festsetzt. Ausserdem kann der Reichstag zu ausserordentlichen Sitzungen jederzeit vom Reichsoberhaupt einberufen werden. §. 103. Die ordentlichen Sitzungsperioden der Landtage in den Einzelstaaten sollen mit denen des Reichstages in der Regel nicht zusammenfallen. Das Nähere bleibt einem Reichsgesetz vorbehalten. §. 104. Das Volkshaus kann durch das Reichsoberhaupt aufgelöst werden. In dem Falle der Auflösung ist der Reichstag binnen drei Monaten wieder zu versammeln. §. 105. Die Auflösung des Volkshauses hat die gleichzeitige Vertagung des Staatenhauses bis zur Wiederberufung des Reichstages zur Folge. Die Sitzungsperioden beider Häuser sind dieselben. §. 106. Das Ende der Sitzungsperiode des Reichstages wird vom Reichsoberhaupt bestimmt. §. 107. Eine Vertagung des Reichstages oder eines der beiden Häuser durch das Reichsoberhaupt bedarf, wenn sie nach Eröffnung der Sitzung auf länger als vierzehn Tage ausgesprochen werden soll, der Zustimmung des Reichstages oder des betreffenden Hauses. Auch der Reichstag selbst so wie jedes der beiden Häuser kann sich auf vierzehn Tage vertagen.

Art. VII. §. 108. Jedes der beiden Häuser wählt seinen Präsidenten, seine Vicepräsidenten und seine Schriftführer. §. 109. Die Sitzungen beider Häuser sind öffentlich. Die Geschäftsordnung eines jeden Hauses bestimmt, unter welchen Bedingungen vertrauliche Sitzungen stattfinden können. §. 110. Jedes Haus prüft die Vollmachten seiner Mitglieder und entscheidet über die Zulassung derselben. §. 111. Jedes Mitglied leistet bei seinem Eintritt den Eid: „Ich schwöre, die Deutsche Reichsverfassung getreulich zu beobachten und aufrecht zu erhalten, so wahr mir Gott helfe.“ §. 112. Jedes Haus hat das Recht, seine Mitglieder wegen unwürdigen Verhaltens zu bestrafen und äussersten Falls auszuschliessen. Das Nähere bestimmt die Geschäftsordnung jedes Hauses. Eine Ausschliessung kann nur dann ausgesprochen werden, wenn eine Mehrheit von zwei Dritteln der

Stimmen sich dafür entscheidet. §. 113. Weder Ueberbringer von Bittschriften noch überhaupt Deputationen sollen in den Häusern zugelassen werden. §. 114. Es soll eine allgemeine Geschäftsordnung unter Zustimmung beider Häuser erlassen werden. Die Anwendung dieser Geschäftsordnung im Einzelnen, bleibt den Beschlüssen jedes Hauses vorbehalten.

Art. VIII. §. 115. Ein Mitglied des Reichstages darf während der Dauer der Sitzungsperiode ohne Zustimmung des Hauses, zu welchem es gehört, wegen strafrechtlicher Anschuldigungen weder verhaftet, noch in Untersuchung gezogen werden, mit alleiniger Ausnahme der Ergreifung auf frischer That. §. 116. In diesem letzteren Falle ist dem betreffenden Hause von der angeordneten Maassregel sofort Kenntniss zu geben. §. 117. Jedes Haus ist befugt für die Dauer seiner Sitzungs-Periode die Aufhebung derjenigen Verhaftungen zu verfügen, welche über ein Mitglied desselben zur Zeit seiner Wahl verhängt gewesen, oder nach dieser bis zu Eröffnung der Sitzungen verhängt worden ist. §. 118. Kein Mitglied des Reichstages darf von Staatswegen zu irgend einer Zeit wegen seiner Abstimmung oder wegen der in Ausübung seines Berufes gethanen Aeusserungen gerichtlich oder disciplinarisch verfolgt oder sonst ausserhalb der Versammlung zur Verantwortung gezogen werden.

Art. IX. §. 119. Die Reichsminister und die von ihnen bezeichneten Kommissarien haben das Recht, den Verhandlungen beider Häuser des Reichstages beizuwohnen und jederzeit von denselben gehört zu werden. §. 120. Die Reichsminister haben die Verpflichtung, auf Verlangen jedes der Häuser des Reichstages in demselben zu erscheinen und Auskunft zu ertheilen, oder den Grund anzugeben, weshalb dieselbe nicht ertheilt werden könne. §. 121. Die Reichsminister können nicht Mitglieder des Staatenhauses sein. §. 122. Wenn ein Mitglied des Volkshauses im Reichsdienst ein Amt oder eine Beförderung annimt, so muss es sich einer neuen Wahl unterwerfen; es behält seinen Sitz im Hause bis die neue Wahl stattgefunden hat.

Abschnitt V.
Das Reichsgericht.

Art. I. §. 123. Die dem Reiche zustehende Gerichts-

barkeit wird durch ein Reichsgericht ausgeübt. §. 124. Zur Zuständigkeit des Reichsgerichts gehören:

a) Klagen eines Einzelstaates gegen die Reichsgewalt wegen Verletzung der Reichsverfassung durch Erlassung von Reichsgesetzen und durch Maassregeln der Reichsregierung, so wie Klagen der Reichsgewalt gegen einen Einzelstaat wegen Verletzung der Reichsverfassung.

b) Streitigkeiten zwischen dem Staatenhause und dem Volkshause unter sich und zwischen jedem von ihnen und der Reichsregierung, welche die Auslegung der Reichsverfassung betreffen, wenn die streitenden Theile sich vereinigen, die Entscheidung des Reichsgerichts einzuholen.

c) Politische und privatrechtliche Streitigkeiten aller Art zwischen den einzelnen Deutschen Staaten.

d) Streitigkeiten über Thronfolge, Regierungsfähigkeit und Regentschaft in den Einzelstaaten.

e) Streitigkeiten zwischen der Regierung eines Einzelstaates und dessen Volksvertretung über die Gültigkeit oder Auslegung der Landesverfassung.

f) Klagen der Angehörigen eines Einzelstaates gegen die Regierung desselben, wegen Aufhebung oder verfassungswidriger Veränderung der Landesverfassung.

Klagen der Angehörigen eines Einzelstaates gegen die Regierung wegen Verletzung der Landesverfassung können bei dem Reichsgericht nur angebracht werden, wenn die in der Landesverfassung gegebenen Mittel der Abhülfe nicht zur Anwendung gebracht werden können.

g) Klagen Deutscher Staatsbürger wegen Verletzung der durch die Reichsverfassung ihnen gewährten Rechte. Die näheren Bestimmungen über den Umfang dieses Klagerechts und die Art und Weise dasselbe geltend zu machen, bleiben der Reichsgesetzgebung vorbehalten.

h) Beschwerden wegen verweigerter oder gehemmter Rechtspflege, wenn die landesgesetzlichen Mittel der Abhülfe erschöpft sind.

i) Strafgerichtsbarkeit über die Anklagen gegen die

Reichsminister, insofern sie deren ministerielle Verantwortlichkeit betreffen.

k) Strafgerichtsbarkeit über die Anklagen gegen die Minister der Einzelstaaten, insofern sie deren ministerielle Verantwortlichkeit betreffen und die Gerichte der Einzelstaaten dazu nicht kompetent sind.

l) Strafgerichtsbarkeit in den Fällen des Hoch- und Landesverraths gegen das Reich.

Ob noch andere Verbrechen gegen das Reich der Strafgerichtsbarkeit des Reichsgerichts zu überweisen sind, wird späteren Reichsgesetzen vorbehalten.

m) Klagen gegen den Reichsfiscus, wo ein gemeinrechtlicher Gerichtsstand nicht begründet sein sollte.

n) Klagen gegen Deutsche Staaten, wenn die Verpflichtung, dem Anspruche Genüge zu leisten, zwischen mehreren Staten zweifelhaft oder bestritten ist, so wie wenn die gemeinschaftliche Verpflichtung gegen mehrere Staaten in einer Klage geltend gemacht wird.

§. 125. Ueber die Frage, ob ein Fall zur Entscheidung des Reichsgerichts geeignet sei, erkennt einzig und allein das Reichsgericht selbst. §. 126. Ueber die Einsetzung und Organisation des Reichsgerichts, über das Verfahren und die Vollziehung der reichsgerichtlichen Entscheidungen und Verfügungen wird ein besonderes Gesetz ergehen. Diesem Gesetze wird auch die Bestimmung, ob und in welchen Fällen bei dem Reichsgericht die Urtheilsfällung durch Geschworene erfolgen soll, vorbehalten. Ebenso bleibt vorbehalten: ob und in wie weit dieses Gesetz als organisches Verfassungsgesetz zu betrachten ist. §. 127. Der Reichsgesetzgebung bleibt es vorbehalten, Admiralitäts- und See-Gerichte zu errichten, so wie Bestimmungen über die Gerichtsbarkeit der Gesandten und Consuln des Reichs zu treffen.

Abschnitt VI.

Die Grundrechte des Deutschen Volkes.

§. 128. Dem Deutschen Volk sollen die nachstehenden Grundrechte gewährleistet sein. Sie dienen den Verfassungen der Deutschen Einzelstaaten zur Norm und werden ihre Anwendung auf deren besondere Verhältnisse in den Gesetzgebungen dieser Staaten finden.

Art. I. §. 129. Das Deutsche Volk besteht aus den Angehörigen der Staaten, welche das Deutsche Reich bilden.

§. 130. Jeder Deutsche hat das Deutsche Reichsbürgerrecht. Die ihm kraft dessen zustehenden Rechte kann er in jedem Deutschen Lande ausüben. Ueber das Recht, zur Deutschen Reichsversammlung zu wählen, verfügt das Reichswahlgesetz. §. 131. Jeder Deutsche hat das Recht, an jedem Orte des Reichsgebietes seinen Aufenthalt und Wohnsitz zu nehmen, Liegenschaften jeder Art zu erwerben und darüber zu verfügen, jeden Nahrungszweig zu betreiben, das Gemeindebürgerrecht zu gewinnen. Die Bedingungen für den Aufenthalt und die Wohnberechtigung in den Einzelstaaten werden durch ein allgemeines Heimathsgesetz, jene für den Gewerbebetrieb durch eine allgemeine Gewerbeordnung von der Reichsgewalt festgesetzt. §. 132. Kein Deutscher Staat darf zwischen seinen Angehörigen und andern Deutschen einen Unterschied im bürgerlichen, peinlichen und Prozess.-Rechte machen, welcher die letzteren als Ausländer zurücksetzt. §. 133. Die Strafe des bürgerlichen Todes soll nicht stattfinden, und da, wo sie bereits ausgesprochen ist, in ihren Wirkungen aufhören, soweit nicht hierdurch erworbene Privatrechte verletzt werden. §. 134. Die Auswanderungsfreiheit ist von Staatswegen nicht beschränkt; Abzugsgelder dürfen nicht erhoben werden. Die Auswanderungsangelegenheit steht unter dem Schutze und der Fürsorge des Reiches.

Art. II. §. 135. Vor dem Gesetze gilt kein Unterschied der Stände. Alle Standesvorrechte sind abgeschafft. Die Deutschen sind vor dem Gesetze gleich. Die öffentlichen Aemter sind für alle Befähigten gleich zugänglich. Die Wehrpflicht ist für Alle gleich; Stellvertretung bei derselben findet nicht statt. Das Nähere hierüber wird durch das Wehrgesetz bestimmt.

Art. III. §. 136. Die Freiheit der Person ist unverletzlich. Die Verhaftung einer Person soll, ausser im Falle der Ergreifung auf frischer That, nur geschehen in Kraft eines richterlichen, mit Gründen versehenen Befehls. Dieser Befehl muss im Augenblicke der Verhaftung oder innerhalb der nächsten vier und zwanzig Stunden dem Verhafteten zugestellt werden. Die Polizeibehörde muss Jeden, den sie in Verwahrung genommen hat, im Laufe des folgenden Tages entweder freilassen oder der zuständigen Behörde übergeben. Jeder Angeschuldigte soll gegen Stellung einer vom Gericht zu bestimmenden Caution oder Bürgschaft der Haft entlassen werden, sofern

nicht dringende Anzeigen eines schweren peinlichen Verbrechens gegen denselben vorliegen. Im Falle einer widerrechtlich verfügten oder verlängerten Gefangenschaft ist der Schuldige und nöthigenfalls der Staat dem Verletzten zur Genugthuung und Entschädigung verpflichtet. Die für das Heer- und Seewesen erforderlichen Modifikationen dieser Bestimmungen werden besonderen Gesetzen vorbehalten. §. 137. Die Strafen des Prangers, der Brandmarkung und der körperlichen Züchtigung sind abgeschafft. §. 138. Die Wohnung ist unverletzlich. Eine Haussuchung ist nur zulässig:

1. in Kraft eines richterlichen, mit Gründen versehenen Befehls, welcher sofort oder innerhalb der nächsten vier und zwanzig Stunden dem Betheiligten zugestellt werden soll,
2. im Falle der Verfolgung auf frischer That, durch den gesetzlich berechtigten Beamten,
3. in den Fällen und Formen, in welchen das Gesetz ausnahmsweise bestimmten Beamten auch ohne richterlichen Befehl dieselbe gestattet.

Die Haussuchung muss, wenn thunlich, mit Zuziehung von Hausgenossen erfolgen. Die Unverletzlichkeit der Wohnung ist kein Hinderniss der Verhaftung eines gerichtlich Verfolgten. §. 139. Die Beschlagnahme von Briefen und Papieren darf, ausser bei einer Verhaftung oder Haussuchung, nur in Kraft eines richterlichen, mit Gründen versehenen Befehls vorgenommen werden, welcher sofort oder innerhalb der nächsten vier und zwanzig Stunden dem Betheiligten zugestellt werden soll. §. 140. Das Briefgeheimniss ist gewährleistet. Die bei strafgerichtlichen Untersuchungen und in Kriegsfällen nothwendigen Beschränkungen sind durch die Gesetzgebung festzustellen.

Art. IV. §. 141. Jeder Deutsche hat das Recht, durch Wort, Schrift, Druck und bildliche Darstellung seine Meinung frei zu äussern. Die Censur darf nicht eingeführt werden. Ein Pressgesetz zur Wahrung der öffentlichen Sicherheit und der Rechte Dritter wird vom Reiche erlassen werden. Ueber Pressvergehen, welche von Amtswegen verfolgt werden, wird durch Schwurgerichte geurtheilt.

Art. V. §. 142. Jeder Deutsche hat volle Glaubens- und Gewissensfreiheit. §. 143. Jeder Deutsche ist unbeschränkt in der gemeinsamen häuslichen und öffentlichen Uebung seiner Religion. Verbrechen und Vergehen,

welche bei Ausübung dieser Freiheit begangen werden, sind nach dem Gesetze zu bestrafen. §. 144. Durch das religiöse Bekenntniss wird der Genuss der bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechte weder bedingt noch beschränkt. Den staatsbürgerlichen Pflichten darf dasselbe keinen Abbruch thun. §. 145. Jede Religionsgesellschaft ordnet und verwaltet ihre Angelegenheiten selbstständig, und bleibt im Besitz und Genuss der für ihre Cultus-, Unterrichts- und Wohlthätigkeits-Zwecke bestimmten Anstalten, Stiftungen und Fonds. Es besteht fernerhin keine Staatskirche. Neue Religionsgesellschaften dürfen sich bilden; einer Anerkennung ihres Bekenntnisses durch den Staat bedarf es nicht. §. 146. Niemand soll von Staats wegen zu einer kirchlichen Handlung oder Feierlichkeit gezwungen werden. §. 147. Die Formel des Eides soll lauten: „So wahr mir Gott helfe." §. 148. Die bürgerliche Gültigkeit der Ehe ist nur von der Vollziehung des Civilactes abhängig, die kirchliche Trauung kann nur nach der Vollziehung des Civilactes stattfinden. Die Religionsverschiedenheit ist kein bürgerliches Ehehinderniss. §. 149. Die Standesbücher werden von den bürgerlichen Behörden geführt.

Art. VI. §. 150. Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei. §. 151. Das Unterrichts- und Erziehungswesen steht unter der Oberaufsicht des Staats; er übt sie durch eigene von ihm ernannte Behörden aus. §. 152. Unterrichts- und Erziehungsanstalten zu gründen, zu leiten und an solchen Unterricht zu ertheilen, steht jedem Deutschen frei, wenn er seine Befähigung der betreffenden Staatsbehörde nachgewiesen hat. Der häusliche Unterricht unterliegt keiner Beschränkung. §. 153. Für die Bildung der Deutschen Jugend soll durch öffentliche Schulen überall genügend gesorgt werden. Eltern oder deren Stellvertreter dürfen ihre Kinder oder Pflegebefohlene nicht ohne den Unterricht lassen, welcher für die unteren Volksschulen vorgeschrieben ist. §. 154. Die öffentlichen Lehrer haben die Rechte der Staatsdiener. Der Staat stellt unter gesetzlich geordneter Betheiligung der Gemeinden aus der Zahl der Geprüften die Lehrer der Volksschulen an. §. 155. Unbemittelten soll in allen Volksschulen und niederen Gewerbschulen freier Unterricht ertheilt werden. §. 156. Es steht einem Jeden frei, seinen Beruf zu wählen und sich für denselben auszubilden, wie und wo er will.

Art. VII. §. 157. Jeder Deutsche hat das Recht, sich mit Bitten und Beschwerden schriftlich an die Behörden, an die Volksvertretungen und an den Reichstag zu wenden. Dieses Recht kann sowohl von Einzelnen als von Korporationen ausgeübt werden, beim Heer und der Kriegsflotte jedoch nur in der Weise, wie es die Disciplinarvorschriften bestimmen. §. 158. Eine vorgängige Genehmigung der Behörden ist nicht nothwendig, um öffentliche Beamte wegen ihrer amtlichen Handlungen gerichtlich zu verfolgen.

Art. VIII. §. 159. Die Deutschen haben das Recht, sich friedlich und ohne Waffen zu versammeln, einer besondern Erlaubniss dazu bedarf es nicht. Volksversammlungen unter freiem Himmel können bei dringender Gefahr für die öffentliche Ordnung und Sicherheit verboten werden. §. 160. Die Deutschen haben das Recht, Vereine zu bilden. Dieses Recht soll durch keine vorbeugende Maassregel beschränkt werden. Die Ausübung der in diesem §. und im §. 159. festgestellten Rechte soll zur Wahrung der öffentlichen Sicherheit durch das Gesetz geregelt werden. §. 161. Die in den §§. 159. und 160. enthaltenen Bestimmungen finden auf das Heer und die Kriegsflotte Anwendung, in soweit die militairischen Disciplinarvorschriften nicht entgegenstehen.

Art. IX. §. 162. Das Eigenthum ist unverletzlich. Eine Enteignung kann nur aus Rücksichten des gemeinen Besten, nur auf Grund eines Gesetzes und gegen gerechte Entschädigung vorgenommen werden. Das geistige Eigenthum soll durch die Reichsgesetzgebung geschützt werden. §. 163. Die Bestimmungen über die Veräusserlichkeit und Theilbarkeit des Grundeigenthums, sowohl unter Lebenden als von Todeswegen, bleiben der Gesetzgebung der Einzelstaaten überlassen. Für die todte Hand sind Beschränkungen des Rechts, Liegenschaften zu erwerben und über sie zu verfügen, im Wege der Gesetzgebung aus Gründen des öffentlichen Wohls zulässig. §. 164. Jeder Unterthänigkeits- und Hörigkeitsverband hört für immer auf. §. 165. Ohne Entschädigung sind aufgehoben:

1. Die Patrimonialgerichtsbarkeit und die grundherrliche Polizei, sammt den aus diesen Rechten fliessenden Befugnissen, Exemtionen und Abgaben.
2. Die aus dem guts- und schutzherrlichen Verbande fliessenden persönlichen Abgaben und Leistungen.

Mit diesen Rechten fallen auch die Gegenleistungen und Lasten weg, welche dem bisher Berechtigten dafür oblagen. §. 166. Alle auf Grund und Boden haftenden privatrechtlichen Abgaben und Leistungen, insbesondere die Zehnten, sind ablösbar: ob nur auf Antrag des Belasteten oder auch des Berechtigten, und in welcher Weise, bleibt der Gesetzgebung der einzelnen Staaten überlassen. Es soll fortan kein Grundstück mit einer unablösbaren Abgabe oder Leistung belastet werden. §. 167. Im Grundeigenthum liegt die Berechtigung zur Jagd auf eignem Grund und Boden. Die Jagdgerechtigkeit auf fremdem Grund und Boden, Jagddienste, Jagdfrohnden und andere Leistungen für Jagdzwecke sind aufgehoben. Die Entschädigung bleibt der Landesgesetzgebung überlassen. Nur ablösbar jedoch ist die Jagdgerechtigkeit, welche erweislich durch einen lästigen mit dem Eigenthümer des belasteten Grundstückes abgeschlossenen Vertrag erworben ist; über die Art und Weise der Ablösung haben die Landesgesetzgebungen das Weitere zu bestimmen. Die Ausübung des Jagdrechts aus Gründen der öffentlichen Sicherheit und des gemeinen Wohls zu ordnen, bleibt der Landesgesetzgebung vorbehalten. Die Jagdgerechtigkeit auf fremdem Grund und Boden darf in Zukunft nicht wieder als Grundgerechtigkeit bestellt werden. §. 168. Die Familienfideikommisse sind aufzuheben. Die Art und Bedingungen der Aufhebung bestimmt die Gesetzgebung der einzelnen Staaten. Ueber die Familienfideikommisse der regierenden fürstlichen Häuser bleiben die Bestimmungen den Landesgesetzgebungen vorbehalten. §. 169. Aller Lehensverband ist aufzuheben. Das Nähere über die Art und Weise der Ausführung haben die Gesetzgebungen der Einzelstaaten anzuordnen. §. 170. Die Strafe der Vermögenseinziehung soll nicht stattfinden. §. 171. Die Besteuerung soll so geordnet werden, dass die Bevorzugung einzelner Stände und Güter in Staat und Gemeinde aufhört.

Art. X. §. 172. Alle Gerichtsbarkeit geht vom Staate aus. Es sollen keine Patrimonialgerichte bestehen. §. 173. Die richterliche Gewalt wird selbstständig von den Gerichten geübt. Cabinets- und Ministerial-Justiz ist unstatthaft. Niemand darf seinem gesetzlichen Richter entzogen werden. Ausnahmegerichte sollen nie stattfinden. §. 174. Es soll keinen privilegirten Gerichtsstand der Personen oder Güter geben. Der Militair-Gerichtsbarkeit

verbleibt jedoch die Aburtheilung der von Militair-Personen verübten Verbrechen und Vergehen, mit Einschluss der Disciplinarfälle. §. 175. Kein Richter darf, ausser durch Urtheil und Recht, von seinem Amt entfernt, oder an Rang und Gehalt beeinträchtigt werden. Suspension darf nicht ohne gerichtlichen Beschluss erfolgen. Kein Richter darf wider seinen Willen, ausser durch gerichtlichen Beschluss in den durch das Gesetz bestimmten Fällen und Formen, zu einer andern Stelle versetzt oder in Ruhestand gesetzt werden. §. 176. Das Gerichtsverfahren soll öffentlich und mündlich sein. Ausnahmen von der Oeffentlichkeit bestimmt im Interesse der Sittlichkeit das Gesetz. §. 177. In Strafsachen gilt der Anklageprozess. Schwurgerichte sollen jedenfalls über schwerere Strafsachen und schwerere politische Vergehen urtheilen. §. 178. die bürgerliche Rechtspflege soll in Sachen besonderer Berufserfahrung durch sachkundige, von den Berufsgenossen frei gewählte Richter geübt oder mitgeübt werden. §. 179. Rechtspflege und Verwaltung sollen getrennt und von einander unabhängig sein. Ueber Kompetenzkonflikte zwischen den Verwaltungs- und Gerichtsbehörden in den Einzelstaaten entscheidet ein durch das Gesetz zu bestimmender Gerichtshof. §. 180. Die Verwaltungsrechtspflege hört auf; über alle Rechtsverletzungen entscheiden die Gerichte. Der Polizei steht keine Strafgerichtsbarkeit zu. §. 181. Rechtskräftige Urtheile Deutscher Gerichte sind in allen Deutschen Landen gleich wirksam und vollziehbar. Ein Reichsgesetz wird das Nähere bestimmen.

Art. XI. §. 182. Jede Gemeinde hat als Grundrechte ihrer Verfassung:

a) die Wahl ihrer Vorsteher und Vertreter;

b) die selbständige Verwaltung ihrer Gemeindeangelegenheiten unter gesetzlich geordneter Oberaufsicht des Staates;

c) die Veröffentlichung ihres Gemeindehaushaltes;

d) Oeffentlichkeit der Verhandlungen als Regel.

§. 183. Jedes Grundstück soll einem Gemeindeverbande angehören. Beschränkungen wegen Waldungen und Wüsteneien bleiben der Landesgesetzgebung vorbehalten.

Art. XII. §. 184. Jeder Deutsche Staat soll eine Verfassung mit Volksvertretung haben. Die Minister sind der Volksvertretung verantwortlich. §. 185. Die Volks-

vertretung hat eine entscheidende Stimme bei der Gesetzgebung, bei der Besteuerung, bei der Ordnung des Staatshaushaltes; auch hat sie das Recht des Gesetzvorschlags, der Beschwerde, der Adresse, so wie der Anklage der Minister. Die Sitzungen der Landtage sind in der Regel öffentlich.

Art. XIII. §. 186. Den nicht Deutsch redenden Volksstämmen des Reichs ist ihre volksthümliche Entwickelung gewährleistet, namentlich die Gleichberechtigung ihrer Sprachen, soweit deren Gebiete reichen, in dem Kirchenwesen, dem Unterrichte, der innern Verwaltung und der Rechtspflege.

Art. XIV. §. 187. Jeder deutsche Staatsbürger in der Fremde steht unter dem Schutze des Reiches.

Abschnitt VII.

Die Gewähr der Verfassung.

Art. I. §. 188. Der Reichsvorstand leistet auf die Reichsverfassung folgendes eidliches Gelöbniss: „Ich schwöre das Reich und die Rechte des Deutschen Volkes zu schirmen, die Reichsverfassung aufrecht zu erhalten und sie gewissenhaft zu vollziehen, so wahr mir Gott helfe!“ Der Eid der Bevollmächtigten zum Fürsten-Collegium lautet wie folgt: „Ich schwöre das Reich und die Rechte des Deutschen Volkes zu schirmen und die Reichsverfassung aufrecht zu halten. So wahr mir Gott helfe!“ Diese Eidesleistungen geschehen bei Einführung gegenwärtiger Verfassung vor den zu einer Sitzung vereinigten beiden Häusern des Reichstages. Bei späterem Wechsel wird der Eid im versammelten Fürsten-Collegium abgelegt, und die darüber aufgenommene Urkunde dem nächsten Reichstage übergeben. §. 189. Die Reichsbeamten haben beim Antritt ihres Amtes einen Eid auf die Reichsverfassung zu leisten. Das Nähere bestimmt die Dienstpragmatik des Reiches. §. 190. Ueber die Verantwortlichkeit der Reichsminister soll ein Reichsgesetz erlassen werden. §. 191. Die Verpflichtung auf die Reichsverfassung wird in den Einzelstaaten mit der Verpflichtung auf die Landesverfassung verbunden und dieser vorangesetzt.

Art. II. §. 192. Keine Bestimmung in der Verfassung oder in den Gesetzen eines Einzelstaates darf mit der Reichsverfassung in Widerspruch stehen. §. 193. Eine Aenderung der Regierungsform in einem Einzelstaate kann

nur mit Zustimmung der Reichsgewalt erfolgen. Diese Zustimmung muss in den für Aenderungen der Reichsverfassung vorgeschriebenen Formen gegeben werden.

Art. III. §. 194. Abänderungen in der Reichsverfassung können nur durch einen Beschluss beider Häuser und mit Zustimmung sowohl des Reichsvorstandes als des Fürsten-Collegiums erfolgen. Zu einem solchen Beschluss bedarf es in jedem der beiden Häuser:

1) der Anwesenheit von wenigstens zwei Dritteln der Mitglieder;
2) zweier Abstimmungen, zwischen welchen ein Zeitraum von wenigstens acht Tagen liegen muss;
3) einer Stimmenmehrheit von wenigstens zwei Dritteln der anwesenden Mitglieder bei jeder der beiden Abstimmungen.

Art. IV. §. 195. Im Falle des Kriegs oder Aufruhrs können die Bestimmungen der Grundrechte über den Gerichtsstand, die Presse, Verhaftung, Haussuchung und Versammlungsrecht von der Reichsregierung oder der Regierung eines Einzelstaates für einzelne Bezirke zeitweise ausser Kraft gesetzt werden; jedoch nur unter folgenden Bedingungen:

1) die Verfügung muss in jedem einzelnen Falle von dem Gesammtministerium des Reiches oder Einzelstaates ausgehen;
2) Das Ministerium des Reiches hat die Zustimmung des Reichstages, das Ministerium des Einzelstaates die des Landtages, wenn dieselben zur Zeit versammelt sind, sofort einzuholen. Wenn dieselben nicht versammelt sind, so müssen bei ihrem Zusammentreten die getroffenen Maassregeln ihnen sofort zur Genehmigung vorgelegt werden.

Weitere Bestimmungen bleiben einem Reichsgesetz vorbehalten. Für die Verkündigung des Belagerungszustandes bleiben bis dahin die bestehenden gesetzlichen Vorschriften in Kraft.

Annexe B.

au protocole final du 26 mai 1849, relatif au projet d'une nouvelle constitution de l'Allemagne.

Entwurf eines Gesetzes, betreffend die Wahlen der Abgeordneten zum Volkshause.

§. 1. Wähler ist jeder selbstständige unbescholtene

Deutsche, welcher das 25ste Lebensjahr zurückgelegt hat. §. 2. Als selbstständig ist Derjenige anzusehen, welcher an den Gemeindewahlen seines Wohnortes Theil zu nehmen berechtigt ist und irgend eine directe Staatssteuer zahlt. §. 3. Von der Berechtigung zum Wählen sind ausgeschlossen:

1) Personen, welche unter Vormundschaft oder Curatel stehn;

2) Personen, über deren Vermögen Concurs oder Fallitzustand gerichtlich eröffnet worden ist, bis dahin dass sie ihre Creditoren befriedigt haben;

3) Personen, welche eine Armen-Unterstützung aus öffentlichen oder Gemeindemitteln beziehn, oder im letzten, der Wahl vorangegangenen Jahre bezogen haben.

§. 4. Als bescholten sind von der Berechtigung zum Wählen diejenigen Personen ausgeschlossen, denen durch rechtskräftiges Erkenntniss nach den Gesetzen des Einzelstaates, wo das Urtheil erging, entweder unmittelbar oder mittelbar der Vollgenuss der staatsbürgerlichen Rechte entzogen its, sofern sie in diese Rechte nicht wieder eingesetzt worden sind. §. 5. Des Rechts zu wählen soll, unbeschadet der sonst verwirkten Strafen, für eine Zeit von 4 bis 12 Jahren durch strafgerichtliches Erkenntniss verlustig erklärt werden, wer bei den Wahlen Stimmen erkauft oder mehr als einmal bei der für einen und denselben Zweck bestimmten Wahl seine Stimme abgegeben, oder zur Einwirkung auf die Wahl überhaupt gesetzlich unzulässige Mittel angewendet hat. §. 6. Wählbar zum Abgeordneten des Volkshauses ist jeder unbescholtene Deutsche, welcher das 30ste Lebensjahr zurückgelegt und seit mindestens 3 Jahren einem Deutschen Staate angehört hat. §. 7. Personen, die ein öffentliches Amt bekleiden, bedürfen zum Eintritt in das Volkshaus keines Urlaubs, haben aber die Kosten ihrer amtlichen Stellvertretung zu tragen. §. 8. In jedem Einzelstaate sind Wahlkreise von je 100,000 Seelen der nach der letzten Volkszählung vorhandenen Bevölkerung zu bilden. §. 9. Ergiebt sich in einem Einzelstaate bei der Bildung der Wahlkreise ein Ueberschuss von wenigstens 50,000 Seelen, so ist hierfür ein besonderer Wahlkreis zu bilden. Ein Ueberschuss von weniger als 50,000 Seelen, ist unter die anderen Wahlkreise des Einzelstaates ver-

hältnissmässig zu vertheilen. §. 10. Kleinere Staaten mit einer Bevölkerung von wenigstens 50,000 Seelen bilden einen Wahlkreis. Diesen soll die Stadt Lübeck gleichgestellt werden. Diejenigen Staaten, welche keine Bevölkerung von 50,000 Seelen haben, werden mit andern Staaten nach Maassgabe der Reichswahlmatrikel zur Bildung von Wahlkreisen zusammengelegt. §. 11. Die Wahl ist indirect. Die Urwähler wählen Wahlmänner, und diese wählen den Abgeordneten. §. 12. Die Wahlkreise zerfallen in Wahlbezirke behufs der Wahl der Wahlmänner. §. 13. Wer das Wahlrecht in einem Wahlbezirke ausüben will, muss in demselben zur Zeit der Wahl und seit mindestens 3 Jahren seinen festen Wohnsitz haben und heimathsberechtigt sein. Er muss ausserdem auf Erfordern nachweisen, dass er mit der letzten Rate der von ihm zu zahlenden directen Staatssteuer nicht im Rückstande ist. Der Standort der Soldaten und Militairpersonen des stehenden Heeres gilt als Wohnsitz und berechtigt zur Wahl ohne Rücksicht auf Heimatsberechtigung und Dauer der Wohnsitzes. In den Staaten, wo Landwehr besteht, tritt für diese dahin eine Ausnahme ein, dass Landwehrpflichtige, welche sich zur Zeit der Wahlen unter den Fahnen befinden, an dem Orte ihres Aufenthaltes für ihren Heimathsbezirk wählen. Die näheren Anordnungen zur Ausführung dieser Bestimmungen bleiben den Regierungen der Einzelstaaten überlassen. §. 14. Die Wähler werden behufs der Wahl der Wahlmänner in 3 Abtheilungen getheilt. Jede Abtheilung wählt ein Drittheil der zu wählenden Wahlmänner. §. 15. Die Bildung der Abtheilungen erfolgt nach Maassgabe der von den Wählern zu entrichtenden directen Staats-Steuern und zwar in der Art, dass auf jede Abtheilung ein Drittheil der Gesammtsumme der Steuerbeträge aller Wähler fällt. Diese Gesammtsumme wird berechnet:

a) gemeindeweise, falls die Gemeinde einen Bezirk für sich bildet, oder in mehrere Bezirke getheilt ist;

b) bezirksweise, falls der Bezirk aus mehreren Gemeinden zusammengesetzt ist.

Den Regierungen der Einzelstaaten bleibt es überlassen für diejenigen Gemeinden oder Bezirke, in welchen keine oder nicht alle landüblichen directen Steuern zur Hebung kommen, der ausfallenden Steuer, behufs Feststellung der Wahlberechtigung und der Abtheilung,

eine andere zu substituiren. §. 16. Die erste Abtheilung besteht aus denjenigen Wählern, auf welche die höchsten Steuerbeträge bis zum Belaufe eines Drittheils der Gesammtsteuer fallen. Die zweite Abtheilung besteht aus denjenigen Wählern, auf welche die nächst niedrigeren Steuerbeträge bis zur Grenze des zweiten Drittheils fallen. Die dritte Abtheilung endlich besteht aus den am niedrigsten besteuerten Wählern, auf welche das letzte Drittheil fällt. §. 17. In jedem Bezirke ist ein Verzeichniss der stimmberechtigten Wähler (Wählerliste) mit Angabe des Steuerbetrages bei den einzelnen Namen aufzustellen. Diese Listen sind spätestens 4 Wochen vor dem zur Wahl bestimmten Tage zu jedermanns Einsicht auszulegen, und dies öffentlich bekannt zu machen. Einsprachen gegen die Listen sind binnen 8 Tagen nach öffentlicher Bekanntmachung bei der Behörde, welche die Bekanntmachung erlassen hat, anzubringen, und innerhalb der nächsten 14 Tage zu erledigen, worauf die Listen geschlossen werden. Nur diejenigen sind zur Theilnahme an der Wahl berechtigt, welche in die Listen aufgenommen sind. §. 18. Aus den Wählerlisten ist für jede Gemeinde oder Bezirk (§. 15.) eine Abtheilungsliste anzufertigen, wegen deren Berechtigung die Vorschriften des vorhergehenden §. Platz greifen. §. 19. Bei der Wahlhandlung sind Gemeinde-Mitglieder zuzuziehen, welche kein Staats- oder Gemeinde-Amt bekleiden. §. 20. Die Wahlen erfolgen abtheilungsweise durch offene Stimmgebung zu Protokoll, nach absoluter Mehrheit. §. 21. Ergiebt sich bei der ersten Abstimmung keine absolute Stimmenmehrheit, so findet die engere Wahl statt. §. 22. Die gewählten Wahlmänner treten zur Wahl des Abgeordneten zusammen. §. 23. Die Wahlmänner wählen durch offene Stimmgebung zu Protokoll nach absoluter Mehrheit. Ergiebt sich bei der ersten Abstimmung eine solche nicht, so findet die engere Wahl statt. Der Tag der Wahlen wird für das gesammte Reich ein und derselbe sein. Die Wahlen, welche später erforderlich werden, sind von den Regierungen der Einzelstaaten auszuschreiben. §. 24. Die Wahlkreise und Wahlbezirke, die Wahldirectoren und das Wahlverfahren, insoweit dieses nicht durch das gegenwärtige Gesetz festgestellt worden ist, werden von den Regierungen der Einzelstaaten bestimmt.

Annexe C.
*au protocole final du 26 mai 1849, relatif au projet d'une nouvelle constitution de l'Allemagne *).*

An sämmtliche Deutsche Regierungen.

Der etc. Regierung finden sich die Regierungen von Preussen etc. und in deren Auftrage die Preussische Regierung, veranlasst, folgende ergebenste Eröffnung zu machen.

Es bedarf keiner nähern Darlegung der Gefahren, von welchen gegenwärtig das gemeinsame Vaterland bedroht wird. Die Ereignisse sprechen laut genug. In mehreren Theilen Deutschlands ist die gesetzliche Autorität durch den Aufruhr umgestürzt, in andern nur durch die Anwendung der Waffen hergestellt worden. Niemand vermag zu ermessen, welche fernere Ausdehnung diese weit verzweigten Bewegungen erhalten, und wie weit sie selbst dem Auslande gegenüber, zu ernsten Bedenken führen können. Nicht bloss die gesammte staatliche Existenz Deutschlands ist in Frage gestellt, sondern eben sowohl die Grundlagen jedes geordneten Zustandes überhaupt.

Um diesen Gefahren gewachsen zu sein, um den Kampf siegreich zu bestehen, dessen Ausgang sonst alle Deutschen Lande mit gleichem Verderben treffen würde, bedarf es vor Allem einer vollen Uebereinstimmung in den Handlungen der Regierungen. Um desto schmerzlicher muss es empfunden werden, dass hierzu jetzt der geeignete Vereinigungspunkt mangelt. Der auf der Akte vom 8. Juni 1815 errichtete deutsche Bund ist hierzu factisch um so mehr ausser Stande, da ihm zur Zeit ein ausreichendes Organ zu gemeinschaftlicher Thätigkeit abgeht. Ein neues, den gegenwärtigen Anforderungen entsprechendes Bundesverhältniss hat noch nicht zu Stande gebracht werden können. Die in Frankfurt zusammengetretene National-Versammlung hat, als sie die von ihr berathene Reichs-Verfassung als abgeschlossen und weiterer Verhandlung unzugänglich verkündigte, sich selbst ausser Stand gesetzt, ihr Mandat ferner zu erfüllen, ihre weiteren Beschlüsse entbehren daher schon deswegen jeder rechtlichen Gültigkeit und können nur als Uebergriffe betrachtet werden, denen keinerlei Folge zu geben ist.

Einer so bedrohlichen Lage gegenüber ist ein festes,

---

*) Cette note a été signée par le ministre de Prusse le 28 mai 1849.

einträchtiges und unverzügliches Handeln nothwendig, und es wird dieses von den Regierungen ausgehen müssen, welche sich zu den hier vorliegenden Fragen in gleicher Stellung befinden.

Die Regierungen von Preussen etc. sind daher übereingekommen, auf Grund des Art. 11. der Deutschen Bundes-Akte in ein Bündniss zu treten, das den gegenseitigen Schutz seiner Glieder gegen den innern oder äussern Feind zum Zwecke hat. Die Leitung der hierzu erforderlichen gemeinsamen Maassregeln haben sie Preussen übertragen. So wie an alle Regierungen, welche Glieder des deutschen Bundes von 1815 sind, so ergeht auch an die etc. Regierung ihr Ansuchen sich diesem, durch die Gefahren des Augenblicks hervorgerufenen Bündnisse anzuschliessen, und sich hierüber in kürzester Frist gefälligst erklären zu wollen.

Die genannten Regierungen würden jedoch die ihnen gestellte Aufgabe nur unvollständig erfüllen, wenn sie lediglich bei den Bedürfnissen, welche die nächste Gegenwart erzeugt, stehen blieben. Sie sind vielmehr von der Ueberzeugung durchdrungen, das Pflicht und Vernunft gleichmässig gebieten, sich über die Stellung zu der Deutschen Verfassungsfrage von vorn herein gegen ihre Verbündeten sowohl, als gegen die Nation offen auszusprechen. Sie haben die von der National-Versammlung entworfene Reichsverfassung nicht anerkannt, weil sie über die wahren und heilsamen Anforderungen eines kräftigen Bundesstaates hinausgriff, und in ihrer aus den Kämpfen und Zugeständnissen der politischen Partheien hervorgegangenen Gestalt die wesentlichsten Bürgschaften entbehrte, auf welchen der rechtliche und geordnete Bestand jedes Staatswesens beruht.

Aber die verbündeten Regierungen haben nicht einen Augenblick verkannt, dass ihnen eben hieraus die doppelte Verpflichtung erwachsen sei, nach allen Kräften zu dem Abschluss eines Verfassungswerks mitzuwirken, das für das gesammte Deutschland eine unabweisliche Nothwendigkeit geworden ist. Eine solche Verfassung wird der Nation gewähren müssen, was sie seit längerer Zeit schmerzlich entbehrte, was sie von ihren Regierungen zu fordern berechtigt ist: dem Auslande gegenüber Einheit und Macht; im Innern bei gesichertem Fortbestande aller einzelnen Glieder, die einheitliche Entwickelung der gemeinsamen Interessen und nationalen Bedürfnisse. Die

Bürgschaften der rechtlichen Freiheit und der gesetzlichen Ordnung sind es, welche die Deutsche Verfassung den Regierungen und den Völkern zu gewähren haben wird.

Unter diesen Gesichtspunkten haben die verbündeten Regierungen den von der National-Versammlung beschlossenen Entwurf ernstlich geprüft, alle seine heilsamen und unbedenklichen Bestimmungen beibehalten und nur diejenigen Theile geändert, welche mit dem gemeinen Wohle unvereinbar sind.

Hieraus ist, auf Grund einer von Preussen vorgelegten Proposition, der Entwurf einer Reichsverfassung hervorgegangen, welchen sie sämmtlichen Gliedern des Bundes von 1815 als ihren gemeinschaftlichen Vorschlag und in der Hoffnung vorlegen, dass derselbe ihre Zustimmung finden werde. Die Begründung seines Inhalts so wie dessen nähere Erläuterung ist in der Denkschrift niedergelegt, welche beiliegt. Die Deutschen Staaten, welche sich dem vorgelegten Verfassungs-Entwurf anschliessen, werden als die im §. 1. bezeichneten Glieder des Bundesstaats zu betrachten sein, während denjenigen Regierungen gegenüber, welche sich zu diesem Anschluss nicht veranlasst finden, die aus den Verträgen von 1815 fliessenden Rechte und Pflichten unverändert fortbestehen.

Indem die Regierungen von Preussen etc. sich durch den Drang der Zeitumstände genöthigt gesehen haben, ihrerseits die Initiative in dem Verfassungswerke zu ergreifen, sind sie jedoch von der bestimmten und ausdrücklichen Voraussetzung ausgegangen, dass der rechtsgültige Abschluss desselben auf der freien Zustimmung der National-Vertretung beruhe. Sie werden daher in Gemeinschaft mit denjenigen Regierungen, welche sich dem Verfassungs-Entwurf anschliessen, aus diesen Deutschen Landen einen Reichstag in dem Umfange und nach den Wahlbestimmungen berufen, welche der Verfassungs-Entwurf vorläufig bezeichnet. Diesem lediglich hierzu versammelten Reichstage wird dann der genannte Entwurf zur Berathung und Zustimmung übergeben werden.

Auf dem hier bezeichneten Wege hoffen die Regierungen sich mit allen verständigen und wohldenkenden Männern der Nation zu begegnen, mit Allen, denen das wahre Wohl Deutschlands am Herzen liegt, mit Allen, welche von der ganzen Bedeutung des Augenblicks durchdrungen, eines unbefangenen Urtheils über die Lage des Vaterlandes fähig sind.

Die oben erwähnte Denkschrift zu dem Inhalte des Verfassungs-Entwurfs war bei dem Abgange dieses Aktenstücks noch nicht beendigt und wird unverzüglich nachfolgen.

Berlin.

Annexe D.

au protocole final du 26 mai 1849, relatif au projet d'une nouvelle constitution de l'Allemagne.

Traité d'alliance entre la Prusse, la Saxe et le Hanovre.

Da unter den gegenwärtigen Verhältnissen die vom Deutschen Bunde gewahrte innere und äussere Sicherheit Deutschlands gefährdet ist, und daher die Umstände zu Herstellung einer einheitlichen Leitung der Deutschen Angelegenheiten, eine engere Vereinigung derjenigen Regierungen, welche entschlossen sind, nach gleichen Grundsätzen zu verfahren, nothwendig machen, so ist unter den Regierungen von Preussen, Sachsen und Hannover folgender Vertrag geschlossen worden:

Art. I. Die Königlichen Regierungen von Preussen, Sachsen und Hannover schliessen in Gemässheit des Art. 11. der Deutschen Bundes-Akte vom 8. Juni 1815, ein Bündniss

zum Zwecke der Erhaltung der äussern und innern Sicherheit Deutschlands und der Unabhängigkeit und Unverletzlichkeit der einzelnen Deutschen Staaten.

Sie behalten dabei sämmtlichen Gliedern des Deutschen Bundes alle aus diesem hervorgehenden Rechte und die diesen Rechten entsprechenden Verpflichtungen ausdrücklich vor.

Art. II. Der Beitritt zu diesem Bündniss bleibt allen Gliedern des Deutschen Bundes offen; der Beitretende erlangt durch den Beitritt das Recht auf Leistung der durch den ausgesprochenen Zweck des Bündnisses bedingten Hülfe. Diese Hülfe wird theils in Vermittelung oder Beförderung gütlichen oder rechtlichen Austrags sich ergebender Ansprüche und Streitigkeiten, theils in militairischem Schutze gegen unrechtmässige Gewalt jeder Art bestehen.

Art. III. §. 1. Die Oberleitung der zur Erreichung des Zweckes dieses Bündnisses zu ergreifenden Maassregeln wird der Krone Preussen übertragen. Für die Ausübung dieser Oberleitung sind für die Dauer Eines

Jahres, vom 1. Juni anfangend, die unten folgenden weiteren Verabredungen getroffen. Sollte vor Ablauf dieses Jahres die Reichs-Verfassung ins Leben treten, so finden lediglich die Bestimmungen derselben ihre Anwendung. wäre aber mit Ablauf eines Jahres die verfassungsmässige Ordnung in Deutschland noch nicht wieder hergestellt, so wird die Verlängerung dieser Verabredungen vorbehalten. §. 2. Zur Führung der auf die Erreichung des Zweckes des Bündnisses bezüglichen Geschäfte soll ein Verwaltungs-Rath gebildet werden, zu welchem jeder der Verbündeten einen oder mehrere Bevollmächtigte absendet. Dieser Verwaltungs-Rath tritt sofort nach der Ratifikation des gegenwärtigen Vertrages zu Berlin zusammen. Der Verwaltungs-Rath hat von allen, in Gemässheit des gegenwärtigen Bündnisses vorkommenden Geschäften Kenntniss zu nehmen, über solche zu berathen, und rücksichtlich derjenigen Geschäfte, welche allgemeine und dauernde Anordnungen, so wie namentlich die Vermittelung und Erledigung von Beschwerden und sonstigen Rechts-Verhältnissen betreffen, entscheidend zu beschliessen, über diejenigen Geschäfte aber, welche lediglich die Vollziehung getroffener Anordnungen, so wie im einzelnen Falle zu treffende Maassregeln angehen, sein Gutachten zur vollziehenden Beschlussnahme der Krone Preussen abzugeben. Ueberdies liegt den Mitgliedern des Verwaltungs-Rathes ob, alle Kommunikationen zwischen der Krone Preussen und ihren resp. Regierungen über die Angelegenheiten, welche mit dem gegenwärtigen Bündnisse zusammenhängen, zu vermitteln, und wird deshalb die Krone Preussen nur auf diesem Wege mit den Regierungen kommuniziren. §. 3. Zu denjenigen Angelegenheiten, welche der definitiven Beschlussnahme des Verwaltungs-Rathes unterliegen, gehören:

1. Die Aufnahme neuer Mitglieder in das Bündniss, die Feststellung der desfallsigen Beitritts-Urkunden, und der zu stellenden Bedingungen in Bezug auf Theilnahme an der Verwaltung der Geschäfte, auf zu leistende Hülfe, auf Prüfung und Abstellung derjenigen gegen die Theilnehmer angebrachten Beschwerden, durch welche Störungen der innern Sicherheit hervorgerufen sein möchten.
2. Die Maassregeln behufs Berufung des über die Verfassung beschliessenden Reichstags und Leitung der Verhandlungen desselben.

3. Bei vorkommenden Gesuchen um Hülfsleistung, im Falle innerer Unruhen, die Ernennung und Instruktion der den militairischen Operationen beizugebenden Civil-Kommissarien; die Entscheidung der Frage, ob über die etwaigen Beschwerden eine Vermittelung zu versuchen, oder solche an das Bundes-Schiedsgericht zu verweisen seien; sowie Erstattung der Kosten der Hülfsleistung, und das schliessliche Liquidations-Geschäft.

§. 4. Werden diplomatische Verhandlungen, sei es zur Abwendung der Gefahr äussern Krieges, oder zum Abschluss von Allianzen, oder behufs Herstellung des gestörten Friedens nothwendig: so sollen dieselben durch die Krone Preussen geführt und der Verwaltungs-Rath über den Gang derselben in vollständiger Kenntniss erhalten werden. Demselben steht es frei zu bestimmen, ob in besonderen Fällen die verbündeten Regierungen eigene Bevollmächtigte zur unmittelbaren Theilnahme an den Verhandlungen absenden, oder ob deren diplomatische Agenten an Ort und Stelle lediglich die Verhandlung zu unterstützen haben. §. 5. Die militairischen Operationen werden durch die Krone Preussen geleitet, welcher die Verbündeten zu diesem Ende alle diejenigen Befugnisse einräumen, welche nach der Kriegs-Verfassung des Deutschen Bundes in den §§ 50, 53, 54, 57—64 dem Oberfeldherrn zustehen; wie denn überhaupt in Bezug auf die militairischen Verhältnisse die Bestimmungen dieses Bundesgesetzes analoge Anwendung finden sollen. Die Verbündeten werden zu diesem Zwecke ihre Kriegsmacht in Bereitschaft halten. Die näheren Bestimmungen über die Zahl der zu stellenden Truppen, der Art der Stellung derselben u. s. w. bleiben weiteren Verabredungen vorbehalten. Im Allgemeinen soll die Verwendung der Truppen zum Zweck der Erhaltung innerer Ordnung in der Art geschehen, dass zunächst jedem der Verbündeten die Erhaltung der Ruhe im eigenen Lande und den unmittelbar angrenzenden Gebieten obliegt. Es kann daher in Fällen dringender Eile jede der verbündeten Regierungen den benachbarten Bundesgliedern die begehrte Hülfe ohne weitere Rückfrage leisten. Sobald jedoch militairische Operationen von umfassenderem Charakter erforderlich werden, soll die ganze zur Disposition gestellte Truppenmacht als Eine Armee betrachtet und als solche verwendet werden.

Art. IV. Um den ernsten Willen zu bethätigen, die Verhältnisse Deutschlands in Zukunft nach den Bedürfnissen der Zeit und den Grundsätzen der Gerechtigkeit zu ordnen, verpflichten sich die Verbündeten, dem Deutschen Volke eine Verfassung nach Maassgabe des unter ihnen vereinbarten und diesem Vertrage anzuschliessenden Entwurfs zu gewähren. Sie werden diesen Entwurf einer, nach Maassgabe der in denselben enthaltenen Bestimmungen über den Reichstag, und des neben dem Entwurfe vereinbarten Wahlgesetzes lediglich zu diesem Zwecke zu berufenden Reichs-Versammlung vorlegen. Abänderungen, welche von dieser Reichs-Versammlung beantragt werden, bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Zustimmung der Verbündeten. Dieselben behalten sich vor, über Zeit und Ort der Reichs-Versammlung, so wie über die Form der Berufung das Weitere festzusetzen.

Art. V. §. 1. Nicht minder verpflichten sich dieselben, spätestens am 1. Juli ein provisorisches Bundes-Schiedsgericht ins Leben treten zu lassen, dessen schiedsrichterlicher Entscheidung sie sich nach Maassgabe der im §. 3. dieses Artikels enthaltenen Kompetenz-Bestimmungen unterwerfen. §. 2. Dieses Schiedsgericht wird zusammengesetzt aus Bundes-Schiedsrichtern, von denen

Preussen	3
Sachsen	2
Hannover	2

ernennen.

Jedem Staate bleibt vorbehalten, bei diesen Ernennungen seinen Ständen eine Mitwirkung einzuräumen. §. 3. Das Gericht soll seinen Sitz zu Erfurt nehmen, den Vorsitz führt das älteste der von Preussen ernannten Mitglieder. §. 4. Die Verbündeten unterwerfen sich dem Urtheile dieses provisorischen Bundesschiedsgerichts

1. in allen denjenigen Fällen, welche §§. 124. und 125. des Entwurfs der Reichs-Verfassung dem Reichsgericht überwiesen sind, insoweit solche vor definitiver Einführung der Reichs-Verfassung in Frage kommen können, also namentlich in den Fällen c, d, e, f, h, k, n des §. 124.

Ferner überweisen sie der Kompetenz des provisorischen Bundes-Schiedsgerichts

2. alle diejenigen Beschwerden, welche als Veranlassung von Störungen der inneren Sicherheit zur Spra-

che kommen und nicht durch den Verwaltungs-Rath oder die Civil-Kommissarien im Wege gütlicher Verhandlung zu erledigen oder lediglich den Landesgerichten zur Entscheidung zu überweisen sein möchten;

3. alle Rechtshändel, welche unter den Verbündeten selbst aus der Vollziehung des gegenwärtigen Bündnisses erwachsen, insofern auch hier die Gerichte eines einzelnen Staates nicht kompetent sein möchten.

§. 5. Der Beitritt zu dem gegenwärtigen Bündniss wird keiner Regierung verstattet, welche sich nicht in gleichem Maasse der Entscheidung des provisorischen Bundes-Schiedsgerichts unterwirft. §. 6. Die näheren Bestimmungen über die Einsetzung des Gerichts, das Verfahren vor demselben und die Vollziehungen seiner Entscheidungen sollen durch den Verwaltungs-Rath erlassen werden. Die Mitglieder des Gerichts werden mit der Bearbeitung der desfalsigen Gesetz-Entwürfe beauftragt.

Déclarations des Plénipotentiaires de Saxe, et de Hanovre, annexées au protocole final du 26 mai 1849, relatif au projet d'une nouvelle constitution de l'Allemagne, signées le 26 mai 1849.

a. Déclaration de la Saxe.

Der unterzeichnete Königlich Sächsische Bevollmächtigte sieht sich veranlasst, im Namen und Auftrag seiner Regierung nachstehende Erklärung in die Hände der Königl. Preussischen Regierung niederzulegen.

Die Königlich Sächsische Regierung hat bei unausgesetzter Festhaltung des Grundsatzes, dass das Verfassungswerk nicht von der National-Versammlung einseitig beschlossen, sondern nur im Wege der Vereinbarung mit den Regierungen endgültig werden könne, unverändert und so oft ihr dazu Gelegenheit geboten war, sich dahin ausgesprochen, dass die Bundes- oder Reichs-Gewalt nicht in einheitlicher Gestalt, sondern in kollegialer aufzurichten sei, und sich daher im Gegensatz zu dem in Frankfurt beliebten erblichen Kaiserthum für ein Direktorium erklärt.

Es geschah dies namentlich durch die Note vom 10. Februar d. J. in Erwiederung der Cirkular-Depesche der Königlich Preussischen Regierung vom 23. Januar d. J., welche gleichfalls das Projekt der Aufrichtung der deut-

schen Kaiserwürde zurückwies, so wie durch die Note vom 17. März d. J., worin der Preussischer Seits ergangenen Einladung zu einer Verhandlung über das von dem Kaiserlich Königlich Oesterreichischen Kabinet in Vorschlag gebrachte Direktorial-Projekt Folge gegeben wurde. Indem die Königlich Sächsische Regierung sich zur ausschliesslichen Vertretung dieser Ansicht berufen fand, war dieselbe keineswegs von der Absicht geleitet, nur dynastische Interessen zur Geltung zu bringen oder sich der Uebertragung der obersten Reichs-Gewalt an eine einzige Deutsche Regierung aus partikularistischer Eifersucht widersetzen zu wollen. Sie gehorchte vielmehr der innigen Ueberzeugung, dass die von der National-Versammlung beabsichtigte und späterhin beschlossene Verleihung der obersten Reichs-Gewalt an Einen der regierenden Deutschen Fürsten einen doppelten, für die künftigen Geschicke Deutschlands gleich verderblichen Nachtheil bereite; sie durfte sich nicht verhehlen, dass durch diesen Akt einestheils das Ausscheiden Oesterreichs aus dem neuen Bundesverhältnisse bedingt sei, und dass andererseits die der obersten Reichs-Gewalt zu verleihende einheitliche Spitze nur zu leicht dazu führen werde, den Bundesstaat in den Einheitsstaat allmälig umzubilden und somit alles und jedes selbstständige Leben der verschiedenen Deutschen Stämme zu vernichten.

Die Ereignisse, welche der Annahme der Deutschen Verfassung von Seiten der National-Versammlung bei der zweiten Lesung gefolgt sind, haben Zustände herbeigeführt, welche zwar die diesseitige Regierung nicht haben vermögen können, eine verschiedene Anschauung der Verhältnisse zu gewinnen, denen gegenüber sie jedoch die Nothwendigkeit hat ins Auge fassen müssen, ihre Ueberzeugung dem Bedürfniss der Erhaltung der bedrohten staatlichen Ordnung und der damit in genauerem Zusammenhange stehenden, möglichst raschen Verwirklichung des Deutschen Verfassungswerkes unterzuordnen. Nachdem sie daher, an der Absicht festhaltend, dass die von der National-Versammlung beschlossene Verfassung ihres zum Theil gemeinschädlichen Inhalts wegen zu verwerfen sei, vor den Gefahren des in Folge dieses Entschlusses in ihrem Lande ausgebrochenen Aufruhrs nicht zurückgewichen ist, erklärt sie sich auch bereit, eine der allgemeinen Wohlfahrt förderlichere Verfassung anzunehmen, welche die Exekutiv-Gewalt des Reichs der Krone

Preussen verleiht, wobei sie die Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich bundesvertragsmässig zuständigen Ansprüche durch den im §. 1. der Verfassung gemachten Vorbehalt als ausdrücklich gewahrt betrachtet.

Die Königlich Sächsische Regierung will und darf jedoch keine Zweifel darüber bestehen lassen, wie sie diesen Entschluss allein zu dem Zweck und in der Erwartung gefasst hat, dass diese Verfassung Gemeingut der ganzen Deutschen Nation und nicht eines Theils derselben werde. Sie verkennt nicht, dass ein Eintritt der Oesterreichischen Lande in der nächsten Zeit nicht gehofft werden darf. Allein die Aufnahme des gesammten übrigen Deutschlands in den Reichs-Verband, welche, unbeschadet der der Oesterreichischen Regierung durch die Bundesverfassung gesicherten Rechte, erzielt werden soll, hält dieselbe als Bedingung dafür fest, dass sie selbst zu einem bleibenden Verharren in demselben auf Grund der vereinbarten Verfassung verpflichtet sei. Sollte es daher nicht gelingen, den Süden Deutschlands in den Reichs-Verband, wie er durch die fragliche Verfassung bestimmt worden, aufzunehmen, was wesentlich davon abhängen wird, ob Bayern sich demselben anschliesst, sollte vielmehr nicht mehr zu erreichen sein, als die Herstellung eines Norddeutschen oder Nord- und Mitteldeutschen Bundes, so müsste die Königlich Sächsische Regierung für diese Eventualität die Erneuerung der Verhandlungen und Umgestaltung der vereinbarten Verfassung ausdrücklich vorbehalten. Eine solche Nothwendigkeit wäre ohnedies durch die Bestimmung der Verfassung selbst geboten, welche nach allen Richtungen hin dem Namen und der Sache nach den Anforderungen einer Verfassung für das Deutsche Volk in seiner Gesammtheit, nicht aber denen eines Vereins einzelner Deutscher Staaten entspricht.

Die Königlich Sächsische Regierung hat der von der Königlich Preussischen Regierung aufgestellten Ansicht gern beigepflichtet, dass die Regierungen, welche sich zu einem engeren Bündniss Behufs der Bekämpfung der Partei des Umsturzes vereinigt haben, der Nation ihren Willen auf unzweideutige Weise zu erkennen geben, das aus den Berathungen der National-Versammlung hervorgegangene Verfassungswerk mit denjenigen Abänderungen, welche durch die Rücksichten auf das Wohl der Gesammtheit sowohl, als der Einzelstaaten geboten waren,

anzunehmen und zur Ausführung zu bringen. Diese Verpflichtung übernimmt die Königlich Sächsische Regierung im gerechten Vertrauen darauf, dass das Sächsische Volk ihr Dank wissen werde, ihre Selbständigkeit dem Bedürfniss der Deutschen Einheit und einer sie gewährleistenden Verfassung geopfert zu haben. Die Erreichung dieses Ziels allein wird das von ihr unter so schwierigen Zeitverhältnissen beobachtete Verfahren gerechtfertigt erscheinen lassen.

Die Königlich Sächsische Regierung darf daher nach freimüthiger Darlegung vorstehender Gründe nicht besorgen, ihre Absichten verkannt zu sehen, wenn sie sich für den Fall, dass bis zu dem Zeitpunkte der Einberufung des ersten Reichstages jene ihre Entschliessung bedingende Voraussetzung sich nicht verwirklicht haben sollte, das Recht anderweiter Verhandlungen vorbehält.

Dem Unterzeichneten liegt es schliesslich noch ob, darauf ergebenst aufmerksam zu machen, dass in getreuer Beobachtung der Bestimmung der Sächsischen Verfassungsurkunde §. 2. die diesseitige Regierung nicht unterlassen wird, die Zustimmung der Kammern zur Annahme der Deutschen Reichsverfassung einzuholen.

Mit Vergnügen benutzt u. s. w.

Berlin, den 26. Mai 1849.

(gez.) Frhr. von Beust.

b. Déclaration du Hanovre.

Die Unterzeichneten Königlichen Hannoverschen Bevollmächtigten haben der von dem Königlich Preussischen Herrn Bevollmächtigten ihnen vorgelegten Proposition rücksichtlich der Gestaltung des demnächstigen Reichs-Oberhauptes und der Reichsregierung nachgebend, einen von ihnen für richtiger gehaltenen Entwurf bei Seite zu setzen sich bereit erklärt; dieselben finden sich aber verpflichtet, der Königlich Preussischen Regierung gegenüber ihre Ansichten über diesen Gegenstand nochmals auszusprechen.

Nach der Ansicht der Unterzeichneten war es bei dieser Frage die Aufgabe:

1. Deutschland in seiner Integrität zu erhalten;

2. Eine Regierungsgewalt zu schaffen, welche einerseits der Eigenthümlichkeit Deutschlands, — seinen durch Geschichte und lange Entwickelung fest zusammengewachsenen Staatsverbänden — die nöthige Gewähr lei-

stete; anderseits im Stande wäre, die Lenkung der höchsten staatlichen Interessen Deutschlands d. h. die eigentliche Reichsregierung im ächten Geiste der Nation mit ungehemmter, durchgreifender Kraft zu übernehmen. Sollen diese Ziele erreicht werden, so muss Oestreich in voller Bedeutung bei Deutschland bleiben, dem es durch geographische Lage, Nationalität und Geschichte so enge verbunden ist, dass jede Trennung eine unheilbare Wunde sein würde. Es muss die leider seit langem Zeitraum geförderte Entfremdung beseitigt, das geistige Band der Einheit enger geschlungen werden.

Es müssen ferner die höchsten Angelegenheiten der Nation, ihre Politik gegen Aussen — die nach den Verhältnissen der Gegenwart vor Allem in den Beziehungen des Welthandels ihre Grundlage und ihre Entwickelung findet — der Reichsregierung zur Verwaltung, dem Reichstage zur Ueberwachung gegeben werden, damit beide — und durch sie die Nation — sich an diesen grossen Gegenständen halten und heben.

Es muss endlich der Regierung in ihrer Sphäre die Möglichkeit freien und ungehemmten Handelns gesichert und der Zutritt zu den höchsten Ehren und Pflichten Deutschlands allen Deutschen gleich nahe gebracht werden.

Die Grundzüge zu einer solchen Gestaltung der Dinge glaubt die Königlich Hannoversche Regierung gefunden zu haben.

Wenn nun von Königlich Preussischer Seite ein Verfassungsplan festgehalten wird, welcher, wenn die demselben zum Stützpunkte dienende „Union" mit dem gesammten Oestreichischen Kaiserstaate und die für diese Union vorgeschlagenen Regierungsformen durchgeführt werden sollten, jene höchsten politischen Angelegenheiten der National-Vertretung gänzlich entziehen und solche einer Behörde überweisen würde, die vom Reichstage vollkommen unabhängig wäre, welcher ferner dem Reste der Reichsregierung einer Form giebt, die allerdings der Geltung der Einzelstaaten ein bedeutendes Gewicht verleiht, die aber in Folge der Vertheilung nothwendig zusammengehöriger Geschäfte unter zwei verschiedene Behörden Reibung und Schwäche bewirken muss; und welche endlich der Eifersucht verschiedener Länder gegeneinander fortwährenden Stoff bieten wird; so bedauern die Unterzeichneten, darin um so weniger Beruhigung finden zu können, als die in diesem Entwurf that-

sächlich gegebene völlige Entfremdung Oestreichs von Deutschland nur geeignet sein würde, jene Mängel auf das schärfste hervortreten zu lassen.

Die Unterzeichneten haben daher nur einerseits in der unabweislichen Nothwendigkeit einer Einigung der Regierungen, andererseits in den Erklärungen Oestreichs, auf eine Verfassung nicht eingehen zu können, welche die für Deutschland unentbehrliche gemeinschaftliche Volksvertretung und Legislation enthielte, eine Rechtfertigung für ihre Nachgiebigkeit gegen einen Verfassungs-Entwurf finden können, welcher ihrer Ansicht nach den Bedürfnissen Deutschlands keinesweges genügt.

Wie sie aber in dem an die Spitze des Ganzen gestellten Vorbehalte für Oestreich das Mittel erblicken, der nothwendigen Gemeinschaft Oestreichs mit Deutschland ihre Geltung zu verschaffen, sobald die dortigen Zustände einer bestimmteren Ansicht der Dinge Raum gegeben haben werden, und wie sie die Verpflichtung Deutschlands den Rechten Oestreichs aus der Verfassung des Deutschen Bundes Folge zu geben ausdrücklich anerkennen; so müssen sie dem künftigen Reichstage auch über diese oberste Frage die weiteren Verhandlungen vorbehalten.

Zugleich aber vereinigen sie sich mit dem Bevollmächtigten der Königlich Sächsischen Regierung für den beklagenswerthen Fall, wenn der gegenwärtige Versuch einer Einigung zu nichts als zur Herstellung eines nord- und mitteldeutschen Bundes führen möchte, in der Erklärung, dass für diese Eventualität die Erneuerung der Verhandlungen und die Umgestaltung des vereinbarten Verfassungs-Entwurfs ausdrücklich vorbehalten bleibe.

Die Unterzeichneten benutzen etc.

Berlin, den 26. Mai 1849.

(gez.) Stüve. (gez.) H. von Wangenheim.

71.

Convention entre la Prusse, la Saxe et le Hanovre pour l'institution provisoire d'une cour arbitrale, signée à Berlin, le 26 mai 1849.

§. 1. Die Königlichen Regierungen von Preussen, Sachsen und Hannover verpflichten sich, spätestens am 1sten Juli c. ein provisorisches Bundesschiedsgericht ins Leben treten zu lassen, dessen schiedsrichterlicher Entscheidung sie sich nach Maassgabe der im §. 4. enthaltenen Kompetenz-Bestimmungen unterwerfen.

§. 2. Dieses Schiedsgericht wird zusammengesetzt aus Bundesrichtern, von denen

Preussen 3,
Sachsen 2,
Hannover 2,

ernennen.

Jedem Staate bleibt vorbehalten, bei diesen Ernennungen seinen Ständen eine Mitwirkung einzuräumen.

§. 3. Das Gericht soll seinen Sitz zu Erfurt nehmen; den Vorsitz führt das älteste der von Preussen ernannten Mitglieder.

§. 4. Die Verbündeten unterwerfen sich dem Urtheile dieses provisorischen Bundes-Schiedsgerichts:

a) in allen denjenigen Fällen, welche nach den §§. 124. und 125. des von ihnen vorgelegten Entwurfs der Reichsverfassung dem Reichsgerichte überwiesen sind, in soweit solche vor definitiver Einführung der Reichsverfassung in Frage kommen können, namentlich in den Fällen von

1. politischen und privatrechtlichen Streitigkeiten aller Art zwischen den verbündeten Staaten;
2. Streitigkeiten über Thronfolge, Regierungsfähigkeit und Regentschaft in denselben;
3. Streitigkeiten zwischen der Regierung eines der verbündeten Staaten und dessen Volksvertretung über die Gültigkeit oder Auslegung der Landesverfassung;
4. Klagen der Angehörigen eines der verbündeten Staaten gegen die Regierung desselben, wegen Aufhebung oder verfassungswidriger Veränderung der Landesverfassung.

Klagen der Angehörigen eines der verbündeten Staaten gegen die Regierung wegen Verle-

tzung der Landesverfassung können bei dem Schiedsgerichte nur angebracht werden, wenn die in der Landesverfassung gegebenen Mittel der Abhülfe nicht zur Anwendung gebracht werden können.

5. Beschwerden wegen verweigerter oder gehemmter Rechtspflege, wenn die landesgesetzlichen Mittel der Abhülfe erschöpft sind;
6. Anklagen gegen die Minister der verbündeten Staaten, in sofern sie die ministerielle Verantwortlichkeit betreffen und die eigenen Landesgerichte dazu nicht kompetent sind;
7. Klagen gegen die verbündeten Staaten, wenn die Verpflichtung, dem Anspruche Genüge zu leisten, zwischen ihnen zweifelhaft oder bestritten ist; so wie wenn die gemeinschaftliche Verpflichtung gegen mehr als Einen Staat in einer Klage geltend gemacht wird.

Ferner überweisen sie der Kompetenz des provisorischen Schiedsgerichts:

b) alle diejenigen Beschwerden, welche als Veranlassung von Störungen der inneren Sicherheit zur Sprache kommen, und nicht durch den Verwaltungsrath oder die Civil-Kommissarien im Wege gütlicher Verhandlung zu erledigen, oder lediglich den Landesgerichten zur Entscheidung zu überweisen sein möchten;

c) alle Rechtshändel, welche unter den Verbündeten selbst aus der Vollziehung des gegenwärtigen Bündnisses erwachsen, in sofern auch hier die Gerichte eines einzelnen Staates nicht kompetent sein möchten.

§. 5. Der Beitritt zu dem Bündnisse wird keiner Regierung verstattet, welche sich nicht in gleichem Maasse der Entscheidung des provisorischen Schiedsgerichts unterwirft.

§. 6. Die näheren Bestimmungen über die Einsetzung des Gerichts, das Verfahren vor demselben und die Vollziehung seiner Entscheidungen sollen durch den Verwaltungsrath der verbündeten Staaten erlassen werden. Die Mitglieder des Gerichtes werden mit der Bearbeitung der desfallsigen Gesetzes-Entwürfe beauftragt.

Berlin, den 26sten Mai 1849.

72.

Acte du roi de Calabar reconnaissant le traité conclu par son prédécesseur avec la Grande Bretagne le 6 décembre 1841. Signé à Duketown, le 28 Mai 1849.

I, The lawful successor of the late King Eyambo, of Calebar, do hereby agree to all Articles and Conditions contained in a Treaty made on the 6th day of December, 1841, by William Simpson Blount, Esq., Lieutenant commanding Her Majesty's steam-vessel „Pluto," on the part of Her Majesty the Queen of England, and the said Eyambo.

In testimony thereof, I have this day signed the present Document, to be appended to such Treaty, in the presence of Lieutenant Jasper Henry Selwyn, commanding Her Majesty's steam-vessel „Teazer," and the witnesses whose names are hereunto subscribed.

Done at Duke Town, Calebar, this 28th of May, 1849.

J. H. Selwyn,
Lieutenant Commanding.

Archibong I,
King.

Witnesses:

Mr. Young.

Wm. Anderson, Presbyterian Missionary, Duke Town.

H. A. Ricken, Master of barque „Celma."

Edwd. Davies, Master of ship „Providence."

Geo. Alexander Lewis, Master of the ship „Princess Royal."

Edwd. Edmeades, Clerk in charge, „Teazer."

73.

*Traité non ratifié entre la France et la République Romaine, signé le 31 mai 1849 *).*

Art. 1. L'appui de la France est assuré aux populations des Etats romains. Elles considèrent l'armée française comme une armée amie qui vient concourir à la défense de leur territoire.

---

*) Les propositions faites le 29 mai par Mr. Lesseps, envoyé de France, acceptées par le général Oudinot chef de l'expédition française, mais rejetées par le triumvirat Romain se trouvent dans la note suivante, rapportée par le Moniteur Universel de 1849:

„Le soussigné Ferdinand de Lesseps, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française, en mission à Rome;

Considérant que la marche de l'armée autrichienne dans les Etats romains change la situation respective de l'armée française et des troupes romaines;

Considérant que les Autrichiens, en s'avançant sur Rome, pourraient s'emparer de positions menaçantes pour l'armée française;

Considérant que la prolongation du statu quo auquel avait consenti, sur sa demande, le général en chef Oudinot de Reggio pourrait devenir nuisible à l'armée française;

Considérant qu'aucune communication ne lui a été adressée depuis sa dernière note au triumvirat, en date du 25. de ce mois, invite les autorités et l'assemblée constituante romaine à se prononcer sur les articles suivants:

Art. 1. Les Romains réclament la protection de la République française.

Art. 2. La France ne conteste point aux populations romaines le droit de se prononcer librement sur la forme de leur gouvernement.

Art. 3. L'armée française sera accuillie par les Romains comme une armée amie. Elle prendra les cantonnements qu'elle jugera convenables, tant pour la défense du pays que pour la salubrité de ses troupes. Elle restera étrangère à l'administration du pays.

Art. 4. La République française garantit contre toute invasion étrangère les territoires occupés par ses troupes.

En conséquence le soussigné, de concert avec M. le général en chef Oudinot de Reggio, déclare que, dans le cas où les articles ci-dessus ne seraient pas immédiatement acceptés, il regardera sa mission comme étant terminée, et que l'armée française reprendra toute sa liberté d'action."

Les différences qui existent entre les propositions de Mr. Lesseps et le Traité ont été suffisamment propres à faire repousser ce traité par le général Oudinot. Aussi le gouvernement français refusa-t-il de le ratifier. Nous avons emprunté cette pièce du rapport fait par le Conseil d'Etat sur la conduite du négociateur français.

Art. 2. D'accord avec le gouvernement romain et sans s'immiscer en rien dans l'administration du pays, l'armée française prendra les cantonnements extérieurs convenables tant pour la défense du pays que pour la salubrité des troupes. Les communications seront libres.

Art. 3. La République française garantit contre toute invasion étrangère les territoires occupés par ses troupes.

Art. 4. Il est entendu que le présent arrangement devra être soumis à la ratification de la République française.

Art. 5. En aucun cas, les effets du présent arrangement ne pourront cesser que quinze jours après la communication officielle de la non-ratification.

Fait à Rome, au quartier général de l'armée française.

74.

Ordonnance anglaise relative aux procédures dans les cours consulaires en Chine, signée Hong-Kong, le 7 juin 1849.

An Ordinance for Her Majesty's subjects within the dominions of the Emperor of China, or within any ship or vessel at a distance of not more than 100 miles from the coast of China.

Anno 12 Victoriae Reginae. — No. 1 of 1849.

By his Excellency Samuel George Bonham, Esquire, Companion of the Most Honourable Order of the Bath, Governor and Commander-in-chief of the Colony of Hong-Kong and its dependencies, and Vice-Admiral of the same, Her Majesty's Plenipotentiary and Chief Superintendent of the trade of British subjects in China, with the advice of the Legislative Council at Hong-Kong.

An Ordinance for the better obtaining of Evidence in the Consular Courts in China, and to amend the Ordinance No. 3 of 1847, intituled „An Ordinance to authorize Her Majesty's Consular Officers to adjudicate in Civil Actions." [June 7, 1849.]

Whereas the attainment of proper evidence in the

Consular Courts has in some cases been attended with difficulty and inconvenience, or proved impracticable by reason of material witnesses residing beyond the jurisdiction of the Consular Court: and whereas also, by the 4th section of the said Ordinance No. 3 of 1847, it is provided that no evidence shall be admissible on an appeal to the Supreme Court of Hong-Kong from a Consular Court, save and except such evidence as was actually given at the trial in the case in the court below: and inasmuch as it appears that a party appellant or respondent may at times be able, in cases of appeal to produce material evidence within the colony and before the said Supreme Court, which the said parties had not the power of so producing before such Consular Court, on the original trial:

I. Be it enacted and ordained, by his Excellency the Governor of Hong-Kong, with the advice of the Legislative Council thereof, that whenever any civil case shall or may be depending before any of Her Majesty's Consuls or Vice-Consuls, and that such Consul or Vice-Consul shall deem it expedient, it shall be lawful and competent for any such Consul or Vice-Consul to issue a Commission for the examination on interrogatories of any witness or witnesses resident within the jurisdiction of the Supreme Court of Hong-Kong: Provided always, that when such witness or witnesses shall be resident within the Colony of Hong-Kong, or any place within the jurisdiction of the said court not being a Consular port, such Commission shall be directed to 2 Justices of the Peace of the said colony, whose names shall be specified in such Commission; and that when such witness or witnesses shall be resident at any one of the Consular ports then such Commission shall be directed to the Consul or Vice-Consul at such port, or to the person acting on his behalf; and that all such Commissioner or Commissioners shall have full power in all cases to require the party or parties speeding such Commission to procure such interpreters and translators as such Commissioners shall deem fit and proper, in order that they the said Commissioners may transmit the evidence in English, in pursuance of any such Commission.

II. And be it further enacted and ordained, that in the event of any person or persons being resident within the said colony, or at any place within the jurisdiction

of the Supreme Court, not being a Consular port, and refusing to appear before the said Commissioner or Commissioners for the purpose of examination, it shall and may be lawful to and for any party in the suit or action, to apply by petition duly verified by affidavit, to the Chief Justice of the Supreme Court of Hong-Kong, to whom it shall thereupon be lawful to make such order or orders as to him shall seem requisite, touching and respecting the attendance of any such witness or witnesses before any such Commissioner or Commissioners; and that in the event of any person or persons resident at any Consular port refusing to appear before the Consul or Vice-Consul for the purpose of examination, it shall be lawful for the said Consul or Vice-Consul to proceed against the person or persons so refusing, in the same manner as if such person or persons had been guilty of contempt of the Consular Court.

III. And be it further enacted and ordained, that notwithstanding the 4th section of the said Ordinance No. 3 of 1847, declaring „that,“ on the hearing of an appeal by the Supreme Court, „no evidence whatever shall be admissible on such appeal, save and except such as was actually given at the trial of the case in the court below,“ it shall and may henceforth be lawful for the said Supreme Court, on the hearing of any appeal, either now pending or hereafter to be brought, to admit any additional or further legal evidence besides that adduced at the trial of the case below, on it appearing to the said Supreme Court, by oath or affidavit, that the party desiring to produce such additional evidence was unable so to do at the trial of the case below, after due and reasonable diligence and exertion on the part of the party so applying.

S. G. Bonham.

Passed the Legislative Council of Hong-Kong, this 7th day of June 1849.

L. D'Almada e Castro, Clerk of Councils.

75.

Convention entre l'Autriche et la Russie pour l'entretien des troupes russes destinées à entrer dans les états autrichiens, signée à Varsovie le $\frac{29\ \text{Mai}}{10\ \text{Juni}}$ 1849,

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, ayant demandé l'assistance de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne pour réprimer l'insurrection en Hongrie, et cette assistance ayant été accordée, Leurs Majestés ont jugé utile et convenable de régler par une convention spéciale tout ce qui a rapport à l'entretien, à l'approvisionement et aux diverses fournitures nécessaires aux troupes russes qui entreront dans les Etats Autrichiens.

En conséquence, Leurs dites Majestés ont autorisé, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche,

le Lieutenant Général, Prince de Schwarzenberg, Président de Son Conseil, Ministre des affaires étrangères, etc.

et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,

le Feldmaréchal Prince de Varsovie, Comte Paskewitsch d'Erivan, Commandant en chef de l'armée, Son Lieutenant dans le Royaume de Pologne, etc. etc.,

à nommer de leur part des Commissaires chargés de discuter, d'arrêter et de signer une Convention, fondée sur les bases préalablement convenues entre eux.

A cet effet, le Lieutenant Général Prince de Schwarzenberg a désigné et muni de ses plein-pouvoirs:

le Sieur Bernard Comte de Caboga, Lieutenant Général, dirigeant le corps du génie de Sa Majesté Impl[le] et Rle Apostq[ue], Son Conseiller intime et Chambellan actuel, Chevalier de l'ordre de Ste Anne de la 2. classe et de St. Stanislas de la 2. classe avec la plaque, décoré de la croix virtuti militari et du sabre d'honneur de Russie, Chevalier de l'ordre de l'Epée de Suède et de St. George de deux Siciles,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Kaschau le $^{15}/_{26}$ juin 1849. Le texte de cette convention est rédigé en français, les annexes sont rédigées en allemand et en russe. Nous avons cru ne devoir donner ici de ces annexes que celles qui ont un intérêt général.

le Sieur de Fraenzl, Conseiller de section au Ministère des finances, Docteur en Droit;

et le Sieur François Braunitzer de Braunthal, Commissaire supérieur de guerre, Chevalier de l'ordre Constantinien de Parme et de Plaisance de 1. classe,

et le Feldmaréchal Prince de Varsovie,

le Sieur Guillaume de Roenne, Sénateur, Lieutenant Général, Chevalier de l'ordre de St. George de la 4. classe, Chevalier de l'ordre de St. Wlademir de la 2. classe et de la 4. avec la cocarde, de celui de Ste Anne de 1. classe orné de la couronne Impériale, Chevalier de l'ordre du Mérite de Prusse, décoré de la croix virtuti militari de la 2. Classe,

le Sieur Serge de Boutourline, Général Major, Chevalier de l'ordre de St. Wlademir de la 3. classe et de la 4. avec la cocarde, de celui de Ste Anne de la 2. classe, décoré de la croix virtuti militari de la 4. classe, Chevalier de l'ordre Royal de l'Aigle rouge de Prusse de la 2. classe.

le Sieur Théodore de Hilferding, Conseiller d'État actuel au Ministère des affaires étrangères, Chevalier de l'ordre de St. Wlademir 4. classe, de celui de Ste Anne de la 2. classe, avec la couronne Impériale, de St. Stanislas de la 1. classe, Commandeur de l'ordre de Léopold d'Autriche et de la couronne de fer, Chevalier de l'ordre Royal de l'Aigle rouge de Prusse de la 3. classe,

lesquels après avoir échangé leurs plein-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans:

Art. 1. Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies prête à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche le concours de ses armes dans le but de réprimer l'insurrection en Hongrie et en Transylvanie, et destine à cet effet, à titre de troupes auxiliaires, une partie de Son armée complètement équipée et munie de tout l'attirail de guerre nécessaire.

Art. 2. En outre Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies prend à Sa charge l'indemnité de guerre accordée aux troupes pour leur mise en campagne et consent également à supporter les frais de leur solde, non seulement de celle que les troupes reçoivent en temps de paix, mais de la solde supplémentaire qui leur est allouée en temps de guerre.

Art. 3. Par contre, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche

s'engage à faire fournir, sans indemnité aucune, tout ce qui est nécessaire à la subsistance des troupes Impériales russes envoyées dans Ses Etats, tant en vivres qu'en fourrages, à faire procurer sans frais aux dites troupes le charroi nécessaire pour les transporter, et de plus, à rembourser au Gouvernement Impl. russe les dépenses qu'il aura faites pour suppléer à ces diverses préstations en nature, soit par des envois tirés des Etats de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, soit par des achats effectués dans les Etats de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, conformément aux bases de l'article 27. de la présente convention.

La spécification précise des charges acceptées par le Gouvernement de S. M. I. et R. Apostque, en vertu du présent Article se trouve consignée ci-dessous.

Art. 4. Depuis le jour où les troupes auxiliaires russes auront mis le pied sur le territoire d'Autriche, le Gouvernement de ce pays prendra sur lui le soin et les frais de leur approvisionnement, conformément au tarif russe ci-annexé sub Lit. A. du 22. Avril (4. Mai) 1849. lequel tarif, dans toute sa teneur, fait partie intégrante de la présente convention, avec les modifications suivantes.

1° Au lieu de 3 portions de viande et d'eau-de-vie par semaine à délivrer aux combattans et de 2 portions aux noncombattans, il sera délivré à tous sans distinction 5 portions de viande et d'eau-de-vie par semaine;

2° les chevaux des magasins de vivres mobiles reçoivent 3 garnetz d'avoine au lieu de $2^4/_{30}$ garnetz, quand ils sont en mouvement avec les chariots chargés.

Observation 1ère. Dans le cas où le Commandant en chef russe trouverait nécessaire d'ordonner des distributions de viande et d'eau-de-vie en sus des 5 portions précitées, cette augmentation retombera également à la charge du Gouvernement Autrichien.

Observation 2ème. Indépendamment des Articles déterminés par le tarif, il pourra aussi être fourni aux troupes russes, pour la conservation de leur santé, du poivre et du vinaigre, conformément aux dispositions du règlement militaire russe, contenues dans les §§. 7-8-9. (réglement ci-annexé sub Lit. B.) Toutefois ces ingrédiens ne peuvent être exigés qu'en vertu d'une décision du Commandant en chef.

Observation 3ème. Il sera fourni gratuitement des pâturages pour le bétail déstiné à l'approvisionnement de la troupe.

Art. 5. L'Autriche fournit gratuitement:

a) le bois et la paille pour les campemens,

b) les fours, le combustible et les ustensiles nécessaires pour la cuisson du pain et du biscuit.

Art. 6. Dans les cas, où les troupes seront logées militairement, elles auront, à l'égal du soldat autrichien, droit à recevoir de leurs hôtes le logement, l'éclairage, le combustible et la paille. Le logement des troupes se fera en vertu de billets délivrés par les autorités locales.

Art. 7. Partout, où le Commandant en chef russe le trouvera nécessaire, il sera organisé des hôpitaux russes auxquels l'Autriche fournira gratuitement:

a) un local convenable,

b) le mobilier et les ustensiles nécessaires, ainsi que les objets d'habillement pour les malades, en autant qu'ils manqueraient aux ambulances russes,

c) les médicamens qui pourraient manquer aux Russes, pourvu qu'ils soient compris dans la pharmacopée autrichienne,

d) le blanchissage du linge et des autres objets à l'usage des hôpitaux,

e) l'entretien des malades d'après le tarif russe ci-annexé. Lit. C.

Observation. Auprès de chaque hôpital russe il se trouvera un commissaire autrichien, qui obtempérera à toutes les demandes, nécessaires par les circonstances, des autorités russes préposées à l'hôpital sous responsabilité et quittance de ces autorités; mais le commissaire autrichien adressera en même tems à son commissaire général des rapports sur les fournitures qu'il aura faites.

Les commissaires autrichiens près les hôpitaux russes, sont autorisés et tenus de contrôler l'emploi régulier des articles et objets livrés aux hôpitaux.

Art. 8. Dans les localités, où il n'y aura point d'hôpitaux russes, mais où il se trouvera des hôpitaux autrichiens, les malades russes seront admis dans ces derniers. Ils y seront entretenus d'après le tarif autrichien, sauf le pain qui sera délivré d'après le tarif des hôpi-

taux russes. Quant aux convalescents leur nourriture dans ces hôpitaux sera celle déterminée par le tarif russe.

Observation. Comme dans les hôpitaux civils autrichiens, il ne serait pas peut-être toujours possible de fournir les articles énumérés dans le tarif russe, des déviations de ce principe seront admises.

Art. 9. L'Autriche fournit gratuitement les moyens de transport pour les objets suivans:

a) pour les vivres et fourrages amenés de la Russie ou du Royaume de Pologne, depuis la frontière jusqu'à leur destination,

b) pour les vivres, les fourrages et les effets militaires de tout genre, en autant que les moyens de transport russes seraient insuffisants; cependant dans ce cas les exigeances des régimens devront être aussi limitées que possible,

c) pour les malades et les objets d'hôpitaux,

d) pour le transport des blessés du champ de bataille.

Art. 10. Les voitures du pays ne se donnent que sur la présentation de feuilles de route (Marschrouten) signées par les Commandants des corps d'armée, le chef de l'état major général ou le général de service de l'armée. La signature de ces officiers généraux doit être légalisée par un commissaire autrichien. A cet effet, les commissaires autrichiens seront souvent dans le cas de légaliser les dites signatures sur des blancs-seings imprimés. Les comptes rendus, qui justifieront l'emploi des feuilles de route délivrées en blanc, seront communiqués aux commissaires autrichiens.

Tout individu ayant reçu une voiture sur la présentation d'une feuille de route, est tenu d'en donner quittance.

Art. 11. Il se trouvera au quartier général un nombre suffisant de voitures, avec attelages et postillons, pour le service de la poste militaire, destinée à relier le quartier général avec les stations de poste ordinaire. Si l'armée russe s'avançait dans une direction où il n'existerait pas de service de poste régulier, l'Autriche disposerait gratuitement des relais pour la poste militaire jusqu'à la ligne postale la plus rapprochée.

Art. 12. L'Autriche accorde de plus l'usage gratuit:

a) des chemins de fer pour le transport des troupes, du matériel de guerre et de l'approvisionnement, en autant que le service l'exigera,

b) des postes régulières pour la transmission, en franchise de port, des lettres et paquets officiels.

Art. 13. Bien que le Commandant en chef ait avisé aux moyens de pourvoir l'armée de munitions de guerre par des arrivages de la Russie, l'Autriche ne s'engage pas moins à les renouveler gratuitement, de ses fabriques, au fur et à mesure qu'elles s'épuiseront et pour autant que ses moyens le lui permettront.

Art. 14. Le Gouvernement Autrichien établira des magasins dans les localités désignées par le Commandant en chef russe, et les fera fournir conformément à ses indications en ce qui concerne les espèces et les quantités de denrées.

Art. 15. Les articles de subsistance fournis par le Gouvernement russe seront remis aux magasins autrichiens, qui en donneront quittance; cependant ces subsistances ne pourront être livrées à la consommation qu'en vertu d'une décision du Commandant en chef russe.

Art. 16. Les magasins sont soumis à la direction et à la comptabilité des préposés Autrichiens; toutefois il se trouvera auprès de chaque magasin principal des officiers ou employés russes pour faciliter les rapports avec les troupes et pour prévenir toute espèce de confusion, désordre ou malentendu.

Art. 17. La réception des vivres d'un magasin se fait sur des invitations (Forderung) imprimées d'après la forme ci-jointe, Lit. E, sur les quelles le nom de l'individu, chargé de recevoir les vivres et d'en donner quittance, est indiqué.

Indépendamment de cette invitation, on est obligé de produire une feuille d'approvisionnement (Verpflegungs-Journal), d'après la forme ci-jointe, Lit. F, siguée par le Commandant du régiment, par un Commandant de place ou quelque autre officier compétent.

Ces feuilles ne serviront qu'à constater la date jusqu'à laquelle la troupe requérante a été approvisionnée antérieurement. Les magasiniers autrichiens marqueront,

sur les feuilles d'approvisionnement, l'espèce et la quantité de denrées livrées par eux à la troupe et la date jusqu'à laquelle ces livraisons satisfont à l'approvisionnement de la troupe. L'inscription faite, le magasinier restitue la feuille au receveur pour lui servir de témoignage au plus proche magasin.

Art. 18. Pour toutes les livraisons effectuées par les magasins ou les autorités locales, le receveur délivrera des quittances imprimées en doubles exemplaires, d'après la forme indiquée Lit. G; l'un de ces exemplaires portera le mot: „Duplicata".

L'exemplaire sans cette suscription restera entre les mains de l'autorité ou de la personne qui aura effectué la livraison, tandisque le duplicata sera transmis par le commissaire général autrichien à l'Intendance russe, pour servir, en son temps, à la vérification des livres alimentaires des régimens.

Observation 1ère. Il ne sera admis, dans aucun cas, ni en aucune manière, que les articles à fournir en nature, soyent remplacés par de l'argent.

Observation 2ème. La fourniture d'articles d'approvisionnement, pour un temps déjà écoulé ne sera admissible qu'en tant qu'elle serait autorisée par les §§. 44 et 45 (Annexe Lit. H) du règlement militaire russe.

Art. 19. Indépendamment du commissaire général autrichien qui doit se trouver auprès de la personne du Commandant en chef russe, des commissaires autrichiens seront attachés aux chefs de corps et de détachements, et partout où le Commandant en chef le jugera nécessaire. Ces commissaires doivent être munis, par leur Gouvernement, de pouvoirs suffisants, pour agir de leur propre chef et sans attendre des ordres particuliers pour chaque nouveau cas qui pourrait se présenter. Ces commissaires servent d'intermédiaires entre les chefs militaires et les autorités locales.

Art. 20. Le commissaire général autrichien présente deux fois par semaine, au Commandant en chef russe, un rapport circonstancié sur l'état des magasins, et transmet en même temps à l'intendant général de l'armée russe des copies de ces rapports.

Art. 21. Le Commandant en chef de l'armée russe défendra explicitement par un ordre du jour, adressé à

l'armée, d'exiger soit des autorités locales, soit des magasins du Gouvernement ou des habitans eux-mêmes, toute prestation quelconque, qui n'ait pas été déterminée ou prévue par la présente convention.

Il sera interdit de même aux troupes d'adresser des réquisitions aux autorités, directement et sans l'intermédiaire des commissaires autrichiens. Si cependant de pareilles réquisitions avaient lieu, les autorités locales auront à en faire immédiatement leur rapport au commissaire général autrichien, se trouvant auprès du Commandant en chef.

Observation. Cette restriction ne s'étend pas aux demandes faites aux magasins de vivres, que les troupes peuvent leur adresser directement, un employé autrichien (magasinier) devant être préposé à chacun de ces magasins.

Art. 22. Dans les localités où le besoin s'en fera sentir, il sera nommé des Commandants de place russes pour servir d'intermédiaires entre les troupes et les autorités locales sans toutefois restreindre en aucune façon le pouvoir de ces dernières, ni du Commandant autrichien qui pourrait s'y trouver.

Art. 23. L'Autriche accorde au Gouvernement Imp. russe, pour la durée de la guerre, la libre importation sur son territoire de tous les articles d'approvisionnement pour les troupes exclusivement, et de munitions de guerre, même de ceux dont l'entrée est prohibée par les règlemens autrichiens, mais pour empêcher de graves abus, l'Autriche pourra faire surveiller ces transports.

Art. 24. Le Gouvernement autrichien jouira, pendant la durée de la guerre, de la faculté de faire, tant en Russie, que dans le Royaume de Pologne, des achats d'objets d'approvisionnement, et du droit de libre exportation.

Le Gouvernement russe accordera même des facilités à cet égard, mais se reserve le droit de surveillance pour prévenir les abus.

Art. 25. Le Gouvernement autrichien remboursera à celui de Russie toutes les dépenses faites pour les approvisionnemens amenés de Russie, sur le territoire autrichien jusqu'au 14. (26.) Mai. Ce payement s'effectuera immédiatement après la production et la révision du compte, sur lequel les prix d'achat auront été reconnus

exacts par le Commandant en chef russe et les quantités livrées attestées par les quittances des magasiniers autrichiens, auxquels les denrées auront été livrées.

La susdite révision devra avoir lieu au plus tard, dans deux mois après la présentation des comptes.

Observation. Si ces approvisionnemens avaient été consommés avant leur remise aux magasins autrichiens, mais, pendant le séjour de la troupe sur le territoire autrichien, le compte à présenter devra contenir le nom du receveur, savoir la dénomination du régiment, le nombre d'hommes et de chevaux nourris, la durée de l'entretien et les quantités livrées à la consommation. L'exactitude de cette spécification sera attestée par le Commandant en chef russe.

Art. 26. Le payement des denrées livrées par le Gouvernement russe, à la date du 14. (26.) Mai au plus tard, aura lieu dans les trois mois après la production du compte. Les comptes seront appuyés des titres et documens spécifiés dans l'Article précédent.

Art. 27. En cas que les commissaires autrichiens entendus, le Gouvernement Imp[l] et Royal ne soit pas en mesure de fournir aux troupes russes l'approvisionnement et les fourrages nécessaires à l'aide de magasins ou d'autres moyens réguliers *) ou bien même en cas que l'existence journalière des troupes étant assurée, elles manquassent cependant de la réserve de vivres et de fourrages nécessaire pour entreprendre des mouvemens et que pour y obvier, le Commandant en chef russe se vit obligé de faire des achats de subsistance de la caisse de l'armée russe, l'Autriche rembourserait l'argent dépensé à cet effet, dans l'espace de trois mois après la présentation des comptes certifiés par le Com-

*) Observation. Le système de réquisition ne sera considéré comme moyen régulier d'approvisionnement, qu'autant que les réquisitions seront faites par les autorités compétentes et non pas quand un district ou canton quelconque serait simplement désigné aux troupes mêmes, pour l'exploitation des moyens alimentaires qu'il pourrait contenir.

mandant en chef russe, d'après les bases arrêtées dans les Articles 25 et 26. Des délégués du Gouvernement autrichien pourront assister à ces achats pour constater les prix auxquels ils auront été effectués.

Art. 28. Tous les paiemens ci-dessus énumérés, s'effectueront en monnaie d'or ou d'argent, en traites commerciales sur de grandes places de commerce ou en fonds autrichiens, au cours du jour.

Il pourra aussi être reçu, au lieu d'argent, du sel des salines de Wieliezka et de Bochnia, aux prix payés aujourd'hui par le Royaume de Pologne, cependant la quantité de ce sel ne sera admise que dans la proportion des besoins du Royaume.

Art. 29. Comme moyen de payement des articles livrés par la Russie à la date du 14. (26.) Mai et plus tard, il pourra être reçu des reconnaissances provisoires du Gouvernement autrichien, à la condition toute-fois qu'à la fin de la guerre l'Autriche remplacera ces reconnaissances, par des obligations d'Etat portant intérêt avec amortissement.

Art. 30. Le commandant en chef russe s'entendra avec les autorités supérieures du pays au sujet de l'établissement sur les derrières de l'armée, de routes militaires et d'étapes. Le long de ces routes, il sera établi des magasins de vivres dans les endroits désignés par le Commandant en chef russe, mais il y aura, à chaque étape, un dépôt de foin et de paille, mais particulièrement de foin.

Art. 31. Si, parmi les rebelles faits prisonniers, il se trouvait des sujets des deux Puissances contractantes, ils seront extradés respectivement. Il en sera usé de même à l'égard des déserteurs militaires.

La présente convention sera approuvée par le Lieutenant Général Prince de Schwarzenberg d'une part, et le Feldmaréchal Prince de Varsovie de l'autre, et leur déclarations à cet égard seront échangées au quartier général de l'armée Impériale russe, dans l'espace de trois semaines ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Commissaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Varsovie le vingt-neuf Mai (dix Juin) l'an de grâce, mil huit cent quarante-neuf.

B. Cte Caboga, m. p. *G. de Roenne*, m. p.
L. Général
Maur. Fraenzl, m. p. *S. de Boutourlin*, m. p.
F. Braunitzer, m. p. *F. Hilferding*, m. p.

In Gemässheit specieller Ermächtigung Seiner kaiserlich-königlichen Apostolischen Majestät, bestätigen und ratificiren

Wir Felix Fürst von Schwarzenberg, — gedacht Seiner Majestät wirklicher geheimer Rath, Feldmarschall-Lieutenant, Präsident des Ministerrathes und Minister des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten, — die vorstehende, zu Warschau am $\frac{10.\ \text{Juni}}{29.\ \text{Mai}}$ 1849 abgeschlossene Convention, indem Wir zugleich deren

pünctlichen und getreuen Vollzug Seitens der Regierung Seiner vorgedachten Majestät, zusichern.

Urkund dessen haben Wir gegenwärtige Erklärung unterzeichnet, und dieselbe mit dem Insiegel des k. k. Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten versehen lassen.

So geschehen zu Wien am Einundzwanzigsten Juni Eintausend Achthundert neun und vierzig.

(L. S.) *F. Schwarzenberg* m. p.

Annexe A.

Ta-

über die Verpflegung der kaiserlich-

Tägliche Portion für einen Mann.	Pfund: Russische	Pfund: Oesterreichische	Tägliche Ration eines Pferdes
a) Gebackenes Roggen- oder Weitzenbrot	3	$2\frac{1}{5}$	**Ration Nr. 1.**
oder Zwieback	$1\frac{3}{4}$	$1\frac{1}{3}$	Pack-Pferde . . . .
oder Roggenmehl, in Ermanglung des Roggenmehles auch Weitzenmehl	$2\frac{5}{12}$	$1\frac{5}{6}$	**Ration Nr. 2.**
b) Grütze, Buchweitzen, Hafer, Gersten, Hirsen, Spelz (Dinkel) oder Reis	$\frac{1}{4}$	$\frac{3}{16}$	Reitpferde der reitenden Pionniere . . . .
c) der Mannschaft im Gliede und den Dienern der Officiere Fleisch zu drei und Branntwein zu drei Portionen wöchentlich: der Mannschaft ausser dem Gliede Fleisch zu zwei und Branntwein zu zwei Portionen wöchentlich.			**Ration Nr. 3.** Officiers-Reitpferde . . .
Jede Portion besteht aus: Fleisch	$\frac{1}{2}$	$\frac{3}{8}$	**Ration Nr. 4.**
Branntwein . .	1 Tscharka	$\frac{1}{9}$ Mass	Für Dragoner, Husaren, Uhlanen und Gensd'arme, Fuss- und reitende Artillerie, Pontonier- und Instrumenten-Wagenpferde des Sappeur-Trains . . . .
Bemerkung. Ein russischer Eimer (vedro) enthält 80 Tscharki.			
d) Salz, allen im Gliede und ausser dem Gliede befindlichen Soldaten, mit Ausnahme der Officiers-Diener	$5\frac{1}{3}$ Zolotnik	$1\frac{1}{3}$ Loth	**Ration Nr. 5.**
e) Ober-Officiere (ausser dem was ihren Dienern bestimmt ist) erhalten täglich . . . Brot	3	$2\frac{1}{5}$	Zug- und Kosaken-Pferde, Officiers-Packpferde . . Feld-Magazin . . . . .
Grütze	$\frac{1}{4}$	$\frac{3}{16}$	
Fleisch	1	$\frac{3}{4}$	Bemerkung. Während der forcirten Märsche wird den Artillerie-, Pontonier- und Instrumenten-Wagenpferden der Sappeur-Bataillons zu 10 Pfund Heu auf jedes Pferd zugesetzt. Stroh wird in diesem Falle nicht geliefert . . . . .
Ein Stabs-Officier erhält zwei Mal so viel als der Ober-Officier.			
Obige Bestimmungen gelten auch für die Civilbeamten, mit Berücksichtigung ihres den Militär-Chargen entsprechenden Ranges.			
Bemerkung. Wo keine Vorräthe in den Magazinen sind, da tritt auf Anweisung der Behörden Verpflegung durch die Quartierstände ein, und alsdann erhält jeder Soldat:			
Brot	3	$2\frac{1}{5}$	
Grütze oder ein anderes zureichendes Zugemüse . .	$\frac{1}{4}$	$\frac{3}{16}$	
Fleisch	$\frac{1}{3}$	$\frac{1}{4}$	
Branntwein	$\frac{1}{2}$ Tscharka	$\frac{1}{18}$ Mass	
Officiere erhalten die gewöhnlichen Portionen.			
Ueber die Quartier-Verpflegung, so wie über den Empfang aus den Magazinen wird quittirt.			

Bestätiget von Sr. Durchlaucht dem General-Feldmarschall Fürsten von Warschau Grafen Paskewitsch von Erivan, am 22. April (4. Mai 1849.

lf

russischen Truppen im Auslande.

Russische			Oesterreichische			
Hafer Garnets	Pfund		Hafer		Pfund	
	Heu	Stroh	Achtel	Mass	Heu	Stroh
4	15	.	1	$1\frac{3}{7}$	11	.
4	10	$2\frac{2}{3}$	1	$1\frac{3}{7}$	$7\frac{1}{3}$	2
4	10	.	1	$1\frac{3}{7}$	$7\frac{1}{3}$	.
3	10	3	1	$\frac{4}{7}$	$7\frac{1}{3}$	$2\frac{1}{5}$
$2\frac{4}{30}$	10	.	.	$1\frac{5}{6}$	$14\frac{2}{3}$	.

Ersetzungen

1. In Ermangelung von Roggenmehl wird den Truppen zur Hälfte Roggen-, zur Hälfte Weitzenmehl geliefert.

Wo es gänzlich an Roggenmehl fehlt, wird den Truppen entweder Weitzenmehl oder dasjenige Brot und Zwieback verabfolgt, welche den Einwohnern des Landes zur Nahrung dienen.

2. Bei gänzlichem Mangel an Brot, kann ein Pfund desselben durch ein viertel Pfd. Fleisch ersetzt werden.

3. Grütze kann im Ermangelungsfalle durch Erbsen, Bohnen oder Linsen ersetzt werden, welche in doppelter Quantität verabfolgt werden, d. h. für ein viertel Pfund Grütze ein halbes Pfund Erbsen u. s. w.

Auch ist für ein viertel Pfund Grütze ein ganzes Pfd. Kartoffeln Rüben oder anderes Gemüse zulässig.

4. Wo es an frischem Fleische mangelt, da kann dasselbe durch eine gleiche Quantität Salzfleisch ersetzt werden. Ein viertel Pfund Schinken (Schweinefleisch) vertritt ein halbes Pfund Rindfleisch.

5. Wo es an Hafer mangelt, da werden die Pferde mit Gerste genährt; sechs Tschetwerik Gerste ersetzen acht Tschetwerik (1 Tschetwert) Hafer. In diesem Falle verändert sich die tägliche Ration der Pferde in folgender Weise: statt 4 Garnetz Hafer 3 Garnetz Gerste, statt 3 Garnetz Hafer $2\frac{12}{30}$ Garnetz Gerste, statt 2 Garnetz Hafer $1\frac{1}{2}$ Garnetz Gerste.

Wo Hafer und Gerste fehlen, da werden die Pferde mit Roggen, Linsen oder türkischem Weitzen (Koukourouza) in denselben Verhältnissen wie mit Gerste genährt. Auch kann die Ration an Hafer und Gerste vermindert und dafür an Heu vergrössert werden.

Ein Garnetz Hafer wird mit fünf Pfund Heu ersetzt.

6. Bei Mangel von Heu wird dasselbe durch Hafer, Gerste u. s. w. in den oben erwähnten Verhältnissen ersetzt.

Fünf Pfund Heu werden durch eben so viel gehacktes Stroh und Mehl ersetzt Zu fünf Pfund Stroh mengt man ein Pfund Mehl.

Alle diese Ersetzungen können nur im äussersten Nothfalle zugelassen werden, d. h. wenn es nöthig ist, den Mangel an einem Producte mit dem Ueberflusse eines Anderen zu ersetzen.

Mit dem Originale gleichlautend.

Der Chef des Stabes der activen Armee, General-Adjutant Fürst *Gortschakoff*.

Annexe B.

Reglement

über die Versorgung der Truppen mit Verproviantirungs- und Commissariats-Gegenständen in Kriegszeiten.

§. 7. Zur Erhaltung der Gesundheit der Leute wird, falls es dem Klima des Landes, in welchem sich die Armee befindet, angemessen erscheint, den Truppen schwarzer Kernpfeffer geliefert, zu ¼ Solotnik — pr. Mann auf einen Tag.

§. 8. Im Falle Mangels an gutem Wasser, wird den Truppen während den Sommermonaten Essig geliefert; der Mann erhält eine ½ Tscharka auf den Tag.

§. 9. Die Lieferung von Pfeffer und Essig für die Truppen, wird sowohl im Auslande in Kriegszeiten, wie selbst im Kaiserreiche, vom Oberbefehlshaber bestimmt, nach seinem Erachten.

Annexe H.

Reglement

über die Versorgung der Truppen mit Verproviantirung und Commissariats-Gegenständen in Kriegszeiten.

§. 44. Alle Verpflegungs-Gegenstände, welche den Regimentern, Bataillonen, Batterien und Commandos in Kriegszeiten geliefert werden, sind bloss für die Gegenwart und Zukunft geltend, keinesfalls aber dürfen sie rückgängig wirken; deshalb sind alle Prätensionen hinsichtlich der Rückzahlung von Proviant, für eine vergangene Zeit, hiemit aufgehoben.

§. 45. Davon werden ausgenommen:

1. Die Prätensionen der Gemeinen (vom Feldwebel abwärts) für ihre nicht zur bestimmten Zeit gelieferten Branntwein-Portionen; solche Prätensionen werden befriediget, wenn der General-Intendant der Armeen darein williget, nicht in natura, sondern in Geld.
2. Die Forderungen der Truppen für Körner-Fourage, für eine vergangene Zeit, doch mit der Begränzung, dass solche Forderungen nicht eine dreitägige Giebigkeit übersteigen; die Entscheidung darüber hängt ausschliesslich vom Oberbefehlshaber ab, falls er wegen zu grosser Anstrengung der Pferde es für nothwendig erachtet, diese Massregel zu ergreifen.

76.

Acte du Parlement anglais, en date du 26 juin 1849, relatif à la réforme des lois en vigueur pour la protection des navires anglais et de la navigation.

Whereas it is expedient to amend the laws now in force for the encouragement of British shipping and navigation: Be it enacted by the Queen's most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, that from and after the 1st day of January, 1850, the following Acts and parts of Acts shall be repealed; (that is to say,) a certain Act passed in the session of Parliament holden in the 8th and 9th years of the reign of her present Majesty, intituled „An Act for the Encouragement of British Shipping and Navigation;" and so much of a certain other Act passed in the said session of Parliament, intituled „An Act for the Registering of British Vessels," as limits the privileges of vessels registered at Malta, Gibraltar, and Heligoland; and so much thereof as provides that no ship or vessel shall be registered, except such as are wholly of the build of some part of the British dominions; and so much as relates to the disqualification of ships repaired in a Foreign country; and so much as prevents British ships which have been captured by or sold to Foreigners from becoming entitled to be again registered as British, in case the same again become the property of British subjects; and so much of a certain other Act passed in the said session of Parliament, intituled „An Act to regulate the Trade of British Possessions Abroad," as provides that no goods shall be imported into or exported from any of the British possessions in America by sea from or to any place other than the United Kingdom, or some other of such possessions, except into or from the several ports denominated "Free Ports;" and so much thereof as provides for the limitation of the privileges allowed to Foreign ships by the Law of

Navigation, in respect of importations into the British possessions in Asia, Africa, and America; and so much thereof as provides that no vessel or boat shall be admitted to be a British vessel or boat on any of the inland waters or lakes of America, except such as shall have been built at some place within the British dominions, and shall not have been repaired at any Foreign place to a greater extent than in the said Act is mentioned; and so much of a certain other Act passed in the said session of Parliament, intituled „An Act for the general Regulation of the Customs," as prohibits the importation of train oil, blubber, spermaceti oil, head-matter, skins, bones, and fins, the produce of fish, or creatures living in the sea, unless in vessels which shall have been cleared out regularly with such oil, blubber, or other produce on board from some Foreign port; and so much thereof as prohibits the importation of Tea, unless from the Cape of Good Hope, or from places eastward of the same to the Straits of Magellan; and so much of a certain Act passed in the session of Parliament holden in the 7th and 8th years of the reign of her present Majesty, intituled „An Act to amend and consolidate the Laws relating to Merchant Seamen, and for keeping a Register of Seamen," as provides that the master or owner of every ship belonging to any subject of Her Majesty, and of the burden of 80 tons or upwards, (except pleasure yachts,) shall have on board at the time of her proceeding from any port of the United Kingdom, and at all times when absent from the United Kingdom, or navigating the seas, 1 apprentice, or more, in a certain proportion to the number of tons of his ship's admeasurement, and that if any such master or owner shall neglect to have on board his ship the number of apprentices thereby required, together with their respective registered indentures, assignments, and register-tickets, he shall forfeit and pay the sum of 10 l. in respect of each apprentice, indenture, assignment, or register-ticket so wanting or deficient; also an Act passed in the 37th year of the reign of King Georg III, intituled „An Act for regulating the Trade to be carried on with the British Possessions in India by the ships of nations in amity with His Majesty;" and so much of a certain Act passed in the session of Parliament holden in the 4th year of the reign of King George IV, intituled

„An Act to consolidate and amend the several Laws now in force with respect to trade from and to places within the limits of the Charter of the East India Company, and to make further provisions with respect to such trade, and to amend an Act of the present session of Parliament for the registering of vessels, so far as it relates to vessels registered in India," as enacts that no Asiatic sailors, Lascars, or natives of any of the territories, countries, islands, or places within the limits of the Charter of the East India Company, shall at any time be deemed or taken to be British seamen, within the intent and meaning of any Act or Acts of Parliament relating to the navigation of British ships by subjects of Her Majesty; and also the following Acts and parts of Acts; so much of a certain Act passed in the 4th year of the reign of King George IV, intituled „An Act to authorize His Majesty, under certain circumstances, to regulate the duties and drawbacks on goods imported or exported in Foreign vessels, and to exempt certain Foreign vessels from pilotage," as relates to the regulation of duties and drawbacks; also an Act passed in the 5th year of the reign of King George IV, intituled „An Act to indemnify all persons concerned in advising, issuing, or acting under a certain Order in Council for regulating the tonnage duties on certain Foreign vessels, and to amend an Act of the last session of Parliament for authorizing His Majesty, under certain circumstances, to regulate the duties and drawbacks on goods imported or exported in any Foreign vessels;" also so much of an Act passed in the session of Parliament holden in the 8th and 9th years of the reign of her present Majesty, intituled „An Act for granting Duties of Customs," as empowers Her Majesty in Council in certain cases to direct that additional duties shall be levied on articles, the growth, produce, or manufacture of Foreign countries, or upon goods imported in the ships of Foreign countries, or to prohibit the importation of manufactured articles, the produce of Foreign countries; also so much of an Act passed in the session of Parliament holden in the 5th and 6th years of the reign of her present Majesty, intituled „An Act to amend the Laws for the Importation of Corn," as enables Her Majesty, under certain circumstances, to prohibit the importation of corn, grain, meal, or flour, from the dominions of certain Fo-

reign powers; and the said several Acts and parts of Acts before-mentioned are hereby accordingly repealed, except so far as the said Acts or any of them repeal any former Act or Acts, or any part of such Act or Acts, and except so far as relates to any penalty or forfeiture which shall have been incurred under the said Act or Acts hereby repealed, or any of them, or to any offence which shall have been committed contrary to such Act or Acts or any of them.

II. And be it enacted, that no goods or passengers shall be carried coastwise from one part of the United Kingdom to another, or from the United Kingdom to the Isle of Man, or from the Isle of Man to the United Kingdom, except in British ships.

III. And be it enacted, that no goods or passengers shall be imported into the United Kingdom from any of the islands of Guernsey, Jersey, Alderney, or Sark, nor shall any goods or passengers be exported from the United Kingdom to any of the said islands, nor shall any goods or passengers be carried from any of the islands of Guernsey, Jersey, Alderney, Sark, or Man, to any other of the said islands, nor from one part of any of the said islands to another part of the same island, except in British ships.

IV. And be it enacted, that no goods or passengers shall be carried from one part of any British possession in Asia, Africa, or America, to another part of the same possession, except in British ships.

V. Provided always, and be it enacted, that if the legislature or proper legislative authority of any such British possession shall present an addres to Her Majesty praying Her Majesty to authorize or permit the conveyance of goods or passengers from one part of such possession to another part thereof in other than British ships, or if the legislatures of any 2 or more possessions, which for the purposes of this Act Her Majesty in Council shall declare to be neighbouring possessions, shall present addresses or a joint address to Her Majesty, praying Her Majesty to place the trade between them on the footing of a coasting trade, or of otherwise regulating the same, so far as relates to the vessels in which it is to be carried on; it shall thereupon be lawful for Her Majesty, by Order in Council, so to authorize the conveyance of such goods or passengers, or so to regulate the trade between

such neighbouring possessions, as the case may be, in such terms and under such conditions, in either case, as to Her Majesty may seem good.

VI. And with regard to the coasting trade of India, be it enacted, that it shall be lawful for the Governor-General of India in Council to make any regulations authorizing or permitting the conveyance of goods or passengers from one part of the possessions of the East India Company to another part thereof in other than British ships, subject to such restrictions or regulations as he may think necessary; and such regulations shall be of equal force and effect with any laws and regulations which the said Governor-General in Council is now or may hereafter be authorized to make, and shall be subject to disallowance and repeal, in like manner as any other laws or regulations made by the said Governor-General in Council under the laws from time to time in force for the government of the British territories in India, and shall be transmitted to England, and be laid before both Houses of Parliament, in the same manner as any other laws or regulations which the Governor-General in Council is now or may hereafter be empowered to make.

VII. And be it enacted, that no ship shall be admitted to be a British ship unless duly registered and navigated as such, and that every British registered ship (so long as the registry of such ship shall be in force, or the certificate of such registry retained for the use of such ship), shall be navigated during the whole of every voyage (whether with a cargo or in ballast) in every part of the world by a master who is a British subject; and by a crew whereof 3-4ths at least are British seamen; and if such ship be employed in a coasting voyage from one part of the United Kingdom to another, or in a voyage between the United Kingdom and the islands of Guernsey, Jersey, Alderney, Sark, or Man, or from one of the said islands to another of them, or from one part of either of them to another of the same, or be employed in fishing on the coasts of the United Kingdom or of any of the said islands, then the whole of the crew shall be British seamen; provided always, that if a due proportion of British seamen cannot be procured in any Foreign port, or in any place within the limits of the East India Company's Char-

ter, for the navigation of any British ship, or if such proportion be destroyed during the voyage by any unavoidable circumstance, and the master of such ship make proof of the truth of such facts to the satisfaction of the Collector and Controller of the Customs at any British port, or of any person authorized in any other part of the world to inquire into the navigation of such ship, the same shall be deemed to be duly navigated: provided also, that every British ship (except such as are required to be wholly navigated by British seamen) which shall be navigated by 1 British seaman for every 20 tons of the burthen of every such ship shall be deemed to be duly navigated, although the number of other seamen shall exceed 1-4th of the whole crew.

VIII. And be it enacted, that no person shall be deemed to be a British seaman, or to be duly qualified to be master of a British vessel, except persons of one of the following classes; (that is to say), natural-born subjects of Her Majesty; persons naturalized by or under any Act of Parliament, or by or under any Act or Ordinance of the legislature or proper legislative authority of one of the British possessions, or made denizens by letters of denization; persons who have become British subjects by virtue of the conquest or cession of some newly-acquired country, and who have taken the oath of allegiance to Her Majesty, or the oath of fidelity required by the Treaty or Capitulation by which such newly-acquired country came into Her Majesty's possession; Asiatic sailors or Lascars, being natives of any of the territories, countries, islands, or places within the limits of the charter of the East India Company, and under the Government of Her Majesty or of the said Company; and persons who have served on board any of Her Majesty's ships of war, in time of war, for the space of 3 years.

IX. And be it enacted, that if Her Majesty shall at any time, by her royal proclamation, declare that the proportion of British seamen necessary to the due navigation of British ships shall be less than the proportion required by this Act, every British ship navigated with the proportion of British seamen required by such proclamation shall be deemed to be duly navigated, so long as such proclamation shall remain in force.

X. And be it enacted, that in case it shall be made

to appear to Her Majesty, that British vessels are subject in any Foreign country to any prohibitions or restrictions as to the voyages in which they may engage, or as to the articles which they may import into or export from such country, it shall be lawful for Her Majesty (if she think fit), by Order in Council, to impose such prohibitions or restrictions upon the ships of such Foreign country, either as to the voyages in which they may engage, or as to the articles which they may import into or export from any part of the United Kingdom or of any British possession in any part of the world, as Her Majesty may think fit, so as to place the ships of such country on as nearly as possible the same footing in British ports as that on which British ships are placed in the ports of such country.

XI. And be it enacted, that in case it shall be made to appear to Her Majesty, that British ships are either directly or indirectly subject in any Foreign country to any duties or charges of any sort or kind whatsoever from which the national vessels of such country are exempt, or that any duties are imposed upon articles imported or exported in British ships which are not equally imposed upon the like articles imported or exported in national vessels, or that any preference whatsoever is shown either directly or indirectly to national vessels over British vessels, or to articles imported or exported in national vessels over the like articles imported or exported in British vessels, or that British trade and navigation is not placed by such country upon as advantageous a footing as the trade and navigation of the most favoured nation, then, and in any such case, it shall be lawful for Her Majesty (if she think fit), by Order in Council, to impose such duty or duties of tonnage upon the ships of such nation entering into or departing from the ports of the United Kingdom, or of any British possession in any part of the world, or such duty or duties on all goods, or on any specified classes of goods, imported or exported in the ships of such nation, as may appear to Her Majesty justly to countervail the disadvantages to which British trade or navigation is so subjected as aforesaid.

XII. And be it enacted, that in every such Order Her Majesty may, if she so think fit, specify what ships are to be considered as ships of the country or coun-

tries to which such Order applies, and all ships answering the description contained in such Order shall be considered to be ships of such country or countries for the purposes of such Order.

XIII. And be it enacted, that it shall be lawful for Her Majesty, from time to time, to revoke any Order or Orders in Council made under the authority of this Act.

XIV. And be it enacted, that every such Order in Council as aforesaid shall, within 14 days after the issuing thereof, be twice published in the London Gazette, and that a copy thereof shall be laid before both Houses of Parliament within 6 weeks after the issuing the same, if Parliament be then sitting, and if not, then within 6 weeks after the commencement of the then next session of Parliament.

XV. And be it enacted, that if any goods be imported, exported, or carried, coastwise contrary to this Act, all such goods shall be forfeited, and the master of the ship in which the same are so imported, exported, or carried coastwise, shall forfeit the sum of 100 l., except where any other penalty is hereby specially imposed.

XVI. And be it enacted, that all penalties and forfeitures incurred under this Act shall be sued for, prosecuted, recovered, and disposed of, or shall be mitigated or restored, in like manner and by the same authority as any penalty or forfeiture can be sued for, prosecuted, recovered, and disposed of, or may be mitigated or restored, under an Act passed in the said session of Parliament holden in the 8th and 9th years of her present Majesty, intituled „An Act for the Prevention of Smuggling,“ and that the costs of all proceedings under this Act shall be defrayed out of the Consolidated Duties of Customs.

XVII. And be it enacted, that all natural-born subjects of Her Majesty, and all persons made denizens by letters of denization, and all persons naturalized by or under any Act of Parliament, or by or under any Act or Ordinance of the legislature or proper legislative authority of any of the British possessions in Asia, Africa, or America, and all persons authorized by or under any such Act or Ordinance to hold shares in British shipping, shall, on taking the Oath of Allegiance to Her Majesty, her heirs and successors, be deemed to be duly qualified to be owners or part owners of British re-

gistered vessels, anything in the said recited Act for the registering of British shipping to the contrary in anywise notwithstanding.

XVIII. And be it enacted, that the following form of Certificate shall be substituted for the form of Certificate prescribed by the said Act for the registering of British shipping:

„This is to certify, that [here insert the names, occupations, and residence of the subscribing owners], having made and subscribed the declaration required by law, and having declared that [he or they], together with [names, occupations, and residence of non-subscribing owners], is [or are] sole owner [or owners] in the proportions specified on the back hereof, of the ship or vessel called the [ship's name] of [place to which the vessel belongs], which is of the burthen of [number of tons], and whereof [master's name] is master, and that the said ship or vessel was [when and where built, or condemned as prize, referring to builder's certificate, judge's certificate or certificate of last registry, then delivered up to be cancelled, or (if the vessel was foreign built, and the time and place of building not known), was Foreign, and that he or they did not know the time or place of building], and [name and employment of surveying officer] having certified to us that the said ship or vessel has [number] decks and [number] masts, that her length from the inner part of the main stem to the fore part of the sternpost aloft is [feet tenths], her breadth in midships is [feet tenths], her depth in hold at midships is [feet tenths], that she is [how rigged] rigged with a [standing or running] bowsprit, is [description of stern] sterned, [carvel or clincher] built, has [whether any or not] gallery, and [kind of head, if any,] head, that the framework and planking [or plating] is [state whether of wood or iron] and that she is [state whether sailing vessel or steamer, and if a steamer, state whether propelled by paddle-wheels or screw propellers]; and the said subscribing owners having consented and agreed to the above description, and having caused sufficient security to be given as required by law, the said ship or vessel

called the [name] has been duly registered at the port of [name of port]. Certified under our hands at the Custom House in the said port of [name of port], this [date] day of [name of month] in the year [words at length].

„(Signed) *Collector.*

„(Signed) *Comptroller.*"

And on the back of such Certificate of Registry there shall be an account of the pars and shares held by each of the owners mentioned and described in such certificate, in the form and manner following:

Names of the several Owners. within mentioned.	Number of Sixty-fourth Shares held by each Owner.
[Name]	. . . . . Thirty-two
[Name]	. . . . . Sixteen
[Name]	. . . . . Eight
[Name]	. . . . . Eight

(Signed) *Comptroller.*

(Signed) *Collector.*

XIX. And be it enacted, that the following declaration shall be substituted for the declaration by the said Act directed to be made by the owner or owners of any vessel previous to the registry thereof:

„I A. B. of [place of residence and occupation] do truly declare, that the ship or vessel [name] of [port or place], whereof [master's name] is at present master, being [kind of build, burthen, et caetera, as described in the certificate of the surveying officer], was [when and where built, or, if prize or forfeited, capture, and condemnation as such, or (if the vessel be Foreign built, and the owner does not know when and where she was built,) that the said vessel is Foreign built, and that I do not know the time and place of her building], and that I the said A. B. [and the other owners' names and occupations, if any, and where they respectively reside,] am [or are] sole owner, [or owners] of the said vessel, and that no other person or persons whatever hath or have any right, title, interest, share, or property therein or thereto; and that I, the said A. B. [and the said other owners, if any] am

[or are] truly and bonâ fide a subject [or subjects] of Great Britain, and that I, the said A. B. have not [nor have any of the other owners, to the best of my knowledge and belief], taken the oath of allegiance to any Foreign State whatever [except under the terms of some Capitulation, describing the particulars thereof], or that since my taking [or his or their taking] the oath of allegiance to [naming the Foreign States respectively to which he or any of the said owners shall have taken the same] I have [or he or they hath or have] become a denizen [or denizens, or naturalised subject or subjects, as the case may be,] of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, by Her Majesty's Letters Patent [or by an Act of Parliament, or by or under or by virtue of an Act or Ordinance of the legislature of , or have been authorized by an Act or Ordinance of the legislature of to hold shares in British shipping within the said colony, and since the passing of such Act or Ordinance I have [or he or they hath or have] taken the oath of allegiance to Her Majesty Queen Victoria] [naming the times when such letters of denization have been granted respectively, or the year or years in which such Act or Acts of Naturalization, or such Colonial Acts or Ordinances, have passed respectively], and that no Foreigner, directly or indirectly, hath any share or part interest in the said ship or vessel:"

Provided always, that if it shall become necessary to register any ship or vessel belonging to any corporate body in the United Kingdom, the following declaration, in lieu of the declaration hereinbefore directed, shall be made and subscribed by the Secretary or other proper officer of such corporate body; (that is to say,)

„I A.B., Secretary or officer of [name of Company or Corporation], do truly declare, that the ship or vessel [name] of [port] whereof [master's name] is at present master, being [kind of build, burthen, etc., as described in the certificate of the Surveying Officer], was [when and where built, or, if prize or forfeited, capture and condemnation as such], or [if the vessel be Foreign built, and that such Secretary or officer does not know when and where built,] that

the said vessel is Foreign built, and that I do not know the time and place of the building, and that the same doth wholly and truly belong to [name of the Company or Corporation.]"

XX. And be it enacted, that notwithstanding that by the said recited Act for the registering of British vessels it is enacted, that in case any ship, not being duly registered, shall exercise any of the privileges of a British vessel, the same shall be forfeited; nevertheless all boats or vessels under 15 tons burthen, wholly owned and navigated by British subjects although not registered as British ships, shall be admitted to be British vessels in all navigation in the rivers and upon the coasts of the United Kingdom or of the British possessions abroad, and not proceeding over sea, except within the limits of the respective Colonial Governments within which the managing owners of such vessels respectively reside; and that all boats or vessels wholly owned and navigated by British subjects, not exceeding the burthen of 30 tons, and not having a whole or fixed deck, and being employed solely in fishing on the banks and shores of Newfoundland and of the parts adjacent, or on the banks and shores of the provinces of Canada, Nova Scotia, or New Brunswick adjacent to the Gulf of Saint Lawrence, or on the north of Cape Canso, or of the islands within the same, or in trading coastwise within the said limits, shall be admitted to be British boats or vessels, although not registered, so long as such boats or vessels shall be solely so employed.

XXI. And be it enacted, that this Act shall come into operation on the 1st day of January, 1850.

77.

Traité de poste entre l'Autriche et la Suisse, signé à Berne, le 2 juillet 1849, suivi de la ratification du conseil fédéral de Suisse, signée le 1 août 1849.

Nachdem die Auswechslung der gegenseitigen Ratificationen des am 6. Juni 1847 durch k. k. österreichische Commissäre und Bevollmächtigte schweizerischer Cantone zu Wien unterzeichneten Schlussprotokolls der zur Regulirung des Postverhältnisse zwischen dem österreichischen Kaiserstaate und den Cantonen der schweizerischen Eidgenossenschaft gepflogenen Verhandlungen, so wie der darauf sich stützenden besondern Postverträge zwischen Oesterreich und den einzelnen Cantonen der Schweiz durch verschiedene Umstände verzögert worden, mittlerweile aber einerseits die oberste Leitung der österreichischen Postanstalt durch das k. k. Ministerium für Handel, Gewerbe und öffentliche Bauten übernommen worden, andererseits die Verwaltung sämmtlicher schweizerischen Posten in die Hände der eidgenössischen Bundesbehörde übergegangen ist, so haben die beiderseitigen Regierungen, in der Absicht, die durch das vorgedachte Schlussprotokoll festgesetzten Bestimmungen zur Ausführung zu bringen, zugleich sie aber den jetzigen Verhältnissen anzupassen, Commissäre ernannt, und zwar:

Die k. k. Regierung den Herrn August Freiherrn von Odelga, Inhaber des ottomanischen Verdienstordens, Seiner k. k. Apostolischen Majestät Legationsrath und Geschäftsträger bei der Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft, und

die schweizerische Eidgenossenschaft den Herrn Benedict La Roche-Stehelin, General-Postdirector der Schweiz, welche Commissäre nach erfolgter Mittheilung der in gehöriger Form ausgefertigt befundenen Vollmachten nachfolgenden allgemeinen

Postvertrag

zwischen dem österreichischen Kaiserstaate und der schweizerischen Eidgenossenschaft, mit Vorbehalt höchster Ratification, abgeschlossen haben, durch

welchen die vorgedachten besondern, im Juni 1847 abgeschlossenen Postverträge zwischen Oesterreich und den einzelnen Cantonen der Schweiz aufgehoben werden.

I. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1. Zwischen der k. k. österreichischen Postanstalt und der Postanstalt der schweizerischen Eidgenossenschaft sollen zur gegenseitigen Uebermittelung der Correspondenzen und anderer Sendungen, so wie wegen Beförderung von Reisenden regelmässige Postverbindungen unterhalten werden, und zwar:

a) unmittelbare:

von der Seite Vorarlbergs

in der Richtung von Bregenz und Rheineck, Feldkirch, St. Gallen, dann Feldkirch und Wattwyl, endlich Feldkirch und Chur,

von der Seite der Lombardie

in der Richtung von Mailand, Come und Chiasso, von Mailand, Chiavenna und Chur, dann Chiavenna, Castasegna und Samaden:

b) mittelbare:

zwischen der Lombardie und den Cantonen Genf, Waadt und Wallis vermittelst der königlich-sardinischen Postanstalt.

Art. 2. Die Postcourse, welche zur unmittelbaren Auslieferung der Correspondenzen und andern Sendungen zu dienen haben, werden im Einverständnisse zwischen der k. k. österreichischen Postverwaltung und der schweizerischen General-Postdirection gegenseitig so eingeleitet und unterhalten, dass die möglichst schnelle und verlässliche Beförderung derselben vom Aufgabsorte bis zu jenem der Bestimmung erzielt wird.

Einstweilen werden die dermalen bestehenden Coursseinrichtungen gegenseitig unverändert fortbestehen.

Art. 3. Die gegenwärtig angeordneten Correspondenz-Instradirungen und gegenseitigen Briefpacketenschlüsse zwischen Oesterreich und der Schweiz werden, in so weit sie den gegenwärtigen Verhältnissen entsprechen, beibehalten.

Es wird jedoch den beiderseitigen Postverwaltungen vorbehalten, behufs grösstmöglicher Beschleunigung der gegenseitigen Briefsendungen und andern den Correspon-

denten zu gewährenden Vortheile, jeweilen diejenigen Veränderungen in der Instradirung der Correspondenzen, so wie in der Anordnung der unmittelbaren Briefpacketenschlüsse zu treffen, die zu Erreichung dieses Zweckes am geeignetsten erscheinen.

Art. 4. Als Orte, in welchen die unmitttelbare Auslieferung der Briefpackete und andern Sendungen zwischen der Postanstalt Oesterreichs und jener der schweizerischen Eidgenossenschaft stattfinden soll, werden, mit Vorbehalt künftiger, im Einvernehmen beider Postanstalten zu treffenden Aenderungen bestimmt.

auf österreichischem Gebiete:
Bregenz, Feldkirch und Chiavenna,

auf schweizerischem Gebiete:
Chur, Rheineck und Chiasso.

Die Auslieferungsorte für die durch die mittelbaren Postverbindungen zu besorgenden Correspondenzen werden im Einverständnisse zwischen der k. k. österreichischen, der k. sardinischen und der schweizerischen Postverwaltung festgesetzt werden.

Art. 5. Die k. k. österreichische Postverwaltung und diejenige der schweizerischen Eidgenossenschaft gestatten im Interesse des correspondirenden Publikums, die Versendung von Briefen mit Recommandation, es wird jedoch allseitig festgesetzt, dass auf denselben eine Werthsangabe nicht enthalten sein dürfe, und für den Inhalt durchaus nicht eine Ersatzpflicht, sondern nur die Verbindlichkeit zur verlässlichen Versendung und Nachweisung der richtigen Bestellung, so wie zur Vergütung von zwanzig Gulden Conv. Münze, Wiener-Währung, auf sich genommen wird, wenn der Brief aus Schuld eines Postbediensteten in Verlust geräth und die Reclamation innerhalb dreier Monate, vom Tage der Aufgabe gerechnet, eingebracht wird.

II. Internationale Correspondenz.

Art. 6. Die Correspondenzen aus den österreichischen Staaten, dem Fürstenthume Lichtenstein und Belgrad in Serbien nach der Schweiz, so wie jene aus der Schweiz nach den österreichischen Staaten, dem Fürstenthume Lichtenstein und Belgrad können

a) entweder ohne Entrichtung des Porto aufgegeben

werden, mit Ausnahme der im Artikel 14 angegebenen Fälle, oder

b) sie sind bis zum Bestimmungsorte zu frankiren.

Im ersten Falle hat der Empfänger die entfallende Taxe zu entrichten, wogegen im zweiten Falle die Briefe dem Adressaten portofrei zugestellt werden sollen.

Art. 7. Für die im Artikel 6 erwähnten wechselseitigen Correspondenzen wird eine gemeinschaftliche Portotaxe in drei Abstufungen, nämlich:

a) für die Entfernung bis einschliesslich fünf Meilen mit drei Kreuzern Conventions-Münze, Wiener-Währung (respective zehn Rappen Schweizer Währung),

b) für die Entfernung von fünf bis einschliesslich zehn Meilen, sechs Kreuzer Conventions-Münze, Wiener Währung (respective zwanzig Rappen Schweizer Währung),

c) für alle Entfernungen über zehn Meilen mit zwölf Kreuzern Conventions-Münze (respective vierzig Rappen Schweizer Währung) für den einfachen Brief festgesetzt, welche Taxe, in Kreuzern ausgedrückt, gegenseitig vom versendenden Postamte auf den Briefen zu verzeichnen ist, und zwar auf der Adressseite, wenn dieselbe vom Adressaten zu bezahlen ist, auf der Siegelseite hingegen, wenn sie vom Aufgeber vorausbezahlt wurde. Es darf über diese Taxen, allfällige geringe Zustellungsgebühren ausgenommen, keine andere Gebühr eingehoben werden.

Im gegenseitigen Einverständnisse sollen jedoch die gedachten Rayons auch erweitert werden können.

Art. 8. Das Erträgniss aus den gemeinschaftlichen Portotaxen von drei, sechs und zwölf Kreuzern ist von der österreichischen und der schweizerischen Postverwaltung je zur Hälfte zu beziehen, so dass der österreichischen sowohl, als schweizerischen Postcasse vom einfachen Briefe anderthalb, beziehungsweise drei oder sechs Kreuzer, zu Guten gerechnet werden sollen.

Art. 9. Bezüglich derjenigen Correspondenz aus Oesterreich nach den südöstlichen Cantonen der Schweiz, und umgekehrt, welche über Sardinien gesendet wird, wird das an die k. sardinische Postcasse zu entrichtende Transitporto vorläufig gemeinschaftlich und zu gleichen Theilen von der österreichischen und der schweizerischen Postcasse bestritten werden, in welcher Beziehung sich

die österreichische Postverwaltung mit jener Sardiniens in's Einvernehmen setzen wird. Doch bleibt es den beiden Postverwaltunden vorbehalten, in der Folge sich hinsichtlich jenes Portozuschlages einzuverstehen, welchen etwa zur Compensation der an Sardinien zu bezahlenden Transitgebühr von den Correspondenten einzuheben für angemessen erachtet würde.

Art. 10. Die im Wechselverkehre zwischen Oesterreich und der Schweiz vorkommenden recommandirten Briefe sind, was die Entrichtung des Porto betrifft, gleich den gewöhnlichen Briefen zu behandeln, und hat jede Postadministration, durch deren Organe die Aufnahme und Bestellung erfolgt, die bei ihr gesetzlich bestehenden Recommandations- und Recepissen-Gebühren für eigene Rechnung zu beziehen.

Art. 11. Die Entfernung vom Postorte der Aufgabe bis zu jenem der Aufgabe der Briefe in den österreichischen Staaten und in der schweizerischen Eidgenossenschaft werden, ohne Rücksicht auf die Landesgränze, in gerader Linie nach geographischen Meilen (15 auf einen Aequatorgrad) berechnet. Die k. k. österreichische Postverwaltung wird, wiebald ihr die Postorte in den, Oesterreich nahe liegenden Cantonen St. Gallen, Zürich, Glarus, Thurgau, Appenzell, Tessin, Graubünden, Schwyz und Uri bekannt gegeben seyn werden, die nöthigen Vermessungen vornehmen, dann das Verzeichniss entwerfen, und mittheilen lassen, aus dem entnommen werden kann, zwischen welchen Postorten in Oesterreich und in der Schweiz die Correspondenz nach den zwei ersten Portosätzen, von drei und sechs Kreutzern, zu taxiren seyn wird.

Art. 12. Das Gewicht des mit der einfachen Taxe zu belegenden Briefes wird bis zu einem halben Loth einschliesslich (Wiener Gewichtes) festgesetzt, für die dieses Gewicht übersteigenden Sendungen kommen die Gebühren nach der anliegenden Tax- und Gewichts-Progressionstabelle einzuheben.

Art. 13. Bezüglich der Porto-Ermässigung für Drucksachen und Mustersendungen wird Folgendes festgesetzt:

a) für Zeitungen, Journale Broschüren, dann gedruckte Preis-Courante, Musikalien und Cataloge, welche so verpackt zur Aufgabe gebracht werden, dass die Beschränkung der Sendungen auf diesen Inhalt sichtbar bleibt, ist nur der vierte Theil der Briefporto-

gebühr, in keinem Falle aber weniger als ein Kreuzer Conventions-Münze, Wiener-Währung, zu entrichten; jedoch dürfen derlei Sendungen ausser der Adresse nichts Geschriebenes enthalten;

b) für Waaren-Muster, welche Briefen kennbar beigeschlossen oder denselben angehängt werden, ist gleichfalls nur der vierte Theil der tarifmässigen Portogebühr, in keinem Falle aber weniger als Ein Kreuzer Conventions-Münze, Wiener-Währung, einzuheben. Wiegt der begleitende Brief mehr, als für den einfach zu taxirenden Brief festgesetzt ist, so kommt für das Mehrgewicht das volle Briefporto einzuheben.

Art. 14. Hinsichtlich der portofreien Behandlung von Correspondenzen und bezüglich der im Artikel 6 vorbehaltenen Ausnahme von der Befugniss zur Versendung der Correspondenzen ohne Porto-Entrichtung wird Nachstehendes bestimmt:

1. Die Schreiben in reinen Staatsdienst-Angelegenheiten von Behörden und Stellen, und deren Vorständen in den österreichischen Staaten an Behörden und Stellen und deren Vorstände in der schweizerischen Eidgenossenschaft, und umgekehrt, sind, wenn sie mit Dienst- oder Regierungssachen oder Ex officio bezeichnet, und mit dem Amtssiegel verschlossen sind, auf beiden Gebieten portofrei zu befördern, und ist sonach auch keine Portogebühr bei der Auslieferung in Ansatz zu bringen.

2. Sollten die unter 1 erwähnten Schreiben an solche Behörden und deren Vorstände gerichtet seyn, welche in dem Staate, wohin sie gerichtet sind, nach den dortlands bestehenden Gesetzen die Portofreiheit nicht geniessen, so darf die Postanstalt, welche die Zustellung dieser Schreiben zu besorgen hat, die Hälfte des gemeinschaftlichen Porto für sich erheben lassen.

3. Schreiben von Privaten aus der Schweiz an Ihre Majestäten den Kaiser und die Kaiserin von Oesterreich, an sämmtliche Mitglieder des allerdurchlauchtigsten Kaiserhauses, dann an Behörden und Stellen in Oesterreich, dann jene von Privaten aus Oesterreich an Behörden und Stellen in der Schweiz, müssen von den Aufgebern durch Entrichtung der vollen Portogebühr frankirt werden.

4. Für Drucksachen unter Kreuzband versendet, dann für Waarenproben, deren im Artikel 13 Erwähnung ge-

schieht, haben die Aufgeber die Portogebühren bis zum Bestimmungsorte zu entrichten.

Art. 15. Hinsichtlich der unbestellbaren Briefe aus dem Wechselverkehre zwischen Oesterreich und der Schweiz wird Folgendes festgesetzt:

1. Die unanbringlichen Briefe sollen gegenseitig, in so ferne sie sogleich als unbestellbar erkannt werden, irrig instradirt oder recommandirt sind, ohne Verzug; die übrigen längstens in vier Wochen, die mit post-restante bezeichneten Briefe aber spätestens nach Verlauf eines Vierteljahres zurückgesendet werden.

2. Auf jedem solchen Briefe muss die Ursache der Zurücksendung angemerkt und derselbe im unverletzten, versiegelten Zustande sonach uneröffnet zurückgesendet werden, eine Ausnahme hievon soll nur hinsichtlich der Briefe mit fremden Lotto-Losen stattfinden, welche auch geöffnet zurückgesendet werden dürfen.

3. Für die Zurücksendung der unanbringlichen Briefe wird eine besondere Gebühr nicht in Anspruch genommen; nur in dem Falle, als derlei Briefe bei der ersten Sendung bloss mit der Taxe nach der 1. oder 2. Stufe frankirt oder mit Porto zugerechnet worden wären, kommt für jene Briefe, welche dem Adressaten wegen Abreise aus Oesterreich nach der Schweiz, oder umgekehrt, aus dem Orte des einen Postbezirkes nach einem Orte des andern nachgesendet werden müssen, ein Nachtragsporto von drei, sechs oder neun Kreuzern, je nachdem sich bei der zweiten Versendung die Entfernung ergibt, zu Gunsten der bestellenden Postanstalt einzuheben.

4. Die Retourbriefe und die darauf haftenden Portogebühren sind in den Correspondenz-Karten abgesondert auszuweisen, damit der hierfür entfallende Portobetrag bei der periodischen Abrechnung und Ausgleichung in Anschlag gebracht werden kann.

5. Die in Oesterreich oder in der Schweiz aufgegebenen und als uneinbringlich wieder dahin zurückgelangenden Briefe sind nach den für die österreichische und andererseits schweizerische Postverwaltung bestehenden Vorschriften zu behandeln.

III. Transitirende Correspondenz.

Art. 16. Die k. k. österreichische Postverwaltung ist berechtigt, auf den von der schweizerischen Eidgenos-

senschaft zu unterhaltenden Postcursen verschlossene Felleisen und Packete mit Correspondenzen, Zeitungen und Drucksachen an die Postämter Frankreichs und Deutschlands zu senden, und solche von diesen eben so zu beziehen; derselben bleibt die Wahl der Course, auf welchen diese Packete versendet werden sollen, freigestellt, so wie die Verfügung, ob sie, dann wie lange und in welchem Maasse von dieser Transit-Berechtigung Gebrauch machen will, dieselbe ist jedoch verbunden, für den Fall, als sie in diesen Beziehungen eine Aenderung vorzunehmen gesonnen wäre, der schweizerischen General-Post-Direction davon vorläufige Mittheilung zu machen.

Art. 17. Die Postcurse in der Schweiz, welche derzeit zur Beförderung der im vorhergehenden Artikel erwähnten Felleisen und Packete benützt werden, sind folgende:

1. Der Postcurs zwischen Chiasso und Basel über den St. Gotthart und Luzern zur Beförderung der Briefpackete von Mailand nach Paris und St. Louis (nunmehr Basel), Frankfurt und dem Grossherzogthume Baden (ausschliesslich Constanz) und umgekehrt in verschlossenen Felleisen und Packeten.

2. Jener zwischen Feldkirch und Basel über St. Gallen und Zürich zur Beförderung der Briefpackete von Wien und Feldkirch nach Paris, dann von Feldkirch nach St. Louis und vice versa in verschlossenen Felleisen.

3. Jener zwischen Chiavenna und Constanz über Chur und St. Gallen für die Packete von Mailand und Chiavenna nach Constanz und umgekehrt.

4. Jener zwischen Feldkirch und Constanz über St. Gallen; dann

5. zwischen Bregenz, Frankfurt und Constanz für die zwischen diesen drei Aemtern zu wechselnden Packete.

6. Der Postcurs zwischen Mailand und Lindau durch Graubündten, wobei jener zwischen Chur und Chiavenna auf Rechnung der schweizerischen Postverwaltung unterhalten wird, für die Packete von Mailand nach München, Augsburg, Lindau, Ravensburg, Stuttgart, Berlin, Halle und Cöln und umgekehrt.

7. Jener zwischen Chiasso und Schaffhausen über Altdorf, Luzern und Zürich.

8. Jener zwischen Feldkirch und Schaffhausen über St. Gallen.

Art. 18. Der General-Post-Direction der schweizeri-

schen Eidgenossenschaft werden für die Benützung ihrer Course zu dem durch den Artikel 16 gestatteten Transit österreichischer Briefpackete folgende in Conventions-Münze, Wiener-Währung, bemessene aus der k. k. österreichischen Postcasse zu bezahlende Gebühren für das Nettogewicht der Packete (Wiener Gewicht) vergütet:

a) Bezüglich der im Artikel 17 unter 1, 2 und 7 erwähnten Routen die gleichmässige Gebühr von zehn Kreuzern für Ein Loth;

b) hinsichtlich der unter 3 aufgeführten Strasse sieben Kreuzer für Ein Loth;

c) bezüglich der unter 4 angegebenen Route vier Kreuzer für Ein Loth;

d) bezüglich der unter 5 und 8 erwähnten Routen vier Kreuzer für Ein Loth;

e) bezüglich der Benützung der Route zwischen Chiavenna und Feldkirch über Chur zur Versendung der im §. 17 unter 6 erwähnten österreichischen Briefpackete zwei Kreuzer für Ein Loth, wogegen an die österreichische Postanstalt für das Packet von Lindau nach Chur auch nur die gleichmässige Gebühr von zwei Kreuzern pr. Loth statt der bisherigen drei Kreuzer zu entrichten seyn wird.

Für Waarenproben und Drucksendungen unter Kreuzband ist der dritte Theil des für das Nettogewicht der Briefe bestimmten Taxsatzes, und für die Zeitungen und Journale, welche in den österreichischen französischen Packeten versendet werden, nur ein Kreuzer für Ein Loth zu entrichten.

Art. 19. Gegenseitig ist die schweizerische Postverwaltung berechtiget, auf den von der k. k. österreichischen Postanstalt zu unterhaltenden Postcoursen verschlossene Felleisen und Packete mit Correspondenzen, Zeitungen und Drucksachen an die Postämter derjenigen Staaten, für welche das österreichische Postgebiet benutzt wird, zu senden, und solche von diesen ebenso zu beziehen, und es bleiben derselben die gleichen Bestimmungen zugesichert, welche der Artikel 16 des gegenwärtigen Vertrages der k. k. österreichischen Postverwaltung in Beziehung auf die Transitberechtigung durch die Schweiz enthält.

Art. 20. Für die wegen Unanbringlichkeit zurückzusendenden in den transitirten Packeten enthalten gewesenen Briefe, Muster und Druckwerke wird die nach

den Transitopreisen entfallende Gebühr in Abzug gebracht werden, und es wird auch für die monatlich oder vierteljährig vorzunehmende Zurücksendung der gedachten Gegenstände eine Transitogebühr nicht zu vergüten sein.

Ferner wird der unentgeltliche Transit der Correspondenz der k. k. österreichischen Postverwaltung und österreichischen Postämter mit den Postadministrationen und Postämtern von Frankreich und Deutschland in Postamts- und Rechnungsangelegenheiten und ebenso derjenige der eidgenössischen General - Post - Direction und schweizerischen Postämtern mit den von Oesterreich rückwärts liegenden Staaten, mit welchen die Schweiz einen directen Postverkehr unterhalten würde, in Postamts- und Rechnungsangelegenheiten gestattet.

Art. 21. Ueber das Gewicht der Gegenstände, welche in den nach Artikel 17 durch die Schweiz transitirenden Packeten enthalten sind, werden die k. k. Postämter, welche mit jenen Frankreichs und Deutschlands in Kartirungsverbindung stehen, vom 1. September 1849 an, gewissenhaft die Aufschreibung führen und dieselben an die k. k. Postbuchhaltung in Wien senden, welche sie zu prüfen, und die Schuldigkeitsbeträge nach den Bestimmungen des Artikels 18 zu ermitteln hat.

Art. 22. So lange die Schweiz von der ihr durch den Artikel 19 eingeräumten Transitberechtigung durch Oesterreich keinen Gebrauch zu machen sich veranlasst finden wird, können die Correspondenzen aus der Schweiz nach fremden Staaten, für welche sie der k. k. österreichischen Postanstalt übergeben werden, nach den Bestimmungen des Artikels 24

a) mit dem schweizerischen Porto belastet, oder
b) bis zum Bestimmungsorte und bei den Briefen nach einigen überseeischen Ländern bis zum bezüglichen Absatzplatze frankirt, endlich
c) bloss bis zur österreichisch-schweizerischen Gränze frankirt ausgeliefert werden.

Im ersten Falle wird vom Auslieferungspostamte in der Schweiz dem bezüglichen österreichischen Postamte das schweizerische Postporto zur Last, im zweiten dagegen werden der k. k. Postanstalt das österreichische Transitoporto und die Beförderung auf fremdem Gebiete zu Land oder zu Wasser entfallenden Taxen zu Gut geschrieben.

Im dritten Falle erfolgt die Auslieferung ohne Porto- oder Franco-Ansatz.

Art. 23. Die Briefe aus fremden Staaten nach der Schweiz werden:

a) entweder bloss mit dem österreichischen Transitoporto belastet, oder

b) sowohl mit diesem, als mit dem Porto für die Beförderung zu Land auf fremdem Gebiete oder zu Wasser belegt, oder endlich

c) bis zum Bestimmungsorte in der Schweiz frankirt, den schweizerischen Postämtern ausgeliefert werden.

Im ersten und zweiten Falle werden die betreffenden k. k. Postämter den mit ihnen in Verbindung stehenden Postämtern der Schweiz die unter a. und b. erwähnten Gebühren zur Last, und im dritten Falle das schweizerische Franco-Porto zu Gut schreiben.

Art. 24. Die Orte in fremden Ländern, deren Correspondenzen mit der Schweiz entweder mit Porto belastet oder vollständig frankirt versendet werden können, sind:

Bukarest, Jassy, Botutschany, Galatz, Ibraila, Seres, Salonichi, Constantinopel, Smyrna, Alexandrien, Beyruth, Canea, Cesme, Tenedos, Dardanellen, Gallipolli, Larnaca, Rhodos, Samsun, Tultscha, Varna, Trapezunt und Corfu sammt den andern jonischen Inseln.

Briefe aus der Schweiz nach anderen Orten der Donau-Fürstenthümer, sowie der europäischen und asiatischen Türkei als die vorgenannten, sind — um die Zustellung an den Adressaten möglich zu machen, bei der Aufgabe bis zu jenem der vorgenannten Orte zu frankiren, über welchen nach der geographischen Lage des Bestimmungsortes die Briefe gesendet werden müssen.

Arr. 25. Das zu Gunsten der schweizerischen Postverwaltung für die im Artikel 24 aufgeführten Correspondenzen einzuhebende Porto wird mit sechs Kreuzern Conventions-Münze für den einfachen ein halbes Loth wiegenden Brief festgesetzt, für schwerere Briefe hat dasselbe im gleichen Verhältnisse wie die gemeinschaftliche Portotaxe zu steigen.

Art. 26. Die österreichische Transitotaxe wird für den einfachen ein halbes Loth wiegenden Brief, und zwar:

a) bezüglich der Correspondenz aus den fremd-italienischen Staaten, oder im Transit durch dieselben mit vier Kreuzern, dann

b) bezüglich jener aus allen andern rückliegenden Staaten mit zwölf Kreuzern Conventions-Münze, Wiener-Währung, bestimmt.

Für schwerere Briefe steigen diese beiden Taxen in dem nämlichen Verhältnisse, welches für die Progression des gemeinschaftlichen Porto festgesetzt ist.

Im Falle der Benutzung des Transitos in eingeschlossenen Packeten, wie die von der Schweiz an Oesterreich zu vergütende Gebühr für das Loth Netto Wienergewicht auf das Doppelte der in diesem Artikel für den einfachen Brief festgesetzten Transitotaxe bestimmt.

Art. 27. Das Porto für die Beförderung zu Lande auf fremdem Staatsgebiete oder zur See (Artikel 22 und 23, lit. b) wird für den einfachen ½ Loth wiegenden Brief festgesetzt und zwar:

a) für jene zu Land:
bezüglich Botutschany mit drei Kreuzern,
„ Jassy und Bukarest mit sechs Kreuzern,
„ Galatz und Ibraila mit zehn Kreuzern.
„ Constantinopel, Seres und Salonichi mit zwölf Kreuzern,
„ Smyrna mit vier und zwanzig Kreuzern,

b) für jene zur See:
bezüglich Corfu und den jonischen Inseln mit zwölf Kreuzern,
„ Galatz, Ibraila, Salonichi, Constantinopel, Smyrna, Alexandrien, Beyruth, Canea, Cesme, Tenedos, Dardanellen, Gallipolli, Larnaca, Rhodus, Samsun, Trapezunt, Tultscha, Varna, mit vier und zwanzig Kreuzern Conventions-Münze, Wiener-Währung.

Art. 28. Für die mehr als ein halbes Loth wiegenden Sendungen steigen die in den Artikeln 25, 26 und 27, lit. a. aufgeführten Gebühren ganz im nämlichen Verhältnisse, welches bezüglich der gemeinschaftlichen Portotaxe (Artikel 12) festgesetzt ist. Die im Artikel 27, lit. b. aufgeführten Seeporto-Gebühren steigen dagegen von halb zu halb Loth um die Hälfte des für den einfachen Brief festgesetzten Taxsatzes.

Art. 29. Bezüglich der Waarenproben, dann der Zeitungen und Journale unter Schleife oder Kreuzband versendet, haben an den in den Artikeln 25, 26 und 27, lit. a. angegebenen Gebühren die nämlichen Tax-Ermässi-

gungen einzutreten, welche hinsichtlich des Porto für den Wechselverkehr (Artikel 13) festgesetzt sind.

Hinsichtlich des Seeporto wird bestimmt, dass für Mustersendungen auch nur der dritte Theil, aber in keinem Falle weniger als der für den einfachen Brief entfallende Betrag, für Zeitungen und Journale dagegen nur Ein Kreuzer für jeden Bogen entrichtet werden soll.

Art. 30. Die Correspondenzen aus der Schweiz nach

a) den englisch-ostindischen Besitzungen und Schutzstaaten, dann nach Hong-Kong in China müssen bis Alexandrien frankirt;

b) für jene nach allen andern Orten des chinesischen Reiches überdiess dreissig Kreuzer, und

c) für jene nach allen über Ostindien hinausgelegenen Ortschaften vierzig Kreuzer für den einfachen $\frac{3}{4}$ Loth wiegenden Brief als englisches Seeporto nebst den Frankirungs-Gebühren bis Alexandrien entrichtet werden.

Es kommen daher für die unter a) erwähnten Correspondenzen 36 kr., für jene unter b) 1 fl. 6 kr. und für jene unter c) 1 fl. 16 kr. für den einfachen Brief der k. k. österreichischen Postanstalt zu Gute zu rechnen.

Das englische Porto steigt für die mehr als $\frac{3}{4}$ Loth wiegenden Briefe bis $1\frac{1}{2}$ Loth um den für den einfachen Brief bestimmten Taxsatz, dann aber von $1\frac{1}{2}$ Loth zu $1\frac{1}{2}$ Loth um den doppelten Taxsatz.

Das englische Seeporto für Zeitungen wird, und zwar für jene nach Ostindien mit 3 kr., für jene nach den über Ostindien hinausgelegenen Orten mit 12 kr. pr. Stück festgesetzt.

Art. 31. In sofern der k. k. österreichischen Postanstalt Correspondenzen für die Schweiz von ausländischen Postanstalten mit Taxen belastet zukommen sollten, werden dieselben nebst dem österreichischen Transitoporto dem betreffenden Postamte der Schweiz in Anrechnung gebracht werden.

Würden Briefe aus der Schweiz nach solchen auswärtigen europäischen Staaten über Oesterreich geleitet werden wollen, für deren Correspondenz die k. k. Postcasse Gebühren an eine andere Postanstalt bezahlen muss, so sind bei deren Auslieferung der k. k. Postanstalt sowohl diese Gebühren, als das österreichische Transito-Porto zu Gut zu schreiben.

Art. 32. Wenn in der Folge die schweizerische Post-

verwaltung und die Postadministrationen fremder Staaten, wofür die Correspondenz durch die österreichische Postanstalt vermittelt werden will, angemessen erachten, den Frankaturzwang bei den zwischen ihnen zu wechselnden Briefen aufzuheben, so wird österreichischer Seits zur Ausführung dieser Massregel bereitwilligst mitgewirkt werden, und es kommen dann der österreichischen Postcasse für die frankirten Briefe aus der Schweiz nach jenen Staaten, so wie für die unfrankirten aus diesen nach der Schweiz die Transitogebühren von vier und beziehungsweise von zwölf Kreuzern Conventions-Münze, Wiener-Währung, so wie die an die fremden Postanstalten zu bezahlenden Taxen von der General-Post-Direction der Schweiz zu vergüten, wogegen dieser aus der österreichischen Postcasse das für die Schweiz festgesetzte Porto, bezüglich der aus den Cantonen unfrankirt einlangenden oder ganz frankirt dahin zu sendenden Correspondenzen zu berichtigen seyn wird, und wofür diese den Ersatz von der bezüglichen ausländischen Postadministration zu erhalten hat.

Art. 33. Für die unanbringlichen Briefe aus dem Verkehre der Schweiz mit andern Staaten durch Vermittlung der österreichischen Postanstalt ist bei der Rücksendung von den k. k. österreichischen Postämtern an jene der Schweiz und umgekehrt, nur jene Gebühr in Aufrechnung zu bringen, mit welcher sie bei der ersten Sendung von der einen Postanstalt der andern zur Last geschrieben worden sind. Die Briefe, welche nach Oesterreich und der Schweiz aus andern Staaten gelangt sind, und welche den Adressaten wegen mittlerweile erfolgter Abreise aus Oesterreich nach der Schweiz und umgekehrt nachgesendet werden sollen, sind sich unter Anrechnung der darauf haftenden eigenen und fremden Portogebühren gegenseitig auszuliefern.

Art. 34. Sollte in der Folge eine Ermässigung der Taxen, welche gegenwärtig für die Beförderung der Correspondenzen mit den Dampfschiffen des Lloyd, und für jene zu Land zwischen der österreichischen Gränze und den im §. 24 genannten Orten auf fremdem Staatsgebiete festgesetzt sind, oder jener Taxen, welche an auswärtige Postanstalten zu vergüten sind, eintreten, so soll dieselbe auch der Correspondenz zwischen der Schweiz und den betreffenden Ländern zu Gute kommen.

IV. Manipulations-Bestimmungen bezüglich der Correspondenzen.

Art. 35. Die Taxen für die unfrankirten Briefe sind auf der Seite der Adresse, die für die frankirten Briefe eingehobenen Gebühren dagegen auf der Siegelseite anzuschreiben; diese letzteren sollen überdiess auf der Adressseite durch Aufdrückung eines Stempels oder in anderer Weise so bezeichnet werden, dass sie sogleich von den der Portozahlung unterliegenden Briefen unterschieden werden.

Art. 36. Jedem Briefe ist der Ortsname des Postamtes, bei welchem die Aufgabe erfolgt, dann der Tag und Monat, an welchem er dem Postamte übergeben wird, auf der Adressseite aufzudrücken.

Die gegen Recommandation zu versendenden Briefe sind überdiess mit der erforderlichen Bezeichnung durch Aufdrückung des Wortes „Recommandirt" zu versehen.

Art. 37. Die Postämter in Oesterreich und in der Schweiz, welche zur Auswechslung der Correspondenzen bestimmt sind, haben sich hiezu der Correspondenz-Karten zu bedienen, die von beiden Postverwaltungen einverständlich bestimmt werden.

Art. 38. Den Postämtern liegt es ob, den Inhalt der eingelangten Briefpackete mit den Ansätzen in den Karten genau zu vergleichen (zu scontriren) und wenn Unrichtigkeiten wahrgenommen werden, dieselben auf den Correspondenz-Karten selbst richtig zu stellen, die entsprechende Anmerkung beizufügen, und hiernach dann die Empfangsbestätigung auszufertigen.

V. Fahrpostsendungen.

Art. 39. Mittelst der zur Beförderung von Personen, Geldern, Pretiosen und Waaren geeigneten Anstalten wird die wechselseitige Auslieferung der Reisenden und Sendungen zwischen Oesterreich und der Schweiz nach den derzeit in Ausübung stehenden Bestimmungen und bis hierüber im gemeinschaftlichen Einverständnisse andere Anordnungen getroffen werden, durch die in den an die österreichischen Staaten gränzenden Schweizercantonen befindlichen eidgenössischen Postanstalten oder über Sardinien stattfinden; es wird jedoch bedungen, dass von dieser Beförderung:

a) lebende Thiere;

b) alle durch Reibung, Druck oder sonst ohne absichtliches Zuthun leicht entzündbaren, so wie überhaupt alle Gegenstände, welche ihrer Beschaffenheit nach den übrigen Frachtstücken leicht verderblich werden können, als: Schiesspulver und Schiesswolle, Mineral-Säuren, Chlor-Präparate etc. ausgeschlossen seien;

c) Sendungen über 80 Pfund Wiener Gewicht schwer, oder im Verhältnisse zum Gewichte von zu grossem Umfange, sollen nur mit dem Vorbehalte der Möglichkeit ihrer Unterbringung auf den Wägen angenommen werden.

Art. 40. Diese Sendungen sollen mit Rücksicht auf den Inhalt und auf die zurück zu legende Wegesstrecke gut verpackt und mit hartem Wachse verschlossen, mit einer deutlichen Adresse, so wie mit der Angabe des Inhaltes, Werthes und Gewichtes versehen, und jenen, welche Waaren oder andere Effecten enthalten, auch getreulich abgefasste Declarationen beigegeben sein.

Was insbesondere die Versendung von Geld oder Geld vorstellenden Papieren in Briefen betrifft, so wird festgesetzt, dass dieselben mit vier oder fünf Siegeln verschlossen werden sollen, je nachdem der Umschlag formirt wird. Sollten jedoch für die letztgedachten Sendungen besondere Vorsichts- und Controls-Massregeln für nöthig erachtet werden, so bleibt deren Festsetzung und Ausführung dem Einverständnisse beider Postanstalten überlassen.

Art. 41. Für die Fahrpostsendungen können die Portogebühren:

a) entweder vom Aufgabsorte bis zur Gränze vom Aufgeber entrichtet, oder

b) dem Empfänger zur Bezahlung zugewiesen werden.

Im ersten Falle erfolgt die gegenseitige Auslieferung portofrei, im zweiten aber gegen Nachnahme des Porto mittelst Auslage.

Der unter a) erwähnten Behandlungsweise unterliegen in allen Fällen:

1. Sendungen ohne Werthsangabe und bis zum Werthe von 10 fl.;
2. solche, welche flüssige, leicht zerbrechliche, dem schnellen Verderben oder der Fäulniss unterworfene Sachen enthalten;
3. jene mit Wechseln, Privat-Obligationen, Lotterie-Losen und Geld-Anweisungen; endlich

4. Sendungen von Privaten an Behörden und Stellen.

Art. 42. Die unrichtig instradirten Sendungen sind sogleich, die unanbringlichen aber spätestens nach Verlauf zweier Monate vom Tage des Einlangens im Bestimmungsorte gerechnet, zurückzusenden, und die Ursachen der Rücksendung auf der Sendung oder dem Frachtbriefe zu bemerken.

Für die Zurückbeförderung dieser Sendungen, deren Abgabe an den Adressaten nicht bewirkt werden konnte, soll nur die Hälfte der tarifmässigen Gebühren eingehoben werden, mit Ausnahme der Schriften und Muster ohne Werth, welche letztern einem Retourporto nicht unterliegen sollen.

Jedenfalls werden die, bezüglich der ersten Beförderung auf den Sendungen haftenden Post- und Zollgebühren in Aufrechnung gebracht und mittelst Auslage nachgenommen werden.

Uebrigens soll in berücksichtigungswürdigen Fällen zwischen den betheiligten Postverwaltungen das Einvernehmen gepflogen werden, ob und welchen Nachlass an der Gebühren-Zahlung für die Retoursendungen eintreten zu lassen, angemessen sei.

Art. 43. Für Verluste, Abgänge und Beschädigungen der Fahrpostsendungen haftet jede Postanstalt nach Inhalt der Landesgesetze bis zur vollzogenen anstandlosen Uebergabe von einer Postanstalt an die andere, oder an die zum Weitertransporte bestimmte Privat-Unternehmung, so wie vom Momente der unbeanstandeten Uebernahme bis zur Bestellung an die Adressaten oder Ausfolgung an fremde Postanstalten. Es wird sich wechselseitig die Versicherung ertheilt, über die vorkommenden Reclamationen wegen Verlusten, Abgängen und Beschädigungen die genauesten und unparteiischesten Erhebungen zu pflegen, um die hiervon Schuldtragenden zu ermitteln und zum Ersatze verhalten oder, wenn der Verdacht entsteht, dass der Verlust, Abgang oder die Beschädigung auf Schuld oder Betrug des Absenders beruhen, die Reclamationen zurückweisen zu können.

Art. 44. Sobald durch die amtliche Untersuchung ausgemittelt ist, auf welchem Theile die Schadloshaltung haftet, so soll sie sogleich nach Beendigung derselben in Baarem geleistet werden. Diese Schadloshaltung erfolgt mit Rücksicht auf den bei der Aufgabe angegebenen

Werth und bei Beschädigungen nach dem Betrage des Schadens, welcher bei der in gesetzlicher Form gepflogenen Untersuchung ermittelt wird.

VI. Pränumeration auf Zeitungen und Journale.

Art. 45. Die k. k. österreichischen Postämter und jene der Schweitz sind berechtigt, wechselseitig Bestellungen auf Zeitungen und Journale, diese mögen

a) in Oesterreich oder in der Schweiz, oder

b) in andern Staaten erscheinen, zu machen und deren Versendung zu besorgen.

Was jedoch die unter b) erwähnten Zeitschriften betrifft, so kann hierauf nur in sofern Bestellung angenommen werden, als nach den zum bezüglichen Staate bestehenden Post- und anderen Verhältnissen der Bezug derselben thunlich ist.

Art. 46. Die Bestellung auf Zeitschriften muss, wenn sich des Bezuges sämmtlicher Blätter versichert werden will, zur angemessenen Zeit vor Eintritt des Pränumerations-Termines und auf jene Dauer erfolgen, welche von dem Herausgeber der periodischen Zeitschriften bedungen oder von den bezüglichen Postbehörden festgesetzt wird.

Art. 47. Für diese durch die betreffenden Postämter zu beziehenden Zeitschriften soll nebst dem Ankaufs-, das ist Pränumerations-Preise eine der Zahl der in einer Woche erscheinenden Blätter und der Grösse derselben angemessene, von der Post-Oberbehörde zu bestimmende Gebühr eingehoben werden, und es ist sich wechselseitig der gesammte Pränumerations-Betrag entweder vor Beginn des Pränumerations-Termines, oder längstens innerhalb des ersten Monats desselben zu vergüten, wogegen diese unter der Adresse der Postämter versendeten Zeitschriften einer weitern Portozahlung nicht unterliegen, und sich gegenseitig portofrei ausgeliefert werden sollen.

Art. 48. Falls als beim Empfange des Zeitungspacketes ein Abgang an Blättern wahrgenommen wird, so sollen die Posten frei ergänzt werden, wofern mit umgehender Post der wahrgenommene Abgang dem Postamte, das die Versendung zu besorgen hat, angezeigt

wird, und der Verleger noch die mangelnden Blätter in Vorrath hat.

Für den Ersatz der Blätter, deren Abgang erst später angezeigt wird, sind jene Zahlungen zu leisten, welche von den Verlegern in Anspruch genommen werden.

Art. 49. Der Zurücknahme der auf eine Zeitschrift gemachten Bestellung wird nur in dem Falle Statt zu geben seyn, wenn die Pränumeration bei dem Herausgeber noch nicht veranlasst wäre, oder dieser hierauf ohne Anforderung eines Ersatzes verzichtet.

Art. 50. Wenn vor Ablauf des Termines, bis zu welchem eine Zeitschrift bestellt wurde, dieselbe zu erscheinen aufhört, so wird der für die Zeit des Nichterscheinens entfallende Betrag des Verlagspreises zurückvergütet, falls so viel von der Forderung des Verlegers zurückbehalten worden ist, oder es wird jener Betrag zurückersetzt, welcher vom Verleger hereingebracht und von ihm billiger Weise gefordert werden kann.

VII. Staffetten-Beförderung.

Art. 51. Es wird gestattet, Depeschen aus Oesterreich nach Orten in den Cantonen der schweizerischen Eidgenossenschaft und umgekehrt, dann durch Oesterreich und der Schweiz nach Orten in fremden Staaten, in sofern in diesen der Staffeten-Dienst eingerichtet und hievon Gebrauch zu machen erlaubt ist, mittelst eigener Staffetten zu versenden, und es wird sich wechselseitig verbindlich gemacht, für deren möglichst schnellste Beförderung und verlässliche Zustellung an die Adressaten Vorsorge zu treffen.

Art. 52. Auf den mit Staffetten zu befördernden Sendungen darf eine Werthsangabe nicht stattfinden, und es wird im Falle des Verlustes oder der Beschädigung derselben keine Werths-Entschädigung geleistet, wohl aber dann, wenn der Verlust oder die Beschädigung durch einen Postbediensteten verursacht, oder einem solchen eine bedeutende Verspätung zur Last fallen würde, und in jedem dieser drei Fälle vom Aufgeber innerhalb dreier Monate vom Tage der Staffetten-Absendung gerechnet, erwiesen werden kann, dass desshalb der Zweck der Staffette vereitelt wurde, vom schuldtragenden Postbediensteten die ganze Staffetten-Gebühr hereingebracht

und zur Vergütung an den Aufgeber der Staffettal-Sendung an die betreffende Postverwaltung verabfolgt werden.

Art. 53. Für die Beförderung der Estaffetten-Sendungen sollen die diessfalls in Oestreich und in der Schweiz gesetzlich bestehenden Ritt- und sonstigen Gebühren, dann die an andere ausländische Postanstalten zu bezahlenden Beträge vergütet werden.

Die Ausgleichung hierüber hat vierteljährlich zwischen der k. k. österreichischen Postverwaltung und der General-Postdirection der schweizerischen Eidgenossenschaft stattzufinden.

VIII. Verschiedene Bestimmungen.

Art. 54. Die Retourrecepisse, welche Briefen und Fahrpostsendungen beigegeben werden, sollen, nachdem sie vom Adressaten unterfertiget und mit dem Datum des Empfanges versehen worden sind, unentgeltlich und mit erster Post an dasjenige Postamt, das den Brief und die Sendung auslieferte, zurückgeleitet werden.

Art. 55. Ueber die wegen recommandirten Briefen und Fahrpostsendungen ausgefertigten Nachfrageschreiben sind sogleich die genauesten Erhebungen zu pflegen; auf denselben ist das Ergebniss dieser zu bemerken, und sind dann die gedachten Schreiben entweder an das Postamt, dem die weitere Nachforschung zusteht, zu senden, oder an jenes Postamt zurückzuleiten, welches das Nachfrageschreiben ausgefertiget hat.

Sollten sich in der Folge dieser Nachforschungen der Verlust der Sendungen oder andere Unzukömmlichkeiten herausstellen, so soll hierüber sogleich die weitere Verhandlung zwischen den betreffenden Postverwaltungen eingeleitet werden.

Art. 56. Es wird sich gegenseitig verpflichtet, darüber zu wachen, dass sowohl für die internationale als im Transit über Oesterreich vorkommende Correspondenz bei den Postämtern Oesterreichs und der Schweiz keine höhern als die in diesem Vertrage festgesetzten Gebühren eingehoben werden, nur soll es jenen in der Schweiz gestattet sein, in dem Falle, als sich bei der Reduction von der Conventions-Münze auf Schweizer Münze ein Theilbetrag unter einem halben Batzen ergibt, dennoch einen halben Batzen einzuheben.

Art. 57. Die k. k. Posthofbuchhaltung wird auf Grund der von den betreffenden k. k. Postämtern an sie gelangenden Rechnungen und Nachweisungen vierteljährig, und zwar nach dem österreichischen Verwaltungs-Jahre, welches mit 1. November beginnt:

a) Die Consignationen über die Gebühren, welche wegen des Transits der österreichischen, französischen und deutschen Briefpackete durch die Schweiz an die schweizerische Postanstalt zu entrichten sind, dann

b) die Abrechnungen über den gemeinschaftlichen und Transito-Correspondenz-Verkehr zwischen den österreichischen und schweizerischen Postämtern, sowie auch jene bezüglich der Fahrpostverbindungen verfassen, und dieselben der k. k. österreichischen Postverwaltung übergeben, von welcher sie der schweizerischen General-Post-Direction werden mitgetheilt werden.

Art. 58. Nach diesen Consignationen und Abrechnungen ist sogleich die Ausgleichung bezüglich des wechselseitigen Guthabens durch die baare Zusendung der Schuldigkeitsbeträge zu verfügen; sollten bei der Durchsicht der Consignationen und Abrechnungen von Seite der schweizerischen General-Post-Direction Mängel wahrgenommen werden, so sind dieselben bei der k. k. österreichischen Postverwaltung unter Mittheilung der Instrumente, womit deren Grundhaltigkeit dargethan werden kann, zur Sprache zu bringen, worauf diese mit der k. k. Postbuchhaltung die weitere Verhandlung pflegen wird.

Die Differenzbeträge, welche in Folge der wiederholten Erörterungen als richtig anerkannt werden, sind bei der Abrechnung des zunächst darauf folgenden Quartals zur Ausgleichung zu bringen.

Art. 59. Zur Berichtigung der an die Postverwaltung der schweizerischen Eidgenossenschaft zu bezahlenden Gebühren und zur Empfangnahme der von diesen an die österreichische k. k. Postanstalt zu entrichtenden Beträge wird die k. k. Ober-Postamts-Casse in Mailand bestimmt.

Diese Zahlungen sind gegenseitig in Conventions-Münze, und zwar in Silbergeld zu zwanzig Kreuzer oder zwanzig Soldi das Stück, oder in Thalern zu zwei Gulden

oder sechs Lire, sämmtlich im zwanzig Gulden Fuss zu leisten.

Art. 60. Von dem Zeitpunkte an, mit welchem die in dem gegenwärtigen Uebereinkommen enthaltenen Bestimmungen zur Ausführung zu kommen haben, werden die bisherigen Uebereinkünfte der k. k. österreichischen Postverwaltung mit den Cantonen der schweizerischen Eidgenossenschaft, in sofern die darin enthaltenen Stipulationen durch diese Bestimmungen aufgehoben oder abgeändert erscheinen, ausser Wirksamkeit gesetzt.

Art. 61. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages, worüber die Ratificationen wo möglich binnen drei Wochen in Bern auszuwechseln sind, und welche mit dem ersten September dieses Jahrs in Ausführung zu bringen ist, wird auf zehn nach einander folgende Jahre festgesetzt.

Es wird jedoch in Betreff solcher Theile der österreichischen Monarchie, welche zeitweilig der k. k. Verwaltung entzogen sind, bestimmt, dass, soweit hieraus ein Anstand für die Vollziehung hergeleitet werden könnte, zur Beseitigung desselben für jene Theile eine spätere Ausführung der Vertragsbestimmungen der k. k. Postbehörde vorbehalten bleibt.

Eine Aufkündigung muss gegenseitig Ein Jahr vor Ablauf dieses Termines geschehen, und erfolgt solche nicht, so bleibt das Uebereinkommen von Einem Jahre zum anderen ununterbrochen in Kraft, bis eine Aufkündigung erfolgt.

Zu Urkund dessen sind zwei gleichlautende Exemplare des gegenwärtigen Postvertrages ausgefertiget und von den beiderseitigen Bevollmächtigten mit ihrer eigenhändigen Unterschrift und ihrem beigedruckten Siegel bekräftiget worden.

So geschehen zu Bern am zweiten Juli Ein tausend acht hundert neun und vierzig (2. Juli 1849).

August Freiherr *von Odelga.* (L. S.)
La Roche-Stehelin. (L. S.)

Tax- und Gewichts-Progressions-Tabelle

bezüglich des gemeinschaftlichen Porto bei der österreichisch-schweizerischen Correspondenz.

Für einen Brief	Für die Entfernungen					
	I.		II.		III.	
	bis 5 Meilen einschliesslich		über 5 bis 10 Meilen		über 10 Meilen	
	fl.	kr.	fl.	kr.	fl.	kr.
bis einschliessig ½ Loth	—	3	—	6	—	12
über ½ Loth bis ¾ „	—	5	—	9	—	18
„ ¾ „ „ 1 „	—	6	—	12	—	24
„ 1 „ „ 1½ „	—	9	—	18	—	36
„ 1½ „ „ 2 „	—	12	—	24	—	48
„ 2 „ „ 3 „	—	15	—	30	1	—
„ 3 „ „ 4 „	—	18	—	36	1	12
„ 4 „ „ 6 „	—	21	—	42	1	24
„ 6 „ „ 8 „	—	24	—	48	1	36
„ 8 „ „ 12 „	—	27	—	54	1	48
„ 12 „ „ 16 „	—	30	1	—	2	—
„ 16 „ „ 24 „	—	33	1	6	2	12
„ 24 „ „ 32 „	—	36	1	12	2	24
„ 1 Pfund bis 1 Pfund 8 Loth	—	39	1	18	2	36
„ 1 „ 8 Loth „ 1 „ 16 „	—	42	1	24	2	48
„ 1 „ 16 „ „ 1 „ 24 „	—	45	1	30	3	—
„ 1 „ 24 „ „ 2 „ — „	—	48	1	36	3	12

Wir Präsident und Mitglieder des Bundesrathes der schweizerischen Eidgenossenschaft

in Gemässheit der von der Bundesversammlung durch Schlussnahme vom 30. Juni laufenden Jahres ertheilten Vollmacht urkunden anmit:

dass wir dem zu Bern von dem mit Vollmacht versehen gewesenen Geschäftsträger,

Herrn Freiherrn *August von Odelga,*

und von dem Bevollmächtigten der schweizerischen Eingenossenschaft,

Herrn *La-Roche-Stehelin,* Generalpostdirector,

den 2. Juli laufenden Jahres abgeschlossenen und unterzeichneten, aus 61 Artikeln bestehenden

Postvertrag

die Genehmigung ertheilt haben, mit dem ausdrücklichen Vorbehalte jedoch, dass die Bestimmung des Artikels 61, betreffend die auf zehn Jahre festgesetzte Dauer dieses Vertrages als dahin abgeändert zu betrachten sei, dass nach Verlauf des fünften Jahres jeder der beiden contrahirenden Regierungen das Recht zustehen solle, den fraglichen Vertrag kündigen zu dürfen, worauf derselbe binnen Jahresfrist zu erlöschen hat.

Zugleich sichern wir den pünctlichen und getreuen Vollzug des vorerwähnten Vertrages während der oben angedeuteten Dauer desselben von Seite der Schweizerischen Eidgenossenschaft zu.

Zur Beurkundung dessen ist gegenwärtige Ratificationserklärung mit den Unterschriften des Bundespräsidenten und des Kanzlers der Eidgenossenschaft versehen und mit dem Staatssiegel der schweizerischen Eidgenossenschaft verwahrt worden.

Bern, den ersten August Eintausend achthundert neun und vierzig (1. August 1849).

Im Namen des schweizerischen Bundesrathes;

Der Bundespräsident:

Dr. *Furrer* m. p.

Der Kanzler der Eingenossenschaft:

Schiess.

78.

Convention entre l'Autriche et le Duché de Parme pour fixer les frais d'entretien des troupes de l'une des deux parties contractantes au cas d'une entrée dans le territoire de l'autre, signée à Milan, le 3 juillet 1849.

Coll'articolo 5 del trattato conchiuso tra S. M. l'Imperatore d'Austria e S. A. Rle. il Duca di Parma addì 4 Febbraio 1848 venne fissato, che mediante una Convenzione speciale sarebbe immediatamente regulato tutto quanto risguarda alle spese di montenimento delle Truppe

dell' una delle parti, dall' istante, in cui esse agiranno sul territorio dell' altra.

In conseguenza di ciò viene stabilito quanto segue:

Art. 1. Il soldo ordinario, cioè gli appuntamenti e le paghe, non meno che le spese di equippaggiamento debbono sempre essere sostenuti da quello Stato, al cui servigio le Truppe appartengono.

Art. 2. Dal giorno, in cui un riparto qualunque d'Imperiali e Reali Truppe Austriache pone il piede sul suolo Parmense, riceve dal Governo di Parma senz' obbligo di compenso alcuno l'Alloggio, più le competenze di pane e di foraggio dietro le stesse norme e basi praticate per le Truppe che si trovano nel Regno Lombardo-Veneto; come anche la Legna ed il Lume di cui abbisogna, ed innoltre anche le Vetture ed i Cavalli necessarii pel trasporto de' suoi equippaggi pel caso che i proprii siano insufficienti.

Art. 3. La razione giornaliera di pane e di foraggio rimane fissata per ciascun individuo come sta espresso nella seguente Tabella:

	Misura di Vienna		Peso di Parma	
	Pfund	Loth	Libbre	Oncie
Pane	1	24	2	11
	Metz.	Pfund		
Avena	$\frac{1}{8}$	.	11	6
Fieno	.	10	17	1
Paglia o Strawe	.	3	5	3

I Cavalli pesanti del treno d'artiglieria ricevono una porzione e mezzo di biada; ma pel resto sono trattati come gli altri Cavalli.

Le esigenze del Lume, della Legna e della Paglia saranno stabilite secondo la stagione e le località, dove alloggieranno le truppe in tale quantità, che risponda al bisogno.

Le relative competenze saranno, secondo i diversi casi, da convenirsi fra le due parti, avvertendo che delle somministrazioni avute verrà rilasciata al Commessario Parmigiano regolare quietanza.

Art. 4. Il supplemento pecuniario per la Carne e Verdura devoluto alle Truppe stanziate nel Lombardo-Veneto dietro le basi stabilite dal Governo Imperiale Austriaco sarà posto a carico dello Stato Parmense, calco-

lato però secondo i prezzi locali di esse due specie di Commestibili.

Gli Ufiziali e gli Impiegati, che godono di uno Stipendio mensile, ricevono un soprasoldo equivalente alla terza parte del loro stesso stipendio, e gli altri Individui della Truppa ricevono ugualmente un soprasoldo di un carantano per giorno.

Art. 5. Quante volte le circostanze esigono, che le Truppe siano messe sul piede mobile di Campagna, in tali casi, dietro disposizioni del Commandante Generale, cominciano a decorrere le competenze assegnate in tempo di Guerra.

Sifatte competenze, compresavi quella del pane sono regolate per la bassa Truppa come rilevasi nella seguente Tabella:

		Misura di Vienna	Misura di Vienna		Peso di Parma		
			Pfund	Loth	Libbre	oncie	denari
	Carne	.	.	16	.	10	12
Legumi	Farina	.	.	16	.	10	12
	Riso	.	.	8	.	5	6
	Legumi a guscio	1/8	.	.	.	5	6
	Vino	1/2	.	.	2	.	.
	Sale	.	.	1	.	.	15
	Legna	.	.	.	3	5	.

Le competenze assegnate in tempo di Guerra agli Uffiziali si calcolano in denaro, e consistono:

Pel Capitano Tenente di Infanteria e pel Capitano di 1ma Classe di Cavalleria all' insu, compresovi gli Uffiziali Generali, ne' due terzi dello Stipendio a titolo di Soprasoldo;

pel Capitano di 2. Classe di Cavalleria, e per gli Uffiziali subalterni di tutte le armi, non che pei Cappellani di Reggimento, per gli Auditori e pei Medici di Reggimento, in Un Fiorino di Convenzione per giorno;

Pei prima-planista di maggior rango, e così pei Sergenti maggiori d'Artiglieria ff. di Ajutanti o di Commandanti di Batteria; pei Chirurgi dirango Superiore (Oberärzte); pei Forieri di 1. Classe; pei Vice-Quartier-mastri dello Stato Maggiore generale pei profossi effettivi di Stato maggiore di Reggimento ed altri; ed anche pe' Maniscalchi di 1ma Classe, in trenta Carantani di Convenzione per giorno.

Per gli altri prima-planista, e così: pei Forrieri ordi-

narj, pei sotto Chirurghi; per ogni Sergente Maggiore di Artiglieria non ff. di Ajutante, ne' di Commandante di Batteria, pei Sergenti d'Artiglieria, pei sott' Uffiziali preposti alle munizioni, pei Capi fornaj Militari, pei maniscalchi, pe' Sellaj, pe' Correggiaj nella Cavalleria, in Venti Carantani per giorno;

Per quelli Impiegati dello Stato addetti all' Amministrazione dell' Armata, nei due Terzi del loro Stipendio, oppure in Un fiorino di Convenzione per giorno, secondo la carica Militare di cui loro viene attribuito il rango dal regolamento del 1807 intorno alle Diete.

Art. 6. Le Competenze di cui è caso per la bassa Truppa, in vece di essere somministrate in natura possono essere corrisposte in denaro previa intelligenza d'ambo le parti; ciò avvenendo, il compenso in denaro è da stabilirsi ugualmente secondo il prezzo corrente dei generi.

Nello stesso modo possonno essere corrisposte agli Uffiziali di ogni Grado, non eccettuati gli Uffiziali generali, come anche agli Impiegati dell' Amministrazione dell' Armata o ad altri individui delle Truppe e rami militari, i quali, giusta il sistema praticato, trovansi compresi sotto di questa Categoria le competenze dei Generi loro devoluti in natura, e così: in ragione di Dieci Fiorini di Convenzione al mese per la ragione di Foraggio di ogni Cavallo; e di due Fiorini è trenta Carantani di convenzione al mese per ogni ragione di Pane.

Art. 7. I respettivi Commandanti delle Truppe Imperiali cureranno, che di dieci in dieci giorni sieno fatte conoscere al Commessario Parmense le competenze in denaro e in generi loro devolute mediante la presentazione di uno Specchio, nel quale esse competenze saranno calcolate secondo la carica di ciascun individuo. Questo Specchio sarà sempre firmato dai rispettivi Commandanti per comprovare l'esattezza della Forza.

Art. 8. Le competenze dovute ai Corpi di Guardia saranno manifestate in ugual modo e loro somministrate per Cura del Commessario Parmigiano.

Art. 9. Li Soldati malati delle Imperiali e Reali Truppe saranno ricoverati negli esistenti Spedali Militari o Civili ed ivi curati con ogni migliore trattamento. Il pane, i Supplementi e Soprasoldo ogli assegni di Campagna, come tutte le altre competenze in denaro o in generi, per tutto il tempo, in cui l'individuo rimarrà in-

fermo nello Spedale, saranno lasciati a prò dello Stabilimento medesimo.

Nel caso, che il numero degli ammalati aumentasse in un modo considerevole, allora il Governo Parmense avrà cura di procacciare locali convenienti per l'erezione di Spedali militari Austriaci, e di rifornirli possibilmente di tutto il necessario.

Art. 10. Siccome le Truppe Austriache sono abituate a fumare Tabacco, così verrà disposto in modo, acciò contro il pagamento di Dodici Carantani per ogni „Pfund" (corrispondente a oncie 20 14dea di Parma) ciascun fumatore di forza sia provveduto di Due „Pfund" di Tabacco, ed il debole di Un Pfund e mezzo, e ciò dietro quitanza e specificazione del Commessario.

Art. 11. Rispetto alla parte della razione pei Cavalli che si somministra in grano, l'Amministrazione Parmense procurerà di darla in avena; ma siccome in quelle Contrade sifatto genere per lo più Scarseggia, ed essendo che tutti i Cavalli dei proprietarii, de' Vetturali e de' paesani sono ordinariamente nudriti con fave, spelta, melica ecc. ecc., per ciò viene stabilito, pel caso, ove momentaneamente non fosse possibile di ritrovare avena, e che non se ne potesse nemanco avere dagli Imperiali Magazzini Austriaci contro rimborso del Costo e spese di trasporto, vi si provvega mediante altri grani, quali sarebbero appunto Fava, Spelta, Melica ecc. Si osserva però che questi ultimi grani accettabili solo per assoluta mancanza dell' avena avranno ad essere muetati un ora prima della loro distribuzione ai Cavalli.

Art. 12. Siccome per gli ordinarii viaggi di serviggio e missioni; per le prelevazioni e trasporto di denaro, d' oggetti d' equippaggiamento e di munizione, gli Ufiziali delle rispettive Truppe al pari dei Reggimenti, Battaglioni, Corpi e rami Militari ed altri individui dell' armata debbono essere provveduti di Cavalli si da sella che da tiro e da trasporto pe' quali ricevono le competenze di generi assegnati in Campagna, così per li sovraespressi servizii non v' è luogo ordinariamente a somministrazioni nè di Vetture, nè di qualsiasi altro mezzo di trasporto.

Pei trasporti degli ammalati e Convalescenti, come per quelli d' uomini destinati a completare corpi o ad essere rimandati dai medesimi per diminuzione di forza o per tutti altri eventuali e speciali trasporti, non ne

saranno apprestati i mezzi opportuni se non dietro particolare dichiarazione dei rispettivi Sig.ri Divisionarj e Brigadieri, e sovra ordinazione del Commessario di Guerra. Qualora poi essi mezzi di trasporto siano dovuti per modo, che la Spesa cui danno luogo abbia ad essere sopportata dall' Erario, li rispettivi Ufiziali dovranno rilasciare pe' medesimi esatte e precise Quietanze. Se al contrario sarà stata riconosciuta a carico dei Reggimenti, dei Corpi o degli Ufiziali ed individui medesimi, che se ne prevalgono, in simili Casi saranno immediatamente pagati in contante in ragione di Quindici Carantani di convenzione per ogni Cavallo e per ciascuna lega tedesca.

Art. 13. Tutte le lettere e pieghi con Conti, che risguardano il servigio interno delle Truppe Imperiali e le loro relazioni colle diverse Autorità Amministrative saranno ovunque ricevute per parte degli Impiegati della posta Parmigiana alla Partenza e consegnate all' arrivo senza spesa di porto alcuno, purchè munite del Suggello d'Uficio; e ciò mediante un apposito Libro, o contro regolare Certificato di Consegna o Ricevimento.

Tutte le lettere e pieghi privati provenienti si dall' Interno che dall' Estero, indirizzati ad Individui della rispettiva Armata, come anche le Spese postali de' Corrieri o di altri viaggianti colla posta, debbono essere pagati in Contante secondo le tasse in vigore.

Art. 14. Gli effetti relativi al Vestimento, all' equipaggio, e tutt' altro qualunque oggetto appartenente alle Truppe sono esenti da ogni Tasse Doganale, tanto alle Frontiere, quando entrano ed escono, quanto nell' interno dello Stato.

Gl' Individui qualunque appartenenti allo Stato militare, che viaggiano, purchè comprovino la loro qualità mediante un foglio di via od ordine aperto sono, si per la loro persona che pei loro effetti ugualmente esenti da ogni Spesa di Dogana, di pedaggio o di altra qualsiasi natura.

Anche i Corrieri spediti per servigio Militare vanno esenti dai sopraaccennati carichi e da ogni visita tanto per le loro persone quanto risguardo agli effetti, dispacci e pacchetti di ogni genere di cui sono portatori.

Art. 15. Qualora Truppe Imperiali e Reali dovessero entrare nel territorio Parmense, vuoi per transitarvi, vuoi per motivi speciali e senza che vi siano state chiamate a

proteggere il Governo Parmense, in queste circostanze lo stesso Governo Parmense avrà bensì l'obbligo di procurar loro tutte le somministrazioni di cui è detto negli Articoli precedenti, ma però in cosifatti casi contro la Corrispondenza a Lui del compenso a norma dei prezzi correnti.

Art. 16. Tutto ciò che è stato sin qui fissato, rispetto al mantenimento delle Imperiali e Reali truppe ha reciprocamente pieno effetto per un qualunque riparto di Truppa Parmigiana che dovesse essere chiamato sul Territorio Austriaco.

Art. 17. La presente convenzione debb' essere subito sottoposta alla ratificazione de' due Augusti Sovrani: e tostochè essa ratificazione avrà avuto luogo ne sarà data immediatamente reciproca communicazione per via diplomatica. Le disposizioni però contenute nella presente Convenzione sono applicabili alle Truppe stesse che attualmente trovansi stanziate nello Stato Parmense.

Milano li 3 Luglio 1849.

L. S. *Enrico di Hess* m. p.
Ten: Maresciallo Quartier-Mastro dell' I. R. Armata in Italia.

L. S. *Ward* m. p.
Ministro Residente Parmense all' I. e R. Corte di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria.

79.

Convention postale entre l'Autriche et les Duchés de Modène et de Parme, signée à Milan, le 3. juillet 1849.

Sua Maestà l' Imperatore d' Austria, Re d' Ungheria, Boemia, Galizia, Lodomiria, Lombardia, Venezia ecc. ecc. ecc.,

Sua Altezza Reale l' Arciduca, Duca di Modena ecc. ecc., e

Sua Altezza Reale l'Infante di Spagna Duca di Parma ecc. ecc.

persuasi, che a facilitare ed a mantener vive le relazioni commerciali fra i Loro Stati possa giovare la soppressione di quegli impedimenti, che nascono dalle tasse

vigenti per le corrispondenze, e dal diverso metodo che regola gli Ufficj postali dei tre Governi, hanno di comune accordo convenuto, ed hanno nominato a Loro Plenipotenziarj; cioè:

Sua Maestà l'Imperarore d'Austria, il Signor Carlo Lodovico Cavaliere di Bruck, Cavaliere dell' Imperiale Ordine Austriaco di Leopoldo, Suo Ministro dell Commercio ecc.;

Sua Altezza Reale l'Arciduca, Duca di Modena, il Signor Teodoro Conte de Volo, Cavaliere dell' Imperiale Ordine Austriaco della Corona di ferro, Suo Ciambellano, Consigliere nel Ministro degli Affari Esteri ecc.; e

Sua Altezza Reale l'Infante Duca di Parma, il Signor Tomaso Barone Ward, Gran Croce dell' Ordine Granducale di S. Giuseppe di Toscana, Senatore Gran Croce dell' Ordine Constantiniano di S. Giorgio di Parma, Cavaliere di 1. Classe dell' Ordine di S. Lodovico pel Merito Civile di Lucca, Suo Ciambellano, Consigliere di Stato ecc.

I quali, essendosi riuniti in Milano, ed avendo esibiti i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, e quelli scambiatisi, hanno convenuto e stipulato gli Articoli seguenti:

Articolo I. All' oggetto che i tre Stati Contraenti abbiano un uniformità di Sistema nel Servizio della posta-lettere, i Governi di Modena e di Parma si obbligano di adottare e fare loro proprj i relativi regolamenti e tariffe essistenti nel Regno Lombardo-Veneto, e di adottare, previa l'intelligenza dei Governi stessi; anche quelli che si introducessero nel Regno stesso, con facoltà di ridurre le tariffe all' equivalente più approssimativo della moneta legale nei due Stati corrente.

Articolo II. Le tasse che fino ad ora si percepiscono pei pacchi e lettere, che nati in uno dei tre Stati contraenti, sono destinati ad alcun altro di essi, verranno abolite, e saranno invece detti pacchi e lettere semplicemente tassati e trattati come quelli di interna circolazione.

Articolo III. Per le corrispondenze verso il Levante, che si eseguiscono dall' Imperiale Regio Governo, tanto per terra nella Turchia Europea, quanto per mare mediante batelli a vapore, i Sudditti Estensi e Parmigiani verranno parrificati ai Sudditi Austriaci nel pagamento della sopratassa, che restera a favore dell' Erario postale Austriaco.

Articolo IV. Sarà fatta facoltà alla Direzione Generale delle Poste del Regno Lombardo-Veneto, ed a quelle degli Stati Estensi e del Ducato di Parma, di corrispondere assieme, per quanto ha rapporto collo scambievole Servizio; salvo il ricorrere alle vie diplomatiche fra Stato e Stato nei casi, pei quali essi direttori Generali non riescissero di porsi d'accordo.

Articolo V. Ognuna delle Alte Parti contraenti accoglierà e farà ragione ai reclami, che da alcun' altra di esse venissero inoltrati contro l'esattezza degli Ufficj ed Impiegati postali dalla prima dipendenti; premesse però quelle verifiche e quelle giustificazioni, che senza offesa alla verità della fatta rimostranza, potessero essere del caso.

Articolo VI. Restano nella piena loro osservanza, per la parte cui ora non si derogasse, le Convenzioni postali esistenti fra i singoli Stati Contraenti, come anche quelle, cui ognuno di essi fosse vincolato inverso qualunque altro Stato. — Nel caso però, che alcune di queste ultime presentassero delle maggiori facilitazioni, esse si estenderanno anche ai Sudditi di ciascun altro degli Stati contraenti, nel modo stesso che sono godute dai Sudditi di quello, pel quale sono ora in vigore le dette Convenzioni. — Altre Convenzioni con Stati italiani non potranno farsene senza accordo comune.

Articolo VII. La presente Convenzione incomincierà ad avere il suo effetto dopo tre mesi decorrenti dalla data della medesima; ben inteso che entro un tal decorso si forniscano dall' Imperial e Regio Governo a quelli di Modena e di Parma tutti i dati opportuni per darvi eseguimento, e durerà per cinque anni, intendendosi però prolungata di anno in anno, ogniqualvolta sei mesi prima del termine convenuto, alcuno degli Stati Contraenti non dia la relativa disdetta.

Articolo VIII. In ogni modo per altro, allo spirare del primo anno di durata della Convenzione, si presenteranno da quello o quelli dei Governi Contraenti, che potessero avervi interesse, i prospetti delle avutene risultanze, e ciò affine di chiedere, e concertare di comune accordo i rimedj, che potessero essere duopo, pel caso di perdite considerevoli nei prodotti di alcuna delle Alte Parti Segnatarie.

In fede di che i rispettivi plenipotenziarj hanno fir-

mato la presente in triplo originale, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Milano, li 3 Luglio 1849.

de Bruck. (L. S.) *Teodoro de Volo.* (L. S.) *Ward.* (L. S.)

80.

Convention d'accession du Duché de Parme à la convention de douanes conclue entre l'Autriche et le Duché de Modène le 23 janvier 1848. Signée à Milan le 2 juillet 1849.

Articolo Unico. La convenzione di Finanza conchiusa a Vienna in data 23 Gennajo 1848 fra Sua Maestà Imperiale Reale Apostolica e Sua Altezza Reale l'Arciduca Duca di Modena viene adottata per tutto il suo contenuto anche per gli stati rispettivi della Maestà Sua e di Sua Altezza Reale l'Infante Duca di Parma, la quale commincierà ad avere effetto dal primo Settembre prossimo in poi e durerà sino al termine della Convenzione suddetta cioè sino al primo Marzo 1850.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziarj hanno firmato la presente in doppio originale, e vi hanno apposto il Sigillo delle loro armi.

Milano li 2 Luglio 1849.

v. Bruck m. p. (L. S.) *T. Ward* m. p. (L. S.)

81.

Convention entre l'Autriche et les Duchés de Modène et de Parme pour la formation d'une association douanière, signée le 3 juillet 1849.

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, Rè d'Ungheria, Boemia, Galizia, Lodomiria, Lombardia, Venezia ecc. ecc. ecc.,

Sua Altezza Reale, l'Arciduca, Duca di Modena ecc. ecc., e

Sua Altezza Reale, l'Infante di Spagna, Duca di Parma ecc. ecc.

Analogamente allo scopo della Convenzione tuttora vigente, e stipulata dalla Maestà Sua con Sua Altezza Reale l'Arciduca Duca di Modena nel 23 Gennajo 1848, la quale con dichiarazione in data di jeri, venne estesa agli Stati di Sua Altezza Reale l'Infante Duca di Parma, ed inerendo al convenuto nell' Articolo I. della medesima, che cioè, avanti della Sua cessazione dovesse col mezzo di speciale Commissione, devenirsi ad un più stabile e più esteso Trattato, il quale abbracciasse e contemplasse i molti rapporti del traffico vicendevole dei Loro Stati; persistendo ora nel vivo desiderio, di favorire il più che è possibile tali relazioni commerciali, e di giungere con una comunanza di interessi a realizzare il vantagio reciprocco dei Loro Sudditi, —

hanno mediante accordo fra i rispettivi Governi, fissato quanto appreso, e nominato a Loro Plenipotenziarj, cioè:

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, il Signor Carlo Lodovico Cavaliere di Bruck, Cavaliere dell' Imperiale Ordine Austriaco di Leopoldo, Suo Ministro del Commercio ecc.,

Sua Altezza Reale l'Arciduca Duca di Modena, il Signor Teodoro Conte dè Volo, Cavaliere dell' Imperiale Ordine Austriaco della Corona di Ferro, Suo Ciambellano, Consigliere del Ministero degli Affari esteri ecc., e

Sua Altezza Reale l'Infante Duca di Parma, il Signor Tomaso Barone Ward, Gran-Croce dell' Ordine Granducale di S. Giuseppe di Toscana, Senatore — Gran-Croce dell' Ordine Constantiniano di S. Giorgio di Parma, Cavaliere di 1. Classe dell' Ordine di S. Lodovico pel Me-

rito Civile di Lucca, Suo Ciambellano, Consigliere di Stato ecc.

i quali essendosi riuniti in Milano, ed avendo esibiti i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, e quelli scambiatisi, hanno convenuto e stipulato gli Articoli seguenti.

Articolo I. Si riunirà in Vienna, entro il più breve termine da concertarsi e determinarsi in via diplomatica, un' apposita Commissione, composta dei delegati delle Alte Parti Contraenti, affine di trattare della fissazione di una Lega Doganale, il cui scopo dichiarasi fin d'ora essere quello esclusivamente, di favorire il traffico e le relazioni fra Stato e Stato, col debito riguardo agli erarj rispettivi e senza pregiudizio delle Sovranità che andrebbero ad aderirvi.

Articolo II. Ogniqualvolta le relative negoziazioni raggiungessero lo scopo che si propongono, la suenunciata Lega Doganale verrà ciononostante risguardata siccome un esperimento, e quindi non avrà durata maggiore di anni cinque, salvo alla Commissione indicata nell' Articolo precedente, il determinare, fra gli altri oggetti, anche il modo di prolungarlo o rinnovarlo.

Articolo III. Dandosi però il caso, che dette negoziazioni qui prestabilite non avessero raggiunto il loro sviluppo, ed anzi che la Lega Doganale cui tendono, non fosse in attività prima, od all' epoca della cessazione fissata alla Convenzione Commerciale di cui sopra, e che, come si è detto, venne per Modena concluso nel 23 Gennajo 1848, ed estesa a Parma col giorno di jeri, si dichiara che la Convenzione stessa, abbia da intendersi prolungata, per finire soltanto quando sieno introdotti in pratica gli effetti dell' Unione Doganale, o quando in modo opposito diversamente si combini.

In fede di che, i rispettivi Plenipotenziari hanno firmato la presente in triplo originale, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Milano li 3 Luglio 1849.

di Bruck. (L. S.) *Teodoro de Volo.* (L. S.) *Ward.* (L. S.)

82.

Convention entre l'Autriche et le Duché de Parme relative à la souveraineté sur les îles du Pô, signée à Milan, le 3 juillet 1849.

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, Rè d'Ungheria, Boemia, Galizia, Lodomeria, Lombardia, Venezia ecc. ecc. ecc. e

Sua Altezza Reale, l'Infante di Spagna, Duca di Parma etc. etc.

Siccome mediante le convenzioni del 25 Luglio 1821 ed 11 Luglio 1834, si sono stabilite fra l'Austria ed il Ducato di Parma le norme da seguirsi, pel passaggio delle Isole del Po, dall' uno all' altro dominio, dipendente da variazioni fluviali, per le quali un'Isola appartenente ad uno Stato, si fosse attaccata al continente dell'altro Stato, come pure circa alla pertinenza delle nuove Isole, e ciò a modificazione di quanto era in proposito determinato dall'Articolo 95 dell'Atto Generale del Congresso di Vienna, essendosi per altro omesso di considerare il caso, dell'unione di due Isole, appartenenti a diversi stati, ed al fine di riempire tale lacuna, — hanno convenuto quanto appresso, e quindi nominato a Loro Plenipotenziarj, cioè:

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, il Signor Carlo Lodovico Cavaliere di Bruck, Cavaliere dell'Imperiale Ordine Austriaco di Leopoldo, Suo Ministro di Commercio ecc. e

Sua Altezza Reale l'Infante Duca di Parma, il Signor Tomaso Barone Ward, Gran-Croce dell' Ordine Granducale di S. Giuseppe di Toscana, Senatore — Gran-Croce dell' Ordine Costantiniano di S. Giorgio di Parma, Cavaliere di 1. Classe dell'Ordine di S. Lodovico pel Merito Civile di Lucca, Suo Ciambellano, Consigliere di stato ecc.

i quali, essendosi riuniti in Milano, ed avendo esibiti i loro pienipoteri, trovati in buona e debita forma, e quelli scambiatisi, — hanno convenuto e stipulato quanto segue:

Articolo Addizionale. Due Isole saranno a considerarsi stabilmente congiunte fra loro, quando l'interrimento del canale interposto, giunga al livello della media piena

in guisa, che per ogni maggiore elevazione del Po, le acque possano prendervi un corso continuo.

In tale caso l'alto dominio d'entrambe le Isole, passerà a quello degli stati confinanti, cui apparteneva l'isola più estesa.

L'estensione relativa delle Isole, verrà determinata per la parte, che emerge dalle acque ordinarie del Po, il cui livello s'intende corrisponda, allo stato di maggiore tenuta, ossia permanenza del fiume.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziarj hanno firmato la presente in doppio originale, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Milano, li 3 Luglio 1849.

di Bruck. *Ward.*
(L. S.) (L. S.)

83.

*Convention entre l'Autriche et les Duchés de Modène et de Parme pour la libre navigation sur le Pô, signée à Milan le 3 juillet 1849 *).*

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, Re d'Ungheria, Boemia, Galizia, Lodomiria, Lombardia, Venezia ecc. ecc.;

Sua Altezza Reale l'Arciduca, Duca di Modena ecc. ecc.; e

Sua Altezza Reale l'Infante di Spagna, Duca di Parma ecc. ecc.

Essendo mediante i rispettivi Governi convenuti di pieno accordo, di promuovere a vantaggio del Commercio, la libera navigazione del Pò, per ora dallo sbocco del Ticino, fino all' Adriatico, e riserbandosi la Maestà Sua, di ottenere la corrispondente adesione, anche dallo Stato Pontificio, hanno infrattanto concertato quanto appresso, da entrare però solo in attività, quando conse-

*) La convention a été ratifiée par des déclarations ministérielles. La déclaration autrichienne a été signée le 11 septembre, celle de Modène le 25 août et celle de Parme le 15 septembre 1849.

guitasi la suenunciata adesione, potrà procedersi a render pubblica la presente Convenzione; ed hanno nominato a Loro Plenipotenziarj, cioè:

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, il Signor Carlo Lodovico Cavaliere di Bruck, Cavaliere dell'Imperiale Ordine Austriaco di Leopoldo, Suo Ministro del Commercio ecc.;

Sua Altezza Reale l'Arciduca, Duca di Modena, il Signor Teodoro Conte de Volo, Cavaliere dell' Imperiale Ordine Austriaco della Corona di ferro, Suo Ciambellano, Consigliere nel Ministero degli Affari Esteri ecc.; é

Sua Altezza Reale l'Infante, Duca di Parma, il Signor Tomaso Barone Ward, Grancroce dell' Ordine Gran-Ducale di S. Giuseppe di Toscana, Senatore Grancroce dell' Ordine Costantiniano di S. Giorgio di Parma, Cavaliere di I. Classe dell' Ordine di S. Lodovico pel Merito Civile di Lucca, Suo Ciambellano, Consigliere di Stato ecc.

i quali essendosi riuniti in Milano, ed avendo esibiti i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, e quelli scambiatisi, hanno convenuto e stipulato gli Articoli seguenti:

Articolo I. La navigazione sul Pò, sarà libera, ed esente da qualunque aggravio, lungo il tratto complessivo del territorio degli Stati Segnatarj, e fino all' Adriatico, e non potrà essere interdetta o difficoltata, sotto nessun aspetto a chi si sia, salve però quelle discipline, che verranno presentemente, o in seguito, di comune consenso di essi Stati fissate, e sempre nel senso il più favorevole, allo sviluppo del Commercio di tutte le Nazioni.

Sarà pure libera nello stesso modo la navigazione dei confluenti inferiori allo sbocco del Ticino:

1. se estistenti in confine fra alcuni degli Stati Contraenti;

2. dal punto ove abbandonano lo Stato di loro origine, fino ed inclusivamente alla loro foce nel Pò, nel quale tratto, se esistessero dei semplici diritti di navigazione, questi non potranno essere per gli esteri maggiori, che pei nazionali.

Artícolo II. In conseguenza di ciò, quei qualunque diritti di transito, che si percepissero finora nell' anzidetto tratto complessivo di Pò, dalle Alte Parti Contraenti, come pure ogni altro diritto, ove esistesse, sia di approdaggio, e di carico e discarico sforzato, ossia di qualunque altra natura o' denominazione andranno a cessare,

dal giorno della pubblicazione della presente Convenzione.

La soppressione dei diritti finora percepiti sul Pò, non si estende però sopra le seguenti spese, cioè:

a) Le spese per gli Ufficj di Sanità, e le spese di porto per quei naviglj, che sortono dal mare, o vi entrano, dietro le vigenti discipline;

b) i diritti di passaggio ai ponti;

c) le spese, che approdando si incontrano nei porti e nelle darsene;

d) le spese per carico e discarico, per pesi e misure, e per maggazzinaggio.

Queste spese saranno però regolate dalla Commissione, di cui al seguente Articolo V, espresse in regolari tariffe e pubblicate, e non sarà permesso ad alcuno Stato di aumentarle senza consentimento degli altri Stati Segnatarj.

Articolo III. Nessun naviglio od altro Convoglio sul Pò, potrà essere obbligato, ad approdare e fermarsi in luoghi estranei alla sua destinazione.

Solo all' entrata, come alla sortita dalle estremità principali di esso Fiume, ed in altri tre luoghi, di cui nel susseguente Articolo XII, sarà tenuto ogni naviglio od altro convoglio di approdare, e di giustificare, a senso di un relativo regolamento da rilasciarsi alle Dogane estreme, le quali verranno esse pure particolarmente designate, il carico, la destinazione, e l'adempimento delle discipline da esso regolamento prescritte.

Articolo IV. Coerentemente all' Articolo I. di questa Convenzione, non sarà permesso nè ad associazioni, e meno ancora a singoli individui, di esercitare un diritto esclusivo di navigazione sul Pò.

Articolo V. Per sorvegliare l'andamento del Fiume nel rapporto della navigazione, e per dirigere le opere necessarie, tanto pel successivo miglioramento del corso del Fiume stesso, quanto pel mantenimento delle vie di alzaja (vie di attiraglio), come per istabilire un' Autorità, che possa servire qual mezzo diretto di communicazione fra gli Stati Segnatarj, sopra tutto ciò, che risguarda l'oggetto principale della Convenzione, verrà nominata un' apposita Commissione di quatro Membri, ed oltre a questi di un Presidente, il quale, come pure uno dei Commissarj, sarà nominato dall' Austria, e gli altri tre Commissarj, uno per cadauno Stato.

Le deliberazioni di essa Commissione, si faranno per maggiorità assoluta di voti, e la sede della medesima,

verrà determinata in seguito, in una delle Città del Regno Lombardo-Veneto.

Articolo VI. Uno dei principali attributi di questa Commissione sarà, di unirsi periodicamente due volte all' anno, cioè in primavera ed in autunno, di investigare lo stato del Fiume nel rapporto della navigazione e sullo sviluppo della medesima, di determinare i lavori necessarj, per l'anno avvenire, e di sottomettere a tempo opportuno, il suo operato ai rispettivi Governi. Sopravveglierà d'altronde questa Commissione gli Ufficj di percezione, per ciò che risguarda le tasse di navigazione, di cui al susseguente Articolo X, prendendo notizia dei registri appositi da stabilirsi, e prevedendo o levando ogni abuso che si introducesse a detrimento o ad inciampo della pronta spedizione dei naviglj.

Saranno in appresso, con apposito regolamento, determinate le attribuzioni dei Membri della Commissione.

Articolo VII. Saranno posti sotto la sorveglianza speciale di essa Commissione tutti i mulini e passi-volanti; spetterà ad essa, di determinarne la posizione in caso di cambiamento, di far piantare i segnali atti a prevenire a tempo i piloti di qualche eventuale pericolo, e di prendere tutte quelle misure e precauzione, che atte sieno alla sicurezza ed al maggiore sviluppo della navigazione, procedendo col dovuto riguardo alle prescrizioni nei diversi Stati vigenti, per la conservazione degli argini e delle sponde, e mantenendosi per ciò, ove occora, in corrispondenza coi rispettivi Governi. Avrà pure la vigilanza sui ponti, sui porti, sulle darsene, su tutto ciò insomma, che risguarda la navigazione.

Articolo VIII. La Commissione sarà abilitata, ad agire senza restrizione, dietro le basi fondamentali, stabilite nella presente Convenzione, ed entro i limiti dell' importo della tassa di navigazione, di cui all' Articolo X, e solo nel caso di operazioni straordinarie, e sorpassanti i detti limiti, sarà tenuta a provocarne l'approvazione dei singoli Governi.

Articolo IX. Sarà cura della detta Commissione, di stabilire il personale subalterno permanente di sorveglianza e di esecuzione, e di determinarne la compartizione e le competenze, scegliendolo in parti proporzionali, fra i sudditi dei Sovrani Contraenti. A tale effetto saranno affidate le relative incombenze, preferibilmente al personale destinato alla sorveglianza degli argini e delle

sponde di Pò, con proporzionato compenso, pel maggior lavoro, e per la maggiore responsabilità.

Articolo X. Per le spese di questa Commissione e del personale da esso dipendente, come pure per quelle di manutenzione delle vie di alzaja, e pei miglioramenti da introdursi nella navigazione del Pò, sarà provvisto con apposito fondo risultante da una tassa di navigazione.

Articolo XI. Questa tassa non avrà nulla di comune, coi dazj e diritti doganali di ogni singolo Stato per quelle merci e derrate che, venendo sbarcate, possono essere consumate nei Circondarj di confine, od introdotte nell' interno, e sulle quali resta libero agli Stati, di disporre dietro le norme nei medesimi stabilite.

Articolo XII. La tassa di navigazione, verrà percepita in ragione della capacità dei naviglj o barche con carico, in base dell' annessa tariffa, e senza riguardo alle merci o derrate che contengono. Naviglj e barche senza carico, pagano solo la metà. Questa tassa sarà prelevata, tutta in una volta, contro regolare bolletta per ogni corsa, in qualunque senso ella abbia luogo, alla prima Dogana, sia montando che discendendo, e per la navigazione interna, in tre altre Dogane intermediarie, in distanze possibilmente eguali, e da designarsi di comune consenso.

La navigazione che si fa tra due Dogane, senza toccare nè l'una nè l' altra, va esenta anche dalla tassa di navigazione. — Per l'adempimento di queste discipline, i naviglj che, procedendo da alcuno dei confluenti, proseguono il loro corso nel Pò, si tratteranno, per la navigazione in esso Fiume, come se incominciassero il loro corso dal punto delle foci rispettive.

Articolo XIII. Gli Ufficj doganali saranno tenuti, a versare mensilmente il prodotto della tassa di navigazione, nella Cassa Centrale della Commissione, da designarsi nell' apposito regolamento, e gli Impiegati presteranno giuramento, di osservare coscienziosamente le prescrizioni e le discipline, che verranno emanate.

Articolo XIV. L'esazione della tassa di navigazione, si eseguirà nella maniera la più confacente, sia alla prontezza delle spedizioni, sia ad impedire che alcun mezzo di trasporto se ne esima, e perciò saranno con appositi avvisi o cartelli, indicati i precisi punti doganali, dove si riscuote.

Articolo XV. Ad evitare poi che qualche naviglio o convoglio, ommetta il pagamento della tassa, o ne venga

esercitato un commercio illecito, saranno stabilite di comune accordo, le relative sorveglianze, avuto però sempre in mira di non inceppare con queste lo sviluppo della libera navigazione.

Articolo XVI. Nelle Dogane designate alla percezione della tassa di navigazione, sarà istituito uno speciale registro, in cui verrà semplicemente assunto il peso delle merci, e l'importo introitato, rilasciandone un certificato, che servir dovrà di giustificazione, per la libera pratica del naviglio sul Pò, è specialmente alla sua sortita.

La verificazione sul quantitativo del carico si eseguirà dietro un' apposita Scala che verrà affissa nelle rispettive Dogane.

Articolo XVII. La tassa di navigazione non potrà essere aumentata che di comune accordo, ed i Governi degli Stati Segnatarj, partendo dal principio, che il loro vero interesse consista nel favorire il commercio e che la tassa per la navigazione sia esclusivamente destinata a far fronte alle spese di manutenzione e miglioramento del corso del Fiume, per aumentare vieppiù la sicurezza e la facilitazione della navigazione stessa, si obbligano formalmente di non ammettere un aumento della tassa predetta, se non che per motivi i più giusti ed i più urgenti, e di non aggravare in generale la navigazione di alcun' altra imposta oltre quelle espresse e stabilite nella presente Convenzione.

Articolo XVIII. Se per avventura tale prodotto non venisse esaurito dalle spese di sorveglianza, di manutenzione e di miglioramenti del corso del Fiume per la navigazione, se ne ripartirà il resto, in relazione della rispettiva estensione territoriale lungo le sponde, regolandosene i conti alla fine di ciascun anno. Nel modo stesso si procederà nel caso di una eventuale deficienza, incontrata con spese cui i Governi avessero annuito.

Articolo XIX. Nè la Commissione, nè verun Ufficio doganale, avranno facoltà di esentare dalla tassa prefissa, o diminuirla, qualunque sia per essere la natura, l'origine, e la destinazione degli effetti e delle merci e senza avere riguardo da chi provengono, ed a chi sieno diritte, e per ordine di chi se ne effettui il trasporto.

Articolo XX. Gli affari contenziosi relativi alla navigazione, verranno decisi dagli Ufficj di sorveglianza e doganali, ed in ultima istanza dalla Commissione. Quelli

di polizia, sia correzionale, sia criminale, saranno di conoscenza delle rispettive Autorità giudiziarie del Distretto o Comune dove insorgono, ed avranno il corso regolare stabilito dalle vigenti leggi.

Articolo XXI. La cura di prevenire il contrabbando sulle rive del Po, e nell' interno dei territori confinanti, resta a carico dei singoli Governi, i quali però dirameranno in proposito ai loro Doganieri e Guardie quelle istruzioni, che sieno consentanee allo spirito della presente Convenzione.

Articolo XXII. Ogni bastimento o naviglio, che entra in Po, proveniente dal mare, sarà soggetto alle discipline sanitarie, prescritte nei porti austriaci o pontificj, alla foce del fiume, e non potrà proseguire il suo viaggio, che dopo di aver adempito alle medesime, ricevendone l'attestato di libera pratica, che dovrà rendere ostensibile, a qualunque richiesta da parte di competente Autorità.

Articolo XXIII. Riguardo al Servizio ed alle retribuzioni da assegnarsi ai piloti, sarà provvisto con uno speciale regolamento; di cui la stesura e l' emanazione si affidano alla Commissione di sopra mentovata.

Articolo XXIV. Riguardo alle monete, pesi e misure, si riterrà per norma il sistema metrico decimale italiano.

Articolo Addizionale. Per estendere anche i vantaggi dalla presente Convenzione derivanti alla navigazione del Po, l' I. R. Governo Austriaco assume, di intavolare col Piemonte, le opportune trattative, cui serviranno di base le massime superiormente stabilite.

Tariffa

per la tassa di navigazione sul Po.

Per tutto il corso fra le due Dogane estreme ed oltre le medesime.

I. Cl.	Per bastimenti, naviglj e barche della capacità di	1000 quint. all' insù	— L. 12 —
II. Cl.		da 500 a 1000 qi.	— L. 6 —
III. Cl.		„ 200 a 500 „	— L. 3 —
IV. Cl.		sotto 200 quin.	— L. 1.30

Fra le due Dogane estreme, si paga la metà della tassa.

Bastimenti, naviglj e barche, non carichi, pagano in ogni senso la metà.

In fede di che, i rispettivi Plenipotenziarj, hanno fir-

mata la presente in triplo originale, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Milano, li 3. Luglio 1849.

(firmº.) *de Bruck.* *Teod. de Volo.* *Ward.*
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

84.

*Acte d'accession de la Cour de Rome à la convention conclue entre l'Autriche et les Duchés de Modène et de Parme, le 3 juillet 1849, pour la libre navigation sur le Pô. Signé à Portici le 12 février 1850 *).*

Sua Santità, essendo stata amichevolmente invitata da S. M. l'Imperatore d'Austria, a volere accedere al trattato per la libera navigazione del Po, conchiuso in Milano il 3 Luglio 1849 fra i Governi di Austria, di Modena e di Parma, nella previsione questa adesione del Governo Pontificio, e con l'impegno preso da S. M. I. R. Apost. di ottenerla — trattato, il cui convenuto, trascritto qui parola per parola è il sequente:

— — — — — —

e Sua Santità avendo sommamente a cuore di promuovere gli interessi dei suoi sudditi, il cui commercio ed industria non possono che prendere un maggiore sviluppo mediante la libera navigazione del Po, ha munito il suo Pro-Segretario di Stato, Cardinale Giacomo Antonelli degli opportuni pieni poteri, di cui copia autentica resterà qui allegata, per eseguire in suo nomine tale accessione.

Il sottoscritto Cardinale dichiara conseguentemente, che Sua Santità aderisce mediante il presente atto di accessione a questo trattato, impegnandosi formalmente ad adempiere per parte Sua, agli obblighi, che Le ne derivano.

---

*) Les ratifications de cet acte ont éte échangées à Rome, le 11 mai 1850.

Questo atto di accessione sarà ratificato entro tre mesi che seguiranno la consegna dell' atto di accettazione, e, prima dello spirare di questo termine, verrà proceduto al concambio degli atti di ratifica, dell' atto di accessione e del corispondente atto di accettazione.

In fede di che, noi plenipotenziario di Sua Santità abbiamo, in virtù dei nostri pieni poteri, e salvi sempre i diritti della Santa Sede già altre volte riservati, firmato il presente atto di accessione, apponendovi il sigillo delle nostre armi.

Fatto in Portici il giorno 12 Febbrajo 1850.

G. Card. Antonelli.
(L. S.)

85.

Traité de limites entre l'Autriche et le Duché de Modène, signé à Milan, le 8 août 1849 *).

Sua Maestà Imperiale Reale Apostolica Francesco Giuseppe I., Imperatore d'Austria, Re d'Ungheria, Boemia, Galizia, Lodomiria, Croazia, Lombardia, Venezia, ecc. ecc.

Sua Altezza Reale l'Arciduca d'Austria Francesco V., Duca di Modena ecc. ecc.

essendo venuti nella determinazione di intraprendere la rettificazione dei confini fra i due Stati rispettivi, affine di così semplificare i rapporti commerciali dei Loro sudditi, specialmente nella vista di potere al più presto attivare la libera navigazione del Po, cui già diedero opera con apposita Convenzione, hanno risoluto di procedere alla stipulazione del presente Trattato. Quindi hanno nominato a Loro Plenipotenziarii:

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria ecc. ecc. il Signor Carlo Lodovico Cavaliere di Bruck, Cavaliere dell' Imperial Ordine Austriaco di Leopoldo, Suo Ministro del Commercio e dei Lavori publici;

Sua Altezza Reale l'Arciduca, Duca di Modena ecc.

---

*) Le traité a été ratifié par l'Autriche le 12 septembre, par le Duché de Modène, le 26 août 1849.

ecc. il Signor Conte Teodoro de Volo, Cavaliere dell'Imperial Ordine Austriaco della Corona di Ferro, Suo Ciambellano e Consigliere nel Ministero degli Affari Esteri; i quali dopo lo scambio dei loro plenipoteri rinvenuti in valida forma, hanno convenuto quanto appresso:

Articolo I. Nel caso che, ottenendosi da Sua Maestà l'Imperatore l'adesione del Governo Pontificio alla libera Navigazione del Po, la relativa Convenzione firmata dai Plenipotenziari Austriaco, Modenese e Parmigiano in data del 3 Luglio 1849 possa entrare in attività, Sua Altezza Reale il Duca di Modena rinunzia alla giurisdizione, che di fronte alla linea fra Brescello e Gualtieri fino alla sinistra sponda di Po ha sinora esercitata, appoggiandosi sopra antichi Trattati di cui i §§. 95 e 98 dell' Atto finale del Congresso di Vienna riconobbero l' esistenza, limitandosi a che la linea di demarcazione dei Suoi Stati segua da quel lato il Thalweg del fiume colle modalità e condizioni che si diranno in seguito.

Articolo II. Sua Maestà Imperiale Reale Apostolica a compenso di simile rinunzia di giurisdizione, e anche ad indennizzo dei dazi che alle finanze Estensi corrispondono ora le finanze Imperiali pel transito dei generi regali nelle acque considerate di giurisdizione Estense, e specialmente a conseguire la bramata regolarità di confini, dà in permuta a Sua Altezza Reale il Duca di Modena l'alto Dominio, non che qualunque diritto di Sovranità e di giurisdizione sul territorio comunale di Rolo e sulla porzione di quello di Gonzaga che rimane compreso fra i Canali Tagliata e Parmigiana ove ha luogo la loro confluenza. Per tal modo quel tratto di confine Austro-Estense, il quale dapprima intersecava il Canale Tagliata seguirà invece la mezzeria di questo Canale dal detto punto d'intersezione a quello della sua confluenza nel Canale Parmigiana, risalirà dippoi la mezzeria di quest' ultimo fino alla punta del territorio di Rolo, ove la Fossa di Raso ed il Canalazzo confluiscono nella Parmigiana presso il Torrione della Moglia. Dopo questo punto il confine continuerà coll' odierno suo andamanto lunghesso la Fossa di Raso ed il Colatore Busatello: il tutto come più esattamente vedesi descritto nelle due Mappe unite al presente Trattato.

Articolo III. Colla cessione dei territori preaccennati si cedono allo Stato Estense le ragioni attive e passive dello Stato Austriaco verso i medesimi. E costituisce

le passive principalmente il possesso in che si trovano quei proprietari di essere esonerati dalle spese di digagna per regolamento di scoli, conservazione e diffesa di arginatura, le quali spese nella provincia di Montova furono assunte dallo Stato salvo un determinato contributo di essa Provincia.

Articolo IV. Coll' attuale Trattato si rendono comuni alla parte di Po che scorre dinnanzi alla sponda Estense da Brescello a Gualtieri i principii ora vigenti di fronte alla sponda di Guastalla divenuta Estense in forza del Trattato 28 Novembre 1844; principii i quali si desumono dalle due apposite Convenzioni 25 Maggio 1821 ed 11 Luglio 1834 stipulate fra l'Austria e Parma, e che applicansi al caso speciale nel modo inferiormente indicato agli Articoli V, VI, VII, IX, X, XI coll' aggiunta del prescritto all' Articolo VIII.

Articolo V. Coll' introdurre così qual limite giurisdizionale fra Stato e Stato nella confinazione del Po, il Thalweg di esso fiume, si intende ancora che le isole poste a sinistra del medesimo in tutta la linea tanto di Guastalla che da Brescello a Gualtieri restino o divengano Austriache, e che viceversa quelle poste a diritta sieno Modenesi così le isole Violardi e S. Simeone già regolarmente consegnate, e l' isola Camerale, che nell' annessa Mappa è segnata N°. I. apparterranno all' Imperiale Reale Governo, e l' isola Camerale nella Mappa stessa segnata N°. II. seguiterà ad essere nella giurisdizione Estense.

Articolo VI. Così pure i diritti di Sovranità sopra le nuove isole o sulle nascenti o sugli incrementi fluviali saranno determinati dal Thalweg a seconda della loro collocazione in destra od in sinistra del medesimo (giacchè nel primo caso diverranno Estensi e nel secondo Austriaci) ritenuto che per nascenti intendonsi quelle isole, la cui altezza corrisponde almeno allo stato ordinario del fiume, determinato dall' idrometro più vicino.

Articolo VII. Le isole o gli incrementi fluviali che si uniranno ad un continente passeranno sotto il dominio del Sovrano, il quale possiede la riva cui dessi si saranno aggregati, ritenendo unito al continente un' isola od un incremento fluviale allorchè l' interrimento di tutto o di parte dell' alveo derelitto interposto giungerà all' altezza della m e z z a p i e n a e ritenendo questa corrispondere all' altezza media tra la massima magra e la mas-

sima piena conosciute e marcate dall' idrometro esistente nella linea precisamente di fronte all' isola od incremento di cui si tratta, ed in mancanza d' idrometro in tale posizione da una media presa fra le altezze dei due idrometri superiore ed inferiore, riducendo le differenze in proporzione delle distanze.

Articolo VIII. E poichè nelle Convenzioni accennate al precedente Articolo IV. non è contemplato il caso dell' unione di due isole di Po appartenenti a differenti Stati, e potendo non-ostante ciò avvenire, così in aggiunta col presente Trattato si conviene che, tanto lungo la fronte da Brescello a Gualtieri, quanto lungo quella di Guastalla, ossia per tutto il tratto di Po esistente fra l'Austriaco e l'Estense, se avviene congiungimento di due isole, entrambe le isole unite apparterranno, indipendentemente anche dal Thalweg, a quello de' due Stati cui apparteneva già la più estesa. L'estensione relativa delle due isole verrà determinata per la parte che emerge dalle acque ordinarie del Po, il cui livello si intende corrisponda allo stato di maggiore tenuta o permanenza del fiume; e due isole saranno a considerarsi stabilmente congiunte quando l'interrimento del Canale interposto giunga al livello della media piena (determinata nel modo prescritto in caso analogo all' Articolo VII.), in guisa che soltanto per ogni maggiore elevazione del Po, le acque possano prendervi un corso continuo.

Articolo IX. I due Governi stipulanti si impegnano reciprocamente di dare gli ordini necessari acciocchè i loro Ingegneri rispettivamente sulla propria linea di Po si prestino sopra vicendevole ricerca a fare tutte le verificazioni che fossero rese necessarie per le variazioni di corso, affine di constatare sulla scorta dei principii stabiliti agli antecedenti Articoli VI., VII. e VIII., sia l'apparizione di nuove isole, sia l'aggregazione di alcune di esse fra loro o ad un continente; ma ogni qualvolta avverandosi uno di questi due ultimi casi, possa aver luogo un passaggio di alto dominio o di Sovranità, ciò dovrà succedere in modo regolare e previe le debite requisitorie fra Stato e Stato, appoggiate però al riferto degli Ingegneri, e se occorresse anche al sopraluogo di appositi Commissarii.

Articolo X. Ed altresì nel caso che, sempre pel convenuto agli antecedenti Articoli VII. e VIII., si verifichi che alcun' isola od incremento fluviale passi da una all'

altra delle due Sovranità contraenti, i redditi delle isole od incrementi che devono consegnarsi, cominceranno a decorrere dal giorno dell' effettuata consegna. In conseguenza gli arretrati che potranno essere dovuti fino a quell' epoca apparterranno di diritto alla parte cedente, la quale potrà esercitare pel loro incasso le necessarie azioni.

Articolo XI. All' effetto di prevenire ogni discussione ed ogni timore relativamente alle dighe ed altri lavori idraulici che potrà occorrere di costruire sopra l'una o l'altra delle due rive di Po, e per impedire sopratutto che non ne nascano delle forzate deviazioni a danno dell' opposta riva, è formalmente convenuto che i lavori e le opere di questa natura non potranno essere effettuati dall' una o dall' altra parte se non dopo che i due Governi si saranno fra di loro concertati e messi perfettamente d'accordo, salve le conseguenze delle stipulazioni che potranno essere fatte a questo riguardo nella Convenzione relativa al regolamento della Navigazione di Po.

Articolo XII. Affine di constatare i rispettivi essercizi di Sovranità sulle isole, di cui nel precedente Articolo V. e per l' osservanza di quanto altro procedesse in questo particolare dal presente Trattato, dovrà entro un mese dalla sua effettuazione nominarsi apposita Commissione, cui sarà demandata la facoltà del pieno relativo eseguimento, salva la definitiva Superiore approvazione.

Articolo XIII. E siccome il Trattato attuale mira al precipuo e vantaggioso fine di sopprimere le molte irregolarità che presenta il confine comune alle due Sovranità contraenti senza danno di nessuna di esse, ma con quegli equivalenti compensi che le località sono in grado di somministrare, così egualmente entro un mese dalla sua effettuazione sarà nominata altra apposita Commissione, la quale ispezionando il confine summentovato, e rilevandone le irregolarità proporrà gli equitativi compensi che ritenesse opportuni affine di ottenere quella rettificazione cui i due Governi fin d'ora sono disposti.

Articolo XIV. Con tutto ciò, siccome è accennato nell' Articolo I., il presente Trattato non avrà effetto se non quando potrà colla adesione del Governo Pontificio entrare in attività la Convenzione per la libera navigazione del Po, ed allora le rispettive rinunzie della giurisdizione estense di Po, ed immissione e presa di possesso del territorio di Rolo e di parti di quelle di Gonzaga indi-

cati all' Articolo II. verranno opportunamente in via diplomatica concertate fra Stato e Stato, restando nel frattanto ogni relattivo diritto siccome al presente.

Articolo XV. Il presente Trattato sarà ratificato, e le ratifiche si cambieranno in Vienna entro un mese o prima se sarà possibile. E sarà cura dell' Imperiale Regio Governo Austriaco di regolare, occorrendo, la rettificazione qui convenuta de' suoi confini con apposita Legge a seconda del §° 6—della Costituzione dell' Impero. In fede di che i rispettivi Plenipotenziarj hanno firmato il presente in doppia Originale, e vi hanno apposto il sigillo delle loro Armi. Fatto in Milano li 8 Agosto 1849.

firm. *de Bruck.* firm. *Teodoro de Volo.*
(L. S.) (L. S.)

86.

Traité entre la Grande Bretagne et les chefs de Cherbro relatif aux relations amicales à établir entre les parties contractantes, signé à Tasso, le 4 juillet 1849; suivi d'un acte d'accession des chefs des rivières de Bagrou, Jong et Boum signé à Bendo, le 7. juillet 1849,

Between Benjamin Chilley Campbell Pine, Esquire, Acting Governor of the colony of Sierra Leone, and Hugh Dunlop, Esquire, Commander of Her Majesty's ship „Alert," and Senior Officer of the Northern Division of Her Majesty's ships and vessels on the West Coast of Afrika, on behalf of Her Most Gracious Majesty the Queen of Great Britain and Ireland; and Careybah Caulker, Chief of Bompey, and Thomas Stephan Caulker, Chief of the Plantain Islands, and other Chiefs of the Sherbro Country, parties hereto, friends and allies of the said Careybah Caulker and Thomas Stephen Caulker.

Whereas, at the desire and through the mediation of the said Acting Governor and the said Senior Naval Officer, the said Careybah Caulker and Thomas Stephen Caulker, and their respective chiefs and allies, have con-

sented to put an end to the war which has for so many years past been carried on between them, and to conclude a treaty of peace and friendship upon the terms and conditions hereinafter mentioned:

I. The war is at an end, and there shall be peace and friendship between the said Careybah Caulker, his chiefs and allies, and Thomas Stephen Caulker, his chiefs and allies, and between each and every of them.

II. The territories of the said Careybah Caulker shall extend from the limits of the colony of Sierra Leone to the Creek called the Bago; and the territories of the said Thomas Stephen Caulker shall extend from the Bago Creek to the River Yaltucka. The villago of Tasso, being the burial-place of the Caulker family, shall equally belong to all the members thereof.

III. The other chiefs, parties hereto, shall be immediately re-instated in the countries which they had before the war.

IV. The soldiers and war-men of every of the said chiefs shall be immediately withdrawn from every place, fort and stockade within the territories hereby declared to belong to any other of the said chiefs; and if this condition be not complied with, the said chiefs, parties hereto, consent to aid and assist the forces of the Queen of England in taking forcible possession of such places, forts and stockades, and delivering them over to the parties to whom they belong.

V. The chiefs, parties hereto, hereby agree to remain at peace with each other, and to refer any dispute which may arise between them to the Governor of Sierra Leone for the time being; and if any parties hereto shall refuse to refer such dispute to the said Governor, or to abide by his decision, the other chiefs, parties hereto, shall unite with the said Governor in punishing them.

VI. The persons and property of the subjects of the Queen of England shall be inviolate, and they may freely carry on trade in every part of the territories of the chiefs, parties hereto, and may have houses and factories therein; and the said chiefs pledge themselves to show no favour to the ships and traders of other countries, which they do not show to those of England.

VII. No purrah, or country law of any kind, is to be enforced against the subjects of the Queen of Eng-

land; but they wrong or injure the subjects and people of the aforesaid chiefs, the Governor of Sierra Leone and the Senior Naval Officer of the station will do all in their power to compel the subjects of the Queen of England to make reparation for such wrongs or injuries, or will otherwise punish the offending parties.

VIII. The ministers of the Christian religion shall be permitted to reside and exercise their calling within the territories of the aforesaid chiefs, who hereby guarantee to them full protection.

IX. The subjects and people of the said chiefs shall freely carry on trade with the colony of Sierra Leone; and their persons and property, while within the said colony, shall be as fully protected as those of the subjects of the Queen of England.

X. The vessels, canoes and boats of the subjects of the said chiefs, when trading between the colony of Sierra Leone and the territories of the said chiefs, in articles the produce of their territories, shall be placed upon the same footing as the vessels, boats and canoes of the said colony; and the following articles shall be admitted duty free; viz., rice, grain, palm-oil, nuts used for the manufacture of oil, hides, bees-wax, coffee, benniseed, ivory, dye-woods, timber, cottons, country cloths and gums.

XI. In consideration of the foregoing stipulations of this Treaty, and all other treaties entered into with Her Majesty the Queen of England, being strictly adhered to on the part of the chiefs aforesaid, the said Acting Governor of the colony of Sierra Leone agrees for himself and his successors, on the part of Her Mayesty, to pay, or cause to be paid annually to each of the said chiefs, Careybah Caulker and Thomas Stephen Caulker, the sum of 400 bars.

Done at Tasso, in the Sherbro Country, this fourth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty-nine, and of Her Majesty's reign the thirteenth.

(L. S.) *Benj C. C. Pine,*
Acting Governor of Sierra Leone.

Hugh Dunlop,
Commander and Senior Officer of the Northern Division.

Careybah X *Caulker.*
Chief of Bompey.

Stepn. G. Caulker.

Thos. S. Caulker,
Chief Plantain Islands. *Thos. G. Caulker.*
Harry × *Tucker*,
Chief of Shebar. *Charles* × *Caulker.*
Pierre × *Charley*,
Chief of Sherbro Island

Supplementary Clause.

The parties to this Treaty hereby agree that, upon the death of Careybah Caulker and Thomas Stephen Caulker, the sons of George Stephen Caulker, late brother to the said Thomas Stephen Caulker, are to succeed to the whole of the territories belonging to the Caulker family, according to the law and customs of the country, upon condition of their observing the terms of this Treaty.

(L. S.) *Benj. C. C. Pine*,
Acting Governor of Sierra Leone.
Hugh Dunlop,
Commander and Senior Officer of the Northern Division.
Careybah × *Caulker*, *Thos. S. Caulker*,
Chief of Bompey. Chief Plantain Islands.

The undersigned declare themselves parties to this Treaty and its Supplementary Clause.

Done at Bendo, River Sherbro, this seventh day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty-nine, and in Her Majesty's reign the thirteenth.

Hugh Dunlop,
Commander and Senior Officer of the Northern Division.
Ibiboo × *Salifoo*,
Chief of Jong River. *David* × *Tucker*,
Caboukah × Chief of Bullam and Boom Rivers.
Chief of Bagroo. *William* × *Tucker*,
Chief of Bullam and Boom Rivers,
John × *Tucker*,
Chief of Bullam and Boom Rivers.
C. H. Tucker, *Banawil* × *Tucker*
Chief of Shebar. Chief of Bullam and Boom Rivers.

87.

Traité entre la Grande Bretagne et les chefs des rivières de Cherbro, Bagroo, Joug et Boom, pour la répression du commerce d'esclaves et la liberté du commerce licite, signé à Bendo, le 7 juillet 1849.

Voir le traité conclu entre la Grande Bretagne et le roi et les chefs de Bonny, qui ne diffère de ce traité que par l'article 7 omis dans le traité avec les chefs des rivières de Cherbro, Bagrou, Joug et Boom.

88.

Protocole contenant les articles préliminaires de paix convenus entre la Prusse et le Danemark. Signé à Berlin, le 10 juillet 1849.

Les soussignés Plénipotentiaires nommés respectivement par S. M. le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi de Danemark à l'effet de poser les bases d'une paix définitive destinée à aplanir le différend qui s'est élevé entre Eux sur les rapports du Duché de Slesvic, sont convenus, avec le concours du Comte de Westmorland, Ministre de S. M. Britannique à Berlin, comme représentant de la Puissance médiatrice, des articles préliminaires de paix suivants:

Art. I. Le Duché de Slesvic aura une constitution séparée pour ce qui regarde sa législature et son administration intérieure, sans être uni au Duché de Holstein et laissant intacte l'union politique qui rattache le Duché de Slesvic à la couronne Danoise.

Art. II. L'organisation définitive du Duché de Slesvic résultant de cette base fera l'objet de négociations ultérieures auxquelles les Hautes Parties contractantes inviteront la Grande Bretagne à prendre part en qualité de Puissance médiatrice.

Art. III. Les Duchés de Holstein et de Lauenbourg continueront à faire partie de la Confédération Germanique.

Le règlement définitif de la position que ces Duchés occuperont dans le susdit corps politique par suite des changements qui vont s'opérer dans la constitution de l'Allemagne, est réservé à une entente ultérieure entre les hautes Parties contractantes. L'un des objets de cette entente sera de maintenir, autant que le comportent le principe consacré par l'article I. de la présente Convention, et la position future du Duché de Holstein vis-à-vis des autres États allemands, les liens non politiques des intérêts matériels qui ont subsisté entre les Duchés de Holstein et de Slesvic.

S. M. le Roi de Danemark, Duc de Holstein, accordera à ce Duché, dans le plus bref délai possible, une constitution représentative.

Art. IV. Il est entendu que les stipulations renfermées dans les articles précédents ne préjugeront en aucune manière la question de la succession dans les États réunis sous le sceptre de S. M. Danoise ni les droits éventuels de qui que ce soit.

Afin de prévenir les complications qui pourraient résulter des doutes soulevés relativement à l'ordre de succession, Sadite Majesté, aussitôt après la paix définitive, prendra l'initiative de propositions tendantes à régler cet ordre de succession d'un commun accord avec les Grandes Puissances.

Art. V. Les hautes Parties contractantes conviennent de réclamer la garantie des grandes Puissances pour la stricte exécution de la paix définitive, relativement au Duché de Slesvic.

Le présent protocole expédié en double sera revêtu de l'approbation de S. M. le Roi de Prusse et de S. M. le Roi de Danemark, et les deux exemplaires ainsi approuvés respectivement, seront échangés à Berlin dans l'espace de 8 jours ou plustôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, après quoi communication de ce protocole sera faite de part et d'autre à S. M. la Reine de la Grande Bretagne.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé ce protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le dix Juillet mil huit cent quarante-neuf.

(signé) *Schleinitz.* (signé) *Reedtz.*
(L. S.) (L. S.)

89.

Convention d'armistice entre la Prusse et le Danemark signée à Berlin, le 10 juillet 1849).*

Texte français.

La signature des préliminaires de la paix entre S. M. le Roi de Prusse d'une part et S. M. le Roi de Danemarc de l'autre ayant eu lieu ce jour, Leurs dites Majestés ayant vivement à coeur de mettre dès à présent, un terme aux calamités de la guerre et à l'effusion du sang, et croyant en outre devoir prendre, par rapport au Duché de Slesvic, des mesures propres à y préparer les voies à une pacification définitive et durable, en conformité du principe établi par l'article I. des susdits préliminaires, ont résolu de conclure, dans ce double but, une convention d'armistice, et ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse,

le Sieur Alexandre Gustave Adolphe Baron de Schleinitz etc.

et

Sa Majesté le Roi de Danemarc,

le sieur Holger Christian de Reedtz etc.

lesquels avec le concours du Comte de Westmorland, Ministre de S. M. Britannique à Berlin, comme Représentant de la puissance médiatrice, et après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants:

Art. I. A dater du jour de l'échange des ratifications de la présente convention, il y aura une suspension complète des hostilités par terre et par mer pendant six mois et au-delà de ce terme, jusqu' à l'expiration de six semaines après que l'armistice aurait été dénoncé de part ou d'autre.

*) L'échange des ratifications de cette convention et des exemplaires approuvés du protocole précédent a eu lieu à Berlin, le 17

89.

*Convention d'armistice entre la Prusse et le Danemark, signée à Berlin, le 10 juillet 1849 *).*

Texte allemand.

Nachdem am heutigen Tage die Unterzeichnung der Friedens-Präliminarien zwischen Sr. Majestät dem Könige von Preussen einerseits und seiner Majestät dem Könige von Dänemark andrerseits stattgefunden hat, so ist von gedachten Ihren Majestäten, welche von dem lebhaften Wunsche beseelt sind, den Drangsalen des Krieges und dem Blutvergiessen sofort Einhalt zu thun, und welche es überdies als angemessen erachten rücksichtlich des Herzogthums Schleswig die geeigneten Maassregeln zu ergreifen, um daselbst die Wiederherstellung eines definitiven und dauerhaften Friedens in Gemässheit des im Art. I. der obgedachten Präliminarien aufgestellten Grundsatzes vorzubereiten, — beschlossen worden, zur Erreichung dieses doppelten Zweckes eine Waffenstillstands-Convention abzuschliessen, und haben zu diesem Ende zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich Se. Majestät der König von Preussen

den Kammerherrn Freiherrn Alexander Gustav Adolph von Schleinitz etc. etc. etc.

und Se. Majestät der König von Dänemark

den Kammerherrn Holger Christian von Reedtz etc. etc. etc.

welche unter Mitwirkung des Grafen von Westmorland, Königl. Grossbritanischen Ministers zu Berlin, als Repräsentant der vermittelnden Macht, und nach Auswechselung ihrer, in gehöriger Form befundenen Vollmachten, folgende Artikel festgestellt haben.

Art. I. Vom Tage der Auswechselung der Ratifikationen der gegenwärtigen Convention an gerechnet, sollen die Feindseligkeiten zu Lande und zur See vollständig eingestellt werden, während eines Zeitraums von sechs Monaten, und über denselben hinaus noch während sechs Wochen, nach Aufkündigung des Waffenstillstandes von der einen oder der andern Seite.

---

juillet 1849. Le texte danois de la convention nous est inconnu.

Si le présent armistice était dédit, les troupes Prussiennes et Allemandes pourront occuper la partie continentale du Duché de Slesvic, laquelle, dans ce cas, serait évacuée par les troupes neutres qui, d'après l'article V., pourraient s'y trouver encore.

Art. II. T. M. le Roi de Prusse fera transmettre au Général commandant en chef l'armée Prussienne et Allemande réunie dans le Jutland et dans les Duchés de Slesvic et de Holstein, l'ordre d'évacuer le Jutland et de prendre dans l'espace de 25 jours les positions indiquées dans les articles III. et V. —

Art III. Le Général en chef des troupes Prussiennes et Allemandes et celui des troupes Danoises nommeront des officiers Prussiens et Danois, lesquels, dans le but de fixer la délimitation des territoires à occuper respectivement par les troupes Prussiennes et neutres, tireront et consigneront sur une carte une ligne de démarcation à partir d'un point sur la côte prés et au Sud - Est de la ville de Flensbourg, jusqu'à un point sur la côte et au Nord-Ouest de la ville de Tondern, laissant la première de ses villes, ainsi que les enclaves Jutlandaises au Nord, et la ville de Tondern au Sud de la dite ligne de démarcation.

Art. IV. S. M. le Roi de Prusse pourra conserver, pendant la durée de l'armistice, dans le Duché de Slesvic et au midi de la susdite ligne de démarcation, un corps d'armée dont la force n'excédera pas 6000 hommes. S. M. le Roi de Danemarc pourra continuer d'occuper militairement les îles d'Als et d'Arroe.

Art. V. Les troupes Prussiennes et Danoises seront les seules forces militaires qui pourront rester dans le Duché de Slesvic pendant la durée de l'armistice, à l'exception d'un corps de troupes neutres dont la force n'excédera pas 2000 hommes et qui occupera la partie continentale du Duché de Slesvic, située au nord de la ligne de démarcation. L'entretien et la solde des dites troupes neutres seront à la charge de S. M. Danoise.

Wenn der gegenwärtige Waffenstillstand aufgekündigt würde, so sollen die Preussischen und Deutschen Truppen das Festland des Herzogthums Schleswig besetzen können, welches in diesem Falle von den neutralen Truppen, welche nach dem Artikel V. sich etwa noch daselbst befinden dürften, geräumt werden würde.

Art. II. Se. Majestät der König von Preussen wird dem Oberbefehlshaber der in Jütland und in den Herzogthümern Schleswig und Holstein vereinigten Preussischen und Deutschen Heeresmacht den Befehl zugehen lassen, Jütland zu räumen, und während des Zeitraums von 25 Tagen die in den Artikeln 3. und 5. bezeichneten Stellungen einzunehmen.

Art. III. Der Oberbefehlshaber der Preussischen und Deutschen, sowie der Dänischen Truppen werden Preussische und Dänische Offiziere ernennen, welche Behufs der Abgränzung der beziehungsweise von den Preussischen und neutralen Truppen zu besetzenden Gebietsstrecken auf einer Karte eine Demarkations-Linie ziehen und bestimmen werden, welche sich von einem Punkte an der Küste in der Nähe und im Süd-Ost der Stadt Flensburg bis zu einem Punkte an der Küste nordwestlich von der Stadt Tondern erstreckt und die erstere Stadt so wie die jütländischen Enklaven nordwärts, die Stadt Tondern dagegen südwärts der vorgenannten Demarkations-Linie liegen lässt.

Art IV. Sr. Majestät der König von Preussen soll während der Dauer des Waffenstillstandes im Herzogthum Schleswig und im Süden der vorbesagten Demarkations-Linie ein Armee-Korps belassen können, dessen Stärke die Zahl von 6000 Mann nicht überschreiten wird. Sr. Majestät der König von Dänemark wird fortfahren, die Inseln Alsen und Arroe militairisch besetzt zu halten.

Art. V. Diese Dänischen und Preussischen Truppen werden die einzigen Streitkräfte sein, welche in dem Herzogthum Schleswig während der Dauer des Waffenstillstandes verbleiben, mit Ausnahme eines Korps neutraler Truppen, dessen Stärke 2000 Mann nicht übersteigen darf, und welches den nordwärts der Demarkationslinie belegenen Theil des Festlandes vom Herzogthum Schleswig besetzen wird.

Der Unterhalt und die Besoldung der besagten neutralen Truppen fallen Sr. Königl. Dänischen Majestät zur Last.

Les hautes parties contractantes inviteront S. M. le Roi de Suède et de Norvége, à vouloir bien fournir ce corps de troupes neutres.

Il ne sera pas mis de part ou d'autre de garnison dans les enclaves Jutlandaises dans le Duché de Slesvic pendant la durée de l'armistice.

Art. VI. En même temps que les troupes réunies sous les ordres du Général commandant en chef l'armée Prussienne et Allemande prendront les positions désignées dans l'Article III., S. M. le Roi de Danemarc fera lever les blocus des ports Prussiens et Allemands, établis par ses forces navales.

Les ordres relatifs à l'exécution des articles précédents seront expédiés le même jour aux généraux et officiers commandant les armées et les forces navales respectives.

Art. VII. Tous les bâtiments marchands qui ont été amenés de part ou d'autre depuis le commencement des hostilités, seront rendus, ainsi que leurs cargaisons, immédiatement après la levée des blocus. Quant aux bâtiments ou aux cargaisons qui auraient été vendus leur valeur sera restituée.

En revanche S. M. le Roi de Prusse s'engage à restituer et à faire restituer les contributions en argent prélevées dans le Jutland par les troupes Prussiennes et Allemandes, ainsi que la valeur des chevaux requis militairement pour l'usage de l'armée prussienne et allemande sans avoir été rendus depuis à qui de droit. L'approvisionnement et le logement des dites troupes ainsi que les fourrages qui leur ont été fournis demeureront à la charge du pays.

Afin de régler ce remboursement, un commissaire nommé par S. M. le Roi de Prusse, et un commissaire nommé par S. M. le Roi de Danemarc se réuniront sur les lieux, 6 semaines après l'échange des ratifications de la présente convention.

Ces commissaires régleront cette affaire dans l'espace de quatre semaines et, si à l'expiration de ce terme il y avait encore des réclamations contestées à l'égard des-

Die Hohen kontrahirenden Theile werden Se. Majestät den König von Schweden und Norwegen ersuchen, dieses neutrale Truppenkorps stellen zu wollen.

Während der Dauer des Waffenstillstandes wird in die Jütländischen Enklaven innerhalb des Herzogthums Schleswig eine Garnison, weder von der einen noch von der anderen Seite gelegt werden.

Art. VI. Gleichzeitig mit der Einnahme der im Artikel III. bezeichneten Stellungen von Seiten des die vereinigte Preussische und Deutsche Heeresmacht kommandirenden Oberbefehlshabers, wird Se. Majestät der König von Dänemark die Aufhebung der durch Ihre Seemacht ausgeführten Blokaden der Preussischen und Deutschen Häfen anordnen.

Die zur Vollziehung der vorstehenden Artikel erforderlichen Befehle werden an einem und demselben Tage an die Befehlshaber der resp. Land- und Seemacht ausgefertigt werden.

Art. VII. Alle seit Beginn der Feindseligkeiten von der einen oder der anderen Seite aufgebrachten Handelsschiffe werden sammt deren Ladungen unmittelbar nach der Aufhebung der Blokade freigegeben. Sollten Schiffe und Ladungen verkauft worden sein, so wird deren Werth erstattet.

Dagegen verbürgt Sich Se. Majestät der König von Preussen, alle Kontributionen in baarem Gelde, welche von den Preussischen und Deutschen Truppen in Jütland erhoben worden sind, zu erstatten und erstatten zu lassen, desgleichen den Werth der zum Gebrauch der Preussischen und Deutschen Truppen requirirten Pferde, welche ihren rechtmässigen Eigenthümern seitdem nicht zurückgestellt worden sind.

Die Verpflegungs- und Einquartirungs-Unkosten für die gedachten Truppen, so wie die Unkosten für die ihnen gelieferte Fourage fallen dem Lande zur Last.

Behufs der Regulirung dieses Liquidations-Geschäftes wird Se. Majestät der König von Preussen und Se. Majestät der König von Dänemark je einen Kommissar ernennen, welche beide Kommissare sich 6 Wochen nach Auswechselung der Ratifikationen der gegenwärtigen Konvention an Ort und Stelle vereinigen werden.

Diese Kommissare werden dies Geschäft während eines Zeitraums von 4 Wochen abschliessen. Sollten nach Ablauf dieser Frist noch etwa streitige Forderungen vor-

quelles ils n'auraient pas pu tomber d'accord, ces réclamations seront soumises à la décision définitive d'un arbitre que les hautes parties contractantes inviteront le Gouvernement de S. M. Britannique à vouloir bien désigner.

Le montant des différentes compensations sera remboursé au plus tard six mois à compter du jour de l'échange.

Art. VIII Tous les prisonniers de guerre et politiques seront mis en liberté de part et d'autre sans restriction. L'échange des prisonniers sera effectué à Flensbourg tout au plus tard 25 jours après l'échange des ratifications de la présente convention.

Art. IX. S. M. le Roi de Prusse invitera tous les Gouvernements qui ont pris une part active à la guerre actuelle contre le Danemarc à declarer, aussi promptement que possible, leur accession à la présente convention, dont les stipulations deviendront par là obligatoires pour eux en même temps qu'elles recevront leur pleine application pour ce qui les concerne.

Art. X. Il sera établi, pour la totalité du Duché de Slesvic, une commission administrative (Landes-Verwaltung) qui, pendant la durée de l'armistice, gouvernera ce pays au nom de S. M. le Roi de Danemarc.

Elle sera composée de deux membres, dont l'une sera choisi par S. M. le Roi de Prusse et l'autre par S. M. le Roi de Danemarc, auxquels sera adjoint un commissaire que S. M. la Reine de la Grande Bretagne sera invitée à nommer, pour décider en qualité d'arbitre, en cas de diversité d'opinion entre les deux autres membres.

Les fonctions de cette commission seront d'administrer le Duché de Slesvic conformément aux lois en vigueur et d'y maintenir l'ordre et la tranquillité. Elle sera investie, dans ce but, de toute l'autorité nécessaire,

handen sein, über welche es ihnen nicht gelungen wäre, sich zu einigen, so würden diese Forderungen der Entscheidung eines Schiedsmanns entworfen werden, zu dessen Ernennung die Hohen kontrahirenden Theile die Regierung Ihrer Königlichen Grossbritannischen Majestät einladen würden.

Die Erstattung des Betrages der verschiedenen Ersatzsummen soll spätestens sechs Monate vom Tage der Auswechselung der Ratifikation der gegenwärtigen Konvention an gerechnet, erfolgen.

Art. VIII. Sämmtliche Kriegs- und politische Gefangene sollen von beiden Theilen ohne Ausnahme in Freiheit gesetzt werden. Die Auswechselung der Gefangenen wird in Flensburg spätestens in 25 Tagen nach Auswechselung der Ratifikationen der gegenwärtigen Uebereinkunft bewirkt werden.

Art. IX. S. M. der König von Preussen wird sämmtliche Regierungen, welche einen thätigen Antheil an dem dermaligen Kriege gegen Dänemark genommen haben, einladen, baldmöglichst ihren Beitritt zur gegenwärtigen Konvention zu erklären, deren Bestimmungen dadurch für dieselben eben so verbindlich werden, als solche hinsichtlich ihrer zur vollen Anwendung kommen.

Art. X. Es wird für das ganze Herzogthum Schleswig eine Verwaltungs-Kommission (Landes-Verwaltung) errichtet werden, welche während der Dauer des Waffenstillstandes dieses Land im Namen Sr. M. des Königs von Dänemark regieren wird.

Sie soll aus zwei Mitgliedern bestehen, von denen das eine von Sr. M. dem Könige von Preussen, das andere hingegen von Sr. M. dem Könige von Dänemark gewählt und denen ein Kommissarius beigeordnet werden wird, zu dessen Ernennung Ihre Majestät die Königin von Grossbritannien eingeladen werden soll, um in der Eigenschaft eines Schiedrichters bei etwa vorkommenden Meinungs-Verschiedenheiten, zwischen den beiden anderen Mitgliedern Entscheidung zu treffen.

Die Funktionen dieser Kommission werden darin bestehen, das Herzogthum Schleswig, in Gemässheit der bestehenden Gesetze zu verwalten und in demselben die Ordnung und Ruhe aufrecht zu erhalten. Zu diesem Zwecke soll dieselbe mit der nöthigen vollen Autorität bekleidet werden, jedoch mit Ausnahme der gesetzgeben-

à l'exception toutefois du pouvoir législatif, qui restera suspendu pendant la durée de l'armistice.

Quant aux lois, ordonnances et mesures administratives quelconques émanées pour le Duché de Slesvic depuis le 17 Mars 1848, la dite commission aura la faculté d'examiner et de décider lesquelles de ces lois, ordonnances et mesures administratives il conviendra d'abroger ou de maintenir dans l'intérêt bien entendu du pays.

Art. XI. Les forces militaires nécessaires pour le maintien de l'ordre seront fournies à la commission administrative, et sur la réquisition, dans la partie méridionale du Duché de Slesvic par le Général commandant les troupes Prussiennes, pour les îles d'Als et d'Arroe par le Général commandant les troupes Danoises, et pour la partie continentale du Duché de Slesvic située au nord de la ligne de demarcation par le Commandant en chef des troupes neutres — stationnées respectivement dans ces districts.

Art. XII. La commission administrative du Slesvic s'entendra avec le Gouvernement Danois pour convenir d'un pavillon intérimaire sous lequel les navires Slesvicois pourront naviguer pendant la durée de l'armistice, en jouissant des mêmes aventages que les bâtiments Danois.

Art. XIII. Les postes et autres communications intérieures reprendront leur cours régulier.

Le passage libre des postes par le Duché de Holstein et le maintien de l'établissement postal à Hambourg sont expressément réservés.

Art. XIV. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de huit jours ou plus tôt, si faire se peut, à dater du jour de la signature.

La présente convention, expédiée en double, a été dressée en langue française, Allemande et Danoise. Il est convenu que les doutes qui pourraint s'élever sur l'interprétation de la convention seront décidés d'après la teneur du texte français.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la pré-

den Gewalt, welche während der Dauer des Waffenstillstandes, suspendirt bleiben soll.

Hinsichtlich aller Gesetze, Verfügungen und Verwaltungs-Maassregeln, die seit dem 17. März 1848 für das Herzogthum Schleswig erlassen worden sind, soll die besagte Kommission befugt sein, zu prüfen und zu entscheiden, welche von jenen Gesetzen, Verfügungen und Verwaltungs-Maassregeln im wohl verstandenen Interesse des Landes etwa wieder aufzuheben oder beizubehalten sein dürften.

Art. XI. Die zur Erhaltung der Ordnung nöthigen Streitkräfte werden der Verwaltungs-Kommission, auf deren Requisition zur Verfügung gestellt werden, je nach den Distrikten, in welchen diese Truppen stationirt sind, also im südlichen Theile des Herzogthums Schleswig durch den Oberbefehlshaber der Preussischen Truppen, für die Inseln Alsen und Arroe durch den Oberbefehlshaber der Dänischen Truppen, und für den Theil des Festlandes des Herzogthums Schleswig, welcher nördlich von der Demarkations-Linie belegen ist, durch den Oberbefehlshaber der neutralen Truppen.

Art. XII. Die Verwaltungs-Kommission des Herzogthums Schleswig wird sich mit der Dänischen Regierung über eine Interims-Flagge verständigen, deren die Schleswigschen Schiffe sich während der Dauer des Waffenstillstandes bedienen können, und unter welcher sie dieselben Vortheile, wie die Dänischen Schiffe geniessen können.

Art. XIII. Der Postenlauf und die sonstigen inneren Verbindungsmittel werden in regelmässiger Weise wieder hergestellt werden.

Der freie Verkehr der Posten durch das Herzogthum Holstein, sowie der Fortbestand der Postbehörde zu Hamburg werden ausdrücklich vorbehalten.

Art. XIV. Die gegenwärtige Konvention wird ratifizirt werden, und die Auswechselung der Ratifikationen binnen 8 Tagen oder wo möglich früher, von dem Tage der Unterzeichnung an gerechnet, zu Berlin stattfinden.

Die gegenwärtige, in doppelten Exemplaren ausgefertigte Konvention, ist in Französischer, Deutscher und Dänischer Sprache abgefasst worden. Bei etwa entstehenden Zweifeln über die Auslegung des Textes der Konvention, ist man dahin überein gekommen, den Französischen Text als maassgebend zu betrachten.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten die

sente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, ce dix Juillet mil huit cent quarante-neuf.

(L. S.) *v. Schleinitz.* (L. S.) *Reedtz.*

90.

Ordonnance anglaise relative à la détention des malfaiteurs condamnés par les cours consulaires en Chine, signée à Hong-Kong, le 19 juillet 1849.

An Ordinance for Her Majesty's subjects within the dominions of the Emperor of China, or within any ship or vessel at a distance of not more than 100 miles from the coast of China.

Anno 13 Victoriae Reginae. — No. 3 of 1849.

By his Excellency Samuel George Bonham, Esquire, Companion of the Most Honourable Order of the Bath, Governor and Commander-in-chief of the Colony of Hong-Kong and its dependencies, and Vice-Admiral of the same, Her Majesty's Plenipotentiary and chief Superintendent of the Trade of British subjects in China, with the advice of the Legislative Council of Hong Kong.

An Ordinance for the safe and better Custody of Offenders sentenced to Imprisonment by any of the Consular Courts in the dominions of the Emperor of China. [July 19, 1849].

Whereas the prisons at the Consular ports in China are at times insufficient for the proper custody and for the due preservation of the health of prisoners:

I. Be it therefore enacted and ordained, by his Excellency the Governor of Hong-Kong and Chief Superintendent of the Trade of Her Majesty's subjects in China, with the advice of the Legislative Council of Hong Kong, that from and after the passing of this Ordinance, it shall and may be lawful to and for any Consul, Vice-Consul, or Consular Agent, having power to pass sentence of

gegenwärtige Konvention vollzogen und ihre Siegel beidrucken lassen.

Geschehen zu Berlin, den zehnten Juli Ein Tausend Acht Hundert Neun und Vierzig.

(gez.) *v. Schleinitz.* (gez.) *v. Reedtz.*
(L. S.) (L. S.)

---

imprisonment, to direct and order in his or their discretion by such sentence or judgment, that every such prisoner shall and may be by the first suitable opportunity conveyed to Her Majesty's gaol at Victoria in the Colony of Hong-Kong, there to complete and to undergo the period of imprisonment which may be awarded against him or them: Provided always, that such Consul, Vice-Consul, or Consular Agent, shall and may have full power to make and give all necessary orders and directions by such judgment or otherwise for the safe custody and conveyance of such prisoner until he can be so lodged in the said colonial gaol.

II. And be it further enacted, ordained, and declared, That every such Consul, Vice-Consul, or Consular Agent, who has heretofore sent, or caused to be sent, any prisoner for custody to any of the colonial gaols at Hong-Kong, shall be considered and is hereby declared to be fully indemnified from all or any suit or action at law or otherwise for so doing.

S. G. Bonham.

Passed the Legislative Council of Hong Kong, this 19th day of July, 1849.

L. D'Almada e Castro, Clerk of Councils.

91.

Ordonnances anglaises, réglant les fonctions et devoirs des agents consulaires en Chine.

A. Ordonnance signée à Hong-Kong, le 19 juillet 1849.

An Ordinance for Her Majesty's subjets within the dominions of the Emperor of China, or within any ship or vessel at a distance of not more than 100 miles from the coast of China.

Anno 13 Victoriae Reginae. — No. 2 of 1849.

By his Excellency Samuel George Bonham, Esquire, Companion of the Most Honourable Order of the Bath, Governor and Commander-in-chief of the Colony of Hong-Kong and its dependencies, and Vice-Admiral of the same, Her Majesty's Plenipotentiary and Chief Superintendent of the Trade of British subjects in China, with the advice of the Legislative Council of Hong-Kong.

An Ordinance to regulate and declare the Duties and Office of Consular Agent. [July 19, 1849].

Whereas it is deemed expedient to make further provisions relative to the office and the duties of Consular Agent:

I. Be it therefore enacted and ordained, by his Excellency the Governor of Hong-Kong and Chief Superintendent of the Trade of Her Majesty's subjects in China, with the advice of the Legislative Council of Hong-Kong, that from and after the passing of this Ordinance any person, being a Consular Agent duly appointed or acting as such Consular Agent within the dominions of the Emperor, of China, shall, subject to the provisions and exceptions hereinafter contained, possess and have the same jurisdiction and power as is now or shall hereafter be vested in Her Majesty's Consul at the port to which such Consular Agent may be attached; but that such jurisdiction and power shall be only exercised at the station where he may be resident, and such parts adjacent thereto as Her Majesty's said Consul shall from time to time prescribe in writing: Provided always, that it shall not only be competent to and for every such Con-

sular or Acting Consular Agent, before or during the hearing of any case or matter which may be brought before him in his official capacity for trial or determination, to remit such case or matter for trial or determination by the said Consul.

II. And be it further enacted and ordained, That each and every decision made by any such Consular or Acting Consular Agent, — provided that such decision does not impose a penalty or decree a payment exceeding 25 dollars, or subject any person to a period of imprisonment exceeding 10 days, — may be varied or set aside by an appeal to Her Majesty's Consul or Acting Consul for the time being at the port to which such Agent may be attached, whose decision shall be held and deemed as an original decision or judgment of such Consul or Acting Consul.

III. And be it further enacted and ordained, That it shall and may be lawful to and for Her Majesty's Chief Superintendent of Trade, by written directions under his hand, from time to time to limit any power or jurisdiction conferred on every such Consular or Acting Consular Agent, by this or any other Ordinance hitherto or hereafter to be passed.

IV. And be it further enacted and ordained, that with respect to all official acts heretofore done by every such Consular or Acting Consular Agent, he and they respectively shall be, and are hereby declared to be, indemnified for the consequence or consequences of all such acts, and to have been duly authorized in the execution of the same, as fully as if he or they had been at the respective periods of doing such act or acts invested with the plenary powers now possessed by Her Majesty's Consuls.

S. G. Bonham.

Passed the Legislative Council of Hong-Kong, this 19th day of July, 1849.

L. D'Almada e Castro, Clerk of Councils.

B. *Ordonnance signée à Hong-Kong, le 1 août 1849.*

An Ordinance for Her Majesty's subjects within the dominions of the Emperor of China, or within any

ship or vessel at a distance of not more than 100 miles from the coast of China.

Anno 13 Victoriae Reginae. — No. 4 of 1849.

By his Excellency Samuel George Bonham, Esquire, Companion of the Most Honourable Order of the Bath, Governor and Commander-in-chief of the Colony of Hong-Kong and its dependancies, and Vice-Admiral of the same, Her Majesty's Plenipotentiary and Chief Superintendent of the Trade of British subjects in China, with the advice of the Legislative Council of Hong-Kong.

An Ordinance to repeal the Ordinance No. 2 of 1849, intituled „An Ordinance to regulate and declare the Duties and Office of Consular Agent," and to make other and further provisions in lieu thereof. [August 1, 1849.]

Whereas certain inaccuracies are contained in the said Ordinance, No. 2 of 1849, and it is expedient to repeal the said Ordinance and to make other and further provisions in lieu thereof:

I. Be it therefore enacted and ordained, by his Excellency the Governor of Hong Kong and Chief Superintendent of the Trade of Her Majesty's subjects in China, with the advice of the Legislative Council of Hong-Kong, That the said Ordinance No. 2 of 1849 be and the same is hereby repealed.

II. And be it further enacted and ordained, that from and after the passing of this Ordinance, any person being a Consular Agent duly appointed or acting as such Consular Agent within the dominions of the Emperor of China, shall, at the station where he may be resident and such parts adjacent thereto as Her Majesty's Consul at the port to which such Consular Agent may be attached, shall from time to time prescribe in writing, possess and have, subject to the provisoes and exceptions hereinafter contained, the same jurisdiction and power as is now or shall hereafter be vested in Her Majesty's said Consul: Provided always, that it shall be competent to and for every such Consular or Acting Consular Agent, before or during the hearing of any case or matter which may be brought before him in his official capacity for trial or determination, to remit such case or matter for trial or determination, by the said Consul.

III. And be it further enacted and ordained, that

each and every decision made by such Consular or Acting Consular Agent may be varied or set aside by an appeal to Her Majesty's Consul at the port to which such Consular Agent may be attached, except in cases where the decision of such Consular Agent shall not impose a penalty or decree a payment exceeding 25 dollars, or shall not subject any person to a period of imprisonment exceeding 10 days.

IV. And be it further enacted and ordained, that in each and every case of such appeal, the decision of the said Consul shall be held and deemed to be an original decision or judgment of such Consul.

V. And be it further enacted and ordained, that with respect to all official acts heretofore done by every such Consular or Acting Consular Agent, he and they respectively shall be, and are hereby declared to be indemnified for the consequence or consequences of all such acts, and to have been duly authorized in the execution of the same, as fully as if he or they had been, at the respective periods of doing such act or acts, invested with the plenary powers now possessed by Her Majesty's Consuls.

VI. And for the removal of doubts concerning the jurisdiction of Consuls, be it further enacted and ordained, that all Consuls shall at their several and respective ports have jurisdiction, power, and authority over British subjets within the dominions of the Emperor of China, or within any ship or vessel at a distance of not more than 100 miles from the coast of China.

VII. And be it further enacted and ordained, That it shall and may be lawful to and for Her Majesty's Chief Superintendent of Trade, by written directions under his hand, from time to time to limit any power or jurisdiction conferred on every such Consul, Consular or Acting Consular Agent, by this or any other Ordinance heretofore passed.

S. G. Bonham.

Passed the Legislative Council of Hong-Kong, this 1st day of August, 1849.

L. D'Almada e Castro, Clerk of Councils.

92.

Déclarations ministérielles échangées entre les gouvernements de la Bavière et de la Hesse Grand-ducale pour l'extension de la convention du $\frac{9}{28}$ Juin 1834 relative à l'entretien réciproque des malades. Déclaration bavaroise, signée à Munich, le 16 juillet 1849.

Die königlich bayersche und die grossherzoglich hessische Staats-Regierung sind übereingekommen, die zwischen den beiderseitigen Regierungen am $\frac{9}{28}$ Juni 1834 wegen gegenseitiger Verpflegung erkrankender Staatsangehöriger getroffene Uebereinkunft für die Folge auch auf die durch die Beerdigung unbemittelter Personen entstehenden Kosten auszudehnen, wobei hinsichtlich dieser letzteren noch bemerkt wird, dass dieselben jedesmal von dem möglichst geringen Betrage zu seyn hätten.

München den 16. Juli 1849.

Königl. bayer. Staatsministerium des königlichen Hauses und des Aeussern.

von der Pfordten.

93.

Arrêté du conseil fédéral de la Suisse pour l'expulsion des réfugiés badois et autres, signé le 16 juillet 1849*).

Attendu qu'un très-grand nombre de réfugiés politiques et militaires se sont vus réduits à la nécessité de chercher un asile en Suisse, à la suite des derniers soulè-

*) Voir le Moniteur universel du 24 juillet 1849. Dans une circulaire ultérieure le conseil fédéral motiva encore les mesures prises contre les chefs militaires et politiques des réfugiés en alléguant que la Suisse serait transformée en un foyer d'agitateurs, si les chefs d'une révolte, trois fois renouvelée, pouvaient y prolonger leur séjour avec un grand nombre de leurs partisans.

vements du pays de Bade et du Palatinat, et de la guerre civile dans ces deux pays, qui vient enfin d'être heureusement terminée;

Considérant que l'expérience démontre que la présence d'un trop grand nombre de réfugiés en Suisse, et les entreprises qu'ils se permettent de tenter, ne pourront être que préjudiciables à toute la confédération et occasionner des frais aux cantons et aux particuliers;

Considérant qu'en permettant aux chefs de l'insurrection badoise et de celle du Palatinat de séjourner en Suisse, ce pays ne verrait guère arriver le terme des charges nombreuses que la présence des réfugiés lui a déjà imposées;

Considérant que cet état de choses produirait, à juste titre, du mécontentement dans la population suisse;

Considérant que la Suisse ne saurait consentir à ce que son territoire soit transformé par ces réfugiés en foyer de propagande revolutionnaire, d'où ils inquiéteraient à leur gré les pays voisins et prépareraient ainsi à la confédération helvétique de nombreux embarras;

Voulant prévenir à tout prix les complications que les entreprises des réfugiés amèneraient avec les puissances étrangères, et voulant rendre impossible tout acte qui serait contraire à la complète neutralité de la Suisse et à l'entente cordiale qu'elle est décidée à maintenir avec les Etats voisins;

Considérant que le droit d'asile n'est pas illimité; que ce droit doit nécessairement cesser ou être grandement modifié quand il s'agit de la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse;

Considérant que l'expulsion des chefs militaires et politiques de l'insurrection ne pourra tourner qu'à l'avantage de la masse des réfugiés; en déterminant les gouvernements à accorder à ces malheureux une amnistie complète;

Considérant que la Suisse a rempli au delà de tous les devoirs que lui dictaient les sentiments d'humanité en offrant un asile à ces réfugiés poursuivis par une armée victorieuse, et en les hébergeant jusqu'au moment où ils pourraient retourner dans leur patrie ou chercher un refuge ailleurs;

Appliquant les art. 57 et 90, Nos 8, 9 et 10 de la constitution fédérale;

Arrête:

Art. 1er Les chefs politiques et militaires et les principaux provocateurs de la dernière insurrection badoise et de celle du Palatinat, arrivés récemment en Suisse, auront à quitter immédiatement le territoire helvétique.

Art. 2. Sont considérés comme chefs et provocateurs de l'insurrection, tous ceux qui étaient membres d'un gouvernement provisoire ou occupaient les premières positions dans le gouvernement révolutionnaire, savoir: Zitz, Brentano, Struve, Goegg, Werner, Fickler; les chefs militaires Mieroslawski, Siegel, Doll, Mersy, Blenker, Wallich, Germain Metternich; tous ceux qui ont exercé une influence plus ou moins grande sur le mouvement révolutionnaire et dont les noms seront publiés ultérieurement par l'autorité fédérale.

Art. 3. Seront encore expulsés de la Suisse les individus désignés dans la circulaire du 15 du courant, savoir: Heinzen, Neff, Loewenfeld, Thielmann, etc.

Art. 4. Les autorités cantonales sont invitées à prendre dans le plus bref délai possible toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de cet arrêté.

94.

*Convention de poste entre la Belgique et l'Espagne, signée à Madrid, le 17 juillet 1849 *).*

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté la Reine des Espagnes, désirant resserrer les liens d'amitié qui heureusement unissent les deux pays, et voulant régler leurs communications postales sur des bases plus favorables aux intérêts du public, au moyen d'une nouvelle Convention qui garantisse cet important résultat, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, le baron Aldephonse Du Jardin, officier de Son Ordre, décoré de la croix de Fer, chevalier grand'croix de l'Ordre de la Couronne de Chêne, grand commandeur de l'Ordre d'Oldembourg, commandeur de l'Ordre du Lion des Pays-Bas et de l'Ordre

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 31 août 1849.

de Danebrog de Danemark, Son Ministre Résident près Sa Majesté Catholique, etc.,

Et Sa Majesté la Reine des Espagnes, don Pedro-Jose Pidal, marquis de Pidal, chevalier grand'croix de l'Ordre Royal et distingué d'Espagne de Charles III, de celui de Saint-Ferdinand et du Mérite des Deux-Siciles, de celui du Lion Néerlandais et de celui de Pie IX, membre numéraire de l'Académie Espagnole, de celle de l'Histoire et de celle de Saint-Ferdinand et en titre de celle de Saint-Charles de Valence, député de la Nation et premier secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les lettres ordinaires et les échantillons de marchandises de Belgique pour l'Espagne et ses îles adjacentes, et réciproquement, les lettres ordinaires et les échantillons de marchandises de l'Espagne et de ses îles adjacentes pour la Belgique, seront toujours envoyés sans affranchissement préalable, et le port dû pour le parcours entier sera payé dans les offices de destination.

Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, prospectus, catalogues, annonces et avis divers imprimés et lithographiés, devront être préalablement affranchis au bureau d'envoi, sans qu'on puisse les frapper d'aucune espèce de rétribution ou de taxe à percevoir au lieu de destination.

Les livres, brochures et autres imprimés non mentionnés dans le paragraphe précédent, les gravures et les lithographies, à l'exception de celles qui font partie des journaux et les papiers de musique, continueront à être assujettis aux dispositions du tarif des douanes.

Art. 2. Les habitants des deux pays pourront réciproquement se transmettre des lettres chargées en payant le port à l'avance, au bureau de départ. La moitié de ce port sera perçue au profit de l'office d'envoi et l'autre moitié au profit de l'office de destination.

Les deux offices se tiendront compte, à la fin de chaque trimestre, de la moitié du port qu'ils auraient respectivement perçu dans la forme qui sera stipulée par les directions générales des deux pays.

Dans le cas où une lettre chargée viendrait à être perdue, celui des deux offices sur le territoire duquel la

perte aura eu lieu payera à l'autre office, à titre de dédommagement, une indemnité de cinquante francs.

Les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date de la livraison dans le bureau d'échange respectif.

Art. 3. Le port des lettres ordinaires dont le poids ne dépassera pas sept grammes et demi et Belgique et quatre adarmes (ou un quart d'once) en Espagne, est fixé à un franc en Belgique et à quatre réaux de veillon en Espagne.

Les lettres d'un poids de sept grammes et demi à quinze grammes inclusivement en Belgique et de quatre à huit adarmes en Espagne, payeront deux francs en Belgique et huit réaux de veillon en Espagne, et ainsi de suite, en ajoutant de sept grammes et demi en sept grammes et demi et de quatre adarmes en quatre adarmes, un franc en Belgique et quatre réaux de veillon en Espagne.

Le port des lettres chargées sera triple de celui des lettres ordinaires même poids.

Les échantillons de marchandises sans valeur, présentés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et ne contenant d'autre écriture que des numéros d'ordre ou des marques, payeront la moitié du port fixé pour les lettres ordinaires du même poids, sans que ce port puisse néanmoins être inférieur à celui d'une lettre simple.

Les journaux et imprimés compris dans le second paragraphe de l'article 1., qui seront envoyés sous bandes et qui ne contiendront aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, payeront un affranchissement de dix centimes en Belgique et de douze maravedis en Espagne, par feuille d'impression.

Ceux qui ne réuniraient pas ces conditions seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Art. 4. Les correspondances mal dirigées ou adressées à des destinataires ayant changé de résidence seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyées par les bureaux d'échange respectifs.

Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés tombés en rebut, pour quelque cause que ce soit, seront renvoyés de part et d'autre à la fin de chaque trimestre.

Art. 5. Sont abrogées toutes les dispositions de la

Convention conclue entre la Belgique et l'Espagne, le 27 décembre 1842.

Art. 6. La présente Convention est conclue pour six ans. A l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pendant quatre autre années et ainsi de suite, à moins de notification contraire faite, par l'une des Hautes Parties Contractantes, un an avant l'expiration de chaque terme.

Pendant cette dernière année, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière.

Art. 7. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Madrid dans le délai de six semaines ou plus tôt si faire se peut. Elle sera mise à exécution un mois après l'échange desdites ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention en double original et y ont apposé le sceau de leurs armes.

A Madrid, le dix-sept juillet mil huit cent quarante-neuf.

(Signé) Baron *Du Jardin.* (Signé) *Pedro J. Pidal.*

95.

Edit du gouvernement autrichien publiant une ordonnance de l'Empereur d'Autriche, signée le 26 juillet 1849, pour la successibilité des Montenegrins. Signé le 5 août 1849.

Seine Majestät haben folgende Allerhöchste Entschliessung zu erlassen geruht:

„Ich genehmige auf den übereinstimmenden Antrag Meiner Minister des Aeussern, des Innern und der Justiz, dass die Montenegriner bei den vor österreichischen Behörden abzuhandelnden Verlassenschaften gegen Beibringung der Reversalien rücksichtlich der gleichen Behandlung österreichischer Staatsbürger bei Eröffnung von Verlassenschaften in Montenegro, nach dem Grundsatze der Gegenseitigkeit und mit Rückwirkung dieser Verordnung auf bereits eröffnete, jedoch noch nicht eingeantwortete Verlassenschaften als erbfähig, mit der durch die Ent-

schliessungen vom 23. Juni 1825 und 11. October 1845 festgesetzten Beschränkung anzusehen seien, dass diese Begünstigung auf die Fähigkeit, Grund und Boden im österreichischen Gebiete zu besitzen, nicht auszudehnen, sondern in einem solchen Falle nur der, aus einer binnen peremptorischer Frist erfolgten Veräusserung erzielte Erlös, als Gegenstand des dem montenegrinischen Erben oder Legatar zu erfolgenden Nachlasses zu behandeln ist."

Hievon wird das Appellationsgericht zur Darnachachtung und weiteren Verfügung mit dem Beisatze, dass die allgemeine Kundmachung veranlasst werde, in Kenntniss gesetzt.

96.

Convention additionelle au traité de poste, conclu entre l'Autriche et la Russie le $\frac{30 \text{ janvier}}{11 \text{ février}}$ 1843, signée à St. Pétersbourg le $\frac{14}{26}$ juillet 1849, avec les ratifications signées le 1. octobre et le $\frac{24 \text{ novembre}}{6 \text{ decembre}}$ 1849.

Im achten Artikel der zwischen den kaiserlich-königlich-österreichischen und kaiserlich-russischen Regierungen am $\frac{30. \text{ Jänner}}{11. \text{ Februar}}$ 1843 abgeschlossenen Postconvention ist festgesetzt worden: dass in dem Falle, als in Russland das Briefporto in der Art ermässigt werde, dass der höchste Taxsatz ganz oder wenigstens annähernd der österreichischen Brieftaxe gleichkäme, die gedachten Postverwaltungen sich wegen Aufhebung des Frankaturzwanges bezüglich der Correspondenzen zwischen Oesterreich und Russland zu verständigen haben.

Ferner enthält der Artikel XXIII die Bestimmung, dass dann, wiebald über die Beseitigung des Brief-Frankaturzwanges die Vereinigung erfolgt, die Normen auch hinsichtlich der Aufhebung des Frankirungszwanges für Fahrpostsendungen festgestellt werden sollen.

Nachdem die gedachte Voraussetzung wirklich eingetreten und zwischen den gedachten Postverwaltungen die erforderliche Verhandlung bezüglich des oberwähnten Gegenstandes gepflogen worden ist, so sind zur Austra-

gung dieser Angelegenheit und zum Abschlusse des diessfälligen Uebereinkommens von Seite Oesterreichs der kaiserlich-königlich-österreichische General-Consul Doctor Ludwig Gutmannsthal, von Seite Russlands der Director des Post-Departements und St. Petersburgischer Postdirector, Geheimrath und Ritter Theodor Prianischnikoff als Commissäre bestimmt worden, welche über folgende Additional-Artikel zum Hauptvertrage vom $\frac{30.\ \text{Jänner}}{11.\ \text{Februar}}$ 1843 unter Vorbehalt der höheren Genehmigung übereingekommen sind.

Art. 1. Der bisher bestandene Zwang zur Frankirung der Briefe aus den Kronländern Oesterreichs nach dem Kaiserthume Russland und umgekehrt hat vom 1. Jänner 1850 neuen Stils angefangen aufzuhören *).

Mit Ausnahme der in den Artikeln 7 und 10 aufgeführten Fälle wird es daher von dem genannten Tage an, den Correspondenten frei stehen, die Briefe ohne Entrichtung einer Portogebühr bei den beiderseitigen Postämtern aufzugeben, oder sie bis zum Bestimmungsorte zu frankiren.

Art. 2. Für diese internationale Correspondenz wird die gemeinschaftliche Portotaxe für die Beförderung vom Postorte der Aufgabe bis zu jenem der Abgabe mit zwanzig Kreuzern, in soferne die Taxe in Oesterreich eingehoben wird, und mit zwanzig Silber-Kopeken, in soferne die Einhebung der Taxe in Russland Statt zu finden hat, für jeden einfachen Brief festgesetzt.

Art. 3. Um den Verkehr zwischen den Bewohnern der russischen Gränzpostorte zu erleichtern, wird für die zwischen diesen Orten vorkommende Correspondenz die im Artikel II erwähnte gemeinschaftliche Taxe auf die Hälfte ermässiget, sonach mit zehn Kreuzern oder zehn Silber-Kopeken festgesetzt. Die Correspondenz, auf welche sich derzeit diese Begünstigung zu erstrecken hat, ist jene zwischen Radsiwilow und Brodi, zwischen Nowosselitzy, Czernowitz und Bojan, dann zwischen Russisch-Hussiatyn, Oesterreichisch-Hussiatyn und Kopeczynze. Sollten in der Folge noch zwischen andern an der österreichisch-russischen Gränze gelegenen Orten Postverbindungen hergestellt werden, so

*) On a plus tard différé ce terme jusqu'au 1 mars 1850.

soll den zwischen diesen Orten vorkommenden Correspondenzen die gleiche Taxermässigung zu Theil werden.

Art. 4. Das Gewicht des einfachen Briefes wird mit drei Viertel-Loth österreichischen oder mit Einem Loth russischen Gewichtes festgesetzt. Für die dieses Gewicht überschreitenden Correspondenzen sind die Gebühren nach der anliegenden Gewichts- und Taxprogressionstabelle einzuheben.

Art. 5. Für die Correspondenzen, welche in solchen russisch-österreichischen Packeten versendet werden, die durch Preussen transitiren, ist nebst der gemeinschaftlichen Portotaxe ein Transitozuschlag einzuheben, jedoch nur in dem Masse, als es zur Deckung der an die königlich-preussische Postanstalt zu leistenden Vergütung erforderlich ist. Die kaiserlich-königlich-österreichische und die kaiserlich-russische Postadministration haben sich wegen des diesfalls festzusetzenden Zuschlagsbetrages, so wie wegen dessen Vergütung an die königlich-preussische Postcasse seiner Zeit einzuverstehen.

Art. 6. Die aus Oesterreich nach Russland zu sendenden recommandirten Briefe unterliegen nicht bloss der Entrichtung der gemeinschaftlichen Portotaxe und beziehungsweise des Transitozuschlages, sondern es wird überdiess zu Gunsten der österreichischen Postcasse die gesetzliche Recommandations- und Retour-Recepissegebühr von den Aufgebern eingehoben; dagegen hat für die in Russland nach Oesterreich aufgegebenen recommandirten Briefe die kaiserlich-russische Postanstalt die dortlandes bestehende gesetzliche Recommandationsgebühr gleichfalls für sich einzuheben, und es bleibt ihr überdiess freigestellt, für die aus Oesterreich einlangenden recommandirten Briefe die Recommandationsgebühr für eigene Rechnung einzuheben.

Art. 7. Für Waarenmuster, Zeitungen, Handelscircularien, Druckwerke, welche unter Schleife oder Kreuzband verwahrt versendet werden, hat die im Artikel XII des Postvertrages stipulirte Ermässigung auch hinsichtlich des gemeinschaftlichen Porto einzutreten, es muss jedoch hiefür das Porto bei der Aufgabe bezahlt werden.

Art. 8. Die Einnahme, welche sich am gemeinschaftlichen Porto und Franko ergibt, ist zwischen der kaiserlich-königlich-österreichischen und der kaiserlich-russischen Postcasse halbscheidlich zu theilen.

Hierüber wird vierteljährig die Abrechnung gepflogen,

und es hat die gegenseitige Ausgleichung gleichzeitig mit jener hinsichtlich der Transito-Correspondenz zu erfolgen.

Art. 9. Bei den ohne Portozahlung aufgegebenen Briefen ist das von den Adressaten einzuhebende Porto auf der Adressenseite, und zwar in Kreuzern bei der Sendung nach Oesterreich, und in Kopeken bei der Sendung nach Russland aufzuschreiben.

Bei den frankirten Briefen hat der Ansatz des bezüglichen Gewichtsbetrages entweder auf der Siegelseite oder auf der Adressenseite, und zwar im letzteren Falle neben dem aufzuschreibenden oder mittelst Stampilie aufzudrückenden Worte „Franko“ zu erfolgen.

Art. 10. Bezüglich der Behandlung der für portofreie Personen und Behörden vorkommenden Correspondenzen wird festgestellt:

a) die unmittelbare Correspondenz zwischen Ihren kaiserlich-königlichen Majestäten und allen Mitgliedern der allerdurchlauchtigsten österreichischen und russischen Kaiserfamilie wird beiderseits portofrei gelassen;

b) die von Behörden des einen Staates an jene des anderen vorkommenden ämtlichen Correspondenzen werden gegenseitig ohne Anrechnung eines Porto ausgeliefert, es bleibt jedoch der Postanstalt des Staates, in welchem die Behörde, an die die Correspondenz gerichtet ist, oder von der sie aufgegeben wird, die Portofreiheit nicht geniesset, überlassen, die Hälfte des gemeinschaftlichen Porto, und beziehungsweise den Transitzuschlag für sich einzuheben;

c) die Correspondenzen von Privaten an Behörden müssen bei der Aufgabe vollständig frankirt werden; für jene von Behörden an Private ist die volle Portogebühr in Ansatz zu bringen und von den Adressaten einzuheben.

Art. 11. Die unanbringlichen Briefe werden von der Postanstalt des einen Staates an jene des andern im gewöhnlichen Kartirungswege, jedoch nur in den nicht über Preussen gehenden Packeten zurückgesendet, und es ist deren Zahl, so wie das auf den unfrankirten Briefen haftende gemeinschaftliche Porto und der Transitozuschlag in den Correspondenzkarten einzutragen, und der hiefür sich ergebende Betrag bei der vierteljährigen Ausgleichung zu berücksichtigen.

Die von der einen Postanstalt an die andere gelangenden unanbringlichen Correspondenzen werden nach den Vorschriften behandelt, welche bei der Postanstalt,

an die derlei Sendungen gelangen, gesetzlich in Anwendung sind.

Art. 12. Die kaiserlich - königlich - österreichischen Postämter werden sich bei der Kartirung an jene Russlands, der Correspondenzkarten nach dem vorliegenden Formulare A, die kaiserlich-russischen Postämter dagegen sich jener bedienen, wovon das Formulare unter B angeschlossen wird.

Art. 13. Für den Fall, als es in der Folge angemessen befunden wird, den Frankaturzwang auch bei den Correspondenzen zwischen Russland und jenen fremden Staaten, für welche die Briefe über Oesterreich gesendet werden wollen, zu beseitigen, wird die kaiserlich-königlich-österreichische Postadministration, nachdem sie sich mit der kaiserlich-russischen Postverwaltung hierüber verständigt hat, auf Grund des erziehlten Einverständnisses die weitere Verhandlung mit den bezüglichen auswärtigen Postanstalten pflegen, und dahin wirken, dass ein den Interessen der Postanstalten von Russland und den betheiligten auswärtigen Staaten entsprechendes Uebereinkommen erzielt werde. Ferner wird österreichischer Seits vorhinein die Zusicherung ertheilt, dass bezüglich dieser Correspondenz das ausländische Porto nur in jenem Betrage in Aufrechnung gebracht werde, welcher an die fremden Postanstalten vergütet werden muss.

Art. 14. Gleichzeitig mit der Aufhebung des Frankaturzwanges für die Correspondenzen wird mit Rücksicht auf den Artikel XXIII des Postvertrages vom $\frac{\text{30. Jänner}}{\text{11. Februar}}$ 1843 den Aufgebern von Sendungen mit Geldern und anderen Werthgegenständen freigestellt, dieselben entweder bis zur Gränze zu frankiren, oder ohne Bezahlung der Postgebühren den beiderseitigen Postanstalten zu übergeben, in welchem letzteren Falle diese Gebühren von den Adressaten hereinzubringen sind, wesshalb das für die Entfernung vom Aufgabsorte bis zur Gränze nach den bestehenden Tarifen entfallende Porto sowohl auf den Sendungen, als auch in den Karten von den beiderseitigen Gränzpostämtern angemerkt werden muss.

Hierüber haben diese Postämter unter sich monatlich Abrechnung zu pflegen.

Art. 15. Von der im Artikel XIV enthaltenen Bestimmung sind ausgenommen:

1. Sendungen an Behörden und Personen, denen die Portofreiheit bewilligt ist.

2. Sendungen, für welche gar kein Werth oder nicht wenigstens jener von zehn Gulden oder sieben Silber-Rubel angegeben ist.

3. Sendungen, welche leicht zerbrechliche oder zerstörbare Gegenstände enthalten, und endlich

4. solche mit Wechseln, Privatobligationen und Geldanweisungen. Für alle diese Sendungen muss die Postgebühr vom Orte der Aufgabe bis zur Gränze von den Absendern bezahlt werden.

Art. 16. Für jene Fahrpostsendungen, welche an die Adressaten nicht bestellt werden können, und desshalb von der einen Postanstalt an die andere zurückgeleitet werden müssen, sind bei der Rücksendung die für die Beförderung vom Aufgabsorte, falls die Sendung unfrankirt aufgegeben worden ist, oder von der Gränze, falls die Sendung nur bis zur Gränze frankirt ist, bis zum Bestimmungsorte darauf haftenden Gebühren dem Postamte, an welches die Sendung ausgeliefert wird, in Aufrechnung zu bringen und sich wechselseitig zu vergüten. Hinsichtlich der Gebühr für die Zurücksendung solcher unanbringlicher Fahrpostgegenstände bleiben, wie es sich von selbst versteht, die Bestimmungen des Artikels XXVIII der österreichisch-russischen Postconvention in voller Kraft.

Art. 17. Alle in den Artikeln von 1 bis 16 nicht berührten Bestimmungen der Post-Convention vom $\frac{\text{30. Jänner}}{\text{11. Februar}}$ 1843 bleiben in voller Kraft, und es wird nur noch ausdrücklich festgesetzt, dass das gegenwärtige Uebereinkommen die nämliche Dauer wie die Convention vom $\frac{\text{30. Jänner}}{\text{11. Februar}}$ 1843 haben, und auf dasselbe auch die wegen Verlängerung derselben in Artikel XLVII enthaltene Bestimmung volle Anwendung finden soll.

Da ferner die möglicherweise eintretenden Fälle oder Ereignisse nicht schon jetzt voraus zu sehen sind, welche etwa in der Folge eine Modificirung der in dem gegenwärtigen Uebereinkommen enthaltenen Bestimmungen wünschenswerth erscheinen lassen könnten, so behalten sich zur Vereinfachung des Geschäftsganges die beiderseitigen Postverwaltungen vor, solche Modificationen nach gepflogenem gegenseitigen Einvernehmen einverständlich in das Werk zu setzen, ohne dass hiezu erst die Ab-

schliessung eines besonderen förmlichen Uebereinkommens erforderlich wäre.

Zur Urkunde dessen sind zwei gleichlautende Exemplare der gegenwärtigen Uebereinkunft ausgefertigt und von den beiderseitigen Bevollmächtigten mit ihrer eigenhändigen Unterschrift und beigedrückten Siegel bekräftigt worden.

So geschehen zu St. Petersburg am $\frac{\text{vierzehnten}}{\text{sechs und zwanzigsten}}$ Juli Eintausend Achthundert neun und vierzig.

Dr. *L. Gutmannsthal.* *T. Prianischnikoff.*

Von Seite des österreichischen Ministeriums für Handel, Gewerbe und öffentliche Bauten wird unter Zustimmung des Ministerrathes der wegen Aufhebung des Frankaturzwanges zwischen Russland und Oesterreich zu St. Petersburg am $\frac{14}{26}$ Juli 1849 abgeschlossene Additionalvertrag zu dem Postvertrage vom $\frac{30.\ \text{Jänner}}{11.\ \text{Februar}}$ 1843, welcher Additional-Vertrag mit den Worten „Im achten Artikel“ beginnt, und mit den Worten „beigedrückten Siegel bekräftigt worden“ schliesst, seinem ganzen, 17 Artikel umfassenden Inhalte nach, hiermit genehmigt und ratificirt.

Wien, am 1. October 1849.

Sr. k. k. apostol. Majestät Minister für Handel, Gewerbe und öffentliche Bauten, Ritter des kaiserl. österr. Ordens der eisernen Krone erster Classe und des österr. kais. Leopoldordens etc. etc.

Ritter *v. Bruck* m. p.

Von Seiten der kaiserlich-russischen Obersten Postverwaltung wird der wegen Aufhebung des Frankaturzwanges zwischen Oesterreich und Russland zu St. Petersburg am $\frac{14}{26}$ Juli 1849 abgeschlossene Additional-Vertrag zu dem Postvertrage vom $\frac{30.\ \text{Jänner}}{11.\ \text{Februar}}$ 1843, welcher Additionalvertrag mit den Worten „Im achten Artikel“ beginnt, und mit den Worten „beigedrückten Siegel bekräftigt worden“ schliesst, seinem ganzen, 17 Artikel umfassenden Inhalte nach, hiemit genehmigt und ratificirt.

St. Petersburg, den $\frac{24.\ \text{November}}{6.\ \text{December}}$ 1849.

Sr. kais. russische Majestät Minister-Dirigent des Postwesens, General von der Infanterie, General-Adjutant Sr. Majestät des Kaisers, Grosskreuz des St. Andreas- und des k. k. St. Stephan-Ordens etc. etc.

Graf *v. Adlerberg* m. p.

97.

Acte du parlement britannique, en date du 28 juillet 1849, pour faciliter les mariages des sujets britanniques séjournant dans des pays étrangers.

[12 & 13 Vict. cap. 68.] [July 28, 1849.]

Whereas an Act was passed in the 4th year of the reign of his late Majesty King George IV, intituled „An Act to relieve His Majesty's subjects from all doubt concerning the validity of certain Marriages solemnized abroad;" And whereas the provisions of the said Act are applicable only to the cases of marriages solemnized by a Minister of the Church of England in the chapel or house of any British Ambassador or Minister residing within the country to the court of which he is accredited, or in the chapel belonging to any British factory abroad, or in the house of any British subject residing at such factory, and of marriages solemnized within the British lines by any chaplain or officer, or other person officiating under the orders of the commanding officer of a British army serving abroad: and whereas large numbers of Her Majesty's subjects are resident abroad at places where the provisions of the said Act are not applicable: And whereas it is expedient to afford greater facilities for the marriage of Her Majesty's subjects resident abroad: Be it therefore enacted by the Queen's most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, that all marriages (both or one of the parties thereto being subjects or a subject of this realm) which from and after the passing of this Act shall be solemnized in the manner in this Act provided, in any Foreign country or place where there shall be a British Consul duly authorized to act in such Foreign country or place under this Act, shall be deemed and held to be as valid in the law as if the same had been solemnized within Her Majesty's dominions with a due observance of all forms required by law.

II. And be it enacted, that in every case of marriage intended to be solemnized under the provisions of this

Act, one of the parties shall give notice under his or her hand, in the form of the Schedule (A.) to this Act annexed, or to the like effect, to the Consul within whose district both the parties shall have dwelt, not less than 1 calendar month then next preceding, and shall state therein the name and surname and the profession or condition of each of the said parties intending marriage, the dwelling-place of each of them, and that each of them has dwelt within such district during such 1 calendar month at the least.

III. And be it enacted, that the Consul shall file all such notices, and keep them with the archives of his consulate, and shall also forthwith enter a true and exact copy of every such notice fairly into a register to be by him kept for that purpose, and shall likewise suspend a like true and exact copy of every such notice in some conspicuous place in the office of his consulate, during 7 successive days if the marriage is to be solemnized by licence, or 21 successive days if the marriage is to be solemnized without licence, before any marriage shall be solemnized in pursuance of such notice; and the said register and suspended copies shall be open at all reasonable times, without fee, to the inspection of persons desirous of inspecting the same; and upon the receipt of every such notice, and before registering and suspending the same, the Consul shall be entitled to have a fee of 10s.

IV. And be it enacted, that any person authorized in that behalf as hereinafter mentioned may, at any time before the solemnization of any such intended marriage, forbid the solemnization of such intended marriage, by writing the word „forbidden" opposite to the entry of the notice of such intended marriage in the register, and by subscribing thereto his or her name and place of abode, and his or her character in relation to either of the parties by reason of which he or she is so authorized; and in case the solemnization of any such intended marriage shall be so forbidden, the notice shall be void. and such intended marriage shall not be solemnized under such notice.

V. And be it enacted, that the like consent shall be required to any marriage by licence under the provisions of this Act as is now required by law to marriages solemnized in England by licence; and every person whose

consent to a marriage by licence is required by law, is hereby authorized to forbid a marriage under the provisions of this Act, whether such marriage is intended to be by licence or without licence.

VI. And be it enacted, that before any marriage by licence shall be solemnized under this Act, both the parties intending marriage shall appear before the Consul, and each of them shall make oath, or shall make his or her solemn affirmation or declaration instead of an oath that he or she believeth that there is not any impediment of kindred or alliance, or other lawful hindrance, to the said marriage, and that both of the said parties have for the space of 1 calendar month immediately preceding, respectively had their usual places of abode within the district of such Consul, and where either of the parties, not being a widower or widow, shall be under the age of 21 years, that the consent of the person or persons whose consent to such marriage is required by law has been obtained thereto, or that there is no person having authority to give such consent, as the case may be; and when and as soon as such oath, affirmation, or declaration shall have been made, the Consul shall, on payment of a fee of 20 shillings, certify under his hand on the original notice, and also in the register, that licence has been granted for the solemnization of the marriage in respect of which such notice was given; and such certificate shall be deemed and taken to be a licence for such marriage.

VII. And be it enacted, that any person, on payment of a fee of 20 shillings to the Consul, may enter a caveat with the Consul against the solemnization of the marriage of any person named therein, such caveat being signed by or on behalf of the person who enters the same, and stating his or her place of residence, and the ground of objection on which his or her caveat is founded; and if any caveat be entered as aforesaid, no marriage of the person named therein shall be solemnized until the Consul shall have examined into the matter of the caveat, and shall be satisfied that it ought not to obstruct the solemnization of the said marriage, or until the caveat shall be withdrawn by the party who entered the same; and in cases of doubt, it shall be lawful for the Consul to transmit to one of Her Majesty's Principal Secretaries of State a copy of such caveat, with such

statement in relation thereto as such Consul may think fit, and such Secretary of State shall refer the same to the Registrar-General of Births, Deaths, and Marriages in England, for his decision; and the said Registrar-General, having decided thereon, shall transmit his decision in writing to the said Secretary of State, who shall communicate the same to the said Consul: provided always, that in case the Consul refuse to solemnize or to allow to be solemnized in his presence the marriage of any person requiring such marriage to be solemnized, such person shall have a right of appeal to one of Her Majesty's Principal Secretaries of State, who shall thereupon either confirm the refusal or direct the solemnization of the marriage.

VIII. And be it enacted, that whenever any marriage shall not be had within 3 calendar months next after notice shall have been so given to and entered by the Consul as aforesaid, or where, in the case of any such caveat as aforesaid, a statement shall have been transmitted as aforesaid, or where, on such refusal as aforesaid of the Consul, a person shall appeal as aforesaid, and the marriage shall be directed to be solemnized, then, within 3 calendar months after the receipt from the Secretary of State of the decision with respect to such caveat or on such appeal, the notice shall be void; and the marriage in respect of which such notice was given shall not be solemnized until a new notice shall have been given, and copies thereof entered in the register, and suspended in the office of the Consulate, in accordance with the provisions of this Act.

IX. And be it enacted, that after the expiration of 7 days if the marriage is by licence, or of 21 days if the marriage is without licence, after notice shall have been so given to and entered by the Consul as aforesaid, provided no lawful impediment be shown to the satisfaction of the Consul why the marriage should not be solemnized, and that the marriage has not been forbidden in manner herein provided, it shall be lawful for the Consul to solemnize, or allow to be solemnized by any other person in his presence, the marriage in respect of which such notice shall have been given, between and by the parties described in such notice; and every such marriage shall be solemnized at the British Consulate, with open doors, between the hours of 8 and 12 in the

forenoon, in the presence of 2 or more witnesses, and may be solemnized, in the presence of the Consul, according to the rites of the United Church of England and Ireland, or according to such other form and ceremony as the parties thereto may see fit to adopt, or may, where the parties shall so desire, be solemnized by the Consul; and in the solemnization of every such marriage not solemnized according to the rites of the United Church of England and Ireland, in some part of the ceremony, and in the presence of the Consul and witnesses, each of the parties shall declare,

„I do solemnly declare, that I know not of any lawfuf impediment why I A. B. may not be joined in matrimony to C. D."

And each of the parties shall say to the other,

„I call upon these persons here present to witness, that I A. B. do take thee, C. D., to be my lawful wedded wife [or husband]."

X. And be it enacted, that the Consul shall be entitled, for every marriage which shall be solemnized under this Act by him or in his presence, to have from the parties married the sum of 20 shillings, if the marriage shall be by licence, and otherwise the sum of 10 shillings.

XI. And be it enacted, that the Consul shall forthwith register in duplicate every marriage solemnized as aforesaid, in 2 marriage register books, to be furnished to him for that purpose from time to time by the Registrar-General (through one of Her Majesty's Principal Secretaries of State), according to the form provided for the registration of marriages by an Act of the 7th year of the reign of King William IV, intituled „An Act for registering births, deaths, and marriages in England," or as near to such form as the difference of the circumstances will admit of; and the entry in each such book of every such marriage shall be signed by the person by whom the marriage shall have been solemnized, if there shall be any such person other than the Consul, and by the Consul and both the parties married, and attested by 2 witnesses; and all such entries shall be made in regular order from the beginning to the end of each such book, and the number of the place of entry in each duplicate marriage book shall be the same.

XII. And be it enacted, that in the month of January

in every year, every Consul shall make and transmit to one of Her Majesty's Principal Secretaries of State, to be transmitted by him to the Registrar-General, a true copy, certified by such Consul under his hand and Consular seal, according to the form in the Schedule (B.) to this Act annexed, of all the entries of marriage during the preceding year in the register book kept by him; and if there shall have been no marriage registered during such preceding year, the Consul shall certify such fact under his hand and Consular seal; and the Consul shall keep the said duplicate marriage register books safely until the same shall be filled, and one of such duplicate marriage register books, when filled, shall be transmitted to one of Her Majesty's principal Secretaries of State, to be transmitted by him to the Registrar-General.

XIII. And be it enacted, that after any marriage shall have been solemnized under this Act, it shall not be necessary, in support of such marriage, to give any proof of the actual dwelling for the time required by this Act of either of the parties, previous to the marriage, within the district wherein such marriage was solemnized, or of the consent of any person whose consent thereto is required by law, nor shall any evidence to prove the contrary be given in any suit touching the validity of such marriage.

XIV. And be it enacted, that it shall be lawful for the Consul by whom or in whose presence any marriage is solemnized under this Act, to ask of the parties to be married the several particulars required to be registered touching such marriage.

XV. And be it enacted, that if any marriage shall be had under the provisions of this Act by means of any wilfully false notice, oath, affirmation, or declaration made by either party to such marriage, as to any matter to which a notice, oath, affirmation, or declaration is by this Act required, it shall be lawful for Her Majesty's Attorney-General or Solicitor-General to sue for the forfeiture of all estate and interest in any property accruing to the offending party by such marriage; and the proceedings thereupon, and the consequences thereof, shall be the same as are provided by law in the like case with regard to marriages solemnized by licence in England according to the rites of the Church of England.

XVI. And be it enacted, that every person who shall knowingly and wilfully make any oath, affirmation, or declaration, or sign any false notice, required by this Act, for the purpose of procuring any marriage, and every person who shall forbid any such marriage by falsely representing himself or herself to be a person whose consent to such marriage is required by law, knowing such representation to be false, shall suffer the penalties of perjury; and such offender may be tried in any county or place in England in the same manner and may be dealt with in all respects as if the offence had been committed in such county or place in England.

XVII. And be it enacted, that in any and every action or suit for forfeiture, and upon any and every prosecution for perjury, as aforesaid, the declaration and certificate of the Consul, under his hand and Consular seal, shall be received and taken as good and valid evidence in the law of all facts and matters stated in such declaration and certificate, without its being necessary for the said Consul to attend in person to prove the same.

XVIII. And be it enacted, that this Act shall be taken to be part of the said Act for registering births, deaths, and marriages in England, as fully and effectually as if incorporated therewith; and that every Consul shall be deemed a registrar unter the said Act; and that all the provisions and penalties of the said Act relating to any registrar, or register of marriages or certified copies thereof, shall be taken to extend to every such Consul, and the registers of marriages under this Act, and to the certified copies thereof, so far as the same are applicable thereto.

XIX. And be it enacted, that every British Consul-General and Consul already appointed or hereafter to be appointed to reside in any Foreign country or place, who shall be directed or authorized, by writing under the hand of one of Her Majesty's Principal Secretaries of State, to solemnize and register marriages, and any person duly authorized to act in the absence of such Consul, or in any Foreign place where there is no British Consul resident, any Vice-Consul or Consular Agent who shall be direced or authorized as aforesaid by one of Her. Majesty's Principal Secretaries of State to solemnize and register marriages in such place, shall, in the country or place in which he is so appointed to reside, or in

which he is directed or authorized to solemnize and register marriages as aforesaid, be a Consul duly authorized for all the purposes of this Act; and in the construction of this Act the term „Consul“ shall (save where such construction would be inconsistent with the context) be construed to mean a Consul so autorized; and the district of every such Consul for the purposes of this Act shall be all or such parts of the Foreign country in which (or at a place within which) such Consul is appointed to reside, or is so directed or authorized as aforesaid, as such Secretary of State may, by such writing under his hand, direct, or, where there shall be no direction in this behalf, shall be the district of the Consulate of such Consul.

XX. And whereas many marriages have been entered into abroad by British subjects under circumstances which may occasion doubts as to the validity of such marriages, and it is expedient that such marriages should be confirmed in the cases hereinafter mentioned: Be it enacted, that all marriages, both or one of the parties being subjects or a subject of this realm, which, before the passing of this Act, have been solemnized in any Foreign country or place, or on board a British vessel of war on any Foreign station, by a minister in holy orders according to the rites and ceremonies of the Church of England, or of Ireland, or of the United Church of England and Ireland, or by an ordained minister of the Church of Scotland; and all marriages of the like parties which have been solemnized according to any religious rites or ceremonies, or contracted per verba de praesenti in any Foreign country or place in the presence of any British Ambassador, Minister, Chargé d'Affaires, Consul-General, Consul, or Vice-Consul, excercising his functions within the Foreign country or place in which such marriages have been had, or on board a British vessel of war on any Foreign station in the presence of the officer commanding such vessel; and all marriages of the like parties which have been solemnized according to any religious rites or ceremonies, or contracted per verba de praesenti in any Foreign country or place, and registered by or under the authority of any British Consul-General, Consul, or Vice-Consul exercising his functions within such Foreign country or place, the signatures of the parties

being written in the register, shall be deemed and held to be as valid in the law, and cognizable in the like manner as if the same had been solemnized within Her Majesty's dominions with a due observance of all forms required by law: Provided always, that this enactment shall not extend to render valid any marriage which before the passing of this Act has been declared invalid by any court of competent jurisdiction in any proceeding touching such marriage, or any right dependent on the validity or invalidity thereof, or any marriage where either of the parties has afterwards, during the life of the other, lawfully intermarried with any other person.

XXI. Provided always, and be it enacted, that nothing in this Act contained shall confirm, or impair, or in anywise affect, or be construed to confirm, or impair, or in anywise affect, the validity in law of any marriage solemnized beyond the seas, otherwise than as herein provided; and this Act shall not extend to the marriage of any of the Royal Family.

Schedule (A.) Notice of Marriage.

To the [British Consul-General or Consul] at

I hereby give you notice, that a marriage is intended to be had within 3 calendar months from the date hereof between me and the other party herein named and described; (that is to say)

Name and Surname.	Condition.	Rank or Profession.	Age.	Dwelling Place.	Length of Residence.
John Brown ...	Widower ...	...	Of full Age	...	...
Elizabeth Reeve ...	Spinster ...	...	Minor ...	...	...

Witness my hand, this day of

(Signed) *John Brown.*

Schedule (B.) Certificate of Consul.

I, [Consul-General or Consul] residing at do hereby certify, that this is a true copy of the entries of marriages registered in my office, from the entry of the marriage of John Brown and Elizabeth Reeve, Number One, to the entry of the marriage of

Michael Jones and Maria Tomkins, Number Fourtheen.

Witness my hand and seal, this day of January, 1850.

(Signature and Consular Seal of the Consul-General or Consul.)

98.

Traité de soumission, signé dans la vallée de Cheille, le 9 septembre 1849, entre les États-Unis de l'Amérique et la tribu indienne des Navajos. Ratifié de la part des États-Unis le 9 septembre 1850.

The following acknowledgements, declarations, and stipulations, have been duly considered, and are now solemnly adopted and proclaimed by the undersigned: that is to say, John M. Washington, Governor of New Mexico, and Lieutenant-Colonel commanding the troops of the United States in New Mexico, and James S. Calhoun, Indian agent, residing at Santa Fé, in New Mexico, representing the United States of America, and Mariano Martinez, Head Chief, and Chapitone, second Chief, on the part of the Navajo tribe of Indians.

I. The said Indians do hereby acknowledge that, by virtue of a treaty entered into by the United States of America and the United Mexican States, signed on the second day of February, in the year of our Lord eighteen hundred and forty-eight, at the city of Guadalupe Hidalgo, by N. P. Trist, of the first part, and Luis G. Cuevas, Bernardo Couto, and Mgl. Atristain, of the second part, the said tribe was lawfully placed under the exclusive jurisdiction and protection of the government of the said United States, and that they are now, and will forever remain, under the aforesaid jurisdiction and protection.

II. That from and after the signing of this treaty, hostilities between the contracting parties shall cease, and perpetual peace and friendship shall exist; the said tribe hereby solemnly covenanting that they will not associate

with, or give countenance or aid to, any tribe or band of Indians, or other persons or powers, who may be at any time at enmity with the people of the said United States; that they will remain at peace, and treat honestly and humanely all persons and powers at peace with the said States; and all cases of aggression against said Navajoes by citizens or others of the United States, or by other persons or powers in amity with the said States, shall be referred to the government of said States for adjustment and settlement.

III. The government of the said States having the sole and exclusive right of regulating the trade and intercourse with the said Navajoes, it is agreed that the laws now in force regulating the trade and intercourse, and for the preservation of peace with the various tribes of Indians under the protection and guardianship of the aforesaid government, shall have the same force and efficiency, and shall be as binding and as obligatory upon the said Navajoes, and executed in the same manner, as if said laws had been passed for their sole benefit and protection; and to this end, and for all other useful purposes, the government of New Mexico, as now organized, or as it may be by the government of the United States, or by the legally constituted authorities of the people of Mew Mexico, is recognized and acknowledged by the said Navajoes; and for the due enforcement of the aforesaid laws, until the government of the United States shall otherwise order, the territory of the Navajoes is hereby annexed to New Mexico.

IV. The Navajo Indians hereby bind themselves to deliver to the military authority of the United States in New Mexico, at Santa Fe, New Mexico, as soon as he or they can be apprehended, the murderer or murderers of Micente Garcia, that said fugitive or fugitives from justice may be dealt with as justice may decree.

V. All American and Mexican captives, and all stolen property taken from Americans or Mexicans, or other persons or powers in amity with the United States, shall be delivered by the Navajo Indians to the aforesaid military authority at Jemez, New Mexico, on or before the 9th day of October next ensuing, that justice may be meted out to all whom it may concern; and also all Indian captives and stolen property of such tribe or tribes of Indians as shall enter into a similar reciprocal

treaty, shall, in like manner, and for the same purposes, be turned over to an authorized officer or agent of the said States by the aforesaid Navajoes.

VI. Should any citizen of the United States, or other person or persons subject to the laws of the United States, murder, rob or otherwise maltreat any Navajo Indian or Indians, he or they shall be arrested and tried, and, upon conviction, shall be subjected to all the penalties provided by law for the protection of the persons and property of the people of the said States.

VII. The people of the United States of America shall have free and safe passage through the territory of the aforesaid Indians, under such rules and regulations as may be adopted by authority of the said States.

VIII. In order to preserve tranquility, and to afford protection to all the people and interests of the contracting parties, the government of the United States of America will establish such military posts and agencies, and authorize such trading-houses, at such time and in such places as the said government may designate.

IX. Relying confidently upon the justice and the liberality of the aforesaid government, and anxious to remove every possible cause that might disturb their peace and quiet, it is agreed by the aforesaid Navajoes that the government of the United States shall, at its earliest convenience, designate, settle, and adjust their territorial boundaries, and pass and execute in their territory such laws as may be deemed conducive to the prosperity and happiness of said Indians.

X. For and in consideration of the faithful performance of all the stipulations herein contained, by the said Navajo Indians, the government of the United States will grant to said Indians such donations, presents, and implements, and adopt such other liberal and humane measures as said government may deem meet and proper.

XI. This treaty shall be binding upon the contracting parties from and after the signing of the same, subject only to such modifications and amendments as may be adopted by the government of the United States; and, finally, this treaty is to receive a liberal construction, at all times and in all places, to the end that the said Navajo Indians shall not be held responsible for the conduct of others, and that the government of the United

States shall so legislate and act as to secure the permanent prosperity and happiness of said Indians.

In faith whereof, we, the undersigned, have signed this treaty, and affixed thereunto our seals, in the valley of Cheille, this the ninth day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty-nine.

J. M. Washington, (L. S.)
Brevet Lieutenant-Colonel Commanding.

James S. Calhoun, (L. S.)
Indian Agent, residing at Santa Fé.

Mariano Martinez, his x mark, (L. S.)
Head Chief.

Chapitone. his x mark, (L. S.)
Second Chief.

J. L. Collins.
James Conklin.
Lorenzo Force.
Antonio Sandoval, his x mark.
Francisco Josto, his x mark.
Governor of Jemez.

Suivent les signatures des témoins.

99.

Convention de commerce et de navigation entre la Sardaigne et la Toscane, signée à Turin, le 24 septembre 1849).*

Sua Maestà il Re di Sardegna, e Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, nella mira di promuovere le relazioni commerciali fra i loro Stati, erano addì cinque giugno dell' anno mille ottocento quarantasette addivenuti fra loro ad un apposito Trattato di commercio contenente varie disposizioni dirette allo scopo di un comune vantaggio per i sudditi loro rispettivi. Coll' articolo 10 di quell' accordo, il Re di Sardegna si era per altro riservato a favore della sua bandiera i diritti

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Turin, le 21 septembre 1849.

differenziali stabiliti nei suoi porti sui cereali, olio d'oliva e vini trasportati direttamente dal Mar Nero, dai porti dell' Adriatico e dal Mediterraneo fino al Capo Trafalgar: e per reciprocità il Granduca di Toscana erasi riservato dal canto suo la facoltà di fissarne, quando gli piacesse, dei corrispondenti sui medesimi generi nei proprii dominii a carico del commercio Sardo.

Desiderando adesso i due Sovrani che tale accordo riceva quella maggiore estensione, di cui può essere suscettibile in conformità delle vedute dalle quali ebbe origine, e ben ponderata la specialità dei rapporti del commercio marittimo dei loro Stati, hanno dovuto riconoscere la utilità e la convenienza di toglier di mezzo qualsiasi incaglio che tuttora rimanga sussistente alla bandiera di uno dei due paesi per la introduzione nei porti dell' altro di qualunque genere o prodotto, e specialmente di quelli che col precitato articolo 10 restarono temporariamente esclusi da una assoluta parità di trattamento.

E perciò Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana volendo ora mandare ad effetto queste loro risoluzioni, hanno di pieno accordo determinato d'abolire il disposto dell' anzidetto articolo 10, ed hanno a questo fine nominato per loro speciale Plenipotenziario:

Sua Maestà il Re di Sardegna, il Cav. Luigi Federico Menabrea, Cav. del sacro militare Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Colonello del Genio militare e Primo Ufficiale nel Ministero per gli affari esteri; e

Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, il Commendatore Giulio Martini, Cavaliere dell' insigne militare Ordine di Santo Stefano Papa e martire, Commendatore dell' Ordine del Merito sotto il titolo di San Giuseppe, di quello sacro militare dei Santi Maurizio e Lazzaro di Sardegna e dell' altro imperiale Russo di Sant' Anna di seconda classe, Cavaliere dell' Ordine Francese della Legione d'onore, decorato dell' Ordine Piano di prima classe, e di quello Lucchese di San Ludovico di seconda classe, Ciamberlano della prefata Altezza Sua Imperiale e Reale e suo Ministro residente presso la Real Corte di Sardegna.

I quali dopo essersi communicati i rispettivi loro pienipoteri, e d'aver quelli trovati in buona e debita forma, han convenuto quanto segue:

I. L'articolo 10 Del Trattato del cinque giugno mille

ottocento quarantasette fra la Corte di Sardegna e quella di Toscana, il quale contiene la riserva a favore della rispettiva bandiera nazionale, di diritti differenziali sui cereali, olio di oliva e vini trasportati direttamente dal Mar Nero, dai porti dell' Adriatico e dal Mediterraneo fino al Capo Trafalgar, resta, in forza della presente Convenzione, pienamente abolito.

II. Per effetto di tale abolizione la bandiera Sarda nei porti dei dominii di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, e vice versa la Toscana in quelli di Sua Maestà il Re di Sardegna appena la presente Convenzione abbia ricevute le necessarie sanzioni, godranno di una perfetta parità di trattamento con la bandiera nazionale, anche per i generi esclusi mediante il citato Trattato del mille ottocento quarantasette.

III. Nulla è nel rimanente innovato al suddetto Trattato del cinque giugno mille ottocento quarantasette, le cui disposizioni continueranno ad essere nella piena loro attività.

IV. La presente Convenzione, che sarà ratificata fra quattro settimane, e più presto se si potrà, rimarrà in vigore a tutto il trenta giugno mille ottocento cinquantasette, cioè a dire per il termine prefisso dalle due Corti alla durata del precedente Trattato del cinque giugno mille ottocento quarantasette, del quale s'intende che debba riguardarsi come parte integrante, di modo che per la disdetta o la continuazione di essa nel tempo a detta epoca successivo dovranno seguirsi come se fossero qui testualmente ripetute le norme stabilite all' articolo 13 del predetto Trattato.

In fede di che i Plenipotenziarii l'hanno munita della loro firma, apponendovi il sigillo delle loro armi.

Torino, addì ventiquattro settembre mille ottocento quarantanove.

L. F. Menabrea (L. S.)

G. Martini. L. S.)

100.

Convention entre la Prusse et l'Autriche pour la formation provisoire d'une nouvelle commission centrale de la confédération germanique, signée à Vienne, le 30 septembre 1849; suivie d'un protocole sur l'échange des ratifications, signé à Vienne, le 13 octobre 1849.

Nachdem der Herr Erzherzog Reichsverweser wiederholt den Wunsch ausgesprochen hat, dass Ihm die Möglichkeit geboten werde, Seiner Würde zu entsagen, und die Ihm mit Bundesbeschluss vom 12. Juli v. J. anvertraute Gewalt wieder an bis Gesammtheit der Mitglieder des deutschen Bundes zurückzugeben;

und in Erwägung der Nothwendigkeit, dass für einen solchen Fall ein neues allgemein anerkanntes Central-Organ die Leitung der gemeinsamen Angelegenheiten des deutschen Bundes übernehme und bis zur definitiven Gestaltung seiner inneren Verhältnisse besorge,

haben die beiden Höfe von Wien und Berlin sich behufs der Bildung einer solchen neuen provisorischen Bundes-Central-Gewalt über einen ihren übrigen Bundesgenossen vorzulegenden Vorschlag zu verständigen gesucht.

Demgemäss sind die Unterzeichneten am heutigen Tage zusammengetreten, um auf Grundlage der zwischen ihren Allerhöchsten Höfen gepflogenen Verhandlungen über nachstehende Punkte übereinzukommen, und diese Uebereinkunft. unter Vorbehalt der Ratification durch ihre Unterschrift zu beglaubigen.

§. 1. Die deutschen Bundes-Regierungen verabreden im Einverständniss mit dem Reichsverweser ein Interim, wonach Oesterreich und Preussen die Ausübung der Centralgewalt für den deutschen Bund im Namen sämmtlicher Bundes-Regierungen bis zum 1. Mai 1850 übernehmen, insofern dieselbe nicht früher an eine definitive Gewalt übergehen kann.

§. 2. Der Zweck des Interims ist die Erhaltung des deutschen Bundes als eines völkerrechtlichen Vereines der deutschen Fürsten und freien Städte zur Bewahrung der Unabhängigkeit und Unverletzlichkeit ihrer im Bunde be-

griffenen Staaten, und zur Erhaltung der inneren und äusseren Sicherheit Deutschlands.

§. 3. Während des Interims bleibt die deutsche Verfassungs-Angelegenheit der freien Vereinbarung der einzelnen Staaten überlassen. Dasselbe gilt von den nach Artikel VI. der Bundesakte dem Plenum der Bundesversammlung zugewiesenen Angelegenheiten.

§. 4. Wenn bei Ablauf des Interims die deutsche Verfassungs-Angelegenheit noch nicht zum Abschlusse gediehen sein sollte, so werden die deutschen Regierungen sich über den Fortbestand der hier getroffenen Uebereinkunft vereinbaren.

§. 5. Die seither von der provisorischen Centralgewalt geleiteten Angelegenheiten, insoweit dieselben, nach Massgabe der Bundesgesetze, innerhalb der Kompetenz des engeren Rathes der Bundesversammlung gelegen waren, werden während des Interims einer Bundeskommission übertragen, zu welcher Oesterreich und Preussen je zwei Mitglieder ernennen, und welche ihren Sitz zu Frankfurt nimmt. Die übrigen Regierungen können sich einzeln oder mehrere gemeinschaftlich durch Bevollmächtigte bei der Bundeskommission vertreten lassen.

§. 6. Die Bundeskommission führt die Geschäfte selbstständig unter Verantwortlichkeit gegen ihre Vollmachtgeber. Sie fasst ihre Beschlüsse nach gemeinsamer Berathung. Im Falle sie sich nicht zu vereinigen vermag, erfolgt die Entscheidung durch Verständigung zwischen den Regierungen von Oesterreich und Preussen, welche erforderlichen Falles einen schiedsrichterlichen Ausspruch veranlassen werden. Dieser Ausspruch wird durch drei deutsche Bundes-Regierungen gefällt. Im eintretenden Falle hat jedesmal Oesterreich einen und Preussen den anderen der Schiedsrichter zu wählen. Die beiden auf diese Weise designirten Regierungen vereinigen sich zur Ergänzung des Schiedsgerichts über die Wahl des dritten.

Die Mitglieder der Bundeskommission theilen sich in die ihr zugewiesenen Geschäfte, die sie, der bestehenden Bundesgesetzgebung und insbesondere der Bundes-Kriegsverfassung gemäss, entweder selbst besorgen, oder deren Besorgung leiten und überwachen.

§. 7. Sobald die Zustimmung der Regierungen zu gegenwärtigem Vorschlage erfolgt ist, wird der Reichsverweser Seiner Würde entsagen, und die Ihm übertragenen Rechte und Pflichten des Bundes in die Hände Sr. Maje-

stät des Kaisers von Oesterreich und Sr. Majestät des Königs von Preussen niederlegen.

Nach erfolgter Ratifikation, welche durch gegenseitig auszuwechselnde Ministerial-Erklärungen binnen 10 Tagen von heute an gerechnet, dahier zu erfolgen hat, und nach Eintreffen der Zustimmung des Herrn Erzherzogs Reichsverwesers, welche das Kaiserl. Kabinet zur Vermeidung jedes Zeitverlustes sofort eventuell einzuholen besorgt sein wird, werden die beiden Höfe von Wien und Berlin gemeinschaftlich sämmtliche deutsche Regierungen zum Beitritte einladen.

Gegenwärtiger Akt ist in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt worden.

Geschehen zu Wien im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten am 30. September 1849.

(L. S.)

(gez.) *Bernstorff.* (gez.) *F. Schwarzenberg.*

Protocole sur l'échange des ratifications signé à Vienne, le 13 octobre 1849.

Nachdem Seine Majestät der König von Preussen und Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich die von Allerhöchstihren beiderseitigen Bevollmächtigten am 30. v. M. über die Bildung einer provisorischen Bundes-Centralkommission zu Wien abgeschlossene Uebereinkunft zu genehmigen und demnach anzuordnen geruht haben, dass die Allerhöchstdenenselben vorbehaltene Ratification dieser Uebereinkunft durch entsprechende Ministerial-Erklärungen stattzufinden habe, sind die Unterzeichneten am heutigen Tage zusammengetreten, um die Königl. preussischer Seits zu Berlin am 10. d. M. und Kaiserl. österreichischer Seits zu Wien am 12. d. M. vollzogenen Ratificationsurkunden gegenseitig auszuwechseln.

Hierauf eröffnete der Kaiserl. österreichische Bevollmächtigte, dass Seine Kaiserl. Hoheit der Erzherzog Reichsverweser Höchstihre Zustimmung zu dieser Uebereinkunft bereits ertheilt haben, legte die diesfalls an die Kaiserl. Regierung gelangte Erklärung im Originale vor, und übergab dem Königl. preussischen Bevollmächtigten eine beglaubigte Abschrift dieser Urkunde, welche wortgetreu lautet, wie folgt:

„Zu der am 30. September d. J. zu Wien zwischen der Kaiserl. Königl. österreichischen und der Königl. preussischen Regierung abgeschlossenen und vom Für-

sten Schwarzenberg und Grafen Bernstorff unterzeichneten Konvention über Bildung einer neuen provisorischen Centralgewalt für Deutschland gebe Ich hiermit Meine Zustimmung und die Erklärung, dass, wenn die in jener Konvention erwähnte Zustimmung sämmtlicher deutscher Regierungen zu derselben erfolgt sein wird, Ich bereit sein werde, Meiner Würde als deutscher Reichsverweser zu entsagen, und die Mir am 12. Juli 1848 von der deutschen Bundesversammlung übertragenen Rechte und Pflichten in die Hände Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich und Seiner Majestät des Königs von Preussen niederzulegen.

Frankfurt a. M., den 6. Oktober 1849.

Der Reichsverweser.
(L. S.) (gez.) Erzherzog *Johann.*
Der Präsident des Reichs-Ministerraths.
(gez.) *Wittgenstein.*

Da sonach der Bedingung entsprochen ist, welche der §. 1 der Uebereinkunft vom 30. September d. J. festsetzt, werden sofort von Seite Preussens und Oesterreichs die geeigneten gemeinschaftlichen Schritte gethan werden, um die Zustimmung der übrigen deutschen Bundesregierungen zu der in Rede stehenden Uebereinkunft in möglichst kurzer Frist zu erlangen.

Geschehen zu Wien im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten und in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt am dreizehnten Oktober 1849.

(gez.) *Bernstorff.* (gez.) *Schwarzenberg.*
(L. S.)

101.

*Protocole d'une conférence tenue à Berlin, le 3 octobre 1849, entre les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, relative aux télégraphes électro-magnétiques *).*

Verhandelt Berlin den 3. October 1849.

Anwesend:

K. K. österreichischer Seits der ausserordentliche Ge-

---

*) Ce protocole a été publié en Autriche sous la dénomination de „Traité!"

sandte und bevollmächtigte Minister, Feldmarschall-Lieutenant Freiherr von Prokesch-Osten; königl. preussischer Seits der geheime Ober-Finanzrath Mellin.

Nachdem die k. k. österreichische und königl. preussische Staatsregierung übereingekommen sind, wegen Herstellung der Verbindung und Benützung elektro-magnetischer Telegraphen-Linien nähere Verabredung zu treffen, so haben die zu diesem Behufe ernannten nebenstehend bezeichneten Commissarien, unter dem Vorbehalte ministerieller Bestätigung, sich über folgende Bestimmungen vereiniget, und solche in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt.

§. 1. Zunächst soll eine elektro-magnetische Telegraphen-Verbindung zwischen Triest, Wien, Oderberg, Berlin und Hamburg längs den betreffenden Eisenbahnen oder Chausséen eingerichtet werden. Dabei wird jedoch beiderseits sogleich ausgesprochen, dass die Verbindungen auf das ganze System der beiderseitigen Staats-Telegraphen-Linien ausgedehnt, und für solche alsdann ähnliche Vereinbarungen getroffen werden sollen.

§. 2. Die k. k. österreichische Regierung hat bereits einen elektro-magnetischen Telegraphen von Triest über Wien nach Oderberg angelegt, und wird solchen gehörig unterhalten lassen.

Die königl. preussische Regierung hat ebenso einen elektro-magnetischen Telegraphen von Hamburg nach Berlin angelegt, und wird solchen gleichmässig gehörig unterhalten lassen. Ferner wird die königl. preussische Regierung eine elektro-magnetische Telegraphen-Linie von Breslau über Cosel und Ratibor nach dem Bahnhofe der Kaiser Ferdinands-Nordbahn bei Oderberg führen und unterhalten lassen.

Auf der niederschlesisch-märkischen Eisenbahn ist von Berlin bis Breslau bereits eine solche Anlage vorhanden; und deren Benützung Seitens der königl. preussischen Regierung, sowie deren gehörige Bedienung und Unterhaltung durch einen besonderen Vertrag mit der Eisenbahn-Gesellschaft sichergestellt. Inzwischen wird die königl. preussische Regierung Bedacht nehmen, für die Folge auch noch eine besondere Telegraphen-Anlage zwischen Berlin und Breslau auf Staatskosten zur Beförderung von Depeschen des Staates und des Publikums ausführen zu lassen.

Die k. k. österreichische Regierung übernimmt die

Zustimmung der k. k. priv. Ferdinands-Nordbahn-Gesellschaft dazu zu beschaffen, dass von der königl. preussischen Regierung und auf Kosten der Letzteren die Drahtleitung von der Gränze bis nach dem Oderberger Bahnhofe in den Eisenbahndamm gelegt werden kann, ohne dass desshalb von der Eisenbahn-Gesellschaft eine Vergütung in Anspruch genommen werden darf.

§. 3. Auf dem Eisenbahnhofe bei Oderberg wird eine gemeinschaftliche Gränzstation angelegt. In dieser werden die ankommenden Depeschen von den beiderseitigen Telegraphen-Beamten einander zur unverzüglichen Weiterbeförderung mitgetheilt. Die kais. österreichische Regierung übernimmt die Beschaffung der dazu erforderlichen Räumlichkeiten, wozu die königl. preussische Regierung die Hälfte des Pachtzinses und der sonstigen Unterhaltungskosten beiträgt. Namentlich sollen zwei miteinander bequem verbundene Geschäftslokale beschafft werden, worin die beiderseitigen Apparate aufgestellt werden können und die beiderseitigen Beamten arbeiten. Ausserdem wird die k. k. österreichische Regierung angemessene Wohnungsräume für die dort zu stationirenden preussischen Telegraphen-Beamten beschaffen lassen, doch trägt die königl. preussische Regierung die diessfälligen Kosten, worüber demnächst eine besondere Vereinbarung getroffen werden soll. Die preussischen Telegraphen-Beamten behalten ungeachtet ihrer Anstellung im kais. österreichischen Gebiete das preussische Unterthanenrecht: sie sind rücksichtlich der Disciplin des ihnen übertragenen Dienstes der königl. preussischen Telegraphen-Verwaltung, in allem Uebrigen aber den kais. österreichischen Behörden und Gerichten unterworfen. Letzteres bezieht sich namentlich auf die allgemeine Abgabepflichtigkeit; dagegen sind sie von der Verpflichtung zum Militär und Nationalgardendienst und was dazu gehört, frei.

§. 4. Den beiderseitigen Staatsregierungen bleibt es ganz überlassen, welche Einrichtungen sie ihren Leitungen und Telegraphenapparaten geben wollen; jede Verwaltung wird sich aber bemühen, die neusten und besten Erfindungen in Anwendung zu bringen, damit die Depeschen mit immer grösserer Sicherheit und Schnelligkeit befördert werden.

§. 5. Zunächst soll die telegraphische Verbindung zur Beförderung von Depeschen der Organe der beider-

seitigen Staatsregierungen dienen und zu diesem Zwecke wollen die beiderseitigen Regierungen die Anlage binnen spätestens drei Monaten nach Ratification des gegenwärtigen Vertrages vollenden.

Beide Regierungen haben jedoch die Absicht, die Telegraphen-Anlage auch zur allgemeinen Benützung des gesammten Publikums einzurichten und wird verabredet, dass die dazu erforderlichen Einrichtungen so beschleuniget werden sollen, dass längstens zwölf Monate nach der Ratification dieses Vertrages diese Benützung Seitens des Publikums beginnen kann. Jeder Regierung bleibt das Recht vorbehalten, wenn sie es für nothwendig erachtet, die telegraphische Privatcorrespondenz auf ihrem Gebiete zeitweise ganz oder in gewissen Richtungen einzustellen.

§. 6. Die den beiderseitigen Telegraphen-Beamten zu ertheilende Dienstanweisung wollen sich die beiden Staatsregierungen einander zur Kenntnissnahme mittheilen. Auf die gewissenhafte Erfüllung der ihnen ertheilten Dienstanweisungen sollen die Telegraphen-Beamten vereidiget werden.

§. 7. Die Depeschen werden in der Regel nach der Zeit ihrer Anmeldung gleichmässig befördert, wobei aber die Staatsdepeschen und die für den Eisenbahndienst, denen des Publikums immer vorangehen. Von den Staatsdepeschen sollen diejenigen, die als besonders eilig mit „citissime" bezeichnet werden, den Vorrang haben. Werden solche von beiden Seiten angemeldet, so soll in der Weise eine Abwechslung eintreten, dass an den Kalendertagen mit geraden Zahlen die k. k. österr., dagegen an den mit ungeraden Zahlen die königl. preussischen Staatsdepeschen den Vorrang haben.

§. 8. Die beiderseitigen Staatsregierungen wollen die nöthige Vorsorge treffen, dass die Depeschen auch über Wien und Berlin hinaus, nach allen bereits errichteten und noch zu errichtenden Telegraphen-Stationen möglichst schnell befördert werden.

§. 9. Die Kosten der Beförderung aller Depeschen, also auch der Staatsdepeschen sollen gleichmässig nach den in den betreffenden Staaten stattfindenden Tarifen berechnet werden.

§. 10. Der Austausch der beiderseitigen Bestätigungs-

urkunden des gegenwärtigen Protokolles soll binnen vier Wochen erfolgen.

Hiermit ist das Protokoll geschlossen und von beiden Commissarien unterzeichnet worden.

Mellin m. p. *v. Prokesch* m. p.

102.

Publication du gouvernement de Saxe relative à une convention conclue avec la Bavière pour régler les frais des réquisitions judiciaires. Signée à Dresde, le 4 octobre 1849.

In Gemässheit eines mit der Königl. Bayerschen Regierung getroffenen Uebereinkommens wegen gebühren- und stempelfreier Erledigung der Requisitionen der beiderseitigen Gerichte in Civilsachen unvermögender Personen wird mit Allerhöchster Genehmigung hierdurch Folgendes verordnet:

Requisitionen, welche von Bayerschen Behörden in Civilsachen unvermögender Personen an Gerichte des Königreichs Sachsen ergehen, sind von letzteren, sobald die Sache als Armensache bezeichnet oder sonst von der requirirenden Behörde das Unvermögen der zahlungspflichtigen Betheiligten bezeugt ist, sportel- und stempelfrei zu erledigen und nur die nothwendigen baaren Verläge, einschliesslich der Schreibelöhne, in Ansatz zu bringen; wogegen das Gleiche auch von den Bayerschen Gerichten gegen die diesseitigen Behörden in dergleichen Requisitionsfällen beobachtet werden wird.

Die auf Requisitionen Bayerscher Behörden in Sachen der bemerkten Art zu erlassenden verschlossenen Antwortschreiben sind ausserhalb mit der Bezeichnung: „Armensache“ (A. S.) zu versehen, welche ihnen auf den Königl. Bayerschen Posten portofreie Beförderung sichert.

Wegen der Requisitionen in Strafrechtsfällen bewendetes bei der Declaration vom 1. September 1823 (Seite 111 der Gesetzsammlung von 1823.)

Dresden, am 4. October 1849.

Ministerium der Justiz

D. Zschinsky. *Manitius.*

103.

Convention d'extradition, entre la France et la ville libre et Anséatique de Hambourg, signée à Hambourg, le 5 février 1848).*

Sa Majesté le roi des Français et le sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg, étant convenus de conclure une convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs, savoir:

Sa Majesté le roi des Français, le sieur Auguste, marquis de Tallenay, commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'honneur, grand'croix de l'ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne, commandeur de Saint-Grégoire de Rome et de l'ordre de la Conception de Portugal, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès des cours grand'ducales de Mecklembourg-Schwerin, Mecklembourg-Strelitz et d'Oldenbourg et près des villes libres et hanséatiques;

Et le sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg, le sieur Edouard Banks, docteur en droit, syndic;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants.

Art. 1. Les gouvernements français et hambourgeois s'engagent, par la présente convention à se livrer réciproquement, chacun à l'exception de ses nationaux, les individus réfugiés de Hambourg en France ou de France à Hambourg, et poursuivis ou condamnés par les tribunaux compétents pour l'un des crimes ci-après énumérés.

L'extradition aura lieu sur la demande que l'un des deux gouvernements adressera à l'autre par voie diplomatique.

Art. 2. Les crimes à raison desquels cette extradition sera accordée, sont:

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol, attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence.

---

*) Les ratifications ont été échangées le 19 août 1851.

2° Incendie;

3° Faux en écriture authentique ou de commerce et en écriture privée, y compris la contrefaçon des billets de banque et effets publics, mais non compris les faux qui, dans le pays auquel l'extradition est demandée, ne sont point, suivant la législation française, punis de peines afflictives et infamantes.

4° Fabrication et émission de fausse monnaie;

5° Contrefaçon des poinçons de l'Etat servant à marquer les matières d'or et d'argent;

6° Faux témoignage, dans le cas où, suivant la législation française il entraîne peine afflictive et infamante;

7° Vol, lorsqu'il a été accompagné de circonstances qui entraînent, d'après la législation des deux pays, l'application au moins de la peine de réclusion;

8° Soustractions commises par les dépositaires publics, mais seulement dans les cas où elles sont punies, suivant la législation française, de peines afflictives et infamantes;

9° Banqueroute frauduleuse;

10° Faits de baraterie, dans tous les cas où ils sont punissables, d'après la loi française, de peines afflictives et infamantes;

11° Crime de sédition parmi l'équipage, dans le cas où des individus faisant partie de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer, se seraient emparés dudit bâtiment par fraude ou violence envers le capitaine ou commandant, et aussi dans le cas où ils auraient livré ledit bâtiment ou navire à des pirates.

Art. 3. Tous les objets saisis en la possession d'un prévenu, lors de son arrestation, seront livrés au moment où s'effectuera l'extradition; et cette remise ne se bornera pas seulement aux objets volés, mais comprendra tous ceux qui pourraient servir à la preuve du crime.

Art. 4. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un crime ou délit qu'il a commis dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers les particuliers, son extradition aura lieu néanmoins,

sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 5. L'extradition ne sera accordée que sur la production, soit d'un arrêt de condamnation, soit d'un arrêt de mise en accusation ou autre acte judiciaire équivalent, c'est-à-dire constatant les poursuites dirigées contre l'accusé et faisant connaître la nature du crime qui lui est imputé.

Art. 6. Chacun des deux gouvernements contractants pourra, sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité compétente, demander à l'autre, l'arrestation provisoire du prévenu ou du condamné dont il réclamera l'extradition. Cette arrestation ne sera accordée et n'aura lieu que suivant les règles prescrites par la législation du pays auquel elle sera demandée.

L'étranger ainsi arrêté provisoirement sera remis en liberté si, dans les trois mois, la production des pièces mentionnées dans l'art. 5 n'a pas eu lieu de la part du Gouvernement qui réclame l'extradition.

Art. 7. Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet de celui des deux Etats contractants qui le réclame, il ne pourra être livré qu'après que son Gouvernement aura été consulté ou mis en demeure de faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à l'extradition.

Dans tous les cas, le Gouvernement, saisi de la demande de l'extradition, restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraitra convenable et de livrer le prévenu pour être jugé, soit à son pays natal, soit au pays où le crime aura été commis.

Art. 8. Il est expressément stipulé que le prévenu ou le condamné dont l'extradition aura été accordée ne pourra être, dans aucun cas poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ou pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention.

Art. 9. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, la poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 10. Les frais auxquels auront donné lieu l'arrestation, la détention et le transport à la frontière des individus dont l'extradition aura été accordée, seront remboursés, de part et d'autre, d'après les règlements

légaux et les tarifs existants dans le pays qui en a fait l'avance.

Art. 11. La présente convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication.

Art. 12. La présente convention continuera à être en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois, après la declaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements.

Elle sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le délai de six semaines, ou plustôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention en double et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Hambourg, le 5 février de l'an de grâce 1848.

Signé: Marquis *de Tallenay*. (L. S.) Signé: *Banks*. (L. S.)

104.

Circulaire du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique relative à l'admission des navires et cargaisons britanniques dans les ports américains aux mêmes conditions que ceux des Etats-Unis Signée à Washington, le 15 octobre 1849.

(Circular.) Treasury Department, October 15, 1849.

In consequence of questions submitted by merchants and others, asking, in consideration of the recent alteration of the British Navigation Laws, on what footing the commercial relations between the United States and Great Britain will be placed, on and after the 1st day of January next, the day on which the recent Act of the British Parliament goes into operation, the Department deems it expedient, at this time, to issue the following general instructions, for the information of the officers of the customs and others interested.

1st. In consequence of the alterations of the British Navigation Laws, above referred to, British vessels, from British or other Foreign ports, will (under our existing laws), after the 1st of January next, be allowed to

enter in our ports, with cargoes of the growth, manufacture, or production of any part of the world.

2nd. Such vessels and their cargoes will be admitted, from and after the date before mentioned, on the same terms, as to duties, imposts, and charges, as vessels of the United States and their cargoes.

W. M. Meredith,
Secretary of the Treasury.

The Collector and other Officers of the Customs.

105.

Édit du gouvernement autrichien, en date du 19 octobre 1849, publiant le contenu des déclarations ministérielles, signées le $\frac{2}{30}$ septembre 1849, et échangées entre l'Autriche et la Prusse pour la réadmission de leurs sujets originaires respectifs.

Zwischen der kaiserlich-österreichischen und der königlich-preussischen Regierung ist, mittelst zu Berlin ausgewechselter Ministerial-Erklärung vom 2. und resp. 30. September d. J., das Uebereinkommen getroffen worden, künftighin in dem Verhältnisse zwischen Oesterreich und Preussen den Grundsatz anwenden zu lassen, dass jeder der beiden Staaten seine ursprünglichen Angehörigen, auch wenn sie diese Staatsangehörigkeit nach der inländischen Gesetzgebung verloren haben, auf Antrag des anderen Staates so lange wieder zu übernehmen habe, als sie nicht diesem anderen Staate nach dessen eigenen inneren Gesetzen angehörig geworden sind.

Schwarzenberg m. p.

106.

Ordonnance du roi de Suède accordant aux marchandises et aux bâtiments anglais les mêmes droits, dont jouissent les marchandises et les bâtiments suédois, signée à Stockholm, le 26 octobre 1849).*

Nous Oscar, par la grâce de Dieu, roi de Suède et de Norwége, etc.

Faisons savoir qu'informé officiellement que, par suite de la nouvelle loi de navigation adoptée par le parlement britannique et sanctionnée par le gouvernement, les navires suédois, soumis aux conditions stipulées de réciprocité, seront, à partir du 1. janvier 1850. (à l'exception du commerce le long des côtes), traités comme les navires britanniques dans tous les ports soumis aux lois britanniques. En retour des priviléges ainsi accordés, Nous ordonnons qu'à partir du 1. janvier 1850:

Art. 1. Les bâtiments anglais visitant les ports de la Suède, à leur arrivée et à leur départ, seront traités de la même manière que les bâtiments indigènes, relativement aux droits de tonnage et de port, et à tous les autres droits dus à la couronne, à des villes ou à des établissements particuliers de toute dénomination.

Art. 2. Toutes marchandises étant le produit naturel ou industriel de tous pays quelconques, dont l'importation dans les ports du royaume de Suède est légalement permise par les bâtiments suédois pourront être importées en Suède à bord des bâtiments anglais venant de toute place quelconque.

De même, toutes marchandises dont l'exportation de Suède, à bord des bâtiments nationaux, est légalement autorisée, pourront être exportées de là à bord de bâtiments anglais, sans que, dans les deux cas, lesdites marchandises ainsi importées ou exportées soient assujetties à des impositions plus considérables ou autres que celles qui seraient levées si lesdites marchandises venant ou allant des ou aux mêmes places étaient importées sur des bâtiments suédois. Tous ceux que cela intéresse devront se conformer aux dispositions précedentes.

---

*) Traduction privée.



Pour plus grande certitude, nous avons signé le présent de notre main et nous l'avons fait sceller de notre sceau royal.

Palais de Stockholm, le 26 octobre 1849.

J. F. Fahraeus. (L. S.) *Oscar.*

107.

Traité d'amitié et de commerce entre la Grande Bretagne et l'Abyssinie, signé à Ennowya, le 2 novembre 1849).*

Whereas commerce is a source of great wealth and prosperity to all those nations who are firmly united in the bonds of reciprocal friendship: and whereas the conclusion of a Treaty of perpetual Amity and Commerce between Abyssinia and Great Britain, which has already been desired by their respective Sovereigns, would tend to the mutual advantage of both countries: and whereas it is desirable that the conditions should be specified whereupon the commercial intercourse betwixt the two nations should be conducted: Now it is hereby declared, done, and agreed as follows, between Walter Charles Metcalfe Plowden, Esquire, Her Britannic Majesty's Consul to His Majesty of Abyssinia, duly empowered to that effect by Her Britannic Majesty, and by His said Majesty of Abyssinia on the other part:

Art. I. A firm, free, and lasting friendship shall subsist between Her Most-Gracious Majesty Victoria, Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and her successors, on the one part, and His Majesty of Abyssinia and his successors, on the other part.

Art. II. For the purpose of preserving and strengthening the friendly relations subsisting between the two nations, His Majesty of Abyssinia and his successors shall receive and protect any Ambassador, Envoy, or Consul, whom Her Britannic Majesty or her successors may see fit to appoint; and shall preserve inviolate all

---

*) Le traité a été rédigé en anglais et en amharic. La ratification de S. M. la Reine d'Angleterre a été transmise au Ras d'Abyssinie le 1 mars 1852.

the rights and privileges of such Ambassador, Envoy, or Consul.

Art. III. Her Britannic Majesty and her successors will, in the same manner, receive and protect any Ambassador, Envoy, or Consul, whom His Majesty of Abyssinia or his successors may see fit to appoint, and will equally preserve inviolate all the rights and privileges of such Ambassador, Envoy, or Consul.

Art. IV. His Majesty of Abyssinia engages to grant to the subjects of Her Britannic Majesty, and to the produce and commerce of her dominions, all favours, privileges, advantages, or immunities, either as regards duties, imposts, or charges, or in any other respect whatsoever, which His Majesty of Abyssinia has already granted, or may hereafter grant, to the subjects, produce, or commerce of any other foreign country.

Art. V. An import duty of five for every hundred, and no more, may be levied and received by His Majesty of Abyssinia and his successors, upon all goods and merchandize imported by British subjects into the Kingdom of Abyssinia, for sale either therein or in the countries beyond.

Art. VI. This import duty of five for every hundred shall be assessed upon the current value of the merchandize at the marketplace of Gondar and shall be paid at the rate of five for every hundred, either in kind or in specie, at the option of the merchant.

Art. VII. When the said import duty shall have been duly paid, the importing merchant shall be at full liberty to dispose of his goods at any places within the territories of Abyssinia, without any licence being required for the removal of the same, and without any prohibition, restraint, or further duty or impost of any kind being imposed upon the buyer; and the importing merchant may, if he pleases, carry away such goods to any other country or place, without any licence being required for the removal of the same, and without restraint or molestation, or the payment of any further duty or impost whatever.

Art. VIII. British merchants shall be at liberty to purchase within the territories of Abyssinia all such commodities as they may think proper to buy, whether such commodities are the produce of those territories, or have been imported into those territories from other countries;

and the said merchants may freely export the same without the payment of any duty whatever.

Art. IX. The subjects of His Majesty of Abyssinia shall have in the United Kingdom the advantages which are already enjoyed, or which may hereafter be enjoyed, by the subjects of the most favoured nation; and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the United Kingdom, of goods the produce of Abyssinia, than are or shall be payable upon the like goods the produce of any other foreign country imported in like manner.

Art. X. A. commercial intercourse shall be allowed and encouraged betwixt the subjects of Abyssinia and of the countries beyond that kingdom, on the one hand, and the subjects of Great Britain, on the other.

Art. XI. In order to increase and promote commerce between Abyssinia and Great Britain, His Majesty of Abyssinia and his successors shall encourage merchants of all nations to bring the produce of the interior of Africa into the dominions of Abyssinia.

Art. XII. With a like view, Her Britannic Majesty and her successors will protect British merchants in importing into Abyssinia such articles as may be needed therein.

Art. XIII. For the better security of merchants and their property, His Majesty of Abyssinia and his successors, and Her Britannic Majesty and her successors, will respectively, to the best of their power, endeavour to keep open and to secure the avenues of approach betwixt the sea-coast and Abyssinia.

Art. XIV. With a view to promote and encourage reciprocal intercourse between the subjects of the two nations respectively, His Majesty of Abyssinia engages, for himself and his successors, that no hindrance or molestation shall be offered to British travellers, whether residing within the territories of Abyssinia, or passing through them for the purpose of visiting the countries beyond; but such travellers shall be protected both as to their persons and as to their property.

Art. XV. The effects belonging to such travellers, and not intended for sale, shall not be liable to duty of any sort, and shall in every respect be held to be their personal property, and to be inviolable.

Art. XVI. The subjects of His Majesty of Abyssinia

shall meet with no hindrance or obstruction whilst residing in any part of the dominions of Her Britannic Majesty, and shall not be prevented from proceeding beyond these dominions at their pleasure.

Art. XVII. His Majesty of Abyssinia agrees that in all cases when a British subject shall be accused of any crime committed in any part of His Majesty's dominions, the accused shall be tried and adjudged by the British Consul, or other officer duly appointed for that purpose by Her Britannic Majesty; and in all cases when disputes or differences shall arise between British subjects, or between British subjects and the subjects of His Majesty of Abyssinia, or between British subjects and the subjects of any other foreign Power, within the dominions of His Majesty of Abyssinia, Her Britannic Majesty's Consul, or other duly appointed officer, shall have power to hear and decide the same without any interference, molestation, or hindrânce, on the part of any authority of Abyssinia, either before, during, or after the litigation.

Art. XVIII. If any British subject shall die in the territories of His Majesty of Abyssinia, the British Consul, or in his absence, his representative, shall have the right to take charge of the papers and property of the deceased, for the benefit of his lawful heirs and creditors, without any interference on the part of the Abyssinian authorities.

Art. XIX. Finally, it is agreed, that upon a strict observance of all the foregoing Articles and Conditions, shall depend the continuance of a lasting and permanent friendship between the contracting Sovereigns.

In witness whereof, the present Treaty has been signed and sealed by the above-named Walter Charles Metcalfe Plowden, Esquire, and by His Majesty of Abyssinia.

Done at Ennowya, the second day of November, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and forty-nine, corresponding with the Abyssinian date the twenty-fourth day of Tekumt, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and forty-two.

Walter Plowden. (L. S.)

[Signature of the Ras.]

[Seal of the Emperor.] [Seal of the Ras.]

108.

Déclarations des chefs de Gallinas portant la promesse de délivrer à l'officier commandant la force navale anglaise un certain nombre d'esclaves, signées à Minah, le 6 et le 11 novembre 1849.

a.

We, the undersigned chiefs of the Gallinas, having agreed and bound ourselves to deliver to Commander Hugh Dunlop, senior officer of Her Britannic Majesty's ships on the northern division of the west coast of Africa, 1000 slaves, and having, at the date hereof, delivered to the said Commander Hugh Dunlop 300 of the said number of 1000 slaves; we hereby further agree and bind ourselves to deliver to the said Commander Hugh Dunlop, the remaining 700 of the stipulated number of 1000 slaves, by the 25th day of this present month of November, 1849.

Signed, sealed, and delivered, at Minah, in the Gallinas River, this 6th day of November, 1849.

(Signed) *Prince Manna* his × mark.
Lucina Rogers his × mark.
Hugh Dunlop.
Commander and Senior Officer of the Northern Division.

Witnesses:
George Cain, Chief of Cape Mount, his × mark.
Prince Robin, Chief of Manna River, his × mark.
Wm. A. Parker, Pilot and Interpreter, „Alert."

b.

We the undersigned chiefs of Gallinas, having agreed and bound ourselves to deliver to Commander Hugh Dunlop, senior officer of Her Britannic Majesty's ships on the northern division of the west coast of Africa, 300 slaves, and having, at the date hereof, delivered to the said Commander Hugh Dunlop, 16 of the said number of 300 slaves;

We hereby further agree, and bind ourselves to deliver to the said Commander Hugh Dunlop, the remaining 284 of the stipulated number of 300 slaves by the 25th day of the present month of November 1849.

And we hereby agree and bind ourselves to release immediately, and send to the said Commander Hugh Dunlop, all the prisoners now in our possession, belonging to the Cape Mount, Sugury, and Manna countries.

Done at Minah, in the Gallinas River, this 11th day of November, 1849.

(Signed) *Shapa Pamah* his X mark.

Dworah Mambo his X mark.

Mamorah Dolch his X mark.

Mamorah Cavah his X mark.

Sanahsee his X mark.

Mamorah Teikee his X mark.

Bocary Zenoh his X mark.

Brumah Corti his X mark.

Hugh Dunlop, Commander and Senior Officer of the Northern Division.

Witnesses:

Prince Manna, Chief of Gallinas his X mark.

James Western Rogers, Chief of Gallinas his X mark.

109.

Publication du gouvernement de Saxe-Meiningen relative à une entente avec le Grand-Duché de Saxe-Weimar sur l'explication à donner à la convention relative à la réadmission des renvoyés et des vagabonds. Signée à Meiningen, le 7 novembre 1849.

Zur Beseitigung derjenigen Zweifel und Missverständnisse, welche bisher über die Auslegung der Bestimmungen § 2. a. c. der zwischen der Grossherzoglich S. Weimarischen und der Herzoglich S. Meiningischen Staatsregierung wegen Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen bestehenden Uebereinkunft, namentlich

a) in Beziehung auf die Beantwortung der Frage: ob und in wie weit die in der Staatsangehörigkeit selbstständiger Individuen eingetretenen Verände-

rungen auf die Staatsangehörigkeit der unselbstständigen, d. h. aus der elterlichen Gewalt noch nicht entlassenen Kinder derselben von Einfluss seien?

sowie

b) über die Beschaffenheit des §. 2 c. der Convention erwähnten zehnjährigen Aufenthalts und den Begriff der Wirthschaftsführung

sich ergeben haben, sind die gedachten Regierungen, ohne hierdurch an dem in der Convention ausgesprochenen Principe etwas ändern zu wollen, dass die Unterthanenschaft eines Individuums jedesmal nach der eigenen inneren Gesetzgebung des betreffenden Staates zu beurtheilen sei, dahin übereingekommen, hinkünftig und bis auf Weiteres nachstehende Grundsätze zur Anwendung gelangen zu lassen, und zwar:

zu a.

1) dass unselbstständige, d. h. aus der elterlichen Gewalt noch nicht entlassene Kinder schon durch die Handlungen ihrer Eltern an und für sich und ohne dass es einer eigenen Thätigkeit oder eines besonders begründeten Rechts der Kinder bedürfte, derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche die Eltern während der Unselbstständigkeit ihrer Kinder erwerben, ohne dass dabei etwas darauf ankommen soll, ob dergleichen unselbstständige Kinder mit ihren Eltern zugleich und faktisch in den neuen Wohnort gezogen sind, oder sich erst später oder zur Zeit der entstandenen Heimathsfrage noch gar nicht dahin begeben haben, und dass jener Grundsatz, insbesondere auch mit Aufhebung des bisherigen Verfahrens, auf solche unselbstständige uneheliche Kinder Anwendung finde, deren Mütter vom 1. Januar 1850 ab durch Verheirathung eine neue Staatsangehörigkeit erlangen;

ingleichen

2) dass dagegen einen solchen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit unselbstständiger eheliche Kinder diejenigen Veränderungen nicht äussern können, welche sich nach dem Tode des Vaters derselben in der Staatsangehörigkeit ihrer ehelichen Mutter ereignen, indem vielmehr über die Staatsangehörigkeit ehelicher unselbstständiger Kinder lediglich die Kondition ihres Vaters entscheidet und Veränderungen

in deren Staatsangehörigkeit nur mit Zustimmung ihrer vormundschaftlichen Behörde eintreten können. Nächstdem soll

zu b.

die Verbindlichkeit eines der kontrahirenden Staaten zu Uebernahme eines Individuums, welches der andere Staat, weil es ihm aus irgend einem Grunde lästig geworden, auszuweisen beabsichtigt, in den Fällen des § 2. c. der Convention eintreten,

1) wenn der Auszuweisende sich in dem Staate, in welchen er ausgewiesen werden soll, verheirathet und ausserdem zugleich eine eigene Wirthschaft geführt hat, wobei zur nähern Bestimmung des Begriffs von Wirthschaft anzunehmen ist, dass solche auch dann schon eintrete, wenn selbst nur einer der Eheleute auf eine andere Art, als im herrschaftlichen Gesindedienst sich Beköstigung verschafft hat;

oder

2) wenn Jemand sich zwar nicht in dem Staate, der ihn übernehmen soll, verheirathet, jedoch sich darin zehn Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten hat, wobei es dann auf Konstituirung eines Domizils, Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht weiter ankommen soll.

Endlich sind die genannten Regierungen zugleich noch dahin übereingekommen: Können die resp. Behörden über die Verpflichtung des Staats, dem die Uebernahme angesonnen wird, der in der Convention und vorstehend aufgestellten Kennzeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der darüber stattfindenden Korrespondenz sich nicht vereinigen und ist die diessfällige Differenz derselben auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen gewesen, so wollen beide kontrahirende Theile den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten deutschen Bundesstaats stellen, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen in denselben Vertragsverhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundesregierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, der zur Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der betheiligten Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage,

wovon der anderen Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzutheilen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiete das einzuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Meiningen, den 7. November 1849.

Herzogliches Staatsministerium
Wechmar.

110.

*Déclaration du gouvernement d'Autriche signée à Vienne, le 8 novembre 1849, et échangée contre une déclaration semblable du gouvernement de Russie, signée le 30 septembre 1849, pour le renvoi des juifs passés de l'un des deux pays dans l'autre *).*

Les gouvernements d'Autriche et de Russie voulant régler d'un commun accord et dans un esprit de bon voisinage le renvoi des juifs transfuges du territoire de l'un des deux Empires dans celui de l'autre, sont convenus des points suivants:

1. Les juifs, sujets Russes, qui auront passé en Autriche sans un permis en règle, ou une autorisation légale quelconque, ou dont les passeports ou autres papiers se trouveraient ne plus être valables, faute d'avoir été renouvelés au terme prescrit, seront renvoyés en Russie.

2. Toutefois ils ne seront réadmis en Russie, qu'autant que leur qualité de sujets Russes aura été dûment constatée et que leur absence ne se sera pas prolongée au delà de cinq ans.

---

*) Ces déclarations ont été échangées à Vienne le 11 novembre 1849.

3. Ce terme de cinq ans comptera de l'époque, où aura commencé l'absence illégale de l'individu en question. Toutefois la prescription sera interrompue par le premier avis, que les autorités autrichiennes auront donné aux autorités Russes de leur intention de renvoyer le transfuge. Le tems, qui s'écoulera alors pour constater sa nationalité, ne sera pas compris dans le calcul des cinq années.

4. Les dispositions, qui précèdent, s'appliquent également aux juifs, qui ont illégalement quitté le pays avant l'échange de la présente déclaration.

5. La prescription de cinq ans ne s'étendra pas aux juifs, qui, avant de passer la frontière auraient commis un crime ou délit quelconque, et il demeure entendu, que ceux-ci seront livrés à la première réquisition et sans égard à la durée de leur séjour hors du pays.

La présente déclaration sera échangée contre une déclaration semblable du Ministère de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies. Les stipulations, qu'elles renferment, entreront en vigueur le jour même de l'échange.

En foi de quoi Nous Ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur d'Autriche avons signé le présent acte et l'avons fait munir du sceau du susdit Ministère.

Fait à Vienne le 8 Novembre mil huit cent quarante neuf.

Le Ministre des affaires étrangères et de la maison impériale de S. M. l'impereur d'Autriche.

F. Schwarzenberg m. p.

111.

*Convention de poste, entre la Belgique et la Suisse, signée à Bruxelles, le 12 novembre 1849 *).*

Sa Majesté le Roi des Belges et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays, et voulant régler leurs communications postales sur des bases plus favorables aux intérêts du public, au moyen d'une conven-

*) L'échange des ratifications a été opéré à Paris, le 7 février 1850.

tion qui garantisse cet important résultat, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Charles-Félix-Joseph Bareel, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Commandeur de l'Ordre de la Légion d'Honneur, Chevalier de deuxième classe de l'Ordre de l'Aigle Rouge, Secrétaire Général du Ministère des Travaux Publics;

Et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, le sieur Benoît la Roche-Stehelin, ancien Directeur Général des Postes de la Confédération, Commissaire Fédéral;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura entre l'administration des Postes de Belgique et l'administration des Postes de la Confédération Suisse, un échange périodique et régulier des correspondances, tant pour les lettres, journaux et imprimés de toute espèce, originaires des deux pays, que pour les objets de même nature, originaires ou à destination des pays qui empruntent leur intermédiaire;

Art. 2. Les correspondances qui seront échangées entre les Administrations des Postes de Belgique et de Suisse, seront livrées, de part et d'autre, à l'administration des Postes de France, pour être transportées en dépêches closes à travers le territoire et par les moyens d'exploitation de cette administration, en vertu des Conventions conclues à cet effet entre le gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement Français.

Le prix de transit revenant à l'administration des postes de France pour le transport des susdites correspondances sur son territoire, sera acquitté par l'administration des postes de Belgique.

Art. 3. Les prix de port dont l'administration des postes de Belgique et l'administration des postes de la Confédération Suisse auront à se tenir réciproquement compte sur les lettres que ces deux administrations se livreront de part et d'autre à découvert, seront établis, lettre par lettre, d'après l'échelle de progression de poids ci-après:

Seront considérées comme lettres simples, celles dont le poids n'excédera pas sept grammes et demi.

Les lettres pesant sept grammes et demi à quinze grammes inclusivement, supporteront deux fois le port de la lettre simple.

Celles de quinze grammes à vingt-deux grammes et demi inclusivement, trois fois le port de la lettre simple, et ainsi de suite, en ajoutant de sept grammes et demi en sept grammes et demi, un port simple en sus.

Art. 4. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires soit de la Belgique pour la Suisse, soit de la Suisse pour la Belgique, pourront, à leur choix, laisser le port de ces objets à la charge des destinataires ou payer ce port d'avance jusqu'au lieu de destination.

Art. 5. Le public des deux pays pourra envoyer des lettres chargées d'un pays pour l'autre, et autant qu'il sera possible pour les pays auxquels les administrations des postes de Belgique et de Suisse servent d'intermédiaire.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination. Il sera double de celui des lettres ordinaires.

Art. 6. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, celle des deux administrations sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, payera à l'autre administration, à titre de dédommagement, soit pour le destinataire, soit pour l'envoyeur, suivant le cas, une indemnité de cinquante francs dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt ou de l'envoi du chargement; passé ce terme, les deux administrations ne seront tenues l'une envers l'autre à aucune indemnité.

Art. 7. Le prix du port des lettres ordinaires adressées de l'un des deux pays dans l'autre, ne pourra, tant en Belgique qu'en Suisse, excéder en moyenne la somme de quarante centimes par lettre simple.

L'administration des postes de Belgique tiendra compte à l'administration des postes de la Confédération Suisse sur les lettres dont le port sera acquitté en Belgique, de la somme de quinze centimes par lettre simple, et l'administration des postes de la Confédération Suisse tiendra compte à l'administration des postes de Belgique, sur les lettres dont le port sera acquitté en Suisse, de la somme de vingt-cinq centimes par lettre simple.

Art. 8. Les échantillons de marchandises seront soumis à la taxe des lettres ordinaires.

Art. 9. L'administration des postes de Belgique payera à l'administration des postes de la Confédération Suisse pour lettres non-affranchies, originaires de la Suisse, à destination du royaume des Pays-Bas et du royaume de Prusse, ainsi que pour les lettres provenant de ces pays, affranchies à destination de la Suisse, qui seraient remises de commun accord, par l'administration des postes de Suisse à l'administration des postes de Belgique, et réciproquement, la somme de quinze centimes par lettre simple.

De son côté, l'administration des postes de la Confédération Suisse payera à l'administration des postes de Belgique, pour les lettres non-affranchies, originaires de la Belgique, à destination de l'empire d'Autriche et du royaume de Sardaigne, ainsi que pour les lettres provenant de ces pays, affranchies à destination de la Belgique, qui seraient remises, de commun accord, par l'administration des postes de Belgique à l'administration des postes de Suisse, et réciproquement, la somme de vingt-cinq centimes par lettre simple.

Art. 10. L'administration des postes de Belgique payera à l'Administration des postes de la Confédération Suisse, pour les lettres non affranchies, originaires de l'empire d'Autriche, à destination de la Belgique, ainsi que pour les lettres originaires de Belgique affranchies à destination de l'empire d'Autriche, que l'Office Autrichien jugerait convenable d'expédier et de recevoir par l'intermédiaire de la Suisse, de commun accord avec l'administration des postes de Suisse, la somme de quarante centimes par lettre simple, savoir:

a. Vingt-cinq centimes par lettre simple, à titre de remboursement à faire à l'Autriche;

b. Quinze centimes par lettre simple, pour le transit à travers la Suisse.

Art. 11. L'administration des postes de Belgique payera également à l'administration des postes de la Confédération Suisse, pour les lettres non affranchies, originaires du royaume de Sardaigne à destination de la Belgique, ainsi que pour les lettres originaires de Belgique affranchies à destination du royaume de Sardaigne, que l'office Sarde jugerait convenable d'expédier et de recevoir par l'intermédiaire de la Suisse, de commun accord avec l'administration des postes de la Confédération

Suisse, la somme de quarante centimes par lettre simple, savoir:

a. Vingt-cinq centimes par lettre simple, à titre de remboursement à faire à la Sardaigne;

b. Quinze centimes par lettre simple, pour le transit à travers la Suisse.

Toutefois, il est entendu que ce prix de transit sera réduit à cinq centimes par lettre simple, pour les correspondances transitant par Genève et passant par Ferney et Saint-Julien.

Art. 12. L'administration des postes de la Confédération Suisse payera à l'administration des postes de la Belgique pour les lettres non affranchies originaires du royaume des Pays-Bas à destination de la Suisse ainsi que pour les lettres originaires de la Suisse affranchies à destination du royaume des Pays-Bas, que l'Office Neerlandais jugerait convenable d'expédier et de recevoir par l'intermédiaire de la Belgique, de commun accord avec l'administration des postes Belges, la somme de soixante centimes par lettre simple, savoir:

a. Quarante centimes par lettre simple, à titre de remboursement à faire à l'Office Néerlandais;

b. Vingt centimes par lettre simple, pour le transit à travers la Belgique et la France.

Art. 13. L'administration des postes de la Confédération Suisse payera pareillement à l'administration des postes de Belgique, pour les lettres non affranchies originaires du royaume de Prusse à destination de la Suisse, ainsi que pour les lettres originaires de la Suisse affranchies à destination du royaume de Prusse, que l'office Prussien jugerait convenable d'expédier et de recevoir par l'intermédiaire de la Belgique, de commun accord avec l'administration des postes Belges, les sommes indiquées ci-après, savoir:

a. A titre de remboursement à faire à la Prusse:

1° Pour les lettres originaires ou à destination de la province rhénane de Prusse, vingt centimes par lettre simple;

2° Pour les lettres originaires ou à destination de la Westphalie et de tous autres endroits de la Prusse, situés sur la rive gauche de l'Elbe, quarante centimes par lettre simple;

3. Pour les lettres originaires ou à destination des autres parties de la Prusse non désignées dans les deux

paragraphes précédents, soixante centimes par lettre simple.

b. Pour le transit à travers la Belgique et la France, vingt centimes par lettre simple.

Art. 14. Il est entendu que les prix respectivement fixés par l'article 9 ci-dessus, pour le transport sur le territoire Suisse d'une part, et sur les territoires Belge et Français d'autre part, ainsi que les prix respectivement fixés par les articles 10, 11, 12 et 13 pour le transit à travers la Suisse d'une part, et pour le transit à travers la Belgique et la France d'autre part, seront également applicables aux correspondances originaires ou à destination des pays autres que ceux désignés auxdits articles, que les administrations des postes de Belgique et de Suisse conviendraient de se transmettre réciproquement de commun accord avec les offices intéressés.

Art. 15. Il est également entendu que dans le cas où les administrations des postes des pays auxquels les administrations des postes de Belgique et de Suisse servent ou pourront servir ultérieurement d'intermédiaire, viendraient à modifier leurs tarifs territoriaux de manière à influer sur les taxes et droits de transit réglés par la présente convention pour les correspondances respectives de la Belgique et de la Suisse à destination de ces pays, et réciproquement, les nouveaux droits ou taxes résultant de ces modifications seront admis, de part et d'autre, d'après les indications et justifications que se fourniront mutuellement les administrations des postes de Belgique et de Suisse.

Art. 16. La taxe territoriale à percevoir, tant en Belgique qu'en Suisse, sur les correspondances étrangères que les administrations des postes de Belgique et de Suisse se transmettront réciproquement, ne pourra excéder, en moyenne, vingt centimes par lettre simple.

Art. 17. Le gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges prend l'engagement d'accorder à la Confédération Suisse, le transit en dépêches closes, sur le territoire Belge, des correspondances originaires de la Suisse et des pays auxquels la Suisse sert ou pourrait servir d'intermédiaire, pour le royaume des Pays-Bas et le royaume de Prusse, et vice versâ, moyennant la somme de quarante centimes par trente grammes, poids net, pour les lettres, et d'un centime par journal ou par feuille d'imprimés.

Art. 18. La Confédération Suisse s'engage, de son côté, à accorder au gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, le transit en dépêches closes, sur le territoire Suisse, des correspondances originaires de la Belgique et des pays auxquels la Belgique sert ou pourrait servir d'intermédiaire pour l'empire d'Autriche et le royaume de Sardaigne et vice versâ, moyennant la somme de soixante centimes, par trente grammes, poids net, pour les lettres, et d'un centime et demi par journal ou feuille d'imprimés.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le prix de transit dont la Belgique aura à tenir compte à la Suisse, sera réduit à vingt centimes par trente grammes, poids net, pour les lettres, et à un demi-centime par journal ou feuille d'imprimés, lorsque les correspondances qui seront échangées entre la Belgique et le royaume de Sardaigne passeront par Genève, en entrant par le bureau français de Ferney et sortant par le bureau de Saint-Julien et vice versâ.

Art. 19. Il est entendu que les lettres, journaux et feuilles d'imprimés tombées en rebut, ainsi que les feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité résultant de l'échange des Correspondances transitant en dépêches closes, soit à travers la Belgique, soit à travers la Suisse, et qui sont mentionnées dans les art. 17 et 18 précédents, ne seront pas compris dans les pesées de lettres et comptes de journaux ou feuilles d'imprimés sur lesquels devront être assis les prix de transit fixés par lesdits articles.

Art. 20. Les journaux, gazettes, ouvrages periodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographiés ou autographiés, publiés en Belgique, qui seront adressés en Suisse, et réciproquement les objets de même nature publiés en Suisse qui seront adressés en Belgique, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

La taxe d'affranchissement de ces objets est fixée à cinq centimes par journal ou par feuille d'impression, quelle qu'en soit la dimension, et cette taxe sera répartie entre les administrations des postes de deux pays, dans la proportion de sept dixièmes au profit de l'administration des postes de Belgique et de trois dixièmes au profit de l'administration des postes de Suisse.

dans les deux pays, pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 16. En ce qui concerne les autres attributions, priviléges et immunités des consuls respectifs, les deux hautes parties contractantes s'engagent à en faire, dans le plus bref délai possible, l'objet d'une convention spéciale; et, en attendant, il est convenu que lesdits consuls, vice-consuls et chanceliers jouiront, respectivement dans les deux pays, des avantages de toutes sortes accordés ou qui pourront être accordés à ceux de la nation la plus favorisée, le tout, bien entendu, sous condition de réciprocité.

Art. 17. La présente convention sera en vigueur pendant dix ans, à dater du jour de la publication, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, chacune d'elles se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration à l'expiration des dix ans susmentionnés; et il est convenu qu'après les douze mois de prolongation accordés, de part et d'autre, cette convention et toutes les stipulations y renfermées cesseront d'être obligatoires.

Art. 18. Les ratifications de la présente convention seront échangées à Paris, dans l'espace de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le dix-septième jour du mois de novembre de l'an de grâce mil huit cent quarante-neuf.

(Signé) *Firmin Rogier.* (Signé) général *d'Hautpoul.*
(L. S.) (L. S.)

Déclaration.

La multiplicité des travaux de l'assemblée législative de la République française ayant empêché que le traité de navigation et de commerce signé le 17 novembre 1849, entre Sa Majesté le Roi des Belges et la République, traité soumis, aux termes de la Constitution française, à l'approbation de cette assemblée et déjà approuvé par les chambres de Belgique, ait été examiné et approuvé par l'assemblée française, dans le délai de deux mois fixé, le jour de sa signature, pour l'échange des ratifications du pouvoir exécutif dans les deux pays, il a été convenu, de part et d'autre, que le délai de cet échange serait prorogé jusques au 27 février, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, le soussigué, Ministre des affaires étrangères de la République, a échangé la présente déclaration avec l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, également soussigné et dûment autorisé par son souverain.

A Paris, le 17 janvier 1850.

(Signé) *Firmin Rogier.* (Signé) Général *de la Hitte.*
(L. S.) (L. S.)

114.

Convention de poste entre la France et la Suisse, signeé à Paris, le 23 novembre 1849.

Le Président de la République française et le conseil fédéral de la confédération suisse, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié et de bon voisinage qui unissent les deux pays, et d'améliorer au moyen d'une convention générale résumant toutes les conventions qui ont été précédemment signées entre la France et les divers cantons, le service des correspondances entre la République française et la confédération suisse, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Le Président de la République française, le sieur Edouand-James Thayer, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, commandeur des ordres royaux de Léopold de Belgique, et de Charles III. d'Espagne, directeur de l'administration des postes;

Et le conseil fédéral de la confédération suisse, le sieur Benoît la Roche Stehelin, ancien directeur général des postes de la confédération, commissaire fédéral;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:

Art. 1er Il y aura, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la confédération suisse, un échange périodique de lettres, de journaux et d'imprimés de toute nature au moyen des services ordinaires ou spéciaux, établis ou à établir pour cet objet, entre les points de la frontière des deux pays ci-après désignés,

Savoir:

1º Entre Saint-Louis et Bâle;
2º Entre Delle et Porentruy;
3º Entre Meiche et Seignelegier;
4² Entre Morteau et les Brenets.
5º Entre Pontarlier et les Verrières:
6º Entre Pontarlier et Sainte-Croix;
7º Entre Jougne et Ballaigne;
8º Entre les Rousses et Sainte-Cergue;
9º Entre Ferney et Genève.

Indépendamment des services ci-dessus désignés, il pourra en être établi, à la suite d'une entente entre les deux administrations des postes respectives, sur tous les autres points du territoire des deux Etats, pour lesquels des relations directes seraient ultérieurement jugées nécessaires.

Art. 2. Les services établis ou à établir, en vertu des dispositions de l'article précédent, pour le transport, par terre, des dépêches réciproques, seront exécutés par les moyens ordinaires des deux administrations, et les frais résultant de ces services seront supportés par ces administrations, proportionnellement à la distance parcourue sur les territoires respectifs. A cet effet, celle des deux administrations qui acquittera la totalité de ces frais sur un point quelconque devra fournir à l'autre un double des marchés conclus pour cet objet avec les entrepreneurs. En cas de résiliation de ces marchés, les indemnités de résiliation seront supportées dans la même proportion.

Le prix que l'administration des postes de Suisse aura à payer à l'administration des postes de France, pour la part afférente à ladite administration des postes de Suisse dans les frais du transport des dépêches exécuté sur le territoire suisse au moyen des malles-postes françaises, sera établi d'après le prix moyen par kilomètre parcouru, que l'administration des postes de France aura de son côté à payer à l'administration des postes de Suisse pour frais du transport des depêches exécuté sur le territoire français au moyen des services établis par cette dernière administration.

Quant aux frais que pourra entraîner le transport des dépêches réciproques par les chemins de fer, ils seront supportés exclusivement par l'administration sur le territoire de laquelle ce transport aura lieu.

Art. 3. Les prix de port dont l'administration des postes de France et l'administration des postes de la confédération suisse auront à se tenir réciproquement compte sur les lettres que ces deux administrations se livreront de part et d'autre seront établis, lettre par lettre, d'après l'échelle de progressions de poids ci-après:

Seront considérées comme lettres simples, celles dont le poids n'excédera pas 7 grammes ½;

Les lettres pesant de 7 grammes ½ à 15 grammes in-

clusivement supporteront deux fois le port de la lettre simple.

Celles de 15 à 22 grammes ½ inclusivement, trois fois le port de la lettre simple, et ainsi de suite, en ajoutant de 7 grammes ½ en 7 grammes ½ un port simple en sus.

Art. 4. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à dire non chargées, soit de la France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste pour la Suisse, soit de la Suisse pour la France, l'Algérie, et les parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste, pourront, à leur choix, laisser le port desdites lettres à la charge des destinataires, ou payer ce port d'avance jusqu'au lieu de destination.

Art. 5. Le prix du port des lettres ordinaires adressées de l'un des deux États dans l'autre (celles qui sont mentionnées dans l'art. 6. ci-après exceptées) ne devra, tant en Suisse, qu'en France et en Algérie, pas excéder, en moyenne, la somme de 40 C. par lettre simple.

L'administration des postes de France tiendra compte à l'administration des postes de la confédération suisse, sur celles des lettres auxquelles s'applique le présent article, dont le port sera acquitté en France et en Algérie, de la somme de 15 centimes par lettre simple, et l'administration des postes de la confédération suisse tiendra compte à l'administration des postes de France sur celles des lettres auxquelles s'applique le présent article, dont le port sera acquitté en Suisse, de la somme de 25 centimes par lettre simple.

Art. 6. Par exception aux dispositions de l'art. 5 précédent, le port des lettres ordinaires adressées de l'un des deux Etats dans l'autre ne devra, dans aucun des deux pays, excéder, en moyenne, la somme de 20 centimes par lettre simple, toutes les fois que la distance existant en ligne droite entre le bureau d'origine et le bureau de destination ne dépassera pas 30 kilomètres.

L'administration des postes de France tiendra compte à l'administration des postes de la confédération suisse sur celles des lettres auxquelles s'applique le présent article, dont le port sera acquitté en France, de la somme de 10 centimes par lettre simple, et réciproquement, l'administration des postes de la confédération suisse

tiendra compte à l'administration des postes de France sur celles des lettres auxquelles s'applique le présent article dont le port sera acquitté en Suisse, de la somme de 10 centimes par lettre simple.

Art. 7. Le prix du port des lettres ordinaires, expédiées des parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux de postes à destination de la Suisse, et vice versa, ne devra, de part et d'autre, pas excéder, en moyenne, la somme de 1 fr. par lettre simple.

L'administration des postes de France tiendra compte à l'administration des postes de la confédération suisse sur celles des lettres auxquelles s'applique le présent article dont le port sera perçu par les bureaux français précités, de la somme de 15 c. par lettre simple.

Et l'administration des postes de la confédération suisse tiendra compte à l'administration des postes de France sur celles des lettres auxquelles s'applique le présent article, dont le port sera acquitté en Suisse, de la somme de 80 c. par lettre simple.

Art. 8. Les lettres expédiées à découvert par la voie de la France, soit des pays mentionnés au tableau A annexé à la présente convention, pour la Suisse, soit de la Suisse pour lesdits pays, seront échangées entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la confédération suisse aux conditions énoncées dans ledit tableau.

La taxe intérieure suisse à percevoir, en sus des taxes étrangères ou de voie de mer, désignées dans le tableau précité sur celles desdites lettres dont le port sera acquitté en Suisse, ne pourra pas excéder en moyenne la somme de 20 c. par lettre simple.

Il est convenu que, dans le cas où les conventions qui règlent les relations de la France avec les pays étrangers, portés au tableau A susmentionné, viendraient à être modifiées de manière à influer sur les conditions d'échange fixées par la présente convention pour les correspondences transmises par la voie de la France, ces modifications seront appliquées de plein droit auxdites correspondances.

Art. 9. L'administration des postes de France pourra livrer à l'administration des postes fédérales des lettres chargées à destination de la Suisse.

De son côté, l'administration des postes fédérales pourra livrer à l'administration des postes de France des lettres chargées à destination,

Savoir:

1° De la France et de l'Algérie;

2° Des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste;

3° De la Bavière-Rhénane;

4° Des régences prussiennes d'Aix la Chapelle et de Trèves et de la principauté de Birkenfeld;

5° Du grand Duché de Luxembourg;

6° De la Belgique;

7° Des Pays-Bas;

8° De la Grande-Bretagne;

9° De l'île de Malte;

10° Du royaume de Grèce.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance, jusqu'à destination. Il sera doublé de celui des lettres ordinaires.

Art. 10. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, celle des deux administrations sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu payera à l'autre administration, à titre de dédommagement, soit pour le destinataire, soit pour l'envoyeur, suivant le cas, une indemnité de 50 fr., dans le délai de deux mois à dater du jour de la réclamation; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt ou de l'envoi des chargements; passé ce terme, les deux administrations ne seront tenues, l'une envers l'autre, à aucune indemnité.

Art. 11. La correspondance exclusivement relative aux différents services publics, adressée d'un Etat dans l'autre, et dont la circulation en franchise aura été autorisée sur le territoire de l'Etat auquel appartient le fonctionnaire ou l'autorité de qui émane cette correspondance, sera transmise exempte de tout prix de port.

Si l'autorité ou le fonctionnaire à qui elle est adressée jouit pareillement de la franchise, elle sera délivrée sans taxe; dans le cas contraire; cette correspondance ne sera passible que de la taxe territoriale voulue par le tarif intérieur du pays de destination.

Art. 12. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, ca-

talogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés lithographiés ou autographiés, publiés en France, en Algérie et dans les parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux de poste, qui seront adressés en Suisse, et réciproquement les objets de même nature publiés en Suisse qui seront adressés en France, en Algérie et dans les parages de la Méditerrannée où la France entretient des établissements de poste, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Art. 13. La taxe d'affranchissement des journaux, gazettes et ouvrages périodiques expédiés de France et d'Algérie pour la Suisse, et vice versa, sera perçue d'après les dimensions réunies des feuillets composant chaque numéro de journal, de gazette ou d'ouvrage périodique, sans égard au nombre ou au format de ces feuillets, conformément au tarif ci-après:

Jusqu'à 60 décimètres carrés, inclusivement, 5 cent.

De 60 à 90 décimètres carrés, inclusivement, 10 cent.

De 90 à 120 décimètres carrés, inclusivement, 15 cent:

Et ainsi de suite, en ajoutant 5 cent. pour chaque 30 décimètres carrés ou fraction de 30 décimètres carrés excédant.

Art. 14. La taxe d'affranchissement des livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographiés ou autographiés expédiés de France et d'Algérie pour la Suisse, et vice versa, sera perçue d'après les dimensions réunies des feuillets existant dans chaque paquet portant une adresse particulière, à raison de 5 centimes par 30 décimètres carrés ou fraction de 30 décimètres carrés.

Art. 15. Les taxes perçues en vertu des deux articles précédents sur les journaux et autres imprimés expédiés de la France et d'Algérie pour la Suisse, et vice versa, seront réparties entre les administrations des postes des deux pays dans la proportion de trois cinquièmes au profit de l'administration des postes de France, et de deux cinquièmes au profit de l'administration des postes de la confédération suisse.

Art. 16. La taxe d'affranchissement des journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographiés ou autographiés ex-

pédiés des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste pour la Suisse, et vice versa, sera double de celle fixée par les art. 13 et 14 précédents pour les objets de même nature originaires ou à destination de la France et de l'Algérie.

Les taxes perçues en vertu des dispositions du présent article seront réparties entre les administrations des postes des deux pays, dans la proportion de quatre cinquièmes au profit de l'administration des postes de France, et d'un cinquième au profit de l'administration des postes de la confédération suisse.

Art. 17. Les journaux et imprimés de toute nature, expédiés à découvert par la voie de la France, soit des pays empruntant l'intermédiaire des postes françaises pour la Suisse, soit de la Suisse pour lesdits pays, seront échangés entre l'administration des postes de France et l'administration des postes fédérales, aux conditions énoncées dans le tableau B. annexé à la présente loi.

Il est convenu que, dans le cas où les conventions règlent les relations de la France avec les pays étrangers désignés audit tableau viendraient à être modifiées de manière à influer sur les conditions d'échange fixées par la présente convention pour les journaux et autres imprimés transmis par la voie de la France, ces modifications seront appliquées de plein droit auxdits journaux et imprimés.

Art. 18. Pour jouir des modérations de port accordées par les art. 13. 14. 15. 16 et 17 précédents aux journaux et autres imprimés, ces objets devront être mis sous bande, non reliés, et ne contenir aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est la date et la signature. Les journaux et autres imprimés qui ne réuniraient pas ces conditions seront considérés comme lettres, et taxés en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans les articles susmentionnés n'infirment en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux pays de ne pas effectuer sur leurs territoires respectifs le transport et la distribution de ceux des objets désignés auxdits articles, à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et leur circulation tant en France qu'en Suisse.

Art. 19. Le Gouvernement français prend l'engagement d'accorder au Gouvernement fédéral le transit en dépêches closes, sur le territoire français des correspondances originaires de la Suisse, pour les pays auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et réciproquement, de ces pays pour la Suisse et les Etats auxquels la Suisse sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

L'administration des postes fédérales payera à l'administration des postes de France, pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire français et le point par où elles en sortiront, la somme de 10 centimes par kilogramme de lettres poids net, et d'un centime par kilogramme de journaux et autres imprimés imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Toutefois, les dépêches closes que l'administration des postes fédérales jugerait à propos d'échanger par la voie de la France avec l'administration des postes du grand-duché de Bade, seront transportées gratuitement par l'administration des postes de France, au moyen des services ordinaires employés pour la transmission de correspondances entre la France et le grand-duché de Bade.

Art. 20. Le gouvernement de la confédération suisse prend l'engagement d'accorder au Gouvernement français le transit en dépêches closes, sur le territoire suisse, des correspondances originaires de la France ou passant par la France, à destination des pays auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et réciproquement, de ces pays pour la France, et les Etats auxquels la France, sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de la confédération suisse, pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire suisse et le point par où elles en sortiront la somme de 10 centimes par kilogramme de lettres poids net, et d'un centime par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Toutefois, les dépêches closes que l'administration des postes de France jugerait à propos d'échanger par la voie de la Suisse avec l'administration des postes du grand-duché de Bade, seront transportées gratuitement

par l'administration des postes de la confédération suisse, au moyen des services ordinaires employés pour la transmission des correspondances entre la Suisse et le grand-duché de Bade.

Art. 21. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité résultant de l'échange des correspondances transitant en dépêches closes, soit à travers la Suisse, et qui sont mentionnées dans les art. 19 et 20 précédents, ne sera pas compris dans les pesées de lettres, journaux et imprimés de toute nature, sur lesquels devront être assis les prix de transit fixés par lesdits articles.

Art. 22. Les administrations des postes de France et de la confédération suisse dresseront, chaque mois, les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement par ces administrations, seront soldés à la fin de chaque trimestre par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre.

Art. 23. Les lettres ordinaires ou chargées, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques et imprimés de toute nature mal adressés ou mal dirigés seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour les poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence seront respectivement livrés ou rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

Art. 24. Les lettres ordinaires ou chargées, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques et imprimés de toute nature échangés à découvert entre les deux administrations des postes de France et de Suisse, qui seront tombés en rebut, pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyés, de part et d'autre, à la fin de chaque mois, et plus souvent si faire se peut. Ceux de ces objets qui auront été livrés en comptes seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur. Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant seront renvoyés sans taxe ni décompte.

Quant aux correspondances non affranchies tombées en rebut qui auront été transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises pour les poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes de transit des administrations respectives, sur de simples déclarations ou listes nominatives mises à l'appui des décomptes, lorsque les correspondances elles mêmes ne pourront pas être produites par l'office qui aura à se prévaloir du montant de leur port vis-à-vis de l'office correspondant.

Art. 25. L'administration des postes de France pourra entretenir dans la ville de Bâle un bureau spécial pour l'échange des correspondances, tant avec l'administration des postes de la confédération suisse qu'avec les administrations des postes étrangères auxquelles les postes fédérales servent ou pourront servir ultérieurement d'intermédiaire.

Il est entendu que ce bureau d'échange ne pourra effectuer dans la ville de Bâle aucune distribution de lettres, journaux ou imprimés, ni recevoir des correspondances provenant du territoire de la confédération suisse autrement que par l'intermédiaire du bureau de poste suisse établi à Bâle.

Art. 26. Le gouvernement de la confédération suisse s'engage à mettre à la disposition de l'administration des postes de France un local convenable, situé, autant que possible, à proximité du débarcadère du chemin de fer de Strasbourg à Bâle, pour le bureau d'échange français mentionné dans l'article précédent.

L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de la confédération suisse, pour loyer dudit local, une somme annuelle de 600 fr. Cette somme sera acquittée par quartier et dans le mois qui suivra le trimestre écoulé.

Art. 27. Les employés de tout grade attachés au bureau d'échange français établi à Bâle pourront résider, eux et leurs familles, sur le territoire de la confédération. Ils seront soumis aux lois et règlements de police du pays; mais ils ne pourront, sous aucun prétexte, être assujettis aux charges, impôts, prestations personnelles ou en nature, et réquisitions quelconques, auxquels sont ou pourront être obligés les habitants de la Suisse.

Avant d'entrer en fonctions, ces employés devront se présenter devant l'autorité locale, et justifier de leurs commissions.

Art. 28. Le gouvernement français s'engage à conserver le service en malle-poste établi entre Tonnerre et Bâle jusqu'à ce que la prolongation des lignes de chemins de fer partant de Paris et aboutissant aux frontières de l'est de la France ait rendu superflu l'usage de ce service.

Art. 29. L'administration des postes de France et l'administration des postes de la confédération suisse désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives. Elles règleront aussi la forme des comptes mentionnés dans l'art. 22 précédent, la direction des correspondances transmises réciproquement, ainsi que toute autre mesure de détail et d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente convention.

Il est entendu que les mesures de détail désignées cidessus pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 30. La présente convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats, et elle restera obligatoire jusqu'au 1er décembre 1855.

Si un an avant l'expiration de ce terme la dite convention n'est pas dénoncée, elle continuera à être obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les administrations des postes des deux pays, après l'expiration dudit terme.

Art. 31. La présente convention sera ratifiée par le Président de la République française et par le conseil fédéral de la confédération suisse, conformément aux constitutions particulières des deux Etats.

Et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le vingt-cinquième jour du mois de novembre de l'an de grâce mil huit cent quarante-neuf.

(L. S.) *E. I. Thayer*

(L. S.) *La Roche Stehelin.*

Annexe A.

Tableau indiquant les conditions auxquelles devront être échangées entre l'administration des post
France et l'administration des postes de la confédération suisse, les lettres expédiées des pays auxqu
France sert d'intermédiaire pour la Suisse, et vice versa.

Première section. — Lettres à destination de la Suisse.

Origine des lettres.	Conditions de l'affranchissement.	Limite de l'affranchissement.	Taxe dont l'office de France doit tenir compte à l'office suisse sur les lettres pour la Suisse, affranchies jusqu'à la destination (par lettre simple.)	Taxes que doit payer l'office suisse à l'office de France pour les lettres dont le port est acquitté par les habitants de la Suisse. Transit français.	Taxes étrangères ou de voie de mer.	Total par lettres simples.
Bavière rhénane	Libre.	Destination	„ 15	„ 15	„ 10	„ 25
Régences prussiennes d'Aix-la-Chapelle et de Trèves, et principauté de Birkenfeld .	Id.	id.	„ 15	„ 15	„ 25	„ 40
Espagne, Portugal et Gibraltar	Forcé.	Frontière d'entrée en France	„ „	„ 40	„ „	„ 40
Belgique et grand-duché de Luxembourg .	Libre.	Destination	„ 15	„ 25	„ 20	„ 45
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande	Id.	id.	„ 15	„ 20	„ 30	„ 50
Colonies et pays d'outre-mer par bâtiments français de commerce	Forcé.	Port d'embarquement	„ „	„ 40	„ 10	„ 50
Malte	Libre.	Destination	„ 15	„ 40	„ 25	„ 65

Annexe B.

Tableau indiquant les conditions auxquelles doivent être échangés, entre l'administration des poste[s] France et l'administration des postes de la confédération suisse, les journaux, gazettes, ouvrages p[...] diques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis d[...] imprimés, lithographiés ou autographiés, expédiés des pays auxquels la France sert d'intermédiaire [...] la Suisse, et vice versa.

Première section. — Journaux et autres imprimés à destination de la Suisse.

Origine des imprimés.	Désignation des objets imprimés dont l'envoi peut avoir lieu	Limite de l'affranchissement obligatoire.	Taxes que doit payer l'office suisse à l'office de France, pour chaque numero de journal, ou pour chaque feuille d'impression de tous autres imprimés: Transit français.	Taxes étrangères ou de voie de mer.	Total.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
Espagne, Portugal et Gibraltar	Imprimés de toute nature	Frontière d'entrée en France	,, 05	,, ,,	,, 05
Bavière rhénane, Aix-la-Chapelle, Tréves, principauté de Birkenfeld	Ibid.	Ibid.	,, 05	,, ,,	,, 05
Belgique et grand-duché de Luxembourg	Ibid.	Ibid.	,, 05	,, ,,	,, 05
Pays-Bas	Idid.	Ibid.	,, 05	,, ,,	,, 05

Royaume de Grèce par les paquebots français de la Méditerranée	Imprimés de toute nature	Ibid.	,, ,,	,, ,,	,, ,,
Espagne, Portugal et Gibraltar	Ibid.	Frontière de sortie de France	,, 05	,, ,,	,, 05
Colonies et pays d'outre-mer par les bâtiments français du commerce	Ibid.	Port de débarquement	,, 05	,, 05	,, 10
Etats de l'Italie par les paquebots français de la Méditerranée	Ibid.	Ibid.	,, 05	,, 05	,, 10
Indes orientales îles de Ceylon, Archipel indien et Chine (voie de Suez)	Journal et gazettes	Alexandrie	,, 05	,, 10	,, 10 (sic.)
Colonies et pays d'outre-mer, sans distinction de parages (voie d'Angleterre) . . .	Ibid.	Port de débarquement.	,, 05	,, 10	,, 50

The subjects and citizens of the High Contracting Parties shall reciprocally receive and enjoy full and perfect protection for their persons and property, and shall have free and open access to the courts of justice in the said countries respectively, for the prosecution and defence of their just rights; and they shall be at liberty to employ in all causes the advocates, attorneys, or agents of whatever description, whom they may think proper; and they shall enjoy in this respect the same rights and privileges therein as native subjects or citizens.

IX. In whatever relates to the police of the ports, the lading and unlading of ships, the safety of merchandize, goods, and effects, the succession to personal estates by will or otherwise, and the disposal of personal property of every sort and denomination, by sale, donation, exchange, testament, or in any other manner whatsoever, as also the administration of justice; the subjects and citizens of the 2 High Contracting Parties shall reciprocally enjoy the same privileges, liberties, and rights, as native subjects or citizens; and they shall not be charged in any of these respects with any higher imposts or duties than those which are paid, or may be paid, by native subjects or citizens; submitting of course to the local laws and regulations of each country respectively.

If any subject or citizen of either of the 2 High Contracting Parties shall die without will or testament, in any of the territories, dominions, or settlements of the other, the Consul-General or Consul of the nation to which the deceased belonged, or the representative of such Consul-General or Consul, in his absence, shall have the right to nominate curators to take charge of the deceased, so far as the laws of the country will permit, for the benefit of the lawful heirs and creditors of the deceased; giving proper notice of such nomination to the authorities of the country.

X. The subjects of Her Britannic Majesty residing in the republic of Costarica, and the citizens of the Republic of Costarica residing in any of the territories, do-

subditos de Su Majestad Británica, y sujetos á las mismas condiciones.

Los ciudadanos y subditos de las Altas Partes Contratantes recibirán y gozarán reiprocamente de completa y perfecta proteccion en sus personas y propiedades, y tendrán libre y facil acceso à los tribunales de justicia en los referidos paises respectivamente, para la prosecucion y defensa de sus justos derechos; y estarán en libertad de emplear en todos casos los abogados, procuradores, ó agentes de cualquier clase, que juzguen conveniente; y gozarán en este respecto, los mismos derechos y privilegios que allí disfrutaren los ciudadanos ó subditos nativos.

IX. Por lo que toca à la policia de los puertos, á la carga y descarga de buques, la seguridad de las mercancias, bienes, y efectos, la sucesion de las propiedades personales por testamento, ó de otro modo, y al derecho de disponer de la propiedad personal, de cualquiera classe ó denominacion, por venta, donacion, permuta, testamento, ó de otro modo cualquiera, asi como tambien á la administracion de justicia; los ciudadanos y subditos de las 2 Altas Partes Contratantes gozarán reciprocamente los mismos privilegios, libertades, y derechos, que si fueran ciudadanos ó subditos nativos; y no se les cargará, en ninguno de estos puntos ó casos, mayores impuestos ó derechos que los que pagan, ó en adelante pagaren, los ciudadanos ó subditos nativos; sujetos por supuesto á las leyes y estatutos locales de cada pais, respectivamente.

En caso que muriere algun ciudadano ó subdito de cualquier de las 2 Altas Partes Contratantes, sin haber hecho su ultima disposicion ó testamento, en cualquiera de los territorios, dominios, ó establecimientos de la otra, el Consul-General ó el Consul de la nacion á que pertenecia el difunto, ó en su ausencia, el que representare á dicho Consul-General ó Consul, tendrá el derecho de nombrar curadores, que se encarguen de la propiedad del difunto, en cuanto las leyes del pais lo permitieren, á beneficio de los legitimos harederos y acreedores del difunto; dando noticia conveniente á las autoridades del pais.

X. Los subditos de Su Majestad Británica residentes en la Republica de Costarica, y los ciudadanos de la Republica de Costarica residentes en cualquiera de los

minions, or settlements of Her Britannic Majesty, shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, either by sea or by land, and from all forced loans or military exactions or requisitions; and they shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay other ordinary charges, requisitions, or taxes, greater than those that are paid by native subjets or citizens of the Contracting Parties respectively.

XI. It shall be free for each of the 2 High Contracting Parties to appoint Consuls for the protection of trade, to reside in any of the territories, dominions, and settlements of the other Party; but before any Consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the Governement to which he is sent; and either of the High Contracting Parties may except from the residence of Consuls such particular places as they judge fit to be excepted. The Costarican Diplomatic Agents and Consuls shall enjoy in the territories, dominions, and settlements of Her Britannic Majesty, whatever privileges, exceptions, and immunities are or shall be granted to agents of the same rank belonging to the most favoured nation; and in like manner the Diplomatic Agents and Consuls of Her Britannic Majesty in the Costarican territories shall enjoy, according to the strictest reciprocity, whatever privileges, exemptions and immunities are or may be granted in the territories of the Republic of Costarica, to the Diplomatic Agents and Consuls of the most favoured nation.

XII. For the better security of commerce between the subjects of Her Britannic Majesty and the citizens of the Republic of Costarica, it is agreed, that if at any time any interruption of friendly intercourse, or any rupture should unfortunately take place between the 2 High Contracting Parties, the subjects or citizens of either of the 2 High Contracting Parties who may be within any of the territories, dominions, or settlements of the other, shall, if residing upon the coasts, be allowed 6 months, and if in the interior, a whole year, to wind up their accounts and dispose of their property; and a safe-conduct shall be given them to embark at the port which they themselves shall select; and even in the event of a rupture, all such subjects or citizens of the 2 High Con-

territorios, dominios, ó establecimientos de Su Majestad Británica, estarán exentos de todo servicio militar forzado de cualquier especie, de mar ó de tierra, y de todo prestamo forzoso, ó exacciones militares, ó requisiciones; ni serán compelidos á pagar, bajo ningun pretexto, cualesquiera cargos ordinarios, requisiciones, ó impuestos, mayores que los que paguen los subditos ó ciudadanos nativos de las Partes Contratantes, respectivamente.

XI. Cada una de las 2 Altas Partes Contratantes podrá nombrar Consules para la proteccion del comercio, que residan en cualquiera de los territorios, dominios, y establecimientos de la otra Parte; pero antes que ningun Consul funcione como tal, deberá ser aprobado y admitido en la forma acostumbrada, por el Gobierno á quien se dirige; y cualquiera de las Altas Partes Contratantes puede exceptuar de la residencia de Consules aquellos puntos particulares en que no tengan por conveniente admitirlos. Los Agentes Diplomaticos y los Consules de la Republica de Costarica gozarán en los territorios, dominios, y establecimientos de Su Majestad Británica, de todos los privilegios, exenciones, é inmunidades concedidas, ó que se concedieren, à los agentes de igual rango de la nacion mas favorecida; y del mismo modo, los Agentes Diplomaticos y Consules de Su Majestad Británica en los territorios de la Republica de Costarica gozarán, conforme á la mas exacta reciprocidad, todos los privilegios, exenciones, é inmunidades que se conceden, ó en adelante se concedieren, á los Agentes Diplomaticos y Consules de la nacion mas favorecida, en los territorios de la Republica de Costarica.

XII. Para mayor seguridad del comercio entre los subditos de Su Majestad Británica y los ciudadanos de la Republica de Costarica, se estipula, que si en algun tiempo ocurriere desgraciadamente una interrupcion en las relaciones amistosas, y se efectuare un rompimiento entre las 2 Altas Partes Contratantes, se concederán á los subditos ó ciudadanos de cualquiera de las 2 Altas Partes Contratantes que estén dentro de los territorios, dominios, ó establecimientos de la otra, si residen en las costas, 6 meses, y 1 año entero à los que residan en el interior, para arreglar sus negocios y disponer de sus propiedades; y se les dará un salvo-conducto para que se embarquen en el puerto que ellos elijieren; y aun en caso de un rompimiento, todos aquellos subditos

tracting Parties who are established in any of the territories, dominions, and settlements of the other, in the exercise of any trade or special employment, shall have the privilege of remaining and of continuing such trade or employment therein without any manner of interruption, in the full enjoyment of their liberty and property, as long as they behave peaceably, and commit no offence against the laws; and their goods and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody or entrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, nor to any other charges or demands than those which may be made upon the like effects or property belonging to the native subjects or citizens of the country in which such subjects or citizens may reside. In the same case, debts between individuals, property in public funds, and shares of companies, shall never be confiscated, sequestered, nor detained.

XIII. The subjects of Her Britannic Majesty and the citizens of the Republic of Costarica, respectively, residing in any of the territories, dominions, or settlements of the other Party, shall enjoy, in their houses, persons, and properties, the protection of the Government, and shall continue in possession of the guarantees which they now enjoy. They shall not be disturbed, molested, or annoyed in any manner on account of their religious belief, nor in the proper exercise of their religion, either within their own private houses, or in the places of worship destined for that purpose, agreeably to the system of tolerance established in the territories, dominions, and settlements of the 2 High Contracting Parties; provided they respect the religion of the nation in which they reside, as well as the constitution, laws, and customs of the country. Liberty shall also be granted to bury the subjects or citizens of either of the 2 High Contracting Parties who may die in the territories, dominions, or settlements aforesaid, in burial-places of their own, which in the same manner may be freely established and maintained; nor shall the funerals or sepulchres of the dead be disturbed in any way or upon any account.

XIV. The Government of the Republic of Costarica, in order to co-operate with Her Britannic Majesty for

ó ciudadanos de cualquiera de las 2 Altas Partes Contratantes que estén establecidos en cualquiera de los territorios, dominios, y establecimientos de la otra, en el ejercicio de algun trafico ú ocupacion especial, tendrán el privilegio de permanecer y continuar dicho trafico y ocupacion en el referido pais, sin que se les interrumpa en manera alguna, en el goze absoluto de su libertad y de sus bienes, mientras se conduzcan pacificamente, y no cometan ofensa alguna contra las leyes; y sus bienes y efectos, de cualquiera clase que sean, bien que estén bajo su propia custodia, ó confiados á individuos ó al Estado, no estarán sujetos à embargo ó secuestro, ni à ninguna carga ó imposicion que la que se haga con respecto à los efectos ó bienes pertenecientes à los subditos ó ciudadanos del pais en que dichos subditos ó ciudadanos residan. De igual modo, ó en el mismo caso, ni las duedas entre particulares, ni los fondos publicos, ni las acciones de compañias serán jamas confiscadas, secuestrada, ó detenidas.

XIII. Los ciudadanos de la Republica de Costarica, y los subditos de Su Majestad Británica, que residan en cualquiera de los territorios, dominios, ó establecimientos de la otra Parte, gozarán reciprocamente en sus casas, personas, y bienes, de la proteccion del Gobierno, y continuaràn en posesion de las garantias que actualmente tienen. No serán inquietados, molestados, ni perturbados en manera alguna, en razon de su creencia religiosa, ni en los ejercicios propios de su religion, ya dentro de sus casas particulares, ó en los lugares del culto destinados para aquel objeto, conforme al sistema de tolerancia establecido en los territorios, dominios, y establecimientos de las 2 Altas Partes Contratantes; con tal que respeten la religion de la nacion en que residan, así como la constitucion, leyes, y costumbres establecidas. Tendrán tambien libertad de enterrar á los ciudadanos ó subditos de cualquiera de las 2 Altas Partes Contratantes que murieren en los referidos territorios, dominips, ó establecimientos, en sus propios cementerios, que podrán del mismo modo libremente establecer y mantener; y no se molestarán los funerales ni los sepulcros de los muertos, de ningun modo, ni por motivo alguno.

XIV. El Gobierno de la Republica de Costarica, con el objeto de cooperar con Su Majestad Británica à fin de

limites et de cession du 5 mars 1848, signée à V

12 Déc. FRANCE. Loi sur la naturalisation et le des étrangers en France.

15 Déc. SAXE et AUTRICHE. Déclaration éch modifiant les articles IX et XI du recès géné limites et de cession du 5 mars 1848, sig Dresde.

20 Déc. BHAWNUGGUR et GRANDE BRETA Note du Thakoor de Bhawnuggur relative au vires entrant ses ports en cas de relâche forc gnée à Sumout.

20 Déc. NOWANUGGUR et GRANDE BRETA Note semblable à la même.

20 Déc. POOR BUNDER et GRANDE BRETA Note semblable à la précédente.

20 Déc. ÉTATS-UNIS et HAWAII. Traité de merce et de navigation, signé à Washington

20 Déc. LIBÉRIA. Acte pour régler la navigation, le merce et les finances.

25 Déc. RUSSIE et TURQUIE. Protocole accomoda différends relatifs aux réfugiés polonais, si Constantinople.

30 Déc. JAFFERABAD et GRANDE BRETAGNE. du Prince de Jafferabad relative aux navire trant ses ports en cas de relâche forcée.

30 Déc. JOONAGUR et GRANDE BRETAGNE. semblable à la précédente.

30 Déc. ÉTATS-UNIS et UTAHS. Traité de so sion, signé à Abiquin.

1850.

1850.

17 Janv. BELGIQUE et FRANCE. Déclarations écha prorogeant le terme fixé pour l'échange des ra tions du traité du 17 novembre 1849.

12 Février. ÉTATS ROMAINS, AUTRICHE, MOD et PARME. Acte d'accession de la Cour de à la convention, du 3 juillet 1849, pour la navigation sur le Pô, signé à Portici.

24 Févr. PRUSSE et ANHALT-BERNBOURG. Co tion modifiant le traité du 16 Mai 1849.

1852.

troupes russes destinées à entrer dans les états chiens.

AUTRICHE. 1849. 8 Nov. et 30 Sept. Déclaration écl pour le renvoi des juifs passés de l'un des deux dans l'autre.

PORTE OTTOMANE. 1849. 1 Mai. Convention de Ba man relative aux Principautés danubiennes.

PORTE OTTOMANE. 1849. 25 Déc. Protocole accomoda différends relatifs aux réfugiés polonais.

SANDWICH.

VOIR HAWAII.

SARDAIGNE.

1849. 3 Avril. Acte solennel d'abdication du roi Cl Albert.

1849. 4 Décembre. Décret relatif à la naturalisatio Italiens appartenant aux provinces réunies, en à la Sardaigne.

AUTRICHE. 1848. 30 Mai. Capitulation de Peschiera.

AUTRICHE. 1848. 9 Août. Convention d'armistice.

AUTRICHE. 1849. 26 Mars. Convention d'armistice.

AUTRICHE. 1849. 6 Août. Traité de paix, suivi du p verbal de l'échange des ratifications, en date d Août 1849.

BRÉSIL. 1848, 26 Juillet. 1849. 24 Mai. Notes écha relatives à l'abolition des droits différentiels.

LOMBARDIE. 1848. 13 Juin. Convention pour la réuni la Lombardie à la Sardaigne.

MODÈNE. 1849. 12 Août. Acte d'accession au Trait paix du 6 Août 1849, signé par le Duc de Mod

PARME. 1849. 14 Août. Acte d'accession au Traité de du 6 août 1849, signé par le Duc de Parme.

TOSCANE. 1849. 24 Sept. Convention de commerce navigation.

VENISE. 1848. 4 Juillet. Arrêté de l'Assemblée Vénéti pour la réunion de Venise à la Sardaigne.

VENISE. 1848. 6 Août. Décret du gouvernement prov de Venise publiant la loi sarde, en date du 27 j 1848, relative à la réunion de Venise à la Sarda

SAXE (ROYALE).

SAXE-COBOURG-GOTHA.

SAXE-MEININGEN.

SAXE-WEIMAR.

SCHLESWIG-HOLSTEIN.

SICILE.

SOHAR.

SUÈDE.

SUISSE.

TOSCANE.

TURQUIE.

VOIR PORTE OTTOMANE.

URUGUAY.

VOIR ÉTAT ORIENTAL D'URUGUAY.

VENISE.

WURTEMBERG.




HARVARD LAW LIBRARY
3 2044 075 176 222

